{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Coll.. Revue de Lille, A7,S2,T4. 1896/05-10.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

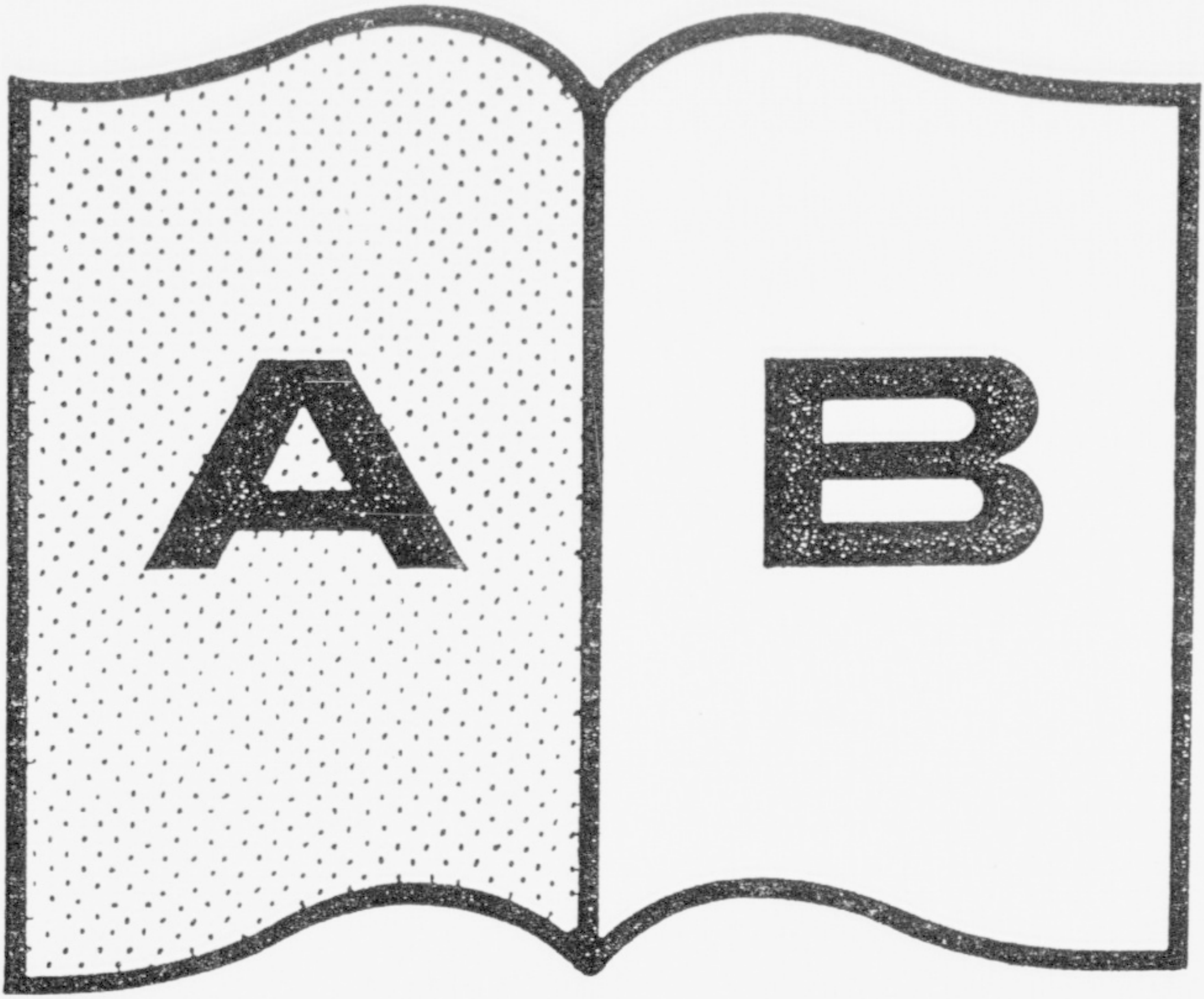
*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

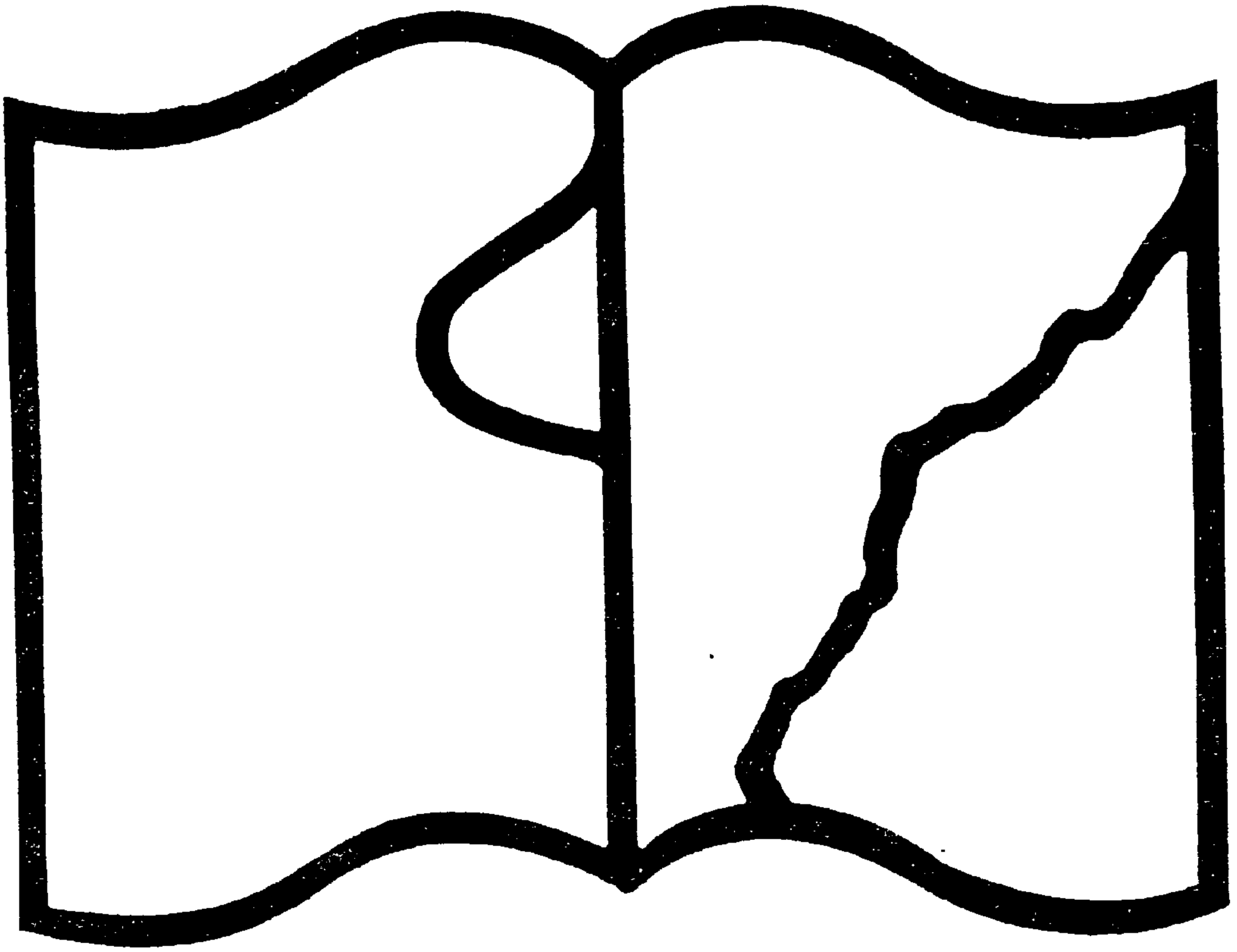
7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.



Contraste insuffisant

NF Z 43-120-14

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France



Texte détérioré — reliure défectueuse

REVUE

DE LILLE

DIRIGÉE

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PROFESSEURS

DES FACULTÉS CATHOLIQUES

485
1896

SEPTIEME ANNEE

DEUXIÈME SÉRIE — TOME IV

(TOME XIV DE LA COLLECTION)

1re Livraison. — Mai 1896

2 0

La *Revue de Lille* se trouve chez :

MM. SCHEPENS, à Bruxelles ; H. TREMBLAY, à Geneve ; BROCKHAUS, à Leipzig ;

BEAUCHEMIN, à Montreal

PARIS

rue des Saints-Peres, 30

J. LEFORT, IMPRIMEUR, ÉDITEUR

A. TAFFIN-LEFORT, Successeur

rue Charles de Muyssart, 24

LILLE

LIVRAISON DE MAI 1893

Pages

I — LA QUESTION TCHEQUE ET L'ANTISEMITISME EN AUTRICHE-HONGRIE, par **M. Eugène Dutboit.**

II — A TRAVERS LA LITTERATURE ESPAGNOLE,
par **M. l'abbé Cliquennois.** 27

III. — UN INSTITUTEUR EN 1810, par **M. G. Monteuuis.** 41

IV — « MORTS SANS BAPTÊME », par **M. E. Pannier.** 65

V. — LETTRES DE MAINE DE BIRAN A SA FAMILLE,
par **M. Mayjonade.** 72

VI. — BIBLIOGRAPHIE.

R. P. J. KNABENBAUER. *Evangelium secundum Lucam* (Commentaire faisant partie du *Cursus Scripturæ Sanctæ*), par **M le chanoine Jules Didiot.** 106

L'auxiliaire du catéchiste, dictionnaire des mots du catechisme présentés en tableaux synoptiques, par **L. R.** 107

MARGIOTTA. *Le culte de la nature dans la franc-maçonnerie — Le Palladisme*, culte de Satan-Lucifer dans les triangles maçonniques, par **M H Cetty** 108

Les abonnés sont priés, s'ils ne l'ont déja fait, d'envoyer le montant de leur abonnement 1895-1896, en un mandat-poste, à **M. A. TAFFIN-LEFORT, Éditeur, Paris, rue des Saints-Peres, 30; Lille, rue Charles de Muyssart, 24.**

La **Revue de Lille** est mensuelle. L'abonnement part du 15 Novembre ou du 15 Mai. Le prix est de 20 francs par an, et de 12 francs pour six mois; pour l'etranger le port en sus; union postale, 22 fr. 50.

Pour les abonnements, s'adresser à Mr A. TAFFIN-LEFORT; pour la rédaction, a Mr E. PANNIER, Secretaire de la Revue; Lille, rue Boileux, 26: pour tires à part des articles insérés, à Mr A TAFFIN-LEFORT

REVUE

DE LILLE

SEPTIÈME ANNÉE

DEUXIÈME SÉRIE. — TOME IV

(TOME XIV DE LA COLLECTION)

80 Z
1116 (14)

TABLE
(1890-1896)

Toute reproduction des articles de la REVUE DE LILLE
est rigoureusement interdite.

REVUE

DE LILLE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R F IMPRIMÉS

DIRIGÉE

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PROFESSEURS

DES FACULTÉS CATHOLIQUES

SEPTIÈME ANNÉE

DEUXIÈME SÉRIE — TOME IV

(TOME XIV DE LA COLLECTION)

1re Livraison. — Mai 1896

La *Revue de Lille* se trouve chez :

MM. SCHEPENS, à Bruxelles ; **H. TREMBLEY**. à Genève ; **BROCKHAUS**, à Leipzig ;

BEAUCHEMIN, à Montréal.

PARIS

rue des Saints-Pères, 30

J. LEFORT, IMPRIMEUR, ÉDITEUR

A. TAFFIN-LEFORT, Successeur

rue Charles de Muyssart, 24

LILLE

LUTTES NATIONALES

EN AUTRICHE-HONGRIE

LA QUESTION TCHEQUE ET L'ANTISÉMITISME

IV

Parmi les peuples de l'Empire qui luttent pour conquérir leur autonomie, le plus opiniâtre dans son œuvre d'émancipation, le plus puissant, le plus proche du but, c'est assurément le peuple tchèque.

Le peuple tchèque.

Rameau sorti du tronc slave, le peuple tchèque compte aujourd'hui plus de 6 millions d'âmes ; il occupe le royaume de Bohême, le margraviat de Moravie et le duché de Silésie, trois pays qui formaient autrefois une seule unité politique sous le nom de pays de la couronne de Bohême ou de la couronne de saint Wenceslas. Le plus important de ces trois pays par son étendue et sa richesse, comme par sa population, et son histoire, c'est le royaume de Bohême.

Le territoire de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie comprend le quart de la Cisleithanie et les habitants de ces pays forment le tiers de la population cisleithanienne. Sur les 430 millions de revenu annuel donnés par les impôts directs et indirects, les douanes, etc., dans toute la Cisleithanie,

les pays de la couronne de Bohême contribuent pour 165 millions de florins, dont 120 sont payés par le royaume de Bohême seul; ces pays contribuent donc pour plus des 2,5 aux revenus de la Cisleithanie. Sur ces 165 millions versés par la Bohême, la Moravie et la Silésie, 40 millions seulement reviennent à ces pays, tandis que 125 millions servent à couvrir les besoins des autres pays cisleithaniens, dont une grande partie est passive, notamment la Dalmatie, les pays Alpins, la Bukowine et même la Galicie. Ces quelques chiffres démontrent clairement que la Bohême est le plus puissant contribuable des pays de l'Empire austro-hongrois.

La question tchèque.

En quoi consistent au juste les revendications du peuple tchèque vis-à-vis de l'Empire?

Il prétend former à l'intérieur de l'Empire d'Autriche-Hongrie un Etat autonome, uni aux autres pays par l'union personnelle résultant de la soumission à un souverain commun. Celui-ci partagerait le pouvoir avec la diète de Prague. Le Reichsrath (Parlement central de Vienne) ne serait appelé à statuer que sur les affaires reconnues d'intérêt général pour toutes les parties de la Cisleithanie. En d'autres termes, les Tchèques demandent pour leur pays une situation analogue à celle que possède la Hongrie depuis le compromis de 1867.

Cette prétention s'appuie principalement sur le droit traditionnel, qui trouve son expression dans plusieurs actes impériaux: chartes des empereurs Ferdinand I^er^ (1530), Maximilien (1564), Ferdinand II (1677), et surtout dans le fameux décret du 12 septembre 1870 par lequel l'empereur François-Joseph s'adressant à la diète de Bohême, déclarait reconnaître volontiers les droits historiques du royaume, renouvelait la promesse de se faire couronner roi, ajoutait qu'il ne pouvait rien changer aux obligations qu'il avait contractées envers la Hongrie, et demandait à la diète d'élaborer dans un esprit de conciliation un projet réglant les rapports constitutionnels de la Bohême avec les autres pays. D'ailleurs, jusqu'en 1848,

le royaume de Bohême n'avait-il pas figuré camme pays autonome, représenté par sa Jiète? Et la constitution actuelle établissant le dualisme, niant par ce fait même les droits historiques du royaume de saint Wenceslas, n'a-t-elle pas été votée par le Reichsrath de Vienne en l'absence des représentants de la Bohême et par une assemblée dès lors frappée d'incompétence?

Telles sont les raisons juridiques qui militent en faveur des prétentions tchèques. S'ils combattent pour le droit traditionnel, ils luttent aussi contre le régime de compression, de malveillance et d'inégalité, que pratiquent à leur endroit les hommes d'État viennois. Ils voudraient que les fonctions administratives fussent ouvertes à tous sans distinction de race, au lieu d'ètre une sorte de monopole au profit des Allemands. Des mesures vexatoires, comme la proclamation du petit état de siège à Prague, amenant la suppression du jury et la censure préventive en matière de presse; des procès de tendance, comme ceux de l'Omladina où de jeunes patriotes exaltés, furent, pour des démonstrations sans grande importance, condamnés par une cour exceptionnelle à de longues années de réclusion; tant d'autres atteintes aux libertés traditionnelles ou aux susceptibilités légitimes du pays, ne réussissent qu'à entretenir le mécontentement du peuple et à raviver la popularité des champions de la cause nationaliste. Enfin, il y a lieu de remarquer que, de tous les griefs des Tchèques, le plus grave peut-être, est l'inégalité vraiement inique, que la loi électorale encore en vigueur établit au profit de l'élément allemand et au détriment des Slaves. Plus de 1.120.000 citoyens majeurs sont en Bohême totalement exclus du droit de suffrage. Les droits politiques sont partagés entre 452 grands propriétaires, élisant 23 députés, 186 membres des chambres de commerce élisant 7 représentants, 93.000 électeurs urbains élisant 32 députés, et 237.000 électeurs ruraux élisant 30 députés au Reichsrath.

Les circonscriptions électorales de la classe des villes et des campagnes sont fixées arbitrairement par la loi électorale de 1873, sans qu'aucune règle uniforme soit adoptée pour

établir des circonscriptions égales et justes. Telle ville de 3.000 habitants forme une circonscription (1), telle autre d'une population égale ou même beaucoup supérieure est englobée dans une circonscription de campagne. Les villes de Bohême, Parchen et Schönfeld, par exemple, dont la population, entièrement allemande, n'atteint même pas 1.000 âmes forment 2 circonscriptions électorales de la classe des villes; par contre, les villes tchèques de Vinvhrädy avec 34.000 habitants et Zizthur avec 41.000 habitants, sont comprises dans des circonscriptions rurales, et chacune d'elles n'élit, avec un grand nombre d'électeurs des campagnes environnantes, qu'un seul député au Reichsrath. Pareilles injustices commises envers les Tchèques par le législateur de 1867 pourraient être citées en grand nombre.

Le dualisme et la Bohême.

L'avènement du dualisme et de la Constitution de 1867 fut le signal d'une lutte acharnée de la nation tchèque : jusque là les droits historiques de la Bohême avaient pu être pratiquement méconnus, mais la loi fondamentale de l'Empire n'en contenait point encore la négation. Mais désormais la Bohême était réduite à la condition de province cisleithanienne. De la part des représentants du peuple tchèque à la diète de Prague et au Reichsrath de Vienne, la lutte commença par une sorte d'opposition passive, et par le refus de siéger au Reichsrath de Vienne qu'ils regardaient comme illégalement constitué. « Il y a, disaient-ils, dans une déclaration du 22 Août 1868, entre le souverain et le royaume de Bohême des rapports de droits et d'obligations qui obligent les deux parties. L'Autriche n'est pas un État unitaire et le royaume de Bohême n'est rattaché au reste de la monarchie que par le lien de l'union personnelle. Aucune modification ne peut

(1) Nous avons fait de larges emprunts à une étude de M. Pinkas sur *la Question tchèque*, *Annales de l'Ecole des Sciences politiques*, 1894, 15 septembre. Voir aussi Jean Bourlier, *les Vieux-Tchèques et les Jeunes-Tchèques*, *Revue politique et parlementaire* Janvier 1896, p. 110.

être apportée à ce rapport entre le royaume et le souverain que par un nouveau contrat entre les parties. La Cisleithanie est sans fondement historique, et la Bohême n'a pas à se faire représenter dans une assemblée cisleithanienne. Les questions constitutionelles doivent être réglées par un accord commun entre le souverain et la nation représentée par un système électoral juste et équitable. »

Sur ces entrefaites, le peuple organisait des manifestations patriotiques contre la nouvelle constitution par des meetings nombreux qui amenèrent de fréquents conflits avec la force armée. Le gouvernement sévit en déclarant l'état de siège à Prague et en procédant à d'innombrables arrestations et condamnations pour délits politiques.

La guerre franco-allemande approchait, et l'empereur François-Joseph, qui hésitait encore à intervenir en notre faveur, voulut se concilier au plus vite les Tchèques avant de tenter ce grand effort. Le ministère centraliste allemand fut congédié et le comte Potocki, Polonais, fut appelé aux affaires avec mission de concilier les Tchèques. Le nouveau ministre débuta par une amnistie générale en faveur des condamnés politiques, et se rendit à Prague pour traiter avec les députés.

Essais de conciliation.

Potocki offrait à la Bohême une situation analogue à celle que possède actuellement le royaume de Croatie-Esclavonie en Hongrie; il demandait en revanche la reconnaissance du dualisme accepté par l'empereur. Les représentants de la nation étaient prêts à s'entendre ; mais la noblesse, sous la conduite du comte Charchini et du prince Charles de Schwarzenberg, intervint pour se retrancher en masse derrière la fameuse déclaration du 22 août 1868 qui niait le dualisme. Elle trouvait les concessions de Potocki insuffisantes, et n'admettait que le droit historique pur et simple, ce qui revenait à exiger tout ou rien. Potocki échoua devant cette attitude intransigeante de la noblesse.

Quand la fortune des armes se fut tournée contre nous, l'empereur François-Joseph, effrayé de la toute puissance du nouvel Empire allemand, comprit la nécessité de fortifier son Empire et essaya une nouvelle entente avec les Tchèques, par l'entremise du comte Hohenwart, successeur de Potocki. Alors survint le décret du 12 septembre 1870, auquel nous avons fait allusion, en énumérant les titres juridiques dont se prévaut en Bohème la thèse autonomiste. Ce décret invitait la diète de Prague à élaborer dans un esprit de conciliation un projet réglant les rapports constitutionnels de la Bohême avec l'Empire.

La diète se mit à l'œuvre et rédigea un projet sous le nom d'*articles fondamentaux*. En voici les grandes lignes :

1° La diète de Bohême exercerait le pouvoir législatif jusque là réservé au Parlement central, *Reichsrath*.

2° Dans la délégation instituée par le compromis de 1867 pour le réglement des affaires communes à la Hongrie et aux autres pays de l'Empire, la diète de Bohême serait représentée par quinze délégués.

3° Le pouvoir exécutif serait exercé par l'Empereur et roi, avec le concours d'un ministère spécial pour le royaume de Bohême, représenté à Vienne par un chancelier du royaume.

4° Pour les affaires communes à tous les pays cisleithans, seraient institués un congrès de délégués de toutes les diètes, et trois ministères communs : commerce, finances, défense nationale.

Les articles fondamentaux aussitôt publiés, soulevèrent une violente opposition de la part des Allemands et des Hongrois ; M. de Bismarck s'émut des progrès du slavisme en Autriche, et envoya le roi de Saxe pour détourner l'Empereur de ses projets de conciliation. Finalement l'entente n'aboutit pas ; François-Joseph répondit aux articles fondamentaux en renvoyant le comte Hohenwart, et en demandant à la diète de Bohême de procéder aux élections pour le Reichsrath. Or les articles fondamentaux ne reconnaissaient pas au Reichsrath le droit de donner une constitution à la Bohême ; sur la proposition du prince de Schwarzenberg,

qui, au nom de la noblesse, déclara vouloir défendre jusqu'à la mort le droit historique du royaume, la diète refusa de procéder aux élections pour le Reichsrath. On revenait à l'opposition passive.

Politique du ministre Auersperg.

Alors le prince Auersperg étant devenu premier ministre, et le général Koller gouverneur de Prague, commença un régime de persécution à outrance ; tandis que les banquiers juifs et allemands achetaient à des prix inouïs les grandes propriétés de Bohême conférant le droit de vote dans la classe de la grande propriété. Par ce procédé, les Allemands purent conquérir la majorité dans la diète de 1872, et la minorité tchèque ne voulut pas siéger dans une assemblée qu'elle jugeait illégalement constituée.

En 1873, le prince Auersperg introduisit le système des élections directes pour le Reichsrath. Cette innovation fut un coup terrible pour l'opposition passive. En effet, tant que la diète élisait les députés au Reichsrath, l'opposition passive avait une raison d'être : elle avait pour conséquence que le royaume de Bohême n'était représenté à Vienne par aucun député. Mais du jour où les députés au Reichsrath seraient directement élus par les populations, ce ne serait plus le royaume entier, qui manquerait de représentation, puisque les minorités allemandes prendraient part au scrutin, mais seulement un certain nombre de circonscriptions, et dès lors, l'importance et la gravité du fait seraient sensiblement diminuées. Cependant la politique passive garda quelques partisans, qui furent désignés sous le nom de Vieux-Tchèques ; tandis que, sous la dénomination de Jeunes-Tchèques, se groupèrent les partisans d'une politique plus active, qui se manifesta d'abord par un retour à la diète de Prague, et plus tard par une entrée en masse de la représentation tchèque au Reichsrath de Vienne, en 1879, à l'avènement du ministère du comte Taaffe.

Politique du comte Taaffe et de ses successeurs.

Pour opérer ce retour au Parlement viennois, les Tchèques n'exigèrent aucune garantie ; se bornant à déclarer que leur rentrée au Reichsrath ne devait porter aucune atteinte aux droits historiques du royaume de Bohême et aux principes des articles fondamentaux. Mais tandis que les Jeunes-Tchèques, qui n'étaient durant les premières années qu'au nombre de cinq ou six, se signalèrent en général par une opposition des plus militantes, les Vieux-Tchèques et la noblesse historique devinrent les plus fermes soutiens de la politique du ministre viennois, et au prix de quelques concessions insignifiantes, se montrèrent d'une docilité parfaite et cessèrent d'invoquer le droit historique du royaume. L'opinion publique se tourna d'ailleurs contre les Vieux-Tchèques ; leurs jeunes rivaux, après avoir augmenté progressivement le nombre de leurs mandats parlementaires, sont seuls aujourd'hui à représenter au Reichsrath l'opposition tchèque. Les Vieux-Tchèques n'ont gardé que quelques sièges à la diète de Prague.

En 1893, il semblait que satisfaction allait enfin être donnée, grâce aux projets du comte Taaffe, aux revendications des Tchèques en matière électorale. Mais trois partis puissants : libéraux allemands, Polonais, conservateurs, se soulevèrent unanimement contre le ministre qui fut remplacé par le prince de Windischgrætz. En face du nouveau ministère appuyé sur une coalition de partis, une contre-coalition formant un groupe uni de soixante-dix membres et dont les Jeunes-Tchèques formaient le pivot, s'éleva aussitôt. « Le gouvernement ne connaît pas de question tchèque. » Ainsi s'exprimait, en s'emparant du pouvoir, le prince de Windischgrætz. Le noble prince dut bientôt s'apercevoir qu'il s'était étrangement trompé, car une année plus tard il était forcé de se retirer sous les coups de la coalition des Jeunes-Tchèques et des Slovènes, dans la minuscule affaire du lycée de Celj. Le Reichsrath vota en effet un crédit de 26,000 florins pour

l'établissement de classes slovènes parallèles aux classes allemandes dans la petite ville de Celj, malgré le ministère qui refusait sous l'instigation des Allemands d'inscrire ce crédit, sous prétexte que l'établissement des classes slovènes dans le lycée de cette ville *faisait perdre à cet établissement son caractère allemand.*

Le comte Badeni, successeur du prince Windischgrætz, comprit qu'il était chimérique de nier la question tchèque; dès son arrivée au pouvoir, il supprima l'état de siège qui régnait depuis deux ans à Prague, proclama une amnistie des délits politiques dont profitèrent les condamnés de l'Omladina, et décida que le *Journal officiel* paraîtrait désormais en deux éditions : l'une allemande, l'autre tchèque.

V

Inspiré par des griefs d'ordre religieux, d'ordre economique et d'ordre national, l'antisémitisme, c'est-à-dire la lutte contre l'influence juive, est aujourd'hui en Autriche-Hongrie le mot d'ordre et le programme d'un parti vigoureux et redoutable. Les agissements de ce parti, non moins que la puissance exorbitante des Juifs dans le domaine de l'intelligence comme dans celui des intérêts matériels, font qu'aujourd'hui se pose la question juive, comme se pose depuis longtemps la question tchèque, la question du compromis avec la Hongrie, etc. Et ce probleme nouveau ajoute sa part de complication aux difficultés nombreuses au milieu desquelles se débat la monarchie dualiste.

Nous voudrions indiquer rapidement les données de cette question, en montrant quelle est la puissance de la race sémite, et quels sont les moyens à l'aide desquels l'opposition anti-juive essaie de réduire ou de ruiner cette puissance redoutée. Nous n'oublierons pas, en faisant cet exposé, que nous sommes ici sur un terrain glissant, où il est aisé de perdre l'esprit de modération et d'équité qui convient à l'enseignement chrétien. Un exposé impartial des

faits sera sans doute le moyen d'éviter cet écueil. Nous guiderons d'ailleurs nos appréciations sur celles d'un homme, qu'on ne peut pas, relativement à la question juive, accuser de parti pris. « L'antisémitisme, écrit M. Anatole Leroy-Beaulieu, a pu être, à son heure, une protestation de la conscience publique contre les complaisances coupables des hommes en place, contre la vénalité des politiciens et la domination tout ensemble occulte et cynique des financiers interlopes. A travers ses outrances et ses violences, l'antisémitisme est dans son droit quand il s'attaque au culte de l'argent, au trafic scandaleux des influences, à l'exploitation éhontée du peuple par les élus du peuple, ou encore quand il démasque l'hypocrite intolérance d'inconséquents libres-penseurs, qui, de l'irréligion comme de la corruption, se sont fait une méthode de gouvernement (1). »

La population juive.

Les Israélites d'Autriche-Hongrie sont à peu près 2,300,000, dont 800,000 environ habitent la Galicie, 700,000 la Hongrie, 150,000 la Bohême (2).

En Galicie la population juive comprend la presque totalité des Allemands qui ont immigré lors du premier partage de la Pologne, lorsqu'on tenta de germaniser ce pays (3). C'est l'élement juif qui a centralisé dans cette province les transactions commerciales, nulle contrée d'ailleurs ne s'y prêtant mieux que la Galicie, jadis centre prospère des échanges entre l'Orient et l'Occident, mais ou les notions commerciales s'étaient peu à peu affaiblies. Si au point de vue politique, les Juifs de Galicie — Allemands ou Polonais — sont moins remuants et ambitieux que ceux de Vienne ou de Buda-Pesth, s'ils affectent de se tenir à l'écart, depuis que le

(1) *Israël chez les nations*, p. VII, Paris, Calmann-Lévy, 1893.

(2) En 1869, l'Autriche-Hongrie comptait seulement 1.454.000, et en 1880, 1.643.708. Tandis que l'accroissement annuel de la population générale en Autriche-Hongrie est de 0,77 °/₀, l'accroissement de la population juive est de 2,7 °/₀.

(3) Elle fut renforcée dans ces dernières années par l'émigration des Israélites de Russie, qui s'est portée de préference vers la Galicie.

mouvement antisémitique a éclaté en Autriche et que des mesures rigoureuses ont été prises en Russie contre leurs coréligionnaires, en revanche ils ont envahi la campagne et à l'aide de petites banques rurales ont accaparé les capitaux, les terres et les cabarets.

Ajoutons que les Juifs de Galicie peuvent se diviser en deux catégories : les uns que nous qualifierions volontiers d'*orthodoxes*, sont fermement attachés à leurs coutumes et à leur langue; ils vivent entre eux, groupés dans des sortes de tribus; les autres au contraire se sont modernisés; ils s'efforcent de se mêler à l'élément indigène et de participer à tous les actes de la vie nationale.

De même en Bohême, à côté de Juifs plus ou moins émancipés du judaïsme, on en trouve qui ne se mêlent pour ainsi dire pas au reste de la population. Ils s'en distinguent volontairement et demeurent fidèles à leurs mœurs traditionnelles aussi bien qu'à leur culte : ce sont des juifs judaïsants. Ils vivent groupés dans des agglomérations curieuses, dites *grandes juiveries*, et qui existent également au delà de la frontière, en Lithuanie, en Moldavie, etc. (1).

Au contraire, dans les grandes villes, à Vienne notamment, les Juifs sont absolument modernisés, ils affectent de ne pas laisser deviner leur race et leur culte, de ne se distinguer par aucune coutume exceptionnelle et par aucun esprit de caste exclusif, de la masse chrétienne qui les entoure. Ils espèrent par là acquérir plus d'influence sur le milieu dans lequel ils sont placés.

L'influence juive

L'envahissement des Juifs sur le terrain économique a été plus rapide encore que leur accroissement numérique. Ce n'est que depuis 1848 en Hongrie, et depuis 1862 dans les autres provinces de la monarchie, qu'ils ont acquis la capacité de posséder la terre. Dans ce court espace de temps, la seule famille Rothschild a acquis, en Bohême, le quart du territoire qui appartient aux soixante plus anciennes familles

(1) Sentupéry, *op. cit.*, p. 287.

du pays. Elle y possède sept fois plus de terres que la famille impériale. En Hongrie, les Juifs ont acquis tant de domaines, qu'ils ont déjà le quart des voix électorales attribuées à la grande propriété. La moitié du comitat de Neutra appartient à un financier juif, le baron Poppel, et une émigration continue de la population juive s'y produit (1). En Galicie, c'est pis encore : les juifs possèdent les 80 °/₀ de la terre. « Quand les banquiers juifs, dit M. Claudio Jannet, ne s'emparent pas directement de la terre par l'hypothèque, l'administration facilite leurs acquisitions en faisant vendre chaque année un grand nombre de petites propriétés pour défaut de paiement de l'impôt. On marche ainsi, si des mesures protectrices de la petite propriété ne sont pas prises, vers la constitution de Latifundia cultivés au profit d'une race étrangère par des prolétaires abrutis d'alcool. »

Les Juifs ont été longtemps et sont encore aujourd'hui à peu près seuls banquiers à Vienne. Au-dessous des hauts barons de la finance et des grands manieurs d'argent, souvent maîtres des emprunts d'État et dont l'influence s'étend bien au delà de la capitale, s'agite tout un monde d'usuriers, qui fait métier d'exploiter les fils de famille dissipateurs, les officiers besoigneux, la petite bourgeoisie des métiers et du commerce. D'autres financiers Juifs accaparent les adjudications publiques, les fournitures militaires, les travaux d'édilité. Enfin les éléments inférieurs de la population juive absorbent les petits métiers et le commerce de détail. Dans la Leopoldstrasse (2), l'une des artères principales de Vienne, qui a reçu le nom caractéristique d'*île juive*, on chercherait en vain un nom de chrétien. Là où un boutiquier chrétien essaie de se maintenir, les Juifs forment souvent de véritables conspirations pour le ruiner, établissant dans le voisinage des magasins au rabais, des soldes qui l'obligent à baisser ses prix d'une façon désastreuse et à disparaître. Combien d'existences indépendantes ont été par là réduites à la misère!

(1) Claudio Jannet, *le Socialisme d'Etat et la Réforme sociale*, p. 65, en note. Paris, Plon, 2e édit., 1892.

(2) Abbé Kannengieser, *Juifs et catholiques en Autriche-Hongrie*, p. 153.

Mais la royauté de l'argent et de la richesse ne suffisent pas à l'ambition des Juifs; ils prétendent également régner sur les intelligences et ont choisi pour réaliser ce rêve les deux instruments les plus efficaces : la presse et les Universités.

Sauf quelques feuilles antisémites, toute la presse viennoise leur appartient; gestion financière et rédaction politique sont en leur pouvoir. La statistique officielle a révélé l'existence de 107 Juifs rédigeant les principaux journaux de Vienne. A la *Neue Freie Presse*, s'il faut en croire le témoignage autorisé de M. l'abbé Kannengieser (1), on compte jusqu'à 18 rédacteurs juifs; au *Neue Wiener-Tageblatt*, 30; à l'*Alte Presse*, 13; à l'*Illustrirte Extrablatt*, 16; au *Fremdenblatt*, 14, etc. Des Juifs partout et à peu près rien que des Juifs! Ajoutons que les quelques rédacteurs chrétiens admis dans ces synagogues de la pensée sont plus corrupteurs et plus hostiles au christianisme que les rédacteurs circoncis eux-mêmes.

Si des salles de rédaction nous passons dans les amphithéâtres universitaires, ici encore nous verrons, à l'Université de Vienne notamment, un grand nombre de chaires magistrales occupées par des professeurs juifs, les étudiants juifs bénéficier en grand nombre des bourses gouvernementales, les corporations juives traitées par le sénat académique avec une faveur dont ne bénéficient pas toujours les corporations catholiques, et la Faculté de théologie elle-même, n'être pas toujours à l'abri de l'influence ou de l'intimidation juive. On a pu le constater, il y a quelques mois, dans une circonstance célèbre, que relate l'intéressant ouvrage de M. Kannengieser.

L'abbé Mullner, professeur de théologie et recteur de l'Université, fit en plein Landtag l'apologie de ses collègues juifs, sous prétexte de les défendre contre les violences antisémites. Son attitude lui attira une superbe et véhémente réplique de la part du député Grégorie : « Vous avez été froissé dans vos sentiments intimes, dites-vous, M. le Recteur, eh bien! moi, j'ai trois sentiments au cœur : l'amour de

(1) *Op. cit.*, p. 155.

l'Église catholique, l'amour de la patrie et l'amour de la famille. Ne savez-vous pas comment les savants juifs de l'Université ont attaqué et attaquent sans cesse le catholicisme; comment la presse juive insulte nos prêtres et nos institutions religieuses? Il y a dix ans, un prêtre catholique ne pouvait plus se montrer dans les rues de Vienne sans être souillé de bave juive. L'ignorez-vous, M. le Recteur? » (1)

Dans le monde des étudiants viennois ce sont les Juifs qui disposent de l'influence et organisent les manifestations publique. Faut-il dire que maintes fois ces manifestions ont blessé la religion et même le patriotisme? A la *Lessingsfeier*, les vociférations contre les catholiques alternaient avec des chansons telles que : *Je suis un Prussien, connaissez-vous mes couleurs?*

Les Juifs, maîtres des intérêts matériels par l'argent, maîtres des intelligences par la presse et par les chaires d'Université, ont régné presque sans conteste et sans interruption sur la politique viennoise de 1867 à 1879. Ils avaient pour alliés les adeptes du parti libéral, au sens allemand du mot, c'est-à-dire les champions du Kulturkampf, les adversaires irréductibles de le cause catholique. Jusqu'en 1879, les libéraux, que le langage populaire surnommait les valets de la juiverie, restèrent au pouvoir dans la personne de leur chef le prince Auersperg. Mais aux élections de 1879, un revirement se produisit dans beaucoup de circonscriptions, malgré les précautions prises pour assurer le succès de la coterie régnante; une majorité conservatrice, bigarrée il est vrai, sortit des urnes et recueillit la lourde succession du libéralisme. Taaffe prit la place d'Auersperg.

Réaction antisémitique.

C'est à cette époque que commence à se dessiner, d'abord presque imperceptible, s'accentuant peu à peu, un mouvement de réaction et une sorte de régime protecteur contre l'envahissement des Juifs. Ce ne fut pas le gouvernement

(1) *Op. cit.*, p. 159.

qui prit la tête du mouvement. Si le comte Taaffe, en effet, n'était point le serviteur soumis de la coterie juive, s'il manifestait plus d'indépendance et de modération que son prédécesseur, il n'était pas homme cependant à rompre résolument avec le système de ses devanciers; il cherchait plutôt à gagner du temps, et à tourner les difficultés à mesure qu'elles s'offraient á lui, qu'á inaugurer une politique nouvelle.

Mais si le gouvernement du comte de Taaffe ne conduisit pas la poussée de résistance et de préservation sociale contre l'influence juive, du moins la toléra-t-il dans une certaine mesure et ne lui opposa-t-il pas de parti pris des obstacles insurmontables. D'ailleurs, il convient de distinguer dans ce mouvement antisémitique deux phases bien distinctes : la première que nous qualifierons de *législative*, se manifesta par quelques lois protectrices des métiers et de la petite propriété rurale, compromis ou menacés par la ploutocratie sémitique; la seconde que nous qualifierons de *populaire*, se manifesta par la formation d'un vaste parti dans lequel se rencontrèrent des hommes venus des horizons politiques les plus opposés et animés des sentiments les plus divers, mais unis dans la pensée ou la passion commune de l'antisémitisme.

Ce n'est point avec nos préjugés français, qu'il convient d'apprécier la loi autrichienne du 15 Mars, qui rétablit en Autriche la corporation obligatoire pour les patrons et ouvriers de la petite industrie. Les esprits superficiels seraient tentés de condamner *a priori* une expérience qui heurte de front les dogmes de l'économie classique. Mais si l'on tient compte de l'absorption croissante en Autriche du commerce de détail par les éléments inférieurs de la population juive, on comprendra que trop faibles pour lutter isolément contre les excès d'une concurrence souvent inégale, les gens de métiers avaient besoin d'une protection qui fût vraiment efficace, et que seule une organisation légale des professions pouvait leur donner sinon l'indépendance, au moins la sécurité.

. Il convenait aussi d'empêcher la concentration menaçante de la propriété foncière dans des mains juives. La loi du 1er Avril 1889 établissant le *Hofrecht,* c'est-à-dire l'indivisibilité du domaine rural de moyenne ou de petite étendue, fut inspirée par cette préoccupation urgente de prévenir le morcellement illimité de la propriété foncière, qui mène à la vente forcée et par conséquent à l'expropriation des paysans. La discussion de cette loi a fait aussi reconnaître que les soultes successorales étaient la principale cause de l'endettement des paysans, précurseur funeste de l'expropriation. Elles sont, a-t-on dit, la cause d'au moins 80 °/₀ des dettes hypothécaires qui grèvent la propriété rurale dans la monarchie autro-hongroise. Il importait de parer à ce danger que la seule indivisibilité du domaine rural ne supprimait pas. Aussi la loi nouvelle a-t-elle permis aux diètes provinciales d'attribuer de plein droit à l'héritier qui recueille le domaine, à l'*Anerbe* ou *Uebernehmer,* selon l'expression autrichienne, un préciput du tiers à prélever sur la valeur du domaine.

Tel est, caractérisé par quelques exemples, le mouvement législatif qui tend à enrayer l'accaparement des métiers et de la propriété rurale au profit de la spéculation juive. Mais plus puissant et plus connu est le mouvement d'hostilité publique, qui se traduit contre l'influence juive, sous la forme d'un parti politique, actif, violent et puissamment organisé, auquel de récentes victoires électorales, notamment à Vienne, ont donné dans ces derniers temps un intérêt d'actualité.

Les trois corps de l'armée antisémitique.

Ce n'est point par l'homogénéité que se distingue en Autriche le parti de l'antisémitisme. Cependant après les tâtonnements inévitables et l'agitation confuse des premiers essais, il fut possible de répartir en trois groupes principaux, les adversaires des Juifs : le premier groupe s'intitule parti *chrétien social,* le second *parti antisémite,* le troisième parti *national allemand.* Le parti social chrétien poursuit principa-

lement dans les Juifs les adversaires implacables de l'idée chrétienne; le parti antisémite manœuvre plutôt sur le terraïn économique et accuse les Juifs d'exploiter les classes moyennes; enfin le parti national allemand, se plaçant sur le terrain politique, veut soustraire aux Juifs la direction des affaires publiques.

C'est au parti social chrétien qu'est due pour une part la transformation insensible de Vienne au point de vue religieux. Cette ville, qui eut longtemps la réputation méritée d'être un foyer de scepticisme et une sentine de corruption, semble redevenir depuis quelques années une des villes les plus croyantes de l'Autriche. Les missions, prêchées d'année en année dans les églises,ont provoqué des retours innombrables, en même temps que le rapprochement du prêtre et de l'ouvrier sur le terrain des œuvres sociales dissipait bien des défiances et adoucissait bien des hostilités.

Les alliés des chrétiens sociaux sont aujourd'hui les antisémites proprement dits, naguère assez hostiles à l'idée religieuse et ne se faisant pas faute dans leur organe le *Deutsche Volksblatt* de distribuer des coups aux cléricaux aussi bien qu'aux Juifs. Mais peu à peu, soit par l'effet d'une tactique habile, soit sous l'influence convaincante des chrétiens sociaux, ils changèrent d'attitude vis à vis du clergé catholique et de la religion. De frondeur et malveillant le Deutsche Volksblatt se montra respectueux et modéré; réservant pour le Juif toutes ses haines et ses violences. Faut-il ajouter que dans cette guerre sans trêve ni merci contre le judaïsme, la mesure a pu être maintes fois dépassée, et que la lutte loyale et sereine pour la défense des convictions et la préservation de la société a trop souvent fait place à une guerre implacable contre les individus, où l'injure occupait plus de place que l'affirmation des principes?

Le troisième corps de l'armée antisémite, le parti national allemand, est de beaucoup le moins nombreux et le moins accessible à l'influence catholique. La plupart de ses membres sont des radicaux avancés, qui n'acceptent l'alliance des chrétiens sociaux que par nécessité et à contre-cœur. Alliés

précieux cependant puisqu'ils permettent d'enrôler dans l'armée antisémite, des gens qui n'en veulent au libéralisme que parce que celui-ci s'identifie avec l'influence juive (1).

Telle est la coalition qui, sous la conduite de chefs expérimentés, Shœnerer, Schneider, Scheicher, Vergani, et surtout le prince Aloïs de Lichtensten et le Dr Lueger, le premier, chef des chrétiens sociaux, le second, chef du parti antisémite proprement dit, est entrée à maintes reprises dans la lice électorale, enlevant des sièges au Reichsrath de l'Empire et à la diète de la Basse-Autriche, montant plusieurs fois à l'assaut du Conseil municipal de Vienne, pour enlever finalement cette citadelle du libéralisme réputée imprenable.

Conquête par l'armée antisémite du Conseil municipal de Vienne

La conquête du Conseil de la capitale vaut la peine d'être racontée en quelques mots. Lorsqu'en Avril 1891, le Conseil municipal de Vienne dut être renouvelé, les antisémites réussirent du premier coup à conquérir 46 sièges. Deux ans plus tard ils obtinrent six nouveaux mandats; c'était une minorité respectable avec laquelle la majorité libérale devait forcément compter. Quelque votes décisifs furent arrachés par le Dr Lueger et ses amis, notamment le rétablissement de la prière dans les écoles communales de Vienne. D'ailleurs les libéraux perdaient du terrain chaque jour, comme le démontrèrent bientôt les événements de 1895. Le Conseil municipal de Vienne est élu par trois curies qui nomment chacune 46 membres, la première comprenant les citoyens payant un cens très minime, c'est la *curie démocratique* qui en 1891 avait envoyé 39 antisémites au conseil; la seconde comprenant les professeurs, les fonctionnaires, c'est comme on dit à Vienne la *curie de l'intelligence;* la troisième enfin se composant de citoyens très riches qui paient un cens élevé, c'est la *curie de la fortune*. En mai 1895, la seconde des trois curies, dite curie de l'intelligence, considérée jusque là

(1) Kannengieser, *op. cit.*, p. 178.

comme le boulevard le plus solide du libéralisme, fut appelée à élire ses représentants. Les électeurs nommèrent 24 antisémites et seulement 22 libéraux. L'intelligence trahissait la cause du libéralisme. Par suite de ce déplacement de voix la majorité libérale du Conseil n'était plus que de 74 voix tandis que la minorité antisémite s'élevait à 64 voix. Le nouveau Conseil se réunit quelques jours après pour procéder à l'élection du premier vice-bourgmestre. Le candidat libéral, M. Richter, fut élu par 71 voix, mais, par suite d'un complot ourdi d'avance, il déclina l'honneur qu'on lui faisait pour rendre un second tour de scrutin nécessaire. Les libéraux déposèrent alors des bulletins blancs dans l'urne, et le Dr Lueger, chef des antisémites, se trouva contre toute attente investi de la dignité de vice-bourgmestre. Mais à peine Lueger eut-il accepté son mandat, que le bourgmestre en fonctions, M. Grubl, lança sa démission; il s'agissait de mettre les antisémites à l'épreuve et de les obliger à confesser eux-mêmes leur incapacité. Lueger ne se laissa pas émouvoir par la retraite astucieuse de Grubl, et Vienne eut un Conseil municipal présidé par un antisémite, alors que la majorité était encore libérale.

Cependant la bataille ne tarda pas à recommencer autour du fauteuil présidentiel rendu vacant par la démission de Grubl. Le Conseil n'étant pas parvenu à réunir une majorité sur un nom quelconque, un décret de dissolution parut sans tarder à l'*Officiel*. La bataille électorale reprit, ardente et passionnée, et aboutit à l'écrasement des libéraux. La curie démocratique ouvrit le feu : en 1891, elle avait élu 34 antisémites et 12 libéraux; en septembre 1895, ceux-ci ne réussirent pas à sauver un seul siège. Dans la curie de l'intelligence, même déception : les libéraux parviennent à grand peine à sauver 14 sièges, abandonnant les 32 autres à la coalition antisémite. Restait la curie qui représente la puissance de l'argent : ici évidemment les Juifs dominaient, tenant entre leurs mains le commerce, l'industrie, la haute finance; et pourtant quelques grands propriétaires catholiques s'étant mis à la tête du mouvement antisémite, celui-ci

enleva de haute lutte 14 sièges. Le parti de Lueger disposait donc en définitive d'une majorité des deux tiers et détenait 92 mandats. Lueger fut en effet élu bourgmestre par 93 voix sur 138; mais la confirmation impériale était nécessaire pour permettre au nouveau bourgmestre d'entrer en fonctions. Pendant quelques semaines, François-Joseph, qui dans maintes circonstances s'était incliné comme il convient à un souverain constitutionnel, devant la volonté populaire, parut hésitant; mais, circonvenu par toutes les influences dont le sémitisme pouvait disposer, impressionné par le langage comminatoire de la presse hongroise, qui reprochait à Lueger des déclarations hostiles aux Madgyars, l'empereur refusa finalement de ratifier la nomination de Lueger. En vain Lueger fut-il réélu à l'unanimité des antisémites. Le premier ministre, comte Badeni, répondit par un décret de dissolution du Conseil municipal de Vienne. De nouvelles élections eurent donc lieu à la fin du mois de février de la présente année. L'antisémitisme, comme il fallait s'y attendre, sortit victorieux des urnes et reçut même quelques nouveaux renforts.

La majorité antisémite rentrait triomphante à l'Hôtel de Ville, et au jour fixé pour l'élection du bourgmestre, Lueger fut réélu par 96 suffrages contre 42 donnés par les libéraux à M. Grubl. Mais la ratification impériale serait-elle de nouveau refusée? Ou le souverain se déciderait-il à sanctionner purement et simplement une nomination, frappée peu de temps auparavant d'un veto qui paraissait irréductible?

Le loyalisme et le tact politique des chefs du parti antisémite leur fit comprendre qu'il était impossible de mettre à une telle épreuve la légitime susceptibilité de l'empereur. Ils proposèrent au premier ministre, comte Badeni, la transaction suivante : on procéderait à l'élection du vice-bourgmestre, sans attendre la ratification de l'élection du bourgmestre. Comme le vice-bourgmestre peut entrer en fonctions sans que son choix ait été préalablement ratifié par l'empereur, il présiderait les débats du Conseil municipal, et la ratification du bourgmestre resterait en suspens. Mais le

Conseil des ministres rejeta cette solution transactionnelle ; il décida que le Conseil municipal serait appelé à se prononcer une fois encore sur le choix de son bourgmestre, et que, dans le cas où le Dr Lueger serait réélu, l'assemblée communale serait à nouveau dissoute.

C'était la guerre qui recommençait entre la ville de Vienne et le gouvernement de l'empereur : guerre pleine de menaces pour la sécurité de la capitale et la popularité de la monarchie. Mais à l'heure où la rupture semblait décisive, où toute chance d'arrangement s'évanouissait, le bon vouloir du souverain et le désintéressement du Dr Lueger se combinèrent pour mettre fin, au mieux des intérêts réciproques, à une crise également fâcheuse pour la ville de Vienne et pour l'Empire. Avant de quitter Vienne, pour présider à Buda-Pesth le millénaire du royaume de Hongrie, François-Joseph fit mander à la Hofburg le chef des antisémites, et lui demanda, comme un service à rendre au pays et à la monarchie, de renoncer spontanément à la dignité de bourgmestre. Lueger, s'il avait été le fanatique intransigeant que ses ennemis avaient si souvent dénoncé, aurait répondu peut-être par un refus orgueilleux aux avances du souverain et se serait retranché derrière les milliers de suffrages populaires qui venaient d'acclamer son nom. Mais en sujet loyal, en patriote clairvoyant et désintéressé, il crut mieux faire de s'incliner devant les désirs impériaux, réservant seulement pour son parti le droit de nommer à sa place un autre antisémite.

La presse libérale, comme il fallait s'y attendre, ne manqua pas de critiquer avec aigreur la condescendance de l'empereur, qui, au lieu d'annuler purement et simplement l'élection du bourgmestre, avait mandé Lueger pour le prier de démissionner volontairement. Le comte Badeni, énergique plus que de coutume, ordonna la confiscation du principal organe libéral de Vienne, la *Neue freie Presse*, dans lequel le mécontentement des Juifs et de leur clientèle contre le souverain était exprimé en termes violents.

Fidèles à la promesse faite par leur chef, les antisémites du

Conseil municipal viennent d'élire premier bourgmestre, par 94 voix contre 42, M. Strobach, qui appartient au groupe des chrétiens sociaux, et qui, tout dévoué au Dr Lueger, a promis de lui céder la place, dès que le moment serait venu. La ratification de l'empereur ne peut plus faire de doute, et la capitale de l'Autriche pourra donc, puisqu'elle l'a voulu, tenter l'expérience d'une administration antisémite. Puisse cette expérience convaincre le gouvernement impérial qu'il faut faire dans le programme de la coalition antisémite la part des revendications légitimes, si l'on ne veut pas que l'antisémitisme glisse sur la pente dangereuse de l'opposition démagogique, flatte les mauvais instincts de l'âme populaire, et prépare les voies au socialisme révolutionnaire.

EUGÈNE DUTHOIT.

A TRAVERS
LA LITTÉRATURE ESPAGNOLE

Quelques épisodes de la *Jérusalem conquise* (suite).

La prophétie de Joachim et le miroir de Mafadal

Quand les rois de France, d'Espagne et d'Angleterre, unis pour la Croisade, se rencontrèrent en Sicile, on parlait beaucoup d'un solitaire qui vivait dans les montagnes de la Calabre et dont les visions et les miracles attiraient les foules. C'était le moine Joachim, qui, disait-on, pouvait lire l'avenir dans l'Apocalypse (1). Richard le fit venir à Messine; et il l'interrogea sur le succès de la Croisade. Joachim lui annonça que Jérusalem serait délivrée sept ans après la conquête de Saladin. Cette prophétie ne se réalisa pas.

Lope de Vega ne pouvait manquer de profiter de cette circonstance et de la réputation du moine Joachim pour

(1) In Calabria natus est, et congregationis Floræ fuit abbas; eximii sed singularis prorsus ingenii, ad scripturam sacram commentis ornandam præsertim operam navavit. Liber pessimus cui titulus est *Evangelium æternum* ei falso tributus videtur. Sectarum pseudo-mysticarum placitis et fabellis nimium indulsit et haretici eo pluries abusi sunt, ideo præsertim quia querelas adversus clerum, episcopos, immo et summum Pontificem sæpissime edidit. Quaedam prophetavit vera. Anno 1202 e vivis excessit. Ejus laudes cantat Alighieri. (PARAD. XII.)

Il calavres e abate Giovacchino
De spirito profetico dotato.

(*Petrus ab Alliaco* : L. Salembier, p. 289.)

mettre en rapport avec le roi Alphonse « cet homme doué d'esprit prophétique, qui savait écrire sur le marbre l'avenir que nous voyons aujourd'hui passé (1). » C'était une occasion toute naturelle de compléter l'histoire de l'Espagne si brillamment commencée dans le discours du captif à Saladin, et de se conformer aux traditions de l'épopée qui, d'une manière ou d'une autre, chante toujours la postérité de son héros. Quoique la prédiction soit très facile après l'événement, l'esprit de l'homme est tellement enclin au merveilleux qu'il admet volontiers ces fictions et ne se choque nullement de leur invraisemblance. Écoutons donc la prophétie de Joachim; elle est, du reste, bien digne de l'épopée.

« Les trois rois, désireux de savoir où aboutirait leur zèle pour le Christ, allèrent voir le solitaire Joachim. Après d'affectueux baisers le moine leur dit d'une voix haute, inspirée par le Ciel : « Illustres rois, honneur du sol gaulois, espagnol et anglais, votre dessein est grand, et, pour le concevoir, il faut un grand cœur. Si vous pouvez conserver la paix et l'amitié qui doit vous unir, ô Philippe, ô Richard, Dieu vous prépare une immortelle renommée. Tant qu'elle règnera entre vous, cette paix estimée du Ciel et méprisée du monde, vous remporterez mille victoires, et mille lauriers couronneront vos têtes. Richard, tu verras le nid très saint de l'oiseau céleste qui est bien supérieur au phénix de l'Arabie. Si l'ambition n'étreint pas ton cœur, tu dompteras l'oppresseur du temple. Et toi, Alphonse, que conduisent l'amour et la piété, que la nature doua de tant de grâces et de faveurs, écoute la destinée que le Ciel te réserve.

» O fils de Sanche le Désiré, ajouta-t-il en le prenant à part, apprends quel don Dieu t'a réservé quand sa main divine te créa. Tu épouseras la belle Léonor, ainsi l'a disposé la Providence; et par cette union tu procureras à l'Angleterre, à l'Espagne, à la France, honneur, profit et puissance.

(1) On attribue à Joachim la prophélie suivante sur l'Antechrist :

Cum decies seni fuerint et mille ducenti
Anni, qui nato sumunt exordia Christo,
Tunc Antichristus nequissimus est oriturus.

Cette époque fatale est passée depuis 1260.

Tes deux filles, Bérengère et Blanche, te donneront deux petits-fils illustres, deux saints, deux rois, l'un portant les lis français, l'autre les Castilles invincibles. Le premier arborera sa bannière blanche aux confins de l'Asie; l'autre avec la bannière rouge posera son Lion sur toute la terre espagnole. Ils s'appelleront saint Louis et saint Ferdinand. Celui-ci, protégé par Isidore et Léandre, ornera Séville de son blason et de ses armes. Après toi règnera un malheureux jeune homme qui sera victime, à quatorze ans, d'un accident étrange (1). Il aura pour successeur ton petit-fils, le roi Ferdinand, le conquérant du Bétis. Alphonse, ensuite, lui, laissera le renom immortel d'un sage et d'un guerrier. Les branches de son tronc généreux se propageront jusqu'à ce qu'elles aillent se greffer en Autriche, où elles conserveront l'honneur de son nom héroïque. Le dernier roi de ton sang, Ferdinand, donnera à Philippe, duc d'Autriche, la belle dona Juana, qui surpasse toutes celles que vit régner l'âge d'or. L'Espagne attend ce Philippe avec un autre Homère, un autre Apelles, un autre Lysippe, qui consacreront à ce nouvel Alexandre, à ce nouvel Achille, leurs plumes, leurs pinceaux et leurs burins. C'est lui qui produira pour la couronne d'Allemagne deux aigles illustres, Ferdinand et Charles, dont César et Pyrrhus pourraient envier les armes glorieuses, dont les vertus et les exploits occuperont, partout où le soleil éclaire le monde, les langues, les ailes et les plumes de la renommée. Aux applaudissements de la terre et de la mer profonde, le second Philippe, seul digne de venir après le premier, Philippe le Prudent, sera l'héritier de tant de gloire. La ligne équinoxiale lui donne l'empire d'un monde nouveau, inconnu à notre pôle : un si grand soleil ne pouvait tenir dans une sphère aussi petite que la nôtre. Un autre aigle vient après lui : il porte la foudre et devant lui s'incline toute la terre. Cours, temps rapide, passe, marche; qu'il vienne enfin, au siècle d'or, sage dans la paix, fort dans la guerre, terreur

(1) Henri, fils d'Alphonse, fut blessé à Palencia par une tuile qui lui tomba sur la tête. Il mourut de cette blessure le 16 juin 1217.

de l'hérétique et glaive du Musulman, le troisième Philippe! »

On ne s'étonnera pas de cet éloge exagéré de Philippe III, si l'on veut bien se rappeler que la *Jérusalem conquise,* quelle que soit la date de sa composition, est dédiée: *A la Majestad de Phelipe Hermenegildo, primero deste nombre y tercero del primero.* Le moine Joachim, emporté par son enthousiasme prophétique, avait ainsi parcouru rapidement les annales futures de l'Espagne. Il revient bientôt à son royal interlocuteur, et le voit en esprit, après son retour de Palestine, guerroyer avec succès dans la Navarre et l'Aragon, enlever aux Maures la ville de Cuenca, marquer de la croix les bannières de saint Jacques, et fonder à Palencia cette Université fameuse qui sera transportée plus tard à Salamanque, près des eaux limpides du Tormès. Il lui montre le glorieux champ de bataille de Las Navas de Tolosa, où l'Espagne, bénie par le pape Innocent III, venge ses anciens revers et le désastre récent d'Alarcos. « C'est dans ces plaines, Alphonse, que tu dompteras l'Afrique : elle n'a plus sur l'épaule le carquois doré, ni dans la main le cimeterre recourbé; elle fuit devant toi, et la poussière remplace le laurier sur ses cheveux épars. Deux cent mille ennemis jonchent la terre : qui remporta jamais une telle victoire? Vit-on jamais, du pôle arctique à l'étoile du Sud, plus de guerriers, d'armes et de chevaux? Tu vaincras, Alphonse, sans le secours des drapeaux étrangers, avec les Maîtres et les Chevaliers de Saint-Jacques, de Saint-Jean et du Christ. Tu seras la gloire de tes ancêtres, et pour tes successeurs un soleil dont ils chercheront à reproduire les divines splendeurs. Les siècles et les hommes de l'avenir préparent des louanges qui ne s'épuiseront jamais, pour toi et pour Léonor, mère de tant de Césars, de tant de rois et de tant de saints. »

Affermis dans leur dessein par le solitaire prophète, les rois prennent la mer. Philippe de France arrive sans encombre à la plage de Ptolémaïs; mais il ne veut pas commencer les hostilités avant l'arrivée de son allié. Le roi d'Angleterre et son fidèle compagnon Alphonse de Castille s'em-

barquent à Messine, « d'où plus tard doit sortir la terreur des Ottomans et de Grenade, le fameux don Juan, vainqueur sur les rives du Xénil et dans le golfe de Lépante, dont les exploits donneront tant de gloire à la maison d'Autriche. »

Cette histoire prophétique de l'Espagne reparaît sous une autre forme dans le poème : ce n'est plus une prédiction proprement dite, mais plutôt une vision magique de l'avenir.

Parmi les prisonniers qui tombèrent entre les mains d'Alphonse de Castille, dans un des innombrables combats qui se livrèrent aux environs de Ptolémaïs, se trouva l'Égyptien Mafadal, l'inventeur du bateau rempli de serpents, qui défendit autrefois l'entrée du port de Jaffa à la flotte de Richard.

Alphonse, instruit de la réputation que s'était acquise Mafadal par sa science magique de l'avenir, et désireux de savoir quelles sont les destinées futures des royaumes catholiques, fait venir à sa tente le sage Égyptien ; et celui-ci, séduit par de magnifiques promesses, s'engage à lui montrer les portraits vivants des rois qui lui succéderont en Espagne.

Le jeune prince, accompagné de Garceran et d'Isménie, prend, à la tombée de la nuit, un sentier tracé au milieu des herbes, et arrive sous la conduite du magicien dans un bois qui ombrage une fontaine fraîche et limpide : deux cyprès y élevaient leurs pyramides vers le ciel, et soutenaient un miroir resplendissant, éclairé par les feux de deux torches. « La forêt se taisait, ainsi que le vent qui tout à l'heure bruissait dans le gazon ; l'onde de la source elle-même réprimait avec respect le clair accent de sa voix. Tout à coup, Alphonse voit se dessiner dans le miroir une troupe d'hommes à cheval : à leur tête brille le divin Ferdinand, monté sur un blanc coursier, docile au frein et à l'éperon, dont le front porte une étoile d'or et un panache rouge terminé par une sphère : le saint roi s'avançait, montrant sur son bouclier, l'image du Bétis ; son fils Alphonse le Sage le suivait, si digne de ce titre que la jalousie étrangère le respecte ; son bouclier porte un astrolabe, un ciel et un poids, pour apprendre aux princes à régler leurs lois sur la loi de

Dieu. Puis, sur un cheval noir, vient le roi Sanche le Brave, dont le bouclier lance des éclairs, et représente un roi des Arabes captif. Le huitième Alphonse contemple ensuite le onzième Alphonse, dont les exploits conquirent tant de cœurs en Castille, et qui semble déjà emporter les dépouilles des Mores. Avec un sceptre à pointes relevées se montre derrière lui, sur un cheval bai, le roi don Pedre, type de la force et de l'arrogance, image du Romain Caligula : la douce paix et la piété gisent défuntes sur son bouclier doré. En cet instant le miroir ressemblait à la mer qui réprime la fureur de ses ondes. Viennent ensuite trois Henri, deux Jean, avec mille victoires remportées sur les Mores. Si les sultans pouvaient voir reluire le fer des deux qui suivent, le laurier leur tomberait du front : l'un est Ferdinand V, qui sépara du noble sang espagnol le sang des Arabes et des Juifs. Il domine sur le champ découvert du miroir, près de sa divine Hipsicratée, vêtue d'une robe antique : on dirait le siècle d'or qui revient sous le règne de Ferdinand et d'Isabelle. Le soleil d'Autriche, mort en notre pays, dans la fleur de ses années, paraît, sur un coursier gris, couvert jusqu'aux pieds d'une étoffe noire. En ce moment le cristal tremble en découvrant celui qui fit trembler les mers d'un pôle à l'autre, l'illustre Charles V, toujours victorieux; les arbres et les plantes de la forêt s'inclinent devant Philippe II et Philippe III, et les étoiles du ciel s'abaissent en présence du nouveau Salomon. »

Alphonse, témoin de la grandeur qui se reflète sur le phénix espagnol, son héritier, voudrait parler; mais le cristal s'obscurcit subitement. Certes, il ne pouvait pas se plaindre d'ignorer l'histoire à venir de son royaume, et les portraits vivants de Mafadal venaient enlever toute obscurité aux anciennes prophéties du moine Joachim ; les deux épisodes se complètent parfaitement l'un l'autre; mais il en résulte peut-être une lumière trop claire. L'avenir n'apparaît jamais sans nuage.

« Montre-moi Léonor, mon épouse bien-aimée, » dit alors Alphonse à Mafadal. — La forêt et la source se turent de nouveau, domptées par le magicien, et les feuilles cessèrent

de se mouvoir au souffle du vent. Alphonse vit dans le cristal l'image du palais qui fait l'orgueil de l'antique cité de Londres. La façade principale découvrait une galerie conduisant dans une salle dont la richesse égale la beauté. Sur des broderies blanches, étaient retracés les rois d'Angleterre avec les insignes de la paix, du gouvernement et de la guerre. On foulait, en marchant, des tapis semblables à une prairie qu'Avril émaille de fleurs. Là était Léonor, la bien-aimée d'Alphonse. Il la voit, occupée à son travail de broderie, et si belle qu'il en reçoit une nouvelle blessure d'amour : on dirait que l'aiguille rapide a transpercé son cœur. »

« Après le spectacle, Mafadal couvre le miroir d'un voile d'oubli. Le bois sacré et l'eau du ruisseau se remettent à murmurer; les vents et les oiseaux reprennent leur liberté : L'aube avait apporté au soleil les clefs du ciel (1). »

Dislocation de l'armée chrétienne

La victore de Sephet, bientôt suivie de la reddition de Jaffa, dont la gloire revenait tout entière à Richard et aux Espagnols, excita la jalousie des autres nations et surtout celle des Français. Ce fut ce qui amena la dislocation des forces chrétiennes, au moment où leur union semblait promettre le succès définitif de la sainte expédition. « Saladin, voyant son frère captif avec ses deux enfants, Jaffa et Ptolémaïs au pouvoir des Croisés, sa fortune guerrière évanouie, se décida à quitter Jérusalem et à laisser à ses ennemis le tombeau du Christ. Il croyait que les murs de Sion n'étaient plus une défense assez sûre; et il se disposait à passer le Nil avec son armée de Perses et de Turcs. » Il traversait déjà le Cédron quand un Arabe vint lui annoncer un événement qui changeait la face des choses. « Arrête, prince, lui dit-il, arrête ! connais ton bonheur, et ne quitte pas la terre que tu as conquise. Les ennemis ont perdu leur chef; il n'y a plus de guerre; Philippe est retourné en France; il ne reste ici

(1) Lib. XIII, oct. 151 et seq.

que l'Anglais Richard et l'Espagnol Alphonse, incapables de te nuire désormais avec la petite armée qu'ils ont encore. J'ai vu les navires français s'enfuir plus rapides que le vent, les ailes de la terreur emportent Philippe sur les ondes (1). »

Le départ du roi de France n'était que trop vrai. C'était pour la Croisade un coup si funeste que le poète ne peut s'empêcher de l'attribuer aux puissances infernales. L'Envie, « vêtue de noir et hérissée d'aspics, » était sortie de l'abîme; et en même temps que la renommée publiait la gloire de Richard, elle répandait dans les cœurs des soldats et des chefs français son poison mortel. Pour mieux exciter le ressentiment de Philippe, elle s'en alla chercher, au milieu des roches glacées de la Scythie, dans une caverne que n'éclairent jamais les rayons du soleil, un autre monstre enseveli dans la nuit obscure. Ce monstre est l'Outrage (el Agravio); il est entouré de sa hideuse progéniture; la Colère, le Blâme, la Fureur, le Duel, et qui forment sa cour. Il y a ici un abus des personnifications, et l'allégorie est d'autant plus condamnable qu'elle se prolonge outre mesure et que l'intervention de ces personnages fictifs est inutile et même nuisible à l'intérêt du poème et à la conduite de l'action. Nous n'avons rien à tirer du long discours que, dans un songe, l'Outrage fait entendre au roi, pour ranimer de vieilles querelles qui n'étaient qu'assoupies (2); il nous suffit d'entendre le prince à son réveil : « Il sort de son repos, plein de colère, et assemble son conseil : Jusques à quand, s'écrie-t-il, souffrirai-je les insultes de Richard? Jusques à quand verrai-je celui qui me doit tout ce qu'il est, me mépriser comme il fait? Jusques à quand mon honneur, soumis au joug de la paix que m'impose le pontife suprême, supportera-t-il les affronts qu'on m'inflige? Suis-je donc de pierre, et n'y a-t-il plus de cœur dans cette poitrine? Pour vous, guerriers de France, Richard réserve les pierres de ses murailles; pour lui il prend les pierres précieuses du More; pour vous, assauts à tenter; pour lui, un b[illegible]r d'or et d'argent à re-

(1) Lib. XIV, oct. 111 et seq.
(2) Lib. XIV, oct. 37 à 53.

cueillir; pour vous les dangers dans le camp; pour lui les trésors qui chargent ses navires; pour vous le froid, le soleil brûlant; pour lui la couronne de laurier sur le front. Qu'il n'en soit plus ainsi; retournons dans notre patrie; laissons les Danois et les Allemands vanter son nom et le porter au ciel parmi les plus fameux capitaines. Le tombeau du Christ connaît assez la foi et la valeur de la France, depuis que le zèle de Godefroi y a placé les lis de nos étendards. »

La poésie a rarement eu des accents plus énergiques : c'est l'éloquence de la colère excitée par l'envie. Mais ce discours méritait une réponse : elle fut donnée en plein conseil par le duc de Bourgogne, Othon. Nous nous reprocherions de ne pas traduire ses paroles pleines de foi et d'héroïsme. « Je ne sais, dit-il, si l'Italie, l'Espagne et les autres nations qui adorent le Christ, penseront que tes raisons sont justes et bonnes, quand elles pleureront le saint Sépulcre que tu laisses en captivité. La pensée que les Anglais s'illustrent sans toi est une inspiration de celui qui ne peut voir sans horreur l'heureuse issue de notre entreprise. Qu'importe que l'Anglais soit acclamé par les gens de Flandre et d'Allemagne, qu'importe qu'il dépouille les tentes africaines? La cause que nous servons n'est pas la nôtre, mais celle de Jésus–Christ. Il ne faut pas tant admirer la gloire humaine, car souvent le butin fait par Israel fatigue le Ciel et provoque le châtiment. Nons suivons le Christ nu sur sa croix, couronné d'épines et non de laurier; nous sommes venus pour délivrer le monument sacré où il fut jeté sur un linceul. Si nous ne cherchons la gloire que dans le Christ, que nous importe que l'Anglais marche chargé de richesses? On sert mieux nu Celui qui mourut nu. Si tu considères, Philippe, les affronts que te fit Richard, considère aussi ceux que souffrit Celui qui n'ouvrit pas la bouche pour se plaindre, et dont la patience étonna le Ciel lui-même. Si l'illustre Godefroi et ses soldats se fussent irrités pour n'importe quelle raison, jamais les lis français n'auraient fleuri sur le sable des ports tyriens. Ces lis épanouis sur la bannière de Godefroi qui flotte autour du saint Sépulcre sont le témoignage de

la foi française et de la valeur de son épée. Prince, les nations étrangères diront que tu es arrivé sur les rives sacrées du Cédron; mais on ne pourra pas dire que tu y fis briller une des fleurs de Godefroi. Au lieu de nous retirer, il vaudrait mieux arroser de notre sang les étendards suspendus autour du tombeau sacré; les chastes fleurs en prendraient un nouvel éclat. »

C'étaient assurément de nobles paroles, dignes de la France des Croisades, et Philippe-Auguste était capable de les entendre. Malheureusement elles furent combattues par Guise, dont les conseils se trouvèrent trop d'accord avec la pensée du roi pour ne pas l'emporter. Le départ fut décidé, et bientôt la flotte française prit la mer, laissant en Palestine quelques milliers de soldats sous les ordres du duc de Bourgogne. Plusieurs chevaliers refusèrent d'abandonner la Croisade; et parmi eux le vieil Hubert, oncle de Guise, qui avait noblement secondé les efforts d'Othon dans le conseil royal. « Ces braves préférèrent mourir avec honneur, que de retourner vivants avec tant d'infamie. » Richard, auquel la retraite du roi de France laissait le commandement suprême de l'armée chrétienne, se dirigea vers la ville de Tyr, où dominait Tarudante depuis le meurtre de Conrad de Montferrat.

Garceran et Osorio a Jérusalem — Garci Pacheco

Le siège de Tyr fut signalé par la bravoure des Espagnols et la vigoureuse défense des Sarrasins. Un chevalier, Giron, sauva des flammes une statue de la Sainte Vierge que les infidèles voulaient brûler; Garceran, une bannière rouge à la main, tenta d'escalader les remparts, mais il fut renversé par le robuste Alcimédor, et il fallut reporter dans sa tente le héros jusqu'alors inébranlable; Alphonse, qui entrait déjà par la brèche aux cris de saint Jacques, fut blessé au défaut de l'épaule par une flèche lancée des murailles, et le jeune roi dut se retirer, couvert de sang. Le bruit se répandit aussi-

tôt dans toute l'armée « qu'un fer cruel avait transpercé l'armure marquée de la croix du lion de l'invincible Espagne. » Cette nouvelle réveilla Garceran de son étourdissement : il courut à la tente royale, où déjà Isménie retirait de la blessure la flèche meurtrière. Les Espagnols veulent tous posséder cette arme et ils se la disputent comme une relique. Il s'en suit une scène de haute comédie, que l'arrogance et la brutalité de Garceran menacent de transformer bientôt en un drame sanglant. Il faut pour arrêter la colère du fier Castillan, insulté par les siens et réprimandé par son roi, que le vaillant Laïn Osorio vienne lui proposer une aventure dans le genre de celles qui allaient si bien au caractère entreprenant et romanesque de la vieille chevalerie. « Garceran, lui dit son ami, accomplis donc avant tout le premier vœu que tu as fait, celui de voir le saint Sépulcre. Quand le superbe Alcimédor se précipita du mur dans la plaine, j'ai promis moi–même de te faire baiser la pierre qui recouvrit le corps de notre Dieu. Partons ensemble; nous ne serons reconnus de personne sous nos habits de pèlerins, et nous paierons notre dette à Celui qui nous délivra de la mort. » Ces paroles apaisèrent le héros; et il se disposa à partir avec Osorio, quoiqu'il fût toujours inquiet du salut du roi. Celui-ci, malgré les instances de Richard et d'Isménie, ne voulait pas souffrir que l'on pansât sa blessure avant la fin du combat. La lutte continuait en effet sous les murs de Tyr avec une vaillance égale de part et d'autre. Inigo de Castro réussit enfin à poser sa bannière sur les créneaux après avoir abattu l'Égyptien Alcandre, le plus vaillant défenseur de la cité. Ce fut le dernier épisode de cette bataille confuse.

Cependant les deux pèlerins du saint Sépulcre se mirent en route pour Jérusalem (1). Après avoir salué en passant les lieux témoins des mystères évangéliques et pleins des souvenirs de l'ancienne loi, Garceran et Osorio « arrivèrent enfin à la grande cité, émus jusqu'au fond de l'âme, à la pensée que les pieds divins avaient autrefois foulé ce sol sacré. Ils se

(1) Lib. XV, oct. 58 et seq.

dirigèrent humblement vers le temple; mais à l'entrée du saint édifice ils virent deux barbares croiser leurs piques devant eux et leur demander le tribut exigé de ceux qui osaient venir en ce lieu. « Il faut, dit un des Sarrasins, six florins pour voir l'arche que gardaient jadis les séraphins ailés. Mais si tu ne les as pas, tu pourras entrer, chrétien, à la condition que tu t'agenouilles à cette porte et que tu reçoives un soufflet de ma main (1). » Osorio regarda Garceran et lui dit : « Si le Christ, étant ce qu'il était, a voulu, dans cette même ville que nous visitons, subir l'injure d'un soufflet, je veux la souffrir aussi, dût le Barbare me l'infliger mille fois. » Aussitôt il fléchit le genou; et le Turc, le bras levé, le pied droit en arrière, le frappa au visage d'un coup si violent que le chrétien roula sur le sol, et que sûrement le bruit en retentit dans le ciel. Garceran, admirant l'humilité d'un si noble chevalier, crut voir le Christ lui-même. Il se tourna vers le second des soldats; et celui-ci appliqua sur le visage qui faisait trembler l'Asie jusqu'à ses dernières limites, un tel soufflet que tout autre que Manrique eut été précipité hors du temple en roulant sur les degrés. A ce prix les chevaliers, plus grands peut-être en cette circonstance que sur les champs de bataille, purent entrer dans le sanctuaire. Mais l'un des soldats, autrefois esclave en Espagne du père de Manrique, crut reconnaître le héros malgré son déguisement, et courut aussitôt raconter le fait à Saladin. Le sultan, étonné de savoir entre ses mains celui qui tant de fois foudroya les Turcs, ordonna de fermer les portes de la ville, et envoya Branzard, le défenseur de Ptolémaïs, avec cinquante janissaires, pour se saisir des deux chrétiens. Ceux-ci n'étaient pas d'humeur à se laisser prendre sans résistance : un soufflet de Garceran punit Branzard qui avait insulté l'Espagnol en l'appelant espion; puis le héros, brandissant de sa main robuste un énorme madrier, renverse les soldats qui le pressent. « Courage, Osorio, s'écrie-t-il, mourons, mais que notre gloire ne meure pas ! » Il saisit alors une chaîne capable

(1) Cette condition humiliante a réellement été imposée aux visiteurs du Saint Sépulcre.

de retenir un taureau et s'entoure d'un cercle qu'on ne franchit que sous peine de mort. Les efforts de l'ennemi échouent contre ces forteresses vivantes. Fatigués de combattre en vain, les janissaires reculent pour lancer de loin des flèches, tactique déjà employée par les Sarrasins qui ne pouvait manquer de réussir. En ce moment critique Saladin arrive en personne et arrête le combat; il a pensé qu'il lui serait utile de sauver la vie de Garceran pour l'échanger contre son frère et ses enfants prisonniers. Garceran et Osorio se rendent au sultan, qui les fait enfermer dans une tour : ils avaient jonché ce nouveau champ de bataille de sept morts et de quatorze blessés.

Il y eut grande douleur au camp des chrétiens, quand on y connut la captivité de Garceran et d'Osorio. « Ce jour-là les blessures d'Alphonse devinrent dangereuses (1). » Richard envoya des ambassadeurs à Saladin pour lui offrir comme rançon des deux Espagnols, de l'or, de l'argent, des pierres précieuses; mais le sultan exigea la liberté de ses enfants et de Sirasudole. L'échange allait se faire, lorsqu'un événement invraisemblable faillit tout compromettre. Une sorte de machine infernale, imaginée par Tarudante, éclata soudain dans le camp : « Ce fut comme l'explosion d'un double Etna qui fit voler en l'air les gardiens des prisonniers, et les prisonniers eux-mêmes. » Les deux fils de Saladin, Sirasudole et le jeune et brillant Claridor, neveu de Richard, furent au nombre des victimes.

Tout était à craindre désormais pour Garceran et Osorio. Cependant Alphonse et Richard, qui ne pouvaient se résigner à perdre de pareils soldats, députèrent à Saladin le duc de Bourgogne Othon, pour lui apprendre la catastrophe et traiter le rachat, à prix d'or, des deux chevaliers. Un Espagnol, Garci Pacheco, voulut accompagner l'ambassadeur, dans le dessein de se livrer lui-même aux Turcs en échange de Garceran, si l'or ne suffisait pas.

Saladin (2) reçut l'ambassade dans la grande salle de son

(1) Lib. XV, oct. 19.
(2) Lib. XV, oct. 103 et seq.

palais, ornée des splendides tapisseries qu'y avaient autrefois posées les rois chrétiens. Le trône du sultan était surmonté d'un dais sur lequel brillaient encore les fleurs lorraines et françaises ; on y montait par sept degrés recouverts d'or et de soie. Assis sur ce trône, les pieds posés sur de riches coussins, entouré de sa garde, Saladin, dans toute la pompe des rois d'Orient, attend les envoyés des princes chrétiens. Tout cet appareil ne put imposer au rude Pacheco qui ne connaissait pas plus le cérémonial des cours que le célèbre Robert de Paris, si bien dépeint par Walter Scott. A son entrée dans la salle de réception, Pacheco cherche un siège, et comme il n'en trouve pas, il saisit un des coussins ornés de pierreries qui étaient sous les pieds du sultan : « Comme ambassadeur, dit-il, je mérite un siège ; je représente ici mon roi. D'autres s'asseyent où ils peuvent, acceptant l'honneur qu'on leur fait, l'Espagnol s'assied où il veut (1). — Il est juste, répond Saladin avec un sourire affecté, de faire honneur à tout Espagnol. » Et, prenant l'autre coussin, il l'offre au duc de Bourgogne. L'audience, si étrangement commencée, se passe avec toute la courtoisie des temps chevaleresques. Le sultan, apprenant la mort tragique de ses fils et de son frère, montre un cœur héroïque et refuse la rançon des prisonniers. « L'or, l'argent, les pierreries, ne sont rien pour moi, dit-il ; nul, dans tout l'univers, ne possède des richesses comparables aux miennes. Venez, je veux vous montrer mes trésors. » Il dit, et conduit les ambassadeurs dans les appartements reculés de son palais, où se trouvent des richesses incalculables, telles qu'on n'en trouve pas même dans les enchantements des *Mille et une Nuits*. Il y a au milieu des merveilles entassées des tableaux provenant du pillage des cités impériales, qui représentent la nais-

(1) Quando no fuera yo quien soy, decia,
Por ser embajador merezco assiento,
Represento a mi Rey....
Naciones deferentes de la mia,
Sientanse donde pueden, con intento
De admitir el honor que se les diere,
Y el Español se sienta donde quiere.
(Lib. XV, oct. 112.)

sance du Christ, l'adoration des Mages, la fuite en Égypte, le Jourdain et le Précurseur. « Saladin vénérait Jésus-Christ comme un prophète, et ne parlait qu'avec respect de ses miracles et de son histoire.

Pacheco, à la vue de ces merveilles, ne put résister à la tentation d'exalter l'Espagne aux dépens des trésors sarrasins. Il faut citer tout entière, aussi exactement que possible, cette scène qui est une des plus caractéristiques du poème. « En Espagne, dit-il, il y a de bien autres grandeurs que celles-ci. Mon roi possède un pont d'une beauté incomparable : il est haut comme une montagne, et on y voit paître quarante mille têtes de bétail (1). Mon roi possède une salle si vaste que trente mille personnes y peuvent tenir à l'aise (2); et au pied d'une montagne, une fabrique de draps et de laines teintes qui rapporte à son trésor vingt mille couronnes (3). Mon roi possède une montagne sur laquelle s'échelonnent des maisons; il n'y a rien de semblable dans les cinq zônes : une muraille d'eau entoure cette montagne qui cesse d'être une île par un côté seulement (4). Il possède une ville, où les eaux salutaires et fraîches combattent les feux du soleil. Par une porte, appelée la porte fermée, mille hommes entrent chaque jour. La campagne fertile produit en abondance les fruits de Bacchus et de Cérès; elle est arrosée par une rivière qui semble retenir l'eau dans sa main, car tantôt elle s'en va, tantôt elle revient (5).

(1) Il s'agit du Guadiana, qui coule sous terre l'espace de sept lieues. (Note de l'auteur) L'Estrémadure traversee par ce fleuve est un pays de pâturages.

(2) La ville de Salamanque. Sala-manca. (Note de l'auteur.)

(3) Les célèbres manufactures de Ségovie, qui remontent probablement aux Arabes.

(4) Tolède, entourée par le Tage, sauf du côte de la Vega. (Note de l'auteur.)

(5) Madrid. La porte appelée Cerrada conserve jusqu'aujourd'hui le serpent de pierre, emblème des Grecs qui la bâtirent. (Note de l'auteur.)

Les Espagnols se sont plu à donner à Madrid une très haute antiquité : on a invoqué comme preuve de cette antique origine, une pierre de la vieille porte de la Culebra, sur laquelle est sculpté un serpent. Le serpent étant l'emblème que les Grecs portaient sur leurs drapeaux, on a conclu que cette porte devait remonter au temps de Cadmus.

Cette description se rapporterait tres bien à la huerta de Valence, et l'on pourrait croire, malgré l'anachronisme, que l'auteur décrit cette splendide campagne, s'il ne disait lui-même qu'il est ici question de Madrid. Cette ville est en été brûlée par le soleil, et le terrain qui l'entoure est d'une stérilité désolante.

Si le guerrier castillan eût pu voir le monument élevé par le roi Philippe le Prudent en l'honneur de l'Aragonais qui mourut sur le gril, et ce temple à la superbe architecture dont l'éclat fait pâlir les sept merveilles du monde, s'il avait vu les figures que Prométhée pouvait animer de la flamme immortelle, peintures où parle un muet, bronzes qui proclament la gloire de Jacomé, s'il avait contemplé les armes d'Autriche et d'Espagne dans cette retraite où Philippe s'est couché pour toujours, et cette bibliothèque sans rivale qui contient l'histoire de la grande monarchie, il aurait dit que la grandeur de l'Espagne surpasse toutes les grandeurs du monde; et s'il eût été question de la vertu qui est le plus précieux des trésors, il aurait montré au sultan le roi qui fut le type de la sainteté (1).

Pacheco poursuivit : « La noblesse d'Espagne, éternellement illustre, ô Perse, possède à Séville une route merveilleuse, sans terre et sans pierre, qui fait communiquer entre elles deux cités (2). Dans les prairies de Guisando, il y a, chose digne d'être écrite et racontée, des taureaux extraordinaires; l'un d'entre eux n'a pas moins de deux mille ans (3). L'Espagne possède à Ségovie toute une ville dominée par les eaux (4), et un autre territoire, semblable à une ville, qui est si élevé qu'on y respire l'air de la seconde région (5). Elle possède aussi le fruit d'un arbre excellent sur l'écorce duquel on peut écrire que vingt mille hommes s'y logent comme les grains dans une grenade (6). Il y a près de Tolède, une fon-

(1) L'Escurial, bâti par Philippe II, sur le modèle du gril de saint Laurent, en mémoire de la bataille de Saint-Quentin, gagnée le 10 août. On y admire des peintures de l'Espagnol El Mudo, et des sculptures du Lombard Jacome de Trenzo. (Note de l'auteur.) Le roi, type de la sainteté, est saint Ferdinand.

(2) Le pont de bateaux sur le Guadalquivir, réunissant Séville à Triana.... Le poète semble oublier que Seville ne fut définitivement conquise par les chrétiens qu'en 1248.

(3) On sait que les taureaux de Séville sont les plus sauvages, et ses toreadors les plus célèbres de l'Espagne. Cependant le narrateur dépasserait les bornes de l'exagération, même castillane, s'il n'y avait pas un vieux monument quelconque appelé El Toro (?)

(4) Le fameux aqueduc romain de Ségovie.

(5) Calatrava. (Note de l'auteur.)

(6) La ville de Grenade. (Note de l'auteur.) Elle ne fut espagnole que bien plus tard.

taine, qui verse des milliers de Jacinthes, et une autre, non loin d'Almagro dont les ondes acides pourraient dissoudre le diamant (1). Deux dames dont la vue seule inspire la crainte, se dressent, plus hautes que les roches les plus élevées, l'une vermeille, l'autre noire, mais charmante par les yeux verts dont elle est parsemée (2). Cette contrée semble un manteau sur lequel serait tombée une tache (3); que l'eau vienne la laver, et que le ciel soit clément, elle enrichit de blé toute l'Espagne; elle recèle de l'argent et du mercure en telle quantité que ces métaux extraits forment une colline qui reste assise comme une sentinelle en attendant qu'Alphonse vienne l'enlever. »

Tel fut le discours de Pacheco qui ne déplut pas à Saladin. Le sultan chargea de présents les deux envoyés, leur remit sans rançon Garceran et Osorio, et leur donna un de ses capitaines pour les escorter jusqu'au camp des chrétiens. « Il voulait témoigner au roi d'Espagne qu'il aimait et craignait les Espagnols plus que toutes les autres nations qui montrèrent leurs bannières à l'Orient. »

L'abbé CLIQUENNOIS.

(1) Fontaine des Jacinthes, à Saint-Bernard de Tolède et eaux minérales d'Almagro.

(2) La chaîne vermeille (Sierra Bermeja), et la chaîne noire (Sierra Morena).

(3) Jeu de mots intraduisible sur *mancha,* qui signifie tache, souillure, et qui est le nom de la province espagnole illustrée par Cervantes.

(La suite prochainement.)

UN INSTITUTEUR EN 1810

Avant-Propos. — L'instruction publique et la Révolution.

« Le titre de maître d'école est le plus beau après celui de roi. » Cette parole d'Érasme témoigne de la haute estime des anciens pour ceux qui se consacrent à former l'intelligence et le cœur de la jeunesse. Aujourd'hui encore, sans exprimer leur vénération en termes aussi pompeux, tous gardent parmi leurs plus vivants, sinon leurs plus chers souvenirs, celui du maître qui les initia à la science et à la vertu. Sans doute l'homme fait se dépouille mal de cette habitude qui, dans son enfance, lui faisait remarquer surtout les ridicules et les travers du maître : ces impressions du jeune âge se sont gravées dans une nature trop tendre pour s'effacer de si tôt; mais derrière le masque forgé par l'imagination de la jeunesse, il en est bien peu qui n'aperçoivent pas, pour le saluer avec respect, le maître qui, s'imposant à leurs distractions et à leur légèreté, sut les appliquer à l'étude et au travail.

Dans nos campagnes comme dans nos villes, l'instituteur est souvent un grand ouvrier du bien. Sur lui, les familles se déchargent en partie des responsabilités qu'entraîne l'éducation de leurs enfants; s'il est homme de conscience, il s'acquitte de cette œuvre difficile avec une patience, une abnégation et un dévouement dont les parents eux-mêmes seraient parfois incapables. Il reçoit des familles des muets

auxquels il apprend à parler, des aveugles auxquels il apprend à voir, des sourds auxquels il apprend à entendre, car tel est le rôle de la lecture, de l'écriture et de la grammaire. De l'ébauche imparfaite qui lui est confiée, il s'efforce de faire jaillir une œuvre achevée, d'enfants ignorants, parfois déjà vicieux, il forme des hommes doués des connaissances et des vertus nécessaires ou utiles à la pratique de la vie.

Telle est la mission, telle est la dignité de l'instituteur vraiment digne de ce nom. Le monde l'a compris, et il est peu de communes où ne soit resté en bénédiction le nom d'un de ces vieux instituteurs dont l'œuvre a été d'autant plus puissante qu'ils étaient plus uniquement consacrés à la seule chose de leur enseignement.

C'est un de ces noms bénis que nous avons retrouvé sur les lèvres des générations reconnaissantes; c'est avec amour que nous le prononçons à notre tour, car nous-même avons étudié dans ses livres, nous–même avons entendu les leçons de ceux que ce patriarche avait formés : par la voix de son fils et de son petit–fils qui furent nos premiers maîtres, le bisaïeul semblait nous parler encore.

On a parfois reproché aux auteurs d'écrire la biographie des membres de leur famille. Pourquoi ce scrupule? L'esprit, il est vrai, ne doit pas être dupe du cœur, et le culte de la vérité doit l'emporter sur le culte des ancêtres ; mais, ce danger évité, qui pourra mieux suivre une existence, pénétrer un caractère que ceux qui ont vécu du même esprit et recueilli les traditions des anciens dans les confidences intimes du foyer ? Auguste de Sales, neveu de saint François de Sales, répondait dans le même sens à ceux qui lui reprochaient d'écrire lui-même l'histoire de sa famille. « Un honnête homme me disait, observe–t–il dans sa *Préface*, que l'on n'approuverait pas que j'eusse écrit l'Histoire de ma Maison paternelle, parce qu'il semble que c'est se louer soi–même. Je lui répondis : Quel étranger peut écrire bien de nos affaires sans que les mémoires viennent de nous? N'y a-t-il pas plus de soupçon de flatterie en un étranger qui peut prétendre ou craindre, qu'en une personne de la maison propre,

qui se hasarde à mille censures, si elle manque tant soit peu, et qui s'oblige immédiatement à soutenir ce qu'elle a mis en avant? Sera-t-il moins permis à un particulier d'une race, d'en écrire l'histoire, qu'à un religieux d'écrire les chroniques de sa religion? » Puis, rapportant l'exemple de « ceux qui en avaient déjà usé de la sorte, en France, en Italie, en Allemagne, en Pologne et en Angleterre, et qui avaient très louablement écrit les Histoires de leurs propres maisons, » il concluait : « J'en ferais un beau catalogue si j'avais à me justifier par des exemples ; mais Dieu merci, je n'en suis pas réduit là, puisque j'ai la raison pour moi (1). »

Cette observation faite, l'arrière-petit-fils laissera la place au bisaïeul. La chose ne sera pas difficile : la physionomie de Barthélemy Monteuuis est assez intéressante par elle-même pour captiver l'attention des lecteurs (2). Barthélemy Monteuuis fut instituteur dans toute la force du terme. Né d'une famille honorable, il aurait pu choisir entre des situations variées, mais il devait céder, semble-t-il, à la vocation irrésistible de l'enseignement. Devenu maître de pension pour le service de ses enfants et de ses amis, il se dépensa pendant près de quarante ans, sans compter avec ses forces ou avec ses ressources, ne cherchant son profit que dans « la conscience d'avoir fait quelque bien. » Apôtre de l'instruction, il conviait la jeunesse à venir entendre ses leçons, et mieux encore il formait dans ses collaborateurs, dans ses

(1) Préface du *Pourpris historique de la Maison de Sales*, par Charles-Auguste de Sales, prévôt de l'église de Genève.

(2) A l'occasion de la Biographie de l'abbé Isidore Monteuuis, fils de Barthélemy, nous avions été amené à donner quelques détails sur l'éducation qu'il avait reçue à l'école de son père. Ce tableau de famille avait eu le don de plaire. « Un chapitre sur-» tout m'a charmé, écrivait un éminent critique, M. Delhoye dans l'*Émancipateur*. C'est, » dès le début, lorsque le père du vénérable cure de Guines, au sortir de la Révolution, » fonde un pensionnat, où, en même temps que les enfants des familles chrétiennes de la » région, il élève, dans les principes d'une douceur et aussi d'une sévérité toutes » patriarcales, ses fils à lui. On voit là les premiers essais de restauration scolaire, sur » les ruines amoncelées par les fous de 93. » Plusieurs nous ont demandé de mettre en relief cette noble physionomie, et c'est pour répondre à cette prière que nous avons publié ces pages qui achevent et complètent l'album de famille. — ALBUM DE FAMILLE. *Vie et Poésies de l'abbé Isidore Monteuuis*, doyen de Guines (Pas-de-Calais). Beau volume in-8°, avec un portrait d'après Alphonse de Neuville, chez Victor Retaux et fils, 82, rue Bonaparte, Paris.

fils et dans ses filles de nouveaux ouvriers de la grande œuvre à laquelle il se dévoua jusqu'à sa dernière heure.

Tous aimeront à connaître ce caractère, ce type d'instituteur. Et toutefois un plus haut intérêt s'attache à ce portrait et transforme notre biographie en étude : Barthélemy était *instituteur en 1810.*

A notre époque où l'enseignement est organisé, où l'instruction est comprise, où les programmes sont tracés, les instituteurs prudents et zélés sont chose assez ordinaire; mais le maître dont nous redisons l'œuvre et la vie précéda de vingt-trois ans la réorganisation de l'instruction primaire en 1833. Aussi le faire connaître, ce n'est plus seulement esquisser un portrait, c'est jeter un nouveau jour sur l'état de l'enseignement à l'époque où l'instruction se relevait si péniblement des ruines amoncelées par la Révolution.

Quand Le Play voulut étudier la science sociale, il s'appliqua tout d'abord à connaître les faits, en relevant dans les différents pays et aux divers âges du monde, la façon dont le travail était compris, pratiqué, organisé, rétribué : telle fut la portée de ses *monographies;* puis, faisant la synthèse de ces observations, il retraça l'histoire du travail depuis l'origine des temps jusqu'à notre époque tourmentée où les forces dépensées dépassent les besoins de l'humanité; et enfin, à travers toutes ces variétés et tous ces phénomènes, il saisit et formula les grandes lois qui président au travail de l'homme et fonda ainsi la science sociale. Nous ne prétendons pas atteindre cet idéal, mais nos recherches ajoutées à celles des érudits qui fouillent aux divers coins de la France les archives des familles, des communes et des départements, préparent l'Histoire de l'Instruction nationale. Au cours de ce récit, dans l'exposé des programmes, dans la manière des professeurs, dans le succès des méthodes, tous retrouveront les grandes lois qui doivent présider à l'éducation des enfants et constituent la science de la pédagogie.

Avant d'étudier le rôle spécial de Barthélemy Monteuuis

dans la restauration scolaire de 1810, il faut indiquer à quel état se trouvait réduite l'instruction publique en ces périodes troublées de la Révolution et de l'Empire.

L'instruction publique existait avant 1789. Elle était confiée à l'Église. La publication de documents positifs et l'aveu des partisans les plus fanatiques de la Révolution ne laissent aucun doute à ce sujet. Il a même fallu avancer bien avant dans notre XIX^e^ siècle pour trouver, dans les classes, un nombre égal d'élèves, et, dans les études, un programme aussi étendu. L'Eglise avait ses Universités, ses Collèges, ses Petites-Écoles où les générations recevaient les trois degrés d'enseignement. Les Universités étaient placées sous la direction des évêques; les Collèges confiés le plus souvent aux religieux, et les Petites–Écoles inspectées et dirigées par les doyens et les curés. Ces écoles presbytérales, comme l'ont établi les rapports de la Révolution et de l'Empire, étaient répandues sur tout le territoire de la France. Les régions du Nord et de l'Est étaient privilégiées. « Dans le département du Nord, les Petites-Écoles florissaient partout, » témoigne le Rapport officiel de 1790. Le chanoine Hennebert répondait au Questionnaire de l'abbé Grégoire touchant le Pas–de–Calais : « Il y a des maîtres dans tous les villages, excepté dans les hameaux (1). »

Sans doute l'enseignement présentait des lacunes sous l'ancien régime, et l'instruction, elle aussi, avait besoin d'une réforme; mais là, comme ailleurs, au lieu d'une réforme, ce fut une révolution; bien plus, les législateurs firent table rase du passé, sans se demander ce qu'ils substitueraient aux Petites-Écoles, aux Collèges et aux Universités.

La Constituante mit la première main à cette œuvre de désorganisation. La suppression des dîmes (20 avril 1790) perçues par le clergé, et des octrois (17 mars 1795) perçus par les municipalités, enleva aux Petites-Écoles leurs principales

(1) Voir l'*Instruction primaire en France avant la Révolution*, par l'abbé Allain, chez Tardieu, rue de Grenelle à Paris; et plus spécialement pour le Nord, *Histoire de l'Enseignement primaire avant 1789, dans les communes qui ont formé le département du Nord*, par le comte de Fontaine de Resbecq, chez Quarré, Grand'Place, Lille.

ressources. Peu après les établissements eux-mêmes, les locaux de tous genres furent à leur tour confisqués, ou, ce qui est tout un, attribués au domaine national. Les religieux avaient été dispersés à la suite de l'abolition des vœux monastiques (28 octobre 1789) et les prêtres séculiers ne tardèrent pas à les suivre pour refus de serment à la Constitution civile du Clergé (12 Juillet 1790). L'année suivante, la persécution s'étendait à tous les individus en fonction dans les établissements appartenant à l'Instruction publique (22 mars 1791).

Telle était la situation faite à l'Instruction primaire par les hommes de 1789 qui passent encore aujourd'hui pour des esprits modérés : *ressources, locaux, personnel,* tout avait disparu; il n'y avait plus d'instruction possible.

Démolir est chose facile; ce fut vite fait. Rebâtir est chose plus difficile; de longues années s'écouleront avant cette restauration. En vain les Assemblées qui suivirent multiplièrent leurs efforts; elles ne purent remédier au mal.

L'Assemblée Législative proclame, il est vrai, « l'obligation de créer et d'organiser une instruction publique commune à tous les citoyens » *(Constitution de 1791)*; mais elle continue les mêmes errements, persécute le *personnel* par la suppression de toutes les corporations séculières ecclésiastiques d'hommes et de femmes (18 août 1792), dissipe les *ressources* et aliène les *bâtiments*.

La Convention n'avait plus grand'chose à faire pour en finir avec l'Instruction publique de 1789. Voulant « jeter à bas ces débris, témoins importuns d'un régime détesté, ces institutions barbares et gothiques, ces repaires de l'esprit monacal et féodal, » par un décret de mars 1793, elle consomma la confiscation de tous les biens respectés jusqu'à ce jour. Elle déclara, il est vrai, prendre à sa charge et les écoles et les instituteurs, et de fait, elle essaya de tenir sa promesse. « Il faut rendre à la Convention la justice qui lui est due, remarque à ce propos M. Albert Duruy dans sa savante étude sur l'*Instruction publique* et *la Révolution,* jamais en France, assemblée n'a remué plus d'idées et n'a déployé plus d'activité. Du premier au dernier jour, elle ne cessa de poursuivre

ce travail d'organisation, et ce, malgré la guerre étrangère, la guerre civile et la terreur. » Mais comment naviguer après avoir brûlé ses vaisseaux et jusqu'au bois qui pouvait servir de matière première pour reconstruire? Comment instruire sans ressources, sans instituteurs et sans locaux? Le problème était insoluble. La Convention s'éternisera dans ce cercle vicieux que son éloquence et son audace ne parviendront pas à briser : elle avait décrété la victoire, elle ne put décréter, du moins avec succès, l'Instruction publique.

Les décrets qui se succèdent les uns aux autres sont un aveu explicite de cette banqueroute nationale. A la Législative (1792), Condorcet avait réclamé une école primaire par *quatre cents* habitants. En mars 1793, Barère propose la même loi. « Il y aura une école primaire dans tous les lieux qui ont depuis *quatre cents* à *quinze cents* individus. » En 1794, Lakanal réduit les écoles à *une par mille*. Mais un membre de la Convention fait à ce sujet l'observation suivante : « Comme il n'existe pas un *personnel suffisant,* un grand nombre de ces instituteurs seront nécessairement mauvais; il vaudrait mieux qu'ils fussent moins nombreux et qu'ils fussent bons : une école par *deux mille* habitants suffirait. » — Enfin, après de longues discussions, on s'en tint à la fameuse loi du *3 brumaire an IV,* qui régit l'Instruction primaire pendant toute la période de la Révolution. « Il sera établi, dans *chaque canton* de la République, *une ou plusieurs* écoles primaires dont les *arrondissements* seront déterminés par les administrations des départements. »

Au moins, c'était écrit. Mais il y a loin du décret à l'exécution, de la parole à l'acte. Les enquêtes faites sous les régimes suivants montrèrent que Lakanal (17 novembre 1794) n'avait que trop raison de « gémir sur le vide de l'Instruction publique. » Les apologistes de la Révolution, tout en essayant de dissimuler leurs aveux, doivent bien reconnaître que la « montagne en travail n'enfanta qu'une souris. » — « En résumé, dit M. J. Guillaume dans son *Dictionnaire de Pédagogie*, si nous restons sur le terrain de l'Instruction primaire, nous devons reconnaître que la Convention a remué beaucoup

d'idées, qu'elle a eu de grandes intentions et de nobles espérances, mais qu'en définitive les résultats pratiques obtenus ont été presque insignifiants. »

Le Directoire marqua sa grande place à l'Instruction publique dans sa Constitution de l'an III. On lisait à l'article XVI : « Les jeunes gens ne peuvent être inscrits sur le registre civique, s'ils ne prouvent qu'ils savent lire, écrire et exercer une profession mécanique. » — « Cet article, observait-on, n'aura d'effet qu'à compter de l'an XII de la République. » Il devenait néanmoins urgent d'instruire le peuple si l'on voulait former des citoyens. Mais, encore une fois, que pouvait-on édifier avec les éléments laissés par la Convention? « Vous apercevez quelques écoles à des distances incommodes pour l'enfance, surtout pendant l'hiver, disait Barbé Marbois, rapporteur de la Commission de l'Instruction publique au Conseil des Anciens, le 11 germinal an IV. Les élèves y viennent, mais en très petit nombre. Les maîtres sont peu assidus, parce que, fort mal payés, il faut qu'ils exercent en même temps une autre profession. Ces maîtres sont réduits à la moitié, peut-être au tiers du nombre ancien, et de jour en jour, il est plus difficile de remplacer ceux qui viennent à manquer.... Le nombre des enfants qui sortent de ces écoles instruits dans l'art d'écrire et de calculer, n'est pas la moitié de ce qu'il était autrefois. » L'année suivante (13 prairial an V), Dumolard disait à peu près dans les mêmes termes au Conseil des Cinq Cents : « Il est essentiel de dire toute la vérité sur ce qui concerne l'organisation actuelle de l'Instruction publique; il est trop vrai de dire *que nous n'avons rien de bon en ce genre et que les institutions nouvelles n'ont produit aucun résultat heureux.* »

En somme, l'œuvre scolaire de la Révolution avait misérablement avorté, et, selon la parole du ministre Letourneur aux administrations départementales (1797), « elles n'existaient pas encore que déjà elles avaient cessé d'être. » L'*Enquête sur la situation actuelle de l'Instruction,* réclamée par Chaptal des Conseils généraux le 16 mars 1801, fit ressortir combien cette plainte était fondée. « Il n'existe point d'écoles

primaires dans la plupart des communes » *(Loire-Inférieure* et *Gironde)*. « Le mode actuel d'instruction est absolument vicieux » *(Allier)*. « Les écoles primaires sont nulles dans les communes où elles existent » *(Deux-Sèvres)*. Vingt-cinq départements constatent le même désordre et réclament le rétablissement de l'ancien état de choses. « La jeunesse est livrée à l'ignorance la plus profonde, à la dissipation la plus alarmante, disait le Conseil général du Pas-de-Calais. Le vandalisme n'a laissé subsister presqu'aucun édifice consacré à l'instruction. La plupart des instituteurs primaires sont inaptes ou incapables. Il faudrait réappliquer à l'instruction des enfants des deux sexes les Frères ignorantins et les Filles de la Charité et de la Providence. » Telles sont les constatations authentiques faites sur place par les Conseillers généraux chargés de cette enquête.

Mais, hélas! il est plus facile de constater le mal que d'y porter remède. Le Consulat, à son tour, en fit l'expérience. Bonaparte paraissait devoir s'occuper spécialement des écoles primaires, puisqu'il en appelait à la « souveraineté du peuple; » mais il préféra laisser les écoles aux communes et les collèges aux municipalités des villes, pour s'occuper exclusivement des lycées qui devaient lui fournir des officiers, des sous-préfets et des fonctionnaires. Napoléon, devenu empereur, fonda, il est vrai, des Académies, des Facultés, des Lycées, des Collèges, en un mot, l'Université, chargée de prêcher « la fidélité à l'empereur, à la monarchie impériale, dépositaire du bonheur des peuples, et à la dynastie Napoléonienne, conservatrice de l'unité de la France et de toutes les idées libérales proclamées par la Constitution. » Mais absorbé tout entier par l'organisation militaire et administrative de la France, il ne s'occupa guère des écoles primaires; et l'expérience lui apprit qu'on électrise plus facilement des soldats qu'on ne forme des maîtres et des instituteurs.

Voilà donc où en était l'enseignement en 1810. Rien ne restait de l'ancienne éducation donnée au peuple par le soin de l'Eglise, et elle n'avait été restaurée ni par la Révolution, ni

par l'Empire. La Convention avait fondé quelques écoles spéciales, le Consulat et l'Empire avaient organisé des lycées et des collèges; mais la plupart des villes et la totalité des bourgs et des villages n'avaient pas d'écoles vraiment dignes de ce nom.

Telle est la conclusion qui s'impose à tout historien non prévenu. On se demandera peut-être pourquoi nous ne confirmons pas la vérité de cette conclusion, au moyen des statistiques de l'Enseignement de 1789 à 1810. Ces calculs nous auraient entraîné dans trop de détails, car le nombre des instituteurs et des écoles variait d'année en année selon le zèle des administrateurs ou le nouveau décret en vigueur. De plus, les résultats n'eussent pas été rigoureux : soit négligence, soit intérêt, soit passion politique, beaucoup de registres ont été détruits, les autres renferment des lacunes considérables, nous n'avons pas même réussi à reconstituer la série des instituteurs de la commune de Marquise. D'ailleurs, les documents que nous avons fait valoir ont une valeur qui n'admet pas de conteste. La succession si rapide des décrets destinés à organiser l'enseignement prouve que rien n'avait été fait. Et quel témoignage plus autorisé aurions-nous pu invoquer que celui des rapporteurs de la commission de l'Instruction publique, qui, à toutes les époques et devant toutes les assemblées de la Révolution, du Consulat et de l'Empire, déplorèrent le triste état où se trouvait réduit l'enseignement populaire!

Toutefois, remarquons-le, et cette observation nous amène à l'objet spécial de notre travail, en ces circonstances difficiles, les volontaires de l'enseignement, c'est-à-dire les instituteurs libres, apportèrent à leur ville et à leur pays le précieux concours de leur science et de leur dévouement (1). Aux jours d'accalmie, la Révolution elle-même, se sentant

(1) Les ouvrages que nous avons consultés sont unanimes à signaler ce bienfait des instituteurs volontaires. Ce que Barthélemy fit dans nos régions du Nord, d'autres le firent dans le Midi. « Pour remédier à ce fâcheux état de choses, observe M. Mazon après avoir dit les ruines amoncelées par la Révolution, on vit l'initiative privée faire de vrais miracles. » *Voyage fantaisiste et sérieux à travers l'Ardèche et la Haute-Loire*, tome II, p 329

incapable de suffire à l'instruction du peuple, avait reconnu la liberté de l'enseignement. L'article III de la Constitution de 1795 portait : « Les citoyens ont le droit de former des établissements particuliers d'éducation et d'instruction, ainsi que des sociétés libres pour concourir au progrès des sciences et des arts. » A Boulogne, en particulier, pour nous occuper de la région où Barthélemy doit exercer son action, il y avait dix écoles libres qui s'étaient efforcées de combler les lacunes laissées par la disparition des anciennes écoles (1). Ces écoles s'étaient développées par toute la France au grand dépit des révolutionnaires qui, revenus au pouvoir après le 18 fructidor, ne dissimulèrent pas leur mécontentement. « Ne voyons-nous pas que les écoles de la monarchie se nourrissent et s'engraissent de la perte et de la ruine des écoles nationales? » s'écriait Bonnaire à la tribune le 1er novembre 1798. L'année suivante, le 14 janvier 1799, on songea même à proscrire l'instruction libre par ce décret : « Nulle personne autre que les instituteurs nationaux ne pourra enseigner les éléments de la morale; aucun établissement particulier ne pourra recevoir d'élèves avant l'âge de douze ans; tous les citoyens sont tenus de fréquenter jusqu'à cet âge les écoles primaires de leur arrondissement; » mais le rapporteur de la commission fit observer que « l'enseignement particulier a dû paraître aux rédacteurs de la Constitution un art libre comme tant d'autres arts. » Et l'enseignement libre continua de se développer (2). Dans la Constitution de l'Université impériale, Napoléon laissait une place aux écoles libres. Quelques-unes furent transformées en collèges, et les autres poursuivirent leur œuvre, en qualité d'*Institutions* ou de *Pensions,* dans les conditions prescrites par le décret du 17 mars 1808. C'était sagesse, car pendant

(1) *L'Enseignement dans le Pas-de-Calais de 1789 à 1804,* par M.-G. de Hauteclocque — *Mémoires de l'Académie des Sciences, Lettres et Arts d'Arras,* IIe serie, tome XV, p. 220.

(2) D'après l'enquête de l'an IX (1801), le Pas-de-Calais, sur 929 communes, comptait 209 écoles primaires ayant 7,412 élèves et 144 écoles particulières avec 8,000 élèves. Les pensionnats, au nombre de 100, étaient fréquentés par 1,629 élèves. (Hauteclocque, *loc. cit.*).

que l'administration du grand Empire et les événements de la guerre absorberont presque tout entière l'activité gouvernementale au sein des bourgs et des villes, des citoyens libres continueront à former des hommes pour le pays et la société.

Telle sera l'œuvre de Barthélemy Monteuuis dans son pensionnat de Marquise.

I

Les premières études:

Barthélemy Monteuuis naquit à Marquise (Pas-de-Calais), le 24 février 1774 (1). Il était le sixième enfant de Pierre-Jean-François Monteuuis et de Marie Dupont. Par son père, il appartenait à la famille des Monteuuis de Desvres, et par sa mère à la famille non moins honorable des Dupont, originaire de Marquise. Un de ses oncles, le chanoine Dupont, faisait partie du chapitre de la cathédrale de Boulogne. Ses parents se trouvaient dans une assez belle situation de fortune. « Ils exploitaient trente et quelques mesures des meilleures terres de Marquise, rapporte Barthélemy lui-même, avaient une fabrique de chandelles, une raffinerie de sel, tenaient la chapellerie, les liquides, l'épicerie, la mercerie, les percales, les draps de toute espèce. Leur plus grand débit consistait dans les toiles qu'ils allaient acheter chaque semaine à Hucqueliers pour les vendre en gros aux marchands de Boulogne, Calais, Guines, etc., etc. » La famille était nombreuse, et les parents répétaient souvent à leurs onze enfants qu'ils devaient avant tout compter sur les ressources de leur instruction et de leur activité.

Barthélemy n'avait pas attendu les avis paternels pour

(1) Cette année même, les Éphémérides du Boulonnais renfermaient cette mention : « *24 février 1774.— Naissance, à Marquise, de Louis-Marie-Barthélemy-Victor Monteuuis-Broutta. Il établit dans sa ville natale un pensionnat qui fut très renommé, et publia divers ouvrages classiques plusieurs fois réimprimés.* » (Avenir de Guines, 28 février 1896.) — Ces simples lignes suffisent à justifier notre travail : un souvenir aussi tenace suppose d'éminents services ; et ils sont rares ceux dont la naissance est encore signalée à une distance de cent vingt-deux années

s'appliquer à ses devoirs d'écolier; un attrait invincible le portait à s'instruire. De bonne heure, il demanda la permission d'accompagner à l'école du bourg ses trois frères aînés; en échange de leur protection, le cadet rappelait aux autres le jour et l'heure de la classe. « Je n'ai pas manqué une seule fois d'y assister, écrit-il plus tard, et, dès cette époque, comme à travers toutes mes études, je fus toujours le plus jeune élève de mon cours. »

Déjà, à l'école de Marquise, le futur professeur est en germe, ou plutôt, il réalise une des conditions d'aptitude à l'enseignement. Plus une carrière est pénible, plus elle réclame de sacrifices, plus aussi doit être fort l'attrait qui nous y porte. L'amour de l'enseignement suppose l'amour des lettres. Or cet amour était vif chez Barthélemy : c'était en son âme une passion ardente qu'il lui serait facile de communiquer aux autres.

Une circonstance fournit à ce germe précieux l'occasion de se développer. Ce fut la rencontre d'un saint prêtre, d'un zélé professeur dont le généreux enfant subit la salutaire influence. Combien de vocations se sont éveillées ou se sont affirmées à la vue d'un homme chez qui resplendissait toute la noblesse des fonctions qu'il exerçait, toute l'importance de la carrière dont il était la personnification! L'impression a été vive; elle a travaillé l'enfant, l'enfant a réfléchi, a raisonné cette première impression; et à la vue d'un professeur, d'un prêtre, d'un missionnaire, a surgi dans son âme l'idée du professorat, du sacerdoce ou de l'apostolat. Ainsi un seul homme qu'on estime et qu'on aime décide, par son exemple, de notre destinée : ses traits s'impriment d'autant plus facilement dans l'âme que l'admiration et l'amour l'ont mieux préparée à recevoir cette empreinte. Ainsi en sera-t-il de Barthélemy au contact du pieux et savant abbé Cossart.

Encouragé par les succès que son fils avait obtenus à l'école de Marquise, Pierre Monteuuis crut devoir développer les facultés que Dieu avait départies à son fils. L'école tenue par le curé de Wimille, l'abbé Cossart, était célèbre dans toute la contrée. Ce prêtre éminent, né en 1753 à Cauchy-

à-la-Tour, près de Lillers, avait fait ses études à Paris, au séminaire des *Trente-Trois*, et obtenu le grade de licencié en Sorbonne. Successivement maître de conférences à Saint-Nicolas du Chardonnet, puis supérieur du séminaire Saint-Marcel, il s'était vu réclamer par l'évêque de Boulogne, Mgr de Pressy, qui voulait voir briller cette lumière dans le diocèse auquel Dieu l'avait donnée. L'abbé Cossart, nommé curé de Wimille, administra cette importante paroisse avec un zèle qui lui valut la haine des méchants et la confiance des honnêtes gens. Toutefois, ce souci de toutes les heures ne lui fit pas renoncer à l'éducation des jeunes gens auxquels il avait consacré les prémices de son sacerdoce. L'abbé Cossart possédait en commende une chapellenie de Notre-Dame de Paris. Avec ces ressources, le licencié de Sorbonne fonda dans les dépendances de la cure une école presbytérale que nous appellerions aujourd'hui un établissement d'instruction secondaire, où il enseigna le français, le grec et le latin. — Cette fondation était d'autant plus importante qu'il n'y avait pas encore de séminaire dans le diocèse de Boulogne.

Le 3 janvier 1783, Barthélemy Monteuuis fut amené à Wimille par son père. L'enfant n'avait pas encore neuf ans. Toutefois l'examen qu'il subit, avec un succès étonnant pour son âge, le fit admettre dans le premier cours qui comptait alors quinze élèves. Barthélemy fut ainsi placé sous la direction de M. Cossart lui-même qui s'était réservé la direction de cette classe.

Le jeune élève bénit la Providence qui lui donnait un tel maître. « L'abbé Cossart était un prêtre recommandable par sa piété sincère, son rare génie, sa gaieté naturelle, son activité sans égale, et surtout par son zèle pour l'instruction. A la tête d'une paroisse très étendue, et chargé par la suite de la direction de deux pensionnats, il trouvait encore le temps de faire la classe au premier cours. » Ce portrait, tracé plus tard par Barthélemy, nous montre quelle avait été son admiration pour ce maître dont il devait reproduire les traits dans sa vie de professeur. De son côté, l'abbé Cossart se sentait incliné vers Barthélemy. L'extrême jeunesse de son

élève l'avait prévenu en sa faveur; sa curiosité native, son amour du travail, son application soutenue, la sûreté de son jugement et la précision de ses réponses achevèrent de lui gagner l'estime et la sympathie du maître. M. Cossart résumait toutes les qualités de son élève et en même temps faisait allusion à sa petite taille lorsqu'il l'appelait familièrement « mon petit grandpère.... » Barthélemy, plein d'estime pour cet excellent professeur, pour « cet homme vraiment extraordinaire, » comme il disait plus tard, lui rendait l'affection dont il était l'objet. « Il me chérissait comme son enfant, et moi je répondais à l'affection paternelle dont il m'honorait par les plus vifs sentiments de piété filiale. »

Barthélemy a fait plus que nous tracer le portrait de l'abbé Cossart, il nous a révélé en partie la méthode de ce maître de l'ancien temps, qui, moins gêné par l'exigence des programmes et la discipline de nos nombreux établissements, pouvait se prêter librement à l'épanouissement des jeunes âmes qui lui étaient confiées. Lui-même usera de cette méthode. « Les explications de M. Cossart étaient très lucides et très faciles à comprendre, » témoigne-t-il. A son contact, on s'instruisait facilement et l'on s'instruisait toujours, car sans cesser d'être l'ami de ses élèves, il ne se départissait jamais de son rôle de maître. La grammaire était le principal objet de son enseignement. Il l'expliquait avec toute la précision que réclame ce genre d'étude. Toutefois il savait égayer la leçon par de petites anecdotes récréatives. « Quand nous avions ri un peu : Allons, mes enfants, ceci entre deux parenthèses, disait-il. Et l'on reprenait les devoirs classiques. » Ce délassement de quelques instants était le point de départ d'une application plus intense : on voulait regagner le temps perdu et mériter une nouvelle histoire. Par une heureuse compensation, l'abbé Cossart faisait servir les récréations et les promenades au progrès de ses chers enfants. Les courtes heures réservées à la classe ne suffisaient pas au désir passionné qu'il avait de les instruire. Il leur consacrait les heures qui n'étaient pas réclamées par les soins de sa paroisse et s'attachait à les suivre dans tous les

exercices de la journée. « Les récréations et les jeux nous valaient presque des classes pour l'instruction. Quelques élèves studieux et moi nous nous trouvions à droite et à gauche de M. Cossart; comme un autre Platon, le bon curé nous instruisait en se promenant avec nous. Nous l'écoutions très attentivement, et tout ce qu'il disait était gravé dans notre mémoire. » Ainsi les promenades sur la plage, les excursions dans les riantes vallées qu'arrose la rivière de Wimereux étaient toutes remplies de souvenirs classiques, de remarques instructives ou de réflexions pieuses. La nature était le thème riche et fécond sur lequel revenait volontiers l'abbé Cossart, prenant occasion des moindres détails pour élever ses enfants jusqu'à Dieu. Ceux-ci interrompaient leurs ébats et venaient s'asseoir sur le sable de la dune ou sur le bord du ruisseau, prêtant une oreille attentive aux leçons de leur « cher maître. »

Un jour, l'abbé Cossart eut l'occasion de faire à ses élèves une « leçon de choses » autrement grave qu'un détail de botanique ou de zoologie, ou plutôt, ce fut une expérience de physique douloureuse qu'il eut l'occasion de leur expliquer. Un savant, Pilâtre de Rozier, avait conçu le projet audacieux de traverser en ballon le détroit du Pas-de-Calais, et le contrôleur général des finances lui avait alloué, à cet effet, une somme de 42,000 francs. Pendant qu'il faisait les préparatifs de ce voyage, l'aéronaute français se vit devancer par Blanchart qui passa la mer le 7 janvier 1785, et descendit dans la forêt de Guines. La gloire de passer le premier lui étant enlevée, de Rozier eût préféré ne pas tenter l'aventure, mais le contrat était passé; les 42,000 francs avaient été reçus, et, dans l'impossibilité où il était de les rembourser, il dut se résigner à partir. L'ascension fut fixée au 15 juin. A sept heures et demie, un coup de canon annonça le départ de Boulogne. Bientôt le ballon s'éleva perpendiculairement à 1,000 mètres d'altitude. Les jeunes disciples de M. Cossart contemplaient ce phénomène, et celui-ci, répondant à leurs questions enfantines ou sérieuses, faisait valoir cette merveille de la science contemporaine. Tous applaudissaient au

succès de l'aéronaute que le vent emportait dans la direction de Douvres, lorsque tout à coup le ballon sembla rester stationnaire, puis reculer. Un courant supérieur le ramenait vers Wimille.... « Il ne passera pas, » murmuraient les étourdis; et tous de suivre avec anxiété cette lutte entre la science humaine et les éléments conjurés. Tout à coup une vive lueur brilla, et le ballon disparut à leurs regards éblouis. Le ballon avait pris feu et le malheureux Pilâtre de Rozier et son compagnon Romain étaient tombés dans la garenne de Wimereux, à quelque distance du prêtre et de ses élèves, qui s'empressèrent auprès des victimes. L'aéronaute était mort sur le coup, et Romain ne survécut que quelques secondes. Les conversations de la journée furent consacrées, non plus à célébrer la gloire des sciences humaines, mais à relever les graves leçons que ce terrible accident apportait avec lui. Les restes des victimes furent inhumés dans le cimetière de Wimille, à l'endroit où s'éleva plus tard le « Tombeau de Pilâtre de Rozier et Romain. »

L'impression causée par ce douloureux événement fut profonde au cœur de Barthélemy, mais plus tenace encore fut le souvenir de son cher maître. « La mémoire de M. Cossart vivra toujours chez ses nombreux élèves et chez ses paroissiens. La mémoire du juste sera éternelle : *In memoria æterna erit justus,* » écrivait soixante ans plus tard le jeune rhétoricien de 1787, exprimant sa reconnaissance et son admiration.

Une circonstance imprévue enleva Barthélemy à la direction de son maître. Mgr de Pressy, avant-dernier évêque de Boulogne, soucieux de préparer son clergé à des luttes hélas! trop prochaines, avait édifié à l'ombre de sa cathédrale un bâtiment qui reçut le nom de Petit Séminaire. Pour le peupler d'élèves nombreux et distingués, il invita les curés de son diocèse et spécialement les directeurs de pensionnats à présenter leurs élèves à un concours organisé en leur faveur. L'abbé Cossart, répondant à l'appel de son évêque, présenta quelques élèves de rhétorique, parmi lesquels Barthélemy Monteuuis, âgé de quatorze ans. Le concours eut

lieu dans les salles de l'évêché; l'épreuve des rhétoriciens comprenait deux amplifications, l'une en latin, l'autre en français. L'élève de M. Cossart obtint la première bourse. Quelques jours après, il prenait place au Petit Séminaire, dont il était, à tous les titres, le premier élève.

Le Petit Séminaire de Boulogne n'eut pas, dès ses débuts, l'organisation complète qu'on lui trouve aujourd'hui. Le rôle des prêtres qui y étaient attachés se bornait à surveiller les travaux des jeunes gens, en qualité de répétiteurs, et à former leur caractère par une discipline en rapport avec leur vocation. Les études classiques se faisaient au collège de l'Oratoire. Désireux de faire la réputation de sa nouvelle maison et de recruter à son diocèse un clergé à la hauteur des difficultés présentes, Mgr de Pressy convint avec le principal de l'Oratoire que les nouveaux arrivés du mois de juin entreraient dans une classe inférieure à celle qu'ils suivaient au moment de leur admission. « Cette décision nous donna la supériorité sur les collégiens, remarque le rhétoricien devenu humaniste, d'autant plus que les externes s'appliquaient moins que nous pensionnaires, secondés d'ailleurs dans notre travail par le concours de bons répétiteurs. » Au mois d'octobre 1787, Barthélemy reprit son rang en rhétorique où il trouva un bon professeur, comme lui-même en témoigne. L'année suivante il entrait en philosophie. Le professeur du collège s'étant cassé la jambe la veille de la rentrée, fut remplacé par M. Doignon, prêtre à l'Oratoire, en résidence à Boulogne, sous la direction duquel Barthélemy acheva ses études. Il n'avait pas encore seize ans.

Les succès du jeune philosophe, ses qualités d'esprit et de cœur, son application soutenue, son caractère ferme et droit permettaient de fonder sur lui de grandes espérances. L'abbé Cossart continuait à porter à son jeune élève un affectueux intérêt; il souhaitait lui voir poursuivre ses études et acquérir une science qui, quelque jour, peut-être, serait utile au pays et à son école de Wimille. Il agit donc auprès des parents et de l'évêque. D'un commun accord il fut décidé que Barthélemy passerait du Petit Séminaire de Boulogne à

la grande Université de Paris pour y suivre « les cours de Théologie pendant dix années et conquérir le grade de docteur en Sorbonne. »

Tels étaient les projets vers la fin de l'année scolaire 1788-89. On avait cru pouvoir ajouter foi aux gages d'apaisement que s'étaient donnés les trois ordres réunis en Assemblée Nationale; la ville de Boulogne avait illuminé de nombreux transparents, figurant cette alliance par une houlette, une crosse et une épée entrelacées au moyen d'un nœud de ruban. Mais, hélas! les faits ne tardèrent pas à tromper cette attente et à dissiper ces dernières illusions. La prise de la Bastille avait été le signal des premières violences. La province s'en effraya. Le 19 août, à Boulogne même, une garde nationale s'était spontanément constituée pour maintenir la sécurité publique qu'on craignait de voir troubler à chaque instant. Les Journées des 5 et 6 Octobre changèrent ces appréhensions en une douloureuse certitude. Personne ne pouvait prévoir où s'arrêteraient les exigences d'une multitude ivre de liberté, dont les prétentions venaient de s'affirmer par la violence et dans le carnage. En de pareilles conjonctures, les parents de Barthélemy ne pouvaient songer à envoyer leur enfant à Paris. Celui-ci renonça à l'espoir de conquérir ses grades, et, en attendant des circonstances meilleures, il entra au Grand Séminaire de Boulogne.

A défaut de diplôme, Barthélemy trouva dans ce sanctuaire et spécialement dans les incidents qui signalèrent les années 1789-90-91, une occasion de fortifier sa foi et d'affermir son caractère. Boulogne n'était pas resté longtemps à l'abri des menées de ceux qui voulaient avant tout « décatholiciser la France », selon l'expression de Mirabeau. Dès le 5 février 1790, sous l'épiscopat de Mgr Jean-René Asseline, successeur de Mgr de Pressy, on voulut appliquer au diocèse les décrets relatifs à la *Constitution civile du clergé*. Mgr Asseline réclama au nom des droits imprescriptibles de l'Église, et, pour éclairer les fidèles de son diocèse, publia le 24 octobre une instruction pastorale sur l'*autorité spirituelle*. Le chapitre de sa cathédrale y adhéra solennellement dans une

délibération du 16 décembre. Le supérieur du Grand Séminaire déclara que tous ses élèves faisaient cause commune avec leurs aînés du sanctuaire. Après quelques hésitations inspirées par cette courageuse attitude, le dimanche 23 janvier 1791, les officiers municipaux se présentèrent à la cathédrale pour recevoir l'adhésion du clergé à la *Constitution civile*. Les chanoines, ayant refusé à l'exemple de leur évêque,le chapitre fut déclaré dissous. Le Séminaire partagea le sort du chapitre et fut licencié sans retour. D'après la délimitation schismatique des diocèses, le siège de Boulogne était lui-même supprimé et passait sous la juridiction de l'évêque constitutionnel de Saint-Omer, Pierre-Joseph Porion, élu le 28 mars de cette même année.

Les études de Barthélemy se trouvaient brutalement interrompues. Il rentra à Marquise dans sa famille attendant que Dieu fit entendre sa voix au milieu des situations nouvelles qui lui seraient faites. Il eut encore le bonheur de revoir l'abbé Cossart dont il entendit les conseils et partagea les épreuves. Dès les premiers jours de la Révolution la confiance des paroissiens avaient désigné leur curé pour veiller aux besoins spirituels et temporels du pays en ces temps difficiles où tout mandat entraînait de graves responsabilités. Il avait été successivement nommé maire de la paroisse, puis électeur, et scrutateur pour l'élection des députés aux États Généraux de 1789, et enfin suppléant du député élu et administrateur du district de Boulogne. Ces situations prépondérantes lui donnaient le droit de parler et d'agir. Il ne faillit pas à ce devoir, et, lorsque l'ex-oratorien Daunou, natif de Boulogne, eut écrit une brochure en faveur de la *Constitution civile du clergé*, M. Cossart, dans une réponse datée de janvier 1791, réfuta victorieusement ses assertions schismatiques. Appelé lui-même à prêter le serment constitutionnel, il s'y refusa, et, en qualité de maire de Wimille, publia une adresse sous forme de lettre à M. Belle, président du district de Boulogne, pour justifier sa conduite. Pour échapper aux poursuites de ses ennemis, l'abbé Cossart dut se cacher dans les fermes du Boulonnais, puis, la persécution devenant plus

cruelle, il s'enfuit, déguisé en colporteur, dans les Pays-Bas où son évêque, Mgr Asseline, l'avait précédé : Barthélemy ne devait plus le revoir (1). « Hélas, écrit-il, tout devait aller de mal en pis pour la religion et ses ministres : ceux qui ne prêtèrent pas le serment, durent émigrer ou se cacher dans des retraites amies, dans des fermes hospitalières où ces saints proscrits remplissaient encore au péril de leur vie, les dévoirs de leur saint ministère. On les y accueillait avec une charité d'autant plus méritoire qu'elle était pleine de dangers. »

G. MONTEUUIS.

(1) L'abbé Cossart était à Gand le 3 octobre 1793. Les Français ayant penétré en Belgique, il se rendit à Dusseldorf, ensuite à Tournehant, puis à Hildesheim dans la Basse-Saxe et enfin à Munster. Au cours de son exil, il resta prêtre et professeur. Il soutenait la confiance et la foi de ses compagnons d'exil, correspondait avec ses frères du diocèse de Boulogne, venait en aide aux plus malheureux, écrivait en collaboration avec d'autres prêtres, en particulier avec M. Cocatrix, grand vicaire de Mgr Asseline, des ouvrages qui furent jugés dignes de l'impression, tels que : *La Science du Confesseur; Le Miroir du Clergé,* in-8°, 1797, *Cours de Prônes;* 2 vol. in-12, Paris, 1816; *La Science pratique du Catéchisme,* in-8°, Lille, 1838. Revenant à sa première et chère vocation de maître d'école, il fonda près de Munster un pensionnat qui a donné d'excellents sujets à plusieurs États de l'Allemagne. Ses jours avaient été bien remplis quand Dieu le rappela de l'exil de la terre à la patrie du ciel en decembre 1802, après une longue et douloureuse maladie.

La paroisse de Wimille resta fidèle à celui qui lui avait annoncé la parole de Dieu, car son successeur, le prêtre assermenté Patenaille, se plaignit à diverses reprises des désagréments et des ridicules auxquels il était exposé dans « une paroisse fanatisée à un point incroyable par le nommé Cossart, ci-devant curé et emigré. »

Quant à l'ecole, elle avait disparu dès 1791; mais en 1797, dans ce même presbytère de Wimille, MM. Corbie et Delerue, anciens élèves du Petit Séminaire de Boulogne, entreprirent de la relever sous le patronage de M. l'abbé Auge, prefet de mission, qui y residait et à qui Mgr Asseline avait donné ses pouvoirs. Les elèves de ce second établissement, un moment dispersés, formèrent le noyau de celui d'Audinghem, qui devint plus tard l'Institution de Mgr Haffreingue.

(La suite prochainement.)

« MORTS SANS BAPTÊME [1] »

La question de la faute originelle, ses diverses conséquences, particulièrement le sort des enfants morts sans baptême, ont une importance capitale dans la théologie et dans l'apologétique chrétiennes. Ces sujets délicats ont depuis longtemps fourni matière aux critiques injustes des ennemis du christianisme.

Les vieux platoniciens tels que Celse, Porphyre et Julien l'Apostat ont commencé : les modernes ont continué, reproduisant, souvent sans le savoir, leurs objections, en y mettant moins d'esprit, mais tout autant d'injustice.

Aux intelligences droites et accessibles à la vérité, je conseillerais la lecture de ces lettres de M. le Chanoine J. Didiot, précisément parce qu'elles ne sentent pas l'effort apologétique : elles exposent la vérité avec une limpidité qui la rend facilement accessible dans ce qu'elle a de plus abstrait, avec une solidité de preuves et une abondance de lumière qui coupent court aux objections avant même que le lecteur les ait formulées, avec une logique rigoureuse, grâce à laquelle il trouvera toutes naturelles des conséquences qui, sans cette méthode, lui eussent paru tout à fait inattendues, et à rebours des idées courantes.

Dans le dessein premier de l'auteur, ce traité théologique

(1) MORTS SANS BAPTÊME, lettres de consolation et de doctrine, par M. le Chanoine J. DIDIOT, doyen de la Faculté de Théologie de Lille. (1 vol. in-18 de 140 pages, éd. de luxe; Lille, Bergès, 2, rue Royale; Paris, V. Retaux, 82, rue Bonaparte, 1896.)

n'est cependant pas écrit au point de vue de l'apologétique chrétienne : la consultation d'un vénérable prélat, Mgr G. de Ségur, et, vingt ans plus tard, les anxiétés d'une pauvre mère torturée depuis longtemps par de poignantes incertitudes, ont été l'occasion de ces quatorze lettres, qui sont vraiment telles que l'auteur les présente, des lettres de consolation et de doctrine.

Dans ces pages, la consolation ne se trouve pas à l'état de véritables paillettes, roulées, disséminées ou perdues dans des flots de sable : ces lettres sont toutes empreintes d'une doctrine calme et bienfaisante qui, sans fatigue de mouvements oratoires, sans exhortations plus ou moins chaleureuses, console par elle-même, et rappelle le *veritas liberabit vos* évangélique. — Il ne s'y rencontre pas de sables mouvants, de formules exagérées, ni d'assertions hasardeuses : l'auteur entend bien laisser de côté les dires de certains orateurs, les livres de certains apologistes, les thèses de certains théologiens, qui parlent assurément en faveur de l'Eglise, mais qui n'ont aucunement qualité pour parler en son nom et avec son autorité. C'est à leur sujet que l'auteur donne ces sages conseils à la destinataire de ces lettres : « Il en est qui vous ont affligée et presque scandalisée : ne disputez pas contre eux, ne vous inquiétez pas d'eux; ils ne sont ni les maîtres infaillibles, ni les juges souverains de votre foi.

» Il en est d'autres qui vous eussent consolée et grandement édifiée, s'ils avaient voulu joindre des preuves à leurs assertions, d'ailleurs fort exactes. Mais, sans doute, ils pensaient avoir affaire à des lecteurs, à des lectrices, bien moins intéressés que vous à ce sujet. Je pourrais vous en indiquer de plus illustres et de plus nombreux encore, qui ont défendu la même excellente doctrine par des arguments théoriques plutôt que par des autorités positives. Mais comme ils ne vous persuaderaient peut-être pas, et que je n'entends pas ici faire œuvre d'érudition, mais de charité et de consolation, je m'abstiendrai de vous rapporter leurs remarquables paroles.

» Vous avez été péniblement surprise, me dites-vous, de

quelques formules employées en plusieurs écrits épiscopaux, même en quelques catéchismes de l'Église de France, au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècle. Vous êtes trop instruite des choses religieuses de ce temps-là, pour n'avoir pas observé qu'il y régnait un esprit, sinon toujours d'opposition déclarée, au moins d'éloignement et de froideur à l'égard du Saint-Siège. Or, ce n'est pas à une Église particulière, même à celle de France, mais à l'Église universelle, à l'Église mère et maîtresse, à l'Église catholique romaine, que Notre-Seigneur a confié la direction suprême et définitive de l'enseignement religieux. Oublions encore une fois tout le reste, s'il vous plaît, et rapportons-nous-en seulement à la foi et à la théologie authentiques, à celles qui n'hésitent et ne trompent jamais. »

*
* *

Dès le XIII^e^ siècle, le grand pape Innocent III affirmait que « le tourment de l'enfer perpétuel, *gehennæ perpetuæ cruciatus* » est réservé au péché actuel, qu'il n'y a pour peine du péché originel que la privation de la vue de Dieu.

Cette vue de Dieu, refusée aux enfants morts sans baptême, est évidemment non pas la vue naturelle, philosophique, très précieuse et très heureuse à posséder, que tous peuvent acquérir moyennant un peu d'attention à l'œuvre de la création, et que les sages peuvent porter à un très haut degré de perfection; — c'est la vue directe, immédiate, intuitive, face à face, souverainement surnaturelle et béatifique, que personne ne peut naturellement atteindre, et qui est un pur effet de la grâce et de la bonté divine en ceux qui la reçoivent.

« Cette peine du péché originel est absolument logique. Par le péché originel, notre humaine nature s'est elle-même dépouillée de la sainteté et de la puissance surnaturelles qui l'eussent élevée jusqu'à la vue de Dieu. Comment dès lors pourrait-elle prétendre à cette vision bienheureuse et béatifiante ? La peine est ainsi rigoureusement proportionnée à la faute. »

Les adultes morts en état de péché mortel ont, de plus, mal

usé de leurs facultés : outre cette privation de la vue de Dieu, ils seront donc encore punis et tourmentés en elles.

Au contraire « les enfants morts sans baptême n'ont mal usé d'aucune de leurs facultés : ils ne seront punis et tourmentés en aucune. Mais leur nature n'a pas la grâce surnaturelle qu'elle devrait avoir en conformité avec l'idéal divin : elle n'aura pas la gloire surnaturelle comme terme et complément définitif de son être. »

Exempts de la peine des sens, mais privés de la vue surnaturelle de Dieu, éprouveront-ils, du chef de cette privation, une souffrance véritable? Non, répond sans hésitation M. le Chanoine Didiot. Et il donne de sa négation une raison absolument décisive : l'enfant mort sans baptême ne sait pas, ne saura jamais, les biens surnaturels dont il doit demeurer privé. Et comment donc les connaîtrait-il?

« Par ses propres lumières, sa propre expérience, ses propres réflexions? Mais il ne possède rien, absolument rien, qui appartienne à l'ordre surnaturel; ses compagnons en sont aussi totalement dépourvus que lui ; et si la possibilité de cet ordre sublime n'est peut-être pas au-dessus des conjectures de quelque puissant génie, certainement on n'en connaît l'existence et la réalité que par la révélation divine.

» Or, cette révélation surnaturelle est-elle faite aux enfants non baptisés? Point du tout. Elle n'aurait d'utilité pour eux que s'ils devaient ensuite être élevés à l'état et à la vie de grâce, ce qui n'est pas. Leurs plus hautes et leurs plus longues méditations ne les conduiront donc jamais à connaître ces biens de l'intuition et de la gloire, qui sont l'héritage éternel des saints. »

Mais n'en verront-ils pas du moins les effets extérieurs dans les élus, avec lesquels, probablement, ils auront des rapports? Et ne pourront-ils pas, des effets, remonter jusques aux causes, et ainsi parvenir à savoir les dogmes de la grâce et de la gloire? Et surtout ne ressusciteront-ils pas eux-mêmes, et ne comprendront-ils pas ce jour-là l'intervention d'un agent surnaturel en eux et autour d'eux ?

« Je suis tout disposé à croire, répond l'auteur, que des rela-

tions sont possibles et même fréquentes entre le ciel des élus et le limbe des enfants; que le lien du sang conservera sa force dans l'éternité; et que la famille chrétienne reconstituée là-haut ne sera pas privée de la joie de retrouver et d'aimer ses chers petits associés d'un jour. Ceux-ci pourront donc admirer dans leurs aînés du paradis un surcroît de perfections dont ils ne seront ni étonnés ni jaloux, mais dont ils ne pénétreront pas le mystère. Et leurs aînés, fidèles à respecter l'ordre divin en toute chose, n'entreprendront point de les introduire dans une sphère d'idées et de faits à laquelle leur destinée doit les laisser complètement étrangers.

» Quant à la résurrection, dont ils seront certainement l'objet comme les adultes, ils en ressentiront bien les résultats proportionnés à leur situation d'âmes bonnes, mais d'une bonté seulement naturelle. Ils sauront que Dieu en est le principe, et ils l'en béniront perpétuellement; mais ils ignoreront de quelles perfections supérieures, surnaturellement supérieures, cette résurrection sera le complément et la source pour les saints. Il y aura toujours là une anthropologie et une psychologie fermées à leur intelligence, si développée qu'elle soit dans les limites de la pure nature.

» Ne sachant donc rien des trésors et des joies de l'ordre surnaturel, ils seront dans l'heureuse impossibilité d'être attristés par une privation, très réelle sans doute, mais inconnue et inconnaissable pour eux. La connaître ne serait pas nécessairement pour eux en souffrir, parce que la sagesse de leur raison et la droiture de leur cœur les rendraient pleinement soumis, en cela comme en tout le reste, aux dispositions providentielles. Mais enfin je ne vois pas comment et pourquoi ils la connaîtraient, et je maintiens leur incapacité absoue d'en souffrir. »

Mais ces pauvres enfants n'étaient-ils pas faits pour la vie de la grâce, pour la gloire du ciel? Et s'ils étaient faits pour elles, ne souffrent-ils pas nécessairement de n'y être pas arrivés? Sans doute ils y étaient destinés et appelés, mais cette vocation et cette prédestination n'avaient rien mis d'intrinsèque dans leur nature : la privation de l'ordre surna-

turel ne produit donc aucun vide en cette nature, qui demeure entière et complète, selon son espèce et son rang. En conséquence, point de lacune en elle, point de faim ni de soif, point d'aspirations trompées, point de besoins supérieurs qui la torturent.

Bien plus, les enfants morts sans baptême éprouvent une jouissance véritable, un réel et très grand bonheur, à connaître et à aimer Dieu : n'ayant que des aptitudes et des aspirations d'ordre naturel, ils trouvent en Dieu, non pas vu face à face, mais connu par leur raison, la satisfaction complète de ces aspirations : à travers le voile de leurs pensées, de leurs raisonnements, de leurs méditations humaines, Dieu est vraiment leur lumière, leur joie, leur vie, leur bonheur; ils savent enfin qu'ils ne seront jamais séparés de lui.

Ils sont donc dans un état de perfection et de béatitude finales, auquel le genre humain tout entier eût été convié par la divine providence, si elle ne lui eût fait de plus hautes destinées en l'élevant à l'ordre surnaturel. Les adultes, qui ont pu faire usage de leur raison, n'ont pas manqué de grâces pour les conduire à cette fin supérieure, à la vision intuitive et béatifique. Si donc ils n'y sont pas arrivés, c'est par leur faute personnelle, et ils en seront punis par les tourments de l'enfer. « Mais les enfants morts sans baptême l'ont perdue très involontairement, et par conséquent ils n'ont pas de châtiments à subir. Leur personnalité, innocente et bonne, est apte à la fin naturelle que le pécheur volontaire ne mérite pas plus que la fin surnaturelle dont il n'a pas voulu. Ils sont donc heureux par cette fin naturelle, très belle et très satisfaisante, encore qu'elle soit infiniment au-dessous de la vision et de la fruition béatifiques. »

Sans se prononcer sur la localisation du *limbus puerorum*, l'auteur conclut que c'est véritablement un *paradis terrestre*, digne tout à la fois de Dieu, et de ceux qui l'habitent.

* * *

Les lecteurs qui, sans être théologiens, méditeront ces lettres, ne pourront s'empêcher d'éprouver un certain éton-

nement devant les réponses de l'auteur à des questions comme les suivantes : les enfants morts sans baptême sont-ils damnés (Lettre V^e^)? sont-ils relégués en enfer (Lettre III^e^)? Mais ils s'apercevront bien vite qu'ils peuvent suivre leur guide jusqu'au bout de ses déductions, qu'il les mène par les sentiers de la plus inflexible logique, qu'il ne quitte jamais le terrain sûr de la théologie, non pas celle des écoles qui s'agitent, discutent et disparaissent, mais celle de l'Église romaine qui demeure, et qui est la colonne de vérité.

Quant aux théologiens, ils verront dans ce livre comment la distinction clairement établie et fermement maintenue par l'auteur entre l'ordre naturel et l'ordre surnaturel, — qu'il leur arrive à eux-mêmes si souvent de confondre, au grand préjudice de la clarté et de la vérité, — jette de vive lumière sur toutes ces questions importantes : le péché originel, la déchéance, la damnation des adultes, l'état des enfants morts sans baptême.

Enfin les parents chrétiens en vue desquels surtout ces lettres ont été écrites, y trouveront à leurs angoissantes perplexités une réponse grave, solide et sereine, qui portera jusqu'au fond de leur intelligence et de leur cœur la lumière et la paix.

E. PANNIER.

LETTRES DE MAINE DE BIRAN

A SA FAMILLE

LIV. — *A Eliza.*

Paris, le 3 Juin 1821.

Je crois, ma bonne Eliza, que c'est à toi que je dois aujourd'hui adresser ma réponse, mais comme ta sœur et toi êtes toujours confondues dans ma pensée et mes affections, je vous confonds aussi dans ma correspondance; il n'y a que l'adresse qui varie : le contenu vous regarde toutes deux également.

Je devrais, mes bonnes filles, ne jamais vous entretenir de mes *misères*, puisque cela ne remédie à rien et que votre sensibilité en est péniblement affectée; mais quand on écrit à ceux qu'on aime, on parle comme on sent et toute contrainte nuirait au charme de cette douce correspondance. Ce que je demande à mes chères enfants, c'est de ne pas s'inquiéter de ce que je leur dis de mes mauvaises dispositions physiques ou morales; ces dispositions sont telles au moment où j'écris et changent souvent le lendemain ou avant la fin du jour. Ainsi passe la vie. Mon Adine m'a dit d'elle-même quelque chose de tout pareil dans une de ses dernières lettres : je suis fâché qu'elle ait une si parfaite ressemblance avec son père sous ce rapport, mais il faut en tout se résigner à la volonté de Dieu : « Ne prenons point garde de quel côté souffle *le vent de l'ins-* » *tabilité*, mais tournons les vues de notre esprit vers l'excel-

» lente fin à laquelle tout doit tendre. » (Livre III de l'*Imitation de J.-C.*, chap. 23). Il faut relire souvent ce beau chapitre.

La Chambre des Pairs va s'occuper de notre loi sur les Évêchés. C'est Mgr l'Archevêque de Besançon (1) qui est nommé rapporteur et cela est de bon augure pour la loi. La liste des douze évêchés à établir, qu'on a donnée dans le journal *des Débats* n'a aucun fondement : je crois bien qu'il y a faute d'impression dans le mot *Perpignan*, mais Périgueux ne sera pas seulement le douzième évêché établi; j'ai la certitude qu'il sera dans les quatre ou cinq créés cette année; personne ne lui conteste le *droit* de priorité.

Adieu, mes bonnes et chères enfants, je vous embrasse avec toute la tendresse d'un père. Mille amitiés à votre tante et à votre oncle. J'espère que toute la famille aura pu aller à la *plantation de la Croix* (2).

LV. — *A sa femme.*

Paris, le 10 Juin 1821.

Je me *traîne* toujours comme je puis dans cette vie triste et agitée, sans être malade et avec l'apparence d'une assez bonne santé; je n'en suis pas moins toujours souffrant, la tête embarrassée et dans un état de langueur extraordinaire. Je n'ai de goût pour rien et je fais tout comme par force. Je pense souvent que si le temps se fixait au beau et à la chaleur,

(1) Mgr de Pressigny.

(2) Pour la clôture de la mission de Périgueux. La cérémonie eut lieu le 1er juin et fut très solennelle. M. Lasserre, curé de Bergerac, un des missionnaires, prêcha éloquemment.

Le journal de Périgueux mentionnait, à la date du 6 juin 1821, le succès de cette mission, dite *Mission de la Cité* : « Les respectables ecclésiastiques, charges de rappeler aux fidèles de Périgueux et des environs ces grandes vérités, ont rempli cette honorable tâche de la manière la plus édifiante. Pendant près d'un mois qu'a duré l'exercice de leurs pieuses fonctions, ils n'ont cherché dans leurs exhortations qu'à présenter dans leur plus grand jour les touchantes maximes de l'Évangile, de ce livre divin que la philosophie du dernier siècle, malgré son acharnement contre la religion chrétienne, a été forcée de reconnaître pour le plus beau code de morale qui ait été donné aux hommes. »

je reprendrais mon aplomb, mais j'attends toujours en vain cette *expérience* qui ne sera peut–être pas plus heureuse.

Nous avons chaque jour ici de la pluie et du froid. Tout le monde craint un été pareil à celui de 1816. Il paraît cependant, d'après ce que tu me dis, ma bonne amie, que le temps est plus beau dans nos pays et que toutes les récoltes ont la meilleure apparence. Tu me fais plaisir en me parlant de ta promenade si agréable au milieu de toutes ces *richesses*. J'aurais été heureux de faire cette promenade avec toi. Quel contraste entre ces douces et paisibles jouissances et tout ce que j'éprouve chaque jour dans cette malheureuse Chambre! Je ne puis plus l'aborder sans avoir des palpitations de cœur. C'est un véritable enfer. J'en prévois enfin le terme qui sera vers le 15 juillet. Si mon état nerveux persistait, je me déciderais à aller passer les mois d'août et de septembre à Saint-Sauveur; mais ce n'est encore là qu'un projet en l'air. Dans tous les cas je verrais avec plaisir que tu te décidasses à venir me chercher, mais les difficultés que tu éprouves pour le voyage du Murat m'en font craindre de plus grandes pour celui de Paris. En voyant sur mon calendrier que la Saint–Barnabé était la deuxième fête de la Pentecôte, j'avais pensé déjà que tu serais retenue par quelques affaires dont *Monclard* (1) est le rendez–vous ce jour–là. Tu étais pourtant bien attendue *hier* au Murat; Eliza m'en parle dans sa dernière lettre comme d'une chose assurée que Charles (2) leur avait dite. J'espère que tu feras ce voyage un peu plus tard.

Adieu, ma bien bonne amie; je t'embrasse tendrement, et suis avec toi de cœur, en attendant mieux.

---

(1) Commune dont dépend Lacoustète, et où se tiennent des foires très importantes, notamment celle de la Saint-Barnabé.

(2) Charles de Biran, neveu de Maine de Biran.

LVI. — *A Éliza.*

Paris, le 10 Juin 1821.

Si vous avez, en Périgord, la même intempérie que nous continuons à avoir ici, je ne suis pas surpris que les santés en souffrent. La mienne est toujours dans un triste état et je ne sais si le beau temps pourra me tirer de cet état de langueur et de véritable *vieillesse* où je suis tombé : quoi qu'il en soit, je soupire après le soleil et la chaleur comme après la *vie* même. La pluie constante du jour de Saint-Médard comme de ceux qui l'ont *précédé* et *suivi* fait craindre un été pareil à celui de 1816; on annonce de plus une *débâcle* de glaces du Nord semblable à celle qui eut lieu la même année et on en tire de fâcheux augures pour la récolte prochaine qui souffre ici de la pluie et du froid. Il ne paraît pas qu'il en soit de même en Périgord, d'après ce que me mande votre tante, qui me vante dans sa dernière lettre toutes les beautés de notre Grateloup. Combien je serais heureux d'en jouir! Quel contraste entre l'air pur et embaumé de nos champs et celui qu'on respire à la Chambre, entre les chants du rossignol et les cris, les vociférations de nos *enragés!!* Vous en avez quelques échantillons par les journaux; mais ce n'est rien de les lire, il faut les voir pour s'en faire une idée. Enfin j'espère que ce *pandemonium* se fermera vers le milieu de juillet.

Vous recevrez par le préfet une *opinion* que j'ai fait imprimer sur le projet de loi relatif au clergé. Je n'eus pas occasion de la lire ou la faire lire à la Chambre, mais j'ai cru utile de la publier avant que la loi ne passe à la Chambre des Pairs.

LVII. — *A sa femme.*

Paris, le 17 Juin 1821.

Je réponds, ma bien bonne amie, à ta lettre du 8 juin. J'ai appris avec grand plaisir que Finette nous a donné une fille qui lui ressemble; j'aurais mieux aimé que ce fût un *paulin* qu'une *pauline*, mais il faut prendre ce que Dieu nous donne; il ne nous reste à souhaiter que la prospérité de la nouvelle venue. Je suis content de penser que c'est une occupation agréable pour toi d'aller visiter et caresser cette jolie *pauline :* le nom lui restera. Je l'ai mandé à Félix, qui en sera aussi content. Il aura le couple à dresser dans le temps. Son joli *paulin* du *Murat* lui vaudra mieux pour lui et il nous dressera notre *pauline* pour Grateloup : ce sera la monture de la *Sagesse*.

Je ne suis pas tout à fait si souffrant depuis qu'il ne pleut plus, mais le temps ne s'est pas encore réchauffé. J'ai toujour du feu et mes habits d'hiver, comme lorsque nous étions à Saint-Sauveur en 1816.

Je désire bien, de tout mon cœur, ma bien bonne amie, que tu puisses trouver une bonne occasion pour venir me chercher dans le courant du mois prochain. J'espère que nous serons libres a la fin de juillet et nous pourrons regagner nos foyers dans le courant d'août. Je suis tenté souvent de demander un congé avant la fin de la session pour aller aux eaux, mais il faudrait qu'il y eût nécessité absolue. Cette Chambre me fait toujours bien mal ; si cela ne changeait pas j'aurais envie d'y renoncer. Car ces tripotages des *deux côtés* me tuent.

LVIII. — *A sa femme.*

Paris, le 1 Juillet 1821.

Je réponds, ma bien bonne amie, à ta lettre du 23 juin qui est remplie de détails sur ce qui m'intéresse : c'est ainsi que je veux tes lettres.

Nous sommes enfin arrivés à l'été qui paraît avoir été plus tardif ici qu'en Périgord. Depuis la chaleur j'ai tout à fait changé de manière d'être et, sans être délivré de tous mes maux, j'ai de moins cette tristesse et ce dégoût de tout qui me rendent l'existence si pénible tous les hivers. La petite campagne que j'ai faite il y a huit jours en Brie, chez M. de Chabrol (1), m'a tout regaillardi et rajeuni. Malheureusement j'ai été obligé de rentrer à Paris plus tôt que je ne le croyais. Mon compagnon et ami M. Lainé reçut un message le dimanche qui nous força à repartir lundi matin au lieu de mardi, comme nous le voulions. Mais ces deux jours de bon air et de promenade dans les bois ne m'en ont pas moins fait grand bien. Que sera-ce de l'air et des bois de Grateloup! surtout si je puis y jouir du calme et de la liberté à l'abri des importuns.

Je vois maintenant que notre session finira avec ce mois-ci et peut-être du 15 au 20. J'ai grande envie de demander mon congé aussitôt après pour aller passer les mois d'août et septembre avec toi dans les Pyrénées. Ce projet me fait encore plus de plaisir que celui de ton voyage à Paris. Mais l'un suppléerait à l'autre et je t'engage à profiter de l'occasion, si elle se présente, pour venir me faire une petite visite : nous prendrions d'ici notre parti. Je pense que dans tous les cas tu ne t'exposerais pas à voyager autrement qu'en bonne compagnie et avec des personnes de connaissance. Je serais bien inquiet si je te savais embarquée *au hasard*.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la lettre que t'a adressée M^lle^ M... J'ai déjà pris quelques informations pour lui procurer ici la place qu'elle désire dans une maison d'éducation : cela n'est pas facile, vu le grand nombre de personnes de talent qui sont employées ici à l'éducation des jeunes demoiselles.

Je suis charmé des bonnes nouvelles que tu me donnes de notre petite *Pauline :* il me tarde bien de la voir et de la caresser.

Félix ne m'écrit pas depuis plusieurs jours, mais je sais

(1) Conseiller d'État, préfet de la Seine.

qu'il se porte bien. Je lui écris par M. de Campagne, nommé sous-préfet à Sedan.

Notre pont de Bergerac va enfin se commencer ; la loi a passé hier à la Chambre. Je le mande au sous-préfet.

J'ai reçu hier deux lettres de nos bonnes petites qui m'ont envoyé chacune une fleur et une mèche de leurs jolis cheveux. Il y a longtemps que je n'ai reçu un cadeau aussi agréable. Quand iras-tu les voir? attendras-tu maintenant mon arrivée?

Adieu, ma bien bonne femme et amie; je vois arriver avec un bien doux plaisir le moment de t'embrasser et de te dire de vive voix que je suis tout à toi.

LIX. — *A Eliza.*

Paris, le 1er Juillet 1821.

J'ai été rappelé hier samedi de la manière la plus agréable et la plus douce au souvenir de ma *fête* patronale (1), par les deux lettres (2) de mes bonnes filles et les jolis cadeaux qui y étaient joints. C'est du fond d'un cœur qui est tout à vous, mes chères enfants, que je vous remercie de ces souvenirs. Je ne puis pas vous exprimer le sentiment qui a pénétré mon âme à la vue de ces fleurs *emblématiques* cueillies par vous en pensant à votre père, et de ces jolies petites mèches de

(1) La Saint-Pierre.

(2) Voici la lettre d'Adine, du 29 juin 1821, une de celles auxquelles M. de Biran répondait :

» Quand est-ce donc que nous pourrons te voir, te restaurer au Murat ou à Grateloup? Il me semblait que le temps passait vite il y a quelques jours et que le mois d'août arriverait bientôt; il me semble à présent que ce grand mois de juillet va être long comme deux ou trois. Je me reproche, avec la réflexion, cette impatience de voir écouler les jours que Dieu ne nous donne pas pour cela; mais mon cœur, tout à toi, m'emporte toujours.

» J'avais déjà pensé, cher Papa, que dans le *Génie du Christianisme,* dont je n'ai pas du reste commencé la lecture, je devais passer les épisodes romanesques; mais je veux attendre dans tous les cas une conversation avec mon bon père, qui me donnera des conseils sur tout cela et me dira ce qu'il y a de bon pour moi et si je dois attendre encore quelque temps avant de lire cet ouvrage. Je suis heureuse de pouvoir me laisser conduire par toi pour le choix de mes lectures et de ne graver dans mon esprit que des choses que tu connais et que tu approuves. Outre le sentiment de plaisir que cette idée fait éprouver, on peut encore avoir celui de penser

cheveux qui semblent rapprocher de moi les *têtes* auxquelles ils appartiennent et qu'il me serait si doux d'embrasser ! Je conserverai précieusement ces gages de tendresse ; je suis fâché seulement qu'Adine ait été un peu trop avare de ses cheveux pour l'emploi que je veux en faire.

Vos souhaits de bonne fête ont commencé, mes bonnes enfants, à se réaliser par la douce satisfaction que m'ont fait éprouver les expressions de votre tendresse. Mais ce n'est que dans notre réunion de famille que ces vœux peuvent être entièrement accomplis. Je l'attends avec une vive impatience, et j'en vois approcher le moment avec un charme impossible à peindre. La session tend vers sa fin, et, à moins d'événements inopinés, j'espère être libre de ce côté du 15 au 20 de ce mois. Resteront les affaires de Conseil et peut-être quelques mesures de gouvernement à prendre dans l'intervalle des Chambres, où il serait utile que j'intervinsse *indirectement*. Mais je ne prévois pas que rien puisse me retenir à Paris au delà de la première quinzaine d'août. Ainsi, mes bonnes enfants, tout m'annonce que nous serons réunis avant deux mois, et je me sens heureux toutes les fois que je me le dis à moi-même.

LX. — *A Eliza.*

Paris, le 8 Juillet 1821.

Mon agréable campagne de Vernouillet a été malheureusement trop courte. Je n'ai senti que plus désagréablement

à toi chaque fois qu'on prend son livre et de te reporter le bien et le plaisir qu'on y trouve. Ainsi, cher Papa, tout ramène à penser à toi, à s'occuper de toi; c'est une douce occupation qui fait supporter ton absence déjà si pénible et si triste.

» Que ces députés sont lents à finir ! Mon oncle prétend qu'il y a encore je ne sais combien de choses à discuter : tout le mois de juillet va donc se passer dans cette triste occupation de Chambre. Je le plains bien, mon pauvre père, d'être obligé de suivre tout ce qui s'y fait. Combien tu dois en être fatigué et ennuyé !

» Adieu, mon bon père, je t'embrasse bien tendrement et une fois de plus à l'intention de la Saint-Pierre. Quel bonheur si j'avais pu le faire au moins aujourd'hui autrement qu'en pensée !... — Éliza vient du jardin et m'apporte un joli bouquet : elle a bien pensé à toi en le cueillant. Quel bonheur pour nous si nous avions pu te le donner ! »

le contraste entre ces moments pleins de calme et de sérénité et l'agitation, le tumulte scandaleux et tous les sentiments pénibles qui contristent profondément tout mon être à chaque séance. Enfin, cette terrible session va finir *nécessairement* avec ce mois-ci. Tout ce qui n'est pas méchant ou aveugle par esprit de parti dans la Chambre aspire à cette fin comme au plus grand des biens. Mais qu'arrivera-t-il après? Il est difficile de le prévoir; les choses ne peuvent pas rester dans la position où elles sont, et tous mes vœux sont pour que les hommes (*royalistes*) qui tendent au ministère et crient si fort contre ceux qui y sont aujourd'hui, prennent à leur tour le timon des affaires. Nous verrons comment ils s'en tireront. Il est nécessaire au point où nous en sommes arrivés de faire cette *expérience*, et personne ne désire plus que moi de la voir réussir, quand elle devrait me condamner à la retraite des affaires ou plutôt par cette raison-là même. Il est temps d'en finir avec ce monde et d'en chercher un meilleur plus *haut* ou en *soi-même*.

LXI. — *A Eliza*.

Paris, le 15 Juillet 1821.

Je ne laisse jamais passer un *dimanche* sans vous consacrer (après *Dieu*), mes toutes bonnes, les premiers moments de ce jour de correspondance. Aujourd'hui je suis plus pressé qu'à l'ordinaire devant partir pour Saint-Cloud où sont maintenant nos princes en résidence. Il faut être rendu à onze heures et il en est plus de neuf, mais si je ne vous disais pas quelques mots de tendresse en réponse aux deux lettres si tendres reçues cette semaine, je serais mécontent de moi et triste jusqu'au prochain courrier. — Je remercie mon Adine de sa jolie mèche de cheveux que je vais faire employer avec ceux de mon Éliza.

Il y a toujours de l'*incertitude* et malheureusement beaucoup d'*aigreur* dans les esprits: Je sens chaque jour davan-

tage que Dieu ne m'a pas fait pour un si triste emploi de la vie.

Il faut que je finisse par force, mes bien chères enfants, mais je ne vous quitte pas; votre souvenir me suivra dans tout le trajet que je vais faire de Paris à Saint-Cloud.

LXII. — *A Adine.*

Paris, le 26 Juillet 1821.

Quoique notre Chambre soit en vacances depuis lundi, je n'y suis point du tout pour ma part. Le Conseil d'État qui n'a presque rien fait pendant la session est en pleine activité maintenant. Je suis chargé de plusieurs rapports ; nous avons séance de deux jours l'un, je sens qu'il serait peu convenable de demander un congé avant que nos affaires ne soient un peu déblayées.

Je suis bien touché de ce que tu me dis de notre correspondance, de l'accord de nos pensées et de leur heureuse rencontre en Dieu à la volonté duquel nous devons être soumis dans toutes les contrariétés qui nous arrivent : ce n'est que par là qu'on se procure une *véritable paix*. Combien cette paix sera douce pour mon cœur quand il plaira à Dieu de nous réunir ! Je n'en prévois pas d'autre délai que les premiers jours de septembre et c'est déjà trop long (1) !

---

(1) Le 3 août, Adine répondait à cette lettre les lignes suivantes qui manifestent une grande similitude de pensées et de sentiments entre le père et la fille : « Nous » avons été bien sensibles, mon bon père, à ce que tu nous dis, dans ta lettre, sur le » bonheur de te trouver réuni à nous; sois persuadé, cher papa, que nos rêveries » d'un heureux avenir ont ce but-là aussi : mais je crois que Dieu, qui ne veut pas » que nous ayons un bonheur parfait en ce monde, ne nous accordera pas celui-là; » il faut donc reporter ses yeux plus haut et espérer que notre réunion sera un jour » parfaite et éternelle. Prions-le, en attendant, qu'il nous donne sa paix, cette véri- » table paix dont tu parles si bien, cher papa, qui produit un si grand bien, mais » qu'il faut aussi bien des choses pour acquérir dans toute son etendue. Adieu. » Puisses-tu l'avoir, cette paix, et qu'elle vienne un peu calmer les tribulations qui » t'arrivent dans la vie. »

LXIII. — *A Eliza.*

Paris, le 29 Juillet 1821

Cette semaine de vacances pour la Chambre, ma bien chère enfant, a été pour ton père une semaine de tribulation, plus pénible encore que tout ce qui avait précédé. Outre les affaires du Conseil d'État qui exigent des séances longues et répétées, j'ai eu un sujet fixe de préoccupation dans les projets d'arrangement du ministère, auxquels je prenais une part d'*intérêt* et de *cœur* au-dessus de tout ce que je pourrais dire. Après beaucoup de négociations et de pourparlers, quand le but d'une conciliation désirable semblait atteint, tout s'est trouvé rompu par suite d'une intrigue inconcevable. — J'ai eu un vrai chagrin de voir partir hier matin M. de Villèle; M. de Corbières s'en va de son côté. — M. Lainé demeure à son poste avec le reste du ministère. Je ne sais plus ce qui va arriver d'ici la prochaine session, ni comment cette session pourra commencer sous de si pénibles auspices. Il faut s'abandonner à la Providence : elle seule peut savoir l'issue de ce labyrinthe et nous en tirer.

Je resterai toujours jusqu'à la fin d'août tant pour faire mon devoir de conseiller d'État qu'à cause de M. Lainé qui a besoin de mon amitié.

L'évêque de Périgueux sera installé vers le mois d'*octobre*. Il est du nombre des quatre premiers.

LXIV. — *A Eliza.*

Paris, le 26 Août 1821.

J'espérais, ma bien chère enfant, de pouvoir vous fixer aujourd'hui sur l'époque précise de mon départ de Paris. Mais quoique je compte toujours bien qu'il ne sera pas plus tard que les premiers jours de septembre, je ne puis encore dire quel sera ce jour. J'ai demandé la semaine dernière mon

congé au Président du Conseil d'État : il m'a répondu en m'envoyant deux grandes affaires dont il me charge de faire le rapport au Conseil. Nous avons des séances multipliées et fort longues à ce Conseil qui a remplacé pour moi la Chambre. Quoique je me sois résigné jusqu'ici, je sens pourtant le besoin absolu de repos et il est temps que je prenne quelques vacances. Je soupire ardemment après le moment où libre de tout travail je pourrai aller prendre quelque repos au sein de mes plus douces affections. Je puis dire que mon âme en est *affamée ;* elle se dessèche et languit dans ce monde d'affaire qui n'est pas son élément.

Je vois que j'aurais beau prolonger mon séjour ici, j'emporterais encore l'*incertitude* que je craignais sur le fond des choses qui intéresse plus spécialement mes amis et moi. Tout restera comme il est jusqu'à la session prochaine qui se présente sous un aspect si menaçant. M. Lainé résiste aux sollicitations qu'on lui fait pour prendre un ministère à portefeuille ; il est bien soucieux ; nous nous voyons à chaque instant, et je le quitterai avec bien plus de regret que s'il était heureux ; mais les sentiments et les devoirs de famille passent avant tout et je ne puis résister à ces premiers besoins du cœur.

J'ai été hier au château où il y avait un monde énorme pour souhaiter la bonne fête au roi, qui se porte bien et paraît fort gai. J'y retourne aujourd'hui pour voir les princes et faire mes adieux.

J'embrasse de toute mon âme mes chères bonnes enfants

LXV. — *A Eliza.*

Grateloup, 6 octobre 1821.

Ta sœur t'a appris, ma bien chère enfant, notre heureux voyage de Périgueux à Grateloup où nous sommes arrivés avant la nuit. Nous avons bien souvent parlé de toi dans le voyage et depuis l'arrivée : j'y pense à chaque instant et je

ne m'accoutume pas à voir séparées (1) deux bonnes filles qui sont si unies dans mon cœur. Si j'avais pu prévoir l'effet qu'a eu sur ta tante (*du Murat*) le petit voyage d'Adine, je n'y aurais pas tenu et je me serais déterminé à attendre le moment plus heureux où nous aurions pu nous réunir tous à Grateloup. Adine sera rendue au Murat au terme fixé. Je désirerais bien de tout mon cœur que le tien puisse s'arranger au retour de ta sœur, mais il faut d'abord que ta santé soit bien rassise et qu'il n'y ait aucune espèce de contrariété attachée à cette petite visite faite à la maison paternelle. Je ne provoquerai plus rien à cet égard.

J'espère qu'avec le secours de Dieu et les bons conseils de ta tante, tu parviendras à écarter de ton esprit toutes les idées tristes et pénibles auxquelles tu fais la faute de t'arrêter trop souvent. Tu trouveras dans l'*Imitation* et dans *Fénelon* que *la recherehe de soi-même* ou l'attention qu'on donne à tant de petites impressions passagères sur lesquelles il faudrait *couper court* (comme dit l'excellent Fénelon) est une source de malheurs et de fautes dans la vie. Si tu prends plus de confiance en Dieu, tu en auras plus dans toi-même, tu te sentiras *soutenue;* nous sommes tous tant que nous sommes bien faibles, bien misérables quand nous manquons de ce point d'appui et que nous nous laissons aller à nos vaines pensées sans regarder plus haut.

Je ne te dis rien pour les habitants de Grateloup, Adine t'écrit.

---

(1) Des arrangements ministériels dans lesquels se trouvait impliqué son ami M. Lainé, un encombrement d'affaires au Conseil d'État, avaient retardé jusqu'à la fin du mois de septembre son départ pour le Périgord. Il avait formé le projet de prendre ses filles en passant au Murat, pour ne plus les quitter de tout un mois. Mais devant une indisposition d'Éliza, un peu aussi l'exigeante affection de la bonne Mme de Gérard qui ne renonçait pas sans lutte (même avec leur père) à la possession exclusive de ses filles adoptives, M. de Biran avait dû prudemment se contenter d'Adine dont encore le départ pour Grateloup avait causé des orages : il était sage de ne plus les « provoquer ».

LXVI. — *A Eliza.*

Grateloup, le 16 octobre (1821).

Je suis arrivé hier au soir des Landes, ma bien chère enfant, et j'ai mené avec moi cette bonne Zélie qui est heureuse de se trouver parmi nous, et qui le serait encore plus si tu ne manquais pas à la réunion de famille. En arrivant, j'ai trouvé ta bonne petite lettre à laquelle je veux répondre quelques mots malgré toutes mes diversions de visites.

Le plaisir d'avoir Adine à Grateloup a été si mélangé pour moi par l'idée des peines et des contrariétés que son absence faisait éprouver au Murat, que je dois sacrifier le plaisir de t'avoir à ton tour près de moi, à la crainte de nous exposer tous aux mêmes inquiétudes. Si j'avais hésité avant ta dernière lettre (à *moi seul*), je serais déterminé aujourd'hui à faire le sacrifice : ta santé ne me paraît pas assez raffermie pour entreprendre ce voyage et ce petit changement d'habitudes; il faut de la *sécurité* sous tous les rapports pour bien jouir des plaisirs de famille. Je n'ai pas été heureux cette année à cet égard; espérons mieux de l'avenir.

J'avais d'abord résolu de vous ramener Adine vendredi : je sentais le besoin de te voir, de te parler, et de parler aussi à ta tante, ce qui vaut mieux qu'écrire. Mais comme mon départ pour Paris est plus rapproché que je ne croyais, et que je n'aurai guère plus de dix jours encore à passer ici, je me rends à la demande que me fait ta tante de lui céder ma place : elle et Félix feront donc avec Adine le voyage de Périgueux.

J'ai espéré que Mme Gérard ne trouverait pas mauvais que nous prissions deux jours de plus au-delà du terme fixé : l'arrivée de Zélie a contribué à décider de cette petite prolongation.

Adine t'écrit et je pense qu'elle te rend un fidèle compte de la vie de Grateloup : je t'assure, ma bonne Éliza, que tu y es bien présente à tous les cœurs. Je prie Dieu pour ta santé et ton repos d'esprit et te prie bien d'éloigner soigneusement

tout sujet d'inquiétude et toute lecture propre à t'occuper trop fortement ou tristement.

Je t'embrasse tendrement en attendant le plaisir de te voir au Murat.

LXVII. — *A Adine.*

Paris, le 3 Novembre 1821.

Je suis arrivé hier, ma bien chère enfant, à une heure après-midi, comme je l'avais résolu. Le voyage du Murat à Paris s'est fait sans aucun accident et par le temps le plus beau du monde. Il semble que le Ciel m'ait protégé, car aujourd'hui il pleut à torrent ici.

J'ai été poursuivi dans toute ma route par le sentiment triste et mélancolique que m'avait laissé notre déchirante séparation de mercredi matin ; ce sentiment me tient encore et n'est pas prêt à me quitter. Ce bon et beau mois d'octobre a été trop court sans doute, mais il m'a laissé des impressions si douces, si tendres, si profondes, que je rends grâces à Dieu du fond de mon âme de m'avoir procuré ces instants de bonheur. Je m'en entretiendrai souvent en moi-même et je prendrai courage pour tout ce qui va s'écouler encore jusqu'à ce que les bons jours reviennent.

J'ai eu le plaisir de voir hier au soir Mesdames de Craon et d'Alpy. J'étais pressé d'avoir de leurs nouvelles et de leur parler de tout ce que je venais de quitter. Elles m'ont témoigné leur bonté ordinaire pour nous tous. J'ai vu aussi M. Lainé, qui est toujours triste et un peu souffrant. C'est comme il m'avait dit : point de changement dans le ministère. M. de Villèle a dû arriver hier soir à Paris.

Je compte sur toi, ma bien chère enfant, pour me donner des nouvelles de la santé de ma bonne Éliza avec tous les détails nécessaires. Je ne veux pas qu'elle se fatigue trop à m'écrire ; seulement quelques mots d'elle de temps en temps seront nécessaires pour me tranquilliser.

Adieu, chère enfant. Je suis toujours avec toi et vous tous de cœur et d'esprit.

LXVIII. — *A Eliza.*

Paris, le 11 Novembre 1821.

Le premier besoin de mon cœur est de te dire combien je suis plus tranquille et plus content de ce que tu me mandes de ton état de santé. J'ai l'espoir maintenant que tu vas reprendre ton embonpoint, tes couleurs et revenir à ton état naturel pour le moral comme pour le physique. Je ne saurais t'exprimer combien la peine de notre séparation s'accroissait encore par la triste pensée du mal que tu éprouvais. Plaise à Dieu que tu ne me donnes plus cette cruelle inquiétude ! Il faut continuer le régime fortifiant que tu suis d'après les conseils de notre Adine et dont il paraît que tu te trouves bien; te donner toutes les distractions possibles, faire de l'exercice au dehors tant que tu pourras, jouer au volant avec Zabeth (1) ou Adine quand tu ne pourras pas sortir.

J'ai su par ta tante en même temps que par la lettre d'Adine le terrible événement du vol de la recette de Bergerac (2). Mais j'ignorais encore les détails que le Sous-Préfet m'a donnés par le courrier d'hier. Ta pauvre tante a été encore plus effrayée qu'elle ne le disait. Il paraît que Félix était en avant et qu'elle était seule avec Guérou quand elle est arrivée

(1) Zabeth était la fille d'une femme de service : enfant elle avait partagé les jeux de ses jeunes maîtresses.

(2) Ce fut en effet un terrible évènement. Au matin de la Toussaint, les habitants du Pont-Saint-Mamet (village situé à 20 kilomètres de Bergerac sur la route de Périgueux) se rendant à la messe, entendirent sept coups de fusil et se dirigèrent en toute hâte vers l'endroit d'où ils semblaient partis. Cinq ou six voleurs, embusqués à la *Tombe de l'Homme mort,* entre Gatepont et la maison Jeannette, avaient arrêté la voiture qui, escortée de deux gendarmes de Bergerac, Bayard et Didier, portait la recette à Périgueux. Les gendarmes, ainsi attaqués, firent feu, et, pendant que l'un d'eux allait chercher du secours au Pont, l'autre fut blessé. Le conducteur, Foucaud, réussit à s'échapper, et les voleurs s'empressèrent de piller la caisse. Mais à l'arrivée du secours ils s'enfuirent, semant dans les bois ou cachant dans des troncs d'arbres le fruit de leur vol. Peu de temps après, le 8, vers neuf heures du soir, revenant à leurs cachettes, ils furent surpris et quatre périrent sur l'échafaud. Un cinquième, plus tard, de retour d'Espagne où il s'était réfugié, ne put pas se soustraire à la peine de mort. Ces misérables, après leur crime, surprirent le conducteur Foucaud à Périgueux, près de l'Isle, où il faisait abreuver ses chevaux, et le noyèrent, de crainte que, les ayant reconnus, il les dénonçât.

On comprend l'émotion de Mme de Biran en arrivant « au lieu de la scène, » à son retour du Murat.

au lieu de la scène. Elle n'a pas eu, me dit M. Lagrèze (1), la la force d'aller plus loin et a couché au pont Saint-Mamet. J'ai été tout saisi en apprenant ces circonstances que ta tante m'a cachées. Il sera bien heureux que ses nerfs n'en soient point ébranlés d'une manière fâcheuse.

Le Préfet est parti hier pour Périgueux. Mgr l'Évêque part mercredi avec l'abbé de Lacalprade (2). J'ai à dîner ces deux Messieurs mardi avec la députation qui ne se compose encore que de MM. Larigaudie et Maynard (3).

LXIX. — *A Adine.*

Paris, le 18 Novembre 1821.

C'est une bonne et douce chose, ma chère enfant, que de recevoir deux lettres de toi dans la même semaine, et deux lettres pleines de ces expressions animées qui partent du cœur et vont droit au cœur à qui elles s'adressent. Je puis t'assurer, chère enfant, que je te dois les meilleurs moments ou plutôt les seuls bons moments que j'aie passés dans toute la semaine. Ma satisfaction serait complète (au moins sous le rapport de ces douces affections de famille, les *premières* de toutes), si notre bonne Éliza avait pu joindre à ta lettre quelques mots de cette tendresse que je sais bien qu'elle ressent pour son père et qui est aussi payée du retour le plus complet. Quoique ton oncle et toi me donniez l'assurance consolante qu'elle va beaucoup mieux, qu'elle continue à se trouver bien de son régime et à prendre des forces, je m'inquiète malgré moi de voir que ces forces sont si lentes à revenir et je suis plus impatient que je ne puis le dire d'ap-

(1) Le sous-préfet de Bergerac, M. Biran-Lagrèze.

(2) M. Loudieu de Lacalprade, chanoine de Paris, celui qui fut arrêté en 1811 à Paris avec le vicaire capitulaire Paul d'Astros, coupables l'un et l'autre d'avoir conformé leur conduite aux instructions de la lettre pontificale du 18 décembre 1810, ayant pour but d'empêcher l'immixtion, dans l'administration du diocèse de Paris, du cardinal Maury, élu archevêque par l'Empereur et le Chapitre. Il est mort à Sarlat, son pays d'origine, le 5 mai 1841.

(3) L'un et l'autre députés de la Dordogne.

prendre que cette chère Éliza est revenue sous tous les rapports à son état naturel. Je sacrifie le bien que me feraient ses lettres à la crainte de la fatiguer. Mais je compte toujours sur toi, chère enfant, pour me donner tous les détails dont j'ai besoin sur cette santé qui m'est si chère, et sur la tienne aussi que je te recommande bien de ne pas négliger.

Mgr l'Évêque doit être à Périgueux depuis hier. Il a dîné chez moi la veille de son départ; je lui ai parlé de M. Gérard et lui ai demandé d'avance ses bénédictions pour mes filles.

Adieu, chère enfant, mille tendres embrassements.

LXX. — *A Eliza.*

Paris, le 25 Novembre 1821.

On m'avait fort exagéré les suites des frayeurs de ma femme au sujet des voleurs de recette qui sont heureusement tous connus, j'espère qu'il y aura aussi quelque exagération dans ce qu'on dit des bandes organisées, etc. Je travaille à obtenir pour notre pays un plus grand nombre de gendarmes.

J'attends avec impatience des nouvelles de l'arrivée et de l'installation de notre Evêque, qui doit être à Périgueux depuis lundi soir, j'espère qu'Adine m'en parlera dans sa lettre qui ne m'a pas été envoyée par la poste hier au soir comme à l'ordinaire, mais que j'aurai sûrement aujourd'hui (1).

(1) Deux jours avant, en effet, le 23, Adine renseignait son père sur ce fait si important pour le Périgord et qui préoccupait si vivement M. de Biran :

« Hier, tout était en désarroi pour l'Évêque.... C'est donc mercredi dernier que » l'Évêque de Périgueux a été installé. Plusieurs personnes qui y étaient nous ont » dit que c'était une fort belle cerémonie. Il y avait un monde énorme. Nous aurions » été un peu envieuses de la voir, mais au fait, au milieu de la foule et avec ma » vue basse, j'aurais eu le plaisir d'entendre la messe, mais seulement cela. Mon » oncle doit aller demain à Périgueux pour faire sa visite à Monseigneur. C'est tout » à fait un évènement qu'un Évêque à Périgueux. Aussi on s'en occupe beaucoup et » on en parle sans cesse. »

Le même jour, M. Gérard ajoutait ces détails :

« Notre Évêque a fait son entrée cérémoniale avant-hier, en célébrant pontificale-

LXXI. — *A Adine.*

Paris, le 30 Novembre 1821.

Ma chère enfant, j'anticipe un peu sur mon dimanche pour répondre quelques mots à ta bonne lettre du 23, qui m'a fait, je crois, encore plus de bien qu'à l'ordinaire, tant la forme et le fond me conviennent et vont à mon cœur. Tu préviens mon sentiment dans beaucoup de choses, et ce que tu m'écris, je l'ai souvent senti auparavant.

J'ai l'intention de me soustraire quelques jours à tous les *tripotages* qui m'environnent et me rendent malheureux en *pure perte,* car je n'y peux absolument rien. La Chambre est inactive depuis cette mauvaise adresse (1) au roi qui a mis en jeu tant de passions et d'intrigues. Je ne sais comment nous pourrons reprendre quelques travaux réguliers, ni si le Ministère ou la Chambre aura le *dessus*. En attendant que cela se décide je crois que j'irai passer quelques jours à la campagne, et c'est dans l'idée de partir dimanche (si rien de nouveau ne m'en empêche) que je t'écris aujourd'hui, pour que vous sachiez bien, ta sœur et toi, que dans toutes les positions et au milieu des plus grands embarras je ne cesse de penser à vous avec la plus tendre affection.

» ment la messe, assisté de tout le clergé de la ville et des environs. Il y avait au » moins cent curés étrangers de toutes les parties du département. L'église était » pleine. La crainte d'être étouffé m'a empêché d'y aller. »

(1) Cette adresse au Roi, que M. de Villèle appelait une *maladresse,* contenait cette phrase blessante pour le gouvernement : « Nous vous félicitons, Sire, de vos rela- » tions constamment amicales avec les puissances étrangères, dans la juste confiance » qu'une paix si précieuse n'est point achetée par des sacrifices incompatibles avec » l'honneur de la nation et la dignité de la couronne. » Louis XVIII fit le 30 novembre cette fière réplique : « Je connais l'adresse que vous me présentez. Dans l'exil et la » persécution j'ai soutenu mes droits, l'honneur de ma race et celui du nom fran- » çais. Sur le trône, entoure de mes peuples, je m'indigne à la seule pensee que je » puisse jamais sacrifier l'honneur de la nation et la dignité de ma couronne. » J'aime à croire que ceux qui ont voté cette adresse n'en ont pas pesé toutes les » expressions. S'ils avaient eu le temps de les apprécier, ils n'eussent pas souffert » des expressions que, comme Roi, je ne veux pas caractériser ; que, comme père, » je voudrais oublier. » On s'attendait après cela à voir le ministère renversé ou la Chambre dissoute. Il n'en fut rien. Quelques jours plus tard, au sujet de la censure, une majorité se prononça formellement contre le ministère dont la démission fut annoncée le 12 décembre.

Le mieux de notre chère Éliza me fait du bien à l'âme, et je la remercie de tout mon cœur d'avoir ajouté elle-même à l'assurance que tu m'en donnais. Ce que cette chère fille fera pour son rétablissement complet, elle le fera pour son père, pour sa sœur, pour tous ceux qui l'aiment. Ce sont des motifs assez déterminants pour l'engager à continuer à faire tout ce qu'il faut.

Quand ton oncle pourra aller voir notre digne évêque, il le trouvera disposé à le bien recevoir (1); mais je trouve qu'il a bien fait de laisser passer la foule. Et vous aussi, mes chères enfants, vous avez sagement fait de ne pas aller vous jeter dans cette cohue qu'a attirée l'installation du nouvel évêque. Je suis bien aise qu'il y ait eu tant de monde et surtout tant d'ecclésiastiques. L'abbé de Lacalprade a écrit là-dessus une lettre qui donne de douces espérances. Puissent-elles se réaliser! Nous aurons alors moins de brigandages et de crimes à déplorer. En attendant les bienfaits de la religion, il est à souhaiter que la police ne s'endorme pas sur ce qui se passe, dans la contrée surtout d'où sortent les brigands et les assassins. La dernière lettre de Félix à ce sujet me donne des inquiétudes, et je me félicite qu'il soit à Grateloup en ce moment; sans lui, votre tante ne pourrait y habiter sans un effroi continuel.

Adieu, chère bonne enfant, je t'embrasse tendrement et mon Éliza de tout mon cœur.

---

(1) Grâce à Maine de Biran, le nouvel Évêque de Périgueux entretint avec M. de Gérard des relations très amicales dont on retrouve le précieux témoignage dans ces lignes adressées le 10 octobre 1832 par Mgr de Lostanges à la veuve désolée du Trésorier-payeur : « Vendredi prochain, au soir, j'aurai l'honneur de vous voir, » et le lendemain nous célébrerons en famille le pénible anniversaire (de la mort de » M. de Gérard). Vous renouvellerez votre sacrifice en présence de Celui qui seul » peut le connaître et qui donne la force de le supporter. »
Il y existait une chapelle au Murat.

LXXII. — *A Adine.*

Paris, le 23 Décembre 1821.

Il me tarde d'apprendre votre visite à notre bon évêque. Je suis assuré que vous aurez lieu d'être satisfaites de son accueil. Je lui ai demandé pour vous ses bénédictions (1).

Adieu, ma bien chère enfant; je suis obligé d'interrompre brusquement ma lettre : on vient me chercher pour aller au château accompagner M. Constantin (2) à la signature de son contrat de mariage, par le Roi et les princes. Ce compatriote a épousé une nièce de Mme de Germinies, qui connaît beaucoup ton oncle et m'a parlé de lui avec un grand intérêt. Je n'ai que le temps de t'embrasser tendrement et Éliza.

LXXIII. — *A Adine.*

Paris, le 30 Décembre 1821.

J'ai eu cette semaine, ma bien chère enfant, deux consolations qui m'étaient plus nécessaires encore qu'en tout autre temps: ce sont les deux lettres de toi et de notre Adine. J'ai besoin d'avoir la certitude qu'il y a au moins deux êtres sensibles au monde qui s'identifient presque avec moi, par leur tendre affection, la part sincère qu'elles prennent à tout ce que je puis éprouver, en mal comme en bien. J'aurais cette douce et consolante certitude, quand même je serais privé des lettres de mes bonnes filles; mais elle me fait plus de bien quand

(1) Le 28, Éliza lui expliquait leur retard à rendre visite au nouvel Évêque : « C'est ce vilain temps qui nous prive, cher papa, de l'*honneur* et je puis ajouter du » plaisir que nous aurions à voir notre bon Évêque, car Adine et moi nous n'en » avons pas peur. Ce que tu nous dis de sa bonté, de sa simplicité, ce que tout le » monde dit de même, nous inspire la plus grande envie de le voir, d'autant que » nous sommes bien sûres d'entendre parler de notre père avec éloges, et à ton » égard on se livre avec un plaisir sans danger, à ce désir de *louanges*. »

(2) M. Constantin de Beaumont, chef d'escadron, épousa Mlle de Vézet, fille du comte de Vézet, ancien président du Parlement de Franche-Comté et membre du Conseil de Louis XVIII pendant l'émigration, et de Mademoiselle de Germigney, d'une famille d'ancienne noblesse d'épée de Franche-Comté.

je la lis dans leurs lettres pleines de si bons sentiments exprimés avec tant de candeur et d'abandon ! Je te remercie, ma bonne Éliza, de celle que tu m'as écrite le 21 et dont j'ai tiré plus de profit que je ne puis te le dire pour me réconforter et trouver mon assiette morale. J'ai été doublement satisfait de cette lettre dont tout le contenu me prouve que tu as repris, toi-même, ton aplomb au physique comme au moral. Il m'est doux de te voir confirmer ainsi les bonnes nouvelles que mon Adine m'avait données de tes progrès. Je lui dois aussi des remercîments pour son aimable lettre d'hier au soir, qui m'a valu une meilleure nuit.

Je vois par cette dernière lettre que la *tempête* s'est fait ressentir au Murat comme à Paris : mais ici elle a duré toute la semaine, et ce n'est que hier au soir qu'elle a fini : on n'a pas d'idée d'ouragan plus impétueux; c'était vraiment à faire trembler. Le baromètre est descendu à 26 pouces 8 lignes (1); plus bas de deux lignes qu'en 1769, époque du désastre de Lisbonne. Les gens nerveux en ont beaucoup souffert : pour ma part, j'ai été deux jours sans avoir la force de sortir de ma chambre. Je suis encore bien malingre, toussant beaucoup, ne dormant guère, et tourmenté de douleurs dans les hanches, la mâchoire et les dents : voilà les misères humaines !

Adieu, chère bonne enfant; mille tendresses à tous.

LXXIV. — *A Eliza.*

Paris, le 6 Janvier 1822.

Je suis souvent incertain pour savoir précisément quel est le *tour* de l'une ou de l'autre, et vous pouvez, mes chères enfants, expliquer cette incertitude par la manière dont vous êtes unies dans ma pensée et confondues dans les affections de mon cœur. Vos deux lettres arrivées dans les premiers jours de l'année sont les meilleures étrennes que je

(1) 621$^{mm.}$, 4$^{mm.}$ de plus qu'en 1768. La pression ordinaire est de 760^{mm}.

puisse recevoir. J'accepte de tout mon cœur vos vœux (1) communs pour votre père; vous savez bien que tout son bonheur, toute son existence tiennent à ses chères enfants : il appelle sur elles les bénédictions du Ciel, et prie ardemment pour que Dieu les conserve en santé et en paix de l'âme. Si ces vœux sont exaucés, je supporterai patiemment tout ce qui pourra m'arriver de *personnellement* triste ou fâcheux. Je ne puis te dire, ma chère enfant, que je suis heureux du présent, ni tranquille sur l'avenir. Je n'ai eu à me plaindre ni à me louer pour mon compte de ceux qui tiennent en main aujourd'hui nos destinées (2); et quoi que je devienne dans tous les changements politiques dont on parle, je bénirai les nouveaux ministres s'ils parviennent à consolider la monarchie, à rendre notre pays plus calme et plus heureux. Les circonstances où nous sommes, et surtout la disposition des esprits dans la Chambre, rendent fort embarrassante la situation de ceux qui tiennent le timon. Je voudrais, pour eux, que la majorité des députés fût dans les mêmes dispositions que moi (et les amis avec qui je vote); ils n'éprouveraient pas les obstacles que certains hommes de *droite* comme de *gauche* opposent toujours aux *personnes* plutôt qu'aux *choses*.

J'ai reçu avec grand plaisir une lettre de notre Félix de Grateloup; il est enchanté de son voyage à Bordeaux; il me dit avoir laissé Alexis (3) en assez bonne santé, mais la petite rechute dont me parle Adine altère un peu le plaisir de ces bonnes nouvelles. Votre frère me parle

(1) Ces vœux lui avaient été exprimés en ces termes bien affectueux, le 28 décembre, par Éliza : « Je ne puis mieux finir l'année qu'en t'offrant les vœux de bon-» heur qui partent de cœurs qui sont tous deux et tout entiers à leur père chéri. » Pour nous, mon bien cher papa, tu sais ce qui nous rend heureuses, t'aimer, être » aimées par toi, désirer ne faire que ton bonheur comme tu fais le nôtre. Nous ne » désirons rien de plus en ce monde. Ton Adine et ton Éliza t'embrassent dans ce » doux sentiment. »

(2) Les ultra-royalistes étaient arrivés au pouvoir avec MM. de Villèle et de Corbière. M. Benjamin Constant, en termes peu parlementaires, compara un jour ce ministère « à un de ces fléaux que la Providence envoie aux peuples dans sa » colère. »

(3) Alexis Ducluzeau et son frère Jules étaient fils de la première Mme de Biran, et issus d'une union antérieure.

du projet qu'il a d'aller souhaiter la bonne année au Murat : il sera peut-être près de vous quand cette lettre arrivera; songez alors à votre père et dites-vous bien qu'il est de cœur et d'esprit au milieu de vous.

Mille tendresses et embrassements.

LXXV. — *A Adine.*

Paris, le 20 Janvier 1822.

Ta lettre d'hier au soir, ma chère enfant, m'a fait plaisir et peine. L'expression si bonne, si franche de tes sentiments me fait toujours du bien à l'âme et dissipe pour quelques moments les sombres nuages qui l'enveloppent, car la vie politique est pleine de soucis et de tristes prévoyances dans tous les temps, et celui où nous sommes me paraît loin d'en être exempt, même pour ceux qui ont désiré le plus le changement des ministres. Mais ce sont là des idées que je veux éloigner en écrivant à mes bonnes filles. Comme je m'en distrais en lisant leurs lettres amicales!

J'ai appris avec un grand mal au cœur que ce pauvre oncle avait tout de bon l'accès de goutte dont il était menacé depuis plusieurs jours. Je joins mes vœux de cœur aux vôtres, mes chères enfants, et à ceux de votre tante, pour que l'accès soit moins long et moins douloureux que l'an dernier. Comme la saison est plus avancée, et que l'hiver se passe en plus grande partie sans froid, j'ai quelque espoir que notre malade ne sera pas si longtemps à se relever. Je suis pour ma part fluxionné, toussant et plus malingre depuis quelques jours. Malgré tout, je dois aller ce matin au château, Monsieur ayant témoigné à un de mes amis quelque désir de me voir. Cette visite me trouble un peu et abrégera ma lettre.

Adieu, chère bonne enfant. Soigne ta santé si précieuse pour moi. Confions-nous en Dieu pour tout ce qui ne dépend pas de nous. Je t'embrasse et te chéris de toute mon âme. Autant à Éliza. Mille choses aimables à ta tante et au cher malade.

LXXVI. — *A Adine.*

Paris, le 27 Janvier 1822

Je t'écris un mot à la hâte, ma chère enfant, étant en *séance* au Conseil d'État qui a été réuni à dix heures du matin, malgré le dimanche. Je ne veux pas pour cela changer mon habitude et vous donner peut-être de l'inquiétude pour ma santé qui ne va pas mal, je le crois au moins, car je n'ai pas le temps de bien m'en assurer.

J'ai reçu hier ta lettre de mercredi qui m'a un peu rassuré sur la goutte de ton bon oncle, quoique ce ne soit pas encore aussi bien que je le voudrais. J'espère que les premières nouvelles seront encore meilleures.

Adieu, chère bonne enfant. Je trouve comme toi qu'il y a longtemps que nous n'avons causé ensemble, à mon aise pour ma part ; mais bientôt !

Je t'embrasse et t'aime, mon Adine, et toi aussi, mon Éliza, avec toute la tendresse que vous connaissez. Adieu. A un jour prochain où je serai plus libre.

LXXVII. — *A Adine.*

Paris, le 3 Mars 1822.

Je crois encore au projet de réunir les collèges électoraux au mois de mai et comme il est question de me nommer président de mon collège de Bergerac, je ferai nécessairement ce voyage qui me donnerait environ un mois à passer en famille. Je m'arrête à cette douce idée sans voir plus loin... Il faut profiter dans la vie de ces éclairs de bonheur si rares et si fugitifs et ne pas les gâter par des prévoyances toujours si incertaines. Qui peut, dans le temps où nous vivons, répondre d'un *avenir* tant soit peu éloigné?

Vous avez dû voir dans les journaux qu'il y avait eu encore de nouvelles tentatives pour troubler l'ordre public à Paris,

à Saumur (1), etc. Chacun de ces essais prouve l'impuissance des méchants ; mais il faut être toujours dans un état de lutte et de surveillance inquiète qui fatigue et dont on ne peut prévoir le terme.

LXXVIII. — *A Adine.*

Paris, le 10 Mars 1822.

La dernière fois que j'écrivis à ta sœur, ma bien chère Adine, j'étais loin de me douter que tu venais de subir une opération douloureuse sur ce pauvre côté malade. Il ne m'avait été rien dit qui pût m'en faire naître l'idée. C'est, il paraît, une décision qui a été prise et exécutée sur le champ. Si elle est heureuse, comme je l'espère, je devrai me féliciter de ne pas avoir été prévenu, afin de ne pas avoir eu d'avance l'inquiétude et la pénible idée de tes souffrances. Je sais, mon Adine, avec quel courage tu les supportes; mais mon âme n'est pas aussi forte contre la pensée de tes douleurs que la tienne contre les douleurs mêmes. En apprenant cette dernière opération, toutes les circonstances de la première se sont représentées à mon esprit, et j'en ai été tout à fait ébranlé. Ta lettre de hier au soir est bien rassurante, mais je suis très impatient de connaître les suites. Combien je serais heureux d'apprendre dans quelques jours que la cure est complète et que je n'ai plus d'inquiétude à avoir sur ce pauvre côté. Si en même temps la santé de notre Éliza se maintient, comme j'aime à l'espérer, il n'y aura plus de nuages dans les jouissances que je me promets au printemps en revoyant tout ce que j'ai de plus cher.

On avait parlé que la session actuelle se terminerait le mois prochain, mais il n'est guère possible que ce soit avant deux

(1) De fréquents complots militaires étaient tramés notamment à Paris par le carbonarisme. A Saumur, des mouvements séditieux se produisirent dans l'école de cavalerie; quoique promptement réprimés, ils éveillèrent des espérances chez les conspirateurs : le général Berton, à la tête d'une troupe improvisée, surprit Thouars au nom de Napoléon II, mais ne put emporter Saumur et périt sur l'échafaud. Belfort eut aussi des troubles auxquels le général La Fayette ne fut pas étranger.

mois d'ici au plus tôt. Les collèges électoraux s'ouvriraient alors à la fin de mai et c'est à cette époque que je renvoie le plaisir d'embrasser mes chères filles et de passer quelques bons et beaux jours avec elles. Il faut toujours prendre le bien quand il nous arrive. Il est si rare et si passager que nous devons craindre de le gâter par nos prévoyances contraires.

Les journaux vous apprennent chaque courrier les tentatives faites ici pour troubler la paix publique et exciter des révoltes ou mouvements populaires. Dieu merci, le peuple n'y entre pour rien et la force armée dissipe aisément chaque soir ces attroupements de gens égarés et d'ouvriers payés pour faire du train. Il n'y a aucune inquiétude *sérieuse* à avoir, mais il faut y prendre garde et arrêter à temps ces mouvements provoqués qui pourraient s'accroître. Les affaires vont mieux, du reste, entre le ministère et les Chambres. Demandons à Dieu la paix, que seul il peut donner en *changeant les cœurs* et en donnant *force* au *pouvoir*.

Adieu, bonne et chère enfant, je t'embrasse de toute mon âme, comme je t'aime, et notre Éliza aussi.

LXXIX. — *A sa femme.*

Paris, 10 Mars (1822)

Lorsque tu recevras cette lettre, bien bonne amie, je présume que notre Félix sera parti, et je pense avec tristesse, pour toi et pour lui, aux regrets mutuels de cette séparation. Si j'étais égoïste ou si je t'aimais moins, je me féliciterais de l'arrivée prochaine de notre Félix près de moi ; il doit avoir reçu à temps le petit billet que je lui écrivis vendredi pour lui dire qu'il devait prendre la route de Paris au lieu de celle de Commercy. Quoique sa nomination dans les dragons de la garde ne soit pas encore signée, tout annonce qu'elle le sera avant la fin du mois, et qu'il sera nommé quand il arrivera à Paris : le ministre de la guerre me l'a comme promis hier au soir. J'ai pensé que tu serais bien aise de

partager cette espérance avec moi, et c'est pour cela que je t'écris, malgré toute ma presse d'aujourd'hui où il faut aller au château.

Il y a toujours un peu d'agitation à Paris, mais rien de très sérieux, quoique les malveillants cherchent à le faire croire : le peuple de Paris ne prend aucune part aux mouvements des jeunes gens de l'École de Droit. Les Chambres avancent la session : on croit toujours qu'elle sera finie au mois d'avril et que les collèges se réuniront en mai; c'est l'époque où j'espère t'embrasser et passer près de toi quelques bons et beaux jours.

J'ai de bonnes nouvelles du Murat : tu sais que notre Adine a éprouvé une opération à son côté dont elle se trouve très bien.

Il me tarde de savoir comment tout va à Grateloup : tu me parleras surtout de ta santé; la mienne se soutient malgré quelques dérangements.

LXXX. — *A Adine.*

Paris, le 25 Mars 1822.

Je n'ajouterai aujourd'hui que quelques mots, ma bien chère Adine, à la lettre que Félix adresse en commun à ses bonnes sœurs. J'ai eu un grand bonheur à revoir ce cher enfant. Nous avons déjà bien parlé en détail de tout ce qui nous intéresse au Murat et à Grateloup, et nous n'avons pas encore *fini*. Je m'abstiens ces jours-ci de tout dîner au dehors parce que c'est le temps où nous pouvons mieux causer en liberté, et rien au monde ne peut m'être plus agréable.

Je compte garder notre Félix avec moi toute la semaine; il ira ensuite s'installer à Compiègne, où je l'accompagnerai peut-être et où j'irai souvent le visiter dans la belle saison. Le ministre de la guerre, à qui j'ai présenté hier au soir notre officier, m'a dit des choses très-bienveillantes à son sujet : cependant il ne me parut pas aussi sûr le soir que le matin,

à la Chambre, d'avoir *signé sa nomination* (1). Mais sa *parole* reste *donnée* et j'y compte.

L'arrivée de Félix a presque complété ma guérison de l'indisposition dont je vous parlais la dernière fois. J'éviterai, je crois, le vomitif dont j'étais menacé.

Je te recommande toujours bien, mon Adine, le soin de ta santé, dont Félix m'a rendu un assez bon compte, aux douleurs près, qui sont la suite de l'opération. Que Dieu nous fasse la grâce de nous retrouver, le mois de mai, sains de corps et d'esprit, pour jouir complètement du bonheur de cette réunion. Elle paraît plus sûre que jamais.

Tout à toi, mon Adine, et à ta bonne sœur.

LXXXI. — *A Eliza.*

Paris, le 7 Avril (1822).

Je reprends aujourd'hui, chère bonne Éliza, ma correspondance avec toi. J'ai toujours plus de plaisir à témoigner ma tendresse à mes bonnes enfants (directement) qu'à leur faire dire combien je les aime. J'ai reçu cette semaine *sainte* mes deux bonnes lettres accoutumées : elles ont fait grand bien à mon âme triste pour divers motifs. J'ai reçu aussi la nouvelle de l'arrivée de notre cher Félix à Commercy. Il a fait un bon voyage et s'estime heureux de se retrouver avec ses amis qui lui ont fait un excellent accueil. Nous voilà donc consolés tous deux de ce *désappointement* qui nous a été sensible d'abord, mais qui a aussi son bon côté, si nos autres projets s'exécutent. Félix est encore présenté par son général pour les lanciers de la garde. Dans le cas où il serait nommé, je demanderais un congé pour nous donner le temps de savoir à quoi nous en tenir sur sa destinée ultérieure.

Je vois par la lettre de notre Adine d'hier au soir que

(1) Cette nomination n'eut pas lieu. M. Félix retourna bientôt à Commercy.

vous éprouvez aussi des gelées et un retour d'hiver en Périgord comme à Paris. Le froid et l'aigreur qu'il y a dans l'air depuis huit jours contrastent avec la verdure, les fleurs et cette végétation plus animée dans les beaux jardins de Paris que partout ailleurs. Je crains bien que tout le mois d'avril ne soit froid : j'en souffre comme les plantes. J'espère retrouver le printemps en Périgord au commencement de mai.

Je désire que le côté de notre Adine ne se fasse plus sentir et que vous vous mainteniez toutes deux de manière à me montrer deux bons gros visages que j'embrasserai de tout mon cœur.

Adieu, chères bonnes enfants. Je pense sans cesse à vous avec toute la tendresse d'un bon père qui vous chérit par-dessus tout.

LXXXII. — *A Adine.*

Paris, le 14 Avril (1822)

Il me semble, ma bien chère enfant, qu'il y a longtemps que je ne t'ai adressé directement quelqu'une de ces marques de tendresse et de souvenir bien particulier que je tiens tant à donner tour à tour à chacune de mes bonnes filles et à recevoir d'elles exactement. La précédente lettre d'Éliza me rendit tout triste par la pensée que vous étiez encore à savoir au Murat la destinée de ce pauvre Félix et le changement de tous nos projets. Sa bonne tante de Grateloup l'a ignoré encore plus longtemps par le retard inexplicable du même courrier. Ainsi nous pourrions rester étrangers pendant assez longtemps aux événements qui nous intéressent le plus les uns les autres. Vous savez maintenant à quoi vous en tenir sur le sort *présent* de votre bon frère. Je lui ai fait passer exactement la lettre que tu m'avais adressée pour lui ; je pense bien qu'il vous aura écrit aussitôt après son arrivée à Commercy. Il est fort douteux qu'il reste à son

régiment (d'une manière ou d'une autre), aussi je voudrais bien qu'il pût se dispenser d'y faire venir ses chevaux.

Je compte toujours être près de mes chères enfants dans les premiers jours de mai. Il paraît cependant y avoir encore quelque incertitude sur l'époque fixe de la réunion des collèges et l'ouverture de la seconde session législative. L'ordonnance du roi qui nommera les présidents et fixera l'époque de réunion, ne paraîtra qu'après l'adoption du budget, c'est-à-dire dans huit jours au plus tôt. Il me tarde de savoir bien positivement à quoi m'en tenir, afin de faire tous mes préparatifs de départ. Je voyagerai définitivement avec M. Delpit, et peut-être aurai-je le bonheur d'avoir aussi une compagne de voyage, à laquelle je tiendrais par-dessus tout; mais je ne dois pas me flatter trop tôt : j'irai aujourd'hui rue Sainte-Croix pour *tâter le terrain* et savoir l'effet qu'aura produit la dernière lettre de votre bon oncle.

Rien ne pouvait, chère enfant, m'être plus agréable que de recevoir par toi l'espérance de la guérison complète de ce pauvre côté qui nous a donné si longtemps de l'inquiétude. J'aime bien à penser que tu es délivrée de cette douleur constante, et qu'elle ne reviendra plus; mais il faut confirmer ce mieux par un bon régime *persévérant*. Tu te plains de te sentir un peu *engourdie;* je t'avoue qu'à mes yeux cet état de plus grand *calme* est un bien qui en prépare plusieurs autres, si tu t'y livres raisonnablement et sans t'agiter pour en sortir. Je vois que tu t'es trop fatiguée pendant ces saints jours (1) : Dieu est toujours présent aux âmes qui se *reposent* en lui sans se donner tant de *mouvement* pour le chercher; il importe surtout de ménager pour lui plaire les forces et les facultés qu'il nous a données pour remplir notre destination, sur cette terre où nous passons!

J'ai été bien malingre pendant tous ces jours si froids. Le printemps qui est revenu depuis trois jours commence à me raviver. J'ai été un jour à la campagne avec mon ami Lainé : la gelée n'avait fait presque aucun mal aux fruits et à la vigne; il n'en est pas de même à Bergerac et surtout dans

(1) La Semaine sainte et les fêtes de Pâques.

le Bordelais où il paraît que la moitié au moins des vignes a été gelée. Je me réjouis qu'il n'en soit pas de même au Murat.

J'écrirai incessamment à ton bon oncle pour lui parler de ses dernières commissions. Il doit savoir maintenant que c'est par une négligence inexplicable du sous-préfet de Bergerac que mon nom a été omis sur la liste des *éligibles*. J'ai droit d'y être porté par mes *propres* contributions ou celles de ma femme, et j'en ai fourni la preuve il y a plus de *deux mois*.

Adieu, chère bonne enfant; je voulais d'abord ne m'adresser qu'à toi, et ma lettre est presque devenue une lettre d'*affaires*. Ce sera sans *préjudice* pour tout ce que je pense et sens de relatif à toi personnellement et à ta bonne sœur. Je vous embrasse tendrement, en attendant mieux.

LXXXIII. — *A ses filles.*

Paris, le 28 Avril (1822).

Je touche enfin, chères enfants, au moment de mon départ, et sans quelques incertitudes sur ma manière de voyager, je me serais mis en route dès demain ; mais les frais (1) de deux voyages en poste dans un court intervalle m'ont déterminé à attendre des compagnons ; je me serais décidé à prendre la diligence si je n'en avais pas trouvé. Je ne tarderai cependant pas au delà de mercredi soir. Je compte arriver au Murat samedi, passer en famille le dimanche et repartir lundi pour Grateloup et Bergerac, où il faut bien que j'arrive au moins la veille de l'élection. Comme je dois être le 16 à Périgueux pour le collège de département, je compte sur cette deuxième réunion pour être plus longtemps avec vous et ne plus nous séparer jusqu'à la fin du mois de mai, où il faudra regagner Paris. Quand je pense à ce temps si court et à toutes les tra-

(1) Les députés n'étaient pas encore assez avisés pour voyager gratuitement.

casseries dont ils vont être pleins, je m'afflige plus que je ne me réjouis d'un voyage qui doit me placer au sein de toutes mes plus chères affections, comme *Tantale au milieu des eaux*. Mais il faut prendre les moments de bonheur si fugitifs quand ils se présentent, et ne pas trop les altérer par de tristes prévoyances.

Nous ferons ensemble quelques promenades dans cette jolie garenne que vous aimez, nous visiterons aussi peut-être les bois de Grateloup si beaux dans cette saison ! Je respirerai l'odeur des fleurs que vous avez cultivées, tout cela est bon et doux à l'âme ; laissons là le reste.

Votre tante ne viendra pas au-devant de moi au Murat, mais je la ramènerai le 15 mai.

J'ai des nouvelles de Félix ; son régiment part le 30 de Commercy pour Arras, où il ne doit arriver que le 12 mai. Je lui renverrai alors ses chevaux, à moins que nous ne prenions un *grand parti* : c'est ce que je vais voir en Périgord.

J'ai reçu mes deux bonnes lettres cette semaine : celle d'hier au soir demanderait bien une réponse à part, mais je la ferai verbalement d'aujourd'hui en huit. Puissé-je trouver toutes les santés du Murat bien rassises ! J'en jouirai de toute mon âme, et cela influera en bien sur mon propre état qui est chétif en ce moment. J'ai aussi du *rhume* ajouté au rhume perpétuel ; mais tout ira mieux pour moi au moment où je vous verrai, où je vous presserai contre mon cœur. Adieu.... A samedi soir. Mille tendresses.

LXXXIV. — *A Adine.*

Paris, le 9 Juin (1822.)

J'ai reçu hier, ma bien chère enfant, ta bonne et aimable lettre du 4, qui m'a fait du bien à l'âme. C'est la continuation de celui que j'ai éprouvé en recevant mercredi les deux lettres à la fois de ton bon oncle et de notre chère Éliza. La bonne inten-

tion que vous aviez euc de me donner des nouvelles de tout ce qui m'intéressait au Murat et à Périgueux, ne put avoir son effet, comme vous le savez, puisque je n'ai reçu la lettre de M. Gérard du mercredi qu'avec celle du samedi suivant. Pendant cet intervalle j'ai été dans une assez grande perplexité sur tout ce que je désirais de savoir.

J'ai été bien aise d'apprendre, par la lettre d'Éliza, que votre tante était restée deux jours de plus au Murat : cette excellente tante a bien été assez tôt à Grateloup qui lui paraît si triste aujourd'hui, d'après ce qu'elle me dit dans sa dernière. Elle me dit aussi combien elle se trouvait heureuse dans votre douce société.

Nous avons ici des chaleurs insupportables depuis mon arrivée. J'en suis (comme toi, ma pauvre Adine) bien incommodé : c'est un véritable supplice que d'être en affaires ou en cérémonie quand on est accablé au point où je suis. De ma vie je n'ai rien vu de pareil ici et dans la saison où nous sommes. Ce matin à sept heures j'ai été éveillé par un coup électrique et un éclat de tonnerre comme un coup de canon. La foudre est tombée dans la maison des bains qui est en face de la nôtre ; le feu y a pris, mais il a été promptement éteint par les pompiers. Je me sens encore de la commotion. J'espère que le temps sera un peu rafraîchi.

Adieu, chère bonne enfant. Je te recommande ta santé dont j'ai besoin plus encore que de la mienne. Je n'ai qu'à désirer la continuation de celle de notre Éliza que j'embrasse comme toi de toute mon âme.

Abbé MAYJONADE.

(La suite prochainement.)

BIBLIOGRAPHIE

Evangelium secundum Lucam (Commentaire faisant partie du *Cursus Scripturæ Sanctæ*). 1 vol. in-8° de VIII-653 p. Paris, Lethielleux, 1896.

Le R. P. J. Knabenbauer, jésuite allemand, est l'auteur de cet ouvrage important et soigneusement étudié. Le texte sacré qui en fait l'objet est l'Évangile de saint Luc, le dernier des « synoptiques », c'est-à-dire, des trois écrits évangéliques dont le but est principalement narratif et le plan à peu près identique, tandis que le quatrième évangile, celui de saint Jean, a surtout un caractère doctrinal et un plan moins descriptif que didactique.

Saint Luc était le médecin et l'ami de saint Paul. Il avait comme lui fait des études littéraires suivies, mais il lui était fort supérieur dans la connaissance du grec qu'il écrivait purement, et sans y mêler une foule d'hébraïsmes dont le grand Apôtre etait coutumier. On peut croire que ses études médicales lui avaient donné des habitudes intellectuelles d'observation, de précision, d'analyse, qui lui ont fait entreprendre une nouvelle histoire évangélique, plus soigneuse que les précédentes de la chronologie et de la géographie administratives. Son livre possède, à ce point de vue, une incontestable supériorité sur ceux de ses devanciers, tout inspirés qu'ils soient eux-mêmes surnaturellement.

L'intérêt d'un pareil texte se communique aisément aux commentaires dont il est l'objet; et l'on sent que le R. P. Knabenbauer, si avantageusement connu déjà pour ses précédents travaux d'exégèse biblique, a mis un soin et un zèle particuliers dans celui-ci. Sa critique grammaticale et historique, sa forte et sobre polémique contre le rationalisme contemporain, sa vaste et sûre connaissance des expositions ou explications dont saint Luc a été l'objet depuis presque dix-huit siècles, un judicieux emploi des plus récentes découvertes archéologiques ou paléographiques, donnent à son ouvrage une valeur considérable que nous pouvons attester après un attentif examen.

Nous sommes heureux de constater aussi, — à l'encontre de certaines préoccupations plus ou moins sympathiques, manifestées par l'exégèse protestante ou incrédule au sujet des conséquences pratiques de l'encyclique pontificale *Providentissimus Deus*, — que la parfaite orthodoxie du R. P. Knabenbauer ne lui a rien enlevé de son ancienne liberté d'allures; et qu'il ne montre aucune étroitesse scrupuleuse, aucune timidité mesquine et antiscientifique, dans l'application des règles d'interprétation imposées par Léon XIII aux exégètes catholiques de notre temps. On avait prédit tout autre chose ou du moins on s'y attendait chez nos adversaires; quelques-uns de nos amis en avaient même le désir, mais évidemment pour des motifs tout différents : ces prévisions et ces souhaits ne trouveront rien qui les justifie, dans l'excellent commentaire du savant jésuite sur le troisième Évangile. L'exégèse biblique ne fera que prendre un nouvel essor là où plusieurs pensaient que ses ailes seraient coupées, à tout le moins alourdies.

Chanoine JULES DIDIOT.

L'Auxiliaire du catéchiste, dictionnaire des mots du catéchisme présentés en tableaux synoptiques. 1 vol. in-18 carré, de XXIV-386 p. Avignon. Aubanel, 1896.

On sait la grande vogue des petits ouvrages publiés par l'auteur des *Paillettes d'or ;* elle est généralement bien justifiée par l'opportunite, la clarté, la piété fort aimable des pensées qu'ils renferment. Mais nous en avons un sous les yeux, qui ne vaut pas ses aînes, quoique son inspiration et son plan ne manquent pas de valeur. Rien de plus difficile que de bien définir et de bien diviser : il faut pour cela une science complète, approfondie, précise, que le vénérable écrivain avignonnais n'a peut-être pas à un degré éminent, dans les matières de dogme et de morale qu'il s'est proposé de résumer en tableaux analytiques. Il s'en est du reste rendu compte lui-même, et il l'a dit avec humilité dans une déclaration préliminaire.

Nous aurions beaucoup de réserves à faire, par exemple, sur ses définitions de la *conscience* dont il fait une sorte d'inspiration mystique; de la *volonte* et de la *liberté* qu'il confond parfois et que parfois il distingue avec exagération; du *surnaturel* dont il ne fournit que des explications embrouillées, etc., etc.

Il est en opposition ouverte avec l'encyclique de Léon XIII *sur les Etudes Bibliques*, quand il nous dit, au sujet de la *Genèse*, que « la Bible ne peut renfermer que la vérité *scientifique*, comme la vérité historique; que les découvertes scientifiques ne doivent pas servir de base pour juger la Bible, mais que la Bible doit servir de base pour juger de la vérité d'une découverte. » (p. 176). On sait que le Souverain Pontife déclare que Dieu n'a pas voulu nous enseigner les sciences dans la Bible; et qu'il laisse pleinement aux savants l'usage de leur propre méthode et de leur propre *criterium*. Ils n'ont sans doute pas à juger la Bible qui ne s'occupe pas de leurs découvertes; mais la Bible ne les juge pas non plus, quand ils se maintiennent sur leur terrain et dans leurs limites rationnelles. Ils ne deviennent ses justiciables, que lorsqu'ils en sortent pour faire acte d'hostilité, soit contre le dogme ou la morale divinement révéles, soit contre les bases essentiellement philosophiques mais divinement garanties de cette révélation surnaturelle.

L'excellent moissonneur des *Paillettes d'or* n'est pas le seul, parmi nos auteurs catholiques, à vouloir soutenir cette apologétique insuffisante et dangereuse dont l'encyclique *Providentissimus Deus* nous a heureusement affranchis. Il faudra du temps pour qu'on y renonce pratiquement et universellement. L'intervention de critiques vraiment théologiens ne sera pas sans utilité pour « faire passer la vraie pensée du Chef de l'Église à son peuple. »

L. R.

LE CULTE DE LA NATURE DANS LA FRANC-MAÇONNERIE

M. Margiotta nous a envoyé un hommage de son nouveau travail sur la Franc-Maçonnerie : « le Culte de la Nature dans la Franc-Maçonnerie universelle. » L'illustre converti s'efforce de répondre à l'appel de Léon XIII : « Arrachez à la Franc-Maçonnerie le masque dont elle se couvre et faites-la voir telle qu'elle est. » Montrer ce qu'est la Franc-Maçonnerie, c'est, en deux mots, montrer d'abord qu'elle est une *école de lubricité*, et ensuite une *chaire d'impiété satanique*.

Dans ses ouvrages précédents, M. Margiotta avait livré quelques-uns des enseignements, quelques-unes des doctrines, quelques-unes des cérémonies de ce culte de Satan professé par les Loges. La preuve en a eté faite : Satan règne, commande, triomphe dans les Loges. Au règne du Christ, on a opposé le règne de Satan; au règne de la pureté et de l'innocence, on a substitué le règne du vice et de la corruption. A côté de la chaire d'impiété s'ouvre l'école de lubricité. M. Margiotta le démontre preuves en mains.

Ici commence notre embarras. Comme le dit l'auteur, son livre n'est pas destiné à satisfaire une curiosité malsaine. Il s'adresse aux esprits cultivés, aux âmes droites qui sont dans la nécessité de tout savoir, afin de s'éclairer et d'éclairer les autres. Et il ajoute : « Dieu veuille qu'il ne devienne pas l'arbre de la science du mal pour certaines âmes ignorantes ou trop débiles. »

Léon XIII avait écrit : « Le culte que la Maçonnerie prescrit, c'est le culte de la Nature. Par là, l'homme est poussé aux mœurs et aux habitudes d'une vie presque païenne, si tant est que le surcroit et le raffinement des séductions ne le fasse pas redescendre plus bas. » Le livre de Margiotta montre la Maçonnerie marquée du Signe de la Bête. Son travail déchire les derniers voiles et montre la secte à nu, de telle façon qu'on détourne la tête, en rougissant. L'évêque de Grenoble pouvait lui écrire en toute vérité : « Vous avez la mission de nous montrer la vérité maçonnique dans toutes ses horreurs, en nous démontrant les Manuels des Hautes-Loges ; mais, avouez-le, il faut être du métier pour vous lire. »

Le Maçon du Culte de la Nature est arrivé à une degradation morale dont rien ne saurait dépasser l'horreur et la turpitude. La femme y apparaît, changée en démon de lubricité. La Loge est un véritable enfer, son Dieu est Satan, son Pontife le fameux Lemmi, son culte la Nature.

Trop longtemps on s'est refusé d'admettre les Loges d'adoption, où l'on recevait des dames. On haussait les épaules devant les *amusements mystérieux* de tel Vénérable chargé d'ouvrir à la postulante la *Porte de la Vertu* pour lui enseigner qu'en fait de vertu, le maçon n'a que celle de savoir régler les « plaisirs de l'amour. »

On sait maintenant, d'après le témoignage de l'auteur sacré de la secte, que la Maçonnerie d'adoption est une maçonnerie *régulière et reconnue*. « Elle doit servir à arriver à la connaissance de certains secrets, à trouver des protections par l'intermédiaire des Sœurs, à satisfaire ceux des Frères qui ont du penchant pour le

plaisir. » On parle à ces postulantes d'honneur, de pudicité, de vertu, mais ce qu'on ajoute montre clairement qu'on attache à ces mots le sens contraire qu'ils ont dans la langue vulgaire. Les Loges androgynes ont été fondées « sous la protection de Bacchus et de l'Amour, » écrit le Frère Ragon dans son Manuel de la Maçonnerie d'adoption.

On réalise le plan dévoilé depuis longtemps dans ces mots : « L'essentiel est d'isoler l'homme de sa famille, de lui faire perdre les mœurs. Quant à la femme, puisque nous ne pouvons la supprimer, corrompons-la. Le meilleur poignard, pour frapper l'Église au cœur, c'est la corruption. »

Toutes les Loges de dames ne sont pas aussi avancées dans le culte de la Nature. Dans la plupart on vise à former les dames, suivant l'expression de Weisshampt, à l'art de satisfaire secrètement leurs passions. En statistique générale, plus de soixante Loges sur cent sont des Loges d'adoption. Si dans quelques-unes les rites et les cérémonies se respectent un peu, tout en se permettant les sous-entendus grivois, les allusions et les mots à double sens qui devraient faire rougir, il y en a par contre beaucoup, composées, selon le mot d'un maître, de femmes *volages, légères, voluptueuses,* qui se permettent de lâcher la bride aux *amusements les plus mystérieux.*

Ces loges doivent grandir, car « l'Atelier des Frères qui ne s'annexera pas une Loge de Sœurs est un *Atelier incomplet,* destiné fatalement à ne jamais perfectionner ses membres. » Aussi bien le Pontife du rite écossais dit catégoriquement : « Le vrai Maçon piétinera la superstition dans son cœur. Il sera sans indécision et sans caprices. Il n'acceptera le plaisir que lorsqu'il le voudra, et il le voudra lorsqu'il le devra. Nous recommandons *très instamment* de multiplier les Loges d'adoption. Elles sont indispensables pour former des Maçons bien maîtres d'eux-mêmes. » Ce qui suit ne saurait plus se transcrire, tant il est vrai que ce sont les esprits les plus superbes qui s'enfoncent le plus bas dans l'abîme de la sensualité.

Qu'ajouter à ces détails si tristes, si humiliants? Faut-il parler des messes noires, des messes blanches qui s'y célèbrent; faut-il rappeler les profanations d'hosties consacrées, sacrilèges qui se pratiquent hélas trop fréquemment? Faut-il ajouter, chose horrible à dire, que c'est la femme, cet être si naturellement porté à la piété, que l'on emploie plus volontiers pour ces horreurs. Faut-il rappeler un sacrilège d'un nouveau genre inventé par Lemmi? Ce misérable tient constamment sur son bureau une des hosties volées dans les églises catholiques, et n'écrit jamais sans avoir d'abord transpercé la sainte Eucharistie avec la plume dite *Calamus transfigens,* qu'il soutient avoir reçue à cet effet de son diable protecteur.

Mais assez de ces infamies. Tirons le voile. Personne ne pourra plus douter. La Franc-Maçonnerie est une école de lubricité et d'impiété. C'est Satan doublé de la Bête. Aussi, dirons-nous avec Léon XIII, voyons-nous multiplier et mettre à la portée de tous les hommes tout ce qui peut flatter les passions. Journaux et brochures d'où la réserve et la pudeur sont bannies. représentations théâtrales dont la licence dépasse les bornes; œuvres artistiques où s'étalent avec un cynisme révoltant les principes de ce qu'on appelle aujourd'hui le réalisme; inventions ingénieuses destinées à augmenter les délicatesses et les jouissances de la vie, en un mot, tout est mis en œuvre pour satisfaire l'amour du plaisir. Saturer le monde de licence et de vices, tel est le but que la Franc-Maçonnerie poursuit pour faire tomber les multitudes entre ses mains.

M. Margiotta est entré dans la caverne maçonnique pour en dévoiler les turpi-

tudes. Il a marqué la secte du signe de la Bête, de la Bête maudite, de la Bête ennemie de Dieu, de l'Église, de la Patrie, de la Famille, de la Vertu. Sus donc aux infâmes, l'ennemi, c'est la Franc-Maçonnerie.

H. CETTY.

LE PALLADISME

Culte de Satan-Lucifer dans les triangles maçonniques.

Tel est le titre d'un ouvrage intéressant dont la cinquième édition vient de paraître chez M. Falque, éditeur à Grenoble. Le Dr Margiotta, l'illustre converti franc-maçon y continue les études qu'il a commencées dans son livre *Adriano Lemmi*. Il avait établi sur la foi de documents irréfragables le culte de Satan dans les Loges ; il avait montré la profonde ligne de démarcation creusée entre les palladistes ou luciférien de l'obedience de Charleston et les satanistes qui se sont rangés sous la houlette de Lemmi, le souverain pontife de Satan. Chez les premiers, Lucifer est regardé comme Dieu bon ; c'est avec bonne foi que la célèbre miss Diana Vaughan aurait pratiqué le culte palladique. Chez les Lemmistes, au contraire, la bonne foi n'est pas possible : ils rendent un culte à Satan, au principe mauvais, à l'ennemi personnel de Dieu, à l'implacable adversaire de Jésus-Christ.

Une question semble dès l'abord s'imposer nécessairement. Ce culte de Satan, cette apparition du démon, ces manifestations diaboliques, n'est-ce pas une affirmation du surnaturel, une affimation de Dieu et de la foi chrétienne? L'existence du démon ne prouve-t-elle pas l'existence de Dieu, et le palladiste qui a vu Satan ne devrait-il pas tomber aux pieds de Jésus-Christ! La déduction est logique, la conséquence naturelle, mais ici nous voyons qu'en religion l'homme ne se laisse pas guider par la raison et par l'évidence, mais bien par ses intérêts et ses passions. N'a-t-on pas vu au XVIIIe siècle, des esprits forts, des voltairiens nier tout surnaturel et assister, le soir, aux séances où Mesmer et Cagliostro évoquaient l'esprit infernal? La nature humaine est ainsi faite, et il serait insensé de vouloir absolument y trouver toujours de la logique et de l'unité.

A ce point de vue, le livre de M. Margiotta sur le culte de Satan dans les loges offre un palpitant intérêt.

Satan, l'ennemi de Dieu, le révolté, le *singe de Dieu,* comme l'appelait Tertullien, veut être adoré. Il y est arrivé. A force de fuir l'Église de Dieu, dont l'Esprit-Saint est l'âme, on finit pas tomber dans la Synagogue de Satan.

Voici comment s'exprime un ancien president de la première fédération maçonnique de Palerme : « Satan est le vrai Dieu ! Satan, que les prêtres ont vaincu par la ruse, la calomnie et la tromperie, est le créateur de l'égalité, de l'intelligence, de la civilisation, du progrès. Satan est le vrai Dieu ! Gloire donc à Satan, souverain de la matière. Qu'est-ce donc que le Seigneur des cieux, si ce n'est le Dieu des paresseux, des oisifs et des vagabonds, qui imaginent l'*esprit* et se rassasient de *matière* ? Il n'y a pas d'esprit sans matière, et ils sont identifiés l'un à l'autre : ou

bien le *Seigneur des cieux* est le *Dieu du néant*, tandis que Satan, par contre, le *Dieu de l'Univers*. »

De là à l'adoration il n'y a qu'un pas ! Ce pas a été franchi. On connaît l'hymne à Satan. « Vers toi, principe immense de l'être, matière et esprit, raison et sens ; pendant que le vin scintille dans les coupes ; pendant que sourient la terre et le soleil, qu'ils échangent des paroles d'amour ; pendant que partout, venant des montagnes, court un frémissement de mystérieux hymenée, et que palpite la plaine féconde ; vers toi, ô Satan, mon vers hardi s'élance ; je t'invoque, ô Satan, roi de notre festin !... C'est toi, ô Satan, toi qui respires dans mon vers. Quand il sort impétueux de mon sein, défiant le dieu des pontifes scélérats, des rois sanglants ; et pareil à la foudre, tu ébranles les esprits.... Salut, ô Satan, ô rébellion, ô force vengeresse de la raison ! Que montent sacrés vers toi, notre encens et nos vœux ! Satan, tu as vaincu le Jéhovah des prêtres !

Et dire que la reine Marguerite, « cette fleur embaumée du sol d'Italie, » a gardé, pendant de longues années, près d'elle en qualité de professeur, l'auteur de cet hymne infernal !

Avec cet hymne les loges ont leur *Pater, Ave, Credo*. C'est la même rage, le même blasphème, la même impiété, la même folie furieuse. Le chapitre que M. Margiotta consacre à l'orthodoxie maçonnique est le plus documenté qu'on puisse lire. Après avoir relaté des faits et des écrits qu'on ne peut lire qu'avec horreur, il conclut par ces mots : « Voilà la véritable orthodoxie maçonnique dans toute sa nudité Si des auteurs qui ne sont pas au courant des derniers secrets de la secte donnent une explication différente, ils se trompent complètement et retardent la connaissance de la vérité salutaire. »

Cette vérité ressort davantage encore des pages consacrées aux « Apparitions de Satan. » Depuis longtemps il existe à Turin un temple de Satan, une secte ayant pour titre les *Messes noires* On dévalise les saints tabernacles pour porter dans les antres diaboliques les espèces eucharistiques volées, et les offrir en holocauste à Satan, avec des cérémonies horribles. Des femmes s'adonnent à ces sacrifices impies, et, parodiant les divins mystères, offrent à Satan des hosties noires avec d'exécrables blasphèmes. Dans ces antres, les *Messes noires* évoquent Satan, qui leur apparaît en personne, comme il est apparu en plein Paris dans cette soirée inoubliable présidée par le prince de Pomerantseff, en présence de l'abbé Girod et de douze satanistes, appartenant tous au grand monde de la capitale ; comme il est apparu à la réunion satanique de Milan en 1870, présidée par le général Cadorna ; comme il apparaissait personnellement au *Sanctum Regnum* de Charleston, toutes les fois que Pike l'évoquait. M. Margiotta ajoute alors : « Mais sans aller plus loin, moi-même je déclare avoir vu *deux fois* le prince des ténèbres dans des circonstances extraordinaires que le lecteur sera sans doute bien aise de connaître. » Le récit qui suit est à lire tout entier. En présence de cette singerie insigne, de ces evocations horribles, de ces imprécations sataniques, on est tenté de s'écrier avec l'auteur : « Qu'ils sont bêtes, qu'ils sont infâmes ! » Que dire de cette prière du maçon pontife : « *Sursum corda, haut les cœurs,* prions, mes frères, et que la prière de nos âmes monte comme une colonne d'encens jusqu'au trône de notre Dieu, le Très-haut, le plus haut, *Excelsus Excelsior,* qui vit dans son séjour immortel, dans son ciel de feu où nous le rejoindrons un jour pour rester éternellement avec lui et partager son bonheur !... Gloire à Satan, Dieu des Cieux et Roi de la Terre ; gloire à Baal-Zibouh, terreur de Michaël ; gloire à Moloch, terreur de Raphaël ; gloire à

Astarté, terreur de Mirzam (la Sainte Vierge Marie); gloire à Astaroth, terreur de Gabriel; gloire à tous les démons qui sont dans l'Enfer, et *maledictus sit Jesus Bethlemitus !* » Et tous de répondre : Ainsi soit-il ! Toutes ces paroles, M. Margiotta les a entendues, toutes ces choses il les a vues; c'est un témoin qui depose, qui rend compte de sa vie, de ses impressions, un témoin dont le diable évoqué disait : « Ton disciple est protégé par une puissance contre laquelle il m'est défendu de lutter ; il ne croira jamais en moi. »

Les chapitres suivants décrivent les faits et gestes du grand évocateur Pessina et initient aux *bêtises et infamies* de ce magicien. L'explication de l'alphabet nouveau du palladium est donnée d'une manière très précise. C'est la clef pour les soi-disant mystères maçonniques. L'histoire de la conversion de miss Diana Vaughan termine le livre. Comme l'auteur, elle a trouvé le chemin de Damas pour s'écrier : « O Dieu d'infinie bonté, je crois en vous; je vous remercie d'avoir permis que je ne sois plus au pouvoir des démons. »

La lecture du *Palladisme* de M. Margiotta permet donc de conclure que Satan ne veut plus être nié; il veut se faire connaître et se faire adorer comme Dieu ! Les révélations de l'auteur sont appelées à rendre de grands services à l'Église; c'est un homme, un converti, qui connaît la secte, qui en parle d'experience. En le lisant la persuasion vous gagne, la lumière se répand abondante, les préventions tombent. C'est le procès ouvert contre la franc-maçonnerie, plaidé en plein jour, documents en mains, devant des témoins qui ne sauraient nier, devant des juges, forcés, par l'évidence, de prononcer une condamnation sans circonstances atténuantes.

H. CETTY.

L'Imprimeur-Gérant : A. TAFFIN-LEFORT.

DE L'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE

DANS LES SÉMINAIRES

Tout ce que nous avons à dire au sujet de l'enseignement dans les petits et les grands séminaires se rattache à deux idées principales :

1° *Y a-t-il quelque chose à faire ?*

2° *Ce qu'il faudrait faire ?*

Avant de nous engager plus avant dans une étude parfois délicate, nous abriterons notre pensée et nos intentions derrière la prudente réserve d'un confrère dont les travaux cités plus loin forment une introduction naturelle à cette esquisse :

« Il ne nous appartient pas de donner des conseils et nous n'avons jamais eu la prétention d'indiquer aux autres le chemin où il convient de s'engager à l'heure présente. Nous laissons cette tâche, que des circonstances particulières rendent plus difficile, aux évêques et au chef suprême de l'Église dont nous serons toujours le fils obéissant et respectueux : c'est à eux d'affronter les périls et d'assumer des responsabilités dont Dieu seul connaît le poids.

» Mais il n'a jamais été défendu au prêtre, si obscur que soit d'ailleurs son ministère, de jeter un coup d'œil sur le champ de bataille, où des intérêts si graves sont en péril ; il ne lui sera jamais défendu de répéter aux fidèles la parole du Pape, de marcher à la lumière de ses enseignements,

d'exprimer ensuite ses craintes et ses propres espérances, sans présomption et sans faiblesse, et de travailler ainsi avec un amour qui brave toutes les fatigues au triomphe de l'Église et à la grandeur de son pays (1). »

1re Partie. — Y a-t-il quelque chose a faire?

* * *

L'état critique de l'Église et de la société dans notre pays ne laisse personne dans l'indifférence. A la suite d'une enquête plus ou moins approfondie, chacun de nous porte ses regards vers l'avenir, cherchant à discerner quels seraient les meilleurs moyens de conjurer des périls que l'on sent graves et imminents. Mais l'accord s'arrête là : on ne s'entend ni sur les causes qui ont amené cet état de choses, ni sur la ligne de conduite à suivre pour aboutir au salut.

Les uns expliquent le présent par des causes vagues et générales résumées dans une formule très simple, *le malheur des temps*. Ils ne voient rien à faire au delà de ce qui s'est toujours fait, et ils s'en remettent à la Providence pour modifier le cours des événements. Ce sont les partisans du *statu quo*.

D'autres, hommes de parole et d'action, se bornent à constater l'insuccès des anciennes méthodes; ils en concluent qu'il faut rompre avec le passé, aller de l'avant et ne plus songer qu'à l'avenir (2).

Ces tendances extrêmes et de sens contraire méconnaissent deux grandes réalités. Le parti de l'avenir ne tient pas un compte suffisant de la loi de continuité, et le parti du *statu*

(1) E. Méric, *Le Clergé et les temps nouveaux*. Paris, V. Lecoffre, 1892, p. 49.

(2) « L'avenir, oui, l'avenir est là, et c'est une belle tâche que de le préparer. Il faut, dans les rangs du sacerdoce, nous armer le cœur de vaillance; sans nous inféoder à ce passé, si vénérable qu'il soit, où nous laissons des amis et des regrets, de saints et augustes souvenirs, il faut nous détacher de ce qui fut et travailler pour ce qui sera. » L'abbé Félix Klein, *Nouvelles tendances en religion et en littérature*. Paris, V. Lecoffre, 1893, préface par A. Joigniot, p. XII; cf. l'abbé Naudet, *Vers l'avenir*, même libr. 1896.

quo semble ignorer la nécessité d'une adaptation constante de l'activité aux conditions du milieu.

Le principe de continuité. — C'est une vérité de fait que le passé naît à chaque instant de l'aven'.. Le présent est une fiction de notre esprit. Les langues sémitiques dont les verbes n'ont que deux temps, le prétérit et le futur, donnent par leur structure un singulier relief à cette idée à la fois simple et profonde de succession et de continuité résumant toute réalité en ce monde.

Nous tenons du passé la substance, tout ce qu'il y a de constitutif, d'essentiel, de durable dans les conditions de notre existence et en nous-mêmes à tous les points de vue.

Dans l'ordre naturel, aussi loin que nous puissions atteindre, l'homme nous apparaît dans le même cadre extérieur. Il est soumis aux mêmes conditions générales de lumière et de température; il respire le même air, il se nourrit des mêmes aliments. Il présente les mêmes caractères physiques et physiologiques avec des nuances au fond très légères et tout à fait superficielles. Il est doué des mêmes facultés intellectuelles et morales. Nos vieux parents de l'âge de la pierre taillaient, en France, le silex non par instinct, mais avec une idée très nette du but à obtenir, avec un sens développé de l'esthétique, avec une habileté de main que les modernes ne dépassent pas. L'homme de ces époques lointaines tenait de sa nature des instincts de sociabilité qui sont encore au fond le principe des sociétés modernes. L'avenir ne nous laisse entrevoir aucun changement notable sous ces divers rapports.

Au point de vue religieux, le passé nous domine. Pour tous les chrétiens et plus exactement pour tous les catholiques, Dieu qui ne change pas est l'auteur de la révélation, la source de notre vie surnaturelle. Dans l'Église à laquelle nous appartenons, il y a une organisation, une hiérarchie que nous devons respecter, des vérités que nous devons croire, des préceptes auxquels nous devons conformer notre activité intérieure et extérieure.

Ces réflexions très simples contiennent un ensemble de vérités fondamentales toujours les mêmes dans le passé comme elles le seront dans l'avenir. C'est une base et un point de départ pour tout ce que nous avons à dire.

Il faut préparer l'avenir, nous dit-on. Nous le voulons également. Mais comment le prépare-t-on? Le père et la mère dans la famille, le professeur dans son école, le prêtre dans l'Église, chacun dans sa sphère, préparent l'avenir. Ils s'appliquent tour à tour à modeler la vie, l'intelligence et la volonté de l'enfant, puis du jeune homme; ils s'efforcent de lui faire contracter des habitudes, espérant qu'une fois formé l'homme gardera cette empreinte jusqu'à la fin de ses jours. Mais l'éducateur, où prend-il les éléments de cette formation qu'il impose à son élève? Évidemment et sans contestation possible, il les emprunte au passé.

Si nous voulons faire en sorte que l'avenir soit meilleur que le présent, ce sera encore et surtout le passé que nous devrons consulter. C'est par une étude attentive et approfondie de l'histoire que nous arriverons à démêler les causes de ce qui arrive; à mesure que nous connaîtrons mieux le passé, nous verrons plus clairement les fautes commises à certaines époques, l'enchaînement fatal des erreurs dans le passé et du mal dans le présent, et même dans l'avenir si l'on n'y porte remède.

Lorsque nous rencontrons dans certains auteurs modernes, animés des meilleures intentions, des formules semblables à celles que nous avons reproduites, nous pouvons sans doute n'y voir que des figures de rhétorique, ou encore en les dégageant de ce qu'elles peuvent avoir d'excessif, les ramener à un sens irréprochable; dans l'intervalle, nous maintenons comme un principe hors de toute contestation que sans une connaissance approfondie du passé, il est impossible d'améliorer l'avenir.

Le principe d'adaptation. — Les éléments du monde physique, intellectuel, social et religieux nous viennent du

passé, c'est-à-dire qu'ils remontent à des âges plus ou moins reculés. Ils arrivent au seuil de l'avenir, non pêle-mêle, mais dans un certain ordre, non pas nus, mais enveloppés d'accessoires, couverts de la poussière des siècles : cet agencement, ces accessoires, cette poussière sont-ils également immuables et intangibles?

S'il y a des révolutionnaires ou simplement des novateurs par tempérament, il y a aussi des conservateurs de même catégorie. Ils aiment à se dire qu'ils vivront le lendemain comme ils ont vécu la veille; ils ont horreur de tout changement qui pour eux devient un dérangement. Ces dispositions habituelles chez les partisans du *statu quo* sont-elles conformes à la nature des choses?

Quand on envisage l'ensemble de la création matérielle et sensible dans laquelle nous vivons et dont nous faisons partie, l'idée de mobilité et de changement acquiert dans notre esprit une force extraordinaire. Nous voyons par la pensée le monde physique, notre terre, en particulier, avec ses myriades de plantes et d'animaux arriver successivement et peu à peu à l'existence; durant des millions d'années, notre globe s'est modifié sans cesse, sous l'impulsion et la direction de la puissance créatrice, avant de réaliser l'état présent. Cet état, à son tour, n'est pas une station définitive, ni même une halte; il change sous nos yeux, comme il changeait dans les âges antérieurs.

Quand il s'agit de l'homme, nous le voyons apparaître tout à coup avec son organisation et ses facultés caractéristiques, mais encore que de chemin parcouru depuis les origines obscures avant d'atteindre l'épanouissement actuel, les 1,500,000,000 d'hommes qui peuplent la terre, avec leurs dialectes innombrables, leurs civilisations si diverses, les monuments historiques ou non d'un passé lointain et l'effrayante activité de l'humanité contemporaine!

La religion, l'ordre surnaturel nous montrent des faits analogues. La révélation n'a pas été faite tout entière en un seul jour. Notre-Seigneur, quelque temps avant sa

Passion, disait lui-même à ses apôtres : « J'ai encore beaucoup de choses à vous dire, mais vous ne pourriez les comprendre en ce moment, l'Esprit de vérité viendra et il vous enseignera toute vérité (1). » L'histoire dogmatique de l'Église montre que la doctrine, sans se renier jamais, n'a cessé de s'accroître et d'acquérir une précision plus grande. Une évolution de même genre est facile à constater dans les différents domaines de la morale, de la liturgie, de la discipline ecclésiastique. La mobilité augmente d'une façon frappante à mesure qu'on s'éloigne des points fondamentaux du dogme et de la morale. Durant le cours des siècles, des conflits ont pu surgir entre les passions humaines incarnées dans le pouvoir civil et les lois ecclésiastiques; l'autorité suprême, dans des circonstances parfois difficiles, a toujours su prendre, pour maintenir ou rétablir un accord nécessaire, l'initiative de mesures énergiques contrastant avec la conduite ordinaire du gouvernement de l'Église. Sans nous arrêter à des faits caractéristiques sous ce rapport, nous sommes plutôt frappés de ce que l'on pourrait appeler son adaptation insensible et continue aux conditions extérieures des temps, des lieux et des personnes.

Le principe de cette adaptation se trouve dans le texte de l'Évangile où le Sauveur du monde dit de lui-même : Je ne suis pas venu pour être servi, mais pour servir, et dans l'idée du ministère ecclésiastique, exposée en termes précis dès les temps apostoliques, par saint Paul, en particulier : *Omnia omnibus factus sum, ut omnes lucrifaciam.*

Dans la pratique, nous voyons sans doute l'Église appliquée à maintenir l'ordre intérieur, la stabilité de ses traditions, de ses institutions de toute nature. Mais en même temps, elle se prête à tous les changements compatibles avec sa mission divine. L'intérêt supérieur du salut des âmes prime tout le reste.

(1) Adhuc multa habeo vobis dicere, sed non potestis portare modo. Cum autem venerit ille Spiritus veritatis, docebit vos omnem veritatem. (S. Joann. XVI, 12, 13.)

* * *

Avant d'aborder la question particulière qui fait l'objet de cette étude, il fallait écarter au préalable des objections insidieuses.

Aux partisans du *statu quo* absolu il fallait assurer le respect des vérités nécessaires ou mieux de toute vérité. Aux hommes d'action, impatients de sortir de l'ornière et de tenter des voies nouvelles nous disons volontiers que nous sommes avec eux tout en formulant des réserves expresses sur la méthode et sur divers points non sans importance.

Beaucoup d'entre eux sont entrés à rebours dans l'action qu'ils préconisent. Ils ont commencé par se jeter dans les luttes sociales, avant d'avoir élucidé dans leur esprit les principes sur lesquels repose la société elle-même. On risque fort de s'égarer en suivant un ordre aussi peu conforme aux lois de la logique. Ce qui était à prévoir est arrivé; sous prétexte de venir en aide aux petits et aux humbles, des hommes pleins de zèle et de bonne volonté ont abouti au socialisme.

Notons en passant, car nous aurons l'occasion d'y revenir, que dans le corps des doctrines pontificales appropriées au temps présent, l'encyclique sur la condition des ouvriers a été précédée et préparée de loin par l'encyclique sur la restauration des études philosophiques. Si les circonstances extérieures appellent un changement de conduite, il faut procéder avant tout à une révision exacte des théories et des principes qui sont mis en cause et ne modifier ce qui existe qu'avec la plus grande circonspection.

D'autre part quand nous entendons les amis du *statu quo*, qui souvent sont les amis de leurs aises, caractériser notre époque en disant qu'elle répond à une grande défaillance religieuse dans les sociétés et les individus, nous demandons également à ceux qui tiennent ce langage s'il ne serait pas possible de rechercher et de découvrir les causes

réelles et profondes d'un si grand mal et quels remèdes il serait sage de lui opposer.

Les causes de la situation actuelle sont nombreuses et compliquées; leur action plus ou moins néfaste remonte à des dates successives. Il ne faut pas méconnaître la portée des causes anciennes; mais elles nous échappent par suite des changements survenus; leurs effets seuls persistent. On peut rattacher à ce groupe tout ce qui nous est venu de la renaissance, de la réforme qui l'a suivie, des querelles du jansénisme et du gallicanisme, tout ce qui de près ou de loin a conduit l'ancienne France avec ses institutions ecclésiastiques de toute nature au gouffre de la grande Révolution.

Les causes vives et toujours agissantes sont contenues au moins en germe dans le statut napoléonien qui a fixé les traits essentiels de l'organisation religieuse en France au commencement de ce siècle.

Taine a montré en quelques pages saisissantes comment Bonaparte s'y est pris pour asservir le clergé catholique et le réduire au rôle subordonné d'un instrument de sa politique; mais un libre-penseur ne pouvait s'intéresser à la question de fond. Dans un livre récent déjà cité (1), M. l'abbé Méric, professeur honoraire de théologie à la Sorbonne, se plaçant à un point de vue plus vrai, envisage aussi avec plus d'exactitude où en est la condition présente du clergé dans notre pays. Il expose comparativement, dans une série de tableaux, l'état de l'Église sous l'ancien régime et tel qu'il est issu de la pratique du concordat complété ou plutôt dénaturé par les articles organiques.

Il montre l'athéisme pratique de l'état moderne substitué au principe de l'unité religieuse inscrit dans les lois de l'ancienne monarchie, le clergé dépouillé de ses biens par la Révolution, et privé par le fait même, d'une grande partie de son prestige aux yeux des populations. Le clergé a cessé d'être le dispensateur de la charité publique; il a perdu l'ad-

(1) *Le clergé et les temps nouveaux.*

ministration des hôpitaux, des orphelinats. Il a été écarté systématiquement des écoles, des collèges, des Universités. Au clergé déchu de la position prépondérante qu'il occupait dans l'organisme social, on conteste aujourd'hui une place quelconque dans la société moderne. Ainsi dépouillé, il assiste sans influence à la crise sociale qui agite de nos jours les peuples dans presque toute l'Europe.

En présence d'un état de choses aussi précaire, sous les menaces d'un ennemi dont l'objectif est de faire disparaître du monde toute idée religieuse, n'est-ce pas le cas de se demander s'il y a quelque chose à faire et ce qu'il faudrait faire?

Quand on suit, dans le livre de M. Méric, l'énumération des domaines où l'influence du clergé, grande autrefois, a été détruite ou gravement atteinte par le fait de la Révolution, on remarque trois chapitres particulièrement dignes d'attirer l'attention, *la crise philosophique, la crise scientifique, la crise religieuse*. Dans ces trois domaines de premier ordre, de la philosophie, de la science, de la religion, le prêtre est encore ou peut être chez lui; dans ces trois domaines, son action, si elle est bien dirigée et suffisamment intense, est capable de lui faire reconquérir ce qu'il a perdu ailleurs.

Quoi que l'on fasse, le monde est conduit par les idées; l'action est toujours éclairée et dirigée par une théorie quelconque, vraie ou fausse. Mais écoutons le Pape; nous n'avons ici qu'à suivre les enseignements lumineux de l'encyclique *Æterni Patris,* sur la restauration de la philosophie chrétienne.

« Si quelqu'un, dit Léon XIII, se prend à considérer les misères de notre époque, et cherche à découvrir par la pensée les causes de notre situation publique et privée, il arrivera certainement à reconnaître cette cause féconde des maux qui nous atteignent en ce moment et nous menacent pour l'avenir, dans les principes faux touchant les choses divines et humaines, sortis des écoles de philosophie. De là, ces principes ont pénétré dans toutes les classes de la société, et ont

fini par recueillir les suffrages du plus grand nombre (1). »

La philosophie purement humaine est sans doute incapable soit d'écarter, soit de renverser toutes les erreurs; la religion chrétienne, selon la doctrine de l'Apôtre, n'a pas été fondée sur la croyance aux paroles de l'humaine sagesse, mais sur la vertu de l'Esprit-Saint, et c'est encore de la toute-puissance et de la grâce divines qu'il faut attendre principalement le retour à la vérité des esprits infectés par l'erreur. Mais cette réserve faite, on ne saurait donner trop d'importance à la philosophie quand il s'agit de ramener les peuples à la foi.

L'encyclique énumère dans ce sens une longue suite de témoignages fournis par les Pères de l'Église sur l'usage de la philosophie dans l'exposition et la défense des doctrines religieuses. Reprenant la même question au point de vue historique, le Pape rappelle les travaux apologétiques des premiers Pères, saint Justin, martyr, saint Irénée, Tertullien, saint Augustin, les Pères de l'Église grecque, et enfin il arrive aux scolastiques et à saint Thomas, dont il fait le splendide éloge que tout le monde connaît.

L'encyclique, dans toute cette partie, ne fait que justifier et fortifier le principe de continuité dont il a été question au début de ce travail. S'il faut revenir à la philosophie de saint Thomas, c'est encore pour rétablir l'application interrompue du même principe.

Léon XIII ne pouvait faire l'éloge des trop nombreux systèmes de philosophie éclos à partir du XVI^e^ siècle; ils favorisent, à divers degrés, le scepticisme, et du doute ils conduisent facilement à l'erreur (2).

Vers la fin, dans la partie où l'encyclique exhorte les

(1) « Si quis in acerbitatem nostrorum temporum animum intendat, earumque rerum rationem quæ publice et privatim geruntur, cogitatione complectatur, is profecto comperiet, fecundam malorum causam, cum eorum quæ premunt, tum eorum quæ pertimescimus, in eo consistere, quod prava de divinis humanisque rebus scita, e scholis philosophorum jam pridem profecta, in omnes civitatis ordines irrepserint, communi plurimorum suffragio recepta. » Encycl. *Æterni Patris*, 4 août 1879.

(2) « A multitudine sententiarum ad hæsitationes dubitationesque persæpe ventum est; a dubitationibus vero in errorem quam facile mentes hominum delabantur, nemo est qui non videat. » *Ibid.*

évêques à relever et à propager les doctrines de saint Thomas, nous trouvons deux remarques de grande importance. Léon XIII déclare d'abord qu'il n'entre nullement dans ses intentions de proposer à notre imitation les subtilités excessives de certains docteurs scolastiques, ni les erreurs qu'ils ont pu commettre (1).

D'autre part, il insiste sur l'accord possible et relativement facile entre les sciences de la nature et la philosophie scolastique, à la condition que celle-ci soit convenablement exposée. (*Si sapienti ratione tradatur.*)

Dans une audience donnée, le 7 mars 1880, aux représentants d'une société savante, Léon XIII est revenu sur cette même pensée. Il recommande de nouveau l'étude des doctrines de saint Thomas; mais il ajoute : « A l'exemple de ce grand docteur, appliquez-vous avec zèle à l'étude des sciences de la nature, qui, de nos jours, ont produit tant de découvertes ingénieuses et utiles, admirées à juste titre par les contemporains, objets d'éloges et d'une émulation durable pour la postérité (2). »

Nos lecteurs n'ont sans doute pas perdu le souvenir d'autres textes plus précis encore, contenus dans l'encyclique *Providentissimus Deus*, et relatifs à l'accord nécessaire des sciences naturelles avec le texte bien compris des Saintes Écritures (3).

Si nous tenons présent à notre esprit l'ensemble de ces citations, nous avons, puisée à sa source, toute la doctrine capable d'éclairer utilement notre sujet. Le reste n'est plus qu'une affaire d'application. Le Pape, dans ses encycliques, s'adresse à toute l'Église et même à l'humanité tout entière. Il ne saurait entrer dans des explications trop minutieuses,

(1) « Si quid enim est a doctoribus scholasticis vel nimia subtilitate quæsitum, vel parum considerate traditum, si quid cum exploratis posterioris ævi doctrinis minus cohærens. vel denique quoquo modo non probabile, id nullo pacto in animo est ætati nostræ ad imitandum proponi. » *Ibid.*

(2) « Tandem, sancti Thomæ Aquinatis et in hoc exemplum secuti, in rerum naturalium consideratione strenue adlaboretis ; quo in genere nostrorum temporum ingeniose inventa et utiliter aucta, sicut jure admirantur æquales, sic posteri perpetua commendatione et laude celebrabunt. »

(3) *Revue de Lille*, déc. 1893, pp. 150-154.

requises par des circonstances particulières de lieux et de personnes. C'est ici que commence utilement le rôle de l'interprétation scientifique préparant la voie, s'il y a lieu, aux décisions de l'autorité.

La lecture de l'encyclique *Æterni Patris* suggère une première réflexion. Pourquoi nous ramener au XIII^e^ siècle et constater en quelque sorte officiellement une lacune dans la tradition? Au XVI^e^, au XVII^e^ et même au XVIII^e^ siècle, la philosophie scolastique avait encore des représentants. Pourquoi dissimuler le mérite au moins de leur bonne volonté et de leurs efforts?

Nous ne dirons pas que telle soit la pensée du Pape. Mais à cette époque, un monde nouveau s'est fait jour dans un enfantement laborieux. A côté de tentatives malheureuses dans le domaine de la pensée, l'esprit humain s'est ouvert des voies nouvelles, les méthodes expérimentales et d'observation ont été découvertes. Elles ont donné aussitôt des résultats inattendus, surprenants. Les premiers observateurs en ont parfois perdu la tête et n'ont pas toujours su se maintenir sur leur propre terrain. Ils se sont permis des divagations regrettables dans le domaine de la philosophie et même de la théologie. Des philosophes scolastiques et des théologiens usèrent de représailles; ils confondirent le bien et le mal, le vrai et le faux dans l'œuvre des nouveaux venus, et couvrirent le tout de leurs anathèmes.

Prenant exemple sur le texte de l'encyclique, détournons notre pensée de ces mêlées confuses, de ces temps obscurs, et renouons la chaîne des traditions trop longtemps interrompues. Le Pape, le chef suprême de l'Eglise, nous y invite. Les faits nous y invitent également.

Ecoutons maintenant ce qu'ils nous disent.

N. BOULAY.

(La suite prochainement.)

LA SCIENCE POLITIQUE

AU XVII^e SIÈCLE

HOBBES ET SPINOZA

I

Nos études historiques et critiques sur la science politique, dont la *Revue de Lille* a déjà accueilli plusieurs fragments, n'ont pas et ne peuvent avoir la prétention d'être une histoire suivie et complète où figureraient tous les écrivains de quelque renom qui se sont occupés soit de cette science prise dans son ensemble, soit de quelqu'une de ses parties. Dans les limites un peu étroites où j'ai dû circonscrire mon travail, il fallait me résigner ou à ne rien approfondir si je voulais n'omettre personne, ou à choisir si je voulais pénétrer au delà de la surface et entrer dans l'intérieur des doctrines. J'ai mieux aimé choisir; il m'a paru plus intéressant et plus instructif de laisser à l'esprit de nos lecteurs des idées précises que de laisser à leur mémoire une longue liste de noms propres.

A mesure que nous avançons dans les temps modernes,

les sacrifices à faire se multiplient parce que le nombre des écrivains politiques augmente ; et voilà pourquoi nous franchissons en ce moment un intervalle d'un siècle, de Machiavel à Hobbes. Et pourtant il y aurait des étapes où j'aurais voulu m'arrêter, des écrits et des auteurs qui ont trop fait parler d'eux en leur temps pour que je ne regrette pas de les passer sous silence. J'aurais voulu étudier en France Bodin et son traité *de la République,* en Espagne Mariana et son *de Regis institutione*, qui sont tous deux de la fin du XVI^e^ siècle, — Bodin, précurseur de Montesquieu dans la question de l'esclavage et dans sa célèbre théorie des climats, — Mariana, historien national de l'Espagne, encore classique, comme tel, de l'autre côté des Pyrénées ; en même temps écrivain politique qui se rattache dans le passé à saint Thomas et à son *de Regimine principum,* dans l'avenir à Fénelon et à son *Examen de conscience sur les devoirs de la royauté ;* moins connu en France à ce double titre que pour sa thèse du *Tyrannicidè*, qui n'est au vrai qu'une résurrection de l'antiquité classique et païenne, de l'antiquité grecque qui célébra comme des héros Harmodius et Aristogiton, de l'antiquité romaine qui glorifia le second Brutus pour le meurtre de César.

Mais on ne peut pas tout dire. Et j'ai hâte d'arriver à Hobbes, célèbre comme philosophe, plus célèbre encore comme écrivain politique.

Chez Hobbes comme chez Platon, le philosophe et le politique sont inséparables ; comme Platon, Hobbes enseigne dans sa philosophie la doctrine qui servira de principe à sa politique. On ne peut donc entendre celle-ci qu'à condition de connaître du moins les conclusions de celle-là.

Ces conclusions, les voici :

C'est d'abord le pur sensualisme : nous ne connaissons rien que par les sens extérieurs, rien que ce que ces sens nous montrent.

C'est, en second lieu, le matérialisme : matérialisme quant aux objets de la connaissance, — nous ne pouvons connaître que des corps ; matérialisme quant au sujet con-

naissant, — l'âme est un corps, et la pensée est un mouvement cérébral.

C'est, en troisième lieu, l'incognoscibilité de toutes les idées métaphysiques et morales, et de Dieu même : Dieu est en dehors de la connaissance, puisqu'il est présenté comme incorporel et que les corps sont l'objet unique de la connaissance.

C'est, en quatrième lieu, et en ce qui concerne la volonté, le déterminisme ou fatalisme, la volonté étant nécessairement déterminée par le désir le plus fort.

C'est enfin la réduction du bien au plaisir des sens, d'où résulte, en morale, l'utilitarisme ou morale de l'intérêt égoïste.

Telles sont les bases sur lesquelles Hobbes élève, dans son livre *de Cive*, tout l'édifice politique devant lequel je voudrais m'arrêter. J'exposerai d'abord sa doctrine, en essayant de lui donner le plus haut degré d'ordre et de clarté en même temps que de condensation. Je résumerai ensuite celle de Spinoza, qui lui est trop semblable pour qu'on puisse les séparer. Et je terminerai par la critique.

Il n'y aura pas, dans cette étude, un mot pour la biographie. Tout le monde sait combien la vie de Spinoza a été solitaire. Quant à celle de Hobbes, qui remplit tout le XVII^e siècle, elle ne fut jamais mêlée aux affaires ; et il suffit de savoir que, royaliste résolu et témoin attristé des désordres de l'Angleterre pendant les années qui précédèrent la révolution de 1648, ce spectacle put contribuer à faire de lui le théoricien du pouvoir absolu.

Enfin, je dois loyalement confesser d'avance qu'il n'y aura pas non plus un mot pour l'agrément. La doctrine de Hobbes, en particulier, forme un tout si logiquement enchaîné que la seule manière de l'exposer fidèlement est d'en reproduire du mieux qu'on peut la sévère rigueur et de procéder, comme je vais faire, par formules numérotées. Ce ne sera pas, comme dans *le prince Caniche*, le jeu de l'éloquence politique en quinze points ; mais ce sera en quinze points toute une théorie politique.

II

1. Il est faux que l'homme soit naturellement sociable. Les hommes ne s'associent qu'en vue de leur intérêt. Et, quelque intérêt qu'ils puissent avoir à l'association à cause des avantages de l'assistance mutuelle, chacun d'eux en a encore plus à la domination. D'où il suit que, si aucun sentiment de crainte ne venait contrarier l'instinct de la nature, les hommes, d'eux-mêmes, se porteraient à la domination plutôt qu'à la société. L'origine des sociétés politiques doit donc être cherchée non dans la bienveillance mutuelle, mais dans la crainte mutuelle.

2. Cette crainte mutuelle est fondée sur deux raisons : 1° *la volonté de nuire, qui est en tous les hommes* et qui entre en action dès que plusieurs recherchent en même temps une même chose non susceptible de partage ou de jouissance en commun; 2° *l'égalité naturelle de puissance qui, au fond et malgré les apparences contraires, est en tous les hommes.* « Si, » en effet, nous prenons garde à la fragilité de structure du » corps humain et combien aisé il est au plus faible de tuer » l'homme du monde le plus robuste, il ne nous restera » point de sujet de nous fier à nos forces, comme si la » nature nous avait donné quelque supériorité sur les autres. » Ceux-là sont égaux qui peuvent choses égales. Or ceux-là » peuvent choses égales qui peuvent ce qu'il y a de plus » grand et de pire, c'est-à-dire ôter la vie » (et c'est ce que peuvent tous les hommes). « Tous les hommes sont donc » naturellement égaux » en puissance.

3. Dans l'état de nature, c'est-à-dire avant l'établissement des sociétés, chacun a un droit égal sur tout, un droit égal de s'emparer, de se servir, de jouir de tout ce qui lui plaît; l'utilité de chacun, telle que chacun la juge, est la règle de la justice. En effet, l'inclination à désirer et rechercher ce qui nous semble bon, à éviter ce qui nous semble mauvais, sur-

tout le pire des maux qui est la mort, n'est pas moins légitime que naturelle et nécessaire. La légitimité du but implique la légitimité des moyens; et de ces moyens « cha- » cun est le juge le plus compétent, selon le droit de » nature. »

4. Il y a donc naturellement entre tous les hommes opposition et conflit des droits. D'où il résulte que la guerre de tous contre chacun et de chacun contre tous est l'état naturel des hommes, — état le plus misérable de tous, le plus misérable pour tous, excepté pour celui des combattants qui réussirait à vaincre et à subjuguer tous les autres.

5. A celui-là sa force prépondérante conférerait sans doute le droit essentiel et immédiat de faire tout ce que bon lui semble et d'exercer un empire absolu sur ceux qui ne peuvent lui résister. Mais, grâce à l'égalité naturelle et toujours subsistante dont nous avons parlé plus haut, un tel homme ne peut espérer ni long pouvoir, ni longue vie. C'est pourquoi l'état de nature est misérable, en fin de compte, pour lui comme pour les autres.

6. La droite raison conseille donc aux hommes de sortir de cet état misérable, *de faire succéder la paix à la guerre*, et de ne se résigner à celle-ci que si celle-là est impossible à obtenir. C'est là la première loi de la nature et de la droite raison.

7. Mais tout espoir de paix est vain tant que chacun retient le droit primitif qu'il a sur toutes choses, puisque la guerre est la conséquence nécessaire de l'exercice de ce droit. De la première et fondamentale loi de la nature dérive donc cette seconde loi : *qu'il ne faut pas retenir le droit qu'on a sur toutes choses*, mais qu'il en faut quitter une partie et la transporter en autrui. Cet abandon est un *pacte* où chacun trouvera son avantage : celui qui abandonne, l'avantage de la paix; celui à qui il abandonne, l'avantage de ne plus rencontrer de droit qui s'oppose au sien et en entrave l'exercice.

8. Une troisième loi de la droite raison, c'est *qu'il faut garder les pactes*. Il n'y a point ici de distinction à faire entre ceux qui sont librement consentis et ceux qui ne le sont que

sous l'influence de la crainte. « Car il s'ensuivrait que le » pacte fondamental par lequel les hommes se sont réunis » en une société civile serait invalide, » puisque ce pacte n'a été formé que sous l'influence de la crainte que tous les hommes avaient les uns des autres.

9. Non seulement il faut respecter les pactes; mais, par essence, les pactes obligent. « Car ils sont les signes de la » volonté, c'est-à-dire du dernier acte de la délibération, » par lequel on s'ôte la liberté de manquer à sa parole. Où » la liberté cesse, l'obligation commence. » — C'est seulement avec les pactes que la notion de justice et d'injustice apparaît; la justice consiste tout entière à les observer, l'injustice à les violer.

10. Mais il ne suffit pas que les hommes prennent ces engagements et promettent soit à un roi, soit à une assemblée, leur soumission et leur concours. Les hommes ne peuvent être retenus dans le respect de leurs engagements que par la crainte des peines, par une crainte qui leur montre plus de mal pour eux dans la violation du pacte que dans son observation.

11. Celui donc à qui le pacte a donné la suprême puissance reçoit en même temps le droit de punir ou *épée de justice*. Le droit que symbolisent ces mots *épée de justice* consiste essentiellement dans l'engagement que tous prennent de ne point porter secours à celui que le souverain veut punir. Et quiconque possède, *en fait,* cette épée, a dans la cité une souveraine puissance très légitime. Car « celui qui » possède la force d'infliger des peines à qui bon lui semble » a le droit de contraindre les autres à faire tout ce qu'il » veut. »

12. Comme il tient l'épée de justice, il tient aussi *l'épée de guerre*. Il possède le pouvoir judiciaire, le pouvoir législatif, le pouvoir suprême de disposer des biens de tous les citoyens, l'inviolabilité, enfin le pouvoir de juger souverainement des doctrines, et en particulier des doctrines religieuses. En un mot, la souveraineté est, par elle-même, absolue et sans limite dans ce qu'elle peut faire, sans limite dans ce qu'elle

peut ordonner ou interdire, sans limite dans l'obéissance qu'on lui doit. Si l'action commandée par le souverain est criminelle, le sujet doit la faire quand même, parce que ce n'est pas lui qui en portera la responsabilité et la peine. On serait criminel si on refusait d'obéir, « parce qu'on s'attri-
» buerait la connaissance de ce qui est juste et ce qui est
» injuste, qu'on doit laisser à l'État.... Cette opinion donc
» *que les sujets pèchent lorsqu'ils exécutent les commande-*
» *ments de leur prince qui leur semblent iujustes* est erronée et
» doit se mettre au nombre de celles qui choquent le respect
» et l'obéissance politiques. »

13. C'est d'ailleurs une vaine entreprise de prétendre limiter la souveraineté par la séparation des pouvoirs dont elle se compose. L'autorité périt dans cette séparation anarchique.

14. Si on objecte que ces principes livrent sans défense les sujets à tous les caprices et à tous les excès du souverain, il faut répondre d'abord qu'il n'y a pas d'apparence que le souverain veuille faire subir à ses sujets une ruine qui retomberait sur lui. Et il faut répondre ensuite que toute tentative pour limiter la souveraineté est, en fait, chimérique. Car, ou on ne laissera pas assez de force au souverain pour maintenir la paix sociale, et le but de l'institution sera manqué. Ou bien on lui en laissera assez, et la plénitude de sa force aura pour effet nécessaire son autorité absolue.

15. La plus sérieuse difficulté qui s'oppose à la réalisation de ce type social est l'existence d'une société religieuse qui s'appelle Église et qui, juxtaposée à la société politique, prétend être, dans sa sphère, indépendante du souverain comme fondée sur une parole divine supérieure à toute autorité humaine.

En théorie abstraite, la distinction d'attributions entre les deux pouvoirs, entre les deux sociétés temporelle et spirituelle, est aisée à concevoir. Au pouvoir temporel il appartient de prononcer sur le juste et l'injuste, — au pouvoir spirituel de juger des choses qui dépendent de la seule parole du Christ. Mais, en pratique, le partage est impossible à faire ; et la

seule manière de prévenir tout conflit, c'est qu'un des deux pouvoirs fixe seul et souverainement ses propres limites. Cette souveraineté en dernier ressort appartient au pouvoir temporel ou politique. En d'autres termes et en fin de compte, « l'interprétation même de la Sainte Écriture dépend » et dérive de l'autorité du souverain politique.... — Et ainsi, » dans les Etats chrétiens, le jugement des choses tant spi- » rituelles que temporelles appartient au bras séculier ou à » la puissance politique. »

Je convie le lecteur à admirer la rigueur et la simplicité de ce système politique.

Le problème politique se présente à Hobbes en termes qui, par la contradiction qu'ils contiennent, semblent en rendre la solution impossible.

1° La société ne vit que des sacrifices de l'intérêt particulier à l'intérêt général. Et cependant il est tout à fait hors de la nature humaine d'agir en vue d'autre chose que de l'intérêt particulier; celui qui a dit que le dévouement est une sublime niaiserie n'a pas dit assez, il faut dire qu'il n'existe pas et qu'il est impossible.

2° Nulle cité ne peut être fondée si elle n'a à sa base l'idée métaphysique et morale de la justice, d'une distinction intrinsèque et absolue entre le bien et le mal moral. Et cependant nous n'avons l'idée que des choses qui peuvent frapper les sens.

Hobbes arrive à résoudre ce problème, à concevoir une société politique où le dévouement aille jusqu'au dépouillement total et le sentiment du devoir jusqu'au sacrifice de la vie. Il vaut la peine de le suivre dans son entreprise.

Il a très bien vu l'excès de misère où gémit la condition humaine telle qu'il la conçoit. Chacun ayant droit à toutes choses et étant à mille lieues de vouloir renoncer, pour l'amour de l'humanité, à la plus petite parcelle de ce droit, se voyant sans cesse menacé dans sa jouissance par tous les autres hommes qui ont un droit égal, les considère tous comme ses ennemis, et tous le lui rendent bien. A la diffé-

rence des premiers chrétiens dont on disait : *voyez comme ils s'aiment, voyez qu'ils n'ont peur de personne et ne font peur à personne,* tous se haïssent, tous ont peur de tous et font peur à tous; le monde devient un champ de bataille où le combat et le massacre succèdent bien vite à la fuite.

Cela ne peut durer. L'homme qui raisonne et calcule, considère que son droit à toute chose serait excellent à posséder s'il était seul à en jouir, mais qu'étant annulé par les droits égaux et opposés de tous ses semblables il n'est en fait *un droit à rien,* et qu'un droit effectif à si peu de chose que ce fût serait cent fois préférable.

La paix est donc, après cette douloureuse expérience, l'aspiration universelle. L'établir est la grande loi obligatoire, et tous les moyens d'atteindre cette fin sont obligatoires comme elle. De là l'inviolabilité des pactes. Mais les promesses qu'on se fait mutuellement d'observer la paix et de partager équitablement ce que chacun ne peut garder tout entier pour lui seul ne suffisent pas, car il se peut qu'elles soient violées. Il faut donc que la force de tous soit concentrée en des mains qui en usent pour rendre cette violation impossible et pour prévenir cette renaissance de la guerre universelle; il faut que toutes les volontés particulières abdiquent au profit d'une volonté unique et centrale qui maintiendra tout dans l'ordre. L'obligation de lui obéir sera donc toute la morale sociale, et nos actes devront être qualifiés bons ou mauvais selon qu'ils seront conformes ou contraires à cette volonté souveraine, à la fois législative, judiciaire et exécutive, absolue dans les choses spirituelles comme dans les choses temporelles. Cette volonté sera dure peut-être; elle ne le sera jamais autant que l'horrible état d'où elle nous tire. Donc en lui obéissant, chacun n'a en vue que son intérêt personnel; mais du même coup il sert l'intérêt général puisque la paix est le bien de tous. Et, quoique la crainte égoïste et le désir égoïste ne cessent pas d'être les seuls principes de ses actes, il fait son devoir, le devoir qui embrasse tout, le devoir d'observer les pactes; et il le fait jusqu'au dépouillement total.

Voilà pour la rigueur. Quant à la simplicité, elle est extrême ; et les mots *souveraineté de l'État*, entendus dans leur sens le plus absolu, donnent la solution immédiate de toutes les difficultés. Plus d'incertitude sur le bien et le mal comme lorsque la conscience avait à chercher cette solution dans des principes abstraits. Le souverain ordonne-t-il un acte? il est bon. Le défend-il? il est mauvais; et tout est dit. Plus de dissentiments religieux; l'État est un concile en permanence qui décide de ce qu'il faut croire. Plus de chance de révolution; car les révolutions n'ont de prétexte que quand l'État est accusé d'avoir excédé les limites de son pouvoir légitime; l'accusation ne peut pas même se produire là où ce pouvoir est illimité par essence. Enfin si le pouvoir est accidentellement tyrannique, la patience des sujets lassera sa tyrannie; et leurs souffrances passagères conjureront le fléau perpétuel de l'anarchie.

Ainsi par une transformation merveilleuse l'égoïsme engendre le renoncement; l'anarchie et la guerre se terminent en un ordre et une paix immuables. L'intérêt particulier et l'intérêt général, la politique et la morale, l'État et l'Église se fondent en une indivisible unité. Le souverain, au centre de la société comme un soleil au centre d'un univers, envoie partout la chaleur; comme une âme au centre d'un corps, il fait circuler partout le mouvement et la vie. Et de même que les membres ont fait tout leur devoir quand ils ont obéi au *fiat* de la force interne qui les nourrit et les dirige, ainsi le citoyen a fait tout le sien lorsqu'il a obéi, *ad nutum*, à tout ce que le souverain lui commande.

III

Comme le matérialisme de Hobbes, le panthéisme de Spinoza aboutit logiquement à la négation de la liberté et de la morale, du droit et du devoir. En tirant lui-même ces conséquences avec une sérénité parfaite, Spinoza nous épargne la

peine de les imposer à son système. Elles sont le point de départ de sa politique (1).

Comme Hobbes, Spinoza affirme que le droit, primitivement, c'est la force. Pour lui la force c'est d'une part la nécessité interne par laquelle chacun est déterminé à agir d'une certaine façon et ne peut agir d'aucune autre, — d'autre part la puissance dont il dispose pour agir en vertu de cette nécessité. « Par droit naturel et institution de la nature, nous » n'entendons pas autre chose que les lois de la nature de » chaque individu, selon lesquelles nous concevons que » chacun d'eux est déterminé naturellement à exister et à » agir d'une manière déterminée. Ainsi par exemple les pois- » sons sont naturellement faits pour nager ; les plus grands » d'entre eux sont faits pour manger les petits; et conséquemment, en vertu du droit naturel, tous les poissons » jouissent de l'eau, et les plus grands mangent les petits. » Car il est certain que la nature, considérée d'un point de » vue général, a un droit souverain sur tout ce qui est en sa » puissance, c'est-à-dire que le droit de la nature s'étend » jusqu'où s'étend sa puissance. »

Et de peur qu'on ne croie que la direction raisonnable ou folle, bienfaisante ou malfaisante que prendra chacune de ces forces mettra quelque différence entre elles au point de vue du droit, Spinoza nous avertit qu'il n'en est rien. « Ici » nous ne reconnaissons aucune différence entre les hommes » doués de raison et ceux qui en sont privés, entre les extra- » vagants et les gens sensés. Car tout ce qu'un être fait » d'après les lois de sa nature, il le fait à bon droit puisqu'il » agit comme il est déterminé par sa nature et qu'il ne peut » agir autrement. C'est pourquoi, tant que les hommes ne

(1) Cette politique est exposée dans la seconde partie de son *Tractatus theologico-politicus*. La première et la plus longue partie de cet important ouvrage est une critique rationaliste de la révélation en général et de la révélation chrétienne en particulier. La prophétie y est présentée comme l'inspiration naturelle d'une imagination forte, les miracles comme impossibles et comme n'étant que des effets naturels qui, parce que leurs causes nous sont inconnues, semblent dépasser les forces de la nature. Enfin l'authenticité des principaux livres de l'Ancien Testament y est longuement attaquée. — Toutes les citations qui vont suivre sont empruntées à la seconde partie.

» sont censés vivre que sous l'empire de la nature, celui qui » vit d'après les seules lois de son appétit a aussi bon droit que » celui qui règle sa vie sur les lois de la raison; en d'autres » termes, de même que le sage a le droit absolu de faire tout » ce que la raison lui dicte, de même aussi l'ignorant ou » l'insensé a droit sur tout ce que l'appétit lui conseille..., » puisque la nature ne lui a pas donné d'autre guide, et que » conséquemment il n'est pas plus obligé de vivre suivant les » lois du bon sens qu'un chat selon les lois de la nature du » lion. Ainsi quiconque est censé vivre sous le seul empire » de la nature a le droit absolu de convoiter ce qu'il juge » utile, qu'il y soit porté par la saine raison ou par la » violence des passions; il a le droit de se l'approprier de » toute manière, par ruse, par force ou par prières, et con- » séquemment de tenir pour ennemi celui qui veut l'empêcher » de suivre ses désirs. Donc le droit naturel, sous lequel » naissent tous les hommes et sous lequel ils vivent la plu- » part, ne leur interdit que ce qu'aucun d'eux ne convoite et » ce qui échappe à leur pouvoir; il n'interdit ni querelles, ni » haines, ni ruses, ni colère, ni rien absolument de ce que » l'appétit conseille. »

Mais, — Spinoza s'en apercoit aussi bien que Hobbes, — l'exercice de ce droit est funeste, et il est à souhaiter que les gens deviennent raisonnables; « car il n'est personne qui ne » désire vivre en sécurité et à l'abri de la crainte autant qu'il » est possible; et cette sécurité est impossible tant que » chacun peut tout faire à son gré, et n'accorde pas plus » d'empire à la raison qu'à la haine et à la colère. » Et une telle situation, outre qu'elle cause aux hommes des maux effectifs, les prive des secours mutuels qu'ils pourraient trouver dans la vie sociale. Il faut donc en sortir; et pour en sortir il faut s'entendre, il faut renoncer par un pacte au droit absolu que chacun a sur toutes choses et qui est la source de tous les conflits.

Mais quelle est, en soi, l'autorité des pactes? Suivant Hobbes elle est grande. Suivant Spinoza, qui raisonne mieux, elle est nulle. « Aucun pacte n'a de valeur qu'en raison de

» son utilité; si l'utilité disparaît, le pacte s'évanouit avec elle » et perd toute autorité. Il y a donc de la folie à prétendre » enchaîner à tout jamais quelqu'un à sa parole. » En vain me remontreriez-vous que le pacte n'a pas cessé d'être utile. Je suis juge de la question au même titre que vous; et si le maintien du pacte me paraît fâcheux, c'est mon droit de m'en affranchir par force ou par ruse.

Il faut donc faire en sorte « que la rupture du pacte entraîne » pour le violateur plus de dommage que de profit; car » personne ne reste inviolablement ferme dans ses pro- » messes à moins qu'il n'y soit déterminé par la crainte d'un » plus grand mal ou l'espoir d'un bien plus grand. » Et cela ne peut se faire qu'en donnant à quelqu'un une puissance pour contraindre chaque contractant à l'observation du pacte.

Quelle puissance? Une puissance irrésistible, donc absolue et totale. L'inviolabilité du pacte ne peut être maintenue que si chacun transfère effectivement tout le pouvoir qu'il a à ce quelqu'un qui, par cela même, aura seul sur toute chose le droit absolu de la nature, c'est-à-dire la souveraineté. D'où il suivra « que le souverain ne sera limité par aucune loi, et » que tous seront tenus de lui obéir en toute chose. »

Cette translation de puissance n'est pas seulement la garantie d'une promesse et le signe ou la conséquence d'un droit conféré. Elle est elle-même ce droit. « Car le droit naturel » n'étant déterminé que par la puissance de chacun, il s'en » suit qu'autant on cède à un autre de cette puissance volon- » tairement *ou par force*, autant on lui cède nécessairement » de son droit; et par conséquent celui-là dispose d'un sou- » verain droit sur tous qui possède un souverain pouvoir » pour les contraindre par la force. » Est-il besoin d'ajouter que, réciproquement, s'il perd sa force il perd son droit, et que « quiconque sera plus fort que lui ne sera pas » tenu de lui garder obéissance. »

Ni la forme politique du pouvoir ni son origine ne font donc rien à sa légitimité. Sans doute Spinoza, républicain, entend que l'abdication du droit primitif de chacun sur toutes

choses se fera au profit de « la société, » c'est-à-dire d'un gouvernement démocratique ; au lieu que, selon Hobbes, royaliste, elle devait se faire entre les mains d'un seul. Mais, si absolue que soit sa préférence, Spinoza, fidèle à son principe, ne conteste le droit souverain ni à une monarchie, ni à une aristocratie pourvu qu'elles aient la force souveraine. Et il n'importe pas davantage que celui qui détient cette force l'ait acquise par consentement libre, ou par violence, ou par ruse et trahison. Il la détient, et c'est assez pour constituer son droit. « Quiconque a transféré à un autre, soit volontai-
» rement, soit par contrainte, le droit de se défendre, a
» renoncé tout à fait à son droit naturel, et s'est engagé con-
» séquemment à une obéissance absolue et illimitée envers
» son souverain ; obéissance qu'il *doit* tenir tant que le roi
» ou les nobles, ou le peuple, gardent la puissance qui a
» servi de fondement à la translation des droits de cha-
» cun. » Sauf le mot *doit*, on ne saurait mieux raisonner. Et il n'y a pour rectifier ce mot qu'une conséquence de plus à tirer : à savoir que l'existence du pouvoir laisse subsister mon droit tout entier et ne m'impose aucun devoir. Car mon droit s'étendant jusqu'où s'étend ma puissance, il est manifeste que j'ai le droit de renverser ce pouvoir si j'en ai la force. C'est pourquoi en matière d'insurrection politique les seules criminelles sont celles qui avortent, et cela parce qu'elles avortent. Celles qui réussissent sont innocentes et légitimes, et cela parce qu'elles réussissent. Spinoza, tout résolu qu'il est à aller jusqu'au bout de ses principes, se fait un peu prier pour les suivre jusque-là; mais finalement et avec quelque embarras de langage, il s'exécute. « On dit
» qu'un sujet a commis le crime de lèze-majesté lorsqu'il a
» cherché à s'approprier le droit absolu du souverain ou à le
» faire passer en d'autres mains. Je dis *a cherché*, car si on
» ne devait punir le coupable qu'après l'accomplissement de
» l'acte, il serait trop tard, l'autorité souveraine étant déjà
» transférée en d'autres mains. »

Si le pouvoir a le droit de faire tout ce qui est en sa puissance, tout ce qu'il veut est légitimement voulu, et il est

contradictoire qu'il fasse un dommage à quelqu'un puisque la vie et les biens de tous sont à sa disposition souveraine. Voilà pour le temporel.

Sa souveraineté spirituelle est également sans limite. « Le souverain a le droit absolu de statuer en matière de » religion tout ce qu'il juge convenable, et tout le monde est » tenu d'obéir à ses décrets. » Quoi! même s'il ordonnait d'adorer des idoles? Oui. Spinoza, à travers des ambages, déclare que le droit du souverain et le devoir des sujets vont jusque-là. Cette suprématie spirituelle de l'État sur les consciences est, dans la doctrine politique de Spinoza, un point capital; il n'y en a pas sur quoi il revienne avec plus d'insistance et où il traite ses adversaires avec un plus haut dédain. « Je ne tiens, » dit-il, « aucun compte de leurs rai- » sons; elles sont trop frivoles pour mériter une réfutation. »

Qui croirait qu'un livre où de telles doctrines sont enseignées avec tant de rigueur logique a été cependant composé en faveur de la liberté de penser, de parler et d'écrire? Il en est cependant ainsi, et il faut se donner le spectacle d'un changement de front si imprévu, si impossible à prévoir.

Spinoza commence par reconnaître que sa théorie politique est un idéal qui ne saurait être pleinement réalisé; qu'en effet « personne ne saurait consentir à se dépouiller de » ses droits naturels en faveur d'autrui au point de cesser » d'être homme; et qu'un tel abandon, s'il était total, per- » mettrait au gouvernement d'opprimer impunément et » d'accabler de violences ses sujets désarmés. » Voilà certes un étrange idéal, dont la réalisation serait l'oppression la plus intolérable, et dont l'*irréalisabilité* est le salut du genre humain!

Il y a donc, — et il est heureux qu'il y ait, — des limites à la toute-puissance de l'État. Quelles sont-elles?

Spinoza en pose d'abord une assez vaine : la pensée intérieure restera libre. — Cela était inutile à dire, puisque, par essence, elle ne peut être contrainte, ne pouvant être connue. Puisque d'ailleurs, selon le droit naturel, chacun peut em-

ployer à son gré la ruse et le mensonge, cette liberté ne sera pas plus souillée qu'atteinte par les professions de foi fictives. Et, selon les principes de Spinoza, si la pensée intérieure échappe à la domination de l'État, c'est uniquement parce qu'elle échappe à sa puissance.

Voici une seconde limite plus sérieuse et plus effective : l'expression orale, écrite ou imprimée de la pensée doit être libre.

Mais ici il faut arrêter Spinoza au nom de ses propres principes. Dès que la pensée s'exprime et se communique, elle prend corps ; l'État acquiert la puissance de la saisir, et du même coup il en acquiert le droit. C'est donc par une faute manifeste de logique qu'il présente la liberté de parler et d'écrire comme étant, dans son système, une conséquence de la liberté de penser. Ajoutons que si la distinction du juste et de l'injuste appartient essentiellement à l'État, celui-là est rebelle à l'État qui engage les citoyens à faire cette distinction d'une manière différente ou opposée ; et que, dans l'ordre religieux, si l'État a seul le droit de rendre des décrets de foi, celui-là attente à la souveraineté de l'État qui enseigne et propage une autre foi que la sienne. Rien donc de plus inconséquent que ces paroles de Spinoza : « Chacun » peut penser, juger et par conséquent parler avec une liberté » entière, pourvu qu'il se borne à enseigner en ne faisant » appel qu'à la raison. » Quand on a reconnu l'État compétent, et seul compétent, pour imposer des confessions de foi théologiques, c'est se contredire que de lui commander de laisser aux sujets la liberté de les contester et d'en propager la négation. Sur quoi dès lors s'étendra en cette matière la souveraineté de l'État? Sur les consciences ? Spinoza sait qu'elles lui sont inaccessibles. Sur les paroles et les écrits? Spinoza le nie, — à tort, mais il le nie. Sur les actes extérieurs? Il le faut bien, et c'est à cette solution que s'arrête Spinoza dans les dernières lignes du *Tractatus theologico-politicus* : « Il n'y a rien de plus sûr pour l'État que de res-» treindre l'autorité du souverain, aussi bien en ce qui con-» cerne les choses sacrées que les choses profanes, aux actes

» seuls. » Mais cela est parfaitement vain, en ce qui concerne les unes comme les autres. Pour les choses sacrées, s'associer docilement à des actes religieux qu'on repousse dans sa conscience est une hypocrisie; et l'hypocrisie devient une parade ridicule si, en même temps qu'on s'astreint à ces observances, on garde le droit de dire et d'écrire qu'elles sont absurdes. Pour les choses profanes, pour tout ce qui appartient proprement à l'ordre civil et politique, la liberté de parler et d'écrire est simplement destructive de la souveraineté de l'État telle que Spinoza la conçoit. Car le premier objet auquel elle s'attaquera sera inévitablement cette souveraineté même; on la niera toutes les fois qu'on soutiendra que telle loi ou telle mesure est injuste; car ce sera soutenir que l'État en la portant a dépassé la limite de son droit, de ce droit dont l'essence est de n'avoir pas de limite.

Spinoza, bien différent en cela de Hobbes, a donc introduit dans sa théorie un second élément qui détruit le premier; et ce n'est qu'au prix de la contradiction la plus flagrante qu'il a pu faire une place à la liberté dans un système qui la repousse. Il me suffit d'avoir mis cette contradiction en lumière. Et, ce second élément écarté, l'identité de son système avec celui de Hobbes reparaît tout entière.

IV

On me demandera peut-être à quoi bon faire la critique d'un système qui se réfute assez de lui-même et qui, semble-t-il, ne tente plus personne. Il est si vieux, il appartient si irrévocablement au passé, aux choses éteintes et fossiles qu'après l'avoir exhumé comme une curiosité historique sinon préhistorique, il n'y a rien de plus à en faire, et qu'on n'en saurait tirer aucune instruction pour le temps présent, moins encore pour ce temps à venir qui sera ce que nous le ferons nous-mêmes. Songez donc! la révolution de 1789 a depuis longtemps fêté son centenaire; depuis plus d'un siècle

tous les gouvernements ont été plus ou moins constitutionnels, c'est-à-dire fondés sur la négation même du pouvoir absolu; que sert-il de nous mettre en garde contre les retours offensifs de ce pouvoir quand nous voyons partout que les gouvernements, quelle que soit leur étiquette, songent surtout à gouverner le moins possible, espérant se faire pardonner ainsi leur péché originel qui est d'être des gouvernements?

Et voici ma réponse :

Vous croyez cela? vous croyez que la philosophie de Hobbes et la politique de Hobbes sont des choses tout à fait mortes et paléontologiques? Vous croyez mal; elles sont tout à fait vivantes et actuelles, à ce point que quiconque en entreprend la critique n'a qu'un reproche à craindre, le reproche de faire subrepticement le procès de notre temps lui-même et de notre fin de siècle, en le cachant sous un nom du XVII^e^.

Voyez plutôt. En philosophie, Hobbes écarte Dieu comme inconnaissable; Hobbes nie le libre arbitre et la responsabilité; Hobbes fait dériver de la sensation et de son évolution tous nos sentiments et toutes nos idées, enfermant ainsi l'activité dans l'égoïsme, la connaissance dans le sensible et dans le relatif à l'exclusion de ce supra-sensible et de cet absolu qui s'appelle le devoir. Que sont ces formules? les formules mêmes du positivisme évolutionniste tel qu'on l'enseigne à grand bruit autour de nous, bannissant du domaine de la science quiconque n'accepte pas son *credo*.

En politique, Hobbes enseigne la théorie du pouvoir absolu; il enseigne que les sujets n'ont pas à s'occuper de la justice ou de l'injustice de ses commandements, et que pour mettre leur conscience à l'abri, ce leur est assez de savoir qu'il a commandé. Qu'enseigne-t-on aujourd'hui, — et veuillez croire que par *on* je n'entends point de petits personnages d'école, mais de puissants docteurs qui se donnent pour commentateurs autorisés des institutions nationales, et qui parfois ont les huissiers et les gendarmes au service de leurs commentaires? On enseigne exactement la même chose, la

souveraineté de l'État et la souveraineté de la loi édictée par l'État. Et nous, nous sommes des factieux si nous posons des limites à cette souveraineté; nous sommes des révoltés si nous soutenons que la loi injuste n'oblige pas; nous le sommes plus encore si nous soutenons que c'est un devoir de lui résister quand elle prescrit ce que la loi divine interdit, ou quand elle défend de faire ce que la loi divine commande. Où est la différence ?

Donc il ne faut pas croire, comme on s'en fait souvent l'illusion, que le péril du pouvoir absolu soit passé. Il n'est pas devenu inutile de revendiquer contre lui la liberté des citoyens, les droits de la conscience, la dignité des âmes; et c'est précisément ce que je voudrais faire.

On me permettra de prendre pour point de départ une vérité sociologique que nos précédentes études ont surabondamment établie à propos d'Aristote et avec Aristote : à savoir que la société domestique précède la société politique, et que la vraie molécule politique, comme on l'a très bien dit, est la famille et non pas l'individu.

Cela posé, je dis qu'il n'y a pas de société familiale possible sans la charité, ou, pour employer un mot plus moderne et plus vague, sans l'*altruisme*, et qu'il n'y a pas de société politique possible sans la justice.

La famille ne saurait subsister sans un certain oubli de soi, sans certains sacrifices des forts au profit des faibles, oubli et sacrifices qui ont leur source dans un degré quelconque d'amour désintéressé. C'est ce degré quelconque qu'on appelle aujourd'hui *altruisme*.

D'autre part, pas de société politique qui puisse naître, même en rêve, sans qu'un engagement réciproque implicite soit contracté par ses membres, engagement que chacun promette d'observer et sur l'observation duquel il compte de la part de tous, — c'est-à-dire sans que la justice ou l'apparence de la justice préside au contrat et en constitue l'essence.

En résumé, pas de nation à la formation de laquelle ne président l'altruisme et la justice, l'altruisme en tant que la

nation suppose la famille, la justice en tant que la nation se compose de citoyens.

J'ajoute que par la vertu même de l'association politique, par les bienfaits de l'état social comparé à l'état de la nature, par la communauté des intérêts, des luttes, des succès, des revers, des traditions, l'élément de l'altruisme s'étend de la famille à la cité, et produit dans celle-ci les mêmes effets que dans celle-là : l'amour du citoyen pour ses compatriotes comme pour des frères, l'amour du sol de la cité comme du foyer domestique, le dévouement à la patrie comme à la famille elle-même. Et je ne fais que dégager la leçon de l'histoire en disant que, dans la mesure où ce sentiment faiblit, le lien social politique se relâche.

De ces deux éléments Hobbes n'a pas vu le premier, l'altruisme, l'amour. Fidèle en cela à sa psychologie, il n'a pas donné place dans sa politique à un seul sentiment, à un seul élan, à une seule tendresse. Les stoïciens disaient, traduisant dans une formule unique deux grandes lois de la nature : *Principio hoc est nobis a natura tributum ut unus quisque se suosque tueatur* (1). La suppression du *suosque* est le grand démenti que la théorie de Hobbes donne à la réalité. Il suppose les hommes à l'état primitif d'isolement, sans autre lien qu'une ressemblance qui ne leur impose aucune obligation réciproque, sans autre loi que le *chacun pour soi*. Il ne veut pas voir que la forme initiale de l'existence humaine n'est pas l'isolement individuel, mais le groupement par familles, et que l'instinct social qu'il nie, — qu'il doit nier parce qu'il y trouverait un principe *altruiste* d'action, — se retrouve là tout entier. A supposer même que la formation de la famille ait pour unique origine l'attrait des sens, il ne veut pas voir que la survenance de l'enfant change tout et fait apparaître chez la mère qui le nourrit, chez le père qui le défend, chez tous deux qui l'aiment jusqu'à mourir au besoin pour lui, le noble instinct de vivre pour autrui, en sorte que ce n'est plus le *se suosque tueatur,* mais le *suos* au premier rang et le *se*

(1) C'est pour l'homme une loi naturelle de se protéger lui-même et les siens.

seulement au second. Voilà ce que Hobbes n'a pas su ou n'a pas voulu voir. Quant à l'autre principe social qui est la justice, il l'a vu et il a essayé de l'introduire. Mais il l'a fait sans droit et sans succès; et c'est ici qu'on peut se donner le spectacle des inconséquences forcées de quiconque, — fût-il, comme Hobbes, le plus vigoureux des logiciens, — prétend fonder la société sur un principe d'isolement et de séparation.

Rappelons-nous le point de départ de Hobbes et lisons plus au long son exposé des droits de l'homme dans l'état de nature :

« Il n'y a aucun de nous qui ne se porte à désirer ce qui lui » semble bon et à éviter ce qui lui semble mauvais, surtout à » fuir le pire de tous les maux de la nature, qui sans doute » est la mort. Cette inclination ne nous est pas moins natu- » relle qu'à une pierre celle d'aller au centre lorsqu'elle n'est » pas retenue. Il n'y a donc rien à blâmer ni à reprendre, » il ne se fait rien contre l'usage de la droite raison lorsque » par toute sorte de moyens on travaille à sa conservation » propre, on défend son corps et ses membres de la mort ou » des douleurs qui la précèdent. Or tous avouent que ce qui » n'est pas contre la droite raison est juste et se fait à très » bon droit. Car par le mot de juste et de droit on ne signifie » autre chose que la liberté que chacun a d'user de ses » facultés naturelles conformément à la droite raison. D'où » je tire cette conséquence que le premier fondement du » droit de la nature est que chacun conserve, autant qu'il » peut, ses membres et sa vie. — Or parce que ce serait en » vain qu'on aurait droit de tendre à une fin, si on n'avait » aussi le droit d'employer tous les moyens nécessaires pour » y parvenir, il s'ensuit que, puisque chacun a droit de tra- » vailler à sa conservation, il a pareillement droit d'user de » tous les moyens et de faire toutes les choses sans lesquelles » il ne pourrait se conserver. — Mais de juger si les moyens » dont quelqu'un usera et si les actions qu'il fera pour la » conservation de sa vie ou de ses membres sont absolu- » ment nécessaires ou non, cela appartient à celui de qui il

» s'agit; il en est le juge le plus compétent selon le droit de
» nature. — D'ailleurs la nature a donné à chacun de nous
» un égal droit sur toutes choses. Je veux dire que, dans un
» état purement naturel et avant que les hommes se fussent
» liés par des conventions, il était permis à chacun de faire
» tout ce que bon lui semblait contre qui que ce fût, et chacun
» pouvait posséder, se servir et jouir de tout ce qui lui plai-
» sait. D'où vient ce commun dire : que la nature a donné
» toutes choses à tous; et d'où il se recueille qu'en l'état de
» nature, l'utilité est la règle du droit. »

De cette notion du droit, je conclus que si moi, seul juge compétent de mon utilité, je juge qu'il m'est utile de faire une promesse et de ne pas la tenir, et si, ayant jugé ainsi, j'agis en conséquence, il n'y a rien là, suivant les paroles mêmes de Hobbes, qui soit à blâmer ou à reprendre.

Mais je tourne la page, et je lis ceci : « L'action de deux
» personnes qui transigent mutuellement de leurs droits se
» nomme un contrat. » Et si l'exécution de ce contrat regarde l'avenir, chacune des deux parties fait une promesse à l'autre « et promet d'accomplir sa promesse. Ces promesses sont
» les signes de la volonté, c'est-à-dire du dernier acte de la
» délibération, par lequel on s'ôte la liberté de manquer à sa
» parole. Et par conséquent elles obligent ; car là où la liberté
» cesse, l'obligation commence. »

Obligation, voilà un mot nouveau et qu'on dirait tombé du ciel. Hobbes l'entend avec une rigueur extrême. Il enseigne qu'en vertu du droit de nature on est toujours obligé aux pactes aussi bien quand ils ont été extorqués par violence ou par crainte que quand ils ont été librement consentis. Et il faut bien qu'il enseigne cela puisque, selon lui, le contrat social, le pacte primitif en vertu duquel la société politique prendra naissance, est extorqué par la crainte.

Qu'est-ce donc pour lui qu'*obligation?* Hobbes serait très embarrassé de le dire ; il est trop clair que, pour l'expliquer, il faut recourir à une idée qui n'a pu entrer dans l'esprit humain par aucune des portes que sa doctrine y laisse ouvertes, et que pour lui il ne peut s'agir que d'une réso-

lution ou d'une contrainte : d'une résolution qui cesse ou change au gré de celui qui l'a prise, d'une contrainte matérielle qui force l'auteur de la promesse à la tenir ; c'est-à-dire de deux choses qui n'ont point avec l'idée d'obligation le plus lointain rapport.

Supposons cependant que je sache ce que c'est qu'obligation. Je demande à Hobbes pourquoi l'observation des pactes est obligatoire. La raison qu'il en donne est curieuse et mérite d'être rapportée tout au long :

« C'est une loi de nature, qu'il faut garder les conventions » qu'on a faites et tenir sa parole. Car il a été montré ci-dessus » que la loi de nature ordonne, comme une chose nécessaire » à procurer la paix, qu'on se fasse transport de certains » droits les uns aux autres ; et c'est ce qui se nomme pactes » et promesses lorsqu'il s'agit de choses à exécuter dans » l'avenir. Or cette observation de la parole donnée fait » beaucoup à l'établissement de la paix, en tant que, mettant » nous-mêmes à exécution ce dont on est convenu, nous » montrons bon exemple aux autres. Et il est certain que » les pactes seraient fort inutiles si on ne les accomplissait » pas. »

Traduisons cette démonstration et déterminons ce qu'elle prouve.

La paix, qui est le grand bien social, n'est assurée qu'à condition que les pactes soient respectés. Donc il est très désirable qu'ils le soient. Mais ils ne seront respectés que s'ils sont considérés comme respectables, c'est-à-dire obligatoires. Donc il est très à souhaiter, dans l'intérêt général, qu'ils soient considérés comme obligatoires. Voilà ce que le raisonnement de Hobbes démontre à merveille, — cela et rien de plus.

Mais premièrement de ce qu'il serait désirable qu'une chose fût, il n'en résulte pas qu'elle est, surtout si on a posé des principes qui rendent impossible qu'elle soit.

Secondement, j'avoue bien, dira à Hobbes un disciple conséquent, que l'observation des pactes est désirable dans l'intérêt général. Mais, fidèle aux principes que vous m'avez

enseignés, je me moque de l'intérêt général et prétends ne tenir compte que du mien. Je me souviens d'ailleurs que vous avez dit que l'homme a encore plus d'inclination à la domination qu'à la paix. Et j'en conclus que tout homme intelligent et énergique, se sentant en état de réduire ses semblables à n'être que ses instruments, a le droit de les y réduire,

> Ce droit, qu'un esprit vaste et ferme en ses desseins
> A sur l'esprit borné des vulgaires humains.

J'en conclus qu'un des plus habiles et légitimes usages qu'un tel homme puisse faire de sa supériorité est d'amener ses semblables à conclure avec lui des pactes où ils lui livreront sur le champ leurs richesses et leurs forces, et où il ne leur donnera en échange que des promesses qu'il aura l'intention de ne pas tenir. Il sera ainsi vainqueur par ruse, et il restera maître par force, deux procédés que vous tenez pour également légitimes selon la loi de nature. Et étant le juge le plus compétent de son utilité qui, manifestement, est ici de ne pas tenir sa promesse, il serait le plus déraisonnable du monde, et le plus infidèle à vos principes, de se croire obligé de la tenir (1).

Qu'est-ce à dire? C'est-à-dire qu'il n'y a ici ni obligation, ni contrat autrement que sur le papier, ni commencement de société, et que l'état de nature, l'état de guerre, subsiste. Ce maître par ruse et par force est un maître légitime; mais la conjuration contre lui, par ruse ou par force, n'est pas moins légitime. Et elle se fera tantôt par un élan populaire à la suite duquel les vainqueurs se dévoreront légitimement les uns

(1) Le personnage que je suppose, et qui n'est pas imaginaire, est représenté au naturel dans cette fable de Phèdre.

« Les colombes avaient longtemps échappé au milan et s'étaient dérobées à la mort par leur vol rapide. Le ravisseur eut recours à la politique et trompa par une ruse cette race désarmée. « Pourquoi, leur dit-il, au lieu de vivre toujours dans les alarmes, ne faites-vous pas avec moi un pacte par lequel vous me ferez votre roi, pour vous mettre désormais à l'abri de toute injure? » Crédules elles se livrent au milan, qui, parvenu au pouvoir, commença à les dévorer une à une et à exercer sa souveraineté à coups d'ongles. Alors une de celles qui restaient s'écria : « Nous n'avons que ce que nous méritons. »

les autres, — tantôt, avec plus d'art, sous la conduite d'un chef qui sera acclamé libérateur, qui fera les plus belles promesses, et qui, le lendemain de la victoire, ne manquera pas, comme dirait Hobbes à l'anglaise, d'*entrer dans les souliers* du tyran, et d'y rester jusqu'à ce qu'il soit renversé à son tour. Et ce sera toujours ainsi ; et il n'y aura pas moyen d'en sortir, ni seulement de consoler les vaincus par une protestation du droit opprimé contre la force triomphante. Car c'est la force qui fait le droit, et le vaincu a toujours tort. Vous qui fîtes ainsi l'histoire et la théorie de la société, vous êtes sans doute un grand logicien. Mais la logique des choses est plus forte que la vôtre. Elle vous enferme dans cet état de nature où tout est permis à tous ; elle ne vous laisse point faire un pas vers cette société politique qui guérira par la paix les misères de cet état où tout est violence. Vous avez regardé cette paix, si cher qu'elle puisse coûter, comme une terre promise. Il vous est interdit d'y pénétrer ; car on n'y entre que par deux portes que vous avez fermées de vos propres mains : la porte de la justice, et la porte de la charité.

V

Telles sont les impossibilités radicales devant lesquelles se brise la théorie politique de Hobbes. Fermons maintenant les yeux sur elles ; admettons qu'il ait le droit de dire ce qu'il ne dit que par une inconséquence : que le respect des pactes est une loi naturelle, immuable et éternelle à ce titre. Et examinons, en faisant loyalement la petite part du vrai et la grande part du faux, l'édifice qu'il élève sur cette base.

« Il faut, » dit-il avec raison, « qu'afin de donner commence-
» ment à une société civile, chaque particulier convienne avec
» les autres qu'une proposition étant faite dans l'assemblée,
» l'avis du plus grand nombre sera tenu pour l'avis de tous
» en général ; autrement il n'arriverait jamais qu'une multi-
» tude où les esprits et les génies se rencontrent si différents

» prît quelque résolution. » En effet exiger l'unanimité pour toutes les délibérations à suivre, décider que le *liberum veto* d'un seul suffira pour tout arrêter, c'est mettre la vie sociale à des conditions pratiquement chimériques; la Pologne en fit autrefois la cruelle expérience. Mais ce premier pacte qui dispense de l'unanimité pour l'avenir doit être lui-même un pacte unanime. Car on ne peut légitimement forcer personne à entrer dans la société qui se fonde. Quelle sera donc la situation de ceux qui s'y refuseront? « Il faudra, » dit Hobbes, « les traiter en ennemis. » Mauvaise réponse. Il faudra les traiter en étrangers. Ils n'ont point eu le droit d'empêcher la formation de la société civile, parce que cette formation était de droit naturel; ils ont eu celui de rester moralement en dehors d'elle. S'ils continuent de séjourner sur le territoire qu'elle embrasse, ce sera donc désormais à titre d'étrangers et à condition de n'y point porter le trouble, à condition d'en respecter les lois. Sinon, qu'ils s'en aillent. S'ils ne veulent ni l'un ni l'autre, alors seulement ils deviennent ennemis; et la société a le droit ou de les expulser, ou de les contraindre à l'obéissance.

L'engagement de se soumettre aux décisions de la majorité a besoin d'une sanction. « Car qui ne connaît la mali-
» gnité des hommes, et qui n'a fait la fâcheuse expérience
» du peu qu'il y a à se fier à leurs promesses quand on s'en
» rapporte à leur conscience et qu'ils ne sont point retenus
» dans leur devoir par l'appréhension de quelque peine? Il
» faut donc pourvoir à la sûreté par la punition et non par
» le seul lien des contrats. » La société a donc le droit de se servir de *l'épée de justice*. Et cela implique, de la part des citoyens, un devoir plus étendu que Hobbes ne l'enseigne. Il a bien vu qu'en vertu de ce droit les citoyens s'engagent à ne pas soutenir dans sa résistance celui que cette épée va frapper, en un mot à ne pas prendre le parti du voleur contre le gendarme et de la police contre l'émeute. Il n'a pas vu qu'ils s'engagent à plus, à prêter, sous une forme ou sous une autre, un concours actif à la répression; car il faut bien qu'en fait cette épée soit maniée par des mains assez nombreuses pour

vaincre toutes les résistances particulières. Et c'est grâce à ce même concours que *l'épée de guerre* dont la société a droit de se servir contre les ennemis du dehors sera efficacement tirée du fourreau.

La société, continue Hobbes, a droit de faire des lois, ordonnances et édits qui serviront de règle aux actions des particuliers. — Cela est incontestable; car l'état social, en échange de l'avantage immense qu'il assure de mettre les forces de tous au service de chacun et de procurer ainsi le bien de la paix, apporte nécessairement des restrictions plus ou moins grandes à la liberté absolue dont chacun jouirait s'il était seul au monde. La question est de savoir qu'elle est l'étendue des pouvoirs législatifs de la société.

Hobbes répond : Ils sont illimités; c'est la société qui donne les règles d'après lesquelles chacun pourra reconnaître le juste et l'injuste, l'honnête et le déshonnête, le bien et le mal.

C'est ici la grande énormité de Hobbes dans sa description de l'état social, comme sa maxime que l'utilité est la mesure du droit est sa grande énormité dans sa description de l'état de nature. Et cette énormité est encore une inconséquence.

C'est une énormité parce que en dehors et au-dessus des lois civiles il y a un juste et un injuste, un bien et un mal. Il y a des lois naturelles que la conscience saisit et promulgue, lois divines qui dominent et limitent les pouvoirs humains, lois tellement souveraines que tout ce qui se fait contre elles est nul de soi, lois au nom desquelles la raison juge l'œuvre de tout législateur humain, lois dont l'ensemble s'appelle la morale et qui régissent non seulement les relations de l'homme avec Dieu et avec lui-même, mais les relations des hommes entre eux dans ce qu'elles ont de plus étroit comme dans ce qu'elles ont de plus large, je veux dire les relations de la société domestique et les relations de cette société universelle qui s'appelle l'humanité. C'est en vertu de ces lois, et non des codes, que le mensonge, la calomnie, l'ingratitude, la violation des paroles, l'abandon des enfants par les parents, la désobéissance des enfants aux parents

sont des actions criminelles. La loi peut viser par ses sanctions certaines parties de cette législation primitive, elle peut en laisser d'autres dans le domaine de la conscience; mais pas plus dans un cas que dans l'autre elle n'en constitue l'autorité. Si cette législation était l'œuvre du législateur humain, celui-ci pourrait remplacer leurs prescriptions par des prescriptions contraires. Et Hobbes devrait soutenir hardiment, pour aller jusqu'au bout de sa thèse, que les actions jugées les plus abominables par la conscience de tous les hommes deviendraient non seulement licites, non seulement louables, mais obligatoires s'il plaisait à la société de les imposer par une loi. C'est par pure inconséquence ou par pur respect humain qu'il ne va pas jusqu'à le soutenir en termes exprès.

Mais sa thèse elle-même est une inconséquence. Car il a bien vu lui-même qu'il ne pouvait se dispenser de placer à la source de la société civile, dans une région supérieure au domaine du législateur humain, *une* loi naturelle de justice : la loi d'observer les pactes. Donc il y a, de son aveu, quelque chose qui est juste, honnête et bon, quelque chose qui est injuste, déshonnête et mauvais indépendamment de la loi civile et antérieurement à elle, quelque obligation qui, par son caractère absolu, universel, immuable, s'oppose à la mobilité et à la particularité des lois humaines. Si une, pourquoi pas plusieurs? Et si cette législation naturelle fixe immuablement, sur le point capital du respect des engagements, la distinction du juste et de l'injuste, comment Hobbes ose-t-il dire que cette distinction est tout entière l'œuvre de la législation civile?

Ainsi, à mesure que nous avançons, nous trouvons plus souvent et plus gravement en défaut l'inflexible logique de Hobbes, et cela non par la faute de Hobbes, mais par la nécessité même du système. Il flotte sans cesse entre les conséquences de ses principes qu'il voudrait suivre jusqu'au bout et un sentiment obscur qui l'avertit que ces principes sont en contradiction avec les conditions d'existence d'une société quelconque. Après avoir déduit logiquement de sa

psychologie cette formule que l'utilité est la mesure du droit, il attribue illogiquement aux pactes une valeur obligatoire. Puis, par un retour au système, après avoir présenté le respect des pactes, c'est-à-dire un article de la loi morale, comme un devoir antérieur et supérieur à toute loi humaine, il fait de la morale tout entière l'œuvre des législateurs humains et la met à leur merci. Enfin, mis en présence des suites monstrueuses que peut entraîner cette absolue souveraineté morale du législateur humain, et reconnaissant « qu'il y a une » infinité de cas où un homme d'honneur aimera mieux » mourir que de lui obéir, » il cherche à se dérober par une inconséquence nouvelle au joug avilissant qu'il a lui-même imposé à toute la vie sociale.

Mais ce n'est là qu'une révolte momentanée du bon sens, et non point un désaveu du système. Le système reste ce qu'il est, et fait du législateur humain l'arbitre suprême du bien et du mal moral. On ne saurait s'étonner qu'il lui accorde de même la souveraineté en matière de doctrine religieuse et qu'il fasse ainsi de l'État la suprême autorité théologique. Hobbes met l'Église dans l'État, non pas en ce sens raisonnable que les fidèles, étant aussi des citoyens, doivent s'acquitter des devoirs civiques, mais en ce sens qu'il appartient à l'État de fixer la foi de l'Église par des constitutions doctrinales qui tiennent de lui toute leur force et auxquelles l'Église elle-même n'apporte qu'une voix consultative. Il est à peine besoin de faire remarquer que ce système, qui fut plus ou moins pratiqué dans l'antiquité et qui est officiellement celui de l'anglicanisme, est le plus complet asservissement des consciences à une autorité humaine. Il n'a rien de commun ni avec les institutions du Moyen Age où l'État, il est vrai, défendait le dogme catholique par des armes temporelles, mais ne prétendait pas l'enseigner et le fixer, sachant bien qu'une telle fonction est de la compétence exclusive de la société spirituelle, — ni avec l'organisation de cette partie de l'Europe qui eut pour souverain, le plus légitime de tous, un pontife. Que le représentant suprême de la puissance spirituelle se trouve être en même temps posses-

seur d'un domaine temporel qui assure son indépendance dans l'accomplissement de son ministère sacré, cela a été pendant des siècles, cela n'a cessé d'être que par violence, cela n'a pas cessé d'être le droit; et depuis vingt-six ans qu'on cherche un expédient pour remplacer cette combinaison providentielle, il ne paraît pas qu'on ait rien trouvé. Mais les deux pouvoirs, l'un grand comme le monde, l'autre borné à un petit territoire, ne restaient pas moins distincts pour être réunis sur la même tête. C'est parce qu'il était le successeur de saint Pierre et le Vicaire de Jésus-Christ que le Pape était chef de l'Église universelle, et non parce qu'il avait quelques régiments à ses ordres et levait quelques millions d'impôts. L'énormité, c'est qu'un roi en tant que roi, un parlement en tant que parlement, décide de la croyance, et prescrive par mesures législatives, au nom de son autorité qui se reconnaît humaine, les actes de foi qu'une autorité infaillible et divine a seule le droit d'imposer.

Enfin Hobbes traite avec un souverain mépris cette idée de la division des pouvoirs qui, par exemple, assure l'indépendance de la magistrature et protège ainsi le droit légal des citoyens contre le caprice des gouvernants, idée aussi étrangère d'ailleurs à la démocratie pure qu'au despotisme d'un seul. Il s'en débarrasse par une phrase : « Si ces pouvoirs » distincts sont de bonne intelligence entre eux, la sujétion » de chaque particulier sera aussi grande qu'elle peut l'être; » et s'ils tombent en discorde, il en naîtra une guerre civile » qui raménera l'état de nature et cette malheureuse liberté » pire que toutes les servitudes. » Abstraitement cela est vrai; il se peut que des droits très sacrés soient foulés aux pieds par un gouvernement le plus pondéré du monde, et il se peut que la mésintelligence des pouvoirs mette dans les roues du char un bâton qui les arrête ou les brise. Cela veut dire que rien n'est parfait en ce monde, et que, comme il n'y a pas de si mauvaise constitution aux vices de laquelle la vertu des hommes ne puisse porter remède dans la pratique, ainsi il n'y en a pas de si bonne à laquelle les passions humaines ne puissent faire porter de mauvais fruits. Et cela

prouve une fois de plus que la question morale domine la question politique, ou plutôt que la question politique est avant tout morale. Mais, cette réserve faite, il faut prendre les choses comme elles sont, et le problème politique comme il doit se poser. Pour Hobbes, esprit chagrin que le spectacle des révolutions a encore assombri, il se pose ainsi : *Sortir à tout prix de l'état de nature qui est l'anarchie,* et, *pour n'y plus retomber, s'en éloigner le plus possible.* Donc armer l'État de la puissance la plus complète, la plus concentrée, la plus irrésistible. En faire, non à titre d'expédient provisoire, mais à titre d'institution définitive, une dictature qui dispose de de toutes les forces et tienne en sa main toutes les épées. Donc ne rien laisser à la liberté qui bientôt aurait tout envahi. Donc subir sans se plaindre tous les maux de la tyrannie; car ces maux sont des bienfaits, comparés à ceux de l'anarchie et de la guerre universelle. Donc ne donner aucune garantie aux citoyens contre le pouvoir, et donner toutes les garanties au pouvoir contre les citoyens, garanties d'autant plus nécessaires qu'aucun sentiment du devoir, aucun dévouement ne sont là pour suppléer par des attaches morales à ce qu'on relâcherait de la chaîne matérielle. Donc ni partage du pouvoir, ni tempérament, ni limite. Que le même homme (ou la même personne collective) fasse la loi et l'applique, arrête, condamne et exécute qui il lui plaît, prenne à qui il voudra ce qu'il voudra de ses biens, commande la foi religieuse de tous comme leur obéissance civile. Et que personne n'ait le droit ni de résister, ni de protester.

Tel est l'idéal de Hobbes. Ce n'est pas le nôtre, parce que, sans nier qu'il y ait dans l'homme une bête sauvage et même une bête féroce, nous croyons qu'il y a en lui autre chose et qu'on peut faire appel, pour le conduire, à d'autres sentiments que la terreur; — parce que, croyant à des droits et à des relations antérieures à la société civile, nous pensons que l'État ne peut pas faire à son plaisir de ces relations et de ces droits, mais que son devoir est de les respecter et sa fonction sociale de les faire respecter. Nous voulons qu'il

soit fort, car s'il ne l'est pas, c'est l'anarchie ; nous ne voulons pas qu'il aille contre sa fin en devenant l'oppresseur des droits dont il est le protecteur ; et parce que nous ne le voulons pas, nous faisons le possible pour éloigner de lui cette tentation à laquelle les hommes, avides de domination, se laissent presque toujours entraîner lorsqu'ils peuvent tout ce qu'ils veulent. Notre idéal est qu'il soit tout puissant pour le bien, impuissant pour le mal. C'est pourquoi nous avons peur de ces concentrations formidables qui sont des instruments de compression plutôt que de gouvernement. C'est pourquoi nous cherchons non un équilibre qui amène l'immobilité par la neutralisation réciproque des forces sociales, mais un concours où tous les intérêts soient représentés, où ils apprennent à se connaître, à faire bon ménage ensemble, à relâcher quelque chose de leurs prétentions pour assurer la jouissance de leurs droits, où tous les pouvoirs, vivant sous les yeux les uns des autres, moralement responsables les uns devant les autres et devant la conscience publique, fassent enfin leur éducation politique; où on puisse voir se fonder et s'affermir les traditions qui nous manquent, la tradition du respect des citoyens pour toute loi qui est vraiment une loi, du respect du pouvoir pour les droits des citoyens, du concours actif de tous à l'action légitime du pouvoir social, de la pacifique résistance de tous à tout abus de ce pouvoir, traditions sages et fières qui sont la défense la plus efficace d'un peuple digne de la liberté contre les deux périls auxquels notre siècle a périodiquement succombé, le Césarisme et la Révolution.

Amédée de MARGERIE.

LA
JEUNESSE CATHOLIQUE
A REIMS

Reims, la ville bénie et privilégiée qui a vu sacrer tous les rois de France, célèbre cette année, par des fêtes splendides, le XIV^e^ Centenaire du baptême de Clovis.

Il y a, en effet, quatorze cents ans que le « fier Sicambre », accompagné de ses trois mille guerriers francs, recevait de l'évêque saint Remi l'onction baptismale ; et, dès cette époque, devait commencer pour la France cette épopée glorieuse qui va de Clovis à Charlemagne, de Charlemagne aux Croisades, à saint Louis et à Jeanne d'Arc.

En donnant à leurs fêtes ce caractère imposant et grandiose, admiré de tous ceux qui ont eu le bonheur d'y assister, les Rémois ont voulu acquitter envers leurs ancêtres une dette de reconnaissance; des quatre coins du pays, l'appel de Mgr Langénieux, le digne successeur de saint Remi, a été entendu : nombreux ont été, nombreux seront encore les pèlerinages vers la vieille cité gauloise.

Au milieu de ce concours de fidèles venus du Nord au Sud, et de l'Est à l'Ouest, il semblait que la jeunesse française devait avoir sa place particulière, et c'est pour répondre à ce besoin que le Comité central des Œuvres de Jeunesse de la région du Nord organisa, pour les 13 et 14 mai, un pèlerinage à Reims.

Des circulaires annonçant le pèlerinage furent envoyées, par les soins du Comité, à tous les délégués du Nord et du Pas-de-Calais. Bientôt les adhésions arrivèrent et le rêve que les organisateurs avaient conçu d'amener à Reims un groupe compact de trois cents jeunes gens, fut réalisé.

L'Université Catholique de Lille, qu'on trouve toujours à la tête des initiatives généreuses et des nobles entreprises, ne pouvait rester indifférente à ce mouvement; elle propagea l'idée parmi les étudiants, l'encouragea et lui donna l'appui qu'elle pouvait obtenir.

Mgr Baunard, recteur de l'Université, M. le chanoine Henri Didio, vice-recteur, et une délégation importante de professeurs (1) se mirent à la tête des deux cents étudiants qui se rendirent à Reims.

L'arrondissement de Lille nous donna un fort contingent de pèlerins, ainsi que Valenciennes et Saint-Omer. La campagne et la ville eurent leurs représentants, et c'est au nombre de trois cents que les jeunes gens du Nord et du Pas-de-Calais, unis dans les mêmes sentiments de foi, de dévouement à l'Église et à la Patrie, répondirent à l'appel du Comité organisateur.

I

Mardi 12 mai, vers quatre heures de l'après-midi, la gare de Lille présentait un aspect inaccoutumé. Les quais étaient envahis par les étudiants de l'Université Catholique, presque tous porteurs du béret à la fleur d'iris, et par d'autres jeunes gens venus de tous les points du département. Ce sont les

(1) M. l'abbé Pillet, de la Faculté de Théologie.
MM. Trolley de Prévaux, Rothe, Duthoit, Maurice Vanlaer et Cavrois, de la Faculté de Droit.
MM. Eustache, doyen, Redier, Guermonprez et Faucon, de la Faculté de Médecine.
Le R. P. Herrengt, de la Faculté des Lettres.
MM. Witz, doyen, l'abbé Stoffaes, Maurice, le R. P. Séverin, de la Faculté des Sciences.
M. l'abbé Lecigne, sous-directeur de la Maison de famille Saint-Louis.

pèlerins de Reims. A quatre heures trente, le train spécial se met en marche et file à toute vapeur ; il s'arrête à Douai, à Somain, à Cambrai et à Busigny pour y prendre des voyageurs. La gaîté s'épanouit sur tous les visages, ce qui rend la route très courte, et à huit heures quarante-cinq les voyageurs sont débarqués à Reims. A la sortie de la gare, une immense clameur se fait entendre; les pèlerins sont accueillis à bras ouverts par les Rémois; on crie : « Vive Lille! Vive Reims! »

Un cortège se forme; on arrive à la Commission, où Mgr Péchenard souhaite aux arrivés la bienvenue, au nom de Son Éminence le cardinal Langénieux qui, souffrant, ne peut participer aux fêtes dont il est l'organisateur. La plupart des jeunes gens logent à la Commission ; on donne ce nom à un bâtiment très vaste qui comprend d'immenses dortoirs fort bien aménagés et une grande salle pour les repas.

Bientôt arrivent de Paris, d'Orléans, de Lyon, de Nancy, de nombreux pèlerins. Ce sont alors de nouvelles acclamations et de nouveaux souhaits; mais l'heure du sommeil approche; on se donne rendez-vous au lendemain pour la messe et pour le Congrès des Œuvres de Jeunesse qui doit s'ouvrir au Cercle catholique, rue Robert de Coucy.

II

Mercredi, à huit heures du matin, tous les pèlerins se trouvent à la cathédrale pour y entendre la messe qui doit ouvrir le Congrès. Les trains du matin ont amené de nombreux groupes de jeunes gens venant de toutes les directions. La grande nef est remplie.

M. l'Archiprêtre de Notre-Dame entonne le *Veni Creator,* au commencement de la messe, pour implorer les lumières du Saint-Esprit sur les travaux du Congrès. Après l'évangile, Mgr Baunard monte en chaire et prononce une allocution dont voici l'éloquente péroraison :

Ce qui vous importe à vous, c'est de vous tenir prêts à l'accomplissement des desseins de Dieu sur vous; et la première des préparations c'est le travail. Ce que vous devez méditer, c'est l'enseignement évangélique qui dit que le rôle de Dieu n'est pas dans la parole, mais dans le travail et la force. Et à quoi travaillez-vous, Messieurs? à vous faire votre place parmi les hommes vos frères, et, s'il se peut, vous faire une place première, une place première par l'étude, une place première par l'effort, quelle que soit votre professiou et votre carrière propre, afin que cette première place vous la rendiez à Dieu, et que vous le fassiez rentrer dans les affaires publiques. Vous n'avez plus aujourd'hui d'autres armes que le travail, vous n'en aurez jamais de meilleures. C'est une grande avance que de savoir les affaires pour arriver aux affaires, et c'est bien ici que savoir et vouloir sont les deux moitiés de pouvoir; *in opere,* à l'œuvre donc! *in virtute* aussi; et je prends ici la vertu au sens chrétien de ce mot. Si vous aimez Jésus-Christ, si vous cherchez premièrement son règne et sa justice, commencez par lui faire en vous ce royaume de foi et de sainteté courageuse dont lui-même disait: « Le royaume de Dieu est au dedans de vous. »

Lorsque vous aurez commencé par être des hommes de Dieu, vous pourrez être utilement les hommes du peuple. Vainqueurs du mal au dedans, vous serez aguerris pour le vaincre au dehors. Alors d'heureuses espérances seront promises à l'Église, et quand on voudra remonter à la source de ces choses, on se souviendra de cette journée, de ce jubilé, de cet autel, où éclatera de là votre propre régénération à vous aussi, et l'histoire dira : « Une nouvelle race est sortie de là. » Elle s'était retrempée dans le baptistère de Reims!

Le *Magnificat* et l'*Oremus pro Pontifice,* chantés par tous les assistants, produisaient un effet saisissant.

Puis, la messe finie, tout le monde se rendait au Cercle des catholiques rémois, dont les salles avaient été gracieusement mises par M. l'abbé Camu à la disposition des congressistes.

A neuf heures, M. le comte Robert de Roquefeuil, président de l'Association catholique de la Jeunesse française, ouvre la première séance. Nous examinerons plus loin les travaux très importants de ce Congrès qui se répartissent en quatre commissions. La première, présidée par M. Auguste Rivet, professeur à la Faculté Catholique de Droit de Lyon, s'occupe surtout des moyens d'organisation de la jeunesse catholique dans chaque région. La deuxième, présidée par

M. Joseph Gervais, président du Cercle des Étudiants et de la Jeunesse catholique de Lille, étudie les libertés catholiques. La troisième, présidée par M. le docteur Jacquinet, de Reims, s'occupe des conférences populaires. Enfin, la quatrième, qui a pour président M. Joseph Ménard, rédacteur à l'*Univers*, s'occupe de l'organisation de la presse catholique.

Vers onze heures, le groupe de la Jeunesse catholique de Lille se rend au cimetière du Nord pour déposer une couronne sur la tombe de l'abbé Miroy, lâchement fusillé par les Prussiens en 1870. Les étudiants ont emporté leurs drapeaux qu'ils peuvent seulement déployer dans le cimetière. Celui de l'Association bretonne des Étudiants de l'Université Catholique est porté par un étudiant en costume national. On remarque beaucoup aussi celui de l'Association alsacienne-lorraine des Étudiants de l'Université Catholique de Lille; les trois couleurs y sont traversées par une large bande de crêpe, sur laquelle sont inscrits ces mots : *Université Catholique de Lille — Alsaciens-Lorrains*. La foule est vivement impressionnée au passage de cet étendard, qui peint bien la douleur des enfants de l'Alsace-Lorraine cruellement séparés de la mère-patrie.

Un étudiant alsacien dépose la couronne sur la tombe. On y lit l'inscription suivante : *Les étudiants des Facultés Catholiques de Lille à l'abbé Miroy. 13 mai 1896.*

M. Gervais prend la parole. En termes émus, il dit ce que fut l'abbé Miroy et sa noble conduite en face de l'ennemi qui n'a pas craint de se déshonorer par un acte sauvage.

Après lui, M. le chanoine Henri Didio, vice-recteur de l'Université Catholique de Lille, a prononcé une allocution vibrante de patriotisme chrétien. Nous sommes heureux de pouvoir la reproduire *in extenso*.

Prêtre de notre sainte Mère l'Église, enfant de notre bien-aimée Alsace, si violemment arrachée à la Mère-Patrie, j'accepte, avec un religieux empressement, l'honneur imprévu que vous voulez bien me faire d'ajouter quelques mots aux paroles si émouvantes que vient de prononcer M. Gervais.

Oui, je salue, avec une émotion profonde, les cendres d'un con-

frère dans le sacerdoce qui a succombé héroïquement, victime de son patriotisme, offrant ainsi à tous un nouvel exemple de cet amour de son pays, allié à la foi religieuse qui lui donne sa consécration.

Dans un siècle où l'on cherche à enlever au prêtre son auréole patriotique, en prétendant qu'il ne veut pas payer l'impôt du sang, je suis heureux de proclamer hautement devant cette tombe que le prêtre sera toujours prêt à payer cet impôt lorsque la religion lui en fera un devoir !

Car, mes chers amis, si la mission du prêtre consiste avant tout à élever les âmes au-dessus des mesquines préoccupations d'un jour, et à les diriger vers la patrie du Ciel qu'aucun vainqueur de la terre ne pourra jamais nous ravir, le prêtre n'oublie pas ses devoirs et son amour pour la patrie de la terre, cette patrie qui, pour nous, va du baptistère de Clovis à nos jours, en passant par Charlemagne, les Croisades, saint Louis, Jeanne d'Arc, cette patrie qui est pour nous, Français, tout un héritage de gloires et de grandeurs religieuses et nationales !

En Alsace, nos vainqueurs eux-mêmes l'ont reconnu : ce sont les prêtres qui ont montré et qui entretiennent au plus haut degré la flamme du patriotisme religieux !

Nous nous inclinons donc, Messieurs, avec un religieux respect, devant cette tombe, nous déposons sur elle, avec amour, cette couronne, symbole de la victoire ; le prêtre héroïque, qui a reçu du Rénumérateur suprême la couronne qui ne se flétrira jamais, était de la fière race des dévoués à leur patrie et à leurs frères : c'est à lui, comme à tant d'autres, qu'on peut appliquer les paroles que disait un évêque de France au sortir de nos désastres : « Sous la soutane noire du prêtre, nous portons non seulement le deuil de notre Dieu, mort sur la croix, mais aussi celui de la patrie française, si cruellement décimée par la guerre ! »

Cette cérémonie a vivement impressionné les assistants, et, dans la foule, c'était des félicitations à l'adresse des étudiants de Lille, qui avaient eu la délicate idée de manifester ainsi leurs sentiments religieux et patriotiques.

L'après-midi du mercredi fut consacrée à la suite du Congrès, qui devait se terminer le soir par une séance inoubliable, dans cette *Salle des Rois,* si remarquable par sa beauté architecturale et par ses richesses artistiques, où tout rappelle un fait glorieux de notre histoire.

A huit heures et demie, M. Jacquier, le grand orateur lyonnais, fait son entrée. Il est acclamé par des ovations chaleu-

reuses. Sur l'estrade prennent place avec lui Mgr Baunard, Mgr Péchenard, vicaire-général, un grand nombre d'ecclésiastiques distingués et de notabilités venues de tous les points de la France, parmi lesquelles on remarque les professeurs des Facultés Catholiques de Lille, et des représentants de la jeunesse catholique de Paris, de Lyon, de Bordeaux, de Lille, de Nancy, etc., etc.

M. le docteur Jacquinet, de Reims, prend le premier la parole pour résumer, dans un remarquable exposé, les travaux de la Commission des Patronages.

M. le comte de Roquefeuil lui succède. Il remercie les catholiques de Reims de leur cordial accueil, le Comité d'organisation qui a si bien fait les choses, Son Éminence le cardinal Langénieux, qui a obtenu du Saint-Père cette grâce précieuse d'un jubilé national, et tous les jeunes gens venus de toutes les contrées de la France retremper au baptistère de Reims leur foi et leurs espérances invincibles dans les libertés auxquelles ils ont droit.

M. Reverdy énumère ensuite les intéressantes discussions auxquelles ont donné lieu les œuvres de jeunesse et les rapports si complets présentés par M. A. Duval, de Reims, M. Duval-Arnould, et les résolutions qui ont suivi.

C'est le tour de M. Joseph Ménard, de Paris, rédacteur à l'*Univers*, « un ardent qui sait faire vibrer le cœur des jeunes pour lesquels il a une particulière prédilection, et auxquels il conseille de joindre la doctrine à l'action, de se jeter dans la mêlée par la plume, en écrivant dans les journaux, ou par la parole, en enseignant dans les conférences, afin de réveiller l'esprit religieux et vraiment national dans le peuple, de travailler à la résurrection prochaine de la patrie. »

C'est ce qui ressort essentiellement des vœux de la Commission de la Presse et des conférences populaires dont il est le rapporteur si convaincu.

Pendant vingt minutes, M. Ménard n'a pas cessé de tenir en émoi l'auditoire, qui, transporté par les accents éloquents de cette parole claire et persuasive, applaudit à tout rompre et crie : « Vive Ménard ! »

Un jeune aussi, très sympathique aux jeunes, M. Gervais, de Lille, lui succède. Il parle du mouvement maçonnique et juif. « Dans la revendication de nos droits de justice-égalité, dit-il, il faut aller de l'avant; nous sommes plus forts, nous Français, pour l'attaque que pour la défense, et, par des exemples concluants, il montre que, quand on va au peuple avec franchise, avec sincérité, on a sur lui une influence certaine.

» Quant aux juifs et aux francs-maçons, nous devons faire tous nos efforts pour débarrasser notre pays de leur funeste tyrannie, et si parfois, dans le but d'éviter un plus grand mal, il était nécessaire d'accepter leur concours, cela n'empêchera nullement, le plus grand danger écarté, de poursuivre le but proposé. »

Le Président des Étudiants de Lille a vite conquis les sympathies de l'auditoire; des applaudissements frénétiques couvrent la péroraison de son superbe discours, et le calme n'est rétabli qu'à l'apparition d'un autre orateur, M. A. Rivet, professeur à la Faculté Catholique de Droit, et président de la Jeunesse catholique de Lyon. Il donne de très utiles conseils sur l'organisation paroissiale et régionale, les groupements et les comités, qui relient ceux-ci entre eux dans une action commune. M. Rivet est très applaudi.

Au milieu des acclamations de cette jeunesse enthousiaste, M. Charles Jacquier, l'éminent avocat du barreau de Lyon, se lève pour prendre la parole, et, pendant près d'une heure, il tient pour ainsi dire l'auditoire suspendu à ses lèvres. Quel merveilleux organe et comme l'orateur sait en tirer parti!

Il se déclare charmé de l'accueil qu'il reçoit dans la cité royale. Il eût été heureux de voir à ses côtés S. E. le cardinal Langénieux auquel il adresse, en son nom et en celui de toute l'assemblée, le tribut et l'hommage d'une respectueuse vénération et d'une filiale gratitude.

« Tous, dit-il, demain, nous unirons nos prières à celles du diocèse pour son rétablissement. Que Dieu lui accorde les jours du Pontife Remi, et, s'il n'a pas vu l'aurore de ces belles fêtes du Centenaire, il en verra le midi et le plein épa-

nouissement et surtout l'œuvre achevée de la réconciliation nationale. »

Puis le vaillant orateur aborde son sujet : la vocation de la nation française. Ce que la France a été dans le passé, ce qu'elle est dans le présent.

Dans le passé, le baptême de Clovis marque pour la France le début de quatorze siècles de gloire. M. Jacquier fait le tableau magnifique de nos gloires nationales ; il montre l'influence de l'Église et sa merveilleuse civilisation ; il parle de Clovis, de Charlemagne et de saint Louis, de Jeanne d'Arc et de sa mission divine, du sacre de Charles VII et des rois de France.

Du présent, doit-on en dire du mal ? A quoi bon ? Ce qu'il faut craindre, c'est de voir mal agir ; mais il y a tout à espérer en faisant notre devoir et en poursuivant le bien.

Nous ne demandons aucun privilège, nous réclamons la liberté, rien que cela, mais tout cela. Dans un superbe mouvement, l'orateur stigmatise la synagogue moderne unie à l'opportunisme d'Hérode pour faire la guerre aux enfants du Christ, et les Judas modernes gardant avec soin le prix de leurs trahisons qu'ils encaissent soigneusement.

Certes, il y a de quoi trembler en considérant les défaillances et les tristesses de l'heure présente, mais il ne faut pas désespérer. L'histoire est là qui nous montre les peuples païens détruits, mais aucun peuple baptisé n'a disparu de la scène du monde.

Comme au temps de saint Remi, des barbares accourent, ces barbares de la science que prévoyait Joseph de Maistre, mais il faut combattre et espérer. Il y a d'ailleurs chez ces malheureux plus d'ignorance que de véritable méchanceté. Et pourrait-il en être autrement ? Ils blasphèment Dieu, mais ils l'ignorent. Dans ces écoles où ils ont été élevés, il ne leur a pas été enseigné, ils ne peuvent donc l'aimer. Leur cœur est rempli d'un ardent désir de bonheur, et voilà qu'ils ne trouvent ici-bas que des larmes, des souffrances et des privations. Pour sortir de cette situation lamentable, il n'y a que deux issues : le suicide individuel ou la révolution sociale.

Si ces hommes avaient connu Dieu, leur destinée immortelle, le ciel qui leur est promis, combien ces souffrances eussent-elles été adoucies et leurs larmes recueillies par les anges dans un ciboire d'or!

Dans une émouvante péroraison, M. Jacquier salue cet avènement de la paix sociale par la régénération de la démocratie au baptistère de Reims. La France sera sauvée par la femme chrétienne et par la jeunesse catholique qui saura faire son devoir.

Il nous est impossible de décrire l'enthousiasme soulevé par les paroles du grand orateur à qui l'assemblée fait une chaleureuse ovation. Les applaudissements se font entendre pendant plusieurs minutes.

A la suite de cette belle réunion, un punch fut offert à tous les pèlerins. M. Ménard et M. de Roquefeuil ont pris successivement la parole pour remercier les organisateurs de ces belles fêtes, et les jeunes gens du concours qu'ils avaient apporté. Des vivats ont été poussés à l'adresse des différents orateurs du Congrès, les étudiants de Lille ont entonné leur chant *Liberté!* puis, ils se sont formés en monôme, pour aller à la rencontre d'autres jeunes gens de Paris, d'Orléans, de Blois et de Tours qui arrivaient par le train de minuit.

III

Jeudi 14 mai, vers sept heures du matin, des groupes de pèlerins se dirigent vers la cathédrale, où ils vont entendre la messe de communion dite pour eux par Mgr Péchenard. L'assistance est nombreuse et recueillie; aux congressistes de la veille se sont joints tous ceux qui sont arrivés par les trains de nuit. On vit alors un spectacle des plus beaux et des plus émouvants; toute cette assemblée de jeunes gens vient s'agenouiller à la Sainte-Table, afin d'y recevoir Celui qui est la force et la vie.

A neuf heures, un nouveau groupe de jeunes gens, arrivé par les trains du matin, se joignait aux délégations si nom-

breuses de la veille, pour se rendre à l'archevêché et présenter leurs hommages à S. E. le cardinal Langénieux.

Les jeunes gens, les chefs de groupes, les prêtres du pèlerinage, les recteurs et professeurs des Facultés Catholiques de Paris et de Lille, ces derniers revêtus de leur robe et de leurs insignes, étaient rangés dans la cour de l'archevêché. Les bannières sont échelonnées de chaque côté du perron; le coup d'œil est superbe.

Lorsque Monseigneur apparaît sur le perron, entouré de ses vicaires généraux et des membres du Chapitre, un seul cri s'élève de toutes les poitrines : « Vive le cardinal Langénieux ! » Quand ces acclamations enthousiastes ont cessé, M. de Roquefeuil présente les pèlerins à Son Éminence et lui adresse, en leur nom, de vifs remerciements pour l'accueil si cordial dont ils ont été l'objet à Reims, et en particulier des grâces si précieuses attachées à ce pèlerinage.

« Combien nous sommes peinés, ajouta-t-il, qu'une indisposition si persistante nous ait privés de la joie de vous posséder au milieu de nous, mais nous faisons les vœux les plus ardents pour que Dieu vous accorde avec un rétablissement prompt et complet, de longs et heureux jours, afin qu'il conserve à l'Église une de ses lumières et pour tous un guide sûr en ces temps si incertains. »

Après lui, M. Gervais, se plaçant à côté du drapeau de l'Association alsacienne-lorraine des Étudiants de l'Université Catholique, demande à Son Éminence de bien vouloir bénir cet emblème de la Patrie en deuil. Un jour, nous en avons la confiance, quand cette province si chère, violemment arrachée à la mère-patrie, lui sera rendue, nous reviendrons à Reims avec ce drapeau, et nous déposerons le crêpe, qui en attriste les couleurs symboliques, dans cette salle des Rois, témoin de tant de gloires.

Une profonde et noble émotion gagne les cœurs, quand Mgr Langénieux répond d'une voix forte et claire aux discours qu'il vient d'entendre. Il remercie la foule des pèlerins qui sont venus visiter le berceau national de la France; il voudrait demeurer plus longtemps au milieu des braves

cœurs qui l'entourent, mais il est obligé d'obéir aux ordres des médecins; puis, se découvrant devant le drapeau en deuil, il évoque en termes émus le souvenir de l'Alsace-Lorraine; il bénit l'étendard, il bénit l'assistance qui est visiblement impressionnée par la mâle énergie du prélat.

Un cortège se forme pour entrer dans la cathédrale où les pèlerins vont assister à la grand'messe. Une musique ouvre la marche. Drapeaux et bannières flottent au gré des vents et leurs couleurs miroitent dans le soleil. Les jeunes gens, qui sont plus de 1,500, se rangent dans le chœur et le haut de la nef; le recteur de l'Institut Catholique de Paris, Mgr d'Hulst, M. Paguelle de Follenay, vice-recteur, M. Merveilleux du Vignaux, doyen de la Faculté de Droit, et plusieurs professeurs, occupent les stalles du Chapitre, du côté de l'évangile, ainsi que M. le chanoine Didio, vice-recteur de l'Université Catholique de Lille, M. Eustache, doyen de la Faculté de Médecine, M. Witz, doyen de la Faculté des Sciences, et de nombreux professeurs, du côté de l'épître.

La messe est chantée par Mgr Baunard, qui remplace Mgr Latty, évêque de Châlons, indisposé. Le Chapitre de Reims et celui de Châlons sont au complet.

Le *Gloria,* chanté par la maîtrise, qui est l'une des meilleures de France, est magnifique. Les dix-huit bannières étaient rangées autour de l'autel, et, à l'élévation, elles s'inclinèrent devant le Dieu de l'Eucharistie, comme jadis les drapeaux de notre armée.

Il y eut, pendant cette messe, deux moments bien solennels : la rénovation des vœux du baptême et le *Credo,* chanté par toute cette masse d'hommes.

M. l'abbé Bonnaire, dont la voix se fait entendre jusqu'aux extrémités de la cathédrale, lit en chaire la formule à laquelle une seule voix, formée de six mille voix, répond avec énergie: « J'y crois! » et l'écho de ce grand cri de foi se prolonge sous la voûte sonore de l'édifice. Beaucoup racontaient ensuite que ces voix d'hommes, protestant qu'ils s'attachaient à Jésus-Christ pour toujours, les avaient émus jusqu'aux larmes.

Tous ceux qui ont eu le bonheur d'assister à cette imposante solennité en garderont éternellement le souvenir.

Après la messe, les pèlerins se sont répandus dans la ville en se donnant rendez–vous, pour l'après–midi, à l'église Saint-Remi, où Mgr d'Hulst, recteur de l'Institut Catholique de Paris, devait faire entendre son éloquente parole.

A quatre heures, un salut auquel assistaient la plus grande partie des jeunes gens, a été chanté en la basilique de Saint-Remi, trop petite pour contenir la foule qui s'y pressait. La cérémonie a commencé par l'exécution de la cantate populaire à saint Remi, écrite par le R. P. Delaporte, pour les fêtes du Centenaire. Puis Mgr d'Hulst est monté en chaire et a prononcé un de ces magnifiques discours dont on admire en même temps la profondeur de pensées et le style touchant et persuasif.

« La visite que la jeunesse rend ici, a dit le vénérable prélat, est un hommage que le passé reçoit de l'avenir ; le passé qu'on vénère en ce lieu n'est pas étranger à vos espérances ; vous y venez chercher les principes de la régénération, la lumière, la pureté, l'amour, ces qualités que Clovis, le chef des barbares, vint recevoir de Remi dans cette vieille cité, il y a quatorze siècles. »

La foi, la pureté et l'amour, tels ont été les trois points du discours de l'éminent prédicateur de Notre-Dame, les trois divines forces dont il nous a conseillé de nous munir : la foi qui nous guide, la pureté qui nous garde et l'amour qui nous rapproche. Oh ! ce rapprochement est si nécessaire entre les fractions divisées, déchirées de la société ! L'amour du prochain saura nous exciter à pratiquer envers lui les devoirs de justice et de charité. Puis, revêtus d'une invincible ardeur et d'une surhumaine énergie sous cette triple armure, il faudra, comme Jeanne d'Arc « entrait » dans les rangs de l'armée anglaise, « entrer » dans les rangs ennemis. Et l'ennemi, comme l'a dit Mgr d'Hulst dans sa péroraison, ce n'est point la masse indifférente ou pervertie, c'est l'autre minorité — puisque nous aussi sommes minorité — qui a

perverti cette masse, cette masse qu'il faut justement arracher de son étreinte asservissante et meurtrière!

Pendant le salut, a eu lieu la procession de la châsse de saint Remi, portée par les représentants de la Jeunesse catholique de toute la France. Un *Te Deum,* chanté par toute l'assistance, retentit sous la voûte et produit un effet saisissant.

Aussitôt le salut terminé, les pèlerins se dirigent vers le local de la Commission pour assister au banquet que doit présider M. le comte Albert de Mun.

Rien n'était plus curieux, à voir que cette immense salle où quatorze tables étaient dressées parallèlement pour les *onze cents convives,* sans compter la table d'honneur disposée perpendiculairement aux autres.

L'arrivée de M. de Mun provoque un enthousiasme indescriptible, et l'orateur aimé de la jeunesse n'a pas encore parlé que des hourras frénétiques sont poussés en son honneur. Tous, debout, entonnent un vivat.

Presque aussitôt, sans attendre le moment traditionnel du dessert, (car l'heure du départ ne le permet pas), la série des toasts commence.

C'est M. le comte de Roquefeuil qui débute. Il remercie la ville de Reims d'avoir accueilli avec tant de bienveillance la jeunesse catholique. C'est ainsi que cela se passait jadis dans notre douce France si accueillante envers tous, même envers les étrangers, qui la dénommaient le plus beau royaume après celui du ciel. Cette terre de France est la nôtre, c'est là que reposent les cendres de nos ancêtres, cette terre, ils l'ont fécondée de leurs sueurs, arrosée de leur sang, et aujourd'hui on voudrait nous disputer la liberté de ces champs?

Non, cela ne sera pas; nous resterons fidèles aux traditions de nos aïeux, fidèles à l'Église, et nous combattrons sans défaillance pour la défense de ses droits, comme des nôtres, sous la conduite de Léon XIII et de Son Éminence le cardinal Langénieux.

M. de Roquefeuil lit un télégramme du cardinal Rampolla au Congrès de la jeunesse catholique, en réponse à celui qui

avait été adressé au Saint–Père. La lecture en est écoutée par les convives, qui se tiennent tous debout, applaudissent et poussent des vivats.

M. Largent lève son verre en l'honneur des Universités Catholiques et en particulier de Mgr d'Hulst qui a bien voulu les représenter ici.

M. Gervais boit à M. le comte Albert de Mun. C'est avec bonheur, dit-il, que nous allons entendre cette parole qui va droit au cœur et qui va clôturer ce Congrès. Et M. Gervais rappelle dans quelles conditions le brillant officier, qui avait au cœur les deux amours inséparables de l'Église et de la France, fut amené à quitter l'armée pour se consacrer tout entier aux œuvres sociales.

C'est ce vaillant que la jeunesse catholique a choisi comme président d'honneur de son association, et si on fonde aujourd'hui quelque espoir sur la jeunesse, c'est qu'elle a un chef comme M. de Mun.

Des applaudissements frénétiques saluent la fin de cette émouvante allocution, qui exprime si bien la pensée de l'auditoire à l'égard de M. de Mun, les sentiments des soldats à l'égard de leur général.

Le calme se rétablit à peu près quand M. Albert de Mun se lève et prononce un remarquable discours. Était-ce un discours que nous avons entendu là, ou était-ce un chant? Tous les deux ensemble, car il y avait la virilité du discours, la grâce et la poésie du chant.

Depuis deux ans, M. de Mun a été cruellement éprouvé par la maladie; mais, grâce à Dieu, son éloquence n'a pas été atteinte. Le grand orateur a prouvé qu'il n'avait rien perdu des admirables facultés, qui l'ont désigné comme le champion des catholiques de France.

Après avoir remercié les amis fidèles qui l'entourent, de l'accueil chaleureux qu'ils viennent de lui faire, le comte se félicite « de pouvoir, après deux années d'un silence forcé, retremper ses forces au contact de la jeunesse, comme un voyageur, meurtri aux pierres du chemin, baigne à l'eau vive de la source son front et ses mains. »

Il compare la jeunesse catholique de France qui prend part à cette fête quatorze fois séculaire, à ces jeunes gens qu'on voyait, symbole de force et de vie, marcher dans le cortège antique au-devant du triomphateur, et le triomphateur, ici, c'est la France chrétienne.

Dans un magnifique langage, M. de Mun montre que dans la perpétuelle mobilité des pouvoirs humains, une seule force a su demeurer et grandir : c'est le Christianisme.

Ceux qui croient à sa mort prochaine et qui l'espèrent, moins peut-être de leurs propres victoires que de l'insouciance des chrétiens eux-mêmes, feront sagement, s'ils veulent, en hommes avisés, mesurer les perspectives de l'avenir, de regarder avec quelque attention ce qui se passe à Reims. Ce mort est plein de vie, plus vivant qu'il y a cent ans : il faut en faire son deuil ; l'écrasement de l'infâme est une expérience manquée, qui n'intéresse même pas les gens de bel esprit, comme au temps où Voltaire écrivait à Demilaville, et ce n'est plus qu'une conspiration cachée dans les Loges maçonniques qui révolte ou fait sourire même les plus indifférents. (*Applaudissements.*)

Le Christianisme, victorieux de la grande apostasie du XVIII^e^ siècle, toujours vivant malgré les persécutions sectaires, les dédains officiels et les abandons frivoles, toujours agissant au sein de la société moderne, comme le levain qui la travaille à son insu et fait monter à sa surface toutes ces œuvres de fraternelle compassion, toutes ces aspirations vers la justice, où se réfugie l'honneur de notre temps, le Christianisme apparaît de plus en plus comme l'invincible attrait de tous ceux qui souffrent, de tous ceux qui espèrent, de tous ceux que tourmente, dans le néant des doctrines matérialistes, ce qu'un des maîtres de l'Université appelait la nostalgie du divin. (*Vifs applaudissements.*)

La commémoration des grands faits de l'histoire, ajoute l'orateur, n'est pas seulement l'occasion d'honorer, dans une manifestation publique, la mémoire de ceux qui les ont accomplis, mais l'histoire est une « perpétuelle leçon » qu'il faut lire en pensant au présent, et c'est là le profit des anniversaires de forcer l'esprit à se replier sur les exemples du passé.

Jamais M. de Mun n'a été plus persuasif, plus entraînant, plus excitateur des nobles enthousiasmes, que lorsqu'il a montré la venue miraculeuse de la France de Clovis à la religion du Christ.

L'Église catholique était, au ve siècle, depuis longtemps établie dans la Gaule : elle avait ses diocèses et ses évêques, et, ici même, elle avait eu ses martyrs, quand, au seuil de cette basilique qui nous rassemblait ce matin, saint Nicaise tombait sous la hache des Vandales. Mais, persécutée par les uns, méprisée de beaucoup, discutée par tous, elle flottait incertaine, comme une barque battue de la tempête, au milieu des rudes conflits nés autour d'elle de la rencontre des races ; l'arianisme offrait aux peuples nouveaux un credo mutilé, et, les gagnant sans peine à ce christianisme découronné de sa divine origine, il régnait en maître dans la Gaule méridionale : le paganisme barbare, fier de sa force, apportait au vieux paganisme romain comme un rajeunissement ; et le Catholicisme apparaissait entre eux comme une religion de vaincus. L'Empire, corrompu par ses vices, était bien une force épuisée ; mais, représentant de l'ordre établi, c'était encore lui qui semblait à beaucoup le rempart nécessaire contre la perpétuelle menace de ces envahisseurs, dont la Germanie et les confins de l'Asie jetaient sur la Gaule les flots toujours renouvelés. Et voilà que dans cette confusion, une petite tribu commence à faire parler d'elle, par sa vaillance et par l'habileté de ses chefs ; elle est du sang des barbares : mais, assise sur le sol, soutenue par le besoin de défendre ses foyers, et comme pressée par le secret instinct de sa mission, elle se fait contre les barbares du dehors le rempart du territoire ! elle marche contre eux avec les soldats de Rome, et c'est elle qui sera dans les champs catalauniques la glorieuse avant-garde de la civilisation menacée. (*Vifs applaudissements.*) Elle est païenne ; mais elle a compris, du premier jour, la force de l'Église catholique ; elle se rapproche de ses évêques, elle traite avec eux, elle les protège, et, de ce jour, le problème se dresse pour cette Église isolée, environnée de périls, de savoir quel sera son point d'appui : de l'antique Société qui garde dans sa décrépitude le prestige de la puissance officielle, ou de cette Société nouvelle qui se montre, à peine ébauchée, toute hérissée des menaces de son origine. (*Applaudissements.*)

La question était trouble, les esprits divisés, les courants contraires ; saint Remi inclinait vers les Francs ; saint Sidoine Apollinaire tenait pour Rome ; l'Église attendait dans ce partage et Dieu la conduisait ; enfin Clovis parut, et il sembla d'abord que, dans l'intimité de sa vie, il y eût entre les douces instances de Clotilde et les hésitations de son cœur, devant son enfant mort, près de l'autre mourant, comme une image de la lutte tragique où s'agitaient alors les destins de notre patrie (*applaudissements*) ; et puis, l'heure venue, devant le péril suprême, de cette âme préparée par la main d'une épouse chrétienne, acheminée par la loyauté d'une volonté droite, sortit, comme d'un élan naturel, le cri de Tolbiac :

— Jésus-Christ, toi qui es, selon Clotilde, Fils du Dieu vivant,

secours–moi dans ma détresse, et si tu me donnes la victoire, je croirai en toi et je me ferai baptiser.

C'en est fait : les destins sont fixés. La nation franque a reçu sa mission : l'Église est libre et l'histoire du monde a changé son cours. (*Double salve d'applaudissements.*)

Après avoir montré la grande leçon que nous donne à travers les âges le passé de notre France, et après avoir dit qu'il ne s'agissait pas de gémir sur les malheurs du temps, « comme si la France, comme si l'Église n'avaient pas connu des jours plus sombres, dont l'une et l'autre sont sorties, en resserrant le pacte de leur antique alliance », M. de Mun entrevoit l'avenir où la société n'aura pour se défendre, d'autre ressource que les chrétiens. Que les cœurs disposés comme celui de Clovis par l'épreuve et par la lutte soient prêts à répondre à l'appel décisif.

Le grand orateur ne craint pas pour la jeunesse la fougue ou l'emportement des idées généreuses; ce qu'il craint, c'est le dégoût de la lutte par la crainte ou l'habitude de l'insuccès, c'est l'indifférence, qui est le grand péril d'une jeunesse réduite à l'inaction, c'est l'inertie dans laquelle sont plongés ceux qui peuvent répéter avec mélancolie comme le pauvre Verlaine,

C'est bien la pire peine
De ne savoir pourquoi,
Sans amour et sans haine,
Mon cœur a tant de peine.

Contre cet état d'âme il faut lutter de toutes ses forces. « Car la vie, c'est la lutte et non pas la victoire. »

Et lorsque M. de Mun rappelle qu'à la bataille de Gravelotte, au milieu des obus, l'un de ses chefs se tournant vers lui, lui dit : « Ah! quelle belle fête! » la salle applaudit à tout rompre celui qu'on peut appeler le soldat de la France et du Christ.

La péroraison est superbe. Le député du Finistère proclame bien haut devant la jeunesse que le sacrifice est une fête, « même quand il fait couler le sang par les blessures du

cœur; » il n'y a pas de joies plus nobles et plus fécondes, s'il en existe de plus douces.

Et quand elles vous paraîtront trop amères, retournez, Messieurs, votre pensée vers ces grands jours de Reims : laissez vos cœurs s'enivrer dans l'orgueil de vos fastes patriotiques. Remontez de Clovis à Jeanne d'Arc, de Tolbiac à Orléans, le cours de cette merveilleuse épopée qui fait à votre nation une place unique entre les nations.

Jeanne a péri martyrisée, délaissée par ceux qu'elle avait conduits à la victoire; Clovis est mort presque ignoré et Paris sait à peine qu'il garde son tombeau. Mais tous deux, immortels, ont traversé l'histoire, parce que tous deux, dociles à la voix surnaturelle, ont accompli, à l'heure dite, les gestes héroïques de Dieu parmi les Francs. (*Vifs applaudissements.*)

Et c'est pourquoi la postérité, dans le péril qui la presse, embrasse leurs images sacrées comme la cité romaine le Palladium antique!

Vous trouverez, Messieurs, dans la contemplation de ces grands souvenirs et de ce spectacle inattendu, la foi qui enfante les sacrifices et l'espérance qui exalte les courages. (*Longs applaudissements; acclamations enthousiastes et prolongées.*)

Nous voudrions décrire l'enthousiasme de cette jeunesse à la fin du discours de M. de Mun, mais la tâche ne nous est pas possible, tellement les ovations, les vivats, les acclamations ont dépassé tout ce qu'on peut imaginer. Jamais nous n'avions vu pareil spectacle et quand M. de Mun quitte l'estrade, pour se rendre au milieu de ces jeunes, dont il est l'orateur adoré, la joie se transforme en délire, toutes les mains se tendent vers lui, on le porte en triomphe et de ces onze cents poitrines, un seul cri retentit : « Vive de Mun! »

Mais l'heure du départ est arrivée; M. de Mun se dérobe aux acclamations.

Les jeunes gens du Nord, qui doivent prendre à neuf heures vingt-cinq le train de Lille, quittent peu à peu la salle du banquet. On a heureusement le temps de faire ses adieux et de revoir, avant le départ, les visages sympathiques de ceux qui nous ont accueillis comme des frères.

Honneur et merci aux Rémois qui nous ont donné de si belles fêtes, telle est la phrase qui court sur toutes les lèvres,

et, au moment solennel où le train se met en marche, une immense acclamation s'élève de ces cœurs reconnaissants : « Vive Reims! »

IV

Il nous reste à rendre compte du Congrès des Œuvres de jeunesse qui a eu lieu, le mercredi 13 mai, au Cercle des Catholiques rémois, rue Robert-de-Coucy.

Toutes les séances des commissions ont été très animées et les discussions en tous points fort intéressantes. La place nous manque pour examiner en détail les travaux du Congrès; force nous est donc de signaler, dans leur ensemble, les principales résolutions qui y ont été adoptées.

I. Presse.

La Commission de la Presse, présidée par M. Joseph Ménard, de *l'Univers*, a vu suivre ses travaux par de nombreux jeunes gens.

Un vœu, présenté par quelques membres de l'Association catholique de la Jeunesse française, demandant la création d'un journal uniquement composé de jeunes, a donné lieu à de très intéressantes discussions. Plusieurs membres de l'assemblée se sont plaints de l'ostracisme de certains rédacteurs de journaux qui refusent systématiquement d'insérer leurs articles, parce qu'ils sont composés par des jeunes.

Tout le monde s'est trouvé d'accord pour faire le procès des vieux et pour en dire le plus de mal possible, mais, quand il s'est agi de voter le vœu demandant la création d'un journal de jeunes, des objections ont été soulevées.

MM. Ernest Champeaux et Louis Marin (1), de Paris, ont pris

(1) MM. Champeaux et Marin ont été, avec MM. Georges Ducrocq et Lefas, les organisateurs du Congrès des Œuvres de Jeunesse, qui s'est réuni à Paris, les 26, 27 et

successivement la parole, le premier, pour démontrer l'impossibilité, sinon de la création, du moins de l'existence d'un journal uniquement composé de jeunes, le second, pour dire que les jeunes devaient être des apprentis dans la presse et non des maîtres.

M. Marin fit cette observation très juste, d'après nous, que les jeunes avaient leurs revues spéciales où ils pouvaient écrire librement; quant aux journaux, la porte ne doit pas leur être impitoyablement fermée, mais les jeunes devront se souvenir qu'ils ont un stage important à faire, avant de pouvoir y entrer.

Finalement, l'assemblée s'est ralliée aux conclusions si éloquemment défendues par MM. Champeaux et Marin, en repoussant, à la presque unanimité, le vœu demandant la création d'un journal de jeunes.

Le Congrès a émis les vœux suivants :

1° Que l'activité de la jeunesse catholique, qui désire se former aux luttes de la presse par l'étude, se tourne de préférence vers les nombreuses revues et journaux spéciaux déjà existants et qu'après sa formation la jeunesse catholique s'applique surtout à apporter son concours à la grande presse.

2° Que les journaux soient plus largement ouverts aux jeunes et que ceux-ci envoient davantage d'articles.

28 mars, à l'Hôtel des Sociétés savantes, et qui a eu un grand retentissement. On y a étudié, dans cinq commissions spéciales :

I. — Les institutions de Patronage, leur recrutement dans les écoles publiques ou privées; leur organisation ; les moyens employés pour développer l'esprit d'initiative et d'association chez les jeunes ouvriers.

II. — Les établissements libres, les collèges et les lycées, au point de vue du recrutement de la jeunesse catholique, de l'influence que lui donnent les professions qu'elle adopte; les moyens employés pour développer ses qualites d'initiative; les associations d'anciens elèves.

III. — Les groupements de jeunes gens (étudiants, employés, ouvriers), leur recrutement, leur organisation, leur formation intellectuelle, morale et religieuse, leurs qualités d'initiative et d'association.

IV. — La propagande intellectuelle, par la plume ou la parole, dans les divers milieux (journaux, revues, conferences, enseignement et bibliothèques populaires, cercles, études sociales, secrétariats du peuple, etc.).

V. — La propagande religieuse. Les facilités que peut lui donner l'enseignement reçu dans les écoles, les collèges ou pendant les études supérieures.

Voir l'article, paru sur le *Congrès des Jeunes*, dans *le Sillon* (n° du 10 mai 1896.)

II. Patronages.

Cette commission était présidée par M. le docteur Jacquinet de Reims. Des rapports ont été lus par M. Rebsomen, de Blois, sur l'enseignement populaire, et par M. Dargent, de Paris, sur l'organisation ouvrière de Clichy.

Les vœux suivants ont été admis :

Le Congrès estime que les patronages, tout en s'appliquant de plus en plus à l'éducation chrétienne de la jeunesse qui est leur but même, ne doivent point négliger la formation intellectuelle et professionnelle de leurs membres, surtout en présence de la puissante organisation des œuvres laïques.

Dans ce but elle émet les vœux suivants :

1° *Au point de vue de la formation intellectuelle :*

Que dans toutes les œuvres qui le peuvent, l'on crée et l'on étende les cours du soir en s'appliquant à ce que leur enseignement soit plus pratique que théorique.

Que l'on institue des concours avec prix entre les patronages d'une même grande ville ou d'une même région.

Que l'on fasse faire aux apprentis des visites industrielles.

2° *Au point de vue professionnel :*

Que dans les œuvres nombreuses on sectionne les apprentis et jeunes ouvriers en confréries de métiers.

Que l'on institue des cours professionnels partout où cela est possible.

Que l'on organise dans tous les diocèses des expositions avec jury et récompenses pour les chefs-d'œuvre des patronnés.

La section des Conférences populaires qui est rattachée à la Commission des patronages et qui est présidée par M. Duval, de Reims, émet le vœu que les jeunes gens dé-

butent de bonne heure par des conférences sur les sujets qui leur seraient familiers.

III. Libertés catholiques.

M. Joseph Gervais préside cette commission. On entend un rapport très intéressant de M. Rigaud, de Marseille, sur le mouvement Justice–Égalité.

1° Le Congrès invite les jeunes gens catholiques à participer au mouvement Justice-Égalité, et à seconder de leurs efforts les comités ouvriers qui s'en occupent, là où ils existent.

2° Il émet le vœu qu'il se forme de nouveaux comités Justice-Égalité, là où il n'y en a pas et invite les jeunes gens à prendre l'initiative de ces groupements.

3° Que des pétitions soient adressées aux conseils municipaux dans le but de répartir également les subventions communales aux enfants de toutes les écoles sans distinction.

4° Qu'il s'organise dans toutes les paroisses de France le jour de la Fête-Dieu une procession générale dans les rues ou une manifestation religieuse.

5° Qu'il se forme dans les principales villes de France des comités spéciaux de jeunes gens, sous le nom de comités d'action, qui auront pour but de revendiquer l'égalité des religieux devant l'impôt, la liberté des processions, l'égalité des pauvres devant les commissions administratives des bureaux de bienfaisance.

IV. Mouvement maçonnique.

Cette Commission était présidée par M. Auguste Rivet, président de la Jeunesse catholique de Lyon.

Un vœu de M. Delsol, demandant qu'aucun catholique ne vote pour un candidat franc-maçon, dans n'importe quelles

circonstances, soulève de vives discussions. L'auteur du vœu réprouve toute alliance avec des francs-maçons. M. Ménard fait remarquer qu'ici même, les catholiques de Reims n'ont fait entrer de leurs amis, au Conseil municipal, qu'en votant pour quelques francs-maçons.

Le vœu trop absolu dans sa forme, est repoussé par l'assemblée qui émet les suivants :

1° Le Congrès émet le vœu que la jeunesse prenne la part la plus active aux périodes électorales pour lutter avec la dernière énergie contre l'esprit franc-maçon et juif.

2° Que les journaux catholiques publient avec preuves à l'appui la liste complète des juifs et francs-maçons résidant dans leurs régions respectives.

3° Que des conférences soient organisées dans les villes et les campagnes sur le rôle politique et social des juifs et des francs-maçons.

4° Que les catholiques, en particulier les établissements religieux, s'abstiennent de s'adresser à des fournisseurs francs-maçons ou juifs.

La jeunesse catholique du Nord a pris une part très large aux travaux de ce Congrès dont les résultats, féconds pour l'avenir des œuvres de jeunesse, seront le couronnement de ces belles fêtes de Reims, et c'est avec une légitime fierté que nous avons enregistré la manifestation religieuse et patriotique de ces trois cents jeunes gens du Nord au berceau de la France chrétienne.

André VANLAER.

UN INSTITUTEUR EN 1810

II

L'Expérience de la vie

L'avantage n'est pas commun pour les élèves, c'est même un privilège d'avoir pour leur ouvrir les horizons de la vie un maître qui s'est trouvé lui-même dans les situations auxquelles il doit les préparer, un maître qui, après avoir consulté les livres des hommes, a voulu, comme Descartes, lire dans le grand livre du monde. Les élèves de Barthélemy Monteuuis auront ce bonheur.

Les révolutions qui bouleversent les institutions d'un pays, jettent aussi le désarroi dans les existences. Mais, en quelque sens que les hommes s'agitent ou soient agités, c'est toujours Dieu qui les mène. Barthélemy Monteuuis en est une preuve, humble sans doute, mais frappante. De l'école de ses maîtres il va passer à celle de la vie réelle qui, par ses épreuves, ses contradictions et son labeur journalier, achèvera de former en lui un instituteur vraiment capable de remplir, en ces temps difficiles et troublés, la haute mission que la Providence lui réserve.

Le séminaire de Boulogne vient d'être dispersé; en mars 1791, les parents de Barthélemy voient leur enfant rentrer

au foyer de la famille : il vient mettre au service de leurs affaires tout ce que Dieu, ses maîtres et son travail ont développé en lui d'intelligence et de caractère.

Barthélemy trouva facilement un emploi à son activité, car les Monteuuis, par une heureuse tradition, s'attachaient à suffire eux–mômes à toutes les exigences de leur situation. « Agriculture, fabrique de chandelles, raffinerie de sel, chapellerie, épicerie, mercerie, liquides, percales, draps, toiles, rapporte-t-il, tous ces travaux étaient exécutés par mon père, ma mère et leurs huit enfants. Nous avions seulement un domestique, quelquefois deux, pour la moisson et le battage des grains. Rentré sous le toit paternel, je partageai avec mes trois frères et mes quatre sœurs les travaux de l'agriculture et du commerce. Nous nous sommes applaudis par la suite de ce que nos parents nous avaient inspiré, par leur exemple, l'amour du travail. Le travail entretient et fortifie la santé ; celui qui travaille n'est presque jamais prodigue, car il connaît le prix de l'argent ; celui qui sait faire une chose par lui-même la commande bien et en surveille l'exécution avec intelligence. »

« Le frère appuyé sur son frère est une force, » dit l'Écriture. Barthélemy en fit la douce expérience. « L'amitié fraternelle régnait parmi nous, poursuit-il, nous étions heureux et contents. » Mais, tandis que la famille Monteuuis goûtait encore quelque paix et quelque joie en ces temps malheureux, l'orage grondait autour d'eux ; chaque jour un nouveau désastre révélait son approche, et bientôt ils furent atteints eux–mêmes dans leurs affections et dans leur fortune.

En effet, la mort de Louis XVI avait coalisé l'Europe contre la France. Pour faire face à tant d'ennemis, la Convention décrète *la Levée en masse* de tous les citoyens français de dix-huit à soixante ans. « Le 23 août, rapporte Barthélemy, mon frère aîné et moi, nous fûmes appelés, par la loi de la réquisition, à la défense de la patrie que menaçaient toutes les puissances de l'Europe. En moins de huit jours, plus d'un million de jeunes gens, de dix–huit à vingt-cinq

ans, furent armés, sans aucune exception pour aucun citoyen de cet âge. On eût offert cent mille francs, un million même, que l'on n'aurait pas été exempt du service militaire. Dans notre compagnie, nous avions cinq frères et un domestique de la même maison. »

Le frère aîné de Barthélemy était capitaine d'une des compagnies formées par le contingent de Marquise ; Barthélemy, âgé de dix-neuf ans, en fut nommé lieutenant. Ce qu'il nous a raconté de cette courte période de sa vie militaire, nous montre qu'il prit à cœur ses nouvelles fonctions, et qu'il fut emporté, lui aussi, par le souffle de généreux enthousiasme qui anima le peuple français en ces jours d'invasion. « Cette masse énorme de nouveaux soldats enflammés de l'amour de la Patrie, procura à la France des armées telles qu'aucune nation n'en eut jamais de semblables en quantité et en qualité, observe-t-il. Les réquisitionnaires formaient, sous bien des rapports, l'élite de la nation. »

Les succès remportés à cette même époque par Houchard à Hondschoote et par Jourdan à Wattignies, avivèrent encore l'ardeur de ces jeunes troupes. Exercées au maniement des armes, habituées aux fatigues de la marche, elles n'attendaient que l'ordre de partir, lorsque, le 1er janvier 1794, Carnot décida d'incorporer les réquisitionnaires dans les vieux régiments. Une clause de ce décret portait que les officiers seraient incorporés à titre de simples soldats. Le capitaine Monteuuis et ses deux lieutenants trouvèrent moyen d'échapper aux inconvénients de cet *amalgame*, en profitant de la loi qui permettait aux réquisitionnaires de s'engager dans la marine. La plupart des jeunes gens de Marquise et de Boulogne firent de même.

Les deux frères Monteuuis et le second lieutenant de leur compagnie, laissant leurs épaulettes et dépouillant leur brillant uniforme, se rendirent, en qualité de simples marins, à Cherbourg, où les appelait leur feuille de route. Barthélemy, d'un caractère assez entreprenant, devança ses compagnons, afin de tirer meilleur parti possible de sa situation nouvelle et de rendre service à son frère et à ses amis. Il s'était

installé dans une hôtellerie dirigée par une personne de Boulogne, qui le mit en rapport avec le commissaire de marine. Celui-ci, charmé de l'esprit et de l'éducation de son jeune commensal, se montra bien disposé en sa faveur. Un soir, il lui donna ce conseil : « Plusieurs bâtiments de transport sont arrivés cette nuit même, dit-il, ils sont à l'ancre dans la rade. Allez au grand café sur le port, vous y trouverez des capitaines avec qui vous pourrez vous aboucher. Moi-même je ne tarderai pas à vous rejoindre. » Les choses se passèrent comme il l'avait indiqué. « Dans la conversation, je fis entendre que je désirais obtenir une place de commis aux revues. Le commissaire parla en ma faveur. Je pus disposer de deux places, l'une pour moi, et l'autre pour mon frère aîné qui venait d'arriver. »

Huit jours s'étaient à peine écoulés que son frère recevait l'ordre de partir à Brest. « Nos adieux furent tristes sans nul doute, observe-t-il; nous reverrions-nous? ou nous séparions-nous pour toujours? » On pouvait se poser cette question en des temps aussi troublés. Barthélemy passa quatre mois à Cherbourg, puis fut dirigé vers le Havre où son bâtiment désarma. L'ancien lieutenant des réquisitionnaires, ne prévoyant pas la fin de la tourmente, songea un instant à faire sa carrière dans la marine. « J'aspirais à devenir *officier marin,* » dit-il. Il fit les démarches nécessaires, subit l'examen réglementaire, entra même à l'École de la marine et fut placé à bord d'une des sept bombardes qui manœuvraient en rade. Le vieux professeur faisait allusion à cette époque, lorsque, vingt ans plus tard, il disait à ses élèves : « J'ai couché huit mois dans un hamac. »

L'aspirant s'appliquait aux études et aux exercices de sa nouvelle carrière, lorsqu'un beau jour, il reçut un ordre ainsi conçu : « L'agent maritime envoie ordre au citoyen Scipion Monteuuis (c'était son nom de guerre), de se rendre à son bureau. » Scipion ne se fit pas attendre. « Citoyen, connais-tu les mines de charbon d'Hardinghem? » lui dit-il aussitôt. A cette époque on se tutoyait, remarque Barthélemy, je n'ai jamais aimé à converser ainsi avec des per-

sonnes respectables. Je répondis : « Monsieur, ces mines sont à deux petites lieues de notre bourg et elles appartiennent pour moitié à un cousin germain de ma mère. C'est notre maison qui depuis six ans fournit les chandelles qui éclairent les galeries souterraines de ces mines. » — « Une autre question mon ami. Voulez-vous avoir votre congé définitif? — Ce serait avec plaisir que je l'obtiendrai, Monsieur. — Eh bien! le voici. Les mines d'Hardinghem sont sous la direction d'un commissaire du gouvernement. Il a ordre d'expédier du charbon pour les ateliers de l'armée et les forts qui bordent la mer. Tous ceux qui étaient employés aux travaux de ces mines sont rappelés pour les reprendre. Vous et votre frère, vous êtes compris dans ce nombre. Puis il ajouta à voix basse : Vous allez goûter le plaisir d'embrasser vos parents, douce satisfaction dont je ne puis jouir. Je suis fils unique; mon père est riche : il a fait toutes les offres possibles pour m'exempter de la réquisition, mais en vain. J'ai dû partir comme tous les jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans. J'ai pu toutefois, *par mon éducation*, obtenir le poste que j'occupe aujourd'hui. Voici votre congé, portez-le à l'employé, qui est au fond du bureau, il vous délivrera une feuille de route, sur laquelle il tracera votre signalement, et vous me l'apporterez; je vous la signerai, et vous pourrez partir quand vous voudrez. »

« Je me présente donc à cet individu, poursuit Barthélemy, je lui montre mon congé, et je lui demande une feuille de route. Il prend mon signalement. Je vois qu'il donne un coup de coude à son voisin en écrivant *nez camard*. Puis, me remettant les deux pièces : « Va, dit-il, porter cela à l'agent maritime. » Je lui réponds : « Tu as voulu me plaisanter, parce que tu penses que je ne sais ni lire, ni écrire ; apprends que j'en sais plus que toi. Celui que tu vois en habit de marin a fait de bonnes humanités, sa rhétorique, sa philosophie et dix-huit mois de théologie, tu vas avoir de mes nouvelles. Rira bien qui rira le dernier. » Je vais de suite trouver l'agent maritime. Tandis que je traverse le bureau,

Conticuêre omnes, intentique ora tenebant.

» Tous les employés se touchent le coude, posent leur plume, et suivent des yeux ma marche animée. « Monsieur l'agent maritime, permettez–moi, je vous prie, une question provoquée par ce drôle qui a pris mon signalement. Je désirerais savoir quelle taille doit avoir un nez dans ce pays–ci pour ne pas être qualifié, *nez camard*. Veuillez lire mon signalement. L'agent maritime partit d'un éclat de rire, dont il ne fut pas maître, puis réprimanda le fameux écrivain sur sa mauvaise plaisanterie. L'hilarité devint générale. Un seul se garda bien de s'associer au chorus joyeux :

Ce fut notre camard,
Qui, honteux et confus,
Jura, mais un peu tard,
Qu'on ne l'y prendrait plus.

« Mes compatriotes me rapportèrent à leur retour à Marquise que le pauvre scribe du passeport n'était plus appelé que M. Camard par les autres employés. »

Barthélemy n'avait pas attendu la fin de cette histoire pour profiter de son congé. Il connaissait trop les épreuves auxquelles ses chers parents avaient été soumis, il devinait trop leurs angoisses pour ne pas s'empresser d'accourir vers eux.

Après cinq jours de voyage, il était à Boulogne. « Je frappai à la porte de ma sœur aînée, raconte-t-il. Qui vint l'ouvrir? Mon père arrivé une heure avant moi. Il tomba dans mes bras. J'avais mon congé à la main! On devine la joie de ce bon père. » La sœur surtout ne tarissait pas en questions de tous genres. Barthélemy dut abréger le repas et couper court à ces entretiens. « J'avais hâte de voir toute la famille. » Il avait hâte surtout de revoir sa mère. Barthélemy craignait pour elle l'excès de la surprise et de l'émotion. C'est pourquoi lorsqu'ils furent arrivés au calvaire, Pierre Monteuuis prit les devants, et s'en fut annoncer la bonne nouvelle. Barthélemy arriva deux ou trois minutes après lui. « J'embrassai ma bonne mère, mes frères et mes sœurs. Des

larmes de joie coulaient de tous les yeux. Notre maison fut bientôt remplie de monde, et le bonheur fut à son comble quand j'annonçai que mon frère aîné, qui était à Brest, avait reçu ou allait recevoir son congé comme moi. »

Deux mois plus tard, une nouvelle révolution politique éclatait. Le Directoire, gouvernement du 27 octobre 1795, abolit la plupart des mesures prises par la Convention. « Tous les congés délivrés par le Comité du Salut public seraient considérés comme nuls, s'ils n'étaient ratifiés dans l'espace de deux mois. » Force fut donc au jeune soldat de quitter le toit paternel et de reprendre son service dans la marine. Il reçut sa feuille de route pour Dunkerque. Il se disposait à s'y rendre lorsque M. Renard, commissaire du bureau civil de la Marine à Boulogne, lui offrit une place de chef de bureau des vivres à Calais. Barthélemy accepta. Il apprit plus tard que la frégate sur laquelle il devait s'embarquer avait été prise par les Anglais à quelques lieues du port. « J'aurais donc été apprendre la langue anglaise sur un vaisseau prisonnier, remarque-t-il. Un tel pensionnat ne m'eût pas été agréable. » Il fut inscrit pour la forme sur le registre matricule d'un aviso parlementaire destiné à traiter avec les Anglais de l'échange des prisonniers. « Je n'ai jamais vu l'aviso, avoue-t-il simplement, mais seulement le capitaine quand il venait dans notre bureau pour les vivres de son bâtiment. » Ainsi tous ceux qui rencontraient Barthélemy s'empressaient de l'attacher à leur service pour mettre à profit son instruction supérieure et l'esprit d'ordre et de méthode qu'il apportait en toutes choses. Enfin, après huit mois d'attente, arriva la ratification du premier congé; Barthélemy rentra définitivement à Marquise, où son frere vint bientôt le rejoindre.

Dans la marine et dans les camps, Barthélemy avait fait l'expérience de la vie militaire et de ses durs labeurs; il allait se trouver dans la vie civile en face des difficultés non moins graves que la Révolution avait apportées aux relations sociales et à la marche des affaires.

Dès le 23 septembre 1792, la Convention, voulant mettre le pays en garde contre les accapareurs et faciliter à tous l'achat des objets nécessaires à la vie, avait voté la *Loi du Maximum;* cette loi obligeait les marchands, sous peine de mort, à acheter et à vendre à une taxe fixe qu'on appelait le *maximum*. Cette mesure, odieuse en elle-même, attentatoire à la liberté du commerce, devint désastreuse par l'application qu'en firent les mandataires de la Révolution. Non contents de fixer eux-mêmes le prix des denrées, ils mettaient le malheureux vendeur dans l'alternative de vendre ou d'être dénoncé comme réfractaire et suspect. Pierre Montcuuis eut, comme les autres, à passer par leurs exigences. « Des marchands de Boulogne avaient été nommés commissaires pour acheter au maximum, c'est-à-dire au prix fixé par eux, dans tout le district, les draps, toiles et autres étoffes, sous prétexte de les envoyer dans les magasins de l'armée. Ce n'était qu'un prétexte, car les commissaires prirent pour leur propre compte une grande partie de ces marchandises. Ainsi notre beau magasin, qui était rempli de marchandises, fut bientôt vidé presque entièrement. » Pour comble de malheur, ces commissaires payèrent à leur convenance et attendirent même pour le faire que les assignats eussent perdu leur valeur. « Qu'eût fait mon père en ces temps de Terreur ?... remarque simplement Barthélemy. Il lui fallut céder à la violence. Les spoliateurs s'enrichirent et achetèrent des biens près de Marquise, où ils vivent dans l'opulence. »

Les assignats furent une cause de ruine pour les parents de Barthélemy comme pour la plupart des commerçants de cette époque. L'Assemblée Constituante ne parvenant pas à vendre les biens du clergé, les domaines de la couronne et les propriétés des émigrés, avait inventé un papier-monnaie représentant la valeur de ces *biens nationaux*. Les assignats n'inspirèrent jamais confiance, car ils ne reposaient sur aucune valeur certaine; mais ils perdirent tout crédit au jour où la Convention les prodigua : elle en émit jusqu'à vingt-neuf milliards. Et cet « assignat, » qui bientôt ne représenta

plus aucune valeur, était obligatoire au même titre que la *Loi du Maximum* (1).

Ainsi le père de Barthélemy avait été deux fois volé par les commissaires de la Convention. Les rentes, le fermage de ses propriétés lui furent payés en assignats, et diverses sommes qu'il avait prêtées en or et en argent lui furent également remboursées de la même monnaie. « Et que faire en ces temps de terreur dont le souvenir fait encore gémir les honnêtes gens? Il fallait passer par toutes ces nécessités, si l'on ne voulait pas s'attirer de pires épreuves. »

Il s'agissait de porter remède à ces maux en relevant le patrimoine de famille des désastres où il avait failli s'engloutir tout entier. « Nous reprîmes nos travaux ordinaires, raconte Barthélemy, et nous nous occupâmes, de concert avec nos parents, à réparer les brèches faites à notre fortune pendant notre absence. Ainsi, malgré toutes les pertes que mon père avait subies depuis notre départ, cet homme d'une sévère probité, ce respectable père de famille, laborieux et économe, eut bientôt, aidé de tous les siens, rétabli l'ordre dans ses affaires. »

Barthélemy avait étendu l'action de son zèle et l'ardeur de sa charité au delà des relations de famille. Les voisins et les amis faisaient appel à son bon sens pratique, à sa science du droit pour se défendre contre les intrigues ou les audaces des exploiteurs. Répondant à leur attente, Barthélemy se plaisait à leur rendre service. Pour être utile à son pays et obliger les officiers municipaux, déconcertés par une législation nouvelle et changeante, il accepta même de remplir les fonctions de secrétaire de la mairie.

Le Directoire avait d'abord été pour la France un progrès dans la voie de l'apaisement et de l'ordre; mais l'anarchie ne tarda pas à reparaître. Selon le mot de Sieyès, l'un des

(1) « A cette époque (brumaire an IV), un louis d'or se vendait en assignats 3.000 francs, une paire de souliers 800 francs, un gilet 1.500 a 1.800 francs. » (P. J. B. BERTRAND, *Histoire de Boulogne-sur-Mer*, tome I, p. 268.) Bientôt ils ne furent plus que le « signe » d'une fortune passee et n'eurent plus de valeur que pour les collectionneurs et les antiquaires. »

directeurs, « pour sauver la France, il fallait une tête et une épée. » Le général Bonaparte fut la tête et l'épée réclamées par la France. Le 18 brumaire, il s'impose au Directoire et au pays tout entier par l'ascendant de son génie, le prestige de ses victoires et l'entraînement de sa popularité; le 2 août 1802, il est nommé consul à vie; et, moins de deux ans plus tard, le 18 mai 1804, il est sacré empereur. De nouveaux succès viennent affermir le trône que sa valeur lui avait mérité; mais, au milieu de sa gloire, Napoléon ne perd pas de vue les nations jalouses de son triomphe. Le ministre anglais William Pitt est l'âme de toutes les coalitions dirigées contre lui, et l'or de l'Angleterre sert à soudoyer les soldats de l'Europe contre la France. Napoléon, voulant en finir avec toutes ces résistances et prévenir toutes les attaques, décide une descente en Angleterre. Dès 1803, 175,000 hommes ont été réunis sur la côte de Boulogne; 2,300 vaisseaux plats, répartis dans les ports de Boulogne, Étaples, Wimereux et Ambleteuse, transporteront sur le sol britannique la grande armée du nouvel empereur. « Douze heures de bonne traversée, disait Napoléon, et l'Angleterre a vécu. »

Cette agglomération d'hommes entraîna des dépenses considérables et réclama de la part des habitants un concours très actif. Ils s'empressèrent de l'offrir à Napoléon et à ses soldats. A cette époque, Barthélemy était encore l'associé de ses parents dont il avait relevé la fortune; mais il songeait déjà à se créer de nouvelles ressources, car depuis le 14 décembre 1796, il avait lui-même fondé un foyer et se trouvait à la tête d'une famille de six enfants. Le séjour des armées sur le littoral de Boulogne lui offrait à la fois l'occasion de se rendre utile à son pays et peut-être de se faire à lui-même une situation indépendante. En effet, il fut nommé « garde magasin fournisseur des fourrages militaires. » Dans le principe, cette charge n'avait pas d'attributions très étendues, et surtout elle n'entraînait pas de lourdes responsabilités; mais bientôt ce commerce prit une vaste extension. Tous les chevaux d'artillerie et des convois qui pas-

saient à Marquise s'approvisionnaient dans ses magasins, et il eut parfois à en nourrir jusqu'à dix-huit cents. « Ces fournitures absorbaient de grandes sommes, observe Barthélemy, car tout était deux fois plus cher que le taux actuel. » Toutefois, grâce à son esprit d'ordre et à ses habitudes d'économie, le garde magasin s'en tirait à son profit et au profit de ceux qui travaillaient sous sa direction : la Compagnie Obry, qui avait entrepris les fournitures de la grande armée et au nom de laquelle il agissait, envoyait régulièrement de Paris la somme de ses débours.

Cependant le duel entre Napoléon et les Anglais paraissait devoir se prolonger. Ceux-ci promenaient leur flotte puissante en face de la *côte de fer* et montaient scrupuleusement la garde dans le détroit. William Pitt, peu rassuré sur l'issue de cette redoutable aventure, n'osa pourtant se risquer plus longtemps à jouer aussi gros jeu. Une tempête pouvait pousser la flotte anglaise hors du détroit et livrer passage aux Français. Il s'ingénia donc à susciter à Napoléon des ennemis sur le continent. Une troisième coalition fut formée, qui se composa de la Suède, de l'Autriche, de la Russie et de l'Angleterre. « Voici que tout à coup et en très peu de temps, raconte Barthélemy, les camps sont levés et l'*homme extraordinaire* a transporté sur les bords du Rhin les soldats du camp de Boulogne et l'élite de ceux qui tenaient garnison dans l'intérieur de la France. »

L'empereur triompha de ce nouvel effort de l'Europe liguée contre lui, et la victoire d'Austerlitz mit le comble à sa gloire. Mais les conséquences de ce brusque départ furent graves pour le pays de Boulogne. Barthélemy Monteuuis en souffrit le premier. La Compagnie Obry, dont il était le représentant, avait toujours soldé ses comptes avec une grande exactitude, et ses effets avaient joui de la faveur que méritait sa probité. Mais, la campagne d'Austerlitz ayant entraîné des frais imprévus, le gouvernement se trouva dans l'impossibilité de payer les 6,800,000 francs qu'il devait à MM. Obry ; ceux-ci durent, à leur tour, suspendre leurs paiements. « Il est facile de juger combien ma position devint critique, » remarque le

malheureux fournisseur. En effet, tous ceux qu'il avait employés, tous ceux auxquels il avait acheté de la paille, du foin, des grains, des fournitures, venaient réclamer leur salaire ou le prix des marchandises livrées, et, pour comble d'infortune, ceux–là même qui avaient été payés précédemment retournaient leurs effets sous prétexte qu'ils ne représentaient plus aucune valeur. Au moment où Barthélemy croyait avoir réalisé sa petite fortune par son habileté commerciale, il se voyait complètement ruiné ; bien plus, il était cause de la ruine des personnes qu'il avait associées à ses affaires. Malgré sa loyauté, il serait soupçonné, accusé peut-être, par des hommes que la misère rendrait injustes à son égard.

Heureusement, la Providence lui vint en aide en ces tristes conjonctures. Une lettre des frères Obry l'informa que le gouvernement leur avait accordé des biens nationaux près de Coblentz, représentant une valeur de 3,000,000. Il s'en fut aussitôt à Paris réclamer une part de cette indemnité pour lui et ses créanciers. Comme on négligeait de faire droit à sa requête, il y retourna une seconde fois, et enfin, grâce à ses sollicitations pressantes, obtint « le transport de propriété de sept fermes, sises à Polich, à cinq lieues de Coblentz, chef–lieu de préfecture du département de Rhin-et-Moselle. » — « Je revins à Marquise avec les contrats en portefeuille, » raconte–t–il avec bonheur.

Cependant les créanciers de Barthélemy n'acceptèrent pas d'être payés de terres situées sur les bords du Rhin, exposées à toutes les alternatives de la guerre et aux revendications des voisins; et Barthélemy dut faire lui–même le voyage de Coblentz pour y vendre ses nouvelles propriétés afin d'être en mesure de régler les comptes de ses fournisseurs. Il y retourna jusqu'à trois fois, tant cette affaire présenta de difficultés. Enfin, grâce à son intelligence et à sa persévérance, Barthélemy était parvenu à vendre cinq fermes. Il pouvait conserver les deux plus belles et payer toutes ses dettes. On lui offrait même une place de 4,000 francs par an. « Ce serait peut-être le moyen de refaire ma petite fortune, et d'élever

honnêtement mes enfants, pensa-t-il; dans quelques années, je rentrerais à Marquise après avoir réalisé de sérieuses économies, tandis qu'aujourd'hui, j'y rentrerais les mains vides. » En effet, les fermes de Polich pouvaient se louer à bon prix : le locataire en retirait sûrement le fruit de son travail et de son loyer; mais il était difficile de les vendre à cette époque où les frontières des divers États se déplaçaient d'un traité à l'autre. Napoléon pouvait disparaître ou être vaincu, et que deviendraient ses conquêtes?

Barthélemy écrivit à sa femme pour lui faire part de cette situation. Geneviève Broutta s'effraya à la seule pensée de quitter sa famille et sa ville, pour transporter si loin ses enfants dont l'aîné n'avait pas atteint sa dixième année ! Elle fit entrevoir à son mari que la misère pouvait survenir à l'étranger, et qu'elle y serait sans remède, tandis qu'à Marquise son instruction lui serait toujours la garantie d'une honnête aisance, sinon d'une meilleure fortune. Barthélemy se rendit à ces observations. « Je vendis à vil prix tout ce qui me restait, et je rentrai dans mes foyers, après cinq absences et des voyages de plus de mille lieues, ce qui suppose de grandes dépenses. Je soldai entièrement tous ceux à qui je devais, chose indispensable dont tout honnête homme doit chercher à s'acquitter avant tout. Je perdis seul, et personne ne perdit rien après moi ; mon avoir se trouva réduit à bien peu de chose. »

III

BARTHÉLEMY MONTEUUIS, MAÎTRE DE PENSION

Barthélemy n'avait encore que trente-six ans, et déjà sa vie avait été remplie de nombreux événements et de rudes épreuves. Malgré son courage et sa probité, il était de nouveau sans ressources. Qu'allait-il devenir? Qu'allaient deve-

nir ses sept enfants?... Il ne perdit pas courage et trouva dans l'inspiration de son amour le salut de ses enfants, le relèvement de sa fortune et la gloire de son nom.

Convaincu par sa propre expérience que « l'instruction est d'une nécessité absolue pour se suffire à soi-même et être utile aux autres, » Barthélemy prit une résolution dont sa famille, Marquise, le Boulonnais et le Calaisis se sont félicités : il résolut de donner à ses enfants, comme patrimoine, cette même éducation que ses parents avaient pris soin de lui procurer à lui-même.

Nous avons dit le déplorable état des écoles primaires et des collèges sous la Révolution et sous l'Empire. Barthélemy ne pouvait songer à leur confier ses enfants ou à limiter les études de ses fils et de ses filles au programme de l'instituteur du bourg. D'un autre côté, les pertes subies en ces dernières années et les charges grandissantes de sa famille, ne lui permettaient pas de les faire instruire dans les pensionnats ou collèges de Calais, Boulogne et Saint-Omer. Il résolut donc de se faire instituteur pour être lui-même l'éducateur de ses enfants, et se rendre utile en même temps à ses concitoyens.

Le parti de Barthélemy était pris ; mais, pour arriver à la noble fin qu'il poursuivait, il fallait accepter les moyens qui y conduisent. Déjà vingt ans s'étaient écoulés depuis qu'il avait achevé sa rhétorique et sa philosophie, les tragiques événements de l'histoire contemporaine avaient trop absorbé ses pensées et son existence pour lui permettre de revenir à ses chères études, au latin et au grec, à l'histoire et à la littérature. Il lui fallait donc réveiller ces souvenirs de jeunesse et se refaire une science nouvelle. Ces difficultés ne rebutèrent point son courage et il se mit en mesure de satisfaire aux conditions légales pour ouvrir un établissement d'instruction secondaire.

Au sortir du collège de l'Oratoire, en 1789, le jeune élève avait obtenu de ses maîtres le seul certificat en vigueur pendant deux cents ans, à savoir une *lettre testimoniale*, témoignant qu'il avait fait sa philosophie et qu'il avait une con-

naissance suffisante du grec et du latin. Ce diplôme, également délivré par les Jésuites et les Oratoriens, était alors la seule sanction des études secondaires. A la suite de l'organisation de l'*Université impériale*, par le décret du 17 mars 1808, ce diplôme avait été remplacé par le baccalauréat que les seules Facultés officielles conféraient à la suite d'examens publics. Les conditions de cet examen étaient d'être âgé au moins de seize ans, de répondre sur tout ce que l'on enseignait dans les hautes classes des lycées, de produire un certificat établissant que « l'aspirant avait fait une année de rhétorique et une année de philosophie, soit dans le lycée, soit dans une école autorisée. » A cette époque, les épreuves du baccalauréat étaient purement orales (1). Muni de son certificat d'études (2), le candidat se présentait devant la Faculté des Lettres. L'examinateur lui mettait en main un auteur grec ou latin expliqué dans les classes, et s'entretenait avec lui des divers objets de ses études. Dans le principe, cet examen n'était pas exclusivement réservé aux professeurs de Facultés; les professeurs de lycée y étaient au moins associés. Il suffisait que des trois membres dont se composait le jury un seul appartînt aux Facultés. Dans les Académies où il n'existait pas de Facultés, la commission d'examen se composait du proviseur, du censeur, des professeurs de philosophie et de rhétorique du lycée chef-lieu. Ce fut à Douai, dans une des salles du Musée (3), que Barthélemy se présenta dans les premiers mois de l'année 1810. Il obtint son diplôme de bachelier et sa licence de maître de pension. C'était vraiment un titre d'honneur car, à cette époque, il était encore une exception.

Nous n'avons pu savoir combien de diplômes furent, cette année-là, décernés à Douai; mais la Faculté des Lettres de Paris n'en délivra que soixante-sept, alors qu'aujourd'hui sa

(1) Les épreuves écrites datent de 1830.

(2) Le *certificat d'études* fut supprimé par le décret du 16 novembre 1849. Il a été rétabli dans ces dernières années sous forme de *livret scolaire*, dont la présentation est pourtant facultative.

(3) Où les examens se passaient-ils en 1810? Nous avions en vain demandé au Lycée de Douai, a l'Université de Lille une réponse à cette question, quand nous lûmes dans un des exercices donnés par le vieux maître à ses élèves : *J'ai passé mon examen au musee de Douai.*

moyenne est de trois mille bacheliers tant de rhétorique que de philosophie. On comprend que Barthélemy Monteuuis ait porté fièrement ses palmes académiques et qu'il ait inscrit son titre de « bachelier ès lettres » sur ses ouvrages et ses prospectus : ce titre témoignait à la fois de sa science et de son dévoûment.

Le 10 mai 1810 Barthélemy ouvrait, à Marquise, une école d'enseignement secondaire. Ses premiers élèves furent ses enfants. « Le premier jour, dit-il, je n'eus pour élèves que mes trois fils aînés et quatre externes. » C'était l'humble début d'une œuvre qui serait bientôt florissante. — Déjà, à cette époque, Marquise était un des bourgs les plus importants du Pas-de-Calais. Sa situation sur la route de Calais à Boulogne et au centre de carrières de pierres et de mines de charbon lui permettait de donner à son commerce une plus libre extension. Les campagnes environnantes ajoutaient à ces richesses les produits d'une nature généreuse, fécondée par l'intelligence et le courage d'une race de travailleurs. Le pensionnat devait nécessairement voir affluer les élèves. « Le nombre, remarque Barthélemy avec bonheur, alla toujours *crescendo*, en sorte que trois mois après j'avais quinze pensionnaires et vingt externes. » Au nombre de ces élèves figuraient déjà quelques Anglais. Pendant son séjour à Boulogne et par les rapports de famille qu'il avait en cette ville, Barthélemy s'était trouvé dans des conditions favorables à l'étude de l'anglais. Il fit donc appel aux Anglais de Boulogne et de la Grande-Bretagne. Cet appel fut entendu et les élèves se présentèrent en grand nombre, surtout après la Restauration, lors de l'armistice conclu entre la France et l'Angleterre. C'est à ce mélange d'Anglais et de Français que le nouveau pensionnat et les autres maisons fondées plus tard par les fils de Barthélemy, durent leur caractère propre et leur cachet particulier. Les Français y venaient pour apprendre l'anglais, tout en achevant d'étudier leur propre langue, les Anglais pour apprendre le français, tout en complétant l'instruction commencée chez eux, au delà du détroit.

Dans la pensée de Barthélemy ce n'était pas assez d'avoir fondé cette maison d'éducation. Le père dévoué, qui, dans cette première fondation s'était inspiré de son affection paternelle, ne voulut pas laisser son œuvre incomplète; il résolut de procurer à ses filles le même avantage qu'à ses fils. Ce n'était point une nouveauté, sans doute, mais l'éducation des jeunes filles n'avait jamais été sérieusement organisée dans les écoles publiques' : la plupart se contentaient de la formation reçue au foyer de la famille. « Rien n'était aussi négligé que l'éducation des filles, » disait Fénelon; mais l'idée n'était jamais venue de protester contre cette négligence, et aux parents incombait le soin d'élever leurs filles selon leurs idées et leurs vues. La Révolution avait proclamé l'égalité des sexes devant l'Instruction, mais ses décrets restèrent lettre morte : rien ne fut organisé. « De l'an IV à l'an VIII, dit Gréard dans son livre de *l'Instruction des filles*, on ne mentionne pour Paris aucun établissement public supérieur aux notions élémentaires. » L'Instruction primaire était également négligée. L'Empire ne s'occupa que des filles des officiers. « Les écoles de filles ne sont pas même classées dans le statut du 17 mars 1808 qui pose les bases de l'Université Impériale. Elles restaient soumises au décret du 2 décembre 1789 qui les assimilait aux établissements régis par des règlements de police (1). » — « Les écoles spéciales de filles, absolument spéciales et tenues exclusivement par des femmes, déclarera M. Cousin à la chambre des Pairs, en 1833, sont presque des écoles de luxe qui s'élèveront seulement dans les grandes villes. »

Cette exception, Barthélemy l'avait réalisée depuis plus de quinze ans au profit de sa bonne ville de Marquise et de ses chères enfants. Déjà, il est vrai, l'initiative privée avait comblé quelque peu les lacunes de l'éducation officielle. Au lendemain même du 9 Thermidor, M^me^ de Campian ouvrait à Paris un pensionnat libre. Dans la suite les maisons se multiplièrent. Toutefois les couvents étaient encore rares et ils ne furent véritablement en faveur qu'après la Restaura-

(1) GREARD, *Éducation et Instruction. Enseignement secondaire*, I, p. 93.

tion, vers 1816, époque où Mme Barat fonda de nouvelles maisons ou reprit d'anciennes institutions (1). Quant aux pensionnats laïques, ils n'étaient guère recommandables. Beaucoup de femmes passaient de la boutique à l'école; le ton mondain y dominait malgré les dures leçons de l'époque; les représentations scéniques, le jeu, la danse y tenaient une grande place. « L'éducation est en ce moment livrée à des femmes sans mœurs, écrivait en juillet 1816, Mme de Campian : les exemples nombreux sont aisés à trouver. »

Le pensionnat ouvert par Barthélemy offrit des garanties meilleures. Lui-même en conserva la direction et n'y plaça comme sous-maîtresses que des personnes recommandables, dont le nom est encore prononcé avec respect par les vieillards de Marquise. Cette éducation devait être d'autant plus sérieuse que les vues de Barthélemy étaient elles-mêmes plus élevées. Il avait compris le rôle important que la femme remplit, soit auprès de son mari dont elle est la compagne et la confidente, soit auprès de ses enfants qu'elle doit instruire et former. Dans sa vie plus paisible et plus calme, dans son cœur plus sensible, dans son âme plus pieuse, les lettres, pensait-il, trouveraient meilleur accueil. Ainsi trente ans auparavant, il avait mis en pratique les idées exposées par M. Villemain, en 1840 dans son rapport au roi. « L'instruction primaire des filles doit s'étendre dans une proportion analogue à celle des garçons; l'une ne touche pas moins que l'autre aux sérieux intérêts de la société et au bonheur des familles. Il est désirable que toute femme acquière un premier degré d'instruction qui lui assure un ascendant de persuasion et d'utilité en lui donnant plus de moyens de seconder son mari et d'élever ses enfants. » Les habitants de Marquise et des environs étaient assurés de voir ces idées se réaliser, car Barthélemy étendrait jusqu'à leurs filles l'intérêt qu'il portait à ses chères enfants. Voici

(1) Voir le beau livre que Mgr Baunard a consacré à l'histoire de l'œuvre de Madame Barat qui, dès l'année 1801, avait fondé un pensionnat à Amiens, puis s'était etablie successivement à Grenoble (1804), Poitiers (1806), Niort (1808) etc. etc. (*Histoire de la vénérable mère Madeleine Sophie Barat, fondatrice de la société du Sacré-Cœur.* Tome Ier, Livre I et II.)

dans quels termes Barthélemy raconte lui-même la fondation de cette seconde maison : « Lorsque mes deux filles aînées furent en âge de recevoir une éducation soignée, je formai un pensionnat de demoiselles. Ce second établissement compta bientôt presque autant d'élèves que le premier. J'y plaçai une sous-maîtresse, et je me réservai la direction de ce second pensionnat. J'y donnais tous les jours deux leçons d'orthographe au premier cours et je faisais de temps en temps l'inspection des cahiers. »

Telle fut l'origine des deux pensionnats fondés à Marquise en l'an 1810. La confiance que la science, l'expérience, la vertu de Barthélemy inspiraient à tous, était pour eux la plus sûre garantie de succès. Le nouveau maître révéla l'élévation de ses vues en prenant pour devise ces simples mots : « *Cor et mentem colere nitimur.* Nous nous efforçons de cultiver les esprits et les cœurs. » Mais bientôt, prenant conscience des résultats acquis et se félicitant des succès obtenus, il modifia sa formule et dit : « *Cor et mentem colimus.* Nous cultivons les esprits et les cœurs. » — « Former à la vertu le cœur de nos élèves, orner leur esprit de connaissances utiles, tel est le but de nos travaux et de nos constantes sollicitudes, » écrivait-il à M. l'abbé Bouverne, doyen de Marquise, lui faisant hommage de l'un de ses ouvrages; et le bon pasteur le félicitait de n'avoir pas « travaillé en vain, » car il constatait lui-même les services signalés, rendus par le généreux instituteur à la jeunesse de sa paroisse.

Mais il nous faut maintenant dire avec plus de détails comment Barthélemy vérifia sa devise. C'est pourquoi nous allons parcourir son *Cours d'Instruction* et tâcher d'y saisir sa manière d'éduquer les enfants, c'est-à-dire, d'élever leur esprit et leur cœur. *Cor et mentem colimus.*

G. MONTEUUIS.

(La suite prochainement.)

MONUMENTS

ET SOUVENIRS DE LA FRANCE

A ROME

SAINT-PIERRE

SUITE

Avec la coupole, Michel–Ange a placé sur la basilique vaticane le diadème de reine de toutes les églises et de tous les temples; au génie de Valadier la sacristie de Saint-Pierre doit de tenir le même rang parmi ses sœurs du monde entier; Rome, Florence, Venise, Gênes, Naples peuvent montrer des sacristies plus riches en reliques d'histoire et d'art, plus éclatantes de chefs-d'œuvre de peinture, de sculpture, d'orfévrerie, de mosaïque, mais aucune d'elles n'est elle–même un chef–d'œuvre comparable à l'œuvre de Valadier, architecte de Pie VI, de Pie VII, de Napoléon I^er^, hôte éternel de la France, avec sa famille en l'église Saint-Louis des Français.

Une vignette, parue à Rome vers 1810, donne mieux que toute description même hérissée de chiffres, une idée des proportions de la sacristie de Saint–Pierre : un chanoine revient de célébrer la messe, il a franchi la porte ouverte sous le monument de Pie VIII, à l'entrée de la galerie qui sert de trait d'union entre la basilique et la sacristie. Une ânesse, sans

son ânon, attend le bon chanoine. Celui-ci l'escalade aidé de son enfant de chœur; Éliacin, d'une main, tient les rênes, et de l'autre gouverne la monture à coups de cierge. Les parois étincelantes de beau marbre vert d'Afrique n'ont probablement jamais reflété cet original cortège, mais elles reflètent une image plus intéressante pour le français, celle du cardinal de Polignac. C'est au zèle archéologique de ce grand prince de l'Église et de la France que ces splendides incrustations de marbre doivent de ne plus faire l'objet de l'admiration discrete des poissons du Tibre, sous les débris du Pont-Triomphal. Le cardinal, écrit Faucher, aurait voulu être quinze jours maître de Rome pour détourner de Ponte Molle au Testaccio le cours du Tibre, et en extraire les milliers de statues, colonnes et bas-reliefs perdus dans son limon. Il fit, continue Faucher, niveler les terrains des environs et prit toutes les notions convenables à ce sujet (1).

L'agitation créée par Polignac au Vatican et à Rome en faveur de la résurrection de tant d'œuvres étouffées dans le Tibre, fut cause que Clément XIV fit creuser le lit du fleuve. Pour d'autres soucis aussi graves que malheureux, Clément XIV abandonna ces fouilles, il en resta pourtant comme récompense, la découverte, près du Pont-Triomphal, de quelques colonnes de marbre vert, hautes de quinze mètres sur une circonférence de cinq. Valadier les demanda à Pie VI pour la décoration de la nouvelle sacristie.

Au trésor de la basilique, le français ne contemplera pas sans émotion le manteau impérial de Charlemagne, manteau couleur d'azur comme la chape de saint Martin, premier drapeau de nos pères devenus chrétiens. Napoléon, à qui pour avoir la taille épique de Charlemagne il n'a manqué peut-être que sa foi, sollicite en même temps notre souvenir. La tiare de Pie VII exposée à notre admiration fut donnée par l'empereur en souvenir de son couronnement; elle coûta 250,000 francs. Faut-il rappeler que cinq ans après l'avoir reçue, Pie VII la mit en gage pour protester contre la spolia-

(1) *Le cardinal de Polignac*, par Faucher. 1780.

tion insensée et sacrilège dont il était devenue la victime de la part de Napoléon (1)?

A près d'un siècle de distance, l'orfèvrerie parisienne envoyait à saint Pierre une seconde tiare toute d'or, étincelante d'art et de diamants; offerte par le diocèse de Paris, elle couronnait, au jour de son jubilé sacerdotal, l'auguste front de Léon XIII.

La tapisserie historiée qui fait à elle seule au jeudi saint, la splendide décoration du portique supérieur, est un monument de l'amitié de François Ier pour Léon X; la Cène et le Lavement des pieds y sont représentés.

D'autres souvenirs, les uns plus, les autres moins remarquables par l'art ou par la richesse, éveillent dans la sacristie de Saint-Pierre le souvenir de la France. Il semble cependant qu'une extase si courte, si patriotique qu'elle soit, devant des calices même offerts par Louis XI ou des lampes même données par Mazarin, paraîtrait un peu longue aux quelques morts français qui attendent ici de notre piété fraternelle, un avant-goût de la résurrection.

Une pierre tombale provenant de l'ancien pavement de la sacristie est encadrée d'une inscription française en caractères gothiques assez maltraités :

Fils le biez et Catterine mère.... de.. c d l..
.... le XXII du mois d'octobre 1450 l'an du
jubilé de ..... em.. leur fils lesquels trez
passèrent.....

C'est un souvenir du jubilé de Nicolas V; le cardinal Richard Olivier de Longueil était archiprêtre de la basilique vaticane quand ces pèlerins français et leur mère obtinrent l'insigne honneur de reposer presque sous le toit de « Monseigneur saint Pierre. »

Dans l'ancienne chapelle de Notre-Dame des Fièvres, on lit sur une autre pierre :

Reliquum Henrici Daylman
Pauli II Pont. Max. cubicularius.

(1) Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, livre XIX.

Cet Henri Daylman mourut en 1471 ; il fut chanoine de Laon. Un de ses confrères de la cathédrale de Reims, chambellan du pape Nicolas V, repose parmi les chanoines de Saint-Pierre, dans les cryptes sépulcrales de la sacristie :

Hic jacet venerabilis vir Dnus Robertus de Templo canonicus Rothomagensis, Smi. Dni. nostri Nicolai P. P. V, cubicularius.

A sa charge de chambellan, le chanoine de Reims joignait celle de secrétaire des lettres apostoliques ; il mourut le 15 juillet 1450.

Un troisième chanoine de France fut, comme Robert du Temple, chambellan de Nicolas V et mourut la même année ; son amour et son regret de la « douce France » se sont exprimés jusque sur sa tombe :

Ille huc de Fagu quem candida gallia *misit*
Durandus celeber hic requiescit humo
Hic quinti..... principis.....
..... finit ipse diem
Idem hoc pontifices tumulo et pietate
..... sepultus ....
Spiritus at ædes colit æthereas
M C C C C L

Durand de Fagu, fils de la « candide France » et chanoine de Laon, fut collecteur de revenus ecclésiastiques dans les provinces de Narbonne, Toulouse et Aix. Il laissa au chapitre une somme suffisante pour acheter une maison et prier pour lui : *Quare fiat specialis oratio pro animâ ipsius,* dit le nécrologe de la basilique (1).

Louis de Bar, originaire de Sens, secrétaire du cardinal Buoncompagno, depuis Grégoire XIII, chanoine de Saint-Pierre, doyen des sous-diacres apostoliques, sacriste majeur du chapitre, décore de l'éloge de sa piété et de son activité les annales de la basilique. Il fit revivre trois confréries qui n'existaient plus que de nom, fonda des œuvres de secours

(1) Cancellieri, *De secretariis basilicæ vaticanæ.*

pour les pauvres, et de préservation pour la jeunesse. Dans les loisirs laissés par ses fonctions à Saint–Pierre et par sa charité, cet infatigable chanoine inconnu de Boileau, écrivit et publia un travail sur les Évangiles : *Ex quatuor Evangelistarum textu confecta narratio.*

Les annales mortuaires du chapitre nous révèlent la présence, dans les cryptes capitulaires, de plusieurs chanoines de Saint–Pierre originaires de France. Pour nous édifier sur la solennité des honneurs qui leur étaient rendus, lisons un court passage de l'article concernant l'un d'eux, Mgr Joseph-Marie Suarez, de Lyon, évêque de Vaison, vicaire de la basilique vaticane, mort le 7 décembre 1677, âgé de soixante-dix–huit ans :

« Le 8, jour de l'Immaculée–Conception, son corps, orné » des vêtements violets pontificaux, fut porté à la sacristie » sur une litière escortée de six torches. Il fut exposé au » milieu de la sacristie sur un lit funéraire entouré de vingt-» huit flambeaux ; après la récitation des nones, le chapitre » chanta une messe solennelle dans la chapelle des reliques » de la sacristie en présence de tout le clergé de la basi-» lique. »

Chaque chanoine reçut en guise de souvenir mortuaire deux livres de cire ; les bénéficiers, clercs bénéficiers et autres, une livre.

Les cryptes vaticanes, strictement fermées aux chanoines eux-mêmes depuis l'invention de la dynamite, renferment quelques souvenirs intéressants pour le pèlerin français. L'autel de la confession souterraine fut consacré en 1122 par le pape Calixte II, de Bourgogne. A la voûte de la chapelle de la Bocciata, saint Amand est représenté en prières. Le trône armorié, offert par Richard de Longueil à Saint–Pierre, attend dans le silence la visite de son successeur. Le cardinal de la Grolaye, abbé de Saint–Denys, est représenté majestueusement étendu sur la pierre de son tombeau, à quelques pas de la statue en marbre de Benoît XII, mort à Avignon. La tiare du Pape français porte déjà deux couronnes ; un de ses successeurs, français comme lui,

ajoutera la troisième. Un intérêt historique se joint ainsi pour nous aux raisons d'ordre religieux et social que la fille aînée de l'Église a de défendre le diadème auguste de sa Mère. Charlotte de Lusignan, reine de Jérusalem, Thibaut de Rougemont, archevêque de Besançon, mort à Rome en 1429, Aleph de Vignacourt, grand-maître français de Malte, reposent dans la crypte, autour du tombeau de Pierre et de cinquante de ses successeurs.

*
* *

Sous le médaillon de la reine Stuart–Sobieski une porte s'ouvre aux visiteurs de la coupole. Un *san-pietrino*, aimable comme les anges de Canova, ses suaves confrères d'en face, fait aux pèlerins les honneurs d'un abîme, sorte de puits profond formé par la spirale énorme d'un escalier cyclopéen, de style épique comme celui dont le Dante a enlacé la taille de Satan pour descendre plus commodément aux enfers. C'est plutôt qu'un escalier, un vaste chemin qui monte, un ruban de grand'route soulevé, enroulé, maintenu à une prodigieuse hauteur par un génie tout-puissant. Des chevaux, des mulets, des-voitures de tout style et de tout cahot gravissent cette montée et transforment en une cité ouvrière la grand'place suspendue des terrasses supérieures de la basilique. Parmi les noms de souverains, de princes, de ducs de tous formats, de Russie, d'Allemagne et d'ailleurs, gravés sur les murailles, un seul nom nous semble à retenir, celui d'Henri V. Quand il gravit cet escalier, il avait vingt ans, il rayonnait de jeunesse, de beauté, d'espérances; des lys immaculés de son manteau s'exhalaient les plus purs parfums de l'âme de la France monarchique et chrétienne. Un demi-siècle plus tard le comte de Paris montait les mêmes degrés; puisse quelque tablette de marbre joindre ici au souvenir d'Henri V, le nom de l'héritier de ses lys, de ses vertus, de son grand amour et respect de la France!

Tout à l'heure la coupole de Michel-Ange planait si légère au–dessus de nos têtes qu'elle semblait une ouverture faite

par le regard de Pierre dans la voûte du ciel; la voici en face de nous sur la grand'place supérieure où sans trop de fatigue l'escalier nous a conduits. D'autres coupoles, à qui leur comparaison avec une sœur plus que géante inflige le diminutif de *cupolini*, partagent les terrasses suspendues en quartiers, dotés de fontaines par la munificence des pontifes pour les habitants de cette céleste cité. Attentifs à protéger Rome de leurs regards, des titans nous tournent de gigantesques dos sillonnés de paratonnerres; aperçus du pied de l'obélisque ces géants semblaient à peine de taille humaine.

Une volière d'oiseaux à l'harmonieux gosier de bronze chante à quelques pas de nous : ce sont les cloches de Saint-Pierre. A travers les barreaux du dôme à jour qui les abrite saluons la plus belle d'entre elles, leur reine par la majesté de sa masse et la richesse artistique des dessins qui forment sa royale parure : *Eques Louis Valadier fecit*. Ces mots gravés sur le bronze rappellent le souvenir d'un français de Rome, souvenir attaché à de magnifiques travaux entrepris sous les papes Pie VI et Pie VII et sous l'administration française. Quatre membres, illustres à divers égards, de la famille Valadier, reposent dans nos églises nationales de Rome. Trois ans plus tôt, nous eussions accordé une sympathique attention à la vénérable doyenne des cloches de Saint-Pierre, française d'origine. Envolée de Saint-Thomas *in formis* où elle avait pu charmer la piété de saint Jean de Matha, notre compatriote, elle porte sur ses flancs le nom de son créateur ou donateur, enfant du diocèse de Loudun. Après sept cents ans de bons et harmonieux services, elle a chanté ses dernières harmonies, son *Nunc Dimittis*, au lendemain du jubilé sacerdotal de Léon XIII.

Sous nos pas une forêt entière de chênes dort depuis des siècles et pour combien de siècles encore! Sous les enchevêtrements de ces poutres, dans les mystères de cette forêt immobile et muette, des *san-pietrini* ont bâti leur demeure comme jadis les bûcherons de la Calabre groupaient leurs cabanes à l'ombre de ces géants alors debout. Ceux-ci en grand nombre ont dû à la France l'honneur de protéger la

paix de la basilique, En 1341, un Pape français, Benoît XII, envoie d'Avignon des sommes considérables, près de 100,000 florins, pour les toitures de Saint–Pierre; la reconnaissance du chapitre lui éleve une statue à l'intérieur de la basilique. Au siècle suivant, Louis XI fait achever à ses frais la couverture de la basilique: en témoignage de gratitude, le Souverain Pontife lui envoie, d'après Comines, le corporal de « monseigneur saint Pierre (1). » De ces poutres dues à la munificence de la France, un certain nombre ont pris, lors de la reconstruction de Saint–Pierre, le chemin du palais Farnèse; par un pressentiment qui leur fait honneur, elles sont entrées dans la structure des portes de notre ambassade actuelle. De 1809 à 1814, le chanoine Maury, président de la fabrique de Saint-Pierre, renouvela presque toute la toiture de la grande nef, tandis que le préfet de Tournon faisait renouveler, d'après un mode plus solide, de grandes parties des terrasses en briques servant à couvrir les nefs latérales. L'administration française se montre ici, comme dans toute la Ville Éternelle, « pénétrée de la » dignité de la conquête commise à ses soins et de sa res- » ponsabilité vis–à–vis du monde civilisé (2). » On lui doit la reconstruction des quatre escaliers qui, de la basilique, montent au portique circulaire de la coupole. Leur mauvaise construction favorisait des infiltrations qui compromettaient la solidité des quatre grands piliers. Ces travaux furent exécutés avec une solidité et une perfection admirables.

Le général Miollis avait compris aussi pleinement que le comte de Tournon la « dignité de la conquête commise à ses soins. » Le paratonnerre, dont il a doté la basilique de Saint-Pierre, nous donne l'occasion d'écarter de la mémoire du général d'injustes préventions. Le frère du pieux évêque de Digne n'est, pour trop de catholiques qui le confondent avec Radet, qu'un soudard fort galonné, brutal exécuteur des violences de Napoléon contre Pie VII. La vérité est que

(1) *Rome moderne,* par Le Seyne, 1713.

(2) *Étude statistique su r Rome et les États romains,* par M. de Tournon.

Miollis fut toujours un protecteur généreux et éclairé des arts et des lettres dans leur capitale ; ses actes furent en parfait accord avec le langage de ses armes de comte : épée d'argent brochant sur lyre d'or (1).

« Par deux fois, écrit-il dans ses Mémoires, la foudre était tombée sur la coupole de Saint-Pierre et elle avait endommagé le tombeau du prince des apôtres. Je me promis d'en garantir le premier temple du monde et, ayant passé là-dessus un marché avec les forges de Lucien Bonaparte à Tivoli, j'en soumis le projet au Saint-Père. Ses finances étaient embarrassées, mais il pourvoyait à tout par des économies qui portaient sur ses dépenses privées. Au haut de la croix s'appuya la flèche qui devait saisir le tonnerre, la chaîne se déroula autour de la coupole, des dômes et de leurs immenses voûtes. En suite des dépenses extraordinaires que notre occupation causait au trésor pontifical celles-ci laissèrent un arriéré considérable. Les fournitures et travaux n'en continuèrent pas moins sur ma caution. » Miollis consacra chaque année la dotation considérable attachée par Napoléon à son titre de comte, à la protection des arts dans la Ville Éternelle.

L'ascension vers le portique circulaire qui domine la coupole est d'une certaine fatigue sans aucune de ces compensations immédiates et permanentes que des paysages infinis d'étendue et de variété donnent à l'alpiniste. Le *cupoliste* se voit et se sent réduit à la situation d'un insecte cheminant obscurément et péniblement entre la peau et la carapace d'un monstre, cousin germain par sa taille du *Léviathan*. Son corps suit à certains passages le mouvement convexe de la coupole et marche à demi penché, brisé à angles plus ou moins droits et geignant presque sous la masse qui le domine et le presse. *Exempla trahunt*, en voici un qui nous donnera du courage. En 1689, Philippe de Coulanges, âgé de soixante ans, montait jusqu'à la boule avec le prince de Turenne, l'abbé de Polignac et quelques autres ; il faisait cet

(1) Cf. *Vie de Mgr Miollis* et *Mémoires du général*, par Mgr Ricard.

effort dans la charitable intention de donner du dépit à trois célèbres goutteux dont le chevalier de Grignan et le fils de La Rochefoucault des Maximes. Dans la boule, Philippe de Coulanges crut avoir rencontré Pégase, il écrivit à ses amis :

Apprenez qu'à Saint-Pierre sans peine,
Aujourd'hui neuvième février,
J'ai monté presque d'une haleine
De degrés non pas une centaine
Mais sans mentir pour le moins un millier.
J'ai voulu, malgré mes cheveux blancs
Et le temps qui sur ma tête roule,
Faire ici comme les jeunes gens;
J'ai grimpé comme eux dans la boule
Et trouvé mes jambes de vingt ans! (1)

Debout entre deux colonnes du portique circulaire, ayant devancé l'aurore, Corinne sous les traits moins sybilliques de Mme de Stael fit ici même, à la Ville Éternelle, une apostrophe sublime comme tant d'autres inspirées par le même spectacle. Tenter de le décrire serait le décrier; bornons-nous à saluer, d'un regard ému de respect et d'amour, cette reine éternelle de puissance dont la splendeur et la majesté font rayonner sept collines, décorent l'histoire, illuminent éternellement le monde. Quand tout à l'heure sur un geste fulgurant de l'archange du *Castel Sant'Angelo*, Rome chantera par la voix de ses quatre cents clochers son hymne quotidien à la Mère de Dieu, notre cœur distinguera dans ce sublime concert l'accent de notre patrie, l'accent du clocher de nos églises nationales et de celles où la France a pénétré par ses bienfaits ou par les tombes sacrées de ses enfants.

(1) Mémoires de M. de Coulanges. *Voyages en Italie.*

II

SAINT-JEAN DE LATRAN

Dans l'impression produite par la basilique vaticane, dominent l'admiration et un sentiment de triomphe : Saint-Pierre est une merveille de l'art humain exalté presque au divin, c'est le *Te Deum*, éternisé dans le marbre, l'or et le bronze d'une église qui, mère de quinze siècles de civilisation, s'affirme, se proclame, se chante, souveraine de l'avenir. Saint-Jean de Latran éveille moins l'impression d'une merveille que celle d'une relique enveloppée des parfums de toute l'histoire de l'Église. Le *Te Deum* triomphal n'éclate point seul, et à chaque pas, sous les voûtes de la vieille basilique latérane, l'âme y distingue les échos de vingt siècles de douleurs et de joies. Saint-Pierre a jailli, a retenti hier, hymne désormais éternel, Saint-Jean de Latran semble avoir toujours existé ; aussi, en cette vénérable basilique et partout où ses clochers projettent leur ombre et le chant de leurs cloches, les nations chrétiennes trouvent-elles des souvenirs nationaux presque contemporains de leurs origines.

Il y a plus de onze siècles, Karl, non encore empereur, mais déjà très glorieux roi des Francs, entrait au baptistère de Constantin ; le pape Adrien accompagnait ce convertisseur presque barbare des peuplades saxonnes et le faisait assister au baptême de Juifs convertis par des procédés moins carlovingiens.

La parole et l'amitié du Souverain Pontife devaient humaniser Karl au point d'en faire Charlemagne, honneur non seulement de la France, mais de l'Église et de l'humanité. Six siècles plus tard, le nom et le souvenir des libéralités de Guillaume des Perriers étaient gravés sur les parois d'une chapelle du baptistère. A ce français, l'antique Saint-Pierre

dut un autel; en 1500, la Confrérie de Saint-Louis des Français lui confiait la révision de ses règlements (1). Guillaume des Perriers sut se faire un nom comme protecteur éclairé des lettres et des arts à une époque où le titre de Mécène français était glorieusement porté à Rome par les cardinaux d'Estouteville, de la Grolaye, Richard de Longueil, la Balue, Alain de Coëtivy.

Une statue de saint Jean-Baptiste, sculptée par Valadier, se dresse près de l'autel du Saint; l'entrée de la chapelle du Précurseur est interdite aux dames, pour châtier en elle le crime d'Hérodiade. Inutile d'ajouter, après ce détail, que le *saint Jean-Baptiste* de Valadier est de bronze, sculpté en cet inflexible métal sur l'original de Donatello.

Entre le baptistère de Constantin et l'édifice de la *Scala Santa* se développent la basilique et le palais de Latran. Résistons à l'appel que nous jette du portique dit de Sixte-Quint la statue d'Henri IV; allons saluer au triclinium de Léon III Karl devenu Charlemagne.

Cette abside restée de l'ancien palais de Latran est décorée d'une mosaïque, page glorieuse de notre histoire nationale et des annales de l'Église. La mosaïque se compose de trois tableaux; celui du milieu représente un trait de l'Évangile dont la lumière fait ressortir le sens des deux autres scènes, l'une relative au siècle de Constantin, la seconde au siècle de Charlemagne. Au centre, le Christ tient un livre ouvert avec ces mots : *Pax vobis;* les apôtres relèvent leurs manteaux dans l'attitude d'hommes prêts à partir. Le *Pax vobis* du livre est répété dans l'inscription qui couronne la mosaïque : *Gloria in excelsis Deo et pax hominibus bonæ voluntatis.* Ce double *Pax,* ce baiser de paix répété à la ville de Rome est héroïque de la part de Léon III, jeté la veille dans un cachot et presque privé de la vue par des Romains révoltés. Dans la mosaïque de droite, Jésus-Christ, assis sur un trône, remet les clefs de l'Église à saint Sylvestre et un étendard à Constantin; le Pape et l'Empereur sont ensemble à genoux.

(1) Cf. *Saint-Louis des Français,* par Mgr d'Armailhacq.

Ce sujet est destiné, par les analogies et les différences, à faire ressortir l'idée du second groupe où saint Pierre, dans l'attitude de Notre-Seigneur, remet le pallium à Léon III et l'étendard à Charlemagne; comme Sylvestre et Constantin, Léon III et l'Empereur sont à genoux. Saint Pierre a la tunique et la pénule que l'iconographie primitive prête aux Apôtres; il porte, en outre, le *pallium*. Cet anachronisme volontaire met en relief le symbolisme du tableau : c'est non la personne physique de Pierre, mais sa personne morale, le Souverain Pontife, qui est ici représentée. Sur ses genoux les clefs sont placées à égale distance de Léon III et de Charlemagne, pour montrer que c'est en vertu du même pouvoir qu'il remet au Pape le pallium, et l'étendard à l'Empereur. Une troisième clef figurée sur les genoux de saint–Pierre a été effacée, mais elle était visible; elle représente le pouvoir de coordonner le spirituel et le temporel; on ne la revoit dans l'iconographie chrétiénne que sur le tombeau d'Othon, en la personne de qui Jean XII transféra aux Allemands l'empire conféré aux Francs par Léon III.

Charlemagne est revêtu du manteau impérial; sous ce costume romain se laissent voir sa tunique bordée de soie, son épée et les détails de son costume habituel. Éginhard nous apprend que Charlemagne ne consentit qu'une ou deux fois à s'habiller, même à Rome, à la mode romaine; on sait qu'il fut couronné à l'improviste en la basilique Saint-Pierre; en cette circonstance, il portait donc le vêtement national franc que ne dissimulent pas les plis du manteau d'Empereur jeté sur ses épaules (1).

La forme carrée des auréoles de Léon III et de Charlemagne montre que ces deux personnages étaient encore vivants quand fut écrite au triclinium de Latran cette grande page d'histoire. Elle est soulignée d'une prière en caractères et orthographe du VIII^e^ siècle :

Beate Petre dona
Vita. Leoni PP. et bicto.
Ria. Carolo regi. da.

(1) Cf. *Esquisse de Rome chretienne*, par Mgr Gerbet, I, ch. v.

Entre le triclinium de Léon III et saint Jean de Latran, un Pape français, Calixte II, Guy de Bourgogne, éleva l'église Saint-Nicolas *in Laterano*. En mémoire de l'écrasement de l'antipape Burdin, Calixte II fit représenter sur les murs de cette église la signature du traité de Worms, et reproduire le texte du traité avec ce distique :

Ecce Calixtus honor patriæ, decus imperiale
Burdinum nequam damnat, pacemque reformat.

Dans une cour voisine, les six prédécesseurs immédiats de Calixte siègent solennellement, ayant chacun un antipape comme escabeau sous les pieds ; saisissante application du *ponam inimicos tuos scabellum pedum tuorum.*

Au-dessus de la porte de l'église éclatait, sur le marbre, l'éloge de Calixte et de sa patrie :

Sustulit hoc templum Calixtus ab imo
Vir celebris late Gallorum nobilitate
Dnus Calixtus P. II
Lætus Callistus papatus culmine fretus
Hoc opus ornavit variisque modis decoravit (1).

Retardons d'un instant encore notre visite à Saint–Jean de Latran : Sainte-Croix de Jérusalem a des souvenirs qui nous réclament. Cette église fut confiée pendant plusieurs siècles à la garde des moines de Cîteaux. L'an dernier, M. Crispi faisait proposer au R. P. Sébastien, le très sympathique capitaine Wyart, aujourd'hui abbé général des Trappistes, d'établir ses religieux dans le monastère voisin bâti par leurs compatriotes et leurs freres ; la vocation des soldats de Victor Emmanuel et de Garibaldi campés depuis un quart de siècle dans ces murs semblerait donc perdre de sa ferveur. L'église souterraine possède un fort joli tombeau en marbre blanc, orné d'un cartouche d'armoiries françaises : *Hic jacet Franciscus Quarre Divionensis.* La rencontre de ce concitoyen, mort quelques années auparavant, impressionna le président de Brosses lors de son voyage à Rome, mais ne

(1) Armellini, *le Chiese di Roma.*

le rendit guère plus sérieux. Sainte-Croix de Jérusalem garde, sous un splendide monument élevé par les moines de Cîteaux, les restes du cardinal Jérôme de la Souchières, abbé de Clairvaux, mort à Rome en 1571. Ce cardinal siégea au concile de Trente avec un éclat de science et de zèle auquel saint Charles Borromée a rendu témoignage. Son épitaphe se termine par ces vers :

Siste rogo et precibus, lector, venerare sepulcrum
Siste, feres parvæ præmia magna moræ
Vita prior mortem sed mors tibi prima secundam
Vitam quæ nunquam est interitura dabit.

La piété filiale des moines de Clairvaux leur inspira de longs distiques, mais l'éclat de leurs éloges s'efface devant celui des trois mots tombés des lèvres de Pie V sur notre illustre compatriote : *Magnum lumen Ecclesiæ.*

Gerbert, le premier Pape français, mourut à Sainte-Croix de Jérusalem en célébrant la messe; Sylvestre II fut un insigne bienfaiteur de cette église; sur l'arcade de l'entrée, une mosaïque nous montre son patron pontifical saint Sylvestre à la droite du Christ, dont sainte Hélène, quoique fondatrice de Sainte-Croix, n'occupe que la gauche. Sous le portique de Saint-Jean de Latran, nous donnerons à la mémoire de Gerbert un souvenir plus digne de notre piété religieuse et patriotique.

Les roses d'or pontificales bénites chaque année à Sainte-Croix de Jérusalem ont embaumé certaines pages de notre histoire d'un parfum trop suave pour que nous ne les respirions pas au jardin où elles fleurissent depuis huit siècles. Elles doivent leur origine au premier grand prévôt connu de Saint-Dié, depuis évêque de Toul pendant un quart de siècle, au pape alsacien saint Léon IX. Il attribua les revenus du monastère Sainte-Croix, situé à deux lieues de Colmar — cette terre demeurée française en dépit de l'annexion — à l'achat perpétuel d'une rose d'or que le Pape bénirait chaque année, le dimanche de *Lætare.* La rose pontificale forme une branche de roses, les unes épanouies, d'autres

entr'ouvertes, quelques-unes en boutons, toutes enrichies de saphirs, de grenats, de perles et parfois de rubis. Le pape Alexandre III l'envoya à Louis VII dit le Jeune; Calixte III à Charles VII pour l'émouvoir en faveur de Constantinople; *illum tamen pontifex transmisso aureæ rosæ munere excitare conatus est,* dit Raynaldi. Le sénéchal Boucicaut en fut également honoré. En 1573, Henri III, roi de France et de Pologne, la reçut, à son passage à Rome, des mains de Grégoire XIII. Clément IX adressa, en 1668, la rose d'or à son filleul le dauphin, fils de Louis XIV; cette rose pesait huit livres et demi et valait 1,600 écus (1).

La rose d'or fut portée, le 19 juin 1856, à l'impératrice Eugénie, « commère » de Pie IX (pour employer le style de Charlemagne), quelques semaines après le baptême de l'impérial filleul du saint Pontife. L'unique souveraine actuelle de la France, la Vierge Immaculée, a reçu à Lourdes, en 1877, la dernière rose que Pie IX, le pape de l'Immaculée Conception, ait bénite. Elle fut apportée de Rome par Mgr Cretoni, déposée aux pieds de Marie par l'archevêque de Reims, en présence d'Henri Lasserre, le secrétaire immortel de Notre-Dame de Lourdes. A Saint-André *della Valle,* brillera devant le tombeau de Pie II, le reflet des épées d'or pontificales offertes à la France.

Avant de nous remettre en route pour Saint-Jean de Latran, rappelons que de 1809 à 1814, l'administration française transforma le couvent Sainte-Croix de Jérusalem et le palais de Latran en abri pour les pauvres sans travail. Le gouvernement du préfet de Tournon avait établi le *sussidio dei lavori publici,* tenté par Sixte Quint et Innocent XII; les ouvriers sans travail étaient occupés aux fouilles et recevaient chacun dix sols, une soupe et un pain (2).

Emportant dans le rayonnement et le parfum des roses d'or françaises le souvenir du pape Gerbert, entrons sous le portique de la basilique latérane où repose ce grand Pontife, gloire française de la religion et de la science.

(1) Cf. Müntz : *les Roses d'or pontificales.* (*Revue de l'Art chrétien,* 1889.)
(2) Nibby, *Roma nel anno* 1838. II, 117, 160.

La basilique Saint-Jean de Latran est contemporaine de l'ancienne abbaye Saint-Pierre, et fut longtemps sa rivale. Les fils de ces augustes reines, archiprêtres, prélats, chanoines, bénéficiers et clers bénéficiers, se sont saintement querellés pendant des siècles, revendiquant les uns contre les autres la priorité de juridiction et d'honneur pour leur basilique. Un Pape français, chanoine de Cambrai (1), l'unique Pape dont la statue dominât avec celle de saint Pierre, l'ancien portique de la basilique vaticane, Grégoire XI était intervenu cependant en faveur de Saint-Jean de Latran. Une bulle de ce Pape est scellée dans le mur de gauche sous le portique, et c'est à lui qu'on attribue ces deux lignes superbes gravées sur la façade :

Dogmate papali datur ac simul imperiali
Ut sim cunctarum mater Ecclesiarum.

La lutte ne cessa pas à la mort de l'une des deux rivales, mort que la splendeur d'une incomparable résurrection n'empêche pas le cardinal Parocchi de déplorer éloquemment. Des papes durent intervenir, armés de la foudre, entre les combattants, et prononcer le *quos ego* de l'anathème contre quiconque ressusciterait la querelle. Nous n'avons ni la présomption, ni le goût, ni les moyens d'étudier la question; il suffit d'ailleurs à notre modestie quelque peu castillane sur ce point, que les deux basiliques-mères de toutes les basiliques aient été confiées : Saint-Pierre à Grégoire XI et à Charlemagne, Saint-Jean de Latran à Gerbert et à Henri IV. Le tombeau élevé par Sergius IV au pape Sylvestre II, sous le portique, avait ceci de compromettant pour son hôte français, qu'il « suait » à certains jours. De quoi? de l'humidité sans aucun doute, et non pas même de la bêtise des Romains qui venaient regarder de travers le sépulcre du grand savant, soupçonné par eux de magie, presque convaincu d'être damné. En 1648, six siècles et demi trop tard pour l'édification de ces pauvres gens, on découvrit la tombe de Gerbert, et le Pape apparut tout entier, admirablement conservé,

(1) *Illustrations du Chapitre N.-D. de Cambrai,* abbé L. Guyot.

revêtu de ses ornements pontificaux, la mître en tête, serein, majestueux et sublime, comme il convenait au Pontife initiateur des Croisades (1). Car c'est bien à Sylvestre II, aussi grand comme pontife qu'illustre comme savant, qu'est due la première idée de ces expéditions fameuses. Les premières lignes de la lettre qu'il adresse au nom de Jérusalem à l'Église universelle méritaient d'être gravées sur sa tombe : « Le » fameux désastre dont j'ai été frappée, est-il quelqu'un des » tiens qui doive le regarder comme ne l'intéressant pas.... » Quoique je sois abattue maintenant, l'univers a eu cepen- » dant en moi sa partie la meilleure.... En avant donc, soldat » du Christ ! sois son porte-étendard et son compagnon de » bataille, et ce que tu ne peux pas par les armes, fais-le par » les conseils et par les richesses (2). » Voilà bien une voix de Pape et l'accent d'un Français, fils de cette immortelle France des Croisés et des zouaves pontificaux. Un autre Pape français, Urbain II, devait répéter le cri de Gerbert : « Dieu le veut ! » Les restes de Sylvestre II reposent actuellement dans la nef droite ; non loin de lui dort son premier sommeil l'infatigable Guy de Bourgogne, Calixte II, oncle des rois de France et d'Angleterre. « Calixte II, écrit M. Ulysse Robert, est une des plus belles gloires de la France ; il appartient par sa naissance à la Franche-Comté, et administra pendant trente ans l'église de Vienne, en Dauphiné. Élu à Cluny, à la mort de Gélase II, il entra dans Rome en maître, détruisit la tour des Frangipani, rétablit l'ordre et la sécurité dans la Ville éternelle, qu'il décora de fontaines et d'autres monuments utiles. Dans l'église Saint-Nicolas *in Laterano,* détruite sous Clément XII, les contemporains ont chanté en d'originales mosaïques sa victoire sur l'antipape Burdin ; nous aurions pu rappeler que l'honneur de cette victoire revient en partie au frère de Calixte et au preux Aymard de Clermont. Celui-ci avait levé une armée à ses frais. En reconnaissance, Calixte donna à la famille de Clermont de nouvelles armoiries : deux clefs d'argent passées en sautoir sur champ de gueules

(1) Baronius, *Annales ecclesiastiques*, an. 1003.
(2) Rohrbacher, *Histoire de l'Église*, livre 62.

avec une tiare et cette devise presque orgueilleuse à force d'être fière : *Etiamsi omnes, ego non*. Sous Louis-Philippe, la France entière tressaillit quand cette devise éclata sublime de courage sur les lèvres du dernier descendant d'Aymard, le cardinal de Clermont-Tonnerre.

Un autre Pape, natif de la France actuelle, Pierre de Tarentaise, archevêque de Lyon, repose sous le parvis de la basilique latérane. Innocent V fut le premier Pape choisi par le Saint-Esprit dans l'Ordre de Saint-Dominique.

Notre dévotion à Gerbert et à Guy de Bourgogne nous a conduits dans une nef droite, à quelques pas de la célèbre fresque de Giotto : *Boniface VIII ouvrant le Jubilé de 1300*. Observons la tiare du Pontife, elle ne porte qu'une seule couronne. D'après Marangoni, qui suit en cela l'abbé Pascal, la seconde couronne de la tiare fut ajoutée par un pape français, Jean XXII, natif de Cahors; sur le tombeau élevé à ce Pontife, en la cathédrale d'Avignon, on voit pour la première fois la tiare ornée de deux couronnes; la statue de son successeur immédiat Benoît XII, actuellement aux cryptes de Saint-Pierre, présente le même détail. Vers 1365, Grimaud de Grissac, devenu pape sous le nom d'Urbain V, ajoutait à la tiare pontificale une troisième couronne (1). A défaut de mille autres, cet intérêt artistique ne suffirait-il pour justifier notre zèle à ne point laisser briser sur le front du Souverain Pontife la triple couronne de son diadème?

Saint-Jean de Latran a mérité par sa splendeur le nom de *basilica aurea*, basilique d'or : les rois de France ont contribué, avec plusieurs Papes français, à lui mériter ce titre magnifique.

Charlemagne érigea à Saint-Jean un autel à colonnes d'argent, et donna à la basilique un évangile à couverture d'or, enrichie de pierreries, et une croix toute d'or ornée d'hyacinthes. Cette croix ayant été dérobée, dépouillée et enfin retrouvée, le pape Léon IV la fit regarnir de pierres précieuses, et ordonna qu'en souvenir du grand empereur,

(1) Note du *Dictionnaire archéologique* de Migne.

elle serait toujours portée en procession devant le Pape, quand il entrerait dans la basilique (1).

Celle-ci ayant brûlé dans la nuit du 6 mai, sous le pontificat de Clément V, le papo envoya à Rome les plus habiles architectes de l'époque; avec l'aide du roi et des évêques de France, Clément V entreprit la reconstruction de la basilique; elle fut achevée sous le pontificat de Jean XXII. Benoît XII envoya d'Avignon 50,000 florins pour sa décoration. En 1360, un nouvel incendie faillit dévorer Saint-Jean de Latran, et Pétrarque écrivit au Pape d'Avignon : « Père » miséricordieux, de quel cœur peux-tu dormir mollement » sur les rives du Rhône, sous les lambris paisibles de tes » appartements dorés, tandis que la première de toutes les » églises tombe en ruines et reste livrée aux vents et à la » tempête? » Si toutefois il dormait, Urbain V se réveilla aux sons de la lyre de Pétrarque; il refit, sans presque rien laisser de l'œuvre de Sergius II, la basilique latérane.

Urbain V fit élever le beau baldaquin gothique soutenu par quatre colonnes, et entouré d'une grille dorée, où reposent les chefs des apôtres Pierre et Paul. Le Pape enferma ces saintes reliques dans deux bustes d'argent, dont la tête et les mains étaient dorées; un cercle d'étoiles fut placé sur la tête de Paul, et une tiare à trois couronnes, la première de ce genre, sur la tête de saint Pierre. Ces reliquaires pesaient 1,070 marcs d'argent, étaient couverts d'or et de pierreries, pour une somme de 30,000 florins, et ornés de belles fleurs de lis en souvenir de la munificence de Charles V, roi de France. Sur le socle des bustes, on lit deux inscriptions :

Dominus Urbanus papa fecit fieri....

Et plus bas :

Carolus rer Francorum Urbano donavit præsens lilium ad honorem beati Petri quod est ; ositum in pectore ejus (2).

(1) *Les sept Basiliques*, par de Bussières. I, 414

(2) *Rome moderne*, par Leseyne, 1713

Pour reconnaître les libéralités du roi et de la France, le Chapitre de la basilique envoya au roi Charles une patène d'argent, offerte jadis par Constantin.

Nous avons vu l'intérêt que Grégoire XI témoigna à Saint-Jean de Latran, le souci qu'il eut de sa dignité de basilique-mère. Le même Pape fit ériger la grand'porte de la façade septentrionale; elle était en marbre de Paros, d'architecture gothique et très richement ornée. Deux lions en défendaient l'entrée; ils soutenaient deux colonnes qui servaient de support à un lourd baldaquin (1).

Sous Sixte V, ces lions émigrerent à la fontaine *di Termini.* d'où ils se sont depuis réfugiés, pour y prendre sans doute leur retraite, au musée égyptien du Vatican.

Louis XI fut aussi magnifique que Charles V à l'égard de saint Jean de Latran. Ce brave monarque se consolait des malédictions dont l'accablaient les seigneurs de France par les bénédictions que les cloches de mille églises, à Rome et ailleurs, sollicitaient pour lui de tous les saints du paradis. En 1482, il dota le chapitre de Latran d'importants revenus provenant de divers droits féodaux et de propriétés situées dans le Périgord; en une autre circonstance, il lui fit don d'un calice d'or d'une valeur de 3,000 ducats. Sixte IV crut devoir exalter cette munificence.

Les guerres d'Italie et nos discordes intestines furent cause que la basilique latérane ne jouit pas régulièrement des revenus attribués par Louis XI. Les chanoines n'en conservèrent pas moins sur les portes de leur basilique les armes de France, au grand mécontentement du parti espagnol. En 1528, ils célèbrent de solennelles funérailles pour Odet de Foix, sire de Lautrec; ce vaillant et habile capitaine de François Ier avait forcé les bandes hispano-italo-germaniques à sortir de Rome l'année précédente. Pendant plus d'un siècle, on célébra, par décret du Sénat, à Saint-Jean de Latran, à *S. Angelo del Corridore* et à Saint-Louis des Français, un service anniversaire solennel *per l'anima di*

(1) *Les sept Basiliques*, par de Bussières

Mons. Lotreco liberatore di quest' alma Città (1). Des sentiments de sympathie pour la France s'expriment un demi-siècle plus tard en la basilique par une démarche du Chapitre. Les chanoines sollicitent et obtiennent de faire l'office du bienheureux Yves, évêque de Dijon, trois quarts de siècle avant l'église de Dijon elle-même (2). Cet Yves de Dijon entra à Rome avec le Pape français Urbain II; Baronius lui décerne les titres de : *lucerna occidentalis, orbis decus, ornamentum ac fulgor Ecclesiæ gallicanæ.*

Cette fidélité eut sa récompense. Henri IV... mais le bon roi étant chanoine de Latran, il convient sans doute d'aller le visiter dans la stalle que le Chapitre lui a fait ériger dans le chœur et d'écouter en sa présence les souvenirs que son nom éveille.

Dans les basiliques de Rome, comme dans toute la Ville Éternelle, le chemin le plus long est toujours celui qui tente davantage; pour aller à la stalle canoniale du roi Henri, descendons la nef du milieu en jetant un regard dans les autres. De colossales statues d'apôtres se dressent de chaque côté de la grande nef contre les pilastres formés des antiques colonnes de la basilique. Aux chapitaux de ces colonnes plus de vingt fois séculaires, Corinne put encore distinguer des oies, hommage rendu par l'effroi des vieux Romains à la bravoure des Gaulois nos ancêtres. Les statues des apôtres *Pierre* et *Paul* sont dues au ciseau d'Étienne Monot, de Besançon; *saint Jean* fut sculpté par Houdon; *saint Thomas* et *saint Barthélemy*, par Legros. Chacune de ces statues coûta 4,000 écus. Le *saint Barthélemy* de Legros est une des plus belles figures du Collège apostolique de Saint-Jean de Latran; elle est d'un très grand caractère, la draperie en est noble et naturelle. Remarquons cependant une distraction de l'artiste : celui-ci a sculpté saint Barthélemy tenant le couteau avec lequel il fut écorché, et portant, dans un pan de sa robe, sa peau, attitude plus que miraculeuse, contradictoire si l'on observe que dans cette même statue l'apôtre des Indes

(1) *Geschichte von stadt Rom*, Gregorovius, VIII, 739.
(2) Gallia christiana, *Ecclesia Carnotensis*.

a les os parfaitement habillés. Cette distraction certainement volontaire a sans doute un but artistique; saint Barthélemy eût été moins sympathique au point de vue de l'art, si Legros ne l'avait ressuscité selon la formule de Job *in pelle suâ*.

Presque en face de la fresque de Giotto, s'ouvre la chapelle Orsini. « Si vous êtes sensible à la piété historique, » écrit M. Émile Montégut, vous ne lirez pas sans quelque » intérêt le nom d'une victime de la puissance de la politique, Anne de la Trémouille, veuve d'Adrien Blaise de » Talleyrand, prince de Chalais, princesse des Ursins (*Orsini*), morte désespérée et abandonnée après avoir été » presque souveraine de l'Espagne (1). »

La princesse des Ursins, chassée comme une camérière à la frontière d'Espagne, vit la cour romaine faire des difficultés à son établissement à Rome. « Oserais-je, écrivait la » princesse à M^me^ de Maintenon, vous demander ce qu'il » vous semble de la difficulté que le Pape me fait de me » recevoir à Rome, la patrie commune de tous les chrétiens » et que je puis regarder comme ma seconde, puisque j'y ai » mon domicile et que les plus criminels y trouvent d'ordinaire un asile? » M^me^ des Ursins survécut huit ans à sa disgrâce; elle eut l'austère consolation de voir les cardinaux Alberoni et della Giudice, exilés à leur tour et fugitifs, demander eux aussi le baume et l'oubli de vicissitudes éclatantes mais d'un jour à la Ville Éternelle.

Le cardinal de la Trémouille, ambassadeur de Louis XIV à Rome, consola pendant six ans la disgrâce de sa sœur; celle-ci lui fit élever un monument à Saint-Louis des Français, et mourut elle-même âgée de 80 ans, en 1722. La famille Orsini la fit inhumer dans sa chapelle.

Une nef de gauche a un autel dédié à saint Hilaire, évêque de Poitiers; Guillaume Courtois dit le Bourguignon l'a décoré d'un tableau remarquable. A quelques pas de la chapelle Lancelotti, un cardinal est couché sur un sarcophage, en une attitude expressive autant que noble; il tient les

(1) Impressions de voyage et d'art, *Revue des Deux-Mondes*, 1870.

mains jointes avec une intensité de prière et de recueillement telle que les trois génies sculptés derrière lui osent à peine soulever la draperie qui protège sa tombe. Ce monument, élevé au cardinal Casanate, est une œuvre française, due au ciseau de Pierre Legros.

Près du siege du grand Pénitencier repose le cardinal Clément d'Argenvillières; avant d'être cardinal, il fut confrère du bon roi Henri, premier chanoine de Latran.

Dans la chapelle du chœur, il est digne, juste, équitable et délicieux de parler du roi Henri. Depuis un demi-siècle, la fidélité du Chapitre de Latran à la France avait attiré aux chanoines plus de désagréments que de bienfaits quand Henri IV, charmé des procédés du Saint-Siège à son égard, se rappela les liens séculaires qui unissaient la couronne de France à la basilique latérane. En compensation des divers droits féodaux accordés par Louis XI et perdus dans les vicissitudes du siècle précédent, il donna au Chapitre l'abbaye de Clarac, bénéfice de collation royale, situé au diocèse d'Agen, et dont le dernier abbé abdiqua généreusement pour une pension de 2,000 livres. Le cardinal de Joyeuse et Philippe de Béthune, ambassadeur d'Henri IV à Rome, traitèrent avec le Chapitre des conditions de cette munificence. Il fut réglé que sur les 40,000 livres du revenu de l'abbaye, la moitié serait distribuée entre tous les membres du Chapitre; les 20,000 autres livres devaient être partagées entre huit chanoines désignés par le roi de France, sans que cette faveur les privât de prendre part à la distribution générale de l'autre moitié des revenus. Une somme de 150 écus était réservée comme *distributio inter presentes*, pour les chanoines présents à deux grand'messes solennelles à célébrer chaque année au maître-autel, aux intentions du roi de France.

Les chanoines, reconnaissants, nommèrent par acclamation le roi de France premier chanoine perpétuel de leur basilique et lui firent sculpter dans le chœur du Chapitre une stalle magnifique. Ce monument de la reconnaisance des chanoines s'élève en face de la stalle réservée au Souverain Pontife. Du dossier de la stalle d'Henri IV s'élance

une statuette de la Sainte Vierge, dont le roi de France est le vassal et le premier chevalier. Le Chapitre Saint-Jean de Latran faillit voir la stalle de son premier chanoine disparaître sous les lis du manteau d'Henri IV ; le bon roi, reconnaissant de l'amitié des Souverains Pontifes pour sa personne, conçut le projet de venir à Rome. Dès ses premiers pas, il eût rencontré sous le portique la belle statue en bronze vert, élevée à sa mémoire par les chanoines et sculptée par un français, Nicolas Cordier. Il eût modestement salué de son franc sourire de belle humeur la pompeuse inscription dictée aux chanoines par l'enthousiasme de leur reconnaissance : *Henrico IV francorum et navarrorum regi christianissimo, pietate alteri clodoveo; varietate prœliorum Carolo Magno, amplificandæ studio religionis sancto Ludovico generis propagatori statuam hanc æneam sacros. lateran. basilicæ capitulum et canonici grati animi monumentum collocandum curarunt.* La mort du premier chanoine de Latran fut considérée comme un deuil universel à Rome, et Paul V envoya tout simplement aux galères quelques Français, ligueurs en retraite à Rome, coupables de s'être réjouis de la mort du bon roi.

LÉON D'OCTAVE.

(La suite prochainement.)

L'Imprimeur-Gerant : A. TAFFIN-LEFORT.

DE L'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE

DANS LES SÉMINAIRES [1]

Dans les campagnes isolées, dans certains pays de montagnes, les populations simples et honnêtes, depuis longtemps chrétiennes, ont conservé, avec la pratique de leurs devoirs religieux, le respect du prêtre. Ce respect ne va pas uniquement à son caractère et à ses fonctions spirituelles; il est fondé en bonne partie sur des sentiments plus humains, sur l'estime et l'utilité. Le curé est pour chacun de ses paroissiens le dispensateur de la vérité, de toute vérité, de conseils basés sur l'expérience et la nature des choses. Il dépasse tous ceux qui l'entourent par sa culture intellectuelle et l'étendue de ses connaissances. On le consulte, non seulement à propos de la religion, mais sur toutes sortes d'objets d'un caractère absolument temporel.

Le prêtre, de son côté, se garde bien d'écarter comme importunes et étrangères à sa mission les demandes dont parfois on l'accable; il aime à se rendre utile et se félicite d'avoir les moyens de se maintenir en contact avec ses paroissiens pour élever les âmes de la considération des choses de ce monde à celles d'une autre vie. C'est également ce que font partout les missionnaires qui prêchent l'Évangile à des peuples d'une civilisation inférieure. Ils sont tour à

(1) V. *Revue de Lille,* Juin 1896.

tour agriculteurs, ingénieurs, hygiénistes, médecins, selon les circonstances.

A mesure, au contraire, que vous vous rapprochez d'une ligne de chemin de fer, que vous pénétrez dans les bourgs et les petites villes, vous êtes frappé du contraste. Chaque train amène un ballot de journaux venant du chef-lieu ou de la capitale. Toutes ces feuilles trouvent un ou plusieurs lecteurs; c'est le journal qui leur fournit chaque jour l'aliment intellectuel, la somme plus ou moins légère des idées vraies ou fausses dont ils vivront pendant vingt-quatre heures.

Le curé, pendant ce temps là, est isolé dans son presbytère, sans communication avec les idées qui occupent l'esprit de la plupart ou du moins d'un certain nombre de ses paroissiens.

La presse, malgré son influence énorme, n'est au fond qu'une œuvre de vulgarisation, un écho de l'enseignement donné dans les écoles supérieures; c'est là que les idées s'élaborent une à une; synthétisées et groupées en corps de doctrines, celles-ci forment ce que l'on est convenu d'appeler la science moderne.

A l'opposé de la philosophie scolastique, arrivée depuis des siècles à son point culminant, les sciences physiques et naturelles ne cessent de grandir, de perfectionner leurs théories à l'aide d'expériences et d'observations nouvelles et d'étendre leurs applications.

Durant le cours des cinquante ou soixante dernières années, elles ont transformé les conditions matérielles et même intellectuelles des peuples modernes. « A ce spectacle, le peuple dont l'imagination est frappée et qui ne raisonne pas ou raisonne mal, s'habitue à voir dans le savant, non seulement l'esprit élevé qui découvre enfin les lois ignorées du monde matériel, et des forces encore inconnues et puissantes, mais aussi le dépositaire et l'oracle de toutes les vérités qui intéressent l'esprit humain : une grande partie du prestige qui faisait autrefois la force du prêtre, interprète de la science divine, passe au dépositaire de la science profane et

lui donne une puissante et dangereuse autorité sur l'esprit public, devenu raisonneur, inquiet, follement impatient du joug de la foi vulgaire (1). »

Le peuple, en effet, et même trop souvent le public doué d'une certaine culture intellectuelle, ne distinguent pas entre la science et les savants. Cette distinction va nous conduire au cœur de notre sujet.

La science ou l'ensemble des conclusions déduites logiquement des faits bien observés est vraie et dès lors ne saurait se trouver en désaccord avec aucune vérité d'ordre philosophique ou religieux. Il est inutile d'insister sur une proposition tant de fois répétée. Ce qui est plus intéressant, c'est de remarquer l'importance des points de contact entre les sciences d'observation et certains faits dogmatiques. Nous croyons au dogme de la création, tel qu'il est formulé dans nos symboles, comme nos pères y croyaient il y a cent ou cent cinquante ans, mais combien nos idées sont différentes des leurs quand il s'agit d'expliquer les textes de la Genèse relatifs à la création du monde physique, des plantes, des animaux et de l'homme! C'est dans les traités modernes de physique, de chimie, d'astronomie, de géologie et d'anthropologie qu'il faut chercher le meilleur commentaire des dix premiers chapitres de la Bible pour tout ce qui n'est pas dogmatique ou moral.

S'il restait quelque scrupule sur ce point à l'un de nos lecteurs, il n'aura pour arrêter ses convictions qu'à lire les commentaires de Cornelius à Lapide sur le premier chapitre de la Genèse.

C'est bien dans cette pensée que Léon XIII recommande aux professeurs d'Écriture Sainte d'acquérir une certaine connaissance des sciences naturelles (2), et que même il fait appel pour la défense de la Bible, non seulement aux théologiens et aux exégètes dont la tâche serait trop lourde, mais à tous les savants connaissant à fond l'une ou l'autre

(1) E. Méric, *Le Clergé et les temps nouveaux*, p. 35.

(2) « Quapropter scripturæ sacræ doctori cognitio naturalium rerum bono erit subsidio... » Encycl. *Providentiss. Deus.*

des sciences humaines connexes de quelque façon au texte sacré (1).

En philosophie scolastique, la question se représente à peu près dans les mêmes termes. Les grands scolastiques du XIII[e] siècle, Albert le Grand et saint Thomas, firent la synthèse de toutes les connaissances acquises de leur temps. S'ils revenaient parmi nous, ils commenceraient, sans rien abandonner de la sagesse antique, par s'installer dans nos laboratoires pour s'initier aux découvertes de la science moderne, avant de reprendre la publication d'une *somme* nouvelle.

Les néo-scolastiques se partagent sous ce rapport en deux camps. Les uns demeurent enfermés dans le demi-jour de leurs salles gothiques, au milieu de leurs in-folios jaunis par le temps. Nous les y laisserons. Mais il y en a d'autres. Ce sont les vrais disciples, fidèles à la méthode de leurs anciens maîtres. Ils s'efforcent de rattacher le passé au présent, d'appliquer les théories anciennes aux faits nouveaux, de faire un triage nécessaire dans l'héritage du passé, laissant tomber ce qui est hors d'usage, tout en conservant avec soin les parties saines de l'édifice. Tout le monde comprend que le succès de cette entreprise suppose une connaissance également approfondie des deux termes, de la philosophie antique et des sciences actuelles.

S'il est vrai, comme on ne saurait en douter, que les conditions de notre existence se trouvent dans une relation étroite avec l'état des connaissances générales de l'époque, il n'est pas possible de faire abstraction de celles-ci lorsque celles-là s'imposent ; ce serait vouloir vivre dans un isolement contre nature, s'exposer de propos délibéré à ne rien comprendre de ce qui se dit et se fait autour de nous. C'est pour un homme intelligent se reléguer au niveau des ignorants devenus de plus en plus rares depuis que tant de sources

(1) « At vero omni graviorum artium instrumento pro sanctitate Bibliorum plene perfecteque contendere multo id majus est, quam ut a sola interpretum, et theologorum sollertia æquum sit expectari. Eodem optandum conspirent et connitantur illi etiam ex catholicis viris, qui ab externis doctrinis aliquam sint nominis auctoritatem adepti. » *Ibid.*

d'instruction sur ces matières d'ordre pratique ont été mises à la portée de tous.

Il semble inutile d'insister sur une thèse que personne en réalité ne conteste ouvertement.

Nous pouvons conclure en vue du cas particulier qui nous intéresse.

Une connaissance aussi large que possible des sciences modernes est très utile et, dans une certaine mesure, nécessaire aux ecclésiastiques,

1° Comme élément d'éducation générale pour vivre au milieu du monde, dans la société de personnes instruites, peu disposées à donner leur estime à un homme trop dépourvu de culture intellectuelle ;

2° Pour comprendre, comme elles doivent l'être, les doctrines philosophiques préparatoires à l'étude de la théologie;

3° Pour l'intelligence d'un nombre plus considérable qu'on ne le pense généralement, de questions connexes entre la science, la théologie et l'exégèse ;

4° Au point de vue des questions sociales à l'ordre du jour, la plupart relevant sous certains rapports, non seulement des principes généraux de justice et de charité, mais encore de sciences diverses, ou encore des méthodes scientifiques en usage dans l'étude de l'économie sociale et politique.

L'utilité directe de la science prime, à notre avis, toute autre considération. Celle de fournir des réponses décisives aux objections des libres-penseurs lui vient par surcroît. Si la science acquise est toujours vraie, les savants ne sont pas tous amis de toute vérité. Ils se rangent, par leur attitude à l'égard de nos croyances, en trois catégories : les amis, les neutres, les ennemis. Au fond, il n'y a que des amis et des ennemis; la neutralité est toujours plus ou moins fictive et conventionnelle. On a beau dire qu'on ne s'occupe pas des questions religieuses: un jour ou l'autre, on rencontre, sans pouvoir les éviter, des questions de contact, telles que les questions d'origine, la nature et la fin de l'humanité, etc. C'est sur ces questions que l'on décide si l'on ira à droite ou

à gauche, et de fait, on s'avance plus ou moins loin dans l'une ou l'autre direction.

Quoi qu'il en soit, remarquons bien une première idée qui domine toute l'apologétique contemporaine. Les objections des rationalistes tirent leur principale force et tout leur succès de l'ignorance du public et même des défenseurs naturels de la doctrine catholique. La science fausse ne pénètre ou du moins ne prend une grande consistance que là où la science vraie n'existe pas. A mesure que celle-ci se développera et pénétrera dans un plus grand nombre d'esprits l'erreur reculera dans la même proportion. Il est d'ailleurs presque toujours impossible soit de répondre, sans commettre de nouvelles erreurs, aux difficultés d'ordre scientifique, soit de comprendre les réponses déjà faites par des hommes compétents, si l'on ne possède une connaissance suffisante des sciences engagées dans le débat. Le *scalpel de la logique* dont nous ne voulons pas médire ne suffit pas toujours à cette tâche. « Comme à notre époque de mitrailleuses et d'explosifs, a dit le P. Zahm, il serait insensé pour une armée de se mettre en campagne en n'emportant que les hallebardes et les arbalètes d'un autre âge contre un ennemi qui disposerait d'une forte artillerie et de tous les engins de guerre les plus perfectionnés, ainsi il serait ridicule de la part d'un soldat du divin Crucifié d'espérer remporter la victoire en n'employant que des armes et une tactique qui, bien qu'excellentes en leur temps, n'auraient plus aujourd'hui grande efficacité; comme la tactique de la guerre a changé avec les progrès de l'art militaire, ainsi la base d'opération du combat intellectuel dans l'arène religieuse et philosophique a été changée d'après les exigences de la science moderne, pour annuler plus efficacement les efforts de l'agnosticisme et du monisme, ou de l'athéisme scientifique (1). »

En dehors des polémiques à engager contre les incroyants,

(1) P. Zahm, *Congrès scient. des Cath.*, *Bruxelles*, 1894, *Introd.* p. 53

c'est encore par une science acquise au préalable et dont il fera preuve selon les circonstances, que le prêtre pourra prémunir les âmes confiées à son zèle contre les dangers de l'athéisme moderne. Écoutons de nouveau le P. Zahm :

« Il ne faut pas oublier qu'il y a aussi un très grand nombre d'âmes — et leur nombre s'accroît de jour en jour — qui s'intéressent aux controverses soulevées par les recherches et les découvertes scientifiques et que beaucoup d'entre elles sont atteintes plus ou moins de ce scepticisme croissant qui est en grande partie le résultat des affirmations de la science moderne; que ceux-là aussi sont nombreux, qui cherchent avec ardeur la lumière au milieu des ténèbres du doute et de l'incroyance, affamés d'une science qu'on pourrait leur donner, mais qui leur reste cachée.

» Nous fermons les yeux aux faits si nous nous figurons un instant que nos jeunes gens et nos familles sont indifférents aux discussions courantes sur la géologie, la biologie, l'astronomie, l'ethnologie, l'archéologie; qu'ils ignorent les rapports de ces discussions avec l'Écriture et le dogme; qu'ils sont toujours prémunis contre les séductions d'une fausse science, qui leur est présentée sous ces dehors brillants et séduisants dont on a soin de l'affubler pour la faire paraître à leurs yeux.

» Ceux qui implorent de nous aide et direction, nous devons les armer du casque de la foi et du bouclier inexpugnable de la vérité. Nous devons aller à la rencontre de l'ennemi sur son propre terrain, et l'attaquer dans ses positions stratégiques. Les raisonnements *a priori* et les arguments métaphysiques, excellents, à leur place et pour ceux qui sont capables de les apprécier, doivent céder le pas à des discussions conduites sur d'autres bases. Quand on a affaire à un géologue, un biologiste, un archéologue, un astronome, il s'agit de le combattre sur son propre terrain et de tourner contre lui ses propres armes (1). »

Les conclusions de cet auteur étant les nôtres, nous aurons,

(1) *Ibid.* p. 57.

en les citant, l'avantage de montrer que nous ne sommes pas seul dans cette manière de voir :

« Comment nos futurs lévites pourront-ils se mesurer avec ces ennemis de la religion que le monde salue comme les chefs de la pensée avancée et les pontifes de la science, si ces jeunes gens ne sont pas spécialement préparés au combat dans le cours de leurs études au séminaire?... Les aspirants au sacerdoce doivent, par conséquent, acquérir leurs connaissances scientifiques au séminaire, s'ils doivent jamais en posséder (1).

» Pour certaines questions d'astronomie, de géologie, de paléontologie, de biologie, d'ethnologie, d'archéologie, on ne peut plus se contenter de les étudier en courant et d'une manière superficielle; il faut les étudier avec soin et d'une manière approfondie, si l'on désire combattre les adversaires avec quelque chance de succès. « Il ne s'agit pas de faire des spécialistes de tous les élèves des séminaires. » Ce que je prétends, ajoute l'auteur, c'est qu'ils doivent acquérir une bonne connaissance pratique de ces diverses parties de la science; qu'ils doivent comprendre à fond la nature des objections qu'on soulève au nom de cette science, et saisir parfaitement leurs rapports avec la foi et la morale, les dogmes de la Sainte Écriture.

» Des connaissances théoriques ne me paraissent pas suffisantes, et je ne m'en contenterai pas. Il faut donner au séminariste des échantillons à examiner et des instruments à manier. Enseignez-lui à observer par lui-même, à interroger la nature dans le laboratoire, l'exploitation, le champ, la forêt. Cette éducation sera pour lui d'un prix inestimable dans tout le reste de sa vie, qu'il devienne soit professeur dans un de nos collèges, soit prédicateur dans une chaire de nos villes, soit simple curé dans une paroisse de campagne. Il sera alors bien mieux préparé à instruire ceux qui seront

(1) Beaucoup de jeunes prêtres, après leur sortie du séminaire, arrivent par des lectures et leur esprit naturel d'observation à combler en partie les lacunes de leur première éducation. Ceci ne va pas contre notre thèse. Que de temps perdu, d'ennuis et de tâtonnements eussent été épargnes aux meilleurs si l'enseignement avait été au séminaire ce qu'il devait être!

confiés à ses soins, bien mieux en état de réfuter les ennemis de la religion, bien plus compétent pour arracher au danger ceux dont la foi est ébranlée, et pour ramener au bercail ceux qui se sont égarés loin des sacrés pâturages (1). »

Ces considérations théoriques seraient susceptibles de longs développements. Elles ont une histoire; des idées semblables ont été soutenues à peu près à toutes les époques, et spécialement dans le cours de ce siècle pour notre pays. Il suffit à notre but d'avoir rassemblé les principales dans ces quelques pages; présentées en raccourci, dans un tableau synoptique, elles produiront peut-être plus d'effet sur l'esprit d'un lecteur attentif que noyées dans un long exposé historique et bibliographique.

Il n'est pas question, pour le même motif, des opinions plus ou moins différentes ou même opposées de certains auteurs; leur discussion nous aurait entraîné beaucoup trop loin. Si les idées que nous exposons sont vraies, elles se défendront par elles-mêmes.

2e Partie. — Ce qu'il faudrait faire

* * *

A mesure que nous avançons dans l'étude de notre sujet, les considérations générales, d'abord un peu vagues, de la première partie se limitent et prennent de la consistance.

Si l'enseignement scientifique a sa place marquée dans le plan de l'éducation donnée au séminaire, il faut reconnaître cette place, en fixer l'étendue, arrêter dans ses grandes lignes l'organisation de cet enseignement, d'abord au petit et ensuite au grand séminaire.

Cette organisation, même excellente, sera une lettre morte

(1) *Ibid.* p. 59.

si elle ne s'incarne dans un homme ayant mission de la faire valoir par son intelligence et son activité, le professeur.

De là deux sections, la première ayant trait à l'organisation de l'enseignement, et la seconde, à la formation des professeurs.

1re Section — Organisation de l'enseignement scientifique.

§ 1. *Au petit Séminaire.*

*
* *

La question du travail, au double point de vue de la quantité et de la qualité, ou le bon emploi du temps, prime toute autre considération dans cette étude. C'est le lieu de s'en expliquer clairement et en toute sincérité.

La loi du travail, fondamentale dans tout l'ordre social, est appliquée dès le petit séminaire; elle suit l'élève dans le cours de ses études d'année en année, elle ne le quitte jamais. L'emploi du temps est fixé minutieusement par une règle rédigée à la suite de mûres délibérations, sanctionnée par une longue expérience. Il semble dès lors qu'il n'y a rien de mieux à faire. La règle a tout prévu; il ne reste plus qu'à s'incliner devant son autorité suprême.

Voici, à notre avis, où se trouve l'une des causes des résultats médiocres donnés par une législation parfaite en apparence.

La règle, excellente en elle-même, est souvent appliquée dans un sens trop littéral, d'une façon uniforme, lorsque les sujets de la règle diffèrent par la force physique, l'intelligence, les aptitudes de toute nature. On réalise de la sorte, sans le vouloir, le régime socialiste qui nivelle le talent et conduit ses adeptes à une commune misère.

Dans un cours de vingt à trente élèves, il y en a généralement un, deux ou même trois, rarement plus, qui ont une intelligence hors ligne, prompte et lucide, une mémoire heu-

reuse, une facilité d'élocution remarquable, en un mot, tous les dons qui caractérisent le talent. Dans le domaine des sciences, on rencontre, également de loin en loin, des esprits doués d'une pénétration exceptionnelle, qui leur permet de saisir rapidement ce que d'autres ne comprennent jamais ou très imparfaitement. Quand on parcourt les ouvrages où Pasteur a consigné ses découvertes les plus importantes, on est frappé de la simplicité des moyens mis en œuvre. Les faits qu'il décrit ont été vus avant lui par des centaines d'observateurs : le premier, il a su découvrir la loi, l'enchaînement des faits et en déduire les conséquences théoriques et pratiques. L'histoire des sciences nous montre à chaque pas cette supériorité de l'homme de génie.

A la suite des élèves distingués toujours peu nombreux, on rencontre la masse compacte des bons élèves ordinaires, ayant de l'intelligence, du jugement, de l'application au travail, tout ce qui est nécessaire pour remplir dignement dans la société un rôle utile.

Enfin il y a la queue formée des élèves faibles. Dans les séminaires, elle est plus ou moins longue, selon l'abondance ou la rareté des sujets. Dans les établissements riches en élèves, on la réduit en appliquant avec plus ou moins de rigueur le verdict de *minus habens* qui élimine un certain nombre de traînards.

Le cours, c'est-à-dire l'ensemble des élèves d'une même année, étant constitué, comme il vient d'être dit, avec ses trois catégories principales, que fait le professeur? Il s'occupe principalement des élèves faibles et des élèves ordinaires, au total, de la seconde moitié du cours. Les devoirs, pour l'étendue et la difficulté, les explications du professeur, sont proportionnés à ce qu'il est possible d'attendre de ces élèves. Il ne peut guère en être autrement dans les conditions actuelles. Le professeur agit de la sorte guidé par un sentiment de charité et de conscience. S'il ne donnait la plus grande partie de son temps et de ses soins à la seconde partie du cours, les élèves dont nous parlons, abandonnés à eux-

mêmes, n'arriveraient pas au strict minimum et dès lors devraient être éliminés à leur tour, ce qui n'est ni toujours possible ni désirable.

Pendant ce temps-là, que deviennent les élèves distingués? Il leur suffit de quinze ou de trente minutes pour achever le devoir qui retiendra les autres élèves pendant l'heure d'étude entière. Ils emploient le reste, c'est-à-dire la moitié ou les trois quarts du temps à des riens, à des lectures plus ou moins frivoles, en tout cas, peu adaptées à leur état de formation intellectuelle.

Lorsque dans un congrès pédagogique, un importun vient proposer d'inscrire au programme des matières nouvelles, d'ordre scientifique ou littéraire, peu importe, on lui répond invariablement que le programme est déjà surchargé, que toute la place disponible est prise. Toutes les propositions viennent échouer contre cette fin de non recevoir.

Cette réponse, comme toutes celles qu'opposent les partisans du *statu quo* à toute idée d'une modification quelconque dans l'ordre établi, a sa part de vérité, mais aussi d'erreur.

Le programme est surchargé pour les élèves faibles, mais il est insuffisant pour les élèves distingués. S'il est fâcheux de négliger les premiers, c'est, on pourrait le dire, un crime de laisser les autres dans l'abandon. N'étant stimulés au travail par personne, ils cèdent à une paresse très naturelle, satisfaits d'eux-mêmes et des félicitations qu'ils reçoivent. S'ils ont un tempérament énergique, ils quittent le séminaire où ils ne trouvent pas d'exercice pour leur activité. Ceux qui restent ne sortent guère de la médiocrité dont on se plaint bien à tort, puisque tout est organisé pour y ramener ceux que la nature ou plutôt la Providence avait élevés au-dessus de la commune mesure et prédestinés à remplir une fonction supérieure dans la société.

Il ne s'agit pas uniquement de l'enseignement scientifique, mais de l'enseignement en général; ce qui précède est également vrai en histoire et en littérature. Comment se fait-il que l'on ne rencontre pas à la fin de la rhétorique au moins deux ou trois élèves par classe capables de lire couramment

le latin et le grec? Ce résultat serait facilement obtenu, si on le voulait. Ne serait-ce pas une préparation excellente aux leçons du grand séminaire? Elle est indispensable à tous ceux qui désirent remonter aux sources et lire dans le texte les auteurs ecclésiastiques. Or nous savons tous combien la connaissance des langues anciennes si importante pour les études théologiques et scripturaires laisse à désirer chez nos meilleurs élèves.

Quoi qu'il en soit, lorsqu'on vient nous dire que le temps fait défaut pour l'enseignement scientifique dans les petits et dans les grands séminaires, nous avons une réponse toute prête. S'il convient de réduire cet enseignement à un strict minimum pour les élèves faibles, le temps ne manque pas à ceux qui sont mieux doués. Si on proportionne la dose aux facultés naturelles, il sortira de chaque cours, à la fin des humanités, un certain nombre de jeunes gens possédant toutes les connaissances désirables, compatibles avec leur âge et leur degré de formation intellectuelle.

En s'occupant avec une attention particulière des élèves plus capables, en fournissant à leur intelligence un aliment substantiel, on prépare pour l'avenir des hommes en état de défendre les saines doctrines avec une puissance supérieure; mais de plus on excite l'émulation dans la classe tout entière, et finalement les résultats obtenus seront bien plus remarquables qu'en suivant la marche opposée.

Ce serait peu dans un séminaire d'obtenir la quantité, si la qualité était inférieure. On atteindra le but moral, on développera sans trop de peine le bon esprit si on a soin de montrer aux élèves, dès le petit séminaire, la raison de leurs études. Leur imagination jeune et ardente se prendra d'enthousiasme si on leur propose la vérité, la justice, l'Église, toutes les nobles causes à justifier et à défendre. Les vocations qui s'étiolent et s'éteignent sous la pression d'une règle morte se réveilleront au souffle de la vie et s'affermiront.

Les exercices littéraires sont excellents, mais à la condition de revêtir un organisme vigoureux; cet organisme, c'est dans

l'intelligence qu'il faut le construire peu à peu et convier ensuite l'imagination et les autres facultés esthétiques à lui donner cette forme élégante dont elles possèdent le secret. Livrées à elles-mêmes, elles sont exposées à dévier, et, en toute hypothèse, leur rôle utile dans notre société positive tend à se réduire ou à desservir des instincts qui ne peuvent être les nôtres.

Au point où nous sommes arrivés, on doit considérer comme démontrée la proposition suivante :

Dans les petits séminaires, la culture littéraire peut et doit laisser une place suffisante, aussi large qu'il est utile, à la culture scientifique.

* * *

Cette conclusion suppose la liberté des programmes, heureux privilège dont jouissent encore les petits séminaires.

Quelques-uns semblent avoir méconnu l'importance de cette précieuse liberté et l'ont aliénée en grande partie pour des motifs qui doivent nous arrêter pendant quelques instants.

C'est vers la fin du second empire, pour céder à un courant très factice de l'opinion surtout féminine, que l'on s'est mis, dans quelques établissements, à préparer la plupart des élèves aux examens du baccalauréat. Pour être admis à prêcher avec autorité dans certaines paroisses de petite ville en province, devant les dames des professeurs du collège, il fallait être bachelier. C'était une mode ; mais cette mode est passée presque partout.

Depuis lors beaucoup de prêtres sont non seulement bacheliers, mais licenciés et même docteurs. Il a fallu chercher d'autres petits moyens d'opposition ; on a trouvé mieux, mais dans l'intervalle il n'est plus nécessaire d'être bachelier.

Dans quelques diocèses encore, on a voulu bénéficier de la

liberté relative de l'enseignement secondaire, sans créer un collège. On s'est contenté d'envoyer au séminaire les jeunes gens destinés par les familles chrétiennes aux carrières civiles. Il a fallu dès lors, pour retenir ces élèves, adapter l'enseignement à la préparation du baccalauréat, ce sont les séminaires mixtes où séminaires–collèges.

Ailleurs on s'est préoccupé d'une autre considération. Puisqu'il faut des bacheliers pour le recrutement du personnel des collèges ecclésiastiques, on a jugé très simple d'adopter, sans distinction, les programmes et les manuels les plus accrédités qui conduisent à cette fin d'études.

Nous ne voulons pas plus ici qu'à propos d'autres questions analogues, apprécier les motifs qui ont conduit à telle ou telle conclusion dans ces cas particuliers; toutefois, en principe, il est difficile de contester la justesse du jugement sévère porté pas le P. Aubry contre les séminaires mixtes, dans son *Essai sur la méthode des études ecclésiastiques en France* (1). Cet auteur voit dans la transformation des petits séminaires en collèges un grand pas vers la ruine sociale.

« De l'avis, ajoute–t–il, des hommes les plus compétents en matière ecclésiastique, le système des maisons mixtes conduit aux résultats les plus désastreux, soit pour le recrutement et la formation du clergé, soit même pour l'éducation des jeunes gens destinés aux carrières libérales. »

On pourra lire les témoignages et les raisons invoqués par le P. Aubry en faveur de son opinion; ici nous voulons signaler dans le même sens plusieurs considérations importantes qui ne figurent pas dans cet ouvrage.

Renoncer volontairement à la liberté des programmes lorsqu'on la possède, n'est–ce pas en faire bien peu de cas, contredire par le fait le sentiment général des catholiques qui estiment que la liberté de l'enseignement ne va pas sans la liberté des programmes et une certaine liberté des

(1) T. II, p. 71. — M. l'abbé Vacant a developpé les mêmes idées avec plus d'ampleur et de calme dans ses *Notes sur les Séminaires de Philosophie en France*. (*Rev. des sc. ecclés.* 1880, t. XLI, p 297).

examens ? On s'est accoutumé sans doute à subir les entraves qui permettent aux adversaires de l'enseignement chrétien d'en contenir l'expansion. Écoutons du moins nos ennemis. Ils ne se cachent pas pour dire que quand on tient les programmes et l'examen, on est maître de l'enseignement et des doctrines qu'il représente.

Là se trouve la grande raison de l'influence relativement restreinte exercée par les collèges ecclésiastiques sur les idées et les mœurs de notre époque, malgré tant de sacrifices et les prodiges de dévouement d'un personnel très nombreux. Les directeurs et les professeurs ne peuvent échapper à la tyrannie de l'examen ; le reste est tenu pour accessoire par les parents et les élèves ; les exercices religieux, l'instruction religieuse, au delà d'un strict minimum, non seulement ne servent à rien, mais deviennent des *impedimenta*. La fameuse question des classiques païens ou chrétiens agitée récemment par des hommes de zèle est bien peu de chose dans les résultats qu'ils déplorent.

Le mal est ailleurs. L'élève travaille non pour s'instruire, mais pour réussir. Le succès obtenu par les moyens les plus expéditifs est l'idéal vers lequel se concentrent tous les efforts.

Le professeur est contraint moralement d'enseigner non ce qu'il croît être vrai, mais ce qui peut mériter à ses auditeurs la meilleure note au moment solennel de l'examen. Il ne faut donc pas s'étonner si l'autorité morale a diminué, si les mœurs publiques sont devenues ce que nous savons ; elles se bornent à réduire en pratique dans la vie de chaque jour les leçons et les habitudes du collège.

Mais revenons aux petits séminaires qui ont adopté les programmes du baccalauréat. Ils donnent une approbation peu méritée à ces programmes dont le but n'est certainement pas de concourir à l'éducation du clergé. La liste des auteurs dits *philosophiques*, où figurent Descartes, Condillac, Cousin, Lucrèce, etc., n'est guère conforme, ce nous semble, à l'esprit de l'encyclique *Æterni patris* mentionnée plus haut.

Considérés en eux-mêmes, ces programmes sont très

défectueux, malgré les remaniements et les bouleversements qu'ils subissent à de brèves échéances. Quoique l'enseignement des sciences y prenne une assez large place, on y rencontre cependant des lacunes difficiles à justifier.

La géologie, en particulier, si importante à divers points de vue, a complètement disparu des programmes récents de l'enseignement secondaire classique; la botanique y est réduite à des notions insignifiantes.

De quelque côté qu'on envisage cette question, les petits séminaires ont tout intérêt à conserver l'autonomie de leurs programmes. La seule difficulté sérieuse, celle de la préparation au baccalauréat d'un certain nombre d'élèves en vue du recrutement des professeurs pour les collèges libres, n'est pas insoluble. Dans les grands diocèses, où les collèges ecclésiastiques réclament un nombreux personnel, la préparation aux examens est assez importante pour être organisée au petit séminaire avec deux professeurs, un pour la partie littéraire, l'autre pour les sciences, avec le concours, au besoin, des autres professeurs. C'est du reste ce qui se fait, croyons-nous, dans quelques séminaires.

Il n'y a pas lieu de mentionner les diocèses où il n'existe aucun collège ecclésiastique, où, par conséquent, la préparation aux examens officiels n'a point de raison d'être. Dans la plupart des autres diocèses, divers arrangements peuvent être pris, sans qu'il soit nécessaire de les exposer en détail. Les candidats, choisis parmi les élèves les plus distingués, se préparent eux-mêmes sous la direction des professeurs ordinaires des classes supérieures; ou encore, l'autorité diocésaine envoie pendant une année les jeunes gens destinés au professorat dans un établissement où la préparation aux examens est solidement organisée.

*
* *

La liberté des programmes est la condition première d'une organisation bien adaptée de l'enseignement dans les petits

séminaires. Si l'on écarte les séminaires-collèges des considérations qui suivent, on se trouve en présence d'écoles professionnelles dont le but strictement défini est de préparer les jeunes gens au ministère ecclésiastique. Ce but donne à l'enseignement et à tous les exercices leur caractère propre, leur signification vraie. Si l'on y enseigne le latin, le grec et les mathématiques, ce n'est pas à proprement parler pour former des latinistes, des hellénistes ou des mathématiciens; c'est en vue de faire acquérir aux élèves les connaissances nécessaires ou utiles à divers degrés dans l'exercice de leurs fonctions à venir.

L'utilité pratique dans un ordre de choses bien défini constitue donc le caractère spécifique des matières qu'il faut inscrire au programme.

Nous n'avons pas à revenir sur des considérations théoriques assez longuement exposées plus haut; mais il peut être utile de signaler, à titre d'exemples, un certain nombre d'applications.

On enseigne, on a toujours enseigné, dans les petits séminaires, l'orthographe, la grammaire, la géographie civile, les mathématiques élémentaires. Ces connaissances n'ont pas de rapport direct avec le ministère ecclésiastique; mais elles meublent l'esprit; elles entrent comme partie intégrante dans le programme d'une instruction générale; elles s'imposent dans la vie de chaque jour. Or ces considérations s'appliquent toutes avec la même rigueur à des notions de cosmographie (déjà enseignées dans certains séminaires, mais pas dans tous), de physique, de chimie et de sciences naturelles, géologie, botanique et zoologie avec leurs applications variées à l'anthropologie. Ces sciences comportent un ensemble de faits acquis et de théories qui sont entrés dans ce domaine d'une instruction libérale, indispensable à quiconque veut remplir des fonctions publiques.

Prenons un exemple très simple. La géographie civile ne devient intelligible qu'à la lumière de la géographie physique. Celle-ci, à son tour, est sous la dépendance immédiate de la géologie. C'est la géologie qui retrace l'histoire de notre

planète, des perturbations qu'elle a subies, des faunes et des flores qui l'ont occupée d'âge en âge; l'état actuel n'est pas un fait primitif au delà duquel il n'y aurait rien à chercher; c'est, au contraire, une fin, c'est le terme d'une longue série d'événements qu'il faut connaître pour expliquer ce qui existe, les mers et leurs abîmes, les montagnes avec leurs puissantes stratifications reployées et disloquées, les innombrables produits de forces mystérieuses toujours actives, les sources minérales et thermales, les phénomènes volcaniques si grandioses dans le passé, les dépôts de matières utiles, de métaux et de combustibles.

La géographie civile nous conduit à la géographie physique et celle-ci à la géologie. La géologie requiert également des connaissances étendues et variées de physique, de chimie, de zoologie et de botanique, en sorte qu'on se trouve en présence d'un système scientifique dont tous les membres s'enchaînent et se commandent réciproquement.

A quel moment de leurs études convient-il d'initier les séminaristes au mouvement intellectuel et social de leurs contemporains? — En entrant au grand séminaire, ils doivent posséder les connaissances de fait, les éléments; les études philosophiques inscrites en tête du programme supposent ces connaissances. C'est donc au petit séminaire qu'ils doivent les acquérir.

Or, pourquoi le dissimuler, l'enseignement des sciences expérimentales et d'observation, ou en termes plus expéditifs, des sciences de la nature, est très défectueux dans un grand nombre de petits séminaires. Il n'existe pas de programme généralement admis, pas de manuels adaptés à cet enseignement. Çà et là on enseigne quelques notions de sciences naturelles dans les classes inférieures par manière de diversion aux exercices de grammaire ou de prosodie. Ailleurs on enseigne théoriquement un peu de physique en seconde ou en rhétorique, mais pas de chimie ni de sciences naturelles.

Au total, cet enseignement n'est pas organisé. Les exceptions sont partielles, incomplètes; c'est, par exemple, un

spécialiste, ami du supérieur, qui enseigne une science de prédilection, *disjecta membra poetæ*. On rencontre encore, dans un certain nombre d'établissements, des professeurs dévoués, ayant conscience de ce qu'il faudrait faire; mais ils s'épuisent à vouloir accomplir une tâche au-dessus de leurs forces, sans laboratoire, sans collections, privés des moyens de démonstration que la science exige. Ils succombent dans le silence et ne sont pas remplacés.

La première chose à faire est de rédiger un plan d'organisation générale, d'esquisser au moins les programmes. L'*Alliance des Maisons d'éducation chrétienne* serait assez puissante pour donner asile à une section chargée de ces études préliminaires.

Notre but est ici plus simple; c'est un acte d'initiative. Il fallait poser la question, montrer qu'il est pressant et même facile de la résoudre.

Nous avons écarté, chemin faisant, certaines difficultés; il en reste d'autres. Les objections les plus graves viendront de l'économe. Dans quelques séminaires, la prévision de nouvelles dépenses servira de prétexte pour maintenir le *statu quo*. Mais ce sera un simple prétexte. Ces dépenses n'ont rien d'exorbitant; elle ne sont nullement au-dessus des ressources de la plupart de ces établissements.

En physique, on peut répéter un très grand nombre d'expériences à l'aide d'appareils simples et peu coûteux. Les frais d'un cours de chimie élémentaire sont presque insignifiants. L'enseignement des sciences naturelles n'exige qu'un outillage très restreint. Il faudra sans doute acheter des livres, s'abonner à quelques revues. Un professeur de plus dans les maisons moins importantes, deux dans les grandes seront nécessaires. Mais au fond tout se borne à cela. Au lieu de nommer d'emblée professeurs de tout jeunes prêtres sans aucune préparation scientifique, on pourrait adjoindre les plus intelligents au professeur à titre de répétiteurs ou de maîtres de conférences; chacun ferait de son côté de la bonne besogne, sans être accablé.

Quant aux dépenses occasionnées par ces installations

nouvelles, s'ils arrivaient à se convaincre que l'administration veut réorganiser l'enseignement scientifique sur des bases sérieuses, des hommes capables d'apprécier de si louables intentions et de les seconder se rencontreraient pour aider efficacement à les réaliser.

La question d'argent ne sera à peu près nulle part un obstacle insurmontable. Un contrôle sérieux établi conformément aux prescriptions du Concile de Trente (1) inspirerait également plus de confiance. Les bienfaiteurs seraient encouragés dans leur bonne volonté, s'ils voyaient régner de l'ordre et de la stabilité dans les maisons qu'ils voudraient favoriser. Encore une fois, ici comme ailleurs, il suffirait de vouloir.

A un autre point de vue dont on ne saurait méconnaître l'importance, ces études préliminaires, si elles sont traitées avec calme et dignité, avec l'intention clairement exprimée et nullement douteuse de faire prévaloir les saines doctrines, de rendre au clergé son influence dans le domaine des idées et des doctrines qui est le sien, ne peuvent manquer de recevoir les encouragements des autorités diocésaines. Quand elles auront abouti à des conclusions précises, appuyées sur des démonstrations évidentes, on touchera sans doute à la période d'exécution qui ne saurait être éloignée. Ces questions sont à l'ordre du jour; le n° du 1er juin de la *Revue du Clergé français*, dont nous prenons connaissance en achevant d'écrire ces lignes, contient deux articles sur le même sujet.

Mc Cauley, l'auteur du premier, montre à quels heureux résultats conduit la méthode exposée plus haut, de tenir grand compte de la diversité des aptitudes chez les élèves pour demander beaucoup aux plus capables et le strict minimum à ceux qui sont moins heureusement doués (2).

Dans le second, Yves le Querdec poursuit son plan de réconciliation entre l'Église et l'Université de l'État.

Si l'*Évêque* d'Yves le Querdec était à perpétuité grand-maître de l'Université de France, il y aurait lieu de croire à

(1) *Conc. Trid. sess.* XXIII, c. XVIII.

(2) *Les Seminaires sulpiciens aux États-Unis, loc. cit.* p. 5.

la sincérité de cette alliance ; l'enseignement libre, à tous les degrés, dont cet auteur ne parle jamais, serait inutile. Dans l'intervalle, tant que la franc-maçonnerie sera maîtresse de l'instruction publique dans notre pays, il serait peut-être un peu naïf de renoncer volontairement aux débris de liberté qui nous restent.

Il est d'ailleurs inutile de revenir sur une adaptation exacte des études aux fins spéciales de l'éducation ecclésiastique dans les petits séminaires ; ces fins ne sont nullement prévues par les programmes du baccalauréat de l'enseignement classique (1).

Il y aurait donc lieu, même dans le cas chimérique où l'hypothèse que nous venons de formuler se réaliserait, d'organiser l'enseignement des petits séminaires en vue des études poursuivies au grand séminaire.

N. Boulay.

(1) *Journal d'un Évêque*, ibid., p. 23 ; on connaît du même auteur les *Lettres d'un Curé de campagne* et celles d'un *Curé de canton*.

(La suite prochainement.)

LA

SCIENCE POLITIQUE

AU XVII^e SIÈCLE

SECOND ARTICLE

BOSSUET ET FÉNELON

I. Bossuet

L'idée du droit n'a de place ni chez Hobbes ni chez Spinoza. Avec Bossuet, qui croit aux vérités éternelles et au libre arbitre, elle peut reparaître et reparaît.

Ce n'est pas qu'il soit libéral, même dans le bon sens du mot, si le fond de l'esprit libéral dans ce bon sens est de souhaiter que la liberté légitime des citoyens ait des garanties et que les actes du pouvoir soient contrôlés.

Il va sans dire que, quoiqu'il admette *in abstracto* toutes les formes de gouvernement, il préfère la monarchie à toute autre. Il suit en cela sans doute les traditions de l'École. Mais il ne les suit pas comme l'École les avait transmises, avec un idéal de royauté tempérée par des éléments aristocratiques et populaires, grâce auxquels elle offrirait les avantages réunis de toutes les formes politiques simples. Français du XVII^e siècle, précepteur de l'héritier de Louis XIV,

homme, avant toute chose, d'autorité et de règle, l'idée monarchique pure lui inspire un enthousiasme tout nouveau; elle est pour lui l'objet d'un culte véritable; elle est la forme type; les autres sont des accidents clairsemés dans l'histoire, et qui ne soutiennent avec elle aucune comparaison sérieuse.

Elle a son fondement et son modèle dans le pouvoir paternel, monarchique par essence, par conséquent dans la nature humaine elle-même. Elle est donc la plus naturelle (1).

Elle est aussi la plus commune; tous les États ont commencé par elle; la plupart y sont restés; plusieurs, dont Rome est le plus grand exemple, y sont finalement revenus après s'en être écartés (2).

Elle est encore la plus durable, la plus forte, celle qui met dans l'État le plus d'unité, et c'est à elle enfin qu'appartient partout l'avenir, parce que, dans les républiques même les plus démocratiques, toute solide organisation militaire la contient en germe par la concentration de pouvoir qu'elle exige. « Cette forme de gouvernement à la fin doit prévaloir, » dit Bossuet, qui se souvenait de César et avait vécu au temps de Cromwell, « parce que le gouvernement militaire qui a la » force en main entraîne naturellement tout l'État après » soi » (3).

Il va sans dire aussi que « de toutes les monarchies la » meilleure est la successive ou héréditaire, surtout quand » elle va de mâle en mâle et d'aîné en aîné. » (4) Un homme de son temps et de son pays ne pouvait guère juger autrement, ayant sous les yeux, à l'appui des raisons très sérieuses qu'il pouvait invoquer, le spectacle de cette grande monarchie française qu'admiraient tous les politiques de l'Europe, si solide, si populaire, si progressive, si résistante à des causes de ruine qui en eussent fait disparaître tant d'autres bâties sur un roc moins inébranlable. Fénelon, sauf une nuance

(1) *Politique tirée de l'Écriture Sainte,* L. II, § 1.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.*

d'accent, ne tiendra pas un autre langage. Et ce culte de la monarchie peut s'accorder à merveille avec celui des libertés publiques, avec l'attachement aux lois fondamentales qui limitaient jadis le pouvoir des rois de France et le consolidaient en le contenant.

Mais c'est ici que l'accord cesse entre les deux grands évêques. Fénelon regrettera « le temps où le roi ne pouvait » rien sur les peuples par sa seule autorité, et où c'était » l'assemblée de la nation qui accordait les fonds nécessaires » pour les besoins extraordinaires de l'Etat. » Il aimait cet » ordre antique changé par l'autorité absolue que les rois » ont prise. » Aux yeux de Bossuet l'autorité royale est absolue; le prince ne doit rendre compte à personne de ce qu'il ordonne; quand le prince a jugé, aucun autre jugement ne peut intervenir; il n'y a point contre lui de force coactive (1). Fénelon croit à un contrat dont le prince doit observer les conditions fondamentales s'il veut conserver ses droits à l'obéissance des sujets. Bossuet combat expressément la doctrine des pactes.

Bossuet est donc, en somme, partisan du pouvoir monarchique absolu. Hobbes l'est aussi. Bossuet cependant aurait en horreur, s'il la connaissait, la doctrine de Hobbes. Il est important pour l'histoire de la science politique de marquer les différences profondes qui séparent les deux théories.

De ces différences les unes sont morales, les autres proprement politiques.

La première différence morale est celle-ci :

Plus Bossuet place le pouvoir royal et son exercice en dehors et au-dessus de tout contrôle humain, plus il le soumet au contrôle divin, insistant avec force sur la responsabilité redoutable dont un homme est chargé lorsqu'il peut dire, lorsqu'il doit dire : l'État c'est moi. « O rois, vous êtes des » dieux, selon le langage de la Sainte Écriture, c'est-à-dire : » Vous avez dans votre autorité, vous portez sur votre front » un caractère divin. Vous êtes les enfants du Très-Haut;

(1) *Politique tirée de l'Écriture Sainte*, L. IV. § 1

» c'est lui qui a établi votre puissance pour le bien du genre » humain. Mais, ô dieux de chair et de sang, ô dieux de boue » et de poussière, vous mourrez comme des hommes. La » grandeur sépare les hommes pour un peu de temps; une » chute commune à la fin les égale tous. O rois, exercez » donc hardiment votre puissance, car elle est divine et » salutaire au genre humain; mais exercez-la avec humilité. » Elle vous est appliquée par le dehors. Au fond elle vous » laisse faibles, elle vous laisse mortels, elle vous laisse » pécheurs, et vous charge devant Dieu d'un plus grand » compte. (1) »

Ce beau passage, digne des Oraisons funèbres, donne le ton et l'esprit de tout le livre d'où je l'extrais. La « Politique tirée de l'Écriture Sainte » est moins un traité sur l'origine et l'étendue du pouvoir politique qu'un *de officiis* à l'usage des royautés absolues. Toutes les obligations du roi y sont détaillées avec un soin extrême, et il y est dix fois plus parlé au prince de ses devoirs que de ses droits. Il n'y a pas de plus beau manuel de morale royale (2). L'emploi presque

(1) *Politique tirée de l'Écriture Sainte*, L. V, § 4.

(2) Il vaut la peine de transcrire ici une page de la Table des matières. Nulle part on ne trouvera un plus beau programme d'exercice de la royauté et d'éducation royale.

LIVRE DEUXIÈME, ARTICLE III.

1. La bonté est une qualité royale et le vrai apanage de la grandeur.
2. Le prince n'est pas né pour lui-même, mais pour le public.
3. Le prince doit pourvoir aux besoins du peuple.
4. Dans le peuple, ceux à qui le prince doit le plus pourvoir sont les faibles.
5. Le vrai caractère du prince est de pourvoir aux besoins du peuple, comme celui du tyran est de ne songer qu'à lui-même.
6. Le prince inutile au bien du peuple est puni aussi bien que le méchant qui le tyrannise.
7. La bonté du prince ne doit pas être altérée par l'ingratitude du peuple.
9. Un bon prince doit épargner le sang humain.
11. Les bons princes exposent leur vie pour le salut de leur peuple et la conservent aussi pour l'amour d'eux.
13. Les princes sont faits pour être aimés.

LIVRE QUATRIÈME, ARTICLE II.

3. Le prince doit commencer par soi-même à commander avec fermeté, et se rendre maître de ses passions.
4. La crainte de Dieu est le vrai contrepoids de la puissance; le prince le craint d'autant plus qu'il ne doit craindre que lui.

LIVRE CINQUIÈME, ARTICLE I.

1. Le gouvernement est un ouvrage de raison et d'intelligence.

continu des textes sacrés donne à Bossuet, qui en retient l'accent lorsqu'il parle de lui-même, quelque chose de la majesté et de l'onction des Écritures. Et l'on sent qu'il y a une liberté à laquelle il ne renoncera jamais, celle de dire respectueusement et fortement la vérité aux maîtres de ce monde. On chercherait en vain dans toute la politique de Hobbes une page ou un mot qui place sous cette dépendance vis-à-vis de Dieu la royauté la plus absolue du côté des hommes.

Et de cette première différence en résulte une autre, théoriquement et pratiquement capitale. Hobbes, et Spinoza après lui, n'admettent pas qu'on puisse alléguer contre le devoir d'obéir au souverain un conflit entre sa volonté et quelque loi supérieure. Quoi qu'il ordonne, il faut l'exécuter, d'abord parce que sa volonté est la source suprême de la morale sociale, de la distinction du juste et de l'injuste dans la société politique; ensuite parce que toute atteinte, toute limitation, d'où qu'elle vienne, à son absolue souveraineté la détruit tout entière; enfin parce que, ordonnât-il des choses criminelles, la responsabilté morale en pèsera sur lui seul qui commande, nullement sur le sujet qui ne fait qu'obéir. Bossuet repousse avec indignation ces arrangements qui transforment un agent libre en instrument passif. Pour lui, la volonté du pouvoir et du législateur humain n'est pas la

2. La véritable fermeté est le fruit de l'intelligence.
3. La sagesse du prince rend le peuple heureux.
8. Le prince doit étudier et faire étudier les choses utiles.
9. Le prince doit savoir la loi.
10. Le prince doit savoir les affaires.
11. Le prince doit savoir connaître les occasions et les temps.
12. Le prince doit connaître les hommes.
13. Le prince doit se connaître lui-même.
15. Le prince doit savoir parler.
16. Le prince doit savoir se taire.
17. Le prince doit prévoir.
18. Le prince doit-être capable d'instruire ses ministres.

ARTICLE II.

1. Aimer la vérité et déclarer qu'on veut la savoir.
3. Prendre conseil et donner toute liberté à ses conseillers.
4. Choisir son conseil.
8. S'accoutumer à se résoudre par soi-même.

source de la justice, d'une justice qui varierait avec les caprices des hommes et ne serait, suivant la définition du sophiste grec, que l'intérêt du plus fort; elle est l'organe et l'expression de la justice, d'une justice immuable qui a son principe en Dieu même. Par conséquent toute loi ou volonté humaine qui commande ce qu'interdit ou interdit ce que commande cette justice supérieure, cette loi divine, naturelle ou révélée, est nulle de soi; la résistance à son commandement de faire le mal est un devoir encore plus qu'un droit; la seule réponse à lui faire est le *non possumus* des apôtres, et il faut se faire tuer plutôt que d'obéir.

Les différences proprement politiques ne sont pas moindres.

Hobbes enseigne l'insociabilité naturelle de l'homme, Bossuet sa sociabilité naturelle. Hobbes, qui ne voit dans l'homme d'autre principe d'action que l'appétit de la jouissance personnelle, déduit de cette conception psychologique un état de guerre primitif et universel, résultat nécessaire des égoïsmes en conflit. Bossuet aussi voit cela dans l'homme, mais n'y voit pas que cela. Il voit dans la nature humaine non plus seulement ce qu'elle est quand on l'abandonne désarmée à la violence des passions égoïstes et sensuelles, mais ce pour quoi elle est faite, ce qu'elle doit être, ce qu'appellent et sa constitution intime et les besoins de son cœur. Et le premier chapitre de son livre est consacré au développement de cette thèse, fondamentale et première en sociologie : *que l'homme est fait pour vivre en société*. Elle est la conclusion finale des six propositions suivantes qu'il établit en philosophe et en théologien :

» 1. Les hommes n'ont qu'une même fin et un même objet,
» qui est Dieu.

» 2. L'amour de Dieu oblige les hommes à s'aimer les uns
» les autres.

» 3. Tous les hommes sont frères.

» 4. Nul homme n'est étranger à un autre homme.

» 5. Chaque homme doit avoir soin des autres hommes.

» 6. L'intérêt même nous unit. »

Cela suffit pour qu'il y ait un monde entre les deux doctrines : l'une ne met dans les fondations et dans les assises de la société que la crainte et la force; l'autre y met Dieu et, avec Dieu, la justice et l'amour.

La seconde différence est que Bossuet établit une distinction profonde, tolalement étrangère à l'esprit de Hobbes, entre le pouvoir absolu qu'il approuve, qu'il estime juste, qu'il juge nécessaire, qu'il nomme légitime, et le pouvoir arbitraire. Le pouvoir arbitraire ne connaît de loi que la volonté du prince. Le pouvoir légitime (Bossuet prend ce mot dans son sens étymologique) est soumis aux lois : à la loi divine, cela va sans dire, mais aussi aux lois du royaume, à ces lois fondamentales « contre lesquelles tout ce qui se fait est nul de » droit. » Il est vrai « que les princes ont peine à entendre » cette maxime. » Mais Bossuet, qui fait cette remarque, leur crie d'autant plus fort « qu'ils sont soumis aux lois autant » que les autres et plus que les autres, et parce qu'ils » doivent être justes, et parce qu'ils doivent au peuple » l'exemple de garder la justice (1). »

Cela est immense. D'une part, la souveraineté de la loi divine ne permet plus au prince le plus absolu d'exiger de ses sujets une obéissance qui les mettrait en révolte contre les prescriptions de Dieu et de cette voix de Dieu qui s'appelle la conscience. D'autre part, le droit du souverain a, même dans l'ordre humain, des limites tracées par les lois fondamentales de la nation dont il est le chef. S'il les transgresse, Bossuet l'avertit que ce qu'il fait ou ordonne contre elles est nul de droit, et qu'il y aura toujours « ouverture à revenir contre ou » dans d'autres occasions ou dans d'autres temps. » C'est bien là le langage de la liberté chrétienne; et nous y retrouvons, malgré les progrès du pouvoir absolu depuis Louis XI et Richelieu, un souvenir de cette vieille constitution française que Machiavel admirait tant parce que le roi y était, plus qu'en aucun autre pays d'Europe, le premier sujet de la loi. Avec Hobbes, le monde politique était sous l'empire de la force; avec Bossuet, il est sous l'empire du droit.

(1) *Politique tirée de l'Écriture Sainte*, L. IV, art 1, 4e prop.

Mais, pour tout dire, il n'y est point encore assez. La transgression, par le prince, des lois fondamentales a beau être nulle de droit; lorsqu'elle vient à se produire elle est réelle de fait; et, en attendant que d'autres temps et d'autres occasions donnent ouverture à revenir contre, le mal se fait; la fortune, la liberté peut-être la vie des citoyens demeurent sans défense, à la merci du pouvoir; et si des institutions vivantes et indépendantes ne leur ouvrent pas sur le champ un recours par les voies de droit, la mince barrière qui sépare le gouvernement absolu du gouvernement arbitraire sera bientôt franchie; et le pouvoir arbitraire lui-même deviendra tyrannie, d'autant plus fragile qu'elle sera plus oppressive. La théorie politique de Bossuet ne pourvoit pas à ce péril; et c'est par ce côté surtout que les idées politiques des penseurs du moyen âge sont non seulement plus justes et plus vraies, mais plus sages et plus pratiques que les siennes.

Il en est de même de la solution qu'il donne à ce problème, le plus grave qui puisse se poser devant la conscience d'un peuple. Quand le pouvoir devient tyrannique, le devoir de fidélité continue-t-il de lier les sujets envers lui? ou bien y a-t-il des cas de tyrannie extrême qui les en délient et qui rendent à un peuple le droit de disposer de lui-même?

Les grands théologiens du moyen âge s'étaient unanimement prononcés dans ce second sens; on sait de quelles conditions et de quelles précautions ils avaient entouré l'exercice de ce droit extrême qui ne commence que quand il s'agit pour un peuple de s'affranchir ou de périr; et l'on sait aussi quelles garanties la stabilité du pouvoir et la liberté des peuples trouvaient alors dans l'intervention pacifique de la papauté.

Bossuet, en principe, n'admet pas qu'une nation puisse jamais être déliée de la fidélité qu'elle doit au prince; il enseigne que le pouvoir légitime est *inamissible*. Rien de plus formel et de plus absolu que les trois propositions où il énonce sa doctrine à cet égard :

« Le respect, la fidélité et l'obéissance qu'on doit aux rois » ne doivent être altérés par aucun prétexte.

» L'impiété déclarée et même la persécution n'exemptent » pas les sujets de l'obéissance qu'ils doivent aux princes.

» Les sujets n'ont à opposer à la violence des princes que » des remontrances respectueuses sans mutinerie et sans » murmure, et des prières pour leur conversion (1). »

Mais il est bien difficile, même à Bossuet, de se tenir dans cette rigueur, et de condamner un peuple à laisser égorger tous ses droits par le pouvoir même qui n'est institué que pour les protéger. L'exemple des Macchabées et de l'insurrection nationale dont ils furent les instigateurs et les chefs l'embarrasse visiblement. Et il est bien obligé de reconnaître que certains excès de tyrannie frénétique ne pourraient être supportés. Mais d'abord il les juge « chimériques au delà de » tous les exemples que le genre humain connaît. » Et si par impossible il se rencontrait un prince « dont le cerveau serait si malade ou les transports si violents » que le cas impossible se réalisât en sa personne, la question passerait du domaine de la politique dans celui de la médecine. « On a » donné des tuteurs à des princes moins insensés; » et la solution serait l'établissement d'une régence.

A la bonne heure; mais soit que le droit de la nation en de telles extrémités s'étende jusqu'à reprendre sa liberté ou se borne à enfermer comme fou le prince devenu intolérablement tyran, il faut donc admettre que, dans ces cas, il est légitime d'opposer à la violence des princes autre chose que « des remontrances respectueuses sans mutinerie et sans » murmure, et des prières pour leur conversion. » Et la question est de savoir s'il vaut mieux mettre d'avance dans les institutions des limites et des garanties qui rendent de tels excès impossibles, ou donner au pouvoir une autorité sans limite qui, le jour où elle dégénerait en tyrannie, ne laisserait place qu'à de tels remèdes. Je ne crois pas que parmi les penseurs qui redoutent également pour une nation

(1) *Politique tirée de l'Écriture Sainte,* L VI, art. II, prop. 4[e], 5[e] et 6[e].

le fléau de la révolution et celui de la tyrannie, il y en ait beaucoup qui puissent hésiter sur la réponse.

Ce que nous venons de dire nous amène à la polémique de Bossuet contre la doctrine des pactes et de la souveraineté du peuple. Le ministre Jurieu, en soutenant l'une et l'autre, leur donnait un caractère à la fois révolutionnaire et oppressif, deux choses qui vont naturellement de compagnie. Il enseignait que toute société, même celle du père et des enfants, repose sur un pacte ou convention. Il disait équivalemment que la souveraineté réside dans le peuple non pas seulement comme dans sa source humaine, mais comme dans son sujet primitif, c'est-à-dire dans son siège. Il disait expressément que le peuple est la seule puissance qui n'ait pas besoin d'avoir raison pour valider ses actes. Bossuet n'a pas de peine à réfuter ces trois paradoxes (1). Mais il ne s'en tient pas là; il s'en prend à la thèse raisonnable que Jurieu exagérait et dont Suarez avait nettement déterminé le caractère : à savoir que, les hommes étant naturellement égaux, du jour où ils s'assemblent pour former un corps politique, c'est à ce corps (sauf l'intervention directe de Dieu) à disposer de lui-même et à fixer, — bien entendu dans les limites de la morale et du bon sens, — les conditions auxquelles il entend aliéner le pouvoir qu'il ne peut pas exercer par lui-même. Et il raisonne ainsi contre elle dans une page très vigoureuse que j'ai le regret d'abréger :

On se trompe quand on s'imagine que le peuple possède naturellement la souveraineté puisqu'il la donne à qui il lui plaît. Dans l'état qu'on appelle de nature et avant tout gouvernement établi, on ne trouve que l'anarchie, c'est-à-dire dans tous les hommes une liberté farouche et sauvage où chacun peut tout prétendre et en même temps tout contester, où la raison ne peut rien, où le droit même de la nature demeure sans force, où il n'y a ni propriété, ni bien, ni repos assuré, ni à dire vrai aucun droit si ce n'est celui du plus fort; et encore ne sait-on jamais qui l'est, puisque chacun, à son

(1) *Cinquième avertissement aux protestants.*

tour, peut le devenir. S'imaginer maintenant dans le peuple considéré en cet état une souveraineté qui est déjà une espèce de gouvernement, c'est mettre un gouvernement avant tout gouvernement, et se contredire soi-même. Loin que le peuple en cet état soit souverain, il n'y a pas même de peuple en cet état; il peut bien y avoir une troupe, un amas de monde, une multitude confuse; mais il ne peut y avoir de peuple, parce qu'un peuple suppose déjà quelque chose qui réunisse, quelque conduite réglée et quelque droit établi, ce qui n'arrive qu'à ceux qui ont déjà commencé à sortir de cet état malheureux, c'est-à-dire de l'anarchie. C'est néanmoins du fond de cette anarchie que sont sorties toutes les formes de gouvernement; et c'est ce qu'ont voulu dire ceux qui ont dit que toutes sortes de magistratures ou de puissances légitimes venaient originairement de la multitude ou du peuple. Mais il ne faut pas conclure de là que le peuple, comme un souverain, distribue les pouvoirs à un chacun; car pour cela il faudrait déjà qu'il y eût ou un souverain ou un peuple réglé, ce que nous avons vu qui n'était pas. Il ne faut pas non plus s'imaginer que la souveraineté ou la puissance publique soit une chose comme subsistante qu'il faille avoir pour la donner; elle se forme et résulte de la cession des particuliers lorsque, fatigués de l'état où tout le monde est le maître et où personne ne l'est, ils se sont laissé persuader de renoncer à ce droit qui met tout en confusion en faveur d'un gouvernement *dont on convient* (1).

Bossuet commence ici par un tableau inexact; il continue par une confusion; il finit par accorder ce qu'il avait nié.

D'abord il n'est pas vrai qu'avant l'institution d'un gouvernement « il n'y ait à vrai dire aucun droit, si ce n'est celui » du plus fort; » les droits existent, mais ils ne sont pas assez forts pour se défendre.

Secondement, Bossuet identifie à tort la souveraineté dont il s'agit ici avec le gouvernement. Le gouvernement est *constitué;* la souveraineté est *constituante;* elle est le droit que

(1) *Cinquième avertissement sur les lettres de M. Jurieu.*

possèdent des hommes libres et égaux d'établir un gouvernement au moyen de deux accords dont le premier, implicitement ou explicitement unanime, consiste à convenir que la pluralité des suffrages suffira pour le second, lequel fixera d'une part les conditions et l'étendue du pouvoir politique et, d'autre part, choisira la personne ou les personnes chargées de l'exercer.

Et Bossuet finalement reconnaît en termes équivalents l'existence de ce droit lorqu'il dit qu'on convient d'un gouvernement. *On* qui est-ce, sinon cette multitude qui n'est plus seulement une troupe puisqu'elle est déjà une assemblée? *On convient d'un gouvernement*, qu'est-ce à dire, sinon qu'on détermine les formes et les conditions de ce gouvernement, et qu'on choisit ceux qui en exerceront les fonctions? Cela accordé, et il faut bien qu'on l'accorde, la double thèse de saint Thomas et de Suarez, — que le siège humain primitif de la souveraineté politique est dans la nation ou multitude, et qu'entre la nation et ses chefs il y a un pacte au moins implicite, — peut encore être contestée dans les mots ; il semble qu'elle ne l'est plus et ne peut plus l'être dans les choses.

Pourquoi cependant Bossuet se persuade-t-il qu'il n'en veut pas?

C'est d'abord parce qu'il craint que la doctrine des pactes ne confère au peuple le droit d'insurrection en permanence. Il le craint à tort ; car l'effet des pactes est d'enchaîner le peuple comme le prince, de créer pour la nation le devoir de garder au prince la fidélité qu'elle lui a promise.

Mais c'est surtout parce que le pacte, étant un engagement réciproque, donne à la nation un droit sur le prince comme au prince un droit sur la nation; d'où il résulte que la nation reprend sa liberté si le prince viole d'une manière grave, persévérante, sans espoir d'amendement, les engagements qu'il a contractés envers elle, et que, même en l'absence de pacte exprès, le prince prend vis-à-vis de la nation l'engagement de gouverner dans l'intérêt général, de ne pas être un tyran, de ne pas violer les droits naturels dont il est, en qualité de prince, le protecteur officiel. En sorte que

implicitement aussi la nation lui dit : Nous serons sujets tant que vous serez prince; nous ne le serons plus si vous demeurez irrémédiablement tyran.

Bossuet a raison de voir cela. Il a tort de s'effrayer, pour la stabilité et la dignité du pouvoir politique, des limites que les grands théologiens ses prèdécesseurs lui avaient sagement posées. Autant donc il est ferme dans les questions de morale qui dominent les questions politiques, autant dans celles-ci il est à la fois exclusif et flottant. Ces hésitations lui font honneur; elles montrent qu'aucun vrai philosophe, aucun vrai théologien ne saurait aller, dans la théorie du pouvoir absolu, jusqu'où allait Hobbes au nom de la royauté, jusqu'où ira Rousseau au nom de la république.

II. Fénelon

Louis XIV disait de Fénelon ; c'est le plus chimérique des beaux esprits de mon royaume. Ne peut-on pas dire de tous deux, du roi et de l'évêque, qu'en politique ils ont eu chacun sa chimère? La chimère du roi a été la monarchie ou du moins la suprématie universelle ; à travers d'éblouissantes splendeurs et d'enivrants triomphes, elle a abouti aux désastres de la guerre de la succession d'Espagne, à l'épuisement de la France en hommes et en argent, à la désaffection générale. La chimère de Fénelon, ou plutôt son idéal, a été l'établissement d'une royauté qui s'inspirât des règles de l'Évangile et qui fît pénétrer la morale dans la politique. Il était du petit nombre des esprits libres et clairvoyants qui ne s'étaient point laissé vaincre par les enchantements du règne; et les spectacles qu'il avait sous les yeux, ne l'ayant point séduit, achevèrent d'affermir en lui une conception différente, la conception d'un gouvernement qui fût le règne de la loi et de la justice, le règne de la modération et de la simplicité, le règne de la loyauté gardienne de la paix, le règne de la prévoyance, de la sagesse, de l'économie qui préparent le

succès des guerres justes. Ce qu'il blâmait dans la politique fastueuse du grand roi, ce qu'il osa lui reprocher dans une lettre célèbre, était donc cela même qu'une cour idolâtre y admirait le plus : la concentration absolue des pouvoirs, le luxe sans mesure, les guerres de conquête où l'éclat du succès fait oublier la justice. Derrière tout cet éclat, il prévoyait les soulèvements et les revanches de l'Europe, l'appauvrissement et le mécontentement de la nation. Il rêvait un autre règne, et il travaillait à le préparer. L'éducation du duc de Bourgogne en fut la préparation lointaine. L'écrit intitulé : *Direction pour la conscience d'un roi* ou *Examen de conscience sur les devoirs de la royauté*, composé pour son élève devenu homme, en fut la préparation plus immédiate.

Cet admirable ouvrage n'est point un traité de politique, mais un traité de morale royale, je veux dire une application des règles de la morale chrétienne à la détermination des devoirs d'un roi dans les conditions particulières où le place sa profession de roi. Sur ce terrain de la morale, Bossuet et Fénelon, malgré la très grande différence des esprits, et malgré quelque diversité aussi d'accent et d'allure, sont entièrement d'accord. Et rien n'est plus beau, à travers les siècles, sous tous les cieux, à tous les degrès de civilisation, que cet *unisson* entre tous les représentants de l'Église catholique depuis saint Ambroise jusqu'à Léon XIII, quand il s'agit de dire le devoir aux conducteurs des peuples.

Fénelon prend donc les choses comme elles sont, et le pouvoir royal tel que l'a fait peu à peu notre histoire. Toutefois, écrivant pour préparer un règne réparateur, il n'oublie pas que les mauvaises pratiques gouvernementales peuvent tenir en partie à ce que les institutions elles-mêmes ont été faussées et demandent des réformes, discrètes sans doute, mais énergiques. C'est dans le sens d'un retour à leur esprit primitif, à leurs traditions effacées qu'il voudrait opérer ces réformes. Et c'est ici qu'entre Bossuet et lui la divergence succède à l'accord.

Bossuet disait : *L'autorité royale est et doit être absolue.* Fénelon dit : *L'autorité absolue que les rois ont prise a changé*

l'ordre ancien; visiblement *changé* signifie ici changé en mal.

Fénelon est donc, — et c'est le point fondamental de sa politique, — partisan du pouvoir non absolu, du pouvoir limité non seulement par des devoirs moraux, ce qui n'est qu'affaire de conscience, mais par des droits de la nation, ce qui est affaire de constitution. « Vous savez qu'autrefois » le roi ne prenait jamais rien sur ses peuples par sa seule » autorité; c'était le parlement, c'est-à-dire l'assemblée de » la nation, qui lui accordait les fonds nécessaires pour les » besoins extraordinaires de l'État. Hors de ce cas il vivait » de son domaine. » Même au commencement du XVIII^e siècle, après que le pouvoir royal semble avoir tout envahi, Fénelon n'admet pas que ses limites, de plus en plus reculées, aient été totalement supprimées; et, s'adressant au roi de demain, il lui fait un devoir de les connaître afin de les respecter. « Avez-vous cherché à connaître, sans vous » flatter, quelles sont les bornes de votre autorité? Savez-» vous ce que c'est que l'anarchie, ce que c'est que la puissance » arbitraire, et ce que c'est que la royauté réglée par les lois, » milieu entre les deux extrémités? Croyez-vous que Dieu » souffre que vous régniez si vous régnez sans être instruit » de ce qui doit borner et régler votre puissance? »

Fénelon n'avait pas à aller plus loin dans ces pages qui restent, jusqu'au bout, fidèles à leur titre d'Examen de conscience. Il eut l'occasion de s'expliquer plus clairement dans une série de notes connues sous le nom de Tables de Chaulnes, et dont le vrai titre est *Plans de gouvernement concertés avec le duc de Chevreuse pour être proposés à monsieur le duc de Bourgogne.*

Cet écrit n'est en effet que la table des matières, raisonnée et sobrement développée, de tout un plan de résolutions à prendre, de politique à suivre, de réformes à opérer dans toutes les branches de l'administration publique, état militaire, dépenses de la cour, organisation politique à l'intérieur, rapports de l'Église et de l'État, noblesse, justice, commerce. Chacun de ces articles était une portion de programme évi-

demment destinée a être approfondie, justifiée, suivie dans le détail par des entretiens ou des Mémoires spéciaux. La date de sa composition (novembre 1711) est douloureuse et dramatique ; la France succombait presque sous la prolongation d'une guerre désastreuse et ruineuse ; la mort du grand dauphin faisait du duc de Bourgogne l'héritier immédiat du trône ; le grand âge de Louis XIV annonçait, à bref délai, un changement de règne ; une attente, où un rayon d'espérance se mêlait à l'angoisse, était dans tous les esprits. Et il était écrit qu'avant un an écoulé le nouveau dauphin allait disparaître de la scène, que le nouveau règne commencerait par une régence, et que le régent serait Philippe d'Orléans.

De tous ces chapitres, le plus important, celui d'où se dégage avec une clarté parfaite la pensée réformatrice de Fénelon, est celui qui porte pour titre : *Administration intérieure du royaume.*

On y verra sans étonnement que l'auteur considère la noblesse comme un des organes essentiels, comme une des forces vives du grand corps qui est la France, et qu'il lui attribue, dans l'organisation de la puissance publique, un rôle proportionné à son importance sociale et traditionnelle. J'ose dire qu'en ce temps, tout le monde, sauf les partisans du pouvoir totalement absolu, pensait comme lui. Cinquante ans plus tard, la même idée politique se retrouvera dans l'Esprit des lois. Et l'exemple de l'Angleterre montre assez que cette conception est compatible avec le plus large développement des libertés publiques, et qu'un corps héréditaire, là où il répond à des traditions vivantes, met dans le gouvernement un esprit de suite et de sagesse fort difficile à rencontrer ailleurs.

Mais on y verra surtout la résolution ferme et honnête d'intéresser toute la nation à la chose publique, de lui rendre en matière d'impôt son vieux droit de consentement, d'attribuer à ses représentants, en toute autre matière, une très sérieuse influence consultative, de ne rien négliger pour que

les consentements soient libres, les vœux éclairés et sincères. Et l'on y verra aussi une idée que nous appellerions aujourd'hui décentralisatrice, l'idée de rendre une vie propre aux groupements provinciaux encore existants, en les appelant à délibérer et à statuer sur leurs intérêts communs.

La première se traduit par les États-généraux, la seconde par les États provinciaux.

On peut dire que, vers la fin du règne de Louis XIV, l'idée des États-généraux était partout dans l'air. Si l'esprit autoritaire du vieux roi les envisageait avec une invincible répugnance, on se souvenait partout ailleurs que, dans les circonstances très graves de notre histoire, il avait fallu plus d'une fois recourir à ce remède de consulter la nation et de lui demander pour des besoins extraordinaires des subsides extraordinaires. Le duc de Saint-Simon, malgré son extrême dédain pour tout ce qui n'était pas la noblesse, croyait, comme Fénelon, à l'urgente nécessité de tenir ces grandes assises où les croquants du tiers état avaient réussi à se faire une place. Peu de temps avant la mort de Louis XIV, il pressait le duc d'Orléans, futur régent, d'inaugurer le nouveau règne en les convoquant sans retard. Mais à ses yeux les États-généraux n'avaient pas d'autre pouvoir « que » de remontrer humblement, et seulement sur les affaires » de l'intérieur, de proposer respectueusement (et encore » quand il plaît au roi de lui permettre), et de recevoir avec » soumission et obéissance ce qu'il plaît au roi de lui » ordonner. » Leur convocation n'avait donc que la valeur d'un expédient, d'un grand nom très propre à éblouir le peuple et à lui faire accepter de meilleure grâce les moyens choisis par les États pour procurer des subsides qu'ils n'avaient pas le droit de refuser (1).

(1) « Le Français, léger, amoureux du changement, serait saisi de ravissement à ce » rayon d'espérance et de liberté proscrit depuis plus d'un siècle.... La multitude » ignorante, qui croit les États généraux revêtus d'un grand pouvoir, nagera dans » la joie et vous bénira comme le restaurateur des droits anéantis de la nation.... » Le moindre nombre, qui est instruit que les États généraux sont sans aucun pou- » voir de leur nature et ne sont que de simples plaignants et suppliants, verront

La pensée de Fénelon est tout autrement sérieuse et sincère. Il voit dans les États-généraux la juste participation de la nation à la gestion de ses propres affaires, la limitation sage que la vieille constitution française avait posée à la toute-puissance royale :

« Leur utilité. États du royaume entier seront paisibles et » affectionnés comme ceux des provinces. — Députés inté- » ressés à contenter le roi, à ménager leur propre pays.

» Composition des États : de l'Évêque de chaque diocèse; » d'un seigneur d'ancien et haute noblesse élu par les nobles; » d'un homme considérable du tiers État élu par le tiers » État.

» Élections libres : nulle recommandation du roi, qui se » tournerait en ordre; nul député perpétuel, mais capable » d'être continué. Nul député ne recevra avancement du roi, » avant trois ans après sa députation finie.

» Délibération pour les fonds à lever par rapport aux » charges extraordinaires.

» Autorité des États pour s'assembler tous les trois ans » par voie de représentation, — pour étendre leurs délibé- » rations (1) sur toutes les matières de justice, de police, de » finances, de guerre, d'alliances et négociations de paix, » d'agriculture, de commerce. »

Fénelon n'attachait pas moins d'importance à la représen- » votre complaisance comme les arrhes du gouvernement le plus juste et le » plus doux. Et ceux qui auront l'œil plus perçant verront bien que vous les consul- » tez principalement sur les matières de finances et que vous ne faites que vous » décharger sur eux du choix de remèdes qui ne peuvent être que cruels et odieux. » (*Mémoires*, vol VII, ch. XXXI[e]).

(1) Tout ce que Fénelon a dit précédemment des anciens droits des États généraux prouve avec évidence que le mot délibération n'a plus le même sens dans ce paragraphe que dans le précédent. Dans le précédent, la délibération aboutit à une décision, à un assentiment libre. Dans celui-ci, elle aboutit à des vœux.

tation provinciale qu'à la représentation nationale. Et il avait ici l'avantage d'invoquer une expérience qui se poursuivait sous les yeux de tous. La comparaison entre les provinces qui avaient conservé des États et celles ou le pouvoir du roi était exercé sans contrôle par les intendants était singulièrement instructive; et Fénelon la prend pour point de départ :

« Établissement d'États particuliers dans toutes les pro-
» vinces, comme en Languedoc; on n'y est pas moins soumis
» qu'ailleurs, on y est moins épuisé.

» Composés des députés des trois ordres de chaque diocèse
» avec pouvoir de policer, corriger, destiner les fonds.

» Ordre des États toujours plus soulageant que celui des
» fermiers du roi ou traitants. Par exemple impôt par les
» États du pays sur le sel, sans gabelle, etc. »

Ces plans, que la mort du duc de Bourgogne laissa à l'état de rêves, et dont ce prince plein de promesses eût fait sans doute une réalité, sont presque identiquement ceux que Louis XVI reprit à la fin du siècle. Le court essai des Assemblées provinciales fut très bienfaisant. Il donna des résultats immédiats d'une importance réelle; il permettait d'en espérer de plus considérables encore; il offrit, au-delà de ce qu'on pouvait espérer, le spectacle de la concorde entre les trois ordres et de l'émulation de leur zèle pour le bien public. La convocation des États-généraux précipita la Révolution en déchaînant, pour ainsi dire, toutes les dangereuses questions politiques et sociales que les États provinciaux, enfermés dans un horizon moins vaste, n'avaient même pas songé à soulever. Il est permis de croire que, tentée soixante-quinze ans plus tôt, avant la Régence, avant le règne dissolvant et scandaleux de Louis XV, avant tout le travail de démolition religieuse, morale et politique du XVIIIe siècle, l'entreprise eût pu ouvrir une issue différente et devenir le point de départ d'une évolution graduée, pacifique et féconde au lieu d'être le signal d'une révolution brusque, violente et,

à beaucoup d'égards, funeste ou stérile. L'entreprise, en tout cas, était belle; on avait, on a encore le droit de la tenir pour prévoyante et sage autant que généreuse. A ces deux titres elle mérite que la science politique en garde le souvenir.

Amédée de MARGERIE.

L'ABBÉ GUILLEMOT

L'ecclésiastique distingué dont nous esquissons la vie fut d'abord professeur, puis curé de paroisse sans cesser jamais d'être poète. Maître excellent et sympathique, il a formé nombre d'élèves, aujourd'hui prêtres, et gardé l'affection respectueuse de tous. On a pleuré, dans bien des presbytères, en apprenant la mort soudaine du bon curé de Marcq, comme on a prié pour lui à chaque foyer de sa paroisse. Nous croyons remplir un devoir en empêchant qu'il « meure tout entier, » en faisant revivre quelques traits de l'ami et du maître regretté, surtout en donnant une idée de son talent lyrique (1).

Le poète que fut l'abbé Guillemot est enjoué à ses heures, quelquefois mordant et caustique, gai de la bonne gaieté gauloise, mais toujours délicat, fin, spirituel, gracieux, même quand il fustige. Dieu, la vertu, l'Église, la patrie, la nature apparaissent tour à tour dans des vers tantôt pieux et doux, tantôt émus et vibrants. Ici c'est le chant des oiseaux ou les pipeaux champêtres, là c'est le clairon des batailles ou l'orgue du sanctuaire; toujours c'est le reflet d'un cœur simple et bon, d'une âme ardente et vraiment sacerdotale.

C'est l'image de sa vie qu'il a peinte dans ses vers. En les lisant, nous nous sommes rappelé souvent ces strophes immortelles dans lesquelles Lamartine fait le tableau de son

(1) Ses œuvres poétiques viennent d'être éditées chez M. Morel, imprimeur, rue de Pas, 19. Un vol. in-8°, avec portrait, de XIX-134 pages.

propre génie, et décrit le caractère de son inspiration poétique :

> **A moi, Seigneur, aussi, pour chanter tes merveilles,**
> **Tu m'as donné dans l'âme une seconde voix,**
> **Plus forte que la voix qui parle à nos oreilles,**
> **Plus forte que les vents, les ondes et les bois.**
>
> **Les cieux l'appellent grâce et les hommes génie,**
> **C'est un souffle affaibli des bardes d'Israël,**
> **Un écho dans mon sein qui change en harmonie**
> **Le retentissement de ce monde mortel (1).**

C'est parce que ses chants sont le retentissement de sa vie que nous commençons par raconter cette humble et calme existence. Aussi bien y a-t-il quelque chose de fortifiant et de reposant dans le récit de ces années passées dans la cellule d'un séminaire ou à l'ombre d'un presbytère de campagne dont les muses chrétiennes connaissaient le seuil et que la poésie venait parfois illuminer de ses rayons.

*
* *

Charles Guillemot naquit à Aniche, le 6 juin 1829. Ses parents exploitaient un petit domaine et un moulin à huile. Après la mort prématurée de son père, qui laissait une jeune veuve et trois garçons, Charles fut placé à Denain dans une modeste pension très bien tenue par M. Wantelet. C'est là qu'il fit sa première communion.

Quand il revint à Aniche, M. l'abbé Taffin, curé de la paroisse, fut frappé de ces yeux clairs et profonds, de cette figure franche, naïve et sympathique; il admira cette intelligence qui s'intéressait à tout, cette mémoire qui savait tout retenir. Il proposa à l'enfant d'entrer au Béguinage de Douai, sous la direction de M. l'abbé Dujardin, qui fut plus tard curé de Pont-à-Marcq.

Il y avait, dans cette excellente institution, quarante élèves dont plusieurs se sont fait un nom. Le cardinal Desprez en

(1) *Harmonies,* I.

était sorti depuis quelques années, et Mgr Fava y faisait alors ses premières classes avec MM. les abbés Tanchon, d'Aniche, et Ségard, d'Auberchicourt.

Après sa quatrième, il entra au Petit Séminaire de Cambrai et pendant toutes ses études, il tint la tête d'une classe de cinquante-quatre élèves. Son rival, souvent heureux, était M. le chanoine Serrurier, actuellement vicaire général de Mgr Delannoy, évêque d'Aire. C'est par un travail acharné qu'il se maintenait aux premières places. La conception chez lui était un peu lente, la mise en train parfois difficile, le travail de la pensée le tourmentait anxieusement. Mais quand l'inspiration avait répondu, un peu tardivement, à son appel, quels beaux jets d'éloquence et de poésie s'élançaient de ses lèvres! Avec quelle âme il lisait, d'une voix altérée par l'émotion, ses compositions littéraires! Avec quels gestes vibrants il savait donner plus d'éclat à sa pensée! « C'est la sibylle sur le trépied, disait un de ses spirituels amis. » Avec plus de sérieux et de justice, son vénéré maître, celui qui devait devenir plus tard Mgr Monnier, l'appréciait autrement : « C'est un diamant brut; taillez-le et il en jaillira des éclairs. »

De concert avec M. Serrurier, son brillant émule, il prit à Paris son baccalauréat après la philosophie. Pourquoi ne poussa-t-il pas plus loin ses études littéraires qu'il avait si bien commencées? Les maîtres d'alors n'avaient pas encore les idées que les nécessités de la lutte scolaire et la création de nos Universités catholiques ont mises en honneur aujourd'hui.

Pendant une des premières vacances du Grand Séminaire, il eut à remplir une mission qui mit en relief tout ce que cette âme ardente contenait de courage et de dévouement. A peine était-il arrivé à Somain, chez M. Messager son oncle, que le choléra éclata dans le village; c'était en septembre 1849. Le jeune abbé Guillemot ne marchanda point son énergique concours au clergé de la paroisse. Les malades les plus abandonnés, ceux qui n'avaient point de parents, ceux dont

les amis fuyaient le chevet, virent le généreux séminariste s'installer chez eux et leur prodiguer les soins qui répugnent le plus à une nature délicate. Une vieille femme, délaissée par tous, fut l'objet spécial de sa sollicitude charitable; il eut le bonheur de la faire revenir à la santé. Même au milieu de ces occupations absorbantes, il trouva le temps de composer un cantique à saint Roch que l'on chanta bientôt dans tous les hameaux. Son oncle et parrain fut d'abord assez mécontent de le voir ainsi se prodiguer, mais, quand toute la paroisse combla d'éloges son cher neveu, il sentit ses préventions s'évanouir et il unit sa voix aux louanges unanimes. L'abbé avoua plus tard à ses intimes amis qu'il s'était ainsi dévoué pour obtenir la conversion d'une personne bien chère. Ses vœux, portés sur les ailes de la charité, furent exaucés du Ciel.

Il n'était que diacre, quand le supérieur du Séminaire, M. l'abbé Monnier, l'appela à professer la seconde dans cette maison bénie d'où il venait de sortir, et au milieu de laquelle il passa quatorze ans de sa vie. Il remplaçait dans sa chaire M. l'abbé Wenis, nommé curé de Provin. Le sacerdoce vint lui donner bientôt une dignité et un ascendant de plus (1853).

L'abbé Guillemot fut au Petit Séminaire dans son véritable élément. Mais aussi en quel milieu d'élite la Providence l'avait placé! Cet établissement avait été le premier objet des soins de Mgr Giraud, quand il avait résolu de donner une impulsion vigoureuse à l'enseignement secondaire, de lui imprimer sa forte empreinte et d'attacher à cette œuvre essentielle les membres les plus distingués du jeune clergé. M. Monnier avait été nommé supérieur à trente ans, et M. Pruvost y professait la rhétorique avec un éclat qu'on n'a point oublié. Nous ne pouvons nommer tous les contemporains de l'abbé Guillemot et toute cette pléiade de jeunes prêtres, ses élèves d'alors, qui, formés par lui, furent plus tard ses successeurs.

Si nous rappelions tous ces noms, on nous verrait tour à tour évoquer la science, l'esprit français, l'éloquence élevée

parfois jusqu'au sublime, toujours les vertus sacerdotales et le souci du devoir poussé jusqu'à l'absolu dévouement.

M. Guillemot fut un professeur hors ligne, dès la première heure. En seconde, il avait le *mens divinior* qui fait les poètes; il inspirait à ses élèves le goût et parfois la passion de la poésie. Mais il faisait aimer le fond plus encore que la forme, il estimait davantage ce qui élève l'âme que ce qui la charme, il aurait volontiers donné pour devise, aux précoces nourrissons des muses, ces vers de Laprade que j'ai rencontrés dans le cahier d'un de ses élèves :

> On n'est qu'un baladin et non pas un poète,
> Quand, des grâces d'un vers gémissant ou moqueur,
> On a charmé l'esprit sans agrandir le cœur (1).

Cette devise, il l'aurait prise volontiers pour lui-même; il suffira au lecteur, pour en être convaincu, de parcourir le recueil de ses productions littéraires.

Après avoir fait la seconde pendant six ans, il monta dans cette chaire de rhétorique qu'avait illustrée le P. Félix et que laissait libre M. l'abbé Pruvost, nommé principal du collège de Bailleul. La succession était lourde, mais ses anciens élèves sont unanimes à affirmer que M. Guillemot ne fut pas inférieur à sa tâche. Ils se rappellent volontiers avec quel enthousiasme communicatif leur jeune maître lisait les grands auteurs, avec quel goût suprême il leur faisait admirer tour à tour Bossuet, Massillon, Corneille et le grand siècle tout entier, sans oublier les illustrations contemporaines de la chaire, du barreau et de la tribune française. La chevelure en désordre, la physionomie absorbée, une pile de livres sous chaque bras, il arrivait parfois trop tard au cours. Les rhétoriciens le lui pardonnaient volontiers et se disaient : « Notre professeur est plein de discours, comme le vieux Job : nous allons avoir une belle classe ! » Ils ne se trompaient jamais.

Un jour, c'était le 18 juillet 1860, il avait accompagné

(1) *Entretien avec Corneille.*

Mgr Régnier à Arras et avait assisté avec lui aux fêtes de la béatification de Benoît Labre. Mgr Pie était monté en chaire et avait parlé des vices des temps présents, avec une éloquence qui ose tout dire et une délicatesse qui sait tout faire accepter. Qu'on se figure le professeur de rhétorique, haletant au pied de la tribune sacrée, et buvant les paroles de l'éloquent orateur! Le lendemain, il arrive en classe et, pendant une heure, il répète le discours d'Arras. Quand ses élèves en virent plus tard le texte imprimé, ils le reconnurent tout entier.

M. Guillemot vivait plus dans cette sphère idéale que dans le monde réel. Pour lui, le vieil Horace, Polyeucte, Iphigénie, le jeune Joas existaient aussi réellement que ses élèves. C'était hier que Milon avait tué Clodius ; c'était avant-hier qu'Antigone avait conduit les pas errants de son père aveugle, dans le bois sacré des Euménides. Il connaissait mieux l'Agora et le Forum que les places et les rues de Cambrai. Sa pensée errait plus souvent dans les jardins de Tusculum et de Cassiacum que sous les ombrages de la Neuville. Bien des fois, dans ses rêves, il a dû voir Platon au cap Sunium, Cicéron devant le Sénat ou le peuple romain. Il a contemplé Bossuet secouant ses cheveux blancs sur la tombe du grand Condé, et consacrant à cette héroïque mémoire « les restes d'une voix qui tombe et d'une ardeur qui s'éteint.... »

De là, sans doute, ces distractions restées légendaires au Séminaire. De là, les plaisanteries innocentes que se permettaient parfois ses élèves, et même — oserai-je l'avouer ? — quelques-uns de ses graves collègues. De là, certains accidents de tenue et de toilette qui dénotaient une âme élevée au-dessus des soucis matériels; de là enfin certains défauts de mémoire, certains quiproquos restés fameux, qui montraient que l'érudit professeur de belles-lettres hantait souvent le monde... des esprits. A ces souvenirs, je vois sourire ses confrères et ses élèves : cent histoires, réelles au fond, mais souvent embellies par de trop inventives imaginations, leur reviennent à la mémoire. Le bon M. Guillemot ignorait beaucoup de ces

hyperboles. S'il les avait connues, il aurait répondu par un placide et spirituel sourire, et peut-être par cette citation de de Maistre : « L'exagération est le mensonge des honnêtes gens. »

Malgré cela, et peut-être un peu à cause de cela, les professeurs du Petit Séminaire vivaient avec lui dans les termes d'une excellente confraternité; M. Guillemot leur rendait bien l'affection dont il était l'objet. On le vit soigner avec le plus grand dévouement, jour et nuit, l'excellent abbé Lefebvre, son collègue le plus aimé. Il ne put l'arracher à la mort, et ce fut une des plus vives peines de sa vie.

Parmi les élèves, l'éminent professeur de rhétorique était un des maîtres les plus estimés et les plus légitimement populaires. On n'oubliait pas ses mots charmants, ses jugements qui semblaient des oracles; on aimait son cœur si simple, si franc et si loyal, on admirait sa nature laborieuse et l'universalité de ses connaissances. On savait apprécier surtout son art d'élever les intelligences et d'ouvrir des horizons. C'est là, en effet, le plus haut point de la pédagogie, c'est la science spéciale des professeurs de classes supérieures. Quand l'élève, au cours de ses études, a eu le bonheur de rencontrer l'un de ces maîtres émérites, il en garde pour toujours l'empreinte dans l'esprit et le souvenir dans le cœur.

Le professeur de rhétorique d'alors n'aurait pu s'astreindre à devenir un simple préparateur au baccalauréat. Il ne cherchait pas à remplacer ses cours, libres et vivants, par des classes pleines de l'érudition si recherchée de nos jours, et dont nous ne voulons point médire ici. M. Guillemot appartenait à une autre école et s'inspirait d'autres principes. Sa règle de conduite était celle de Plutarque : « Le cœur de l'enfant est un foyer qu'il faut allumer, et non un vase qu'il faut remplir. » Il ne s'en départit jamais.

*
* *

En 1866, M. l'abbé Guillemot fut nommé curé de l'importante paroisse de Saint-Vincent, à Marcq-en-Barœul : c'est là qu'il devait passer les trente dernières années de sa vie.

Marcq est un gros bourg, presque une ville, qui forme pour ainsi dire le prolongement des faubourgs de Lille. Une population nombreuse a été amenée par l'industrie dans ce pays, et elle s'est même accrue au point de rendre nécessaire la division de la commune en deux paroisses. Marcq-Saint-Vincent a gardé les agriculteurs, les vieilles familles du pays, qui s'abritent depuis des siècles à l'ombre de son antique clocher. Des industriels chrétiens y ont maintenu en honneur les pratiques religieuses, et le célèbre pensionnat de Marcq y garde, depuis plus de cinquante ans, les traditions de foi, de science chrétienne, de vertu et de générosité qui sont la grande force morale et la meilleure richesse de nos catholiques régions.

Déjà, au siècle précédent, la paroisse de Marcq avait eu un pasteur érudit en la personne de M. Jacques Legroux, historien de la *Flandre Gallicane*. De nos jours, elle allait posséder un curé qui, sans négliger les devoirs de sa charge pastorale, serait tout à la fois un savant et un poète.

Et pourtant ce n'est pas la Marque, telle que l'industrie l'a faite, qui aurait pu l'inspirer. La rivière, qui prend sa source à Mons-en-Pévèle et qui traverse Bouvines, rappelle à l'historien les plus brillants combats de notre passé chevaleresque, les souvenirs les plus glorieux et les plus épiques; mais depuis quelques années la Marque a reçu tant de flots souillés qu'aucune muse ne succombera désormais à l'envie de la chanter et à la tentation de la poétiser. Elle fait à la Deûle, aux flots d'ébène, dans laquelle elle se jette, une noire et odorante concurrence. C'est cependant sur les bords de cette Marque qu'allait vivre, écrire et s'inspirer M. Guillemot!

Nous ne rappellerons pas les embellissements qu'il a apportés à son église, les vitraux et les autels qu'il y a placés,

les confessionnaux et la chaire qu'il a commandés, les peintures murales qu'il a fait exécuter et l'heureuse façon dont il a complété les travaux de son vénéré prédécesseur, M. Lecocq. Dans ses décorations comme dans toutes ses œuvres, il s'est montré véritablement artiste : le goût le plus sévère, le plus délicat, a toujours présidé aux travaux accomplis sous ses ordres. Ainsi se justifient ces mots de l'Écriture gravés sur sa tombe : « *Seigneur, j'ai aimé la beauté de votre maison et la splendeur du lieu de votre gloire.* »

Mais là ne se bornaient pas ses préoccupations : son principal souci était celui des âmes. Il aimait à entretenir de bonnes relations avec tous ses paroissiens, à causer avec eux, à relancer au moment de Pâques les retardataires, plutôt indifférents qu'endurcis. Comme il savait rendre la religion aimable, bien peu d'hommes résistaient à ses bonnes paroles et aux efforts de son zèle. Il possédait la confiance générale et, comme au Séminaire, il jouissait d'une popularité de bon aloi, basée sur l'estime publique.

Combien de paroissiens ont profité de ses bons conseils, et des consultations qu'il donnait avec un infatigable dévouement! Combien de pauvres aussi ont bénéficié d'une charité aussi large que discrète! M. Guillemot pratiquait avec le même cœur l'aumône spirituelle et l'aumône corporelle. A quelques enfants de sa paroisse, il multipliait les leçons qui les préparaient au sacerdoce ; aux besoigneux de toute sorte, il distribuait des secours avec d'excellents avis.

La piété, chez lui, était à la hauteur de la charité. C'est avec raison qu'une main pieuse a fait de lui cet éloge qu'on peut lire sur sa pierre tombale : « ***Sa haute intelligence et son grand cœur ont été constamment au service de tous.*** » C'est à lui que la paroisse dut l'usage de la Communion réparatrice, la pratique de l'adoration nocturne et plusieurs autres œuvres d'édification.

Faut-il ajouter, pour être juste, que le curé de Marcq n'était point un novateur? Il pratiquait le ministère pastoral comme le faisaient, il y a cinquante ans, nos vénérés pères dans le sacerdoce. Il attendait, pour introduire dans sa paroisse

certaines œuvres de zèle, qu'elles eussent déjà produit dans le voisinage des fruits durables. Il jugeait de l'opportunité de certaines innovations par les résultats obtenus ailleurs. Peut-être eut-il été préférable d'aller de l'avant avec un esprit d'initiative personnelle que ses confrères eussent approuvé et que Dieu eût béni. Nous ne jugeons pas les faits, nous les constatons avec des intentions d'une affectueuse bienveillance, qui ne saurait exclure la sincérité.

Ses prédications, toujours écoutées avec intérêt et respect, étaient parfois marquées au coin d'une originalité voulue, que ses paroissiens n'oubliaient pas. Ses conférences ecclésiastiques étaient de petits chefs-d'œuvre de science, d'exposition et de méthode. Aussi devint-il bientôt vice-doyen du décanat de Notre-Dame à Tourcoing.

Après les devoirs du ministère, venaient, pour M. Guillemot, les préoccupations scientifiques, littéraires et artistiques.

L'ancien professeur garda toujours l'amour ardent de l'étude. Les langues, l'histoire naturelle, la peinture, la gravure, voire même l'entomologie et la pomologie, la viticulture et l'apiculture n'avaient point de secrets pour lui. Quand il abordait un sujet, ses auditeurs s'apercevaient bien vite qu'il le possédait à fond, et qu'il leur suffisait d'écouter : M. Guillemot resta toute sa vie professeur, avec toutes les qualités de sa première vocation. Pourquoi faut-il qu'il n'ait point confié au papier le résultat de ses investigations scientifiques ? Peu d'hommes avaient au même degré l'habitude de l'exposition claire, didactique et littéraire, et bien des Revues auraient été heureuses de s'assurer la collaboration d'un homme aussi compétent en toute sorte de sujets.

Ses amis lui faisaient raconter volontiers les épisodes de ses voyages, où ses connaissances en linguistique lui avaient été très utiles. Une discussion en chemin de fer avec un rabbin juif tourna à l'honneur de l'Église catholique, grâce à la connaissance de l'hébreu que possédait le savant curé.

A Berlin, il veut un jour pénétrer dans le cimetière judaïque pour visiter la tombe originale de Meyerbeer. Le gardien des monuments, vrai cerbère au nez recourbé, aux joues pâles, au profil sémitique, lui demande en allemand s'il est juif. Le curé répond en lui citant en hébreu les premiers versets de la Genèse. Le fils de Jacob n'est point convaincu et referme obstinément la porte : les formes athlétiques, le regard droit et franc, la figure aryenne de M. Guillemot, ne laissaient point croire à son origine israélite. Le farouche Allemand ne se laissa attendrir que lorsque le curé français lui eut récité, en hébreu toujours, un des psaumes familiers de la synagogue.

En d'autres circonstances, ses études linguistiques le servirent moins bien. A Londres, vers 1860, comme il demandait à acheter des timbres-poste, un policeman anglais, peu intelligent sans doute, le conduisit chez un industriel qui vendait... des pommes de terre!

* * *

C'est dans les moments de loisir laissés par son ministère, qu'il composa ses poésies. Les habitants de Marcq voyaient parfois leur bon curé revenir à travers champs, le long des sentiers, le chapeau sous le bras et l'air préoccupé. Il était allé visiter quelque malade ou quelque confrère ; la muse l'avait saisi en chemin. Comme Boileau, il trouvait la rime riche au détour d'une route, et le mot propre au coin d'un bois. Il répétait à mi-voix ses strophes sonores, éloquemment animées par des gestes qui zébraient l'espace. Chez les confrères, il déclamait, sans trop se faire prier, des poésies de circonstance, et c'est sur leurs instances qu'il avait consenti à les faire imprimer. Pourquoi faut-il qu'une mort prématurée l'ait empêché d'accomplir ce désir, et ait forcé l'un de ses admirateurs à accepter, comme un legs funéraire, la mission de présenter ce recueil à ses nombreux amis?

Ceux-ci retrouveront tout entier celui qu'ils ont aimé et pleuré. Ils verront reparaître devant leurs regards émus cette

physionomie douce et souriante, ces yeux si profonds que l'enthousiasme illuminait parfois ; ils sentiront les battements de ce cœur si affectueux, qui s'éprenait de tout ce qui est aimable. Ils retrouveront ce caractère chevaleresque qui s'attachait à toutes les grandes causes, et ce goût supérieur qui discernait et admirait toutes les belles œuvres.

Les familiers du presbytère savent à quel haut degré le bon curé possédait l'art de distraire et d'égayer ses confrères avec cet atticisme et cette distinction qui ne l'abandonnaient jamais. Car il était toujours prêtre avant tout ; ses récits comme ses strophes ne servaient que la vertu et la religion.

C'est pour la vérité que Dieu fit le génie,

a-t-on pu dire. C'est pour elle aussi qu'il créa le talent souple et varié de M. l'abbé Guillemot. Sans doute, les délicats pourront ne pas retrouver en lui la forme impeccable et le brillant cliquetis de mots de quelques modernes. Ils pourront lui reprocher, peut-être avec quelque raison, certaines inégalités de style, certaines faiblesses de métrique, certains vers prosaïques. Les rimeurs campagnards ne sont point, en général, des fanatiques de la rime riche. M. Guillemot avait goûté le simple conseil de ce poète d'occasion qui fut Louis Veuillot :

Mets du bon sens en ta chanson,
N'en bannis point la fantaisie,
Rêve et bon sens, c'est poésie ;
Prends tes aises sur la façon.

Un joli mot, dans un couplet,
Vaut mieux qu'une rime éclatante ;
Celui qui rime sans patente
Peut bien rimer comme il lui plaît.

Ce qui nous charme dans notre poète, c'est la sève gauloise, le goût de terroir, le bon sens qui parle bon français. C'est un Nadaud plus chrétien, mais qui a gardé la pointe philosophique, l'art d'indiquer la leçon pratique, les descriptions sentimentales de la nature, l'amour pour la terre natale, pour

la maison familiale et ceux qui l'habitent. Comme le poète roubaisien, il a retrouvé quelque chose de la bonhomie pleine de malice et de sel attique de La Fontaine et de Gresset. Un autre de nos compatriotes, le P. Largent, est plus intime, plus *lamartinien,* si j'ose dire, dans les poésies charmantes qu'il a intitulées : *Avant l'automne.* Mais M. Guillemot peut, sans trop de désavantage, être comparé à ces brillants émules.

C'est sa muse champêtre qu'il a dépeinte dans ces vers faits pour être chantés :

Comme l'abeille fugitive,
Qui fait son miel en voyageant,
Notre muse, de rive en rive,
Va bourdonnant et voltigeant ;
Comme elle, du myrte à la treille,
Recommençant mille détours,
Elle vole, petite abeille,
Vole, vole, vole toujours.

Tantôt, il fait allusion à celles qui se reposèrent en Grèce sur les lèvres des poètes, et ajoute :

Le printemps reverdit la terre,
Teinte du sang des oppresseurs ;
Longtemps l'éclat du cimeterre
Sur l'Hymette effraya tes sœurs.
Mais à la France qui s'éveille
La foi va rendre de beaux jours ;
Vole, vole, petite abeille,
Vole, vole, vole toujours.

Tantôt c'est à une cigale qu'il compare sa muse dans la pièce intitulée *la Cigale et le Grillon :*

La Cigale, vive et légère,
Va voltigeant comme l'oiseau ;
Le Grillon rampe sur la terre,
Ainsi qu'un pauvre vermisseau.
La Cigale est la poésie,
Et toi l'humble prose, ô Grillon....

Néanmoins sa muse sait s'élever jusqu'aux plus lyriques accents dans les sujets religieux. Dire que M. Guillemot

rappelle Lefranc de Pompignan n'est peut-être qu'un mince éloge, après les cruelles épigrammes de Voltaire. Le lecteur le comparera lui-même à J.-B. Rousseau, dans sa seconde ode à Léon XIII, dans les strophes sur le Vendredi-Saint, sur Pâques, sur la Pentecôte.

Notre poète sait manier d'un bras vengeur le fouet de la satire, dans ses pièces sur Renan, Zola, Ravachol et consorts. Avec quelle verve indignée il flagelle la *morale laïque,* l'*école neutre,* le *mauvais journal,* le *meurtre rituel !*

Il approche du sublime quand il chante Duguesclin, Jeanne d'Arc, Mac-Mahon, Mgr Freppel. Citons la première strophe sur l'héroïne de Domremy :

Je vois au ciel de notre histoire
Un astre qui me fait rêver.
Je rêve de vertus, de gloire,
Je sens mon âme s'élever.
Quelle incomparable épopée
Écrite par ta noble épée
En caractères radieux,
O Jeanne, naïve bergère,
O Jeanne, vaillante guerrière,
O Jeanne, sainte dans les cieux!

Après Victor Hugo, il ose chanter Napoléon-le-Grand :

« Vous êtes grand comme le monde, »
Dit Kléber à l'heureux soldat,
Dont la vie en exploits féconde
Déjà jetait un vif éclat.
Les Pyramides l'entendirent,
Les Pyramides tressaillirent
Devant le nouveau conquérant.
Ces vieux témoins de tous les âges,
Qui virent passer rois et sages,
N'avaient point vu d'homme plus grand.

Il était de ceux que la terre
Regarde comme avec stupeur,
Qui marchent au bruit du tonnerre
Frappant les peuples de terreur.

Sésostris, dont l'antique gloire
Berce les ombres de l'histoire;
Jeune héros macédonien;
Toi Romain, vainqueur de Pompée,
Aviez-vous plus vaillante épée?
Vos noms éclipsent-ils le sien?

Une des dernières pièces du volume est celle qu'il consacre aux Pères Blancs, et à ce cardinal Lavigerie dont la gloire brille aujourd'hui d'un nouvel et plus vif éclat :

Un pontife vers eux se penche,
Les exhortant du haut des cieux
A teindre aussi leur robe blanche,
Mais d'un pourpre plus précieux.
Des martyrs la mort est si belle
Qu'au sein de la gloire éternelle
Son grand cœur se réjouira :
Et dans sa tombe solitaire,
Qui reste inconnue à la terre,
L'ombre de Cham tressaillira!

Mais M. Guillemot excelle surtout quand il chante, dans des pièces de moindre envergure, *les vieux livres, les vieux amis, les moissons, la jument et le bœuf de la ferme, la poule, le lapin et le chien du presbytère, le vieux mendiant de l'église, la capote grise du soldat.*

Écoutons une poésie charmante consacrée aux *Oiseaux :*

Oh! les charmants oiseaux joyeux!
Comme ils maraudent! comme ils pillent!
Où vont ces mendiants des cieux
Que tous les souffles éparpillent?...

Comme ils sont près du Dieu vivant
Et de l'aurore fraîche et douce,
Ces gais bohémiens du vent
N'amassent rien qu'un peu de mousse.

Atteignent-ils les astres? Non.
Mais ils montent jusqu'aux nuages.
Vers le rêveur, leur compagnon,
Ils vont, familiers et sauvages.

La grâce est tout leur mouvement,
Et le plaisir toute leur vie :
Pendant qu'ils volent vaguement,
La feuillée immense est ravie.

Pour juger ces vers, laissons la parole à un critique qui est un maître en fait de goût et de style. Écoutons M. Amédée de Margerie :

« Il y a certainement dans ce manuscrit de quoi faire un » charmant volume, qui non seulement fera revivre l'auteur » dans le souvenir de ceux qui l'ont connu, mais honorera la » Flandre française et le clergé du diocèse.

» Car M. Guillemot était vraiment un poète, ou plutôt » quatre poètes, un poète religieux plein d'âme et de foi, » un poète satirique qui a beaucoup d'esprit, un poète lyrique, » dont quelques pièces ont un grand souffle, un poète *buco-* » *lique*, comme on disait autrefois.

» Cette corde bucolique est peut-être la plus parfaite de son » *luth*, comme il l'appelle. Il a au plus haut degré le senti- » ment poétique de la nature, de la vraie qui n'est pas » celle des jardins et des parcs, mais celle des champs, des » bœufs, des foins et des ruisseaux. »

*
* *

Hélas ! La fin de cette vie, toute consacrée à Dieu, aux âmes et aux lettres, fut tragique et triste. En la racontant, nous pensons instinctivement au mot de Pascal : « Le dernier » acte est toujours sanglant. »

Chaque année, M. le curé de Marcq faisait un voyage de quelques semaines en pays étranger. Il se reposait des fatigues de la première communion et de la confirmation par quelque pèlerinage, par la visite artistique des églises, des curiosités naturelles et des musées de Hollande, d'Allemagne ou d'Angleterre. Cette année 1895 avait été particulièrement laborieuse et féconde. Le zélé curé avait parcouru sa paroisse pour organiser une souscription générale. Il avait conçu un grand projet, celui de faire peindre son église en entier, et il espérait

que cette œuvre de foi serait l'œuvre de tous. Il avait visité toutes les maisons et partout il avait été reçu comme un père vénéré. L'entreprise était en bon train ; l'abbé Guillemot avait besoin de repos, il se résolut à prendre quelques jours de vacances.

Comme il devait traverser des pays protestants, où le port du costume ecclésiastique est parfois interdit, toujours embarrassant, il voulut voyager en costume séculier. De plus, il préféra ne pas avoir de compagnon. « Quand je visite une galerie de tableaux, disait-il, j'ai l'admiration lente et longue. Je suis homme à rester en contemplation pendant plusieurs heures devant un seul chef-d'œuvre. Mes amis, gens pressés et pratiques, ont épuisé en une demi-heure toute l'admiration dont ils peuvent disposer. Je ne veux pas les doter d'un compagnon dont la curiosité est de moins courte haleine, qui étudie les procédés de l'artiste, qui se rend compte des effets produits, qui analyse minutieusement son plaisir artistique. Si je voyage seul, c'est que j'aime à muser et à m'attarder. C'est ma manière d'être enthousiaste. Je ne prétends l'imposer à personne. »

En juillet, il était parti par Charleville, Nancy, Toul, faire son pèlerinage à Domrémy. Il écrivait le 11 à ses chers vicaires :

Voici quelques lignes du touriste et du pèlerin, car je suis les deux dans ce voyage.

Tout va très bien, pas trop de fatigue et bonne santé.... Je viens d'aller dire la messe à la basilique de Jeanne d'Arc qui sera splendide malgré ses dimensions un peu exiguës. Le Père Létendard fut charmant d'attentions délicates envers moi. Je vis ensuite la chambre où naquit l'héroïne, et l'église où elle pria.

Puis je me suis arrêté à Metz, qui se germanise de plus en plus. Hélas! on n'y parle presque plus le français....

J'abrège ma lettre que je ne mettrai à la poste qu'à Verviers. C'est une étape pour me rendre à Aix-la-Chapelle où je vénérerai, j'espère, les insignes reliques, dont l'ostension est fixée du 10 juillet au 25.

A Verviers, M. Guillemot rouvrit sa lettre pour y ajouter quelques détails :

J'ai passé par Luxembourg, autrefois la ville la plus forte du monde, aujourd'hui démantelée et présentant de jolies habitations au fond de ses vieux remparts.

Là, j'ai prié une seconde fois devant la statue miraculeuse de Notre-Dame des Affligés, devant laquelle cinq lampes d'argent brûlent jour et nuit.

Mais le vieux Supérieur du Séminaire qui m'avait si bien accueilli, il y a dix ans, est mort.... Je pars joyeux pour Aix-la-Chapelle, sans trop songer à ma paroisse, que je sais être entre bonnes mains.

Hélas! ces lignes devaient être les dernières. Le soir même, après avoir écrit cette lettre, il se sentit peut-être indisposé, et il voulut sortir, persuadé que le grand air dissiperait son malaise. A dix heures, il revint vers son hôtel et il s'adressa à un passant pour lui demander s'il était bien sur la route. Celui-ci, frappé de son air souffrant, le suivit des yeux. Il le vit chanceler, puis tomber comme une masse. Il se précipita, chercha à le relever. L'abbé Guillemot était mort, frappé d'apoplexie foudroyante.

C'était le samedi 13 juillet 1895. Le 14 au matin, une dépêche fit connaître à Marcq la funèbre nouvelle. Les zélés vicaires montèrent en chaire et, d'une voix entrecoupée de sanglots, ils annoncèrent aux ouailles la mort du bon pasteur. Le deuil fut unanime, les réjouissances officielles de la fête nationale furent contremandées. La paroisse s'unissait à la douleur poignante de la famille, ou plutôt elle était elle-même une grande famille à qui la mort venait de ravir un chef vénéré.

Le jeudi suivant, eurent lieu les funérailles. Elles furent grandioses, émouvantes et tout à fait dignes de l'excellent prêtre que l'on pleurait. M. le Maire se fit l'interprète des « regrets unanimes » de la commune. Il sut trouver des éloges mérités pour le curé « qui recevait et visitait tous ses paroissiens avec les mêmes égards, et pour qui les indifférents eux-mêmes n'avaient que du respect. »

Avec un de ces poètes de Rome que l'abbé Guillemot

aimait tant à citer, nous pourrions dire : *Multis ille bonis flebilis occidit.* La paroisse montra son deuil de la façon la plus chrétienne, en priant pour l'excellent pasteur; chaque rue fit célébrer à son tour une messe pour le repos de son âme. Le Conseil municipal s'honora en accordant à ses dépouilles une concession perpétuelle au cimetière communal.

Mais le plus beau monument est celui que lui ont érigé, dans leur cœur reconnaissant, ces élèves qui conservent avec respect la mémoire de leur vieux maître, ces chrétiens qu'il a fortifiés dans la foi et la vertu, tous les amis du cœur et tous les admirateurs du talent.

Le plus illustre d'entre eux, celui dont notre poète a chanté l'évangélique vaillance, Sa Grandeur Mgr Fava, évêque de Grenoble, résume en ces termes l'appréciation de tous :

« J'aimais beaucoup le curé de Marcq. Il avait tout ce qu'il fallait pour être aimé : il aimait bien lui-même. Les personnes qui ont eu des rapports avec ce prêtre si distingué ont dû trouver en lui un cœur d'or. Qu'il agrée ce souvenir fraternel, comme un hommage rendu à sa mémoire! Ses poésies, j'en suis sûr, sont remplies de sentiment et d'imagination, de goût sévère et d'art délicat.»

Nous sera-t-il permis, à nous aussi, de déposer cet humble *Memento* sur votre tombe, ô vous qui aviez conquis, dès la première heure, notre estime mêlée d'affection et de respect?

Dans une de vos meilleures inspirations poétiques, vous disiez un jour :

Ah! je sais bien pourquoi là-bas au cimetière,
J'aime une fleur,
Son parfum vers le ciel monte avec ma prière
Et ma douleur;
Près d'elle agenouillé, je comprends son langage
Mystérieux.
D'un amour qui survit, elle sera le gage
Triste et pieux.

Ne crains pas que jamais en mon âme s'efface
Ton souvenir :
Si je dois m'éloigner, la fleur tiendra ma place
A l'avenir.
Ma fleur est toujours là, mélancolique emblème
De mes regrets,
Mais aurai-je une fleur sur mon tombeau moi-même?
Je le voudrais !

Puisque vous la vouliez, cher et vénéré poète, nous sommes heureux de vous l'offrir, cette fleur du souvenir! C'est cet humble article qui raconte votre vie, qui rappelle les pensées, les sentiments et les œuvres de votre âme sacerdotale. Puisse ce myosotis, consacré par la mort, se conserver sans rien perdre de sa fraîcheur et de son parfum, dans la mémoire de tous vos amis! Puisse-t-il se perpétuer aussi longtemps que le souvenir de vos vertus! Puisse-t-il se garder dans tous les cœurs aussi longtemps que le regret causé par votre subite disparition, regret que les années ne parviendront ni à faire disparaître, ni même à amoindrir!

Dr L. SALEMBIER.

Professeur d'Histoire ecclésiastique.

LETTRES DE MAINE DE BIRAN

A SA FAMILLE

LXXXV. — *A Adine.*

Paris, le 26 Juin 1822.

Je désire bien apprendre que tu es mieux, car je suis inquiet pour toi particulièrement, ma bonne Adine, de l'effet de ces chaleurs si vives et si prolongées. Je n'ai rien vu de pareil, surtout à Paris. Après quelques jours de frais, nous voilà encore sous la zone torride. L'obligation de s'occuper d'affaires et de rester plusieurs heures par jour dans une assemblée, est un vrai supplice; mes nerfs en sont fort éprouvés, et j'ai besoin de lutter pour ne pas me laisser aller au découragement et à la tristesse. Cette tristesse dont le mauvais état de la machine est une cause principale, s'entretient par mon genre de vie et par les départs successifs des connaissances auxquelles je tiens le plus; tout le monde quitte Paris. Je vais perdre aussi bientôt la bonne princesse et M^elle^ d'Alpy, qui vont aller passer un mois au Val (1). Il ne me restera plus que mon pauvre ami Lainé, qui me communique tout son triste et qu'il m'est impossible d'égayer. Je ne me console qu'en songeant à la fin de cette session qui ne se prolongera pas

(1) Le Val, dans la forêt de Saint-Germain. C'était un simple pavillon de chasse sous Henri IV; rebâti à grands frais par Louis XIV, il devint plus tard la propriété du maréchal de Beauvau, puis de la princesse de Poix. La princesse de Poix était nièce de la princesse de Craon, étant fille du maréchal de Beauvau, frère aîné du prince de Craon.

La princesse de Craon, née d'Archiac, veuve du marquis de Bonhay, avait épousé le prince de Craon.

au delà de la première quinzaine d'août. J'aurai grand besoin alors d'un congé pour aller respirer loin d'ici et près de tout ce que j'ai de cher (1).

LXXXVI. — *A Adine.*

Paris, le 26 Juillet 1822.

L'été continue à me faire mal ; quoique la chaleur soit plus modérée, il me semble que je *sèche* et languis comme ces pauvres plantes qui sont déjà ici flétries comme en automne. Les arbres ont perdu leur verdure, la poussière est affreuse et tout Paris est pour moi en ce moment un bien triste séjour et comme un vrai *purgatoire* où je tâche d'exercer la vertu de patience et de résignation, en attendant un meilleur temps. Je t'assure, mon enfant, qu'il me faut lutter rudement contre moi-même pour faire le métier que je fais, suivre les affaires du Conseil et surtout assister à ces terribles séances de la Chambre, dans la disposition *physique* et *morale* où je suis. Mais je me dis qu'il faut accomplir son devoir jusqu'au bout, et qu'à ces mauvais jours succéderont bientôt des jours plus heureux ; j'espère que Dieu me soutiendra d'ici là.

Je compte que notre session finira le 10 août (pour la Chambre des *Députés*), et aussitôt après avoir mis une boule

(1) Adine lui exprimait ainsi le 2 juillet la correspondance affectueuse de leurs âmes : « J'espère un peu demain une lettre de toi ; je vais être bien heureuse : c'est là mon bonheur, et, toujours penser à toi, mon occupation de tous les jours et de tous les moments. Adieu, mon bien bon père, ton Adine t'aime de toute son âme. Éliza me charge de ses tendresses. » Ces formules de piété filiale sont fréquentes dans les lettres des enfants de M. de Biran. Ainsi, Éliza lui dit le 30 octobre 1818 : Nous regretterions trop la vie si nous la passions avec toi, et c'est pour cela, je pense, que Dieu ne le permet pas. Il me semble que je serais si heureuse si je pouvais te voir seulement un quart d'heure dans la journée. Que serait-ce donc si c'était *toujours !* Adieu, mon bon père; pense à tes enfants quelquefois, et sois assuré que pour elles, elles ne font que cela. » Le 29 mai 1821 : « Ménage-toi pour nous, mon bon père. Ce serait si heureux de te savoir bien portant, et c'est si triste de se voir loin de toi et de te savoir malade. Ainsi toujours des maux dans la vie. Ils seraient cependant bien allégés si on pouvait la passer avec toi, cette vie. Mais nous y tiendrions trop alors. Ainsi il faut en venir à ce que tu nous recommandes toujours, la soumission à la volonté de Dieu. C'est le sacrifice le plus digne de lui, puisqu'il nous coûte le plus. »

blanche sur la loi du budget, je quitterai Paris (1) pour aller faire une tournée avec M. Lainé : peut-être irons-nous passer une quinzaine aux eaux de Plombières (2) dont je voudrais essayer pour ma part. J'avais pensé à aller me raviver un peu dans ces chères Pyrénées, mais la saison serait trop avancée et d'autres motifs encore m'en détourneraient en ce moment. J'ai correspondu avec M. Candillac (3) au sujet de cette pauvre Zélie qui m'a donné et me donne encore bien des inquiétudes. J'aurais certainement fait avec elle le voyage de Bonnes (4) si le médecin qui avait été d'abord d'avis de ce voyage n'y avait pas renoncé depuis par suite de nouveaux accidents survenus. J'attends les premières nouvelles avec bien de l'impatience.

Ménage bien ta santé, mon Adine, pour que mon bonheur soit complet en revoyant tout ce que j'ai de plus cher. Je songe souvent avec tristesse que tu as trop de rapports avec ton père, par certains côtés qui ne sont guère compatibles avec le bonheur de cette vie. Adieu, chère bonne enfant; je t'embrasse et ta sœur avec tendresse.

Suzette vous fait ses compliments et amitiés : elle viendra en Périgord avec nous.

(1) Il quitta en effet Paris le 12 août pour visiter la Suisse, où il rencontra son ami Ampère et M. Pasquier. M. Naville a publié la seule lettre connue, écrite pendant ce voyage par M. de Biran à ses filles. Le 27 août, Éliza écrivait à sa tante : « Nous avons été surprises hier bien agréablement par une personne dont l'arrivée si prochaine vous surprendra sûrement aussi, notre bonne Suzette que nous n'attendions tout au plus que demain ou après. Il lui tardait beaucoup de venir, et elle a saisi la première occasion qui s'est présentée. Nous l'avons trouvée toujours la même et elle nous a dit qu'elle se portait encore mieux cette année que les autres. Elle nous a apporté une lettre de notre bon papa, de Béfort, la première halte qu'il eût faite depuis qu'il a quitté Paris. Il a fait ce trajet en quarante-huit heures. Il nous dit que la vue des montagnes du Jura a commencé à lui faire du bien et qu'il ne se trouve pas aussi fatigué qu'on pourrait le croire, vu la rapidité de sa course. Il séjournera deux jours à Lyon où il nous dit de lui adresser nos lettres. De là il doit aller à Berne. »

Il vit Berne, Lucerne, Zurich, Neuchâtel, Lauzanne, Genève, et le 11 septembre il rentrait en France.

(2) Il faut croire que Plombières fut délaissé, puisque, parti le 12 août de Paris, Maine de Biran était déjà en Suisse le 17.

(3) Médecin à Bergerac où Zélie, malade, était venue recevoir ses soins.

(4) Eaux-Bonnes. Éliza, le 2 août, donnait à son père de meilleures nouvelles de Zélie et le remerciait bien affectueusement de la générosité avec laquelle il aurait renoncé à ses projets dans l'intérêt de sa nièce. Elle traduisait aussi la reconnaissance de Zélie et de son frère Hubert.

LXXXVII. — *A Eliza.*

Paris, le 4 Août 1822.

Je réponds aujourd'hui, ma bien chère enfant, à ta lettre du 26 juillet. J'ai reçu hier par la voie ordinaire celle de notre Adine. Je suis heureux de cette exactitude de correspondance entre nous et serais fâché qu'elle fût entravée par les nouvelles mesures un peu sévères de l'administration au sujet des lettres.

La lettre d'Adine d'hier au soir m'apprend une fâcheuse nouvelle au sujet des glaces. D'après les deux exemples arrivés à M. Maurice (1) il y a quelques années, j'aurais été d'avis de faire *assurer* ces glaces (2). M^elle^ d'Alpy va être bien fâchée. Je vois avec plaisir, par ce que me dit Adine, que votre bon oncle n'a pas été trop ébranlé par ce malheureux événement. C'est dans ces cas que la raison et la patience sont utiles en faisant supporter avec calme les maux ou les contrariétés extérieures qu'on n'a pu éviter.

Je compte aller au Val à la fin de cette semaine, après notre budget. Ce seront les adieux, car je compte partir le 12 pour une tournée un peu longue. J'espère que le voyage et la liberté me remettront un peu à *flot*. J'en ai grand besoin : ces deux mois de chaleur et les ennuis d'affaires m'ont extraordinairement fatigué ; et, pour comble, me voilà tenu par un rhume qui me fait tousser jour et nuit. Je ne crois pas que cela dure, parce que l'estomac n'est pas en mauvais état.

J'ai toujours de tristes nouvelles de notre pauvre Zélie; malgré quelques apparences de mieux le médecin ne me rassure pas. Il ne faut pourtant pas cesser d'espérer dans cette force de vie de la jeunesse, ni de nous confier en Dieu en subordonnant toujours notre volonté à la sienne.

---

(1) Maurice avait été préfet de la Dordogne quelques années auparavant.

(2) Des glaces envoyées par Mademoiselle d'Alpy à son oncle M. de Gérard s'étaient brisées pendant le voyage.

LXXXVIII. — *A ses filles.*

Grateloup, le 29 Septembre (1822)

Il me semble, mes chères enfants, que voilà bien des jours que nous sommes séparés, et j'aurais voulu déjà que nous eussions pu nous donner réciproquement de nos nouvelles. J'arrivai mercredi à midi à Grateloup, après avoir laissé la diligence à la Ribérie (1) et Suzette gardant les effets. Je vins sans être vu de personne et arrivai par les derrières dans la cuisine où ma présence subite fit un grand effet. Votre bonne tante a été joyeuse comme vous pouvez penser. Félix nous arrive à cinq heures du soir. Nous sommes contents de nous retrouver dans notre Grateloup qui est reverdi par la pluie et frais presque comme au printemps. Mais le bonheur sera incomplet tant que vous manquerez, mes bonnes filles, à la réunion de famille dans ce lieu où nous rattachons tous ensemble tant d'affections et de souvenirs. J'ai dû céder aux bonnes raisons de votre tante (2) pour différer cette réunion jusqu'à ce que nous fussions un peu fixés sur la grande affaire de Félix (3). Mais quoi qu'il arrive, *il faut* que vous veniez à Grateloup le 15 octobre au plus tard. Nous verrons bientôt les moyens d'arranger ce voyage.

J'ai reçu une lettre de M. Lainé, qui me donne son itinéraire; il doit être à Périgueux demain ou après-demain, et je l'attends ici mardi, à moins que le Préfet ne m'envoie un message contraire.

Adieu, chères bonnes filles; je vous embrasse avec tendresse. Ma femme vous dit mille choses tendres. Félix vous embrasse. Suzette a repris ses habitudes de Grateloup.

(1) La Ribéric est un village de Lembras, à proximité de Grateloup, et où passait la diligence. Là se trouve actuellement une très agréable habitation de campagne illustrée par un homme bien avantageusement connu dans le monde littéraire, M. Prosper Faugère, ancien ministre plénipotentiaire. Jusqu'à sa mort, cet éditeur de Pensees et lettres de Pascal, venait chaque annee, pendant l'été, y goûter les douceurs de la vie des champs.

(2) Celle du Murat.

(3) Un projet de mariage dont on verra plus loin les suites.

LXXXIX. — *A Félix.*

Paris, le 1er Décembre 1822.

Tu auras vu par ma dernière que, d'après nos conversations avec ton colonel, mon point de vue avait un peu changé, et que j'opinais pour la *non activité* au lieu de la *démission*. J'ai fait d'abord quelques démarches dans ce sens, mais il était trop tard; ta démission avait été déjà proposée au Roi par le ministre et acceptée. J'ai cette acceptation. Je te l'enverrai par Périgueux, ayant une occasion prochaine.

M. de Coetlosquet m'a témoigné sa surprise de te voir quitter le service étant si favorablement noté, et il m'a dit très sérieusement que le ministre (1) avait témoigné de l'*humeur* à cause de l'*exemple,* et de la peine à cause de la *perte* d'un bon officier. Cela est fort honorable pour toi, mais me sert assez mal près du ministère qui n'était pas déjà bien *chaud* pour moi en ma qualité d'ami du précédent. J'en prends mon parti et m'attends à tout. Je ne pense pas pourtant qu'il y ait de changement prochain et *brusque* dans ma position, comme il y en a à chaque instant dans celle des gens de ma connaissance.

Maintenant que voilà ta démission acceptée, il n'y a plus à s'inquiéter d'autre chose que de l'arrivée des dispenses et des conditions soit *spirituelles,* soit *matérielles* (c'est-à-dire *pécuniaires*). Il paraît que le tout sera immédiatement adressé à l'Évêque de Périgueux. Ainsi tu seras fixé avant moi, et il ne faudra pas tarder un moment à m'instruire, afin que je fasse mes dispositions pour le voyage (2). Je crains bien que la convocation des Chambres ne vienne à la traverse. M. de Villèle m'avait assuré que ce serait pour le 15 janvier, et cela m'arrangeait assez; maintenant il s'agit du 24 janvier, et me voilà un peu incertain sur la question de savoir si je pourrai quitter *décemment* avant la nomination du président et la

(1) Le duc de Bellune.

(2) Le mariage de M. Félix de Biran avec Mlle Caroline de Garraube fut célébré le 3 avril 1823.

discussion de l'adresse au Roi, ce qui nous mènerait à l'époque du Carnaval. Nous verrons plus tard et quand les dispenses seront arrivées s'il y a moyen d'arranger tout cela.

Si tu lis les journaux, tu auras pu t'assurer par les derniers courriers que les espérances de paix sont plus fortes que jamais, et j'avoue que j'étais loin de voir aussi en *couleur de rose* dans les premiers jours de mon arrivée : ta démission dans un tel moment me faisait plus de peine que je ne pouvais le dire; aujourd'hui je suis bien aise qu'elle soit acceptée et les suites me donnent moins d'inquiétude.

Je te charge de tous mes compliments affectueux pour M^me^ de Garraube et sa chère fille, à qui je rends de tout mon cœur les sentiments que sa bonne mère veut bien te témoigner.

Embrasse tendrement pour moi ton excellente tante. Je lui écrirai la prochaine fois. Adieu, cher enfant; mille tendres amitiés.

Suzette ne veut pas être oubliée.

XC. — *A Eliza.*

Paris, le 7 Décembre 1822.

Je vous assure, mes chères enfants, que vous me faites un grand bien par ces douces *conversations* où nos âmes s'entendent et se rapprochent malgré la distance. J'ai besoin de cet aliment qui ne se trouve point dans le monde où je vis. Quand l'agitation des affaires, des visites, me laisse un peu de repos, je me trouve bien *seul,* et c'est alors que les lettres de mes bonnes filles me sont un véritable secours.

Je sens toute ma manière d'être changée depuis que je suis ici, et, sans être malade, je n'ai plus ce sentiment de bien-être physique et moral que je goûtais si heureusement quand nous étions ensemble. Je le crois tout à fait *incompatible* avec l'air de Paris et la vie qu'on est obligé d'y mener, surtout quand on est dans les affaires et qu'on veut se tenir

au ton de ce qui nous environne. Je suis heureux de penser que mes bonnes filles sont à l'abri de tout ce mouvement et ce bruit qui influe ici plus ou moins sur tout le monde; que leur vie est paisible, uniforme, et qu'elles peuvent toujours rester *elles-mêmes*, en quoi elles ne peuvent que gagner.

Les détails que tu me donnes, ma chère enfant, sur tes occupations, tes lectures, et celles que vous faites en famille dans vos soirées m'ont vivement intéressé. J'aime à voir vos jeunes âmes transporter l'image du *beau* et du *bon* moral à tout ce qui leur en offre quelque apparence. L'âge et la réflexion pourront rectifier plus tard ces jugements de première impression. Je n'approuve (sans condition) que votre admiration pour notre excellent *maître* et notre ami commun, Fénelon.

J'embrasse tendrement mes deux bonnes filles et fais mes amitiés à la tante et à l'oncle.

XCI. — *A Adine.*

Paris, 22 décembre (1822).

C'est pour ne pas manquer à ma douce habitude, chère bonne enfant, que je t'écris aujourd'hui malgré ma presse de messe au château et le froid extrême qui m'empêche de tenir la plume. Mais je suis bien aise de commencer la journée par dire *bonjour* à mes bonnes filles. En pensant à elles, j'éprouve toujours du bien et plus de calme au fond de l'âme.

Je suis assez souffreteux par cette température; cependant le fond de ma santé tient encore, et je sors tous les jours pour mes affaires de Conseil dont le nombre s'accroît. Je pense souvent, chères enfants, au doux repos, aux plaisirs de famille que je goûtais près de vous. Espérons que le bon temps reviendra.

J'écrirai par une occasion prochaine plus amplement. Maintenant je n'ai le temps et la force que de vous embrasser avec tendresse.

XCII. — *A Adine.*

(Paris), 5 Janvier 1823.

Tu vas juger, ma bien bonne enfant, par mon petit papier, que je ne suis pas encore en disposition d'écrire longuement à mes chères correspondantes du Murat. Je me trouve, il est vrai, tout à fait *mal en train;* le froid m'avait fortement pincé les nerfs, mais sans altérer le fond de ma santé. Le dégel m'a fait une révolution contraire; voilà quatre jours que je suis pris par un catarrhe décidé : je tousse sans cesse et surtout la nuit; le sommeil et l'appétit ont disparu. Je me sens triste et abattu. Cependant je continue à sortir pour mes affaires, mais le soir je ne puis supporter la fatigue des salons et je suis obligé de me coucher de bonne heure. J'espère que cette *bourrasque* d'hiver passera comme tant d'autres. J'ai bien besoin qu'elle passe avant l'ouverture de la Chambre (le 28), car je prévois pour ce moment de furieux orages, et il faudra être d'*aplomb* au physique comme au moral pour ne pas en être renversé.

La nomination de M. de Chateaubriand à la place de M. de Montmorency (1) ne fait pas un grand changement dans notre politique qui est toujours fort nuageuse et laisse de terribles chances ouvertes pour la guerre (2).

J'ai du moins un point de sécurité personuelle par la démission de Félix, et je partage le sentiment de ses bonnes sœurs dans cette circonstance. Mais il me reste bien d'autres soucis que je ne puis t'expliquer, ma bonne enfant, et dont je suis bien aise que vous n'ayez pas comme moi le sentiment ou la prévoyance.

Félix doit se résigner à attendre encore jusqu'au mois de mars pour son mariage : c'est une nécessité, puisque les dispenses ne sont pas arrivées en ce moment et que plus tard je ne suis plus libre; il faut apprendre à supporter les contrariétés de la vie humaine.

(1) Comme ministre des Affaires étrangères.
(2) La guerre d'Espagne qui commença en avril.

Je ne cesse d'être uni par le cœur et la pensée à mes chères filles; leur repos d'âme, leur santé, leur bien en tout, voilà mes vœux les plus chers, les plus intimes. Vous savez, mes bonnes enfants, que tout le bonheur de ma vie se rattache à vous; il ne peut être ailleurs qu'en vous. Je vous le dirai avec la même vérité à chaque jour de l'année comme au premier de l'an. Je donnerai à M. L..., qui part demain, un petit souvenir pour vous.

J'aurais plusieurs choses à te dire, ma chère enfant, au sujet de ta lecture de la *Vie de Fénelon* (1); tes courtes réflexions me font plaisir et répondent à mon sentiment. Quand tu auras été jusqu'au bout, je serai bien aise de connaître ton impression.

M. Lainé est attendu un de ces jours : j'en suis content pour moi et fâché pour lui; car rien de ce qui se passe ne peut convenir à son âme.

Je t'embrasse tendrement,ainsi que notre bonne Éliza. Mille vœux et amitiés à ta tante et à ton oncle.

XCIII. — *A ses filles.*

Paris, le 11 Janvier 1823.

La prolongation de l'état de votre bon oncle m'afflige bien pour lui et pour vous, et je partage mieux que je ne saurais dire la tristesse que cet état de souffrance, joint à tout ce qui l'accompagne, répand nécessairement autour de vous et sur votre vie. Je ne trouve de compensation à ce que cette pensée a de pénible pour moi, quand je songe à vous (ce qui m'arrive à tout moment), qu'en pensant aussi à vos dispositions de cœur, d'âme, à vos sentiments religieux, qui vous offrent plus haut des consolations et des dédommagements à toutes les peines passagères; à cet avenir qui est encore devant vous et où vous pourrez trouver des jouissances

(1) Par le cardinal de Beausset.

douces et pures que la dissipation et les vains plaisirs du monde n'auront pas flétries d'avance; enfin à cette immortalité pour qui la vie présente n'est qu'une *éducation*. Voilà la base solide sur laquelle j'aime à appuyer l'idée de votre bonheur, qui est mon premier besoin.

J'ai eu cette semaine de bonnes nouvelles de Grateloup par M. de Garraube (1) qui est arrivé à Paris et qui doit retourner avec moi pour les élections. Je partirai vers le 15, et dans cinq semaines environ, je serai bien près de mes chères enfants. Je m'arrête à ce bon côté de la médaille pour entreprendre un voyage si long et si rapide avec plus de courage. Le revers se présentera après et toujours assez tôt. Je suis bien désintéressé pour mon compte dans les débats électoraux. Il faut une grâce d'état pour regarder la députation comme un bien désirable : pour ma part, je ne pourrais que m'y résigner.

M. Lainé est heureux d'être dehors, et au fond il jouit de ce bonheur sans oser le manifester. On ne parle plus maintenant que de nominations, de cordons, de titres, de faveurs accordées, prodiguées, etc. Ce sont là les affaires sérieuses de la *ville* et de la *cour*. Il vaut mieux s'occuper ainsi qu'autrement.

Je me porte toujours assez mal sans être malade, et les jours sombres et humides assombrissent bien aussi toute mon existence. J'ai de la peine à me ranimer et à me monter au ton du dehors. Je passe seul dans mon cabinet tous les jours dont je puis disposer. Je me sens vieillir et passer. Je ne tiens qu'à laisser quelques traces utiles de mon passage.

Adieu, mes chères enfants. Je me repose en vous et vous embrasse de toute mon âme.

---

(1) Le frère de la fiancée de M. Felix

XCIV. — *A ses filles.*

Paris, le 18 Janvier 1823.

Je profite d'un petit moment pour vous écrire, mes chères enfants ; je suis accablé depuis quelques jours d'un surcroît d'affaires *contentieuses* qui m'obligent à aller régulièrement chaque matin au Conseil d'État depuis dix heures du matin jusqu'à trois ou quatre heures de l'après-midi. Cette manière de vivre, jointe à d'assez mauvaises dispositions de santé, m'a mis dans un triste état. J'y tiendrai tant que je pourrai et je m'arrêterai ensuite. Tout ce qui pouvait mettre quelque intérêt dans ma vie se trouve suspendu par le genre de travail qui m'absorbe, et si cela durait, je deviendrais tout à fait *ours*. C'est dans ces moments que je sens plus le besoin de la société de famille et qu'il me faudrait surtout mes bonnes filles pour m'adoucir et me *dérider* un peu. Vos lettres de samedi et de mercredi dernier m'ont fourni le soir quelque consolation et préparé un plus doux sommeil. Je vous en remercie, mes bonnes petites, et vous prie de continuer cette chère correspondance. Je ne puis plus promettre l'exactitude, mais j'y en mettrai tout autant qu'il dépendra de moi, je vous en assure, car je trouve doux de m'entretenir tour à tour avec mon Éliza et mon Adine, et de continuer ainsi de loin ces aimables entretiens de Grateloup, en attendant l'heureux moment où nous pourrons les reprendre aux mêmes lieux.

Je suis décidé maintenant à aller célébrer le mariage de Félix à la fin de février (pour la mi-carême) : nous sommes assurés d'avoir les dispenses à cette époque.

Je pense qu'après le premier mois de Chambre, je pourrai sans inconvénient aller faire un court voyage en Périgord, et il ne me sera pas inutile sous tous les rapports.

J'ai été voir hier au soir Mesdames de Craon et d'Alpy pour prendre part au chagrin qu'elles ont de la mort subite

de M. le marquis de Mortemart (1), foudroyé jeudi soir (16) par une attaque d'apoplexie. J'étais engagé à aller passer la soirée avec plusieurs personnes chez M. de Mortemart; je ne le pus pas et je m'en suis félicité hier en apprenant cet affreux événement qui m'aurait encore plus atterré si je l'avais appris à la porte de cette maison désolée. J'ai trouvé ces bonnes dames bien tristes, et je partage de tout mon cœur leurs sentiments.

Adieu, chères bonnes enfants. Je trouve du plaisir à vous dire à vous-mêmes que je vous aime et vous embrasse avec toute la tendresse de mon âme.

XCV. — *A sa femme.*

Paris, le 26 Janvier 1823.

Je vois, ma bien chère amie, que je ne gagne rien au séjour de Félix à Grateloup pour l'exactitude de notre correspondance : vous me laissez l'un et l'autre dans une grande privation de vos nouvelles, et j'en serais tout à fait inquiet si je ne savais pas d'ailleurs qu'il n'y a rien d'extraordinaire. Je présume pourtant, ma bonne amie, en jugeant d'après ce que j'éprouve moi-même, que ces grands froids ont dû te déranger beaucoup, et c'est aussi la principale raison qui me faisait désirer de savoir depuis plusieurs jours comment tu te trouves pour la santé. Je suis pour ma part aussi mal à l'aise qu'on peut l'être quand on n'est pas décidément malade. Le dégel survenu depuis avant hier a eu sur moi l'influence accoutumée. Je tousse sans cesse, je ne dors pas, et j'ai comme une barre à l'estomac qui me fatigue singulièrement. Cela ne m'empêche pas d'être aux affaires du Contentieux tous les jours pendant six heures. Voilà la Chambre qui va s'y joindre. J'irai tant que je pourrai et je m'arrêterai ensuite.

(1) Victurnien-Bonaventure-Victor de Rochechouart, marquis de Mortemart (1753-1823), général, député à l'Assemblée constituante, maréchal de camp en 1791, pair de France sous la Restauration.

Je compte sur ma vacance de mars pour me reposer l'esprit et le corps. Tout sera prêt alors pour le mariage de Félix.

Nous allons ouvrir la Chambre sous des auspices bien peu pacifiques au dedans comme au dehors. La guerre avec l'Espagne paraît aujourd'hui inévitable. Que Dieu nous donne enfin cette paix que nous ne pouvons plus espérer du monde !

Adieu, ma bien chère amie; je t'aime et t'embrasse, ainsi que notre Félix, de toute mon âme.

M. Lainé va assez bien. Il me demande sans cesse de tes nouvelles, et je l'assure que tu ne l'oublies pas.

XCVI. — ***A ses filles.***

Paris, le 15 Avril 1823.

Je suis arrivé hier matin, mes chères petites, avant six heures, moins fatigué que je n'aurais cru l'être par quatre nuits passées sans sommeil et le long cahotage de la diligence.

J'ai été faire mon premier acte d'apparition à la Chambre, où j'ai été accueilli et félicité par mes *bons* collègues (1). M. Lainé m'a demandé de vos nouvelles avec un aimable intérêt. Je me suis acquitté près de lui de la commission particulière de M. et de M^me^ de Gérard. Je l'ai trouvé mieux portant que je ne l'avais laissé et par suite moins *découragé*. Au surplus, il n'y a pas de changement dans nos affaires, et tout marche ou boite comme avant mon départ. Les premières nouvelles de notre entrée en Espagne paraissent assez rassurantes, et quelle que soit l'opinion sur la guerre, tout bon Français ne peut que faire des vœux pour une heureuse issue.

J'ai vu hier au soir notre bonne princesse et M^lle^ d'Alpy. Je les ai trouvées seules et me suis oublié là pendant deux

(1) A son retour du mariage de M. Félix.

heures en parlant du Murat, de mes chères enfants, des détails de la noce, des toilettes. Il me semble que ces douces conversations me rapprochent de tout ce que j'aime et adoucissent autant que possible le regret de ces séparations toujours si pénibles. Celui que je viens d'éprouver en vous quittant, mes chères petites, se trouve un peu tempéré par l'idée que l'intervalle de notre éloignement est coupé en deux par notre petite visite si heureuse pour moi.

Je vous embrasse, mes chères enfants, dans toute l'effusion de mon âme et ne cesse de penser à vous avec tendresse.

XCVII. — *A Eliza.*

Paris, le 20 Avril 1823.

Il n'y a pas encore huit jours, ma chère enfant, que je suis arrivé, et il me semble que des mois se sont écoulés. J'ai toutes les peines du monde à reprendre et à porter patiemment mon *collier de misère.* Cette quinzaine passée dans la famille et au sein de mes affections m'a *gâté*, et la solitude intérieure, l'isolement chez moi et plus encore dans le monde (partout excepté chez M^mes^ d'Alpy et la princesse qui vous aiment), me donnent une tristesse que j'ai bien de la peine à surmonter. Je fais la part dans cette tristesse au malaise physique, suite du voyage dont je ne me ressentais pas le premier jour mais qui s'est fait sentir un peu plus tard par des douleurs dans tous les membres. J'espère que tout cela passera. En attendant il faut user de patience et de courage pour tout supporter, et d'abord pour se supporter soi-même. Vous me donnez plus de moyens que vous ne pouvez l'imaginer pour cet exercice de patience. Ta lettre, ma bonne Éliza, vint jeudi me rasséréner au milieu d'idées assez noires, et la lettre de mon Adine d'hier soir a produit le même effet. Ces lettres sont si douces, si bonnes, elles pénètrent si avant dans mon âme !

Adieu, chère bonne Éliza. Mille tendresses.

XCVIII. — *A Eliza.*

Paris, le 4 Mai 1823.

Je réponds aujourd'hui, ma bonne Éliza, quelques mots seulement à ta lettre du 25. La réponse que je viens de faire à Félix et où je lui parle de plusieurs *affaires* m'a pris tout mon temps, et je regrette de ne pas avoir à en donner davantage à mes bonnes filles avant l'heure du courrier; d'autant plus que ta dernière lettre m'a fourni un texte de réflexions et de sentiments que j'aurais à cœur de te communiquer à loisir. J'en dis autant de la lettre de notre Adine qui m'est arrivée hier. Je ne puis trop vous répéter, mes chères enfants, que je suis heureux de voir et de sentir, dans tout ce que vous me dites, que nos âmes sont dans un parfait unisson : c'est là qu'est le premier bien de ma vie; c'est avec mes deux filles aussi que je serais heureux de passer les restes de cette vie qui dans mon isolement actuel, au milieu des hommes et de la *société,* me paraît triste et décolorée plus que jamais.

Le printemps a commencé pour moi sous des auspices pénibles et bien mélancoliques; j'ai un embarras continuel dans la tête et une espèce de *surdité* par temps qui m'assombrit singulièrement. J'ai besoin de toute ma force pour prendre ce mal en patience; les lettres de mes bonnes filles si pleines de résignation et de sentiment religieux sont pour moi le meilleur remede contre l'abattement et la tristesse. Cependant, ma bonne Éliza, ta dernière lettre m'avait donné beaucoup d'inquiétude sur l'état si pénible de ce cher oncle, et comme je savais avant toi que vous alliez avoir dans ce moment même la visite du jeune ménage (1) au Murat, je pensais avec anxiété au surcroît d'embarras et de soins qui allait en résulter pour tous. Dieu merci, la bonne lettre de mon Adine est venue hier au soir me tirer de cette inquiétude. J'ai été heureux d'apprendre que l'état de notre bon M. Gérard était sensiblement amélioré et que la visite des jeunes mariés

(1) M. et Mme Félix de Biran.

lui a procuré une diversion au lieu de le troubler, comme je le craignais. Je fais bien des vœux pour que ce mieux aille en croissant, et je l'espère avec le beau et bon temps qu'il fait depuis quelques jours.

Félix a dû vous quitter hier pour retourner à Grateloup, d'où il doit repartir bientôt pour la tournée de famille de Tonneins. J'espère que les parents de la jeune femme seront aussi contents de lui que ta tante et M. Gérard l'ont été de Caroline. J'ai pensé beaucoup de bien de notre jeune mariée dès les premiers moments où elle est venue à Grateloup, et je suis heureux de vous confirmer mon jugement. Les liens de famille sont à mes yeux les premières et seules garanties du bonheur de la vie, et ce que je désire le plus au monde, c'est de voir toujours l'harmonie et la paix régner parmi les miens : tout semble promettre que Dieu exaucera ce vœu de mon cœur (1).

Adieu, chère enfant. Je t'écris en courant. Voilà l'heure du courrier. Pensez toujours à moi, mes bonnes filles, comme je pense sans cesse à vous. Je vous presse contre mon cœur.

XCIX. — *A Adine.*

Paris, le 11 Mai 1823.

Je profite aujourd'hui, ma bonne et chère enfant, du départ de M. Delpit, pour t'écrire cette petite lettre que notre bon docteur m'a fait espérer de remettre lui-même au Murat. Je l'en ai bien prié, pensant que ses conseils pourraient être de quelque utilité à ce bon oncle, dont la convalescence si pénible et si lente cette fois-ci afflige tous ceux qui l'aiment. Je serais bien aise que M. Delpit vous vît tous, qu'il vous parlât de moi et qu'il pût me rendre un compte détaillé de sa visite dans la première lettre. Ce serait pour moi une satis-

(1) Comme « tout semblait le lui promettre, » Dieu exauça la prière de ce père. Ceux que durant sa vie il confondait dans la même affection, « s'aimèrent pour lui » après sa mort, et se consolaient en le pleurant ensemble.

faction de plus, quoique l'exactitude parfaite de mes bonnes filles me laisse peu à désirer sous ce rapport. Je serais bien heureux si je pouvais suivre mon bon docteur en Périgord d'abord, et ensuite plus loin. Mes pauvres nerfs, qui sont aujourd'hui en bien mauvais état, auraient grand besoin de ce changement de lieu et surtout du repos, des douces affections de famille, des bonnes caresses, des aimables *causeries* de mes chères filles qui me font toujours tant de bien à l'âme. Mais il faut attendre et rester au *poste* du *devoir* jusqu'à la fin d'août, si je puis y tenir. J'espère qu'avec l'aide de Dieu qui me fera la grâce de prendre patience et de pouvoir me supporter moi-même comme je suis, et au moyen aussi de quelques petits remèdes, je pourrai aller jusqu'au bout. Si mes dispositions devenaient plus mauvaises, je prendrai le parti de suivre mon ami Lainé qui doit aller passer l'été à sa campagne et qui prendrait la route de Périgueux. Il serait possible alors que je le suivisse aux eaux des Pyrénées avec votre bonne tante qui s'en trouverait aussi bien que moi : mais ce sont là des châteaux en Espagne. Je crois bien que l'air et les promenades du Murat et de Grateloup vaudraient autant pour ma santé que les Pyrénées, et le plaisir d'être avec mes bonnes filles fera toujours pencher la balance du côté où elles seront.

Adieu, chère enfant; j'assiste de cœur et d'esprit avec toi et ta sœur à ces belles scènes du printemps qui étale partout aujourd'hui ses beautés, mais dont le charme ne peut être pour moi bien senti que là où vous êtes et où je voudrais être avec vous.

Je lis plus souvent dans ma disposition actuelle les lettres de Fénelon et d'autres livres que vous aimeriez. Je pense alors à vous d'une manière plus intime, et plus je me détache de moi-même et de tout ce qui m'attire ici au dehors, plus je me rapproche de vous et m'y unis complètement de cœur et d'âme.

Je vous embrasse avec toute la tendresse d'un père.

C. — *A Eliza.*

Paris, le 24 Mai 1823.

Je réponds, ma bien chère enfant, à ta lettre du 16. J'ai regretté en la lisant de vous avoir parlé de ma mauvaise disposition de santé, puisqu'elle occupe tristement mes filles que je voudrais savoir toujours calmes et contentes. Au fait, pourquoi s'entretenir de mes misères qu'on augmente en s'en occupant trop? Je ne suis point malade, il n'y a plus d'inquiétude à avoir pour moi. Seulement cette pauvre machine s'affaisse et languit plus dans ce moment que dans d'autres; il faut la laisser se remonter et l'âme ne doit pas s'en troubler, s'en affecter, mais vaquer à ses occupations, se nourrir des bons sentiments qui lui sont propres et tenir « l'*œil de l'intention* » fixé plus haut, « sans regarder de *quel côté souffle le vent de l'instabilité* (1). » C'est à quoi je tâche; mais je sens que souvent l'effort est supérieur à mes forces. Priez pour moi, mes chères enfants, pour que Dieu soutienne ma faiblesse. J'en ai besoin pour le présent et pour l'avenir.

CI. — *A sa femme.*

Paris, le 25 Mai 1823.

J'ai été heureux, ma bien bonne amie, de recevoir ta lettre du 17 mai. Je trouvais déjà long le temps du silence, comme tu as pu le voir par ma lettre de dimanche dernier. Je ne conçois pas que Félix n'eût pas songé à m'écrire un seul mot depuis son retour de Périgueux ou de Tonneins, où je sais qu'ils étaient arrivés le 14. M. de Garraube m'a communiqué une lettre de sa mère; il m'a dit aussi que Félix lui avait écrit. Je suis seul oublié ou mis de côté (2). Au surplus, je sais que notre jeune ménage se porte bien, qu'il

(1) *Imitation de Jésus-Christ,* liv. III, ch. XXXIII, 1.

(2) Une lettre de M. Félix s'était perdue.

est heureux et content du voyage ; c'est là l'essentiel ; il faut faire *abnégation* de soi et ne s'occuper que du bien de ceux que nous aimons. Je sais, ma bonne amie, que c'est là l'habitude de toute ta vie. Je désire de pouvoir acquérir cette vertu à ton exemple.

D'après ce que Mme de Garraube mande à son fils, les voyageurs ne seraient pas de retour avant le milieu de la semaine. Si ma lettre les trouve à Grateloup, je te charge de toutes mes tendresses pour nos jeunes mariés. Tu diras à Félix en l'embrassant pour moi que c'est *sans rancune*, mais qu'il consulte son cœur et qu'il juge si le mien doit être bien satisfait... depuis notre séparation.

J'ai lu avec intérêt les détails que tu me donnes sur l'arrivée du docteur Delpit et de sa femme à Corbiac (1). J'avais bien craint que ce voyage ne fît grand mal à Mme Delpit, dans l'état où elle était; mais comme il y entre beaucoup de nerfs, j'espère que le repos la remettra. Ce pauvre docteur est bien malheureux comme tu le dis; personne ne le sait mieux que moi.

Comme les médecins jugent par les dehors, notre docteur a pu te dire que je me trouvais mieux ce printemps que les autres; mais en consultant mon sentiment habituel de malaise et de profonde tristesse, je ne puis confirmer ce jugement. Au reste, il n'y a pas d'inquiétude à avoir sur mon état de santé. Seulement, ceux qui m'aiment peuvent me plaindre et me souhaiter du courage et de la patience.

Je suis bien aise de tout ce que tu me mandes sur Grateloup, sur son aspect riant, sur la beauté des récoltes et sur la grange du *pigner* (2) qui est avancée, Dieu merci, et à moins de frais que nous ne pensions. Il me tardera de jouir de tout cela à la fin d'août, mais le temps est long et triste à passer.

Adieu, ma bien bonne femme et amie; je t'embrasse de toute mon âme, ainsi que le jeune ménage.

(1) Château voisin de Grateloup.
(2) Ferme dépendant du domaine de Grateloup.

CII. — *A Adine.*

Paris, le 1 Juin 1823.

Je ne saurais te dire, ma bonne Adine, combien je souffre de penser que nous *sympathisons* toi et moi si complètement; ce que m'a dit notre Éliza, et ce que tu m'as dit toi-même de ce que tu éprouves au physique et au moral a trop de ressemblance avec *moi* pour que je n'en sois pas péniblement affecté. C'est une double souffrance, une double tristesse pour ton pauvre père, qui sent à la fois *en toi* et *en lui*. Dieu merci, tu es jeune encore, tu peux fortifier tes nerfs par un meilleur régime, et ton âme par de bonnes réflexions, avec l'aide de Dieu, des lectures substantielles appropriées à ta situation, et quelques conseils de ton père que son *expérience* et sa tendresse pour toi sauront inspirer.

Je ne me suis pas bien trouvé de deux courses faites à la campagne avec M. Lainé ces jours derniers, et je crois que le repos me vaut mieux que le mouvement dans ma situation d'âme et de corps. Tout cela passera, j'espère, et un peu plus tard nous nous retrouverons, ce qui fait tant de bien! Je m'identifie tout à fait en attendant avec la situation de mes bonnes filles; la peinture si vraie qu'en fait Eliza dans sa dernière lettre me fait encore mieux sentir le besoin *commun* que nous avons du secours de *Celui* qui soutient les faibles et peut seul leur donner le courage, la patience et la force nécessaires pour tout *supporter sans murmures*.

CIII. — *A sa femme.*

Paris, le 22 Juin 1823.

Je suis persuadé que les eaux de Barèges te feraient grand bien. Pourquoi donc n'irais-tu pas? Cela me déterminerait moi-même à aller t'y trouver dans la dernière saison, et j'aurais ainsi ma part de ce bien que je sentirais parfaitement si j'avais le bonheur de te voir bien portante. Réfléchis

à cela et si tu trouves quelques compagnes de voyage qui te conviennent, je t'exhorte beaucoup à prendre ta détermination. Dans ce cas j'irais te chercher à Saint-Sauveur au commencement de septembre, et nous reviendrions par Bordeaux à Grateloup pour les vendanges. Voilà mon *château en Espagne :* il dépend de toi d'en faire une réalité. Pour ce qui me concerne, je n'irais aux Pyrénées que dans l'idée du bien que te ferait ce voyage, sans en espérer pour moi un grand effet. L'espèce de mal que j'éprouve depuis quelque temps ne peut se guérir par les eaux. Je m'accoutume à le supporter et c'est là tout ce qu'il faut.

La famille Lainé partira dans les premiers jours de juillet pour aller à Barèges en passant par Périgueux et Bergerac. M. Lainé a l'intention de s'arrêter quelques moments à Grateloup. Ce sera vers le 8 juillet que les voyageurs passeront près de notre maison. Je recommanderai à Félix d'aller au-devant de ces dames et de les engager à prendre quelque repos dans notre hermitage. Je doute qu'elles acceptent, mais M. Lainé ira sûrement te faire une petite visite et regagnera ensuite la voiture à Bergerac où les dames iront l'attendre.

Si nous n'allons pas à Barèges cette année, je compte bien du moins que nous irons voir ensemble le pont de Bordeaux à l'époque où M. Lainé reviendra des eaux. J'ai promis une visite à Saucats (1) à la fin de septembre, et il faut que tu en sois : ce sont nos conventions. Je vais rester tout à fait seul dans quinze jours (Mesdames d'Alpy et de Craon sont parties pour le Val ; elles vont bien), et j'aurai environ six semaines assez dûres à passer ici. Mais je me suis exercé à patienter et à souffrir en paix. Tant que je puis rester dans mon cabinet, sans sortir, cela va bien ; mais le *contentieux*, les visites de cérémonie, les commissions d'affaires, c'est là qu'il me faut quelque courage dans ma disposition d'âme.

Le temps froid et brumeux qui continue, je pense, chez nous comme ici, doit détruire les espérances d'une belle récolte en vins et peut-être en blé si cela durait.

(1) Canton de Labrède, Gironde.

Je te félicite de tes bâtisses de grange : j'aimerais bien à jouir du coup d'œil et des bons effets.

Adieu, ma bien bonne amie. Je pense sans cesse à toi et t'embrasse de toute mon âme. Dis mille amitiés pour moi à Félix et à Caroline. J'embrasse tendrement ce bon jeune ménage.

CIV. — *A Adine.*

Paris, le 22 Juin 1823.

Me voilà privé de mon aimable société journalière de la rue Sainte-Croix. M^lle^ d'Alpy a dû mander à son oncle qu'elle partait hier samedi pour le Val avec M^me^ de Craon dont la santé se trouve, Dieu merci, en assez bon état pour supporter sans trop de fatigue ce petit voyage. J'irai en savoir des nouvelles dans quelques jours, mais je trouve triste d'être obligé d'aller si loin et d'être privé de ces douces et intimes communications qu'on peut se procurer à volonté d'un moment à l'autre. Il faut prendre son parti et patienter sur cela comme sur tant d'autres choses de notre triste vie. Elle ne peut qu'être triste, en effet, et plus encore à mesure qu'on avance pour les âmes susceptibles d'affections tendres et vraies, car il est impossible de ne pas être plus ou moins contrarié dans quelqu'une de ces affections. Malgré tout, on ne voudrait pas les perdre pour devenir froid et insensible, à condition même d'être plus tranquille et comme on dit plus *heureux* par l'insouciance. Je suis bien sûr que mes bonnes filles ne pourront ni ne voudront jamais de ce genre de bonheur. Tout ce que je désire pour elles, c'est que leurs affections soient tempérées et réglées autant que possible par la raison, par l'habitude de réfléchir et de se maîtriser soi-même, et surtout qu'elles soient toutes subordonnées à la première et à la plus élevée de toutes les affections de l'âme, la seule qui puisse remplir tous les besoins, et dont l'objet ne puisse changer, ni tromper notre attente, ni passer, ni mourir.

CV. — *A ses filles*

Paris, le 29 Juin 1823.

Mes bonnes et chères enfants, ma lettre sera aujourd'hui *collective;* elle a pour objet plus spécial de vous témoigner combien j'ai été touché en recevant hier au soir votre aimable *pensée* au sujet de ma fête. C'est toujours par vous, mes chères enfants, par votre tendre souvenir que je reçois le premier avis et la douce impression de ce jour de fête; sans vous, il passerait, comme les autres, inaperçu peut-être pour moi-même. Je garde précieusement cette *bonne pensée* qui va se joindre à celles des années précédentes. Les couleurs de ces fleurs ne s'effacent point malgré la distance de temps et de lieux : c'est là l'image du sentiment qui nous unit et nous rapproche. Non, ce sentiment ne peut se flétrir et se dessécher dans nos âmes : il sera immortel comme elles !

Je suis toujours à peu près dans le même état physique et moral, et, comme je crois vous l'avoir dit, mes bonnes filles, je m'accoutume à la tristesse et au malaise qui ne m'a guère quitté depuis notre dernière séparation. Je ne compte que sur notre prochaine réunion pour changer un peu cette habitude de l'âme et du corps. Au surplus, nous ne sommes pas dans ce monde si passager pour notre bon plaisir et notre agrément seul. Il faut se le dire souvent, surtout à mesure qu'on avance près du terme. Je ne puis m'empêcher cependant de regretter, non pas pour moi, mais pour mes bonnes, mes chères filles, les charmes que peut offrir une vie plus animée, à l'âge où elles sont encore. Toutefois, disons-nous bien, non pas des lèvres seulement, mais du fond de l'âme, que la volonté de Dieu s'accomplisse ! Il sait mieux que nous ce qui nous convient dans le temps et l'éternité; songeons à ces grandes compensations des destinées humaines que ménage la Providence et ne désirons pas trop de recevoir toute notre *récompense* (1) sur cette terre!

(1) Évangile selon saint Matthieu, VI, 2.

CVI. — *A Adine.*

Paris, le 5 Juillet (1823.)

Ma chère petite, je veux donner ce billet pour toi à M. Lainé qui part demain matin pour Barèges, par Périgueux, Bergerac. Je n'espère guère que ce bon ami puisse s'acquitter directement de ma commission près de mes bonnes filles, mais je tiens pourtant à l'en charger ; c'est une liaison d'idées ou de sentiments qui me fait plaisir. J'ai senti d'après la lettre d'Éliza que vous ne pouviez guère, en effet, aller seules à Périgueux à la rencontre de Mesdames Lainé, mais j'avais consulté mon désir plutôt que les possibilités d'exécution en vous parlant de cette rencontre. J'aurais été content de faire connaître mes bonnes filles à des personnes amies de leur père. Il est douteux aujourd'hui que les voyageurs s'arrêtent à Périgueux plus que le temps de changer de chevaux. Je ne sais pas même s'ils pourront faire une petite station à Grateloup. Mon ami Lainé m'a promis cependant de se *détacher* pour aller dire bonjour à ma femme et au jeune ménage.

Je suis un peu troublé et triste de ce départ qui complète mon isolement de tous mes amis. J'ai voulu attendre le départ de M. Lainé pour aller au Val. J'espère y aller dîner et coucher lundi : il me semble que je n'ai vu depuis un siècle cette bonne société.

Adieu, chère bonne petite. Je t'embrasse et mon Éliza de toute mon âme.

CVII. — *A Eliza.*

Paris, le 16 Juillet 1823.

Ma bien chère enfant, je profite de l'occasion de M. de Garraube qui vient me demander mes commissions, au moment de son départ, pour te dire quelques mots d'amitié. Je sup-

pléerai ainsi à notre correspondance de dimanche que j'ai suspendue pour écrire à votre bon oncle.

Je suis arrivé hier au soir du *Val* où j'ai passé deux bonnes et agréables journées avec M^mes^ de *Poix*, de *Craon* et M^lle^ *d'Alpy*, sans autre société. J'ai été heureux de ce petit comité qui me convenait si bien et dont ces dames ont eu la bonté de paraître aussi contentes. Nous avons bien parlé de tout ce que nous aimons, et le Murat n'a pas été oublié. M^me^ de Poix prenait part à nos conversation de famille avec sa bonté ordinaire.

Nous avions à regretter, M^lle^ d'Alpy et moi, d'être privés de notre courrier de samedi qui nous avait manqué à tous deux. Je pensais bien que c'était la faute du courrier et non pas la vôtre. Je ne me trompais pas. En arrivant ici, j'ai trouvé la lettre d'Adine du 8 qui aurait dû arriver samedi, et je pense que M^lle^ d'Alpy aura eu aussi hier soir la lettre de votre oncle. J'ai été bien content des dernières nouvelles de sa santé et de sa bonne humeur le jour des grandes visites et du dîner du Murat.

Adieu, chères bonnes enfants. J'ai toujours besoin de vous dire que je vous aime de toute mon âme.

CVIII. — *A Adine.*

Paris, le 26 Juillet 1823.

Je vais partir pour la campagne, ma bien chère enfant. Je vais passer la journée au *Marais* (1) chez M^me^ de la Brèche qui m'a engagé à aller à son *spectacle* annuel, et je regrette un peu d'avoir promis à cause du mauvais temps qu'il fait, de la longueur du chemin et de ma disposition qui n'est pas bonne, quoique la santé se soutienne au *fond* dans son état ordinaire.

Je ne veux pas partir (malgré la presse d'un compagnon

(1) Entre Bezons et Argenteuil.

de voyage), sans vous dire un mot afin que vous ne soyez pas surprises ni inquiètes de mon silence. J'ai si bien pris la douce habitude de commencer mon dimanche par vous, que j'aurais un *remords* et une vraie inquiétude si je vous laissais en arrière : il me manquerait quelque chose; vous me manquez bien toujours, mes chères enfants, mais c'est précisément à cause de cela qu'il ne faut pas ajouter aux privations, ni négliger aucun moyen de suppléer à l'absence. Je juge d'après moi l'intérêt que vous pouvez mettre à notre correspondance assidue; elle est un vrai besoin de mon âme et je serais tout à fait à plaindre si j'en étais privé. Je trouve toujours dans ces bonnes lettres quelque moyen de force et de consolation et le premier motif de me rattacher à la vie, qui devient pénible à mesure qu'on avance, si nous ne sommes pas soutenus par des affections douces et tendres comme les vôtres. Après le sentiment religieux, qui est le premier besoin de l'âme, celui qui me lie à mes chères filles, est mon bien le plus vrai, celui sur qui je compte le plus.

Je suis tiraillé pour partir ; l'heure presse et je n'ai que le temps de vous embrasser de toute mon âme.

CIX. — *A ses filles.*

Paris, le 5 Août 1823.

Vos deux dernières lettres, mes chères filles, m'ont fait éprouver un mélange de sentiments doux et tristes à la fois. Je conçois vos regrets sur le mariage et le départ de Zabeth. Je sens combien elle va vous manquer dans cette vie solitaire où l'on tient encore plus fortement au petit nombre d'objets d'affection. C'est la compagne de votre enfance; elle ne vous a jamais quittées : ces premiers liens d'enfance, cette habitude de vivre ensemble et de mettre en commun tant d'idées ou d'impressions, ont un empire naturel sur les âmes même vulgaires, à plus forte raison sur les vôtres si bonnes, si délicates, si aimantes.

Loin de trouver répréhensible le chagrin que vous avez manifesté dans cette occasion, je serais fâché que vous ne l'eussiez pas éprouvé, et cette nouvelle preuve de votre excellent cœur, m'est douce à sentir, quoique j'aimasse mieux que vous n'eussiez pas eu occasion de me la donner, et que je partage toute la peine de ces nouvelles privations. Mais, chères enfants, je crains, d'un autre côté, que, vous laissant trop aller à cette affection dominante, vous n'ayez pas mis la mesure et les égards nécessaires dans les rapports avec votre tante, au sujet de Zabeth et de sa mère. Si dans une occasion où il y avait lieu de douter et d'examiner vous avez pris parti d'une manière trop prompte, trop absolue contre l'opinion de celle à qui vous devez toute déférence et tout respect, en cédant uniquement à des préventions fondées sur votre amitié pour Zabeth, votre tante a eu justement droit de se plaindre, je sens trop qu'en revenant toujours sur le même sujet, il peut y avoir eu un peu de ténacité et d'exagération de part et d'autre : de là tout le mal et les chagrins que vous avez éprouvés.

Maintenant que tout est fini et qu'il n'y a plus de remède, je désire beaucoup qn'indépendamment de la vertu de patience et de résignation dont vous avez le sentiment et, Dieu merci, la pratique, vous réfléchissiez sur cette épreuve pour la faire servir à un degré de perfection morale néces-saire au bonheur et au repos de la vie. Il s'agit en effet, mes chères enfants, de ne jamais se laisser dominer par ses affections au point d'y subordonner toute sa raison, et de les prendre pour guides exclusifs dans nos jugements sur les personnes et les choses; mais il faut faire en sorte de voir les choses comme elles sont, en les dépouillant autant que possible des qualités souvent illusoires qu'une sensi-bilité ou une imagination trop prévenues peuvent y attacher. C'est le seul moyen de préserver la rectitude du jugement de bien des erreurs qui tourmentent la vie et qu'on reconnaît trop tard.

Je sais par expérience, mes chères bonnes filles, combien ces conseils qu'il est aisé de donner sont difficiles à mettre

toujours en pratique; mais il faut *tâcher*, et surtout profiter de ses fautes pour se rendre meilleur, plus mesuré, plus sage dans sa conduite ultérieure. Il me semble que vos torts, s'ils existent, dans la dernière circonstance, méritent de l'indulgence puisqu'ils ne proviennent que de l'excès d'un sentiment naturel et légitime en soi; mais il ne faut pas moins se tenir dorénavant en garde contre cet excès et reconnaître qu'il a pu vous faire franchir des bornes qu'il eût fallu respecter.

J'ai dû, mes chères filles, vous dire un peu au long ma pensée sur un sujet qui m'a paru grave, quant aux conséquences surtout qu'il peut avoir par rapport à votre avenir et à ce perfectionnement du caractère moral qui doit être le but principal de votre vie.

CX. — *A Eliza.*

24 Août 1823.

Bientôt, ma chère enfant, nous ferons mieux que nous écrire; nous pourrons nous communiquer directement et de plus près nos sentiments et nos pensées. Cette communication est certainement plus douce et plus intime que celle des lettres; mais celle-ci m'a fait tant de bien à l'âme depuis notre séparation que je lui dois une reconnaissance particulière.

Si j'étais seul à partir pour le Périgord j'attendrais probablement jusqu'au 10 septembre pour avoir le temps de finir mes affaires sans les *étrangler;* mais M. de Pelets, à qui je donne une place dans ma calèche, exige que nous partions le 2 ou le 3 au plus tard, et menace de m'abandonner si je retarde davantage. Je vais donc me dépêcher et faire en sorte d'être prêt au jour dit. Notre vacance du Comité *contentieux* n'a lieu que le 1er septembre. Jusque-là nous aurons séance tous les jours, et je n'aurai guère le temps de

me reconnaître en partant le 3. Au surplus, je vous manderai dimanche le jour précis du départ et de l'arrivée. Oh! quel beau jour pour moi et aussi pour mes bonnes filles, j'en suis sûr, que celui de cette arrivée au Murat! J'espère bien que d'ici-là tous les arrangements intérieurs du Murat seront faits de manière à ce que je puisse vous amener à Grateloup et que nous passions ensemble le temps de ma vacance! Autrement le premier but de mon voyage serait manqué.

Je n'essayerai pas d'exprimer par des paroles tout le bien que me fera cette douce réunion : il vaut mieux le sentir et le *pressentir* jusqu'à ce qu'il arrive. Nous causerons à loisir de vos derniers *orages* (qui Dieu merci sont apaisés aujourd'hui) et des moyens de les prévenir par la suite. Mes chères enfants, tout devient orage dans la vie quand on n'a pas la paix intérieure; avec cette bonne paix au contraire (que le monde *ne donne pas*) tous les orages extérieurs disparaissent ou se réduisent à bien peu de chose. Que deviennent en effet tous ces fantômes, toutes ces ombres qui nous agitent et nous occupent tant, lorsqu'on a Dieu présent et l'éternité devant soi!

Abbé MAYJONADE.

(La suite prochainement.)

MONUMENTS

ET SOUVENIRS DE LA FRANCE

A ROME

SAINT-JEAN DE LATRAN

SUITE

Avec Henri IV, le premier chanoine de Latran n'est pas mort; créé à perpétuité, il est et sera toujours, sous quelque forme royale, impériale ou présidentielle, à Versailles, au Louvre, aux Tuileries, à l'Elysée ou ailleurs, le sympathique objet des hommages du Chapitre de Latran; le titulaire expie d'ordinaire par de royales subventions ses absences du chœur. A la Révolution, la basilique ayant perdu les revenus de l'abbaye de Clarac, Charles X assigna à ses confrères de Latran 25,000 francs par an sur sa cassette. En 1863, Napoléon III montrait la même munificence et obtenait qu'une messe solennelle serait célébrée le 20 avril de chaque année à ses impériales intentions.

Le 18 mars 1871, le Chapitre de Latran fit célébrer pour les soldats français morts pour leur patrie un obit solennel, comme il avait fait pour Odet de Foix, capitaine pontifical de François Ier.

Depuis 1871, le Chapitre envoie chaque année une dépu-

tation à l'ambassade française exprimer ses vœux pour la prospérité de la France et la santé de son premier chanoine, à l'adresse duquel les députés remettent une adresse écrite sur parchemin.

D'autres relations d'amitié existent entre la France et l'insigne chapitre de Latran. Le denier français des expulsés a versé aux chanoines réguliers de Latran plus de 50,000 francs (1). Une communauté de ces chanoines s'est établie à Mattaincourt, au diocèse de Saint-Dié.

La sacristie de Latran possède le gracieux portrait d'un enfant, Louis XV, à la fois premier chanoine de Latran et benjamin des chanoines du monde entier; s'il avait plu à Dieu de cueillir alors cette rose, elle embaumerait quelques années de notre histoire au lieu d'en attrister un demi siècle de sa corruption.

Les lis jetés à profusion dans la stalle d'Henri IV, semés sur le tabernacle, les voûtes et les portes de la basilique répandent un parfum de France trop pénétrant pour que nous hésitions à entr'ouvrir un instant les annales de Saint-Jean de Latran, par crainte qu'avec l'âme de notre patrie, celle de l'Église universelle ne s'exhale et ne remplisse la basilique de souvenirs plus ecclésiastiques que nationaux.

Sous le pape alsacien Léon IX, le Concile assemblé en cette basilique vit comparaître devant lui l'évêque de Langres, déposé de son siège pour avoir trop souvent porté les armes; il avait suivi le Pape à Rome, sollicitant en vain son pardon; Jules II eût peut-être été moins sévère. L'évêque marchait nu-pieds sur le parvis de la basilique, dépouillé de presque tous ses vêtements et présentant de ses mains habituées à tenir le glaive plus souvent que la crosse, des verges pour châtier son péché. Devant une telle humilité et un si grand repentir, les prélats se mirent à pleurer, et saint Léon IX embrassa l'évêque de Langres et lui rendit l'anneau, l'étole et les sandales (2).

Quelques années plus tard, Bérenger, archidiacre d'Angers,

(1) *La Croix,* supplément du 9 avril 1895.
(2) *Gallia christiana,* IV.

devant un Concile assemblé à Latran, brûlait ses écrits sur le parvis de la basilique.

En 1123, sous le pape français Calixte II, Suger, ami et conseiller de Louis le Gros, semble avoir siégé au Concile de Latran, tel que l'histoire de France ne nous le montre guère, en cardinal de la sainte Eglise romaine.

Un autre Français nous eût peut-être plus intéressé ou du moins distrait au point de vue du costume. Hugues de Pierrepont, croisé en 1215, assista au Concile de Latran le premier jour vêtu d'un manteau et d'une tunique écarlates et coiffé d'un chapeau vert en qualité de comte; le deuxième jour en cuirasse verte comme duc, et le troisième jour, s'étant souvenu qu'il était évêque, en robe violette (1).

Neuf ans plus tôt, le 29 septembre 1206 avaient eu lieu à Saint-Jean de Latran de splendides funérailles auxquelles le Pape et tous les cardinaux voulurent assister.

L'objet de cet hommage était Hugues IV de Noyers, évêque d'Auxerre. Un trait rapporté de ce prélat montre l'énergie des caractères et de la foi du XIII^e^ siècle. Le comte d'Auxerre, irrité contre l'évêque, avait fait enterrer un enfant dans une salle de l'évêché et chassé tous les ecclésiastiques du palais épiscopal. Armé de l'excommunication, Hugues força le comte à déterrer l'enfant et à venir en chemise au cimetière, l'enterrer de ses propres mains devant tout le peuple assemblé. Hugues ayant failli à son tour, par complaisance pour Philippe Auguste, vint s'humilier à Rome; des prodiges avaient marqué le passage de l'évêque repentant. Le Pape l'ayant absous, Hugues de Noyers mourut en odeur de haute sainteté près de la basilique Saint-Clément d'où son corps fut porté à Saint-Jean de Latran (2).

En 1864, Pie IX conçut le projet d'ériger, dans la basilique latérane, un splendide monument aux martyrs presque tous français de Castelfidardo.

Sous le portique de Sixte-Quint, saluons la statue d'Henri IV *janitor sancti Joannis,* comme Charlemagne est

(1) *Gallia christiana,* III.
(2) *Ibid.,* XII.

gardien de Saint-Pierre. L'inscription gravée sur son piédestal dit qu'elle fut érigée en 1608, Paul V étant pape et Charles de Neuville, ambassadeur du roi. Six mille livres de bronze furent mises par le chapitre à la disposition de Nicolas Cordier. La statue d'Henri IV, toute de bronze vert, éclaire et charme du sourire et du salut du plus populaire des rois la loge sombre où elle se dresse sous le portique. C'est le chef-d'œuvre de Nicolas Cordier. L'attitude est noble, la tournure élégante, la physionomie pétille d'esprit et rayonne de bonté; c'est bien là le roi de la belle et franche humeur. Le duc d'Orléans va-t-il nous le ressusciter?

Il peut être intéressant et même édifiant de savoir que la statue du roi fut réquisitionnée, en 1849, par les républicains de Rome pour être métamorphosée en boulets de canon destinés à l'armée française. Heureusement les descendants des soldats d'Arques, d'Ivry et de Fontaine-Française prirent Rome juste à temps pour ne pas laisser commettre cet atroce vandalisme.

Du portique de Sixte-Quint on aperçoit Sainte-Marie-Majeure. Un Philippe d'Espagne en est le gardien; portons-lui, si toutefois cet hommage peut lui plaire, le souvenir du Béarnais.

III

SAINTE-MARIE MAJEURE

De Saint-Jean de Latran à Sainte-Marie Majeure, de la basilique du disciple bien-aimé à celle de la Mère à qui le Christ le légua, la route est royale, disons plutôt « noble, » le terme est plus romain.

Elle est si droite que les oiseaux du clocher de Sainte-Marie la sillonnent dans toute sa longueur de leur tumulte

et de leur ramage quand d'un simple coup d'aile ils volent égayer de leurs folies d'un jour l'obélisque trente-cinq fois séculaire de Saint–Jean de Latran.

D'autres oiseaux, de bronze ceux-là, nous appellent vers Sainte-Marie Majeure; leur chant, où vibrent des notes françaises, s'envole de la volière la plus élevée de Rome, du clocher bâti par Grégoire XI. Le Pape français dota Sainte-Marie Majeure de ce monument l'année même où il ramenait au tombeau de Pierre la Papauté qui gémissait les plaintes de l'exil sur les rives du Rhône.

Saluons, à notre droite, la belle église des Franciscains dédiée à un descendant de Godefroy de Bouillon, à Saint–Antoine de Padoue, qui retrouve tout excepté son nom, car il ne s'appelait point Antoine et n'était pas de Padoue. En fait de monument français, nous n'y connaissons pour le moment qu'une revue française, la *Voix de Saint-Antoine*, rédigée par le P. Bonaventure, de Roubaix. Dans la même direction, les Sœurs de la Présentation de Tours ont un vaste établissement et une église dédiée à sainte Anne. Irons-nous les visiter? Plus tard; les cloches sonnent au clocher de Grégoire XI. Philippe IV, sceptre en main, se tient, quoique premier de tous les grands d'Espagne, tête nue devant la reine du ciel, il garde le portique : *janitor Sanctæ Mariæ*. Quatre anges, joufflus et gracieux, l'aident en ce royal office; deux d'entre eux doivent leur bonne mine et leurs charmes au ciseau de M. Slodtz, de Paris, auteur du *Saint Bruno* de Saint–Pierre.

En face du portique une colonne se dresse, venue sur l'ordre de Paul V, de la basilique de Constantin; elle rayonne à son sommet de la grâce d'une vierge de bronze sculptée par un français, Guillaume Bertolot.

L'or qui brille à la voûte de la grande nef est le premier hommage du Nouveau–Monde à la Mère de Dieu; il fait resplendir dans la basilique le souvenir de l'Epagne. Au cardinal d'Estouteville, archiprêtre de Sainte–Marie Majeure, la basilique doit des travaux d'un moindre éclat mais d'une importance au moins égale. Par ses soins furent percées les

deux portes latérales de la tribune; il refit les voûtes du transept et celles des petites nefs.

Au milieu des degrés du chœur, au-dessus de l'autel papal, il fit ériger sur quatre colonnes de porphyre un dais de pierres rapportées d'une grande finesse, œuvre de Mino de Fiesole.

Un an avant sa mort, le cardinal d'Estouteville, devenu doyen du Sacré Collège faisait construire dans la nef gauche deux chapelles dédiées, l'une à saint Michel, archange, l'autre à saint Pierre-aux-Liens. La sacristie montre encore de lui un riche reliquaire. Non satisfait d'orner lui-même sa basilique, l'archiprêtre français lui assura des revenus importants pour son entretien et sa décoration.

A sa mort, le chapitre de Sainte-Marie Majeure lui consacra une inscription qui rappelle, avec ses bienfaits, le grand rôle qu'il remplit dans l'Église (1). Sa tombe est en l'église Saint-Augustin, élevée par sa munificence; c'est là que sa grande âme nous parlera sans doute.

Un autre cardinal français, Philippe de Levis, bienfaiteur à quelque titre de Sainte-Marie Majeure, a voulu reposer en cette basilique. Un monument magnifique renferme à la fois sa dépouille et celle de son frère Eustache, son successeur à l'archevêché d'Arles, mort en 1489, quatorze ans après Philippe. Leur épitaphe, fort belle, rappelle l'étroite amitié qui unissait les deux frères. *Profuit quibus potuit, nemini obfuit,* « du bien à tous, du mal à personne ! » dit l'épitaphe du cardinal, et celle d'Eustache est aussi touchante que la première est belle :

> *Cùm fratrem Philippum S. R. E. cardinalem qui juxta se cubat unice dilexisset in vita, in morte quoque ut tumulo illi jungeretur, mandavit* (2).

Poème d'amitié fraternelle qui eût fait pleurer à la lyre de Virgile de nouvelles larmes même après l'épisode de Nisus et Euryale !

(1) Cf. Armellini, *Le Chiese di Roma.* — Gregorovius, *Geschichte von St. Rom,* VII.
(2) *Gallia Christiana,* I.

Sainte-Marie Majeure garde aussi la tombe du cardinal Legros du Roure, ancien évêque d'Agen, mort grand pénitencier de l'Église romaine en 1515. Une inscription à sa mémoire décore la porte d'une église voisine.

Les libéralités du cardinal d'Estouteville ne doivent point nous faire oublier qu'avant lui son grand-oncle, Charles V, avait été, envers Sainte-Marie Majeure, d'une munificence presque aussi royale. Les « registres » de Grégoire XI nous ont gardé le souvenir de dons faits par Charles V à la basilique.

D'autres souvenirs, dont quelques-uns artistiques, ajoutent au caractère sacré pour un Français de la basilique confiée à l'Espagne. Le tombeau où Pie V se réveille chaque année le 6 mai et apparaît, respecté par la mort, aux regards des Romains, est peut-être un des plus beaux de Rome. Un français, Antonin Cloche, maître général de l'ordre des Frères Prêcheurs, commanda la décoration du tombeau de Pie V à Pierre Legros (1); l'œuvre du sculpteur français paraît digne du grand Pape dont elle chante l'épopée. Cinq bas reliefs sur marbre de Carrare rappellent son couronnement, Lépante, la victoire du Rosaire sur les Turcs, les triomphes remportés sur les huguenots; la France préservée *Gallia conservata,* pour parler comme l'inscription gravée à la mémoire de Pie V à Saint-Pierre (2).

Dans une chapelle voisine dite du Crucifix, la sainte Crèche est conservée en une urne de cristal que domine une statue en or de l'Enfant-Jésus, les bas-reliefs en argent doré du piédestal ont été ciselés par l'orfèvre Spagna, sur les dessins de Joseph Valadier.

Les tombeaux de Clément VIII et celui de Paul V, de la chapelle Borghèse, doivent au ciseau de Nicolas Cordier l'un les statues de saint Bernard, notre compatriote, et d'Éléazar, l'autre celles de saint Athanase et de David tenant la tête de Goliath. Dans cette même chapelle se repose d'une vie fort agitée Pauline Borghèse; que la terre lui soit aussi

(1) *Rome moderne,* 1713.

(2) Cancellieri, *De secretariis basilicæ vaticanæ,* p. 1796.

légère qu'elle le fut elle-même; à la villa Borghèse la sœur de Napoléon revit, sculptée en Vénus par Canova.

L'autel dédié au bienheureux Nicolas Albergati ne saurait nous laisser indifférent; Albergati mérita le nom d'Ange de la Paix pour avoir réconcilié Charles VII et le duc de Bourgogne; cette réconciliation fut le salut de la France.

Un souvenir historique bien émouvant pour le catholique français est celui d'une messe célébrée à l'autel papal, sous le baldaquin du cardinal d'Estouteville, par Clément VIII. Le Pape est venu du Quirinal pieds nus, la tête découverte, les yeux baignés de larmes; sa main n'a béni personne, pas même les enfants accourus sur son passage. C'est toujours pieds nus et en versant des larmes qu'il célèbre la messe devant le peuple ému de sa douleur : Clément VIII demande les lumières et surtout la force de l'Esprit-Saint; mille intrigues politiques et diplomatiques veulent retarder ou rendre impossible l'absolution du roi de France; Henri IV en vain réclame depuis trois ans son titre de fils aîné de l'Église. Après la messe, le Pape retourne au Quirinal dans le même appareil de recueillement et de douleur; et quelques jours après, Henri IV est solennellement absous sous le portique de Saint-Pierre.

En mémoire de cette absolution, un monument a été élevé par les soins et aux frais d'un français Charles Anisson. Autrefois en face de l'église Saint-Antoine l'Ermite, il se dresse depuis 1881 dans une sorte d'esplanade entre le côté nord de la basilique et une rue en contre-bas à peu près parallèle.

Il se compose d'un piédestal rectangulaire de marbre blanc avec base et corniche, d'une hauteur totale de $1^m 85$ et large de $1^m 10$ sur son dé. Le piédestal porte un socle de marbre blanc formé d'une plinthe et d'une demi-moulure creuse. Sur ce socle repose une base circulaire de granit gris et vert; socle et base ont $0^m 65$ de hauteur. La colonne est un granit rose de $3^m 50$, orné de palmes recourbées en un léger relief à sa partie inférieure; elle s'effile légèrement jusqu'à son sommet bordé d'une astragale. A cette forme rappelant un

peu celle d'un canon, le président de Brosses appliquait l'*in hoc signo vinces* gravé sur un anneau plat vers le milieu de la colonne. Un chapiteau de marbre blanc corinthien la couronne, et au-dessus s'élève une croix en marbre noir verdâtre dont les deux bras et la tête se terminaient par des fleurs de lys en bronze doré. La croix, haute d'environ 1m60, porte d'un côté le Christ crucifié et de l'autre la Vierge radiée, les pieds sur le croissant et portant, sur le bras gauche, l'Enfant–Jésus; ces deux images sont en bronze et d'un assez bon travail.

La face du piédestal tournée vers l'est, c'est-à-dire du côté de la façade de la basilique, est ornée d'un écusson fixé dans sa corniche aux armes d'Henri IV et surmonté de la couronne royale; l'écusson porte les deux écus de France et de Navarre. Sous ces deux écus, est un H d'où sortent une palme et une branche de chêne, et surmonté d'une couronne à trois pointes, le tout entouré des ordres du Saint–Esprit et de Saint–Antoine. Sur les trois autres faces, on voit les armes de Clément VIII, celles de Benoît XIV avec inscription commémorative de la restauration du monument et enfin une inscription rappelant la translation de cette colonne en cet endroit, par les soins de la commune de Rome en 1881. Nous avons parlé de restauration. La colonne portait un dais formé de quatre colonnes qui abritait la croix; cet édicule s'écroula le 15 février 1744, à la dix-neuvième heure, il était moins ancien que la colonne car il n'apparaît pas sur les gravures de 1600. On lisait aussi :

D. O. M.
Clem. IIX PM
F. Carolus Anisson
Delphinas vicarius
Ord. S. Ant. de suo pos.
V. non. Maii CIↃIↃXCVI (1).

Charles Anisson, prieur du couvent voisin de Saint-Antoine eut avec d'Ossat et Duperron une grande part au succès des

(1) Cf. *Bulletin monumental*, 1883, Jean de Laurière, et *Magasin pittoresque*, année 1841, p. 72.

négociations de 1595, et le chapeau rouge aurait également récompensé ses mérites si le Ciel n'eût devancé le Souverain Pontife. Ajoutons, avant de nous diriger vers Saint–Antoine, que lors de la démolition de la pyramide des Corses, en 1668, Louis XIV fit effacer de la colonne d'Henri IV ces mots : *in memoriam absolutionis christianissimi Henrici IIII Franciæ et Navarriæ regis q. f. a. d.* (1) *XV Kal. Oct. MDXCV.* Il déplaisait au roi très chrétien que son grand–père eût été huguenot.

L'église Saint–Antoine est à l'entrée de la rue Charles–Albert qui de la place Sainte-Marie Majeure conduit à Sainte-Croix de Jérusalem ; l'élargissement de la rue a fait déplacer la colonne élevée d'abord devant la porte de l'église ; celle-ci et le couvent ont été convertis en dépôts militaires.

Les annales de Saint–Antoine de Rome sont françaises depuis près de six siècles. A peine approuvé par Boniface VIII, l'ordre de Saint-Antoine en Viennois vint prendre possession de l'hospice et de l'hôpital Saint-André de Rome, ainsi nommés à cause de la proximité de l'église Saint–André.

Moins d'un siècle auparavant, un demi–français, baptisé *François* par amour de la France, patrie de sa mère, saint François d'Assise avait été accueilli à l'hospice Saint–André, lors de son premier voyage à Rome.

En 1308, Philippe le Bel, devenu roi, fort peu romain, de ce petit quartier français de Rome, fit bâtir l'église Saint–Antoine avec son petit clocher animé de trois petites cloches. Les sonneries du clocher ne furent pas toujours le plus clair des revenus de Saint-Antoine ; un *Stato temporale* du XVI^e^ siècle, nous apprend que cette église jouissait d'un revenu de 1,502 écus, 69 *baiocchi* et possédait une vigne hors de la porte Salara ; de plus, au mois de février, « le dict prieuré prend tous les ans deux *rubia* de sel noir en *campidoglio* qui se donne par aumône. »

Saint-Antoine de Rome dépendait de l'abbaye de Saint–Antoine en Viennois, qui lui envoyait des religieux.

(1) Q. f. a d. id est : *quæ facta est ad diem.*

Ces bons religieux français ont toujours été fort populaires à Rome. Devant leur porte s'est faite pendant des siècles, la bénédiction solennelle des animaux, le 17 janvier, fête de *San Antonio del Porco*. Goethe décrit, dans ses souvenirs, cette cérémonie, mais nous préférons entendre le gai compagnon du grave Mabillon, dom Germain nous raconter la fête en son joyeux style picard. « Vive saint Antoine, écrit-il le » 22 janvier 1686, vive saint Antoine ! la procession des » chevaux, des ânes et des mulets qui vont tous, sans » aucune exception, recevoir de l'eau bénite le jour de la fête, » leur vaut (aux religieux) plus de 1000 écus sans compter » dix-sept vieilles bêtes, chevaux et ânes, dont on régala » ces bons Pères. Les bêtes chevalines ornées d'un ruban » passent en revue devant le révérend Père, qui est en » surplis et en étole et leur donne de l'eau bénite. Celui qui » les mène laisse un cierge, ou de l'argent, ou du fromage, » ou de toutes sortes de denrées. Les bêtes à cornes ne » viennent pas, ce me semble, le jour même, mais durant » l'octave. Sans cette dévotion, tout périrait, dit-on ; aussi » personne ne s'exempte de ce tribut non pas même *Nostro* » *Signore* (1). »

La cérémonie, précédée des prières des Quarante Heures, se poursuivait pendant dix jours. Un religieux, revêtu d'une chape solennelle, se tenait dans une chapelle près du buste de saint Antoine; par ordre de dignité, tous les locataires présentables de l'arche de Noé défilaient devant lui endimanchés, enrubannés des oreilles à la queue, chevaux, ânes, mulets, bœufs, vaches et porcs surtout, cousins germains du compagnon de saint Antoine. En échange d'une offrande, le religieux remettait une image du saint que l'on collait à la porte des étables pour qu'aux *accidenti* des hommes, au mauvais œil des sorcières, aux malefices du diable, saint Antoine criât : Arrière, je suis là (2) !

(1) *Correspondance de Mabillon et Montfaucon*, éditée par Valery. Lettre 77.

(2) La bénédiction des chevaux a lieu maintenant dans la cour à portiques de l'eglise San Eusebio. Une céremonie du même caractère a lieu chaque année à Wavrin (Nord) le jour de saint Éloi. De grand matin, le curé, revêtu du surplis et de l'étole, escorté de son vicaire, se tient sous le beau portique à colonnade de l'église.

Le mois suivant rapportait parfois, aux religieux de Saint-Antoine, outre leurs deux rubia de sel noir, une belle pièce d'étoffe gagnée par eux à la course des *berberi* sur le Corso. En cas de supercherie ou de victoire douteuse, il était d'usage de porter à Saint-Antoine le prix de la course ; ce n'était que justice, car c'était précédés et accompagnés de cent mille recommandations à saint Antoine, qui venait presque de les bénir, que les chevaux volaient, la crinière tendue, de la place du Peuple à celle de Venise.

Saint Antoine l'ermite est un patron tout indiqué de la Société protectrice des animaux ; que celle-ci étudie dans l'Évangile, la Vie des Saints et les Légendes chrétiennes, le respect compatissant que l'Église a toujours eu pour les animaux, et nul doute qu'elle ne juge utile de placer son œuvre sous le patronage d'un saint François d'Assise, saint Antoine l'ermite ou de quelqu'autre de même caractère.

Cette courte digression établit une distance respectueuse entre les deux classes de clients objets des soins des religieux antonins. Nos compatriotes soignaient leurs semblables avec plus de zèle encore que les animaux et faisaient de la médecine très populaire. En notre siècle, on ne croit plus au pouvoir souverain de l'or et des perles précieuses contre toutes les maladies. Ce n'est point un tort mais c'est un malheur. Buvez de l'or, buvez-en tout un veau comme firent les Israëlites au pied du Sinaï, avalez des perles confites dans du vinaigre si vous avez les goûts, l'estomac et les moyens de Cléopâtre, et aucune maladie ne résidera plus dans votre corps. C'était l'opinion de nos ancêtres ; si cette confiance s'est perdue ce n'est certes point la faute de nos compatriotes de Saint-Antoine. Voici ce que faisaient ces bons Pères. Auprès de leur couvent s'était élevée l'église Saint-André, bâtie sur l'emplacement d'une basilique païenne.

Les chevaux de tout le pays, ornés de leurs cavaliers endimanchés comme eux, passent devant le curé ; celui-ci tient un marteau doré enrichi d'une relique de saint Éloi et détaché pour la circonstance du buste du saint, il présente la relique aux lèvres du cavalier et touche du marteau le front du cheval. — (Cf. *Croix du Nord* (3 decembre 1894) la description de cette fête par M. l'abbé Émile Monteuuis, vicaire de Wavrin)

En christianisant cette basilique au v^e^ siècle, le pape Simplice avait respecté les mosaïques, scènes de chasse, qui en ornaient les murs.

Dix siècles plus tard, l'église Saint-André étant tombée en ruines, les antonins imaginèrent d'utiliser les fragments de mosaïque qui restaient, de recueillir les petites pierres dorées et les perles, de les piler en farine et d'en pétrir des boulettes. Cette quintessence d'or et de perles était la panacée universelle indiquée par les plus volumineux ouvrages de l'époque et par la confiance des peuples; tous les malades de Rome apprirent le chemin du couvent de Saint-Antoine; beaucoup durent s'en retourner guéris, s'il est vrai que la confiance opère mieux que les remèdes et que l'âme est la souveraine médecine du corps.

Grimaldi dont les parents ont sans doute usé dévotement de ces pilules, insulte assez grossièrement nos bons antonins à ce sujet; nous ne lui répondrons pas, parce qu'il est mort depuis deux siècles et qu'il est odieux, nous le sentirons au Campo Verano, devant le monument des zouaves, de s'attaquer à qui ne peut répondre, à des visages qui ne peuvent même plus rougir sous une réplique ou un affront.

Dans son *Voyage en Italie*, Montfaucon signale avec admiration un fragment de mosaïque provenant de l'ancienne basilique et conservé avec un respect artistique; c'est un lion tuant une vache (1).

D'autres souvenirs plus chers à notre piété patriotique sont sequestrés dans cette église aujourd'hui fermée par le gouvernement. Mignard a peint ici pour le couvent un beau saint Antoine en costume d'ermite, remarquable par son expression de grandeur dans l'humilité.

Des peintures murales représentent la Vie de saint Antoine et rappellent le souvenir de Charles Anisson au patriotisme duquel Rome dut la colonne d'Henri IV érigée, jusqu'en 1875, devant la porte du couvent. Une épitaphe nous apprend encore

(1) Cf. Montfaucon. *Diarium italicum*, p. 107. Cf. *Bulletin monumental*, 1883. — Médailles, gravures, articles de Léon de Laurière. Cf. Tomasetti, *Bollettino della commissione archeologica communale di Roma 1881.*

que Charles Anisson repose en cette église avec Didier Colin, de Verdun, protonotaire apostolique, mort en 1596, et Yves Robertin, de Saint-Nicolas de Pierrepont, mort en 1625.

Au début des incidents diplomatiques de 1686, le cardinal d'Estrées se retira au couvent de Saint-Antoine pour ne pas entendre l'orage déchaîné autour de l'ambassade qu'il venait de quitter. Il y resta quelques mois; « les bons Pères ne s'en trouvent guère plus au large », observe dom Germain. Heureusement pour les bons Pères dont le religieux picard traduisait les sentiments, les foudres d'Innocent XI eurent raison des éclats d'insolence de Lavardin.

En 1775, les antonins, craignant d'être supprimés, réunirent leurs quarante-deux maisons au puissant ordre de Malte, qui absorba tout, maisons et religieux; c'est l'histoire de l'oiseau se réfugiant dans la gueule du crocodile et disparaissant en un éternel abri. Les religieux français quittèrent alors le prieuré de Rome, des camaldules les remplacèrent jusqu'en 1870 et durent céder eux-mêmes à l'irrésistible vocation des soldats de Victor-Emmanuel et de Garibaldi, qui prirent ici leur place.

De la vieille église Saint-Antoine restaurée au xv^{e} siècle par le prieur Constant de Guillaume, il reste encore le vieux portail roman en marbre blanc. Sur la porte, des fleurs de lys sont restées gravées; espérons que la France pourra les redorer un jour.

Non loin de Sainte-Marie Majeure commence la rue Napoléon III; elle aboutit bien vite, avec une rapidité presque allégorique, à la place Victor-Emmanuel.

Sans guère nous éloigner du clocher de Grégoire XI ou du moins sans sortir du royaume de ses cloches, nous pouvons réveiller quelques compatriotes et des souvenirs de la patrie en l'église Sainte-Praxède.

L'antique relique de la colonne de la flagellation fait la principale richesse et la gloire de ce sanctuaire; elle fut apportée de la vi^{e} croisade par le cardinal Jean Colonna, condamné par les Sarrasins a être scié par le milieu du corps. Il étonna tellement ses bourreaux par sa constance et sa

fierté qu'ils lui rendirent la liberté. Ce martyr était digne de doter Rome d'une aussi insigne relique. Mgr Cyriaque Lancette, auditeur de rote, a fait restaurer la chapelle de la Sainte-Colonne, lui a donné plus de jour et en a fait exhausser le pavement.

La chapelle du Crucifix garde la tombe d'un ancien chanoine de Cambrai, archidiacre de Laon, du cardinal Ancher de Troyes, mort à Rome en 1286. Le neveu d'Urbain IV, pape originaire de Troyes, est représenté étendu sur un lit de beau marbre blanc couvert d'une draperie à larges plis retombant sur quelques colonnettes incrustées de mosaïque. Ce monument, très bien conservé, montre, dit Gregorovius, les progrès faits par la sculpture romaine à la fin du XIII^e^ siècle. L'épitaphe du cardinal mérite d'être rapportée :

Qui legis Ancherum duro sub marmore claudi
Si nescis audi quem nece perdis herum
Treca parit puerum. Laudunum dat sibi clerum
Cardine Praxedis titulatur et istuis œdis
Defuit in sedis, largus fuit atque fidelis
Dœmonis a telis serva Deus hunc carpe cœlis
Anno milleno centum bis et octuageno
Sexto, decessit hic prima luce decembris.

La voûte de la deuxième chapelle de droite est ornée d'un *Père Éternel* dû au pinceau de Guillaume Courtois; au même artiste la sacristie doit un tableau qu'un voyageur du siècle dernier signale à notre admiration (1).

Vers la fin du XV^e^ siècle, l'épiscopat français était représenté à Rome, avec un grand mais parfois terrible éclat; dans le Sacré Collège, les d'Estouteville, les La Grolaye, les Longueil, les Coëtivy n'étaient point gens à laisser chômer les facultés admiratives et craintives du bon peuple romain. Parmi ces Éminences, un petit homme rouge, comme elles, ne passait jamais sans exciter l'émotion ; sa démarche était fort singulière et le peuple savait que ce cardinal avait les reins brisés par l'hospitalité fort étroite dont il avait souffert

(1) *Roma nel anno 1838* Hibby, LI. 673.

chez Louis XI, dans les souterrains de Plessis-les-Tours. Dix ans de cage de fer ! et pourtant ce n'était pas la compassion mais bien la terreur qu'inspirait le passage du cardinal La Balue. Avec l'air romain de la liberté, tous les démons de la guerre lui étaient rentrés dans le corps sans toutefois le redresser, et sans qu'il fallût comme au cheval de Job un coup de trompette, un rien lui faisait frapper du pied la terre et crier : *Vah !* Et ses gens le suivaient, interrompaient une exécution capitale dont le bruit déplaisait à Son Éminence, puis s'en allaient prendre d'assaut le Palais de justice, brûler les archives et délivrer les prisonniers (1). Pour le bargel, La Balue se contentait de le faire rosser, plus indulgent que d'Estouteville qui décora un jour la façade de son palais du préfet pendu haut et court aux barreaux d'une fenêtre. Contre La Balue, Rome voyait les Savelli et les Colonna organiser des expéditions qui ressuscitaient tout entier le bouillant évêque d'Évreux dans la soutane rouge du cardinal. Enfin le bon peuple de Rome apprit que La Balue allait se reposer; il suivit en foule sa dépouille mortelle en cette église Sainte-Praxède; avec quelle ferveur on dut prier ici, devant son tombeau, pour l'éternel repos de cette âme de feu. Un illustre cardinal breton repose à quelques pas de La Balue.

Le souvenir du cardinal Bessarion nous servira de liaison entre l'un et l'autre. Bessarion fut envoyé à Louis XI pour la délivrance de La Balue et c'est en partie à Alain de Coëtivy qu'il dut de ne pas être élu Pape. « Élire un Grec, s'écria Alain en plein conclave, serait un affront fait à l'Eglise latine. » La petite Bretagne de Rome doit à Alain de Coëtivy son église nationale : *Saint-Yves des Bretons*. Calixte III envoya le cardinal de Coëtivy, en ambassade près de Charles VII, solliciter le secours de la France en faveur de Constantinople tombé au pouvoir des Turcs.

Alain de Coëtivy avait fait enterrer à Sainte-Praxède, près de la chapelle de la Colonne, son cousin Gabriel du Chastel,

(1) Cf. *Revue des Deux Mondes* (15 Déc. 87). *Borgia*, par Gebhart; Gregorovius, *Geschichte von stad Rom*, VII, 332.

évêque d'Uzès, mort à Rome à l'âge de trente-quatre ans. L'épitaphe de ce tombeau porte ces mots :

Gabrieli di Castro episcopo Uceticensi, origine Britoni consobrino clarissimo, Alanus hujus sacræ ædis cardinalis avenionensis fecit.

Le cardinal vint rejoindre son cousin onze ans plus tard, en 1474 ; il repose sous un beau mausolée (1).

A quelques pas d'Alain fut enseveli, en 1427, le cardinal de Mayras, évêque de Castres. Un autre cardinal français a laissé une trace glorieuse dans les annales de Sainte-Praxède, Nicolas de Pellevé. Privé de ses revenus par Henri III, à cause de son dévouement au pape Sixte V, il fut placé sur la liste des cardinaux pauvres, et secouru, à ce titre glorieux, par le Souverain Pontife. Agé de soixante-dix-huit ans, il revint mourir sur son siège épiscopal de Reims en 1594. Il convenait de joindre le souvenir de ce titulaire français de Sainte-Praxède au souvenir de l'évêque et des cardinaux, illustres enfants de la France, qui reposent en cette église.

L'escalier à double rampe de la tribune est remarquable par la grandeur extraordinaire des blocs de rouge antique qui forment ses degrés. Napoléon avait ordonné de transporter ces blocs à Paris pour en faire la base solide de son trône colossal et fragile; mais chargés de siècles et de souvenirs, les degrés de Sainte-Praxède étaient de tempérament peu voyageur. Napoléon tomba avant qu'ils se fussent émus autrement que sur place de l'invitation qui leur venait de Lutèce, cité dont ils avaient appris la naissance alors qu'ils étaient déjà vieux.

En cette église, les Frangipani assiégèrent Gélase II; Panulphe le Normand défendit le Pape contre les terribles barons du Colysée. Gélase II se réfugia à Cluny, où il mourut entre les bras de Guy de Bourgogne, qui, sous le nom de Calixte II, vengea la dignité du Pontife et de Rome outragée et renversa les forteresses de ses oppresseurs.

Saint-Martin *ai Monti* fut dédiée par le pape Symmaque

(1) *Gallia Christiana*, VI, 642.

au grand saint Martin de France; un siècle et demi plus tard, l'évêque de Tours accordait l'hospitalité dans son église à son homonyme pontifical le pape saint Martin (1). Des paysages, dus au pinceau de Gaspard Duguet, décorent les murs de Saint-Martin-aux-Monts. Gaspard surprit la manière de Nicolas Poussin, son beau-frère, au point d'être surnommé *il Pussino;* plus tard il se tourna vers Claude Lorrain dont il enviait les dégradations savantes et les lumineux horizons. Nibby attribue à Nicolas Poussin, à l'authentique, les figures qui animent les paysages de son homonyme de contrebande.

Un cardinal Simon repose à Saint-Martin depuis l'an 1296; cette Éminence que nous croyons française, n'étant point très expansive, le bon P. Pouillard nous consolera de cette discrétion. En la personne du vieux sacristain de Saint-Martin des Monts rendons hommage à tant d'autres humbles français grands à nos yeux comme lui par leur passion de l'Église joint à l'amour de la France. Le P. Pouillard d'Aix, carme, obtint de se rendre déchaussé à Rome en 1780, pour y étudier les médailles et les antiquités; la fameuse Eminence grise, le P. Joseph, avait fait le même pèlerinage dans les mêmes conditions, composant en route, un poème contre les Turcs. Quand les Français entrèrent à Rome, ils trouvèrent le P. Pouillard installé, depuis dix–huit ans, à Saint-Martin des Monts comme sacristain; ils transformèrent en hôpital militaire l'église et la sacristie, et le sacristain en aumônier. Le cardinal Fesch emmena le P. Pouillard à Paris; le cardinal de Talleyrand, grand aumônier de Louis XVIII, le nomma sacristain des Tuileries. Au sein de la grandeur, le sacristain des Tuileries n'oublia pas ses vingt années d'humilité, et publia le *Voyage littéraire à l'intérieur de Rome* du sacristain de Saint–Martin des Monts.

Les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny ont élevé, *via Buonarotti,* un monastère et un pensionnat. Deux églises superposées y sont annexées; l'une d'elles est dédiée à Notre-Dame

(1) Cf. *Bréviaire romain, 12 novembre.*

de Lourdes et renferme une réduction fort artistique des grottes de Massabielle.

Au-dessus de la porte de Sainte-Pudentienne, une inscription à la mémoire du cardinal Legros du Roure, enterré à Sainte-Praxède, salue le pèlerin d'un souvenir français. « Il » est à présumer, écrit Mgr Gerbet, que c'est dans ce » premier sanctuaire de Rome chrétienne que saint Pierre a » béni Martial et Xyste avant leur départ pour l'apostolat » des Gaules. Martial fut le premier évêque de Limoges, et » Xyste fut sacré par saint Pierre, dit le Martyrologe, premier » évêque de Reims (1). » De tels souvenirs suffisaient à rendre cette église sacrée pour la France; entre les fils aînés de l'Église et la première demeure romaine de saint Pierre, des relations plus qu'amicales ont toujours existé. Lors de la prise de possession de Sainte-Pudentienne par le cardinal Lecot, Mgr Caprara, doyen du chapitre de Latran, rappelait que depuis quatre siècles cette église jouit de la protection de la France : « En 1609, disait-il, le roi Henri IV, plus grand » encore par la bonté de son cœur que par son génie et ses » victoires, prenait l'engagement de protéger toujours les reli- » gieuses de Sainte-Pudentienne. » Et l'éminent doyen rappelait que même au milieu des terribles épreuves de 1870 la France n'avait pas oublié ses protégées; elle leur avait envoyé, par un jeune attaché d'ambassade, le comte Lefebvre de Behaine, une subvention qui montrait que le cœur de la France était plus inépuisable encore que ses trésors.

Un sépulcre de marbre élevé devant la porte de l'église porte le nom d'un cardinal limousin, Raynulfe de Montirac ou Montureux, cardinal-prêtre du titre de Sainte-Pudentienne, parent d'Innocent VI. Sur les vingt-neuf cardinaux français créés par Urbain VI, il fut le seul avec Philippe d'Alençon qui acceptât le chapeau rouge des mains du successeur romain des sept papes d'Avignon. Son épitaphe nous apprend qu'il mourut en 1383 après avoir établi des religieux

(1) Mgr Gerbet : *Esquisse de Rome chrétienne.* I, 442. Martyrologium romanum ad diem I sept : *Rhemi in gallia sti xysti discipuli B. Petri apostoli qui* ab eo *primus ejusdem civitatis episcopus consecratus....*

auprès de cette église. Deux siècles plus tard, un Français, Jean de la Barrière, établissait ici ses religieux feuillants; ceux–ci y construisaient un grand monastère, abandonné bientôt pour Saint–Bernard des Thermes où repose leur vénérable fondateur.

A Sainte-Pudentienne, on admire un riche mausolée de bronze, décoré d'une statue du cardinal Czaski, ancien nonce à Paris, mais plus sympathique aux catholiques et plus immortel comme témoin avec de Freycinet de la conversion d'Henri Lasserre (1).

La chapelle de Saint–Pierre aux Liens, située du coté opposé, doit sa magnificence aux libéralités d'un Français, Didier Colin; nous avons salué sa tombe â Saint-Antoine, avec la permission du factionnaire piémontais, sacristain actuel de cette église si française (2).

Un petit–neveu de Napoléon I^er^, filleul de Napoléon III, le cardinal Bonaparte, titulaire de Sainte-Pudentienne pendant dix ans, a désigné pour sa sépulture cette église aux souvenirs et aux parfums si français.

LÉON D'OCTAVE.

(1) Cf. *Épisodes miraculeux de Lourdes.*
(2) *Rome moderne,* par Le Seyne. 1715.

(La suite prochainement.)

L'Imprimeur-Gérant : A. TAFFIN-LEFORT.

LES

ÉLECTIONS DE MULHOUSE

Situation.

Les journées du 14 et du 21 juin 1896 resteront des dates célèbres dans les annales de Mulhouse. Les catholiques les inscriront avec une joie mêlée de mâle fierté dans leur histoire. Les élections municipales ont revêtu, cette année, dans tout le pays, un caractère particulier. Un esprit nouveau semble avoir soufflé de Bâle à Wissembourg sur nos petites dietes municipales, d'ordinaire si calmes et si paisibles. Il y aurait lieu de s'en réjouir, si avec cet esprit nouveau, une sève nouvelle, faite d'indépendance, d'énergie, de patriotisme, de conviction religieuse, avait en même temps pénétré ces assemblées communales. Malheureusement et pour l'indépendance, et pour l'énergie, et pour le patriotisme, et pour le sens chrétien, le recul est sensible. A ces différents points de vue, il sera intéressant d'entendre le récit des luttes de Mulhouse. C'est une leçon de choses sur notre situation actuelle et sur les batailles à livrer demain.

Les élections de 1891 avaient, pour la première fois, fait entrer au conseil de la ville une majorité catholique. Les ouvriers chrétiens s'étaient groupés autour d'un drapeau pour affirmer leurs droits, formuler leurs revendications, vivre de leurs libertés. L'étonnement, nous allions dire, l'indignation fut grande, quand on les vit marcher, en rangs

serrés et disciplinés, à la conquête de leurs droits et de leurs libertés. Le succès couronna leurs efforts : la brèche fut largement ouverte et le parti catholique entra compact dans la citadelle. La question d'un hôpital catholique avec des sœurs catholiques avait été nettement posée; elle devait être résolue dans le sens des revendications ouvrières. Certains esprits qui ne connaissent rien des douleurs et des tristesses du pauvre, contraint, à l'heure de la mort ou de la maladie, de quitter le foyer domestiqne, avaient toujours refusé leur concours pour une œuvre inspirée cependant par les sentiments les plus intimes de la nature. Leur opinion d'hier restait l'opinion d'aujourd'hui. Les sœurs catholiques n'avaient pas encore fait leur entrée au Hasenrain, où s'élèvent les premières constructions du nouvel hôpital. Il fallait donc affirmer par unc seconde victoire que la population ouvriere n'avait pas changé dans son sentiment, qu'elle demandait toujours à voir, au chevet du moribond, une sœur capable de lui tenir le langage de sa foi et de lui parler de ses espérances.

Le souvenir des dernières luttes et de la victoire des catholiques n'était pas encore effacé. On voulait rentrer dans la place, reprendre les positions d'antan, redevenir les maîtres d'une situation, refouler ce parti catholique qui, pendant les cinq années passées au conseil, avait, malgré tout, noblement rempli son devoir. Il fallait donc montrer que la première victoire n'était pas une victoire de surprise ou de circonstance, que les troupes conduites à la bataille avaient conservé leur énergie, leur entrain, leur esprit de discipline, que les bataillons avaient vu leurs forces grandir, que tous étaient bien décidés à tenter les derniers efforts pour fixer définitivement, par un second triomphe, les préliminaires du traité de paix de 1891.

Les socialistes avaient vécu cinq années, cinq années de dévorante activité, d'infatigable propagande, d'incessante agitation. Les élections pour le Reichstag avaient envoyé un des leurs siéger au parlement. Les libéraux de Mulhouse avaient préféré donner leurs suffrages au candidat socialiste, d'après le mot d'ordre bien connu : plutôt rouge que noir.

On se flattait, dans certaines sphères, d'obtenir les mêmes résultats par les mêmes moyens.

On ne cachait pas, dans certains milieux, la joie de voir le parti catholique refoulé, écrasé, anéanti. Il fallait détruire ces espérances prématurées, il fallait établir, chiffres en main, qu'à Mulhouse comme partout ailleurs, les catholiques seuls pouvaient, sans être ébranlés, soutenir l'assaut de la coalition, entrer en lutte ouverte avec les socialistes, avec l'assurance, ou du moins l'espoir de les vaincre.

Les différents partis.

Les partis se dessinaient donc nettement. Le parti libéral montrait le plus de présomption. Il désirait rentrer dans la carrière par un coup d'éclat. Il voulait marcher seul, se flattant d'avoir pour lui le nombre, l'influence, la richesse et surtout l'intelligence.

Un comité électoral avait été fondé. Plus de douze cents adhérents avaient, disait-on, affirmé leur esprit de solidarité. Le programme avait été formulé : les réunions se succédaient. On ressentait comme un commencement d'enthousiasme. On regardait avec confiance dans l'avenir. D'aucuns même prédisaient une éclatante revanche et se plaisaient à voir les catholiques défaits, humiliés, contraints de venir solliciter, à genoux, une petite place au soleil. On avait donc déjà oublié l'histoire des dix dernières années, on n'avait donc rien appris de l'observation des faits qui, durant cette dernière période, avaient jeté une lueur si sinistre, si sanglante sur la situation. Comment méconnaître à ce point la réalité et montrer si peu d'esprit politique? Comment certains hommes, arrivés déjà à l'âge mûr, avaient-ils pu se laisser aller à de telles illusions et s'exposer à des déceptions plus grandes encore!

On avait agité un moment le spectre rouge, parlé d'une alliance avec les socialistes. L'idée souriait à plus d'un soi-disant libéral. Les tentatives faites à Strasbourg et à Colmar

furent aussi essayées à Mulhouse. Les organisateurs du comité électoral eurent assez le sentiment des convenances pour comprendre ce qu'une pareille alliance avait de particulièrement odieux dans la cité industrielle de l'Alsace. Les soldats ne se rangèrent pas à l'opinion de leurs chefs. Comme nous le verrons tout à l'heure, les deux tiers passèrent au camp ennemi, pour combattre sous le drapeau rouge et conjurer ainsi le danger clérical.

Ces recrues nouvelles formaient l'objet des plus chères espérances du parti socialiste. Elles avaient marché, comme un seul homme, aux élections pour le Reichstag et décidé du sort de la journée. Plus de trois mille avaient publiquement exprimé leurs sympathies. On l'avait fait sans rougir, avec une certaine gloriole, sans craindre le verdict de l'histoire.

Ces ralliés se retrouveraient peut-être encore; les auxiliaires de la veille resteraient peut-être les frères d'armes pour le lendemain. L'alliance publique, officielle n'était pas nécessaire, la fusion se ferait en vertu des mêmes affinités et des mêmes haines. Le parti socialiste avait ainsi plus d'une corde à son arc. Il savait où devaient se diriger ses flèches trempées dans le fiel et le venin. C'est un aveu qu'il ne nous coûte pas de faire. Le parti socialiste est le mieux organisé pour la lutte. Tout y est préparé d'avance : on n'y laisse rien à l'imprévu; tout s'y fait avec méthode, avec entente, avec discipline. Nulle part l'activité n'est plus grande, les efforts plus énergiques et plus persévérants, la lutte plus ardente. Il sait ce qu'il veut et comment il le veut. Il a un programme séduisant comme un mirage; il possède des chefs que d'autres partis pourraient envier; il dispose d'une presse savamment organisée; il a ses ramifications dans le monde entier. Le parti socialiste de Mulhouse a conscience de sa mission. Il est l'avant-garde du parti pour l'Alsace-Lorraine. Ses succès et ses triomphes à Mulhouse sont le prélude des triomphes et des succès dans les autres localités du pays. Cela explique l'importance que les chefs de Berlin veulent lui donner comme aussi la joie exubérante dans la victoire et la rage haineuse dans la défaite.

On était prêt à tout : à essayer une alliance avec les libéraux ou à marcher seul, se fiant sur les intelligences secrètes du plus grand nombre de ces derniers. On espérait assurer le triomphe d'une dizaine, d'une quinzaine de candidats; en tout cas, on célébrait d'avance la défaite et la honte des catholiques.

Et cependant malgré et contre tout, l'espérance reposait invincible, inébranlable, dans le cœur des catholiques. Avaient–ils lieu de craindre? Devaient-ils marcher au combat, la peur dans l'âme, le front baissé, le regard morne et triste! Non, mille fois non.

Ils avaient fait leurs preuves. Pour tout homme sincère, leur entrée au conseil de la ville avait marqué une ère nouvelle. Les œuvres parlaient pour eux. Ils pouvaient se représenter à leurs électeurs avec la conscience d'avoir été fidèles au programme. Ils avaient progressé. Durant les cinq dernières années, la vie catholique s'était singulièrement développée; elle s'était incarnée dans des œuvres vraiment populaires, dans des institutions de plus en plus appréciées de nos populations ouvrières. Le cercle de Sainte–Marie avait, dès les premiers jours, pris sa place d'honneur parmi ses frères d'armes, en mettant au jour une puissante vitalité. Les trois bataillons des trois cercles avaient agrandi leur cadres, prêts à ne former ensemble qu'un seul régiment au jour de la lutte et du combat. Ils pouvaient se compter avec fierté, sûrs de leurs hommes, sûrs de leur dévouement et de leur fidélité.

Ils avaient de plus la conscience d'un grand devoir à remplir. L'heure était solennelle : elle allait, peut-être pour de longues années, marquer un mouvement de recul dans le passé, ou donner une orientation nouvelle pour l'avenir. Les intérêts les plus chers et les plus sacrés étaient en jeu : une defaite, même la plus imméritée, les sacrifiait impitoyablement; une victoire, un triomphe les consacrait à jamais. On ne voulait pas, de parti pris, affronter seul une lutte difficile. On ne refusait pas de s'unir avec les éléments conservateurs pour rendre la victoire plus sûre, plus éclatante, plus signi-

ficative. Malgré certaines expériences pénibles, on voulait encore croire à la bonne foi, à la fidélité, à la parole donnée. L'intolérance systématique ne se trouve jamais dans le camp catholique. Ceux qui la lui reprochent le font pour détourner l'attention et masquer leurs propres intrigues.

Un quatrième parti entrait pour la première fois en scène. Les immigrés avaient fondé un comité électoral pour se compter et voir de quel côté ils pourraient se tourner. Après vingt-cinq ans de séjour dans le pays, ils demandaient une place dans les conseils de la cité. Ils se disaient en avoir le droit avec les mille ou douze cents électeurs appartenant à leur parti. Ils ne voulaient pas pour toujours être frappés d'ostracisme, mais contribuer dans une certaine mesure au maniement des affaires.

Programmes et listes des partis.

Les programmes devaient plus ou moins exprimer, dans un langage approprié aux circonstances, les idées, les revendications, les craintes, les espérances de ces différents partis. Les luttes électorales devaient mettre en relief les personnalités les plus marquantes et accentuer davantage les tendances, les aspirations, les ambitions des diverses fractions

Les différents programmes avaient naturellement plusieurs points de contact : diminution des charges pesant surtout sur les populations laborieuses, fondation d'œuvres en faveur des classes ouvrières, promesses pour le monde des travailleurs, tous se sentaient obligés de compter avec ce parti ouvrier, qui de fait tient entre ses mains les destinées de la ville. Le programme libéral contenait en outre des revendications politiques, comme l'abolition de la dictature, le suffrage universel pour notre délégation provinciale, les lois de l'Empire pour la presse et les cercles, les débats publics pour les conseils municipaux et généraux, etc. Phrases à effet, peut-on dire. Ces questions ne sont pas du ressort d'un

conseil municipal; elles sont du domaine du parlement et du conseil fédéral, et c'est perdre son temps et sa peine que de les discuter à propos d'élections municipales.

L'esprit et la tendance du parti libéral se manifestèrent surtout dans la liste de ses candidats. Sur 36 noms inscrits, ne figurait pas *un* des catholiques de l'ancien conseil. Plusieurs de ces membres avaient siégé à l'hôtel-de-ville au-delà de vingt ans et avaient acquis des droits incontestables à la reconnaissance publique. Ils ne trouvèrent pas grâce devant le parti, qui, par 256 voix contre 56, avait hautement déclaré se refuser à toute conciliation. Jamais, pas même dans l'âge d'or du libéralisme, on n'avait osé afficher une telle intolérance, une telle haine de sectaire. Jamais peut-être aussi la liste libérale n'avait compté autant de quantités négligeables!

Le programme des socialistes ressemblait au programme de 1891 comme deux gouttes d'eau, et le programme de 1891 pour Mulhouse ressemblait au programme socialiste des autres villes d'Allemagne, comme se ressemblent deux frères jumeaux. Même fond, même forme, même longueur, ajoutons même habileté. La justice, l'ordre, le bien-être, la réforme par le socialisme et uniquement par le socialisme. Suppression de l'octroi, gratuité de l'eau de la Doller, bains et lavoirs publics gratuits, augmentation du salaire des instituteurs et des ouvriers de la ville; pour tous et pour chacun le paradis retrouvé : tout le monde reçoit, personne n'est imposé. Tout à souhait. On sait fort bien que la ville est liée par contrat avec la société du gaz et la compagnie du tramway, on ne demande pas moins que la ville éclaire nos rues et transporte nos voyageurs, cela amorce! On n'ignore pas qu'un conseil municipal ne peut absolument rien dans la question de l'impôt progressif sur le revenu, on le réclame quand même, cela amorce. La loi ne permet pas que les sessions du conseil soient publiques, chaque citoyen est censé connaître la loi, qu'importe, on demande que ces sessions soient publiques, cela amorce. Les pauvres sont enterrés aux frais de la ville, c'est un fait public, qu'importe, on inscrit la gratuité des

enterrements dans le programme, cela amorce. Demandez, demandez encore, demandez toujours, cela amorce. C'est en deux mots tout l'esprit du programme.

Les seize hommes chargés de le défendre et de le réaliser étaient bel et bien des inconnus pour l'immense majorité des électeurs. Plus d'un, venu de l'étranger, aurait sans doute décliné le périlleux honneur de l'exposer à ses commettants. Mais dans le parti, la consigne est de voter, et l'on vote, sans biffer, la liste désignée au suffrage.

Le programme du parti catholique se distinguait des autres par sa modération, sa clarté, son actualité. Pas de vaines promesses; des revendications justes et possibles: pas de phrases sonores, beaucoup en peu de mots. Seul, il posait la question de l'hôpital; seul, il parlait d'écoles chrétiennes; seul, il demandait que l'argent des caisses d'épargne soit mis à la disposition des ouvriers et des artisans, dans la mesure permise par la loi. Inutile de protester de son dévouement à la classe ouvrière; le parti catholique restera toujours le parti des ouvriers honnêtes, désireux de travailler à la restauration de la paix sociale; ce qu'il a fait hier, il le fera demain.

Il veut la représentation de tous les intérêts; l'ouvrier et le patron, le négociant et l'artisan, appelés à travailler ensemble, dans un esprit de concorde, à la bonne gestion des affaires; pas de schisme, pas de haine de classes, la grande famille communale dans la belle acception du mot.

La liste catholique reflétait ces idées et cette manière de voir. Elle contenait 24 noms avec 20 candidats catholiques. C'était la représentation naturelle, la représentation basée sur le droit et la justice; 12 places restaient libres. On pouvait se présenter avec honneur devant le suffrage; la liste catholique était à même de soutenir la comparaison; ses membres étaient des hommes connus dont la plupart avaient déjà bien mérité de la patrie.

Première bataille.

Les partis avaient donc pris position et sonné l'appel. Les bannières étaient déployées, les soldats sous les armes, les chefs à leur poste d'observation et de combat. On ne négligea rien pour assurer la victoire.

Comme toujours, les socialistes se montrèrent bien organisés, bien disciplinés. L'atelier, l'usine, la fabrique, l'auberge, la brasserie, furent transformés en foyers d'agitation; toutes les armes furent jugées bonnes et, sous l'empire d'une passion toujours grandissante, la propagande se fit dans d'incroyables proportions. Au bout de quelques heures, les bulletins de vote, le programme socialiste, l'appel aux ouvriers, avaient été distribués dans chaque maison, déposés devant toutes les portes, remis entre toutes les mains. L'ennemi pénétrait, souvent invisible, dans les endroits les plus reculés, dans les demeures les moins accessibles. La mansarde de l'ouvrier, le salon du bourgeois, le bureau de l'homme d'affaires, l'épicerie du coin de rue, la porterie de l'usine, tout fut inondé par cette avalanche de feuilles volantes. Cependant les réunions publiques se succédaient dans tous les quartiers de la ville, toujours plus nombreuses, toujours plus violentes et plus houleuses. La marée montait menaçante, jetant au loin sa bave immonde et dégoûtante. On le faisait impunément, sous le regard de la police, consignant dans son rapport les propos obscènes, les allusions grivoises, les insinuations de bas étage, les calomnies les plus monstrueuses. L'orateur du parti avait inventé un nouveau genre d'éloquence populaire : couvrir de boue et de fange celui qui avait jeté son drapeau jusque dans le camp socialiste. Jamais on n'avait encore assisté à des réunions électorales inspirant autant d'horreur et de dégoût. Le moment viendra, où il faudra flageller devant la justice ces inqualifiables procédés.

C'est tout ensemble une question d'honneur personnel et d'honnêteté publique.

On ne faillira pas à ce devoir.

Les catholiques, par leur union, forcèrent l'admiration de leurs adversaires. Dès les premiers jours, le comité catholique était constitué ; dès la première heure, les trois cercles des trois paroisses s'étaient donné la main pour ne former que le parti catholique de Mulhouse, pour marcher ensemble, sans l'ombre d'un dissentiment, pour livrer ensemble les mêmes combats et courir ensemble à la même victoire. Quelle exubérance de vie et d'activité durant les deux semaines qui précédèrent la première bataille! Presque chaque soir, dans les trois cercles, des assemblées populaires fréquentées par des centaines d'ouvriers et d'électeurs, et après chaque réunion, plus d'entrain, plus d'ardeur, plus d'enthousiasme! Les cercles avaient conscience de leurs devoirs; ils ne voulaient confier à personne le soin de distribuer les programmes et les bulletins de vote. Serviteurs fidèles d'une sainte cause, ils se refusaient à être des mercenaires payés à la journée. La cause qu'ils défendaient était la cause catholique, la cause des familles chrétiennes, la cause des ouvriers amis de l'ordre et de la paix sociale. La servir était un honneur qu'aucun sacrifice ne pouvait assez payer. Aussi bien, on vit ce consolant spectacle, plus d'une centaine d'hommes et de jeunes gens s'offrir de plein gré, avec un entier désintéressement, pour la distribution des bulletins de vote et des programmes. Grâce à cette généreuse initiative, en moins de trois heures, plus de cinquante mille bulletins et feuilles volantes avaient pénétré dans toutes les maisons de la ville. Le jour du vote, les mêmes hommes se trouvaient au local des dix-huit quartiers pour constituer le bureau électoral et assister, le soir, au dépouillement du scrutin.

On avait compris qu'il ne suffisait pas d'avoir des bataillons bien fournis; ce qui vaut mieux encore, c'est l'union de tous, l'esprit de corps, l'intelligence de la situation, la conscience d'un grand devoir à remplir. Jamais les ouvriers catholiques de Mulhouse n'avaient donné un si bel exemple. Encore quelques efforts de ce genre et ils seront à la hauteur de la

situation, que pourront leur créer les dangers et les menaces de l'avenir.

Les libéraux paraissaient, à bon droit, envier l'esprit de corps des catholiques et des socialistes. L'union fut lente, difficile à se faire chez eux. De profondes divergences s'étaient accentuées dans le comité et dans le parti tout entier. On pouvait, sans être prophète, annoncer de nombreuses défections pour le jour de la grande bataille. Les chefs n'avaient ni assez d'énergie, ni assez d'autorité, ni assez d'esprit politique, pour grouper en un seul faisceau des éléments si disparates; les troupes n'avaient ni assez d'esprit de discipline, ni assez d'abnégation, ni assez de dévouement à la cause, pour obéir à un mot d'ordre. De part et d'autre on s'était mépris sur la véritable situation.

Enfin arriva le 14 juin, plein de crainte pour les uns, d'espérance pour les autres, jour d'anxieuse attente pour tous. La loi nouvelle avait biffé des listes électorales près de 3,000 citoyens, appartenant presque tous à la classe ouvrière. Dans le seul cercle de Saint-Joseph, plus de 160 membres avaient été privés du droit de vote. Il restait encore 13,402 appelés à donner leurs suffrages. Le mouvement pour le premier scrutin fut extraordinaire : 11,181 bulletins furent déposés dans les urnes. En 1891, sur 14,519 électeurs inscrits, 9,584 seulement étaient allés au vote. Toutes les troupes disponibles avaient marché, le calme le plus profond n'avait cessé d'exister; à quatre heures tout était terminé : peu de retardataires, presque pas de réfractaires. Durant la journée avaient circulé les nouvelles les plus contradictoires sur l'issue de la bataille. Le résultat final ne put être connu qu'à quatre heures du matin. La surprise fut un peu générale.

La majorité absolue était de 5,591 voix. Cinq candidats seulement étaient élus avec 6,969, 6,960, 6,856, 6,649 et 6,511 suffrages. C'étaient les cinq candidats portés sur les listes catholique, libérale, allemande. Ceux qui suivaient de plus près, arrivaient avec 4,800 et 4,600 voix, et appartenaient aux candidats catholiques portés en même temps sur la liste allemande. La liste socialiste arrivait première avec 3,900 et

3,800 voix. La liste catholique avait réuni 3,800 et 3,600 suffrages. Le chef du parti libéral n'avait obtenu que 2,334 voix. La liste allemande avait fait de 900 à 1,100 voix.

Les troupes étaient rentrées dans leurs quartiers, conservant leurs positions respectives.

Les seuls vaincus de la journée étaient les libéraux. Plus de mille d'entre eux avaient passé, dès la première heure, au camp socialiste. Leurs 3,400 et 3,200 voix de 1891 étaient tombées à 2,400 et 2,300. Grâce à ces transfuges, les 2,400 et 2,800 voix socialistes de 1891 étaient montées à 3,900 et 3,800. Le tiers des libéraux avait donc fraternisé avec les socialistes pour abattre les cléricaux. On avait compté sur un triomphe, ce n'était qu'un succès partiel, dont on ne pouvait cependant méconnaître le danger. Le bataillon catholique n'avait pas été entamé : au premier tour de scrutin, il avait mis 3,800 et 3,600 hommes dans les rangs, autant et plus qu'au scrutin de ballottage de 1891. Il avait en outre voté avec un remarquable ensemble et avec un esprit de discipline digne d'éloge. Dans certains locaux, il avait déposé 230, 250 bulletins sans aucune rature. Les quartiers excentriques, qu'on avait accusés, un peu à la légère, d'avoir passé par les fourches caudines du socialisme, avaient noblement rempli leur devoir. La liste catholique y comptait 265 et 280 voix, tandis que certains quartiers du centre de la ville ne figuraient que pour 217, 208, 180, 181, voix exclusivement catholiques. Les 850 voix de 1891 étaient montées à 980 en 1896. Les 2,053 voix données en 1890 au socialiste Hickel pour le Reichstag y descendaient, en 1896, pour les élections municipales, à 1363.

Ce n'était donc pas un recul, mais bien une avance, pleine de promesses pour l'avenir. Encore une défaite de ce genre et on sera tout près de la victoire.

Le parti des immigrés avait affirmé son existence. Il avait de plus montré qu'il possédait des troupes compactes et disciplinées à mettre en ligne de bataille.

C'étaient de précieuses réserves, d'indispensables auxiliaires contre le parti du désordre : une saine politique commandait d'en tenir compte.

La lutte devait donc recommencer, huit jours après, plus vive, plus ardente, plus opiniâtre. Les conditions cependant avaient singulièrement changé. Les catholiques et les socialistes allaient se trouver en présence pour conduire les troupes à une victoire ou à une défaite définitive. C'est avec les uns ou avec les autres qu'il fallait s'allier pour lutter avec espoir de vaincre. La situation était nettement tranchée; pas d'équivoque possible : ici le drapeau rouge, là le drapeau de l'ordre et de la paix sociale.

Le scrutin de ballottage.

Le drapeau catholique avait été à la peine : il devait être à l'honneur. Il avait été porté avec une noble fierté; il ne pouvait pas se baisser pour se compromettre dans une alliance indigne de son passé. Une liste de conciliation s'imposait. Aucun des trois partis, qui représentaient l'ordre, ne pouvait affronter seul les chances de la seconde bataille, du scrutin de ballottage. Il n'était pas permis de sacrifier, au nom de je ne sais quel principe, une situation acquise, des intérêts chers à la cause catholique, des espérances qui devaient devenir des réalités. Néanmoins le parti catholique n'avait pas à subir des conditions, mais bien à peser celles qu'on lui proposerait. Le parti des immigrés formait la minorité. Le parti libéral avait été frappé mortellement.

Il était à prévoir qu'au scrutin de ballottage, un second tiers deviendrait infidèle au drapeau. Les catholiques au contraire étaient sûrs de leurs combattants. Ils verraient même, pour la seconde bataille, leurs cadres s'élargir et leurs troupes agir encore avec plus d'ensemble et plus de mâle vigueur. Personne ne pouvait le nier; il fallait se rendre à l'évidence.

C'est dans ces conditions que se fit la conciliation. Les catholiques acceptèrent un concours franchement offert. Les libéraux vinrent d'abord. L'entente se fit et sur le nombre des candidats à présenter de chaque côté et sur les revendi-

cations jugées nécessaires. La question de l'hôpital catholique fut considérée comme un fait acquis. A aucun prix, on n'aurait admis la moindre équivoque à cet égard. Le concours des immigrés fut agréé par les libéraux et par les catholiques. La conciliation devait être une œuvre commune. Sur les deux candidats allemands présentés par le parti, les libéraux recevaient l'un, les catholiques l'autre. L'appel aux électeurs devait proclamer hautement la nécessité d'une entente commune et le devoir de rester fidèle à la parole donnée. Durant les négociations, les trois partis avaient fait preuve d'abnégation. Pour rendre une liste de conciliation possible, plusieurs des candidats, qui avaient subi le premier feu, furent contraints de se retirer.

Ils le firent sans murmurer, plusieurs spontanément, avec un esprit de discipline digne de la reconnaissance publique.

Les positions prises, restait à organiser la lutte. L'agitation recommença le premier jour plus vive, plus violente que jamais. Dans les trois cercles catholiques, les hommes se pressaient chaque soir plus nombreux et plus ardents. Avec son grand bon sens, l'ouvrier avait compris la nécessité d'une liste de conciliation.

Tout permettait d'espérer que le parti catholique irait au scrutin avec la conscience de son devoir et avec la volonté bien arrêtée de demeurer fidèle et à son programme et à ses engagements. Le souffle qui traversait les masses populaires indiquait assez qu'il y aurait peu ou pas d'abstentions. L'attention principale se portait sur le parti libéral. Le passé et les expériences d'antan justifiaient et une certaine défiance et une certaine incrédulité. Les deux mille électeurs du premier scrutin obéiraient-ils à la voix de leurs chefs, ou suivraient-ils d'autres inspirations pour voter rouge uniquement pour faire échec aux catholiques? Les espérances des socialistes à cet effet n'étaient un mystère pour personne. La tactique du parti le prouvait avec une invincible évidence. Tout l'attirail de guerre fut dirigé contre les catholiques et surtout contre ceux qui se faisaient un honneur et un devoir de les mener au combat. Les armes dont on faisait usage

étaient trempées dans la boue et dans l'ordure; mais elles étaient dignes et de ceux qui les avaient forgées et de ceux qui étaient appelés à s'en servir. Il serait difficile de donner la note juste, l'expression exacte à certaines réunions socialistes. Il faudrait remonter bien loin dans l'histoire pour trouver des points de comparaison. Si l'avènement des dernières couches sociales devait être à ce prix, il y aurait lieu de désespérer de la société et de l'avenir.

Le scrutin du 21 juin fut connu dès dix heures du soir. Il sanctionnait le triomphe de la liste de conciliation qui passait avec 1,000 et 1,200 voix de majorité. Les deux candidats allemands seuls n'étaient pas élus; par contre deux socialistes prenaient leurs places.

La liste de conciliation avait réuni de 5,400 à 5,900 suffrages; la liste des socialistes avait obtenu 4,500 et 4,700 voix. Les prévisions s'étaient réalisées. Des 2,300 voix obtenues par le parti libéral, près de 1,000 furent acquises aux socialistes, deux cents électeurs restèrent à la maison ne pouvant voter pour les socialistes et ne voulant pas voter pour les catholiques. Sur les 1,000 libéraux qui acceptèrent la liste de conciliation, près de 300 encore ne purent vaincre leurs répugnances, ils biffèrent les noms des candidats catholiques pour assurer à leurs candidats 5,940, 5,920, 5,880 voix contre 5,700 et 5,500 données aux catholiques. Dans certains quartiers le chiffre des voix socialistes avait juste augmenté du chiffre des voix libérales du premier tour de scrutin. Le parti libéral venait de signer sa condamnation.

Presque tout le parti avait biffé les deux candidats allemands, un grand nombre avait biffé les noms catholiques, malgré les engagements et les promesses de leurs chefs et du comité. On avait fait preuve d'indiscipline, quelques centaines à peine avaient consenti à suivre un programme, à obéir à un mot d'ordre; c'était là le résultat où devait aboutir une année de préparation, c'était là le premier succès de ce comité électoral fondé sous des auspices si pleines d'espérances. On ne pouvait avouer d'une manière plus éclatante son impuissance.

Les catholiques au contraire avaient voté avec un ensemble et un entrain dignes des plus beaux jours. Fidèles à la parole donnée, ils avaient déposé dans l'urne la liste de conciliation tout entière, donnant ainsi un magnifique exemple d'esprit de corps et de subordination. La presse fut unanime à constater le fait et à payer son tribut d'hommages à ces bataillons si compacts et si bien disciplinés. Les deux candidats allemands réunirent 4,664 et 4,655 suffrages. La différence des voix obtenues par les candidats catholiques fut à peine de 150, 5,725 contre 5,552.

La bataille avait été chaude, la victoire vivement disputée, le triomphe fut d'autant plus beau. Les chefs pouvaient être fiers de leurs troupes, et leur adresser un brillant ordre du jour. Sur les 36 élus, 20 sont catholiques fermement décidés à tenir haut et ferme le drapeau confié à leurs mains et à le conduire, si Dieu le veut, à de nouveaux triomphes.

H. CETTY.

MONUMENTS

ET SOUVENIRS DE LA FRANCE

A ROME

PLACE NAVONE

Au centre de la place Navone chante la fontaine du Bernin au pied d'un obélisque de granit rouge, barbouillé d'hiéroglyphes, le *Gange,* le *Nil,* la *Plata* et le *Danube* sont enchaînés et le bruit de leurs chaînes qui ruissellent couvre toute la place. Seul le *Gange* porte en main une rame, espoir de liberté; c'est à M. Adam, son sculpteur, qu'il doit cette attention délicate, sceptre et consolation que ses trois frères lui envient (1).

L'église d'en face, dédiée à Sainte-Agnès, doit aux munificences d'un Français, Guy de Bourgogne, pape sous le nom de Calixte II, le rang qu'elle tient parmi les églises de Rome. Un de ses clochers a reçu vers 1700 une horloge, d'un travail fort singulier dû à M. Rioché, chapelain de Saint-Louis-des-Français (2). La place Navone est ornée d'une autre église moins belle que Sainte-Agnès et qui fut longtemps l'église nationale des Espagnols avant d'appartenir à la France.

(1) Le *Voyage en Italie*, 1765, imprime à Yverdon, attribue ce fleuve à Claude le Français.

(2) *Rome moderne*, par Le Seyne, 1713.

L'année de la mort de Charles Quint, Saint–Jacques fut le théâtre d'une mémorable bagarre entre Espagnols et Français. « Au service célébré pour Charles Quint, rapporte Brantôme, on représenta parmi cent trophées le roi François Ier, » pris, lié, garrotté comme un criminel et entouré de satellites, ce qui despita si fort de braves Français qui estoient » à Rome, qu'ils entrèrent dans l'église, mirent en pièces le » tableau et tous les trophées. Le Pape, les cardinaux et » les princes romains le trouvèrent fort bon. »

Devant cette même église s'était établi le camp espagnol en 1527 ; Rome se rappelait la morgue de Charles Quint osant entrer sous des arcs de triomphe, sous les arcs de Constantin et de Titus, empereurs de paix, dans une ville que ses soldats avaient épouvantée d'incendies, de pillage et d'horreurs. Quand Brantôme vint à Rome, deux ans après l'incendie du catafalque de Charles Quint, on attribuait l'honneur de cet exploit au cardinal du Bellay, notre ambassadeur.

Depuis 1867, Saint-Jacques-des-Espagnols appartient à la France, à la Congrégation française des Pères de Notre–Dame du Sacré-Cœur d'Issoudun. Cette église fut inaugurée française et placée sous le vocable de Notre-Dame du Sacré–Cœur, par Son Éminence le cardinal Pie, évêque de Poitiers.

Les nymphes, les chevaux, les dragons et les autres habitants des fontaines ont sans doute gardé le souvenir des « naumachies » données sur la place Navone par le cardinal de Polignac; le peintre romain Jean-Paul a immortalisé la splendeur et la poésie de ces fêtes vraiment romaines, données à Rome au nom de la France lors de la naissance du dauphin, fils de Louis XV. Dans ses mémoires, Chateaubriand décrit la place Navone transformée en lac, sillonnée de carrosses et de chevaux devenus marins pour un jour.

Du IVe au XIXe siècle, Rome a compté quarante églises dédiées à Saint-Nicolas; parmi elles l'église nationale de la Lorraine tient une des premières places au point de vue de l'architecture et de la décoration. Saint-Nicolas *des Lorrains* prit ce titre de noblesse en 1622 ; à cette époque, la confrérie des lorrains quitta la magnifique chapelle Saint–Nicolas

érigée à ses frais en l'église Saint-Louis-des-Français, et obtint de Grégoire XV, l'église Saint-Nicolas *in Agone*, voisine de la place Navone. Les Lorrains la firent reconstruire et naturaliser Lorraine, ainsi que l'indique l'inscription gravée sur l'architrave de la façade : *In honorem S. Nicolai natio Lotharingiorum P.*

On peut regarder cette petite église comme un bijou; Charles Fontana en fut l'architecte, le plan en est heureusement imaginé; elle est décorée d'un ordre ionique. Les parois sont tout incrustées de jaspe de Sicile et autres marbres précieux, mais l'ensemble de la décoration pèche par excès de dorures et d'ornements. Des enfants de la Lorraine ont embelli leur église nationale. Claude Gelée dit le Lorrain, a orné la sacristie d'un de ses plus gracieux paysages; non content de ce tribut payé à son patriotisme, il laissa par testament une somme importante à Saint-Nicolas-des-Lorrains. Au-dessus du maître-autel, *Saint-Nicolas bénissant trois enfants* est l'œuvre de Nicolas Lorrain, qui peignit également *Sainte-Catherine* de l'autel de gauche. Un autre Lorrain désigné sous le nom de Charles Lorrain, dans *Rome moderne*, décora l'église d'un *Christ au jardin des Olives*. A l'autel de droite, la *Visitation* est due aussi à ce pinceau lorrain. Cet autel, dédié d'abord à la Visitation, fut consacré en 1730 au B. Pierre Fourier de Mattaincourt et décoré d'un tableau du saint. Ce tableau subit une éclipse de 1800 à 1841, époque où il fut replacé sur l'autel du saint.

Les bâtiments annexés à l'église furent achevés en 1750, quatre ans après l'éblouissante décoration de l'intérieur. Jusqu'en 1796, Saint-Nicolas-des-Lorrains fut toujours sous la direction et la garde de prêtres lorrains. A cette époque, une madone de cette église ferma les yeux et versa des larmes. Ce miracle, qui se produisit cette même année dans vingt-cinq églises d'Italie, fit courir toute la ville de Rome à Saint-Nicolas-des-Lorrains; il présageait tous les maux qui devaient fondre bientôt sur la Ville Éternelle. La madone miraculeuse peinte sur une toile richement encadrée décore toujours l'église où elle pleura; peu de Romains et encore

moins de Français la connaissent car, depuis de nombreuses années, Saint-Nicolas-des-Lorrains tient ses portes rigoureusement fermées, faute de chapelains lorrains.

Depuis 1885, l'église est confiée aux Pères Blancs de Mgr Lavigerie; ils ont la jouissance du premier étage de l'immeuble annexe et une subvention de 8,000 francs, à charge d'acquitter les fondations de messes et d'anniversaires, et d'entretenir l'église. Ces missionnaires doivent être tous français à la date de leur résidence. A dire vrai, aucun d'eux ne réside à Saint-Nicolas-des-Lorrains; un brave homme d'ecclésiastique italien ou autre garde la maison et l'église; il serait peut-être à souhaiter que la garde de ce reliquaire lorrain fût confiée à quelque compatriote de *Jehanne la bonne Lorraine*, de Claude Gelée dit le Lorrain, et du bienheureux Pierre de Mattaincourt.

A quelques pas de Saint-Nicolas-des-Lorrains furent enterrés Duphot et les deux officiers français tués à Rome à ses côtés.

L'église nationale des Allemands, Sainte-Marie dell' Animâ, fut fondée par un flamand. En face du tombeau d'Adrien VI s'élève celui du duc de Clèves; un certain Nicolas d'Arras et un Flamand, peut-être français, en ont sculpté les plus belles parties.

Deux chanoines de l'église métropolitaine de Cambrai ont ici leur tombe. Sur celle de Guillaume Tournemain, de Lille, mort en 1610, âgé de trente-trois ans, on lit :

Quiescenti gaudium — sortis tuæ memor —
Apprecare viator. — Metrop. Camerac. olim canonico.

Un buste en marbre blanc, adossé au pilier qui fait face à l'autel Sainte-Anne, rappelle les traits d'un autre chanoine de Cambrai Jean Théodore Jacquet, protonotaire apostolique, recteur de Sainte-Marie *dell'Animâ*, mort en 1725, à l'âge de soixante-seize ans. Il doit son tombeau à un neveu reconnaissant, chose moins rare à Rome que partout ailleurs; ce neveu fut évêque d'Hippone *in partibus*.

Le désir de découper dans la carte de Rome un parallélogramme parfait, l'amour de la géométrie nous entraînerait vers Saint-Louis-des-Français; mais les cloches de Saint-Augustin nous appellent d'une voix moins lointaine.

Sur la place de l'Apollinaire se développe le collège du même nom, palais imposant et superbe, ancienne demeure du cardinal d'Estouteville. A un barreau d'une des fenêtres, il pendit un jour le bargel de Rome, coupable, dit Moreri, d'avoir forcé un pauvre prêtre français à faire l'office de bourreau. L'église de l'Apollinaire, qui sert de chapelle au collège, nous offre un souvenir plus aimable du grand cardinal français.

Sous le portique, se vénère une image de la sainte Vierge; devant elle d'Estouteville fit élever un autel qu'il dota avec charge pour les chanoines de l'Apollinaire d'y chanter la messe le jour de l'Assomption. En janvier 1495, des soldats de Charles VIII, l'hôte d'Alexandre VI, firent pour se réchauffer du feu, et pour se distraire des sottises sous le vestibule de l'église. Le petit oratoire, fort endommagé et profané, fut déconsacré; la sainte image, voilée d'une couche de chaux; un tremblement de terre fit tomber ce voile en 1645 et restitua l'image à la dévotion populaire (1). A l'intérieur de l'église, on admire un *Saint François Xavier* de toute beauté, œuvre de Pierre Legros. L'apôtre des Indes tient en main l'écrevisse qui lui a rapporté son crucifix tombé dans le lac de Cuabang. La tradition veut qu'en témoignage de ce service l'écrevisse de ce lac et sa progéniture jusqu'à nos jours portent une croix sur le dos; le sculpteur français a conformé son écrevisse à cette tradition (2). La physionomie et l'attitude du saint sont admirables d'expression, cette œuvre est une de celles où le marbre respire.

Derrière l'Apollinaire, l'église Saint-Augustin porte gravé en lettres immenses sur l'architrave de son portail le nom du cardinal d'Estouteville. Sa coupole est la doyenne d'âge de toutes celles qui planent au-dessus de la Ville éternelle.

(1) Armellini, *Le Chiese di Roma.*

(2) *L'âme d'un Missionnaire*, ch. XXIV, par l'abbé G Monteunis.

Les degrés de l'église et sa façade en travertin sont formés de blocs recueillis au Colysée, destinés aux fours à chaux et nullement arrachés à ses murailles saintes, toujours frémissantes pour un chrétien des cris de ses frères martyrs, toujours décorées de leur sang. Ce monument est dû tout entier à la munificence du cardinal. Il fit placer au maître-autel une image de la Sainte Vierge attribuée à saint Luc et apportée de Constantinople; d'Estouteville lui fit un tabernacle de marbres précieux, soutenu par des colonnes de belle architecture. Cette madone rappelle au pèlerin le zèle que ce grand cardinal déploya pour la délivrance de la cité de Constantin menacée par les Turcs. En 1451, il fut envoyé par Nicolas V pour tenter un rapprochement entre la France, l'Angleterre et la Savoie, afin d'opposer ces puissances à l'islamisme.

Légat du Saint-Siège en France jusqu'en 1455, il préside le 8 mai 1452, les fêtes de la délivrance d'Orléans, accorde une indulgence à ceux qui y assisteront, préparant ainsi l'opinion à la réhabilitation de la Pucelle. Sainte-Marie-Majeure, dont il fut archiprêtre, garde de splendides souvenirs de sa munificence.

Les ermites de Saint-Augustin lui doivent le magnifique monastère voisin de leur église, monastère qu'il fit dépendre directement du Saint-Siège (1). Il leur confia la garde du corps de sainte Monique, apporté d'Ostie et placé dans l'église dédiée au fils, enfanté de nouveau par ses larmes. Saint-Augustin possède les reliques de saint Guillaume d'Aquitaine, converti par saint Bernard et mort en 1156. Il peut être intéressant de savoir que le cardinal Impériali repose en cette église; on se rappelle qu'il vint de Rome à Versailles présenter publiquement à Louis XIV les excuses du Pape lors du pénible incident des Corses. Si d'Estouteville eût été alors sur le siège de Pierre, Louis XIV n'aurait probablement pas eu l'occasion d'immortaliser sur d'impertinentes médailles les traits d'un cardinal secrétaire d'État (2).

(1) *Dictionnaire des Ordres religieux*, Migne.
(2) Nibby, *Roma nel anno* 1838, I.

Au cardinal français, Rome doit l'heureuse transformation qu'elle subit au XVe siècle. Nommé par Sixte IV *magister œdificiorum et stratarum Urbis,* il reçoit pleins pouvoirs pour acheter, abattre, exproprier, faire circuler de force l'air et la lumière dans les labyrinthes souvent infects et obscurs de certains quartiers de Rome. Il s'acquitte de sa charge avec une rare énergie; Jacques de Volterre rapporte qu'un boutiquier du pont Saint-Ange, s'étant plaint tout haut devant le Pape de la géométrie du cardinal, vit sa boutique jetée dans le fleuve et fut lui-même mis en prison. Un grand nombre de rues lui doivent d'avoir revu leurs anciennes dalles ou d'en avoir reçu pour la première fois. La place Navone lui doit, depuis quatre siècles, sa fortune : en bon voisin, il la gratifia des marchés qui se tenaient jusqu'alors sous la présidence de Marc-Aurèle, sur la place du Capitole (1).

Le cardinal d'Estouteville accueillit à Rome le grand argentier de Bourges, Jacques Cœur, en deux circonstances bien différentes.

En 1448, Jacques Cœur, escorté de trois cents chevaliers équipés à ses frais, conduisait à Rome une ambassade solennelle chargée de reconnaître, au nom de Charles VII, l'obédience de Nicolas V. Évadé de la prison où il expiait sa brillante fortune, Jacques Cœur revenait à Rome en proscrit, neuf ans plus tard. Le cardinal d'Estouteville voyait en lui le compagnon de Jeanne d'Arc, de La Hire, de Xaintrailles et de Dunois sur les champs de bataille, et le présentait à ce titre à Calixte III. Jacques Cœur, nommé généralissime de la flotte pontificale, partait bientôt vers Constantinople à la tête de seize galères armées par la civilisation chrétienne contre la barbarie ; il mourait l'année suivante, en croisé, en frère de Godefroy de Bouillon, dans l'île de Chio (2).

Le cardinal d'Estouteville, proclamé de son vivant *columna et columen Sanctæ Ecclesiæ,* camerlingue de la sainte Église romaine, mourut en 1483, laissant derrière lui une réputation

(1) *Le Vatican,* par Goyau, Fabre et Pératé.
(2) *Jacques Cœur et Charles VII,* par Pierre Clément.

et des œuvres immenses. Il fut enterré en l'église Saint-Augustin; mais l'église de Reims réclama et obtint le cœur de son archevêque (1). Le cardinal ne s'était pas contenté de bâtir l'église et le monastère des Augustiniens, il avait doté l'un et l'autre de revenus fort abondants qu'il se proposait, dit une inscription, d'augmenter encore. Cette inscription est gravée sous un buste de marbre, élevé en 1627 à la mémoire du cardinal, au-dessus de la porte de la sacristie ; elle montre que deux cent cinquante ans n'avaient pas effacé du cœur des religieux le souvenir de ses bienfaits :

Templum hoc a fundamento erexit, amplissimis dotibus locupletavit, altar majus Deiparæ Virginis imagine a Divo Luca depictâ erornandum curavit sacrarium pretiosissimis vestibus ditavit, conventum in ampliorem et commodiorem formam redegit. Totum ordinem singularibus beneficiis cumulavit. plura et majora collaturus nisi mortis invidia præpedivisset.

L'inscription n'avait point à dire ici qu'il mit la main aux lois de l'Université de Paris ou fit exécuter d'importants travaux à l'abbaye du mont Saint-Michel (2). Inclinons-nous avec admiration et respect devant cette grande figure ; elle illustre à la fois l'histoire de l'Église et les annales de la France ; la basilique de Sainte-Marie-Majeure garde son souvenir enveloppé du même éclat de munificence et de grandeur.

Dans la direction du Tibre, nous rencontrons l'*Albergo del Orso;* ce nom a sa petite place dans notre histoire littéraire; ses vieux registres nous montreraient, s'ils furent bien tenus, des noms qui brillent en nos annales. Un amateur de palimpsestes qui traiterait la peau de l'*Orso*, ou plutôt ses murailles en vieux parchemins, y rencontrerait sans doute les armes de M. Michel de Montaigne, citoyen de Rome, maire de Bordeaux; ce philosophe modeste laissait le cartel de ses armes à tous les hôtels où il passait, aux *hôtels* gardiens durables de son nom et non aux hôteliers gent périssable et passagère. C'est ici qu'il reçut sa nomination de citoyen

(1) *Gallia Christiana*, XI.
(2) *Ibid.*

de Rome, honneur qui lui a inspiré dans ses *Essais* un hymne à la majesté de Rome « métropole de toutes les nations.... » Que dirait-il aujourd'hui que l'*ex Orbe urbem fecisti* trouve à qui s'appliquer ? Contemplant les dévergondages de l'*uxorius amnis,* Scarron, le mari de l'épouse de Louis XIV, ou Saint-Amand, lui décocha de sa fenêtre le quatrain suivant :

Il vous sied bien, Monsieur le Tibre,
De faire ici tant de façon,
Vous en qui le moindre poisson
A peine a le mouvement libre.

Le Tibre méritait même plus que cette observation ; il débordait à chaque instant, pénétrait sans dévotion dans les églises, comme à Saint-Yves des Bretons, et avec moins de respect encore dans les hôtels. Sa familiarité était parfois brusque et brutale ; un hôtel voisin de l'*Ours* en fut victime lors d'un voyage de saint François de Sales à Rome. Le saint, descendu dans cet hôtel, dut un soir en déguerpir devant l'invasion d'un seigneur et de sa suite. Cette nuit-là même, le Tibre, subitement grossi, envahissait à son tour l'hôtel dont il renversait les murailles et emportait les voyageurs (1). L'hôtel de l'*Ours* était de taille à tenir tête à pareilles audaces, on peut en juger par les énormes colonnes frustes de son écurie, style XII^e^ siècle. Contre la maison d'en face, un immense ours de pierre se dresse, vénérable parrain de l'hôtel qui lui doit son nom. Que de drames ce personnage a vus, que de français ont passé devant lui sortant de l'*Orso* ou allant à Saint-Pierre ! La Fontaine peut-être eût fait parler cet ours-là comme tant d'autres ; à son défaut interrogeons-le, mettons nos yeux dans ses orbites tant de fois séculaires. Cet homme qui passe si grave et si beau, c'est messire *Jehan Froissard*, de Valenciennes ; au nom du roi de Chypre on lui a remis quarante ducats d'or à Ferrare. Voici *Jean Petit;* dans une belle harangue il vient de venger la France du reproche de schisme, le panégyrique de Jean sans Peur avait

(1) *Vie de Saint François de Sales,* par M. Hamon.

mis moins de joie et d'orgueil sur son front. Pour un marchand de salades, il n'a pas l'air sot l'homme qui accourt du pont Saint-Ange; c'est maître *François Rabelais* en personne; il a déployé tous les charmes de son esprit et de sa folie devant le jardinier du Vatican, il en a obtenu des salades dont il n'a jamais vu les pareilles dans les jardins de Mgr G. d'Estissac, évêque de Maillezais. Rabelais va les envoyer avec force instructions à son protecteur; au père de Gargantua la France doit donc une salade de plus, la laitue dite romaine. Elle paiera sa petite dette de reconnaissance en important à Rome la pomme de terre, deux siècles et demi plus tard. Pendant notre escapade dans les potagers de France, *Budé,* le « Prodige de la France; » *Amyot,* le Plutarque français; *Claude d'Urfé*, ancêtre de l'Astrée et gouverneur de tous les enfants de France, ont passé. *Philippe des Portes*, bien qu'il n'y paraisse guère à son pourpoint, se prépare à être le poète le mieux renté du monde; il prend à l'Italie son style fleuri émaillé de traits brillants, ses vives descriptions et toutes les séductions qui lui vaudront du cardinal de Joyeuse une abbaye pour un sonnet, de Charles IX 800 écus d'or pour *Rodomont,* d'Henri III 30,000 livres pour imprimer ses vers. *Jacques Bongard* a l'air de méditer un mauvais coup. Sixte V vient d'excommunier Henri IV; ce jeune conseiller du roi affichera demain en plein champ de Flore une protestation violente contre l'excommunication et s'enfuira de Rome, car il connaît Sixte-Quint. On lui doit *Gesta Dei per francos,* ou Histoire des croisades.

Quelle odeur de fagot se dégage des vêtements de *Claude Quillet !* incommodé, l'*Ours* lui demande ses papiers : lors des affaires de Loudun et d'Urbain Grandier, le diable annonça qu'il enlèverait jusqu'à la voûte le premier incrédule qui entrerait. Quillet, médecin de Loudun, accepta le défi; le diable ne l'emporta pas, mais Laubardémont, aussi mécontent de Quillet que du diable, voulut faire arrêter l'incrédule; celui-ci, se méfiant plus de Laubardémont que du diable, s'enfuit à Rome. *De Thou,* l'historien, va rejoindre au Vatican l'archevêque de Toulouse, Paul de Foix, dont il a écrit qu'il

ne se séparait jamais de lui sans se sentir meilleur. *René Descartes* est venu gagner les indulgences du jubilé ; demain il part pour Venise, d'où il se rendra à pieds à Notre-Dame de Lorette. *Maynard,* moins immortel quoique des Quarante, vient de recevoir en hommage d'auteur les poésies latines d'Urbain VIII. Ce religieux, vêtu de gris, qui passe pieds nus, arrive de France sans avoir pris d'autre voiture que celle de son père saint François; c'est le P. Joseph, directeur religieux et politique de Richelieu, l'*Éminence grise* en personne. *Patru, Voiture, Regnier-Desmaretz* reçu à l'académie de la *Crusca* pour une ode italienne que l'abbé Strozzi a présentée d'abord pour du Pétrarque inédit; *Vaillant,* forcé d'avaler des médailles qu'il veut soustraire à des corsaires, devenu poule aux médailles d'or avec toutes les anxiétés de la fonction; le jardinier *Le Nôtre; Regnard,* qui cumule comme Alexandre Dumas le génie des sauces et le culte des lettres; *Campistron,* venu avec les écus d'un abbé Alberoni, petit poisson qui deviendra rouge et grand, grâce au duc de Vendôme auquel Campistron le recommandera ; le *président de Brosses;* et que d'autres ont passé à l'*Albergo del Orso,*

Ou frolé cet ours jadis blanc
Devenu noir en vieillissant.

Qu'on pardonne à cet observateur dix fois centenaire, le caprice, l'incohérence de sa mémoire ; les quelques noms de pèlerins qu'il a cités ne sont ni les plus beaux, ni les plus chers, ni même les plus curieux parmi les milliers d'autres noms qui ne sont attachés à aucun monument, à aucun souvenir, à aucune tombe. A quelques pas d'ici, sur le pont Saint–Ange ou mieux encore devant la statue de bronze à Saint-Pierre, toute notre histoire depuis Clovis a défilé; quel regard éclairé par l'histoire embrassera, quelle voix inspirée par la muse chantera ce splendide cortège de Papes français, d'empereurs, de rois, de fondateurs d'Ordres, de saints, de cardinaux, de philosophes, d'historiens, d'artistes, de poètes, d'apôtres, de soldats et de pèlerins; le regard de

Bossuet et la voix de Chateaubriand seraient-ils l'un assez fort et l'autre assez belle?

La *via del Orso* tombe dans celle *della Scrofa*, du royaume de l'Ours nous entrons dans celui de la Truie ; à notre gauche trois rues qui se coupent forment un îlot triangulaire, l'île de la petite Bretagne.

SAINT-YVES-DES-BRETONS

La petite Bretagne de Rome a des annales dont l'intérêt et l'éclat s'accordent avec le merveilleux épique des gestes des chevaliers de la Table-Ronde et des fils de Sainte-Anne d'Auray. Avant même d'y avoir une église, la Bretagne avait à Rome une histoire. A Sylvestre Budes, parent, élève et compagnon de Duguesclin et à ses six cents Bretons chargés de pacifier l'Italic, Grégoire XI dut de pouvoir ramener à Rome, en 1377, le Souverain Pontificat. Sylvestre Budes et ses Bretons le rejoignirent vers Pâques, Notre-Dame de Lorette ayant attiré de son côté et retenu les fils de Sainte-Anne d'Auray :

Quant à Rome il fust venu
A son ostel et descendu,
Tantoust alla ynelle pas
Reverance faire bien bas
Au Paire saint; il estoit bon,
Ne l'avoit vu puis Avignon.
Les cardinaux et le Saint Paire
Tous li firent très grandes chères
Tantoust prindent le mercier
De la poine de travailler,
Qu'il avait prins en leur servise
Pour l'amour d'eux et de l'Église.

Plus heureux que Lamoricière, leur compatriote d'illustre mémoire, les zouaves pontificaux bretons de Grégoire XI ont

eu leur Homère, un de leurs compagnons. La muse de Guillaume de la Pérenne pourra paraître un peu barbare, mais fait-on taire des « gestes » épiques qui demandent à chanter parce que le chevalier-poète qui les accompagne de sa lyre, ayant gardé sans doute son gantelet de fer, a le doigté un peu rude?

Depuis vingt-sept ans, les chevaleresques péripéties du combat des Trente retentissent à travers le monde dans les chants des troubadours; à peine arrivés à Rome, les Bretons rééditent ce haut fait contre des Allemands.

En celluy tems que je vous conte,
Il est raison que vous raconte
Une vaillante avanture,
Aux Allemans elle fut dure;
Que fut de dix bons compaignons,
Qui trestous estoint Bretons,
Combatirent a aultres dis
Allemans fiers, fors et hardis.
La querelle ils maintenoint
De la Ligue et si disoint,
Que meulx valloit que sainte Eglise;
Ceulx bons Bretons en nulle guise
Ne lessasent passer avant
Ce qu'avoint dit tantoust devant.
Tremagon dist, malvessement
Avez menti, et faussement,
Ceste cause volons défendre,
En aucun lieu allons le prendre
Le jour nomé que vous vodrez
Que combatons....

Les Allemands n'entendent pas ce défi sans émotion, mais ils l'acceptent :

Quand oyrent ce les Alemans
A repentir, je vous créans.
Se prindent fort, mais pour la honte
Qu'en eussent eu et le raconte
Qui tous temps mes en eust duré
Trestous fuissent déshonorez....

Les Bretons se confessent, le champ du combat n'était pas loin, peut-être dans Rome même.

Incontinent ils arrivèrent
Emmi le champ ; ils y entrèrent
Apertement, tous les premiers
Par ne voulaient être derriers.
Les Alemans qui là estoient
Trop fort trestoust les regardoient
Si prindent lors tous à frémir
Grand peur avaient de les voir.
Tous les Bretons comme très bons
Avoient tous prins leurs écussons,
De leurs armes tantoust à terre
Checun se mist mult très grant erre ;
Ils la baisèrent, ils en mangèrent.
Tous leurs amis fortement plorèrent
De la pitié que ils avoient,
Et mult grand paour au cœur avoient ;
Si devoient-ils, quar là pendoit
Tout leur honour et leur bienfait.

Guillaume de la Pérenne nous donne le nom et un trait de la physionomie de chacun des dix chevaliers :

Haimon de Treffilé,

Qui combattit très fièrement
Incontinent en celuy champ,
Il déconfit son Aleman.

Trémagon,

.... des armes tant.
Fist iceul jour plus que Roland
N'avoit onc fait ne Olivier.

Un autre de Treffilé :

Viste estoit com un levrier
Joiant apert et bien légier.

Cavaleric

.... estoit après
Qui combatoit tout au plus près

Que il povoit son ennemi,
Le visage toujours a li
Sempre sur luy grant cops féroit.

Locrist

Tant combatit de tous costez
Son ennemi tous les coustez,
Que nullement il ne savoit
Quel part fouir d'illec endroit.

Carias lutta

Contre le sien tant que tout mas
Il le rendit à son endroit....
Bon homme d'armes et bien seur
Est–il partout je vous asseure.
Auxi estoit iceluy soir
Un qui at non *Jacques le Noir*.

Un chevalier gascon paraît avoir lutté avec les Bretons : *il avait nom* Talverne.

Oncques ne fust nez en Gascogne
Ni chevallier ni escuier,
Qui en tel cas se peust aidier.

Le chevalier Chiquet

Ne donnoit pas tant de loisir
Son ennemi de s'enfouir.

Le dixième

.... avait nom Kaer-Ouaré
Qui s'en allait parmi le champ
Son ennemi desconfisant.

En quelques traits vigoureux le poète a donné la physionomie du combat et des combattants ; les Bretons voient dans les Allemands des chevaliers qui ont attaqué l'honneur de l'Église, leur mère et dame souveraine. Ils frappent du poing,

de la dague et de la hache. Chacun force son Allemand à crier : « Grâce et merci à Monseigneur Saint-Yves! »

Mais silence à la prose, Guillaume de la Péronne reprend sa lyre :

Ors avez oy en quel manière
Ceulx bons Bretons, ô bonne chère,
Combatirent leurs ennemis.
Je vous dis bien, par saint Denis,
Je ne connois nul si hardis
Qui là ne fust bien esbahi
A regarder les cous férir,
Et eulx trestous entretenir,
O bons poings, o bonnes dagues!
Et par avant, o bonnes haches,
Tous leurs hernois et bacinet
Estoient trestous rompus de fait;
Des Alemans qui combatirent
Enmi le champ cinq en mourirent;
Les aultres cinq qu'estoient en vie
N'estoient pas sains, je vous affie,
Adonc trestous si vous avise,
Bretons crioint : « Vive l'Eglise »
En appeloient tous a vois vive
Voustre merci Charles et Yve.
Ce sont deux seins du paradis
Qu'au dis Breton furent amis,
Y celui jour bien y paru :
Quar hors du champ issirent dru.
Il y avoit d'aultres crians
Que là n'oyssés Dieu tonnant,
Sous oyssés là menestriels
Trompes, tambours, sur beaux coursiers
Qu'avant le fet estoient tous coys.
Vous n'oyssiés pas une voys
Meis fâchez certainement,
Que la Ligue incontinent
Que là estoient assemblée
S'enfouiait sans demorée,
Et là par trestous chemins
Et aultres sentiers et jardins
Les veissiez entre tumber
Que ne se savoient remuer,
Affoulez tous ils estoient
De la grant paour qu'ils avoient;

Ils cuidoient qu'à leurs talons
Fussent toujours tous les Bretons.

Il était presque nuit quand le combat prit fin; mais l'enthousiasme du peuple n'attendit pas le lever de l'aurore pour se manifester :

.... Tous venaient à grands brandons
Bien alumez voir les Bretons.
Homes, fames, tous leur fesoient
Tout l'honour qu'ils povoient
A haute voix disoient : « Bretons,
Prenez tout ce que nous avons. »

Les dix Bretons firent en reconnaissance un pèlerinage :

Tantoust d'illec ils s'en allèrent
En voyage ou se voyèrent
Tout le chemin nus pieds, en langes,
Devos estoient comme les anges
Pour la bonté que Jhesus-Christ
Leur avoit fait à trestous dis.

Les héros de Lamoricière, de Charette et de Pimodan salueront avec orgueil de si vaillants pères d'armes, zouaves pontificaux de Grégoire XI. Le saint pape Pie V eut aussi les siens; l'élite de la noblesse française du XVI^e^ siècle; casque en tête, croix de Malte sur la poitrine, le « révérend père en Dieu, abbé de Brantôme » nous la présentera sur le mont Aventin.

Tout *dévôts* qu'ils fussent *comme les anges*, nos Bretons étaient dépourvus de toute illumination théologique; à la mort de Grégoire XI, ils se prononcent pour Clément VII qui pour eux a sur le pape Urbain VI une grande supériorité, celle d'être français. Nommé gonfalonier de l'Église romaine, Sylvestre Budes prend le château Saint-Ange, y met une garnison bretonne. La famine assiège le château, il capitule. Sylvestre Budes accourt de la campagne romaine, monte au Capitole avec quatre cents Bretons, et, comme les Gaulois vingt siècles auparavant, fait dissoudre le sénat par la mort.

Cette tache, l'héroïsme d'un nouveau fait d'armes semble vouloir l'effacer. Des inscriptions tombales au Panthéon et ailleurs ont gardé la date et le terrifiant souvenir d'une victoire remportée par les Bretons contre les Romains, les « hongres » et les « théodesques » (allemands et hongrois), le 16 juillet 1378.

> † *Hic jacet Angelottus vir prudens et doctus qui ob defensionem reipublicæ apud pontem salarum* a bretonibus *fuit mortuus, anno D. MCCCLXXVIII DIE XVI julii. Cujus anima requiescat in pace.*

Dans son pèlerinage autour des murs de Rome, le Français entendra résonner, en dehors de la porte Salara, cet autre chant de l'épopée bretonne.

Quelques mois plus tard, Sylvestre fut vaincu, enchaîné, conduit à Urbain VI. Le Pape vit surtout en lui le vaillant capitaine de Grégoire XI, reçu avec tant d'honneur et de reconnaissance un an auparavant, quand

> Les cardinaux et le Saint Peire
> Tous li firent très grandes chères,
> Tantoust prindent le mercier
> De la poine de travailler
> Qu'il avait prins en leur servise
> Pour l'amour d'eulx et de l'Eglise.

Cette clémence d'Urbain VI fut exploitée contre Sylvestre Budes par ses ennemis; et bientôt la Bretagne, attentive aux faits épiques dont l'écho lui arrivait de Rome, apprenait avec stupeur que l'Achille Breton venait d'avoir la tête tranchée, sur la grand'place de Mâcon, le 19 janvier 1379.

Un souvenir, ne fût-ce qu'une inscription à la mémoire de Sylvestre Budes, en l'église Saint-Yves-des-Bretons !

A l'époque où la Bretagne faisait si chevaleresque figure à Rome, son blason ne décorait même pas la petite église de la Purification des Quatre-Nations où brillaient les armes de France, de Lorraine, de Bourgogne et de Savoie. Au siècle suivant, en 1455, le pape Calixte III, cher à la France car il

réhabilita Jeanne d'Arc, donna aux Bretons de Rome l'église Saint–André que le cardinal breton Alain de Coëtivy dédia à saint Yves. Elle présentait le caractère des églises du XIIIe siècle, faisant partie de cette famille peu nombreuse d'édifices à clocher carré, percé de petite arcades portées sur colonnettes comme Sainte–Marie *in Cosmedin*, Saint–Paul, Sainte–Françoise–Romaine. Sur sa façade, Alain de Coëtivy avait fait inscrire :

Deo sacrum in Hon. S. Ivonis
Presbyt. advocati pauperum.

L'avocat des pauvres avait quelques petits revenus au service de ses clients et de ses chapelains ; lors de sa réunion à Saint–Louis, Saint–Yves–des–Bretons possédait en maisons à Rome environ 550 écus de revenus.

Un hospice datant de Jules II attenait à l'église ; il était, en 1870, aussi délabré que l'église ce qui ne l'empêchait pas d'occuper à lui seul une partie de la rue et de gêner beaucoup la circulation.

L'intérieur de l'église offrait le plan d'une basilique à trois nefs que divisaient huit colonnes antiques de granit à chapiteaux fort anciens. Au plafond, orné de caissons assez riches, brillaient les armes réunies de la Bretagne et de la France. Le sol de l'église était fort bas ; il y a vingt-cinq ans il était à 1 mètre 20 sous le niveau de la rue ce qui permettait au Tibre de venir, sans façon, couvrir le maître–autel. Celui–ci était du reste de constitution à supporter sa visite, robuste cube de marbre blanc divisé en cinq colonnes, dont une au centre et quatre aux angles, reposant toutes sur un socle plat. Table, socle, colonnes et chapiteaux étaient d'un bloc, formant un superbe autel monolithe dont le pareil n'existe qu'à Tarascon ; Saint–Louis a emprunté cet autel à Saint-Yves depuis un quart de siècle ; sans que Saint-Yves ait à se souvenir qu'il fut avocat ni à rappeler au saint roi l'ombrage du chêne de Vincennes, il est probable que Saint–Louis lui rendra son autel. Le pavement de l'église était une merveille, toute en mosaïque de couleur dite *opus alexandrinum*, mais qu'enva–

hissaient peu à peu de splendides dalles funéraires d'enfants ou même d'amis de la Bretagne.

Ce qui était plus merveilleux encore que l'autel monolithe, l'*opus alexandrinum* du pavé et les caissons de la voûte, c'était d'entendre, le 19 mai, une confrérie d'avocats célébrer ici la fête de Saint-Yves et chanter, chacun pensant à son confrère, la strophe célèbre :

Sanctus Yvo erat brito
Advocatus et non latro
Res miranda populo.

N'ayant point encore parlé de la nouvelle église, merveilleuse résurrection de l'ancienne, il nous est facile de rétablir à leur place les dalles funéraires transportées à Saint-Louis; d'ailleurs, la poussière qu'elles recouvraient est toujours là et nos Bretons nous écoutent. Grâce à la lumière projetée sur ces tombes, par la science si exacte et si sûre que M. René Kerviler possède des choses de la patrie bretonne, grâce aussi aux travaux de M. Jean de Laurière, quelques morts ressusciteront qui, depuis des siècles, n'ont pas entendu une voix française les appeler par leur nom. Pour jeter avec le souvenir de la France quelques gouttes d'eau bénite sur la poussière des fils d'Anne d'Auray, trempons la main au bénitier : *Quicumque orat pro rege Franciæ habet decem dies indulgentiæ ;* l'inscription nous dit que c'est à Innocent IV qu'on doit cette faveur. Prions pour M. Félix Faure ou le duc d'Orléans et laissons l'indulgence à nos morts. Le bénitier date de 1513 et porte une seconde inscription :

Jean Daniel,
Chanoine de Vannes,
Dévot à Saint-Yves,
Le fit faire.

A quelques pas, une plaque de marbre nous offre un sujet de méditation : une tête de mort et un sujet de recherches : *Cruceiorum depositum.* S'agit-il de Croisés?

Une dalle porte l'effigie en demi-relief d'Hervé de Guirihec,

chanoine et archidiacre de Quimper, et doyen de la Guerche au diocèse de Rennes. Il mourut à Rome, en l'an du jubilé 1450, cinq ans avant que Saint–Yves eut pris en cette église la succession de saint André.

Un calice entre deux chandeliers décore l'épitaphe d'Étienne Bronsard, agent d'affaires ecclésiastiques des Moutiers, près de Pornic, au diocèse de Nantes; il fut le premier paroissien de Saint-Yves-des-Bretons enterré en cette église; il est mort en 1458.

Quatre ans plus tard, un autre agent d'affaires ecclésiastiques, maître Conan de Rieux, du diocèse de Vannes, rejoint ici son confrère. La même année 1462, un personnage aussi humble peut-être mais plus illustre, auditeur de Rote au palais apostolique, évêque sans croix ni crosse de Saint–Brieuc, Jacques de Pencoët vient se reposer ici du rôle considérable joué par lui à la cour de deux ducs de Bretagne et se consoler des ennuis causés par le chapitre de Saint-Brieuc. Négociateur du mariage du duc François I[er] avec Isabeau d'Écosse, vers 1442, admis au conseil privé en 1445, honoré d'une coupe d'argent, il se vit nommer, en 1450, au siège épiscopal de Saint-Brieuc par le duc Pierre V. Ce bon duc avait oublié que les chanoines de la Bretagne étaient Bretons; la chaîne d'or d'aucun concordat ne ruisselait sur leur camail; ils ne ratifièrent pas le choix du duc Pierre, et, sans s'arrêter à juger l'impression produite par leur refus, élirent Jean Paigent, évêque de Saint-Brieuc. L'élu du chapitre fut sacré; celui du souverain garda le titre d'évêque nommé de Saint-Brieuc, qu'il portait l'année suivante aux États de Bretagne et qu'il emporta à Rome et jusque dans sa tombe. Cette tombe est très belle, digne du nom des Pencoët; la tête de l'évêque nommé repose majestueuse et sereine sur un coussin; un lion est couché à ses pieds et touche le bord de son vêtement.

En 1463, l'*opus alexandrinum* du pavé s'écartait pour faire place à l'effigie gravée sur la pierre de Guillaume de Hautbois, bienfaiteur de l'hospice breton de Rome, chantre et chanoine, procureur en cour romaine. En 1381, un de ses

ancêtres, le sire Pierre de Hautbois, avait ratifié le traité de Guérande. Jean Drouet, écrivain et correcteur de la Sacrée Pénitencerie, mort en 1468, ne trouble guère le silence de la nef gauche où il repose près d'un de ses confrères en écritures apostoliques, Jean Etranne, qui vint ici le rejoindre en l'an 1500. L'année où mourut Jean Drouet, des armoiries furent gravées : *un sautoir péri en trèfle,* sur une pierre en mémoire d'Antoine le Barbut, de Quimper, enterré en cette église. L'an 1510, un chanoine originaire de Rennes, Pierre d'Amect, se fait déposer ici en famille entre son frère Gabriel et son neveu Julien d'Amect.

Un illustre cardinal breton, Robert de Guibé, a reposé quelques années dans l'église Saint-Yves-des-Bretons. Envoyé, en 1505, par le roi de France, près de Jules II, Robert de Guibé parut servir le Pape avec plus de zèle qu'il ne servait Louis XII. Celui-ci le priva de ses revenus, et Robert de Guibé mourut en disgrâce, mais non pas en exil, puisqu'il mourut à Rome. Saint-Yves-des-Bretons lui fit de solennelles funérailles et d'aussi solennels adieux quand les chanoines de Rennes vinrent chercher pour en décorer leur cathédrale cet archevêque, en qui ils voyaient un confesseur, presque un martyr.

Un autre Breton regagnant sa patrie, semble avoir été arrêté en chemin par Saint-Yves pour remplacer chez lui son éminentissime compatriote. Jacques Évain, recteur de Saint-Congard, au diocèse de Vannes, regagnait sa patrie tout embaumé et fortifié des parfums de la Ville éternelle, quand la maladie lui fit rebrousser chemin.

Lorsqu'il rédigea la règle *nemo suâ sorte contentus* de sa grammaire latine, le bon Lhomond avait-il lu l'épitaphe du brave curé de Saint-Congard? Cette épitaphe est gravée autour d'un calice gothique qu'éclaire une hostie :

Sorte, prœter mortalium mores, contentus, patrios lares repetens,
ab hâc migravit miseriâ,

Chanoine du même diocèse, Pierre Maheo fut inhumé, en 1576, dans la nef gauche. En reconnaissance des bons et

loyaux services qu'il en reçut pendant seize ans dans son église de Rome, Saint-Yves a donné l'hospitalité suprême, et par là, la naturalisation bretonne à son curé Paul de Bernard, protonotaire apostolique, originaire du Dauphiné. Ce prélat mourut à Rome, en 1615, âgé de quarante-deux ans, après avoir consacré toute sa vie sacerdotale à l'administration de la paroisse Saint-Yves-des-Bretons.

Un siècle plus tard, en 1714, une tête de mort sur deux os en sautoir, avec une épitaphe ornée d'une antithèse, marquaient l'endroit où Pierre Ragot, de Nantes, attend la résurrection :

D. O. M.
Tandem post vitam hanc irrequietam
requiescit sub hoc lapide.

Sur d'autres pierres, la blanche hermine de Bretagne murmure son *potius mori quam fœdari* sans révéler, hélas! les noms de ceux qui ont décoré leur écusson et leur vie de cette noble devise.

Un voyageur de 1713 signale à Saint-Yves la tombe d'un cardinal breton, Robert de Calac (1).

Jusqu'au dernier siècle, quatre chapelains bretons et un curé, presque toujours breton, gardaient ce reliquaire. La congrégation de l'Oratoire semble avoir administré quelque temps cette cure, car on lit, dans les *Annales de la Mission,* que saint Vincent de Paul, en 1642, la refusa pour ses fils, de peur de contrister les oratoriens. Depuis 1824, Saint-Yves a cessé d'être paroisse mais n'en continue pas moins à tenir une des premières places parmi les églises nationales de la France à Rome.

Les indiscrétions du Tibre, qui, par infiltrations ou autres procédés également fâcheux, venait envahir l'église, la saillie que ce monument faisait sur la rue, ont forcé l'administration des Pieux Établissements français à démolir l'église pour la reconstruire plus petite.

(1) *Rome moderne*, par Le Seyne, 1713.

Ce qu'il a perdu en étendue, Saint-Yves l'a regagné en art. Longue de quatorze mètres sur une largeur de sept, l'église se dresse sur l'emplacement de l'ancienne. Sa nef rectangulaire se termine par une abside semi-circulaire dont la conque est décorée d'une assez jolie peinture : au centre le Christ bénit dans une gloire ovale; il est entouré de saints français. A sa droite : sainte Clotilde, saint Martin et saint Yves; à gauche : saint Louis portant en mains la couronne d'épines, sainte Geneviève et saint Bernard.

La nouvelle église a gardé sept des huit antiques colonnes de granit qui donnaient à l'ancienne un si fort parfum de siècles, qu'on y rêvait de dolmens et de menhirs. Sa façade, coupée en deux zones, attire l'attention par la variété de ses lignes architectoniques. La porte carrée, flanquée de deux colonnes, s'ouvre dans une voussure profonde, cintrée, creusée à angles droits dans le mur. Cette voussure enferme un tympan cintré reposant sur deux colonnes, décoré d'un groupe et de deux saints exécutés en terre cuite vernissée. Deux niches à fond en coquille garnissent le bas du mur des deux côtés de la porte, et plus haut à la hauteur du centre de la voussure, apparaissent deux écus aux hermines de Bretagne.

Une inscription dédicatoire à saint Yves, avocat des pauvres, brille au-dessus de la porte. La congrégation des Avocats, dont le siège fut d'abord en cette église, existe toujours, mais se réunit à quelques pas d'ici, à *S. Lucia della Tinta*. L'écho du *Sanctus Yvo erat brito*... le gênait-il? Non, sans doute, puisque saint Yves est resté leur patron et qu'ils se dévouent, à son exemple, à la défense des pauvres et des clercs. De l'ancien hospice, l'ambassade française a fait une maison de rapport; elle a confié la garde de l'église aux religieuses françaises du Bon-Secours (1).

La Bretagne possède à Rome d'autres monuments, souvenirs et tombes, qui font que sous le pas du Breton une voix s'élève des entrailles du sol romain et lui crie souvent : *Patriam calcas*.

(1) Cf. *Institutions de la France a Rome*, par Jean Arnaud.

Près de la place Navone, *via della cinque lune*, on montre la demeure que voulut habiter le général de Lamoricière; le chef des croisés de Saint-Pierre eut à Rome les sentiments que Godefroy de Bouillon éprouva à Jérusalem : il refusa d'habiter un palais en une ville où Pierre avait erré de la prison Mamertine aux jardins de Néron. Autour du héros breton que d'autres fils de la Bretagne sont venus se serrer!

L'Église a gardé la mémoire de tous et Rome les restes sacrés d'un certain nombre d'entre eux. Au *Campo Verano*, un monument se dresse : Pierre remet un étendard à un croisé agenouillé devant lui; Pierre, c'est Pie IX; le croisé, c'est le breton Lamoricière, et, parmi les noms inscrits en lettres d'or sur les faces du monument, la Bretagne lit avec émotion les noms les plus glorieux de son histoire; nous les lirons plus tard avec ceux des autres fils de la France au *Campo Verano*. A Castelfidardo, la Bretagne tint une place si glorieuse que, dans son beau livre d'or des *Martyrs de Castelfidardo*, le marquis de Ségur a dû inscrire les Bretons dans la proportion de deux sur cinq Français. Le 20 septembre 1870, le premier martyr qui tombe sous le canon piémontais est un Breton : M. de l'Estourbeillon. Rome garde encore les restes d'un fils de la Bretagne dont la taille apparut héroïque à l'égal de celle des Jean de Matha, des saint Vincent de Paul. Dans le silence de l'humilité s'est endormi à Rome le fondateur des Petites-Sœurs des Pauvres, le pauvre P. Lepailleur : *tanto nomini nullum par elogium* Il repose au *Campo Verano* dans le caveau de ses chères Petites-Sœurs. A Sainte-Pudentienne, Alain de Coëtivy dort auprès d'un de ses neveux, Gabriel du Chastel; au cardinal Alain les Bretons doivent de posséder l'église Saint-Yves; le pape Calixte III devait, paraît-il, au cardinal breton d'avoir été élu Pape. En plein conclave, Alain, voyant des voix se diriger sur le nom de Bessarion, s'était écrié : « Ce serait faire affront aux Latins que de donner à l'Église latine un Grec. »

Le saint avocat breton possédait deux autres églises à Rome; l'une près du Vatican, d'après Armellini; la seconde

a été construite par Borromini, à deux pas de la *Sapience*. L'imagination de l'architecte s'est donné libre carrière dans la construction de la coupole, chef-d'œuvre de bizarrerie que la foudre a frappé trois fois en l'espace de trente-deux ans. L'église est digne de son clocher, l'intérieur a reçu la forme d'une abeille, en l'honneur d'Urbain VIII, dont les abeilles d'or couvrent tant d'œuvres à Saint-Pierre.

Saint-Malo avait aussi son église à Rome et non loin de la place Saint-Ignace ; devant elle se dressait un petit obélisque qu'on croit être la pointe brisée de celui de la place Saint-Pierre. L'obélisque de *San Macuto* — prononcez Saint-Malo — monte aujourd'hui la garde devant le Panthéon, en face d'une tombe ouverte par une épée bretonne à Thomas Martiglioni, *qui a bretonibus fuit mortuus,* le 17 juillet 1378; le combat de la *porta Salara* fut un des derniers gestes épiques de Sylvestre Budes et de ses six cents Bretons. Les épopées bretonnes du XIV^e^ et du XIX^e^ siècle, des zouaves pontificaux de Grégoire XI et de ceux de Pie IX n'ont à Rome aucun de leurs épisodes gravé sur le marbre ou peint sur la toile, et pourtant le Breton rencontrera des guerriers sculptés en son costume national. Le fameux sarcophage de la villa Borghèse passe pour représenter un combat de Romains et de Bretons ; ces derniers ont la barbe longue, ne portent pas de colliers comme les guerriers gaulois, combattent vêtus de manteaux, de saies et de braies, la saie relevée à la mode celtique, à hauteur des reins, et maintenu par une ceinture (1).

Espérons qu'en un avenir prochain, la Bretagne possédera à Saint-Yves-des-Bretons un monument commémoratif de toutes ses gloires romaines, religieuses et guerrières de Saint-Malo au fondateur des Petites-Sœurs des Pauvres, de Sylvestre Budes à Lamoricière ; les revenus de l'immeuble annexé à l'église et qui fut jadis un hospice breton, suffiraient à l'entretien du chapelain de la Bretagne à qui serait confié le reliquaire romain de sa patrie.

(1) Cf. *Magasin pittoresque,* 1868.

Entre l'église Saint–Yves–des–Bretons et celle dédiée à saint Roch de Montpellier, se présente le port de Ripetta ; un souvenir français plus intéressant qu'édifiant ou glorieux nous y arrête. Nous sommes en 1622 : un édit vient d'abolir les tripots à Rome ; l'écuyer du marquis de Cœuvres, ambassadeur de France, veut conserver le sien affermé à un Italien qui lui paie un doublon d'or par jour et installé à l'abri des lois romaines, au palais de l'ambassade. Tout sacré que soit son tripot, le « tripoteur » est arrêté et condamné aux galères. L'écuyer furieux se met sur le passage de la chaîne des forçats qu'on va embarquer au port de Ripetta, à coups d'arquebusade il délivre sa poule aux doublons d'or. Fier de son exploit, l'insolent écuyer promenait dans Rome son orgueil et ses bravades, quand le bargel l'accoste poliment, le conduit de même au château Saint–Ange, où, par un beau soleil de mai, il lui tranche la tête sur la terrasse. Pour faire constater au peuple troublé dans son respect des lois, l'identité de la tête coupable, le bourreau la prit par les cheveux en criant : « Voici la tête de l'écuyer de Mgr l'ambassadeur de France. » Le marquis de Cœuvres, ému de ce cérémonial insolite et insolent, se répand en menaces. Urbain VIII connaissait trop Richelieu pour ne pas le craindre ; il lui envoya monsignor Giulio Mazzarino, qui arrangea cette affaire avec tant de perfection qu'elle commença fort heureusement les siennes à la cour de France (1).

La façade de l'église où saint Roch nous attend a été refaite en 1834, par Valadier ; comme compagnon de dédicace, Saint-Roch a Saint-Martin de Tours, à qui cette église rend un culte patronal. Entre le pont Saint-Ange et la porte du Peuple, les murs de Rome suivaient le cours du Tibre. Près d'une poterne voisine de Ripetta, saint Martin de Tours montait une sainte garde en sa chapelle *San Martino di Pila*. Cette partie de l'enceinte ayant été détruite, on accorda à l'ancien soldat, gardien huit fois séculaire de ce quartier, de glorieuses invalides chez son compatriote de Montpellier (2). Saint Roch est

(1) Cf. *Richelieu et Mazarin*, par Desprel.
(2) *Le Chiese di Roma*, p. 327. Armellini.

représenté dans cette église distribuant ses biens aux pauvres, ce qu'il fit à Montpellier, et secourant les pestiférés, héroïsme dont il donna le spectacle en France, en Italie, et particulièrement à Rome. Agé de vingt ans, il avait quitté sa patrie pour se rendre à pieds jusqu'à Rome, veuve alors du Souverain Pontife. La peste ravageait la Ville éternelle. Roch lui apparut, comme plus tard saint Benoît Labre, vêtu de haillons, exténué de fatigues et de privations, mais de son visage partaient des rayons, de son geste et de sa voix une vertu qui guérissait les malades. Pendant trois années, il édifia les habitants et les pèlerins de Rome. L'église qui lui est dédiée conserve la relique insigne de son bras dont le geste, signe de croix, faisait fuir la peste ; Saint-Marcel *in Corso* garde la tasse dans laquelle il donnait à boire aux malades dans les rues de Rome (1).

Le siège de l'académie Saint-Luc n'est pas loin d'ici ; fondée en 1595, elle fut pour les artistes français la sœur aînée de l'Académie de France, fondée à Rome par Louis XIV, projetée sinon ébauchée par Henri IV. Des noms illustres dans l'histoire de l'art français décorent ses annales, mais *ne sutor ultra crepidam*, laissons à des artistes le soin de nous dire les relations de *Saint-Luc* et de l'*Académie de France*. Cette étude jetterait un jour nouveau sur l'influence que la France eut sur les arts italiens par les chefs-d'œuvre de ses artistes ou par la protection et la munificence de ses cardinaux, de ses princes et de ses rois. A la Minerve, le souvenir de Jehan Foucquet et des Cisterciens nous permet de citer une page qui prouve que les muses de l'architecture et de la peinture ont habité la France avant l'Italie et ne s'y trouvaient point mal. Un tableau de Charles Poirson nous offre un témoignage de la fraternelle amitié des Académies de *Saint-Luc* et *de France*. Élu vice-prince de *Saint-Luc*, le futur directeur de l'Académie de France prit comme sujet de son tableau

(1) Le souvenir de saint Roch de Montpellier se trouve associé à celui de saint Sébastien de Narbonne, dans la composition primitive de la *Madonna del Baldacchino*. Saint Roch à la gauche, saint Sébastien à la droite de la madone ont une physionomie que l'on admire parmi les plus heureuses inspirations de Raphaël. Cf. *Raphaël*, par Müntz.

de réception : *Union projetée de l'Académie Saint-Luc de Rome avec l'Académie royale de Paris.* Ces souvenirs et d'autres, qu'il ne nous appartient pas de rappeler, inspirèrent au général Miollis de doter généreusement l'Académie Saint-Luc; ce jour-là, comme en d'autres circonstances, la lyre d'or des armoiries du général noya dans ses rayons aux yeux des Romains l'épée d'argent sur laquelle elle brochait.

Léon d'Octave.

(La suite prochainement.)

DE L'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE

DANS LES SÉMINAIRES [1]

§ 2. *Au grand Séminaire*

*
* *

On doit à M. l'abbé Vacant, professeur au grand séminaire de Nancy, un tableau très intéressant de l'organisation des études dans une cinquantaine de grands séminaires français (2).

Ces *Notes*, très complètes pour l'enseignement de la philosophie scolastique, le sont moins au sujet des études scientifiques. L'auteur prend le rôle d'un simple rapporteur; il expose ce qui se fait, mais il ne juge pas, sinon d'une manière indirecte en reproduisant les appréciations de ses correspondants.

Au premier abord, le lecteur se trouve quelque peu déconcerté et perplexe en présence d'un tableau chargé de détails; les personnages très nombreux ne présentent que de légères différences et sont tous rangés sur un même plan. En y regardant de près, on finit cependant par découvrir des groupements, des séries, un ordre réel dont il est possible de tirer parti.

(1) V. *Revue de Lille,* Juin et Juillet 1896.

(2) *Notes sur les Séminaires de philosophie en France.* Rev. des Sc. eccl., 1880, t. XLI, pp. 297-341.

Les études sont de cinq ans dans la plupart des grands séminaires de France; il est rare qu'elles se réduisent à quatre années ou s'élèvent à six.

Les études de philosophie durent un an ou deux ans; mais au fond, le temps qui leur est consacré demeure à peu près le même. Quand elles sont d'une année seulement, elles prennent un caractère plus exclusif et on donne dix ou même douze classes à la philosophie par semaine. Ailleurs, le cours dure nominalement deux années, mais on ne donne que cinq ou six classes par semaine à la philosophie proprement dite; le reste du temps est employé à d'autres études, scientifiques ou théologiques.

M. Vacant fait ressortir d'une façon saisissante les inconvénients du premier système :

« A peu près partout où cette méthode est adoptée, il n'y a qu'un seul professeur de philosophie, faisant à ses élèves dix ou douze classes par semaine. Cette tâche est bien pénible, et nous croyons même qu'il est à peu près impossible de la bien remplir.

» Un directeur de grand séminaire a des occupations et des fatigues inconnues à un professeur ordinaire. Il doit se dévouer non seulement à l'instruction, mais encore à l'éducation sacerdotale des séminaristes; il mène la même vie qu'eux depuis l'oraison du matin jusqu'à la prière du soir; sa cellule doit toujours leur être ouverte, et hors de sa cellule, il est avec eux partout, toujours attentif et réservé, en même temps que doux et affable. Qu'il y a de bonheur dans cet exercice perpétuel de bonté paternelle qui mettra tous les cœurs en ses mains! qu'il y a de charme dans ces rapports intimes avec des âmes confiantes, pieuses, pleines de jeunesse et de générosité!.... Mais aussi qui ne comprendra qu'une vie si continuellement régulière et réservée n'est point sans fatigue ?

» Après avoir passé ses repas, ses récréations et ses heures de prière avec ses élèves, le directeur doit donner son temps à la préparation de ses entretiens spirituels, à la direction des jeunes gens, et à divers travaux pour lesquels

il est naturellement désigné au choix de son évêque. Comment après cela monter deux fois par jour dans une chaire de philosophie? Où trouver les heures nécessaires pour approfondir les questions qu'il traite, se les assimiler et les présenter à ses jeunes auditeurs, avec la méthode, la clarté, la vigueur et l'intérêt que son enseignement doit avoir? Il ne pourra travailler qu'à la hâte, en courant et sans reprendre haleine. En commençant sa classe, il sera déjà fatigué, et après les efforts d'attention soutenue que demande un enseignement abstrait, fait sans l'aide des figures et des formules dans lesquelles les professeurs de mathématiques trouvent un si puissant secours, il descendra de chaire, accablé et n'en pouvant plus; néanmoins il lui faudra recommencer le soir, recommencer le lendemain, recommencer tous les jours. Cet homme sera bientôt usé.

» Pourra-t-il même suffire à sa tâche? nous en doutons (1).... »

L'auteur propose de partager les classes entre deux professeurs. Dans cette hypothèse, ce seront les élèves qui seront fatigués, surmenés par un enseignement qui roulera tous les jours de l'année sur une seule matière, sur des études presque toujours abstraites. Quoi qu'il en soit du côté pédagogique de la question, ce système ne réserve aucune place à l'enseignement scientifique.

Ailleurs, le cours de philosophie dure deux ans, mais ce sont les traités fondamentaux de la théologie qui viennent se juxtaposer aux cours de philosophie dès le début de la seconde année; les sciences sont également mises de côté. Elles trouvent une place quelconque dans deux combinaisons. Ou bien, « une première année est consacrée à l'étude de la philosophie et des sciences; une deuxième, à celle de la philosophie et de la dogmatique générale, » ou encore « à Saint-Sulpice de Paris, on regarde comme préférable le système qui fait suivre simultanément pendant deux ans, des cours de philosophie et des cours de sciences. Nous remarquons que c'est aussi la méthode des Pères Jésuites, qui sont, en fait

(1) *Loc. cit.*, p. 312.

d'études, des maîtres si habiles. Dans leurs scholasticats, ils donnent trois années à l'étude de la philosophie, pendant qu'ils lui en donnent deux dans les séminaires qui leur sont confiés; mais soit dans leurs scholasticats, soit dans les séminaires qu'ils dirigent, ils enseignent les mathématiques et les sciences physiques en même temps que la philosophie (1). »

M. Vacant se plaît à reconnaître que « l'étude des sciences physiques et mathématiques en même temps que de la philosophie est de tout point conforme aux méthodes des anciens scolastiques qui commentaient la Physique d'Aristote, et qu'un professeur de philosophie a sans cesse l'occasion de s'appuyer sur les études que ses disciples font au cours des sciences; » cependant il incline vers une autre tendance, celle de renvoyer ces études au petit séminaire, tendance justifiée par le désir d'accorder le plus de temps possible aux études théologiques.

« C'est pourquoi, remarque-t-il, dans ces dernières années, plusieurs évêques se sont décidés à reporter toutes les études scientifiques de leur grand à leur petit séminaire, et à faire étudier pendant les deux premières années du grand séminaire, les traités fondamentaux de la théologie, en même temps que la philosophie scolastique. »

Depuis l'époque (1880) où l'article de M. Vacant a paru, des modifications importantes se sont produites dans un certain nombre de grands séminaires, mais en général c'est dans le sens indiqué par le dernier paragraphe qui vient d'être cité. Une lettre récente de Mgr l'évêque de Beauvais est très significative sous ce rapport (2).

(1) *Ibid.*, pp. 311, 318.

(2) « C'est une excellente pensée que celle de faire passer les jeunes gens, qui se destinent au sacerdoce, par les épreuves du baccalauréat. Il faut conserver cette pratique. Certaines dispositions adoptées par les pouvoirs publics, le recrutement des professeurs, le perfectionnement des études classiques nous y obligent. Mais il faut se garder, dans notre grand Séminaire, de se laisser envahir par la préparation au baccalauréat.

» C'est encore une excellente pensée d'apprendre à nos étudiants les sciences physiques et naturelles. Mais c'est aux petits séminaires et aux collèges de donner cet enseignement, comme de préparer aux grades universitaires. »

Lettre de Mgr l'Évêque de Beauvais a MM. les Supérieur et Directeurs du Grand Séminaire, 4 nov. 1894.

Il ressort de ces documents considérés au simple point de vue statistique :

1° Qu'il n'existe aucun enseignement scientifique dans la plupart des grands séminaires ;

2° Que là où il existe, cet enseignement se réduit aux mathématiques éléméntaires et à la physique.

* * *

L'idée d'enseigner la physique au grand séminaire mérite une attention particulière.

Les anciens manuels de philosophie scolastique comprenaient quatre parties, la *logique,* la *physique,* l'*éthique* et la *métaphysique.*

La physique, telle qu'on l'entendait alors, telle que, par exemple, elle est comprise dans le traité de Goudin dont la première édition est de 1671, embrasse à peu près l'objet de toutes les sciences modernes, expérimentales et d'observation, la *cosmographie* (de mundo cœlesti), la *physique* et la *chimie,* réparties en différents chapitres (de elementis, de mixtis, de mixtis imperfectis, de meteoris). Les sciences naturelles ne sont pas oubliées ; elles figurent sous le titre général *de anima,* avec ses subdivisions, *de anima in communi, de anima et vita vegetativa, de anima sentiente, de animalibus* Il n'y a d'exception proprement dite que pour la géologie qui n'était pas née, et encore on trouve dans ces manuels des chapitres où il est question des pierres, des métaux, des fossiles, de l'origine des sources et des fleuves, des tremblements de terre et des incendies souterrains.

La place de toutes les sciences physiques, chimiques et biologiques est donc marquée dans les traités classiques anciens de philosophie scolastique, Or, et c'est ici que l'histoire devient instructive, quand on voulut, après la révolution, réorganiser l'enseignement de la philosophie dans les grands séminaires, personne ne pensa à exclure la physique ; toutefois, si le nom était resté le même, le fond avait subi des modifications qui le rendaient méconnaissable, la

physique du XIX^e^ siècle n'est plus celle des scolastiques. On ne s'embarrassa pas pour si peu ; l'ancienne physique paraissant démodée, on prit un traité de physique moderne pour l'expliquer aux élèves du grand séminaire au lieu et place de la physique des scolastiques.

Cet enseignement fut sérieusement organisé dans un grand nombre de séminaires de 1840 à 1860 ; on créa des cabinets de physique très bien outillés ; le temps consacré à ces études allait de pair avec celui que l'on donnait à la philosophie. Il en est sorti plusieurs traités de physique parfaitement au courant de la science pour l'époque ; qu'il suffise de citer celui de l'abbé Bordes dont le titre est significatif : *Physique chrétienne, à l'usage des séminaires et des collèges, ou Leçons élémentaires de physique, dans lesquelles on fait voir l'accord de l'Écriture sainte avec la science moderne* (1). Pendant que l'on donnait ce développement à la physique, on laissait complètement de côté la chimie et les sciences biologiques dont les rapports avec les croyances religieuses sont pourtant beaucoup plus intimes.

A la longue et par l'usage, on a fini par s'apercevoir, non pas de l'erreur commise au début, mais du peu d'utilité de ce cours de physique, de sa position disparate, incohérente dans le programme des études d'un grand Séminaire.

Il restait un lambeau de l'ancienne physique : au lieu de rétablir ce qui manquait, d'harmoniser l'ensemble et de l'adapter au but spécial des études ecclésiastiques, on a pris le parti très simple de supprimer le dernier vestige du passé. L'usage d'enseigner les mathématiques en philosophie était également fondé sur la tradition ; mais il s'est perdu de bonne heure, et il semble inutile de nous y arrêter (2).

(1) Paris, 1861, 1 vol. in-8°, 550 p. avec planches.

(2) « Universam philosophiam speculativam diviserunt veteres in tres partes, scilicet in *Physicam, Mathesin* et *Methaphysicam.* » P. L. de San, *Institutiones metaphys. spec. Cosmol.*, p. 1. Lovan. 1881. — La présence d'un cours physique, à côté du cours de philosophie, naguère si générale dans les grands seminaires, est susceptible d'une autre explication qui complète la première. Çà et là, ce pouvait être une trace non effacée des doctrines de Descartes. Ce philosophe avait mis en opposition, dans l'homme, l'âme, *substance pensante* et le corps, *substance étendue*. L'âme appartenait

Les néo-scolastiques ont abandonné le terme de *Physique* et l'ont remplacé par celui de *Cosmologie;* en même temps que l'étiquette, ils ont délaissé, pour la plupart, une grande partie du domaine de l'ancienne physique. Leur cosmologie est subordonnée à la métaphysique; elle se ramène à un certain nombre de questions générales, telles que la contingence du monde visible, conduisant à la nécessité d'une création, la nature de l'espace, la composition des corps expliquée à l'aide des notions de matière première et de forme substantielle. Au sujet des êtres vivants, les notions abstraites de la vie et de ses différents dégrés ; en anthropologie, l'âme et ses facultés ; telles sont les grandes lignes de la cosmologie dans les traités modernes de philosophie scolastique. Ces questions ne sont pas traitées au nom de l'observation et de l'expérience, mais à la seule lumière des premiers principes (1).

Entendue de cette façon, la philosophie scolastique est devenue plus homogène; son objet est mieux circonscrit; sa méthode est simplifiée, réduite à l'unité. Elle s'est débarrassée des anciennes spéculations, devenues compromettantes, sur les quatre éléments, les forces naturelles, le mode de propagation et les propriétés des plantes et des animaux. La philosophie scolastique, en un mot, s'est épurée et s'est spécialisée. Mais en se spécialisant, elle s'est décomplétée. Les anciens philosophes dissertaient *de omni re scibili*, sans embarras et sans réserve de méthode; les modernes ne

à la philosophie, mais le corps relevait de la physique (mécanique et mathematiques). De là, par conséquent, l'importance donnée à la physique considérée comme principe d'explication de tous les phenomènes sensibles dans l'homme. Il a, du reste, paru dès la fin du XVII^e^ siècle, des manuels de philosophie où la physique, entendue dans le sens moderne, occupe une large place. On peut citer, en particulier, celui d'Antoine Le Grand, de Douai. — *Antonii Le Grand, Institutiones Philosophiæ secundum principia D. Renati Descartes, nova methodo adornata et explicata*. Ed. 4^a^ *Londini*. MDCLXXX.

(1) « Metaphysica vero specialis sive *applicata*, ea est pars Metaphysicæ in qua per applicationem *notionum maxime fundamentalium ac primorum principiorum* ex eis emergentium, instituitur rationalis disquisitio circa primarias classes substantiarum naturaliter cognoscibilium. » Or, pour le P. de San, auteur de cette définition, la *Cosmologie* constitue la première subdivision de la métaphysique spéciale. M. Grandclaude dit plus brièvement de la cosmologie qu'elle traite du monde des corps d'une certaine façon *incorporelle*. « Cosmologia quæ mundum *corporeum incorporeo quodam modo spectatum disserit*. » Brev. Philosoph. scholast. II, p. 2.

veulent plus toucher à certaines questions, et ils ne traitent les autres qu'à un certain point de vue, *per altiores causas*.

*
* *

En résumé, nous dit-on, les sciences modernes correspondant à l'ancienne physique sont enseignées, ou du moins pourraient l'être, au petit séminaire; il est juste de réserver tout le temps disponible au grand séminaire pour l'étude de la philosophie scolastique et de la théologie. C'est la meilleure solution.

Très simple et d'une application très facile, cette solution l'est sans contestation possible. Est-elle également justifiée en théorie? Répond-elle aux besoins de l'enseignement?

Il est permis d'en douter si l'on tient compte de ce qui nous reste à dire sur ce sujet.

L'enseignement des sciences doit commencer, au petit séminaire, dès la troisième (1). Il s'adresse à des élèves de quatorze à quinze ans, capables de recueillir des faits, mais non de les discuter et d'en suivre l'enchaînement; ces élèves assistent avec profit à des expériences de physique et de chimie, ils ne s'intéressent pas aux théories. En d'autres termes, on enseignera, au petit séminaire, les éléments, au point de vue descriptif et expérimental. La philosophie des sciences, c'est-à-dire les conclusions les plus élevées, les rapprochements les plus instructifs ne pourront y trouver place, soit par défaut de temps, soit par suite de l'âge des élèves et de l'insuffisance de leur formation intellectuelle.

L'enseignement des sciences, s'il n'est complété au grand séminaire, donnera peu de résultats utiles, semblable à un édifice inachevé, déjà coûteux, mais inhabitable et tombant presque aussitôt en ruines.

Quelques exemples vont nous permettre de rendre cette

(1) Les éléments de sciences naturelles, enseignés dans quelques petits séminaires, en quatrième ou en cinquième, ne pourraient valoir qu'à titre de leçons de choses; données à l'aide d'un manuel, sans aucun appareil de démonstration, par le professeur ordinaire de la classe, ces leçons fatiguent les élèves sans aucun profit pour la suite de leur éducation.

idée plus claire, de l'appuyer sur des raisons et sur des faits palpables.

Dans les traités de logique les plus restreints, on consacre un chapitre à la méthode et un paragraphe à l'induction. N'est-ce pas le lieu, dans un cours parallèle à celui de philosophie, d'exposer le rôle de l'induction dans les sciences physiques et naturelles, d'étudier de près les méthodes spéciales des sciences expérimentales et d'observation? Les élèves, déjà familiarisés avec la théorie et la pratique du raisonnement, sont dès lors parfaitement préparés à se rendre un compte exact des procédés en usage dans les recherches scientifiques, pourvu qu'on les expose avec les développements nécessaires.

Beaucoup de spécialistes, dans le domaine des sciences, commettent des erreurs par défaut d'une culture philosophique suffisante; elles n'échapperont pas aux élèves sortis des grands séminaires, si, à la dialectique, ces élèves joignent des connaissances d'ordre scientifique qui leur permettent de saisir, au moins, ce que l'on appelle l'état de la question.

Les méthodes dont nous voulons parler ne sont pas seulement pratiquées dans les laboratoires de physique et de chimie; elles ont envahi tout le domaine social ; elles s'imposent à tout le monde dans la pratique journalière de la vie.

Beaucoup de personnes, les ecclésiastiques autant que d'autres, sont hommes d'expérience et d'observation sans avoir étudié ces méthodes; ils agissent comme un philosophe qui n'aurait pas étudié les lois de la logique. Si cependant on admet pour ce dernier l'utilité des exercices de la dialectique, il faut reconnaître également l'importance d'une étude sérieuse de méthodes conduisant des faits particuliers aux lois et aux principes généraux. Ces méthodes seront connues dès le petit séminaire par la pratique; mais c'est au grand séminaire seulement, vers la fin du cours de logique, que la méthodologie scientifique trouvera utilement sa place.

Une application spéciale de ces méthodes mérite d'être signalée à part.

Dans les sciences naturelles, personne ne l'ignore, la théorie de l'évolution a pris une importance de premier ordre. On la rencontre à chaque pas; elle s'impose avec une telle insistance qu'il faut de toute nécessité prendre parti pour ou contre (1). Selon les auteurs qui l'exposent, elle comprend des séries de faits bien établis, incontestables, d'autres probables à divers degrés, d'autres encore simplement possibles et enfin des affirmations positivement fausses.

A la rigueur un professeur de philosophie scolastique peut faire un cours excellent et ne jamais rencontrer sur son chemin la théorie de l'évolution; mais ses élèves une fois entrés dans la pratique du ministère la rencontreront. Est-il juste qu'ils n'aient aucune réponse préparée à l'avance? — Qu'ils se tirent d'embarras par des expédients?

Et cependant, même pour les spécialistes, le triage est difficile. Ce n'est pas au petit séminaire que des jeunes gens de quinze à dix-huit ans peuvent discuter avec profit des problèmes aussi considérables et hérissés de tant de difficultés. Nous pensons qu'il est urgent d'examiner à fond les théories évolutionnistes pendant la première ou les deux premières années de philosophie. Les éléments acquis au petit séminaire ne fournissent pas une base suffisante aux discussions théoriques; il faudra reprendre des points spéciaux concernant la paléontologie, l'histoire du développement en botanique et en zoologie. C'est à ce prix, par un examen direct des faits, que les élèves arriveront à se former des idées justes sur ces questions épineuses.

Des notions abstraites de cosmologie scolastique relatives à la matière et aux êtres vivants ont leur prix. Toutefois il ne semble guère moins utile de leur faire contrepoids ou de les compléter par l'enseignement des principaux résultats acquis en physique, en chimie, en morphologie, en physiologie. On utilisera sans doute tout ce qui aura été fait dans

(1) « L'histoire des sciences et de la philosophie n'offre peut-être pas l'exemple d'une idée, ou, si l'on veut, d'une hypothèse, ayant exercé une influence comparable à celle de l'hypothèse transformiste dans la seconde moitié de ce siècle. » Duilhé de de Saint-Projet, *Apolog. scient. de la foi chrétienne,* 3e éd. 1890, p. 278.

ce sens au petit séminaire, mais des développements nouveaux s'imposeront fréquemment pour donner une intelligence véritable, non pas des détails, mais simplement de ce qu'il y a de plus essentiel dans chacune de ces sciences.

Ces connaissances permettront d'aborder ensuite l'anthropologie, si maigrement représentée dans les cours de philosophie, malgré son importance de premier ordre.

Que de questions à double face, abstraites et expérimentales, se posent devant nous quand il s'agit de l'homme physique, intellectuel et moral? Comment le prêtre pourra-t-il répondre aux objections de son médecin matérialiste, s'il ignore les premiers éléments de la structure et de la physiologie de l'homme? Comme directeur des consciences, il tirera grand profit de ces études dans maintes circonstances; elles lui permettront de porter sur l'être humain, corps et âme, des jugements plus vrais, mieux fondés sur la nature des choses.

On sait d'ailleurs tout le prix attaché par Léon XIII aux recherches actuelles de psychologie expérimentale, et avec quelle munificence il a favorisé la création à l'université catholique de Louvain d'un institut consacré à ces études.

N'est-il pas évident dès lors que l'on commet une grave erreur en expulsant des grands séminaires toute étude scientifique? Que l'on écarte de ces écoles professionnelles supérieures les questions de simple curiosité, sans portée pratique rien de plus juste, mais ce n'est pas ainsi que la question doit être posée. Nous pensons l'avoir démontré solidement.

* *

Ces considérations relatives à la méthode, aux théories de l'évolution, à l'anthropologie, sont en grande partie d'ordre philosophique.

Un autre point de vue plus pratique s'impose dans un grand séminaire. Nous voulons parler des questions mixtes où les doctrines religieuses et les doctrines scientifiques se trouvent en contact.

Actuellement, dans la plupart des séminaires, les professeurs de dogme et d'Écriture sainte se contentent de réfuter, à l'occasion, les attaques des rationalistes les plus connus contre l'enseignement de l'Église. Ailleurs on groupe, dans une sorte de tableau synoptique, les difficultés et les réponses pour en faire l'objet d'un cours spécial, le cours d'apologétique.

Ces deux systèmes offrent un premier inconvénient, c'est de ne faire voir la science que sous la forme d'objections, de théories et d'hypothèses plus ou moins fausses, presque toujours absurdes.

Ce n'est pas la science. Ce sont les erreurs d'hommes peut-être savants par ailleurs, mais qui, en ces diverses circonstances, se sont trompés, les uns de bonne foi, les autres pour des motifs étrangers à la science.

Il résulte, pour les étudiants, de ce système de réfutations incessantes, le préjugé que la science n'est qu'un ramassis d'erreurs et d'hypothèses sans fondement. De là une tendance trop fréquente à charger de malédictions la science et les savants; de là encore, des malentendus regrettables entre des hommes faits pour s'entendre.

Cette tactique est également mauvaise à un autre point de vue.

Il est bon, il peut être nécessaire, selon la doctrine de saint Paul, de combattre l'erreur et ceux qui la propagent; il est mieux d'instruire, de faire briller la vérité aux yeux des intelligences égarées.

Mais comment le prêtre, chargé de cette belle mission, pourra-t-il atteindre son but s'il s'exprime dans une langue inconnue de ceux qu'il prétend convaincre? Ce lui est donc une nécessité de se mettre à la portée de son auditoire.

Les missionnaires commencent par se familiariser avec les dialectes et la civilisation des peuplades les plus dégradées; pourquoi refuseraient-ils, à l'intérieur, d'acquérir, dans une mesure suffisante, les connaissances utiles pour instruire leurs compatriotes, et mettre fin à de prétendus conflits entre la science et la foi?

Ces conflits se ramènent à deux catégories principales.

La première comprend les erreurs modernes qui s'attaquent aux vérités fondamentales de la religion, aux dogmes inscrits dans nos symboles et définis par l'Église.

Dans la mesure où elles s'opposent aux vérités dogmatiques, ces erreurs tombent ordinairement sous les coups d'une réfutation rationnelle ou théologique; elles sont dépourvues, dans la même mesure, de toute valeur scientifique.

Leur danger vient d'ailleurs. Elles se présentent comme les conséquences rigoureuses de tout un système compliqué de déductions ou d'inductions basées sur des faits solidement établis.

Comment pourra-t-on démolir cet échafaudage, si l'on ne connaît pas assez les faits pour juger de la valeur des inductions dont ils forment le support? Le monisme de Hæckel, l'agnosticisme de Huxley sont dans ce cas. Les sommets de l'argumentation, dans ces systèmes, ne valent rien; mais il n'importe pas moins d'en ruiner la base, de montrer que les faits sont également et mieux explicables dans une autre théorie.

Notons en passant que la preuve de l'existence de Dieu tirée de la considération de l'ordre qui règne dans le monde demande à être bien comprise. Beaucoup d'auteurs animés des meilleurs intentions lui ont fait tort par l'exagération manifeste de la théorie des causes finales. Elle est même exposée d'une façon très insuffisante dans certains manuels de philosophie scolastique en usage dans un assez grand nombre de séminaires (1).

Un autre champ de controverses toujours fertile s'ouvre entre les théories scientifiques et certaines croyances religieuses.

Tout homme intelligent donne à son savoir une forme encyclopédique; il se fait des idées à peu près sur toutes choses et à l'aide de ces matériaux il construit dans son imagination un système universel. Dans l'esprit d'un catholique,

(1) Cf. J. Didiot, *Logique surnaturelle objective*, 1892, théor. XXI, p. 99.

les dogmes constituent autant de jalons fixes, mais situés à distance; les intervalles sont remplis par des idées humaines susceptibles à divers degrés d'être vraies ou fausses. Le Concile du Vatican, à la suite des Conciles de Nicée et de Latran, a formulé le dogme de la création en termes très généraux; il dit tout ce que nous avons à croire, mais il se tait sur une foule de circonstances qui intéressent notre légitime curiosité. Saint Augustin pensait que la création du monde avait été réalisée en un clin d'œil, en moins de temps qu'il n'en faut pour répéter le mot célèbre de la Bible : *Dixit et facta sunt.* Pendant longtemps on a réparti la durée de la création en six jours de vingt-quatre heures. Ces jours sont devenus de longues périodes dans le courant de ce siècle: actuellement le système de ces jours-époques est en voie de disparaître sous la poussée des théories de l'évolution. D'autres problèmes analogues se posent au sujet de l'antiquité de l'homme, du déluge mosaïque, etc.

L'histoire de ces débats non encore épuisés montre combien il est périlleux pour un théologien d'aborder ces matières mixtes sans avoir acquis au préalable de sérieuses connaissances dans les sciences de la nature; combien, à un point de vue plus important, il est désirable, que le plus grand nombre possible de prêtres puissent traiter avec compétence ces questions auxquelles tout le monde s'intéresse.

Nous sera-t-il permis de conclure en faveur de la haute utilité, nous voulons dire de la nécessité dans les circonstances actuelles, d'un cours à établir dans les grands séminaires pour l'enseignement des sciences, et à développer dans la mesure où elles confinent de quelque manière au but de la formation intellectuelle des élèves.

* * *

La même raison d'utilité pratique conduira certainement, dans un avenir plus ou moins rapproché, à créer des cours

de sciences, non seulement en philosophie, mais encore pendant les années subséquentes de théologie. Il ne s'agit plus sans doute de leçons théoriques aussi nombreuses et par suite absorbantes, mais de quelques conférences subsidiaires à suivre par les élèves de la dernière année ou des deux dernières années.

Pour un curé vivant au milieu d'une population isolée, c'est une grande tentation de faire de la médecine. Il se trouve fréquemment en présence de ses paroissiens atteints de maladies graves et douloureuses ; il n'y a pas de médecin dans la localité ; un trajet de dix à quinze kilomètres s'impose avant de pouvoir rencontrer un docteur dont la visite sera nécessairement coûteuse.

C'est un peu la situation de Saül attendant l'arrivée de Samuel. Et cependant le curé ne doit pas céder à la tentation, pour divers motifs dont le principal n'est pas d'éviter des poursuites pour exercice illégal d'une profession soumise au monopole.

Mais s'il ne peut faire de la médecine, il pourrait faire de l'hygiène, et rendre à ses paroissiens, dans les conditions d'isolement indiquées plus haut, des services très appréciables.

On sait combien l'hygiène dans les campagnes est défectueuse sous tous les rapports ; des maisons souvent humides, des pièces mal distribuées, mal aérées, des soins de propreté mal compris, très insuffisants, des eaux d'alimentation fréquemment contaminées, toutes les conditions les plus défavorables se rencontrent et parfois s'accumulent.

Le prêtre qui, en temps d'épidémie, s'oublie et fait généreusement le sacrifice de sa vie, pour donner aux victimes du fléau les soins non seulement spirituels mais encore matériels les plus urgents, donne la preuve d'un héroïsme généralement applaudi. Ne serait-il pas également et même, sous un certain rapport, plus digne d'éloge, celui qui saurait prévenir l'épidémie et faire en sorte qu'il n'y ait pas de victimes ? Or, dans un très grand nombre de cas, c'est une simple question d'hygiène.

Dans chaque diocèse, un certain nombre de jeunes prêtres deviendront supérieurs, économes de séminaires, de collèges libres; d'autres présideront au choix de l'emplacement et plus ou moins d'une façon directive, à la construction d'églises, de presbytères, de maisons d'écoles, de patronages, d'orphelinats, etc.

Considèrent-ils, en général, à quel point ils engagent leur responsabilité si, par ignorance des lois de l'hygiène, ils posent ou laissent poser la cause du typhus qui plus tard désolera périodiquement ces établissements ou ces lieux de réunion?

Ce qui se passe dans les casernes où l'on empile nos jeunes soldats est un exemple frappant de l'importance de ces questions. Il faut du moins laisser à l'incurie des fonctionnaires d'un gouvernement sans honneur ses tristes procédés.

Or l'hygiène n'est pas une science qui ait des principes propres; c'est un ensemble d'applications spéciales des principes de la physique, de la chimie et surtout de la biologie. Si les élèves des séminaires passaient par les études scientifiques dont nous avons tracé l'esquisse, ils seraient en possession de ces connaissances premières; il suffirait de leur montrer comment les règles de l'hygiène découlent des principes. Leur attention étant une fois attirée de ce côté, ils seraient en état de lire avec profit des traités plus développés et appropriés aux circonstances.

C'est une cause de grande inquiétude pour un jeune prêtre qui entre dans le ministère de savoir à quel moment il convient d'administrer les derniers sacrements à ses malades. Il se trouve dès les premiers jours mis en demeure de porter un jugement sur la gravité des maladies les plus diverses. Il cherche à se tirer d'embarras, en consultant les membres de la famille, ou d'autres personnes, le médecin, quand il veut bien s'y prêter. En toute hypothèse, il doit faire un très dur apprentissage. Ne serait-il pas possible d'obtenir d'un médecin instruit et de bonne volonté, en faveur des élèves de dernière année, quelques conférences sur les signes de mort

prochaine les plus apparents et sur d'autres points analogues qui intéressent le ministère ecclésiastique ?

La connaissance des principes généraux de la science ne donne pas celle de leurs applications si diverses dans les arts et l'industrie; mais elle permet de l'acquérir facilement, de se mettre très vite au courant de toutes sortes d'affaires et d'intérêts auxquels un prêtre peut être appelé à prendre part. On a conseillé dans quelques diocèses aux curés de campagne de s'occuper de l'œuvre des *caisses rurales ;* or, à moins d'aptitudes très spéciales qui compensent le défaut d'une éducation première, il est évident qu'on ne réussira pas dans cette entreprise sans avoir acquis des notions de science agricole, science qui, à son tour, comme l'hygiène, dérive directement des sciences générales.

Au séminaire, les méthodes et les conclusions scientifiques s'imposent çà et là dans presque toutes les parties de l'enseignement. L'étude si pressante des questions sociales requiert, à chaque instant les données de l'observation et de l'expérience pour éclairer sa marche et diriger l'application des principes. Dès les premières pages de ce travail, nous avons laissé entrevoir combien est grande la part qui revient aux conditions de temps, de lieux et de personnes dans la discipline ecclésiastique, toutes choses qui sont du domaine de l'observation et susceptibles de se modifier. Personne, du reste, dans la pratique, ne prétend tout expliquer et tout diriger à l'aide de principes abstraits. Il ne s'agit guère au fond que d'une question de mesure à propos de laquelle il est facile de s'entendre.

* * *

Dans les grands séminaires où les idées exposées dans ce travail seraient comprises, nous en sommes convaincu, ni le temps ni l'argent ne manqueraient pour les mettre en pratique.

Un seul professeur qui existe déjà, ou existait naguère,

suffirait à cet enseignement des sciences. Il lui faudrait des moyens de démonstration, un laboratoire, des instruments, des collections, des livres, mais en somme rien d'extraordinairement coûteux.

Il s'agit avant tout, au grand comme au petit séminaire, de développer le talent et les aptitudes naturelles, d'exciter l'émulation, l'amour du travail et de l'étude pour des motifs élevés conformes à la mission du prêtre dans le monde.

Le prêtre passe, dans l'esprit d'un trop grand nombre de personnes, pour un oisif; de là à le regarder comme un personnage inutile, il n'y a qu'un pas. Le plan développé dans cette étude aiderait à combattre ces opinions très dangereuses, en donnant à certains travaux ecclésiastiques un caractère d'utilité plus apparente, plus palpable.

Durant le cours des grands siècles chrétiens, le clergé avait le monopole de la science; ces temps ne sont plus; le morcellement et la spécialisation des travaux intellectuels de toute nature, l'imprimerie, la librairie, la facilité actuelle des communications ont rendu la science accessible à tout le monde. Malgré ces conditions nouvelles moins favorables, le prêtre peut faire valoir avec succès les vérités supérieures dont il reste le dépositaire, s'il arrive à traduire les doctrines de l'Évangile dans un langage intelligible à ses contemporains, s'il les adapte, sans les dénaturer, aux nécessités sociales du moment.

On recommande le travail et l'étude dans les séminaires et dans les retraites ecclésiastiques; mais la plupart des prêtres, dans les centres, sont absorbés par les occupations incessantes du ministère; dans les campagnes, où ils ont plus de loisir, ils manquent de ressources pour acquérir des livres vraiment utiles; ils n'ont guère à leur disposition que des ouvrages vieillis, souvent remplis d'erreurs. Il y a là une situation pénible contre laquelle il importe de réagir. Le point de départ en est dans la réorganisation des études au séminaire. Ce sera une œuvre de temps et de patience; les idées vraies feront leur chemin et s'imposeront par leur évidence.

*
* *

Notre thèse rencontrera probablement des contradicteurs. On lui reprochera de s'appuyer sur des moyens d'ordre temporel, trop humain, d'être partielle et trop peu précise.

Les deux premiers griefs n'ont aucun fondement.

A première vue, l'*Essai*, du P. Aubry, *sur la méthode des études ecclésiastiques,* semblera une réponse écrite à l'avance pour nous confondre. Cet auteur se répète sans cesse à travers deux volumes dans l'affirmation d'une même idée : « Oui, je veux, dit-il, que le prêtre, quittant le séminaire, n'ait que des principes; qu'il connaisse les terres lointaines, les siècles écoulés ; et non seulement je consens, mais j'aime qu'à son début apostolique, il ignore ce qui se passait hier de l'autre côté du mur, à l'abri duquel s'est écoulée paisible et pieuse sa jeunesse, et à l'ombre duquel il a appris la première des sciences, la *science des principes*, et la seconde, celle de soi-même (1). »

Prises à la lettre, ces assertions et d'autres que l'on recueillerait à chaque page dans ce livre portent la trace d'une exagération évidente. Il faut avoir passé par les inquiétudes et les embarras venant d'une formation professionnelle insuffisante pour comprendre combien ces idées sont peu d'accord avec l'idéal de l'éducation dans un grand séminaire. Toutefois, la thèse du P. Aubry n'est pas celle que l'on pourrait croire à première vue. A l'époque où il écrivait, les luttes des néo-scolastiques contre les restes de l'école cartésienne et contre un certain libéralisme dont il fut grandement question de 1850 à 1870, avaient une âpreté qu'elles ont perdue de nos jours.

Dans notre pensée, les études auxquelles nous voudrions voir attribuer une place mieux proportionnée à leur importance et à leur utilité, doivent être maintenues dans une concordance exacte avec l'enseignement philosophique et

(1) *Loc. cit.*, I, p. 271. Les dernières pages du second volume du P. Aubry ont été rectifiées dans le sens des idées actuelles; elles peuvent servir de correctif aux premières.

théologique; loin de supplanter ce dernier, leur fonction sera de le compléter, de l'établir dans un état de conformité toujours désirable et même nécessaire avec les besoins du moment. C'est par des motifs et pour des fins surnaturelles que ces études s'imposeront à l'activité généreuse des élèves. Elles demanderont à tous, aux professeurs comme aux élèves, une telle quantité de travail et un si grand esprit de suite dans les idées que le succès ne peut être escompté sur des motifs temporels.

Les réformes proposées sont partielles : ce qui est facile à comprendre. Il faut bien commencer par quelque part. Si elles réussissent, elles pourront en entraîner d'autres. Dans les grands séminaires, on apprend la théologie; serait-il permis de demander si on y apprend suffisamment la façon de s'en servir? Quand on relit les instructions du Concile de Trente relatives à l'établissement des Séminaires, on est frappé du caractère éminemment pratique assigné à la formation des élèves. Ces écoles ne sont pas devenues des Facultés; elles sont toujours et avant tout professionnelles.

Le troisième reproche touche à un défaut réel, mais à peu près inévitable. Notre travail n'est ni complet ni définitif; c'est une étude préliminaire. La rédaction détaillée des programmes suppose que le principe des études est admis. C'est précisément ce qui est en question à l'heure présente. La rédaction de ces programmes demandera, pour être sérieuse et étudiée avec compétence, la nomination d'une commission formée de spécialistes avec le concours d'un professeur de philosophie et d'un professeur de théologie dogmatique pour aider à résoudre les difficultés et à maintenir les justes proportions de l'ensemble. Il ne nous appartient pas de dire si la réalisation de ces espérances peut être considérée comme prochaine.

*
* *

Avant de terminer cette section de notre étude, nous croyons utile de donner un résumé, pour la partie scientifique d'un article publié dans la *Revue du Clergé français* (1er juin 1896), sur les séminaires de Baltimore et de Boston, dirigés par les Sulpiciens aux États-Unis.

Les directeurs, dit l'auteur de ce travail, n'ont pas craint de multiplier, selon les circonstances, les chaires d'enseignement, de manière à graduer les études sans nuire à la liberté ou à la santé du corps professoral.

Le cours de philosophie dure deux ans et chaque année a son programme distinct sur toutes les branches.

Outre les classes régulières, il y a des classes libres, au choix du professeur, en faveur des élèves plus intelligents. Les élèves plus faibles ont des cours supplémentaires spéciaux dans lesquels ils sont invités à poser des questions sur les matières déjà étudiées, et à présenter aux professeurs leurs difficultés.

L'histoire de la philosophie se joint aux classes ordinaires. « Il en est à peu près de même pour les sciences naturelles, auxquelles les séminaires américains ont attaché à bon droit une importance fondamentale. Dès la première année de philosophie, les élèves suivent un cours spécial de géologie, de physique, de chimie ou d'astronomie, de manière à compléter les études commencées au collège ; sans parler de l'avantage de ces sciences au point de vue de l'apologétique chrétienne, il est évident qu'elles accoutument l'élève à une interprétation correcte des faits, à la découverte rapide des lois qui les gouvernent, et même à une exactitude plus rigoureuse d'expression et de jugement. En même temps elles le préparent aux difficultés qu'il s'attend à rencontrer dans les études subséquentes de cosmologie et d'anthropologie. La deuxième année est entièrement consacrée à la biologie générale. Cette étude des phénomènes de la vie, du système nerveux en particulier, ne peut que disposer admirablement le jeune philosophe aux

questions délicates de la psychologie.... Outre les heures de classes régulières, les élèves choisis parmi les plus studieux et les plus intelligents ont à leur disposition, pendant quatre heures par semaine, un laboratoire parfaitement organisé pour leurs expériences personnelles, sous la surveillance du professeur.

Ce système de division des cours, de discussions et d'expérimentations scientifiques est également appliqué aux études d'Écriture Sainte et d'histoire.

Des examens fréquents, des discussions, des récompenses permettent le contrôle des études et excitent l'émulation. Une grande salle de lecture richement fournie de livres classiques, de revues et même de journaux est ouverte aux élèves à certaines heures fixées par un règlement. Citons encore les soins d'une hygiène bien entendue, et l'on verra que les séminaires français ont été devancés par les Américains dans l'accomplissement de ces réformes dont l'étude commence à peine dans notre pays.

N. BOULAY.

(La suite prochainement.)

LETTRES DE MAINE DE BIRAN

A SA FAMILLE

CXI. — *A Adine.*

Paris. le 31 Août 1823.

Ma bonne et chère enfant, j'ai reçu hier au soir exactement ta lettre du 26 : la précédente avait éprouvé deux jours de retard, en sorte qu'il n'y a eu entre les deux qu'un petit intervalle rempli par la lettre de notre Éliza. J'avais un motif de plus qu'à l'ordinaire pour désirer de recevoir promptement de tes nouvelles, après ce que tu m'avais écrit le 26. Le ton même de ta lettre me faisait craindre quelque altération plus sensible dans le physique et dans le *moral*. J'ai été frappé surtout des réflexions que tu faisais sur le peu d'*importance* des choses qui vous ont tant et si tristement occupées au Murat, et qui ne valaient pas (disais-tu) la *peine* d'attirer mon attention. Je ne voudrais pas te donner lieu de renouveler en toi, ma chère enfant, le même sentiment de sensibilité qui a dicté des expressions dont tu ne te souviens peut-être plus : cependant il est bon d'y réfléchir, pour écarter dorénavant ces petites impulsions d'*amour propre;* car il m'a semblé reconnaître cet *ennemi* de notre perfection dans ce que tu me dis des *précédents orages* du moral et de ma correspondance à ce sujet. Ma bien chère enfant, le premier bien de ma vie est de penser que je puis être utile à toi et à ta sœur, dans le désir sincère que vous avez de faire tou-

jours de nouveaux progrès dans la carrière du *bien* et de la *vertu*, où se trouve uniquement le bonheur de la vie *future* et même *présente*. Mais comment pourrais-je vous aider si je ne savais pas tout ce qui se passe en vous et autour de vous? Il n'y a de *petits* ou de *grands* objets que *relativement* à notre manière de sentir et de juger, et ce sont ces sentiments bons ou mauvais, ces jugements vrais ou faux qui font toute notre existence morale; c'est aussi sous ce rapport que j'ai attaché une importance supérieure à ce qui s'est passé près de vous, non à cause des objets en eux-mêmes, mais pour les *sentiments* que mes bonnes filles y attachaient, pour l'influence que tout cela pouvait avoir sur leur bien-être présent et à venir. Ce que mon cœur paternel m'a dicté dans cette occasion *valait la peine* d'être dit, et il ne faut pas trop regretter que j'aie eu même l'occasion de le dire, si c'est utile pour le perfectionnement de l'âme. Au surplus, voilà qui est fini et c'est maintenant qu'il faut rompre tout à fait sur cet article; mais j'ai senti le besoin d'en *finir* de mon côté par cette petite explication à laquelle ta précédente lettre donnait lieu.

Tu étais aussi, ma bonne petite, bien souffrante quand tu m'écrivais : il paraît, Dieu merci, par ta dernière, que tu es revenue à ton état naturel. Tous mes désirs sont de te retrouver dans ce bon état. Je devais partir mercredi, mais le Ministre n'a voulu me donner mon congé qu'à dater du 5 : Nous avons encore jeudi 4 une affaire très importante au Conseil d'État, et le lendemain je compte bien me mettre en route.

J'espère que Félix sera au Murat avant moi. Je me réjouis de penser que dans six jours nous serons réunis. J'arriverai probablement le mardi ou le mercredi au plus tard. Je suis un peu attristé d'avance en pensant que je n'emmènerai pas mes bonnes filles avec moi, et qu'il faudra revenir les chercher. Mais si la *nécessité* commande cet arrangement, il faudra bien y souscrire, en sentant que c'est triste pourtant.

Adieu, chère bonne petite. Voici ma dernière lettre. Notre

première communication sera de plus près et bien douce pour le cœur de votre bon père qui vous embrasse tendrement.

CXII. — *A ses filles.*

Paris, le 1er Décembre 1823.

Chères enfants, me voici encore bien loin de vous, mais non moins occupé de vous, que dans ces jours heureux et si courts où nous étions ensemble, où nous nous disions *bon jour* chaque matin.

Je suis arrivé hier à onze heures, après avoir perdu quatre heures à Étampes pour faire souder deux cercles des roues de ma voiture, qui avaient cassé net. C'est la dernière fois que je me hasarde à faire un long voyage avec cette frêle calèche. A cet accident près, nous avons fait un heureux voyage. Le temps a été beau les trois premiers jours; la pluie n'a commencé qu'en arrivant à Orléans et le dernier jour a été noir et triste de toute manière. Je trouve Paris embrumé et humide au dernier point. Je lui paye mon tribut accoutumé qui est de tousser plus que partout ailleurs. Je suis comme imprégné d'humidité; mon appartement transsude l'eau de toutes parts. Je resterai en chambre aujourd'hui sans voir personne. J'ai besoin de repos et de recueillement avant de me jeter dans le tourbillon. Mon âme est triste en pensant à tout ce que j'ai quitté, en trouvant la solitude autour de moi. J'ai besoin de me fortifier en Dieu et d'y chercher ma paix. Je sens qu'elle ne peut être ailleurs. J'attends avec une vraie impatience vos premières lettres. Il y a certainement de la sympathie entre nos âmes et je suis heureux de cette conviction.

Demain je commencerai mes courses par Mmes de Craon et d'Alpy, M. Lainé. Là je puis parler de vous et de ce que j'ai quitté : c'est ma consolation; tout le reste est vide.

Adieu, chères bonnes enfants; mille et mille tendresses. Je vous embrasse bien du fond du cœur.

CXIII. — *A Eliza.*

Paris, le 21 Décembre 1823.

Je ne sais, ma chère enfant, comment il est arrivé que ta lettre du 10 décembre ne me soit parvenue que hier avec la dernière de notre Adine du 16. Je suis d'autant plus fâché de ce retard que j'ai perdu l'occasion de t'envoyer le flacon de *bol d'Arménie* que j'aurais pu mettre dans la même boîte avec le *filet* d'Adine parti depuis avant hier par la diligence. Tu l'aurais eu ainsi très prochainement, et la durée de ces cruels maux de dents aurait été abrégée de trois ou quatre jours. Je suis bien occupé, chère enfant, de tes souffrances et de l'idée que le remède propre à les soulager pouvait t'arriver plus tôt. Je ferai certainement partir ce *bol d'Arménie* par la diligence de demain et tu le recevras, j'espère, à la fin de la semaine. Puisses-tu être soulagée avant ce long terme.

Adine me mande que tu as eu la visite de M. Bourdeillet et qu'il t'a fait une opération douloureuse. Je voudrais bien savoir si tu t'en trouves mieux au résultat, et j'attendrai mercredi avec bien de l'impatience.

Je vois que votre pauvre Murat a été un peu comme un hôpital pendant quelques jours : votre oncle ne se remet pas et je trouve que c'est bien long. Adine aussi a été bien souffrante et menacée d'une maladie d'après ce qu'elle me mande. Toi, de ton côté en proie aux douleurs de dents. Je pense bien que votre pauvre tante n'est pas non plus exempte de maux. Hélas! comme dit saint Paul : « Tous nous gémissons, nous souffrons (1), » chacun à sa manière, en attendant le moment de la délivrance. Ceux qui ont l'air de se livrer à la joie et aux plaisirs ne font que s'étourdir un moment. Ils font un *songe* dont le réveil sera bien pénible : on ne se *réjouit ici-bas* en effet, *que parce qu'on se trompe,* et on reconnaît plus tard le malheur de s'être trompé. Ces réflexions sont sérieuses,

(1) Épître aux Romains, VIII, 22.

j'en conviens, et il vaut mieux les faire en santé qu'en maladie. Je souhaite bien aussi que tout aille mieux en toi et autour de toi, ma chère enfant, quand tu liras ma lettre.

Toute la semaine s'est passée en fêtes. Je me suis bien associé de cœur à la joie publique, mais je suis si mal disposé que j'ai dû fuir le tumulte et le bruit. Je n'ai pas été à la brillante fête de la ville dont on dit des *miracles*. J'ai vu seulement tirer le feu d'artifice, sur la place Louis XV, de la maison de M. Pastoret (1), où j'étais à *mon aise*. J'ai été le lendemain au spectacle de la Cour, où j'ai vu l'opéra de *Vendôme* (2) et notre *héros* (3), et toute l'auguste famille dont le bonheur, la sérénité et la douce joie offrent le spectacle le plus ravissant. Cette bonne soirée du mardi (16), au château, m'a fait un véritable bien à l'âme, et ce bien se rattache à toute autre chose qu'au brillant et à la pompe du spectacle. Au travers des divertissements publics, qui doivent se prolonger encore quelques jours, je mène une vie assez sévère, tout occupé des affaires et des séances du Conseil qui me prennent quatre jours de la semaine. Dans les intervalles, je m'enferme autant que possible dans mon cabinet pour des travaux *intérieurs* que je voudrais finir (4). Je sors le moins possible, aussi ne vois-je que rarement les chères dames de la rue Sainte-Croix et la famille Lainé; ce sont des sacrifices qu'il faut faire.

Je devrais me remettre en route pour aller présider mon collège de Bergerac : l'ordonnance va paraître cette semaine : les élections auront lieu le 25 février. J'ai bien besoin de penser à mes chères enfants, au plaisir de les embrasser et de jouir encore de quelques bons moments de famille pour supporter avec plus de résignation l'ennui d'un voyage d'hiver et surtout du bruit et des intrigues du collège électoral. Mais il faut accepter ce que Dieu nous envoie, et le bénir toujours

(1) M. le comte de Pastoret (1756-1840), jurisconsulte, fut ministre d'État sous la Restauration. Sa femme conçut l'idée des crèches et des salles d'asile. Il est l'auteur d'une Histoire de la législation en quatre volumes.

(2) *Une journee de Vendôme* au deuxième Théâtre français.

(3) Le duc d'Angoulême, au retour de la guerre d'Espagne.

(4) Les *Nouveaux Essais d'Anthropologie*, publiés par M. Naville.

dans ce mélange de biens et de maux qui entrent dans notre destinée ou dans les desseins de la Providence.

CXIV. — *A Adine.*

Paris, le 28 Décembre 1823.

Vous avez dû voir dans les journaux les deux ordonnances (1) qui ont occupé et occupent encore tous les esprits. M. Lainé n'est pas heureux de sa nouvelle pairie (2). Cette nomination de vingt-sept pairs a surpris tout le monde : le secret avait été bien gardé.

Il est enfin arrêté que les collèges électoraux s'ouvrent le 26 février. Je partirai le 15 pour aller présider le mien. J'ai bien besoin de voir la compensation qui m'attend pour supporter doucement ce voyage précipité. Mais tu connais le fond de mon cœur, et il serait inutile de te dire tout ce que j'éprouve en me rapprochant de vous pour ce devoir politique.

Voici des jours que je n'aime guère ; à partir d'aujourd'hui il faut être en cérémonies et visites de premier de l'an.

Adieu. Tous les jours, tous les moments, je pense à mes bonnes filles ; je prie le Ciel de conserver et de fortifier dans leurs cœurs ces moyens de bonheur et de paix que le monde ne donne pas.

CXV. — *A Félix.*

Paris, le 11 Janvier 1824.

J'ai reçu, mon cher enfant, ta dernière lettre par M. de Garraube qui est arrivé lundi un peu souffrant et fatigué de quatre nuits passées en diligence. Nous avons parlé de la

(1) Sans doute celles de la nomination de vingt-sept pairs et de la dissolution de la Chambre.

(2) Il etait un des vingt-sept nouveaux pairs.

petite calèche qu'il s'agirait d'acheter pour toi et de t'amener dans un mois. J'espère que d'ici-là nous trouverons quelque chose qui pourra te convenir. J'espère aussi qu'avant l'époque fixée pour le départ (le 15 février), le temps deviendra moins rigoureux, et que je serai aussi un peu plus dispos ; car j'ai bien *gaspillé* le bien-être et les forces que j'avais acquis par deux mois de séjour tranquille à Grateloup. Sans être malade, je me porte mal et n'ai guère de bons moments dans ces journées affairées, toujours soucieuses, qui s'écoulent ici tristement pour moi. Je vois bien des gens qui s'amusent du tumulte du monde et de la variété des affaires : cette disposition est heureuse jusqu'à un certain point, quand on est obligé de vivre dans le monde et pour les affaires. Mais ce genre d'existence est tellement opposé à toute ma nature qu'il me faut user sans cesse de résignation et d'efforts pour m'y maintenir en attendant l'époque incertaine de la délivrance,

Je pense souvent, mon cher enfant, que c'est toi qui devrais être à ma place et moi à la tienne ; car quoique tu n'aimes pas plus que ton père l'agitation extérieure, tu as la force, la jeunesse et la plénitude de la vie qui font tout supporter. Tu as un avenir devant toi, et le mien touche à sa fin. Il m'en coûte plus que je ne saurais dire d'aller me jeter encore dans ce mouvement d'élections, et je fais des vœux secrets pour que la majorité du collège de Bergerac choisisse un autre député. Commencer un nouveau bail de cinq ans m'effraye... mais je me livre au destin (1) ou à la Providence.

Les bonnes nouvelles que tu me donnes de Caroline me font éprouver une douce satisfaction. Les bons commencements nous font espérer un heureux terme.

Je ne veux penser qu'au plaisir de vous embrasser tous dans un mois ! — Adieu, cher enfant ; je t'embrasse et ta tante et Caroline de tout mon cœur.

(1) Le fatalisme était loin de sa pensée. Voici comme il en parle ailleurs : « Les anciens admettaient une force aveugle, le *destin*, auquel les dieux mêmes étaient soumis. C'est ainsi qu'ils tombaient dans l'athéisme par le même abus de la raison, et par le même besoin de l'unité absolue qui a produit le spinozisme moderne. » (*Fondements de la Morale et de la Religion*, œuvres inédites, IIIe volume, p. 51).

CXVI. — *A Adine.*

Paris, le 18 Juin 1824.

Chère enfant, je n'ai qu'un moment aujourd'hui pour ma douce correspondance du Murat, mais je le saisis pour tempérer un peu le sérieux et la *sécheresse* des lettres d'affaires que je ne puis me dispenser d'écrire avant l'heure du courrier. Ta lettre de hier m'a fait peine et plaisir à la fois. Je souffre doublement de ta tristesse *accidentelle* ajoutée à la mienne qui est devenue bien *habituelle* depuis que je suis loin de mes chères enfants, et dans un monde étranger où personne ne m'entend. La santé y fait beaucoup sans doute, mais cette santé dépend aussi beaucoup du contentement, du repos de l'âme. Voilà ce que j'éprouve pour ma part. Quant à toi, chère enfant, j'aime bien à penser qu'il n'y a que de petits accidents passagers qui font le *triste*. Ce sont des *bourrasques* qu'il faut laisser passer, en regardant plus haut que cette région où soufflent *tous les vents d'instabilité*.

CXVII. — *A ses filles.*

Paris, le 25 Janvier 1824.

J'ai bien cru que j'allais être malade tout de bon. Ces jours derniers, mon estomac s'est pris tout à fait. J'y sentais comme une barre; impossibilité de manger, privation de sommeil, etc.... Je me suis *claquemuré* pendant trois jours sans sortir du tout et sans voir personne. Ce repos m'a un peu détendu : je suis mieux, aujourd'hui et hier j'ai été au Conseil. Mais la barre continue à rester sur l'estomac. Le docteur Delpit m'a conseillé quelques petits remèdes que je ferai. J'espère bien être tout à fait délivré à l'époque où il faudra partir pour les élections. J'espère aussi, dans tous les cas, que le mouvement et le changement d'air me feront du bien. Mais il y a encore un *bien* plus assuré que je trouverai

près de vous, chères enfants, et que je ne puis trouver que là.

J'avais prévu le bon conseil que me donne votre oncle, et j'adresse aujourd'hui à notre préfet la quittance de ma contribution personnelle, portes et fenêtres, à Paris, montant à 126 francs. En voilà plus qu'il n'en faut pour me rendre éligible (1), sans frauder la loi; ce que je ne voudrais pas faire quand même je tiendrai à la députation autant que j'y tiens peu.

Adieu, chères enfants; je vous quitte aujourd'hui un peu brusquement, parce que la correspondance me presse et que j'ai un mal de tête à ne savoir guère ce que je dis, excepté quand j'assure mes bonnes enfants qu'elles sont le premier bien, la première consolation de ma vie.

CXVIII. — *A ses filles.*

Paris, le 8 Février 1824.

Je ne puis pas encore, mes chères enfants, vous dire que je suis *guéri* de ma petite maladie catarrhale. J'ai toujours une disposition fièvreuse et de mauvaises nuits. Les jours sont plus supportables, et j'ai pu employer *extérieurement* les forces qui me restent pour faire cette semaine toutes mes visites d'adieux et assister aux dernières séances du Conseil.

L'audience particulière du roi (*jeudi*) me remonta un peu. J'ai été charmé de l'accueil tout à fait gracieux de Sa Majesté, et sa manière de *causer animée* donne l'espoir de conserver encore une existence si précieuse.

J'ai reçu hier mon congé du Garde des Sceaux, et je suis censé parti dès aujourd'hui pour tout le monde, excepté pour M^mes^ de Craon et d'Alpy et la famille Lainé. Je partirai sûrement cette semaine, vraisemblablement par la malle-poste,

(1) Ces 126 fr. s'ajoutaient à d'autres pour parfaire les 1000 fr. d'impôts exigés pour être éligible. 300 fr. d'impôts donnaient droit de voter.

peut-être dans une voiture particulière avec M. Froidefond du Châtenet (1). Si ce dernier ne se décide pas *aujourd'hui*, j'arrêterai demain ma place au courrier pour vendredi ou *dimanche* au plus tard. Je vais bien d'ici-là me reposer et me calmer pour supporter ce voyage qui me fait un peu peur pour les deux nuits qu'il faudra passer. Je m'abandonne à la Providence.

Vous pourrez m'attendre du 16 au 18, si je n'écris pas cette semaine. Je n'ai pas besoin de vous dire, chères enfants, combien la douce perspective de vous embrasser dans huit ou dix jours me fait du bien à l'âme; je trouve dans cette idée des forces qui me manqueraient sans elle. Dans ma mauvaise disposition actuelle, il n'est rien qui pût me déterminer à aller présider un collège électoral qui ne me rapprocherait pas de vous.

Je vous embrasse, chères enfants, de toute mon âme. Au revoir bientôt. Adieu.

CXIX. — *A ses filles.*

Périgueux, le 5 Mars 1824.

Je suis désolé, mes chères enfants, de tout ce qui m'arrive. En descendant de voiture (à quatre heures), M. de Cintré (2) me demande comme un service à rendre au pays et à lui personnellement de passer ici la soirée pour arranger la grande affaire électorale (3) avec quelques électeurs de Bergerac un peu récalcitrants. J'ai lutté quelques moments,

(1) De Montrem, député sous la Restauration.

(2) M. de Cintré, préfet de la Dordogne

(3) Le collège de Bergerac s'etait déjà prononcé en sa faveur, puisque le 4 mars son médecin, le docteur Delpit lui envoyait de Paris ses félicitations : « J'ai appris avec bien du plaisir, mon cher ami, votre nomination sortie du scrutin de Bergerac.... C'est fini, Dieu merci, et vous en voilà quitte pour sept ans. C'est un grand point qu'une pareille perspective.... Revenez-nous bien portant, c'est là le vœu le plus cher de mon cœur, et laissez sur la Dordogne le souvenir de tant de petites tracasseries qui doivent être aisément oubliees lorsqu'on en connaît les causes et les motifs. » Une autre perspective, celle de l'éternité, allait bientôt s'ouvrir devant lui.

mais il faut me rendre. Si je pouvais aller au Murat un de ces jours, je pourrais me consoler d'un petit retard, mais voilà deux jours pris sans pouvoir quitter. J'ai promis d'être lundi soir à Grateloup, n'ayant que la semaine à y passer. Votre tante viendra m'accompagner et nous donnerons deux jours, j'espère, au Murat.

Si vous ne pouvez pas venir un moment à Périgueux, je tâcherai d'aller vous embrasser, après avoir mis mon bulletin, demain ou après. Je vais prier M. de Larigaudie de me dispenser d'être du bureau.

Adieu, je ne repartirai pas sans vous avoir embrassées, quoi qu'il arrive. Mille tendresses.

CXX. — *A ses filles.*

Paris, le 22 Mars 1824.

Je ne suis arrivé que ce matin à six heures par le courrier, mes chères enfants, et je vous écris un mot après avoir dormi trois heures, ce qui m'a un peu refait de la fatigue et de tout le mauvais temps que j'ai essuyé pendant quarante huit heures.

Je trouvai toutes les places prises au courrier à Limoges, le vendredi : il fallut donc passer cette journée en *panne*. Je regrettais amèrement de ne pas être demeuré un jour de plus au Murat; mais je prenais du repos dans mon auberge, en comptant au moins sur le départ du lendemain samedi. A la pointe du jour on vint m'avertir que le courrier de Toulouse était arrivé plein, et qu'il fallait ou faire descendre un voyageur, ou renoncer à partir. La même difficulté s'était présentée la veille pour M. Mestadier, mon collègue qui avait aussi sa place arrêtée à Limoges et avait été obligé de la disputer à la pointe de l'épée. Je n'avais pas l'intention de soutenir une pareille lutte avec des voyageurs qui étaient

(1) M. de Larigaudie était son collègue de la Chambre des Députés.

aussi dans leur droit; l'administration des postes était seule en défaut et j'étais bien décidé à partir en poste à ses frais en payant ma place comme au courrier. Mon collègue Bourdeau serait venu avec moi. L'affaire s'est arrangée plus simplement et à l'amiable. Le courrier m'a cédé sa place au cabriolet et s'est logé comme il l'a pu sur un tabouret entre nos jambes.

De là est résulté un voyage pénible et l'un des plus désagréables que j'aie fait de ma vie. Ne pouvant pas fermer le cabriolet nous étions exposés à toutes les intempéries du froid et de la pluie. La nuit du samedi a été surtout dure au dernier point. Enfin je suis arrivé fort enroué, avec mal aux dents, mais sans que le fond de la santé ait trop souffert, et maintenant je me sens à peu près aussi bien qu'en partant.

C'est ce matin que votre bonne tante a dû quitter le Murat : elle aura eu triste temps, si les bourrasques sont aussi fortes en Périgord qu'à Paris.

Je m'associe bien de cœur, chères enfants, à tous vos sentiments. Nous avons goûté quelques instants de bonheur à nous trouver réunis; maintenant il faut se résigner à de pénibles sacrifices et attendre que les bons jours reviennent. La vie humaine est ainsi : un bonheur continu n'est pas fait pour l'homme, dans quelque situation que l'ait placé la Providence. Disons toujours à Dieu : « Que votre volonté soit faite. » Disons-le non en paroles, mais avec le cœur plein du sentiment élevé qu'y attacha le divin Instituteur : c'est le seul moyen d'avoir la paix, cette paix qui tient lieu de tout, et du bonheur même.

CXXI. — *A ses filles.*

Paris, le 28 Mars 1824.

Vous avez vu, chères petites, par ma dernière lettre que mon voyage (1) avait été un peu sévère. Je m'en ressens encore et

(1) Les élections terminées, il était retourné à Paris.

peut-être plus que les premiers jours de mon arrivée. Je croyais en être quitte pour un fort enrouement qui m'empêchait de parler, mais toute la mauvaise disposition catarrhale qui me tenait quand je quittai Paris et que le bon air de notre Périgord avait calmée, s'est renouvelée, et je suis en ce moment en assez pauvre état de santé. J'attends avec confiance un peu de chaleur et de beau temps pour reprendre vie. Le froid humide se fait sentir ici comme au mois de janvier et ce que vous me dites de ces beaux jours que vous avez eus depuis mon départ, me semble venir d'un autre monde : ce monde-là me conviendrait mieux sous tous les rapports que celui où je vis. J'ai repris en arrivant tout mon tracas d'affaires du Conseil et de la Chambre qui se croisent péniblement chaque jour et ne me laissent guère de moments calmes pour penser à ce qui vaut mieux que tout ce que je vois et entends dans ce mouvement d'affaires.

Le premier aspect de la Chambre m'a pourtant fait plaisir ; il y a jusqu'ici un air de sagesse et de bon esprit qui donne des espérances ; puissent-elles se réaliser jusqu'au bout ! Je vais au château aujourd'hui, pour mes premières visites à nos Princes.

CXXII. — *A Eliza.*

Paris, le 4 Avril 1824.

J'ai reçu exactement, ma bonne enfant, ta lettre de mercredi dont je te remercie quoique tu n'en fusses pas *contente*, l'ayant écrite avec plus de précipitation (à cause des *confitures* sur le feu). Je t'assure qu'elle ne m'a pas fait moins de plaisir. J'aime toujours à sentir le cœur de mes chères enfants empreint dans les plus petites choses et toujours près du mien malgré les distances.

L'humeur catarrhale qui s'est portée sur la tête et les dents me rend les jours tristes : heureusement que les nuits sont meilleures, et j'ai retrouvé le sommeil tranquille dont j'étais

privé, même en Périgord. J'attribue cela à l'agitation forcée de mes journées et à la fatigue qui appelle le sommeil.

Mes occupations de Chambre et de Conseil ont repris leur cours *plein*. Je ne connais guère plus de calme, et il faut lutter sans cesse pour pouvoir garder un petit coin au fond de son âme où le mouvement du monde et des affaires ne puisse pénétrer. Jusqu'ici la Chambre ne présente pas mauvaise physionomie : il n'y a à craindre que l'exagération de la droite qui pourrait brouiller nos affaires; la gauche n'existe plus (1); et les députés les plus chauds de l'autre côté se sont emparés de leurs bancs. Nous verrons ce qui résultera de tout ceci. C'est la paix qu'il nous faut pour le bien du pays et pour le nôtre. J'y attache pour moi toute mon existence. — Mille tendresses pour vous deux.

CXXIII. — *A sa femme.*

Paris, le 4 Avril 1824.

J'ai reçu hier, ma bonne amie, la lettre de notre Félix qui me donne de bonnes nouvelles de Grateloup ; mon seul plaisir maintenant c'est de m'entretenir de loin avec ce que j'ai quitté avec regret et que j'aurai tant de joie à retrouver. J'ai été bien aise d'apprendre que vous aviez fait tous les trois (2) un petit voyage à Bergerac.

J'ai repris mon grand courant d'affaires et en même temps toute ma mauvaise disposition d'inquiétude, d'agitation. Ce genre de vie est de plus en plus contraire à toute ma nature; il faudra s'arranger *en famille* d'une autre manière pour que je puisse continuer encore quelque temps à vivre dans les affaires. Nous en parlerons plus tard.

La session s'ouvre sous des auspices assez tranquilles; les députés de la gauche sont tout à fait abattus et il n'y a plus d'opposition de ce côté; mais gare l'opposition de *l'extrême*

(1) Dix-neuf députés libéraux seulement avaient été élus.
(2) Mme de Biran, M. Félix et sa femme.

droite : on affile les armes de ce côté. Le pauvre centre droit est bien dégarni; j'ignore s'il prendra couleur, M. Lainé fait un vide que nous sentons et moi plus que tout autre. Ce bon ami n'est pas encore à Paris. Il est attendu un de ces jours.

M^lle^ d'Alpy m'a communiqué toute son inquiétude sur l'état de danger où est en ce moment le pauvre M. de Gérard. J'attendais hier une lettre d'Adine, qui ne m'est point arrivée. J'espère pourtant encore sur les ressources naturelles du malade et le retour du beau temps : il a changé ici depuis deux jours; jusque-là nous étions en plein hiver. Je m'en suis mal trouvé pour ma fluxion et ma toux qui me font encore la petite guerre, sans m'accabler tout à fait.

J'attendais hier, d'après ce que me mandait Félix, mes extraits de contributions en forme; ils ne sont point arrivés et je suis encore député *provisoire*, sans droit de voter. Je m'en console, mais cela ne peut durer.

Mille tendresses à notre jeune ménage. Je t'embrasse ma chère femme de toute mon âme.

CXXIV. — *A sa femme.*

Paris, le 11 Avril 1824.

Je ne veux pas laisser passer ce courrier, ma bien chère femme, sans te dire quelques mots quoique je sois bien absorbé par toute la correspondance que j'ai remise à aujourd'hui, n'ayant pas un autre jour libre dans la semaine. Les séances du Conseil et celles des deux commissions dont je suis membre, les bureaux de la Chambre où l'on discute en ce moment de grandes affaires (1), tout cela demanderait des forces et une vie plus *pleine* que la mienne; car je ne puis

(1) Le renouvellement intégral et septennal de la Chambre au lieu du renouvellement partiel et quinquennal : Cette loi fut votée malgré l'éloquente opposition de Royer Collard; la conversion des rentes sur le grand livre de la Dette publique : Ce projet, adopté par la Chambre des Députés, fut rejeté par la Chambre des Pairs : la destitution de M. de Chateaubriand, ministre des Affaires étrangères, fut la conséquence de cet échec auquel il avait contribué, dit-on.

plus vivre que dans le cabinet et au dedans de moi. L'extérieur me tue et me rend malheureux au dernier point. Cependant je ne suis pas malade, mais irrité et souffrant habituellement par le cruel temps qu'il fait ici; l'hiver ne finit pas et c'est pire encore que l'hiver. Je pense que ce n'est pas mieux à Grateloup et que tous nos travaux en sont bien retardés.

Je te quitte, chère femme, après t'avoir embrassée tendrement, et Félix et Caroline de toute mon âme.

CXXV. — *A Adine.*

Paris, le 12 Avril 1824.

Les affaires, les visites, tous les ennuis et le tracas du monde vont leur train. Il reste à peine quelques moments pour se recueillir en soi et chercher sa paix dans ce petit coin de l'âme ou dans ce *fond* où l'on trouve *Dieu*. C'est en se mettant en sa présence et en tâchant de s'y maintenir par quelques courtes *élévations* au milieu du trouble extérieur qu'on calme beaucoup d'orages et qu'on trouve sa paix, où elle est uniquement. Il m'est doux, chère enfant, de te voir, ainsi que ta sœur tendre toujours vers ce centre du repos où j'aime à penser souvent que nos âmes se rencontrent. Quant à notre pauvre vie passagère, elle est dans les mains de la Providence qui en dispose comme elle l'entend, pour nous préparer à quelque chose de mieux.

CXXVI. — *A ses filles.*

Paris, le 17 Avril 1824.

Je désire vivement que mon Adine trouve des forces plus grandes en elle-même (ou plutôt dans la pensée de *Celui* en qui seul est notre *force*) contre cette tristesse qui se trouve empreinte dans sa dernière lettre. Si jeune, éprouver ce qui

est le produit des années, de l'expérience et des réflexions sur cette vie si chanceuse! Je m'afflige pour ma chère enfant d'une disposition qu'elle tient de son père, mais dont je voudrais, à tout prix, voir retarder le plus possible le développement, s'il est inévitable. Je lui recommande avec instances l'exercice du corps et les petites occupations du dehors et du dedans qui donnent du mouvement : c'est le seul remède à un mal que je connais si bien.

Mille tendresses et embrassements de cœur.

CXXVII. — *A Adine.*

Paris, le 2 Mai 1824.

C'est à toi, chère enfant, que je m'adresse aujourd'hui. Comme ta sœur et toi êtes inséparables dans mon cœur, il m'arrive souvent d'oublier d'un courrier à l'autre à laquelle des deux j'ai adressé une lettre qui est toujours collective dans mon intention quoique individuelle dans la *forme*. Un mot de ta dernière me fait croire que j'ai manqué d'observer la justice *distributive* quant à cette *forme* envers toi. Mais tu connais bien le fond de mon âme et la place que tu y occupes. Une lettre de plus ou de moins ne peut rien changer à notre confiance réciproque; et ces lettres mêmes, toutes bonnes et consolantes qu'elles sont, laissent toujours tant à dire ; elles expriment si imparfaitement l'état d'une âme qui cherche à se manifester tout entière à une autre âme. Combien je le sens en écrivant à mes chères enfants! Que de choses je voudrais leur dire, sans trouver des expressions ni le temps nécessaire!

CXXVIII. — *A ses filles.*

Paris, le 16 Mai 1824.

Nous avons eu ici toute cette semaine de la pluie et du froid; mon catarrhe s'est renouvelé aussi avec assez de force, mais ce qui me *désole* véritablement, c'est cet état de l'estomac toujours tiraillé ou défaillant qui absorbe par moments toutes mes facultés et me rend *lourd* le poids de la vie. Il faut dans cet état une grâce particulière ou un grand effort de l'âme pour se supporter soi-même comme on est et ne pas se laisser tomber tout à fait. J'espère que tout cela passera avec le printemps; s'il en était autrement je prendrais le parti de m'absenter de Paris pour quelque temps. Notre session paraît devoir se prolonger.

Vous recevrez par Mme de Cintré les voiles, l'écharpe, le fil. Vous me faites plaisir, chères enfants, en me donnant ces petites commissions : il m'est si doux de penser que je puis vous procurer quelque petite jouissance; c'est la seule pensée qui me rattache au monde. — J'interromps mon écriture sans cesser de penser à mes bonnes filles que j'embrasse tendrement.

CXXIX. — *A ses filles.*

Paris, le 16 Juin 1824.

Quoique ma tête très faible supporte difficilement la moindre écriture, elle sera soutenue en ce moment par mon cœur, qui a besoin de vous dire quelques mots de consolation et d'espérance (1).

Je reviens de mon grand ébranlement avec une lenteur et

(1) Les malaises s'étaient aggravés considérablement au point d'amener des désordres inquiétants de la poitrine et de l'estomac. L'apparente amélioration annoncée par cette lettre n'était qu'un répit trompeur de la maladie.

une difficulté qui m'étonnent un peu; mais le temps est si mauvais! Je ne fais aucun exercice; mon estomac ne peut reprendre aucune énergie et je n'ai pas la force de manger, quoique les aliments ne me répugnent pas comme au commencement de la maladie. Mon médecin m'a mis au quina aujourd'hui, afin de couper les sueurs périodiques des nuits qui m'épuisent et qui supposent toujours une disposition un peu fébrile; en même temps on va m'appliquer un vésicatoire sur la poitrine : je le demandais depuis plusieurs jours pour pouvoir respirer plus librement, mais le médecin tenait auparavant à faire une expérience sur l'état de mes poumons. J'ai été soumis aux épreuves de l'instrument de M. *Laënnec* (1), qui reconnaît par le son s'il y a telle partie de l'organe qui soit plus affectée que les autres. Mes poumons ont été jugés en bon état; seulement il s'agit d'y faciliter l'accès de l'air en remédiant à cet engorgement continuel des bronches. Je vais rester plusieurs jours dans une atmosphère de *goudron* et suivre en tout un régime approprié à la guérison du catarrhe. Je me résigne à tout, et pour la dernière fois je me livre aux expériences médicales.

Tu as été bien ébranlée, ma pauvre Adine, de cette dent arrachée. Combien je voudrais que tu eusses enfin une meilleure vie physique. C'est triste, à ton âge, de n'avoir pas un jour parfaitement bon. Il faut qu'à mon exemple tu consentes à tout sacrifier pendant quelque temps au soin de ta santé. Et ce pauvre oncle si aimable, si gai, si vivant dans certains jours de société! Pourquoi faut-il que son état soit toujours si casuel! Espérons que si le temps se fixe, son mieux se consolidera aussi. Je vous embrasse tendrement.

---

(1) Le stethoscope, inventé seulement depuis 1816.

CXXX. — *A sa femme.*

Paris, le 16 Juin 1824 (1).

Je viens aujourd'hui, ma chère femme, te confirmer les meilleures nouvelles que M. de Garraube t'a portées de ma maladie. Depuis son départ (il y a quatre jours), je n'ai pas fait de grands progrès, mais il n'y a pas eu de nouveaux accidents. Je suis entièrement faible : mon estomac ne reprend pas son assiette, et quoique je n'aie plus de répugnance pour les aliments, je n'ai guère plus de facilité de manger. Comme la pluie et le froid continuent, il m'est impossible de faire aucun exercice et de sortir quelques moments de la journée en voiture, ce qui me ferait le plus grand bien. Mon bon ami Lainé vient tous les jours et me tient fidèle compagnie. Je n'aurais que trop de visites si je n'y coupais court par ordre du médecin.

Je suis livré à la médecine et bien décidé à suivre tout au long le régime qui m'est prescrit pour ce vieux catarrhe : je me résigne à tout.

(1) M. Naville a publié encore deux lettres de M. de Biran à ses filles, postérieures à celles-ci par la date : ce sont les dernières connues. M. Felix était accouru, avec son cousin Hippoly'e, auprès de son père malade. Le 20, M^me^ de Biran exprimait ainsi le contentement apporté à Grateloup par cette lettre du 16 : « Remercions le Ciel, mon cher enfant, de ce qu'il nous a rendu notre père. Que de chagrin et de peine n'ai-je pas éprouvé? Mes idées et ma main s'en ressentent encore et tu auras peine à me lire quoique je sois bien rassurée depuis que j'ai reçu la lettre de ce bon père. Tu t'imagines tout ce qui se passa en moi quand je vis son écriture bien lisible; malgré toute ma joie je craignais qu'il ne se fût fatigué pour me tranquiliser, et il me tarde bien de savoir par toi-même comment vous l'aurez trouvé. Je ne suis pas sans craindre l'impression que lui aura faite votre arrivée. Je compte sur votre prudence et serai dans une attente pénible jusqu'à samedi, car je ne prévois guère d'avoir de vos nouvelles avant. Ce courrier m'apportera-t-il encore quelque chose de bon? Je le demande à Dieu continuellement.

» Enfin, s'il est possible de l'amener pour le remettre, il faut lui en parler avec ménagement. Je suis sûre que le voyage et le changement d'air le remettra. Tu verras quels seront ses projets.

» Si tu crois que je doive y aller moi-même, parle-lui-en aussi : je suis prête à partir; rien ne m'empêchera d'aller auprès de lui, s'il ne veut pas venir lui-même. »

La lettre adressée au Murat y avait aussi apporté la joie avec l'espoir. Éliza l'écrivait à sa tante de Grateloup, le 23 juin : « Il n'y a plus, disait-elle, que de la faiblesse chez ce pauvre père; il n'y a, grâce à Dieu, rien d'alarmant dans cet état. »

Mais ces espérances furent trompées; bientôt la maladie empira, et enfin le 18 juillet,

J'espère que vous vous portez tous bien; j'attends d'un courrier à l'autre des nouvelles de *joyeux avènement* (1). M. de Garraube arrivera à propos. — Je te charge de toutes mes amitiés à la famille.

Adieu, chère femme. Sans Grateloup et le Murat, je ne toucherais pas de plume, car j'ai horreur de l'écriture et ma tête n'y résiste pas, mais le cœur la soutient quand c'est pour te dire et à nos chers enfants que je pense à vous, que je vous aime de toute mon âme.

Abbé MAYJONADE.

M. Félix contait à ses sœurs ses craintes et ses espérances et les résumait en ces termes : « Je vous ai dit toute la vérité, mes bonnes sœurs. On a beaucoup d'espérances, nous en avons tous : ainsi modérez votre douleur et ne vous effrayez pas en pressentant des malheurs qui sont encore loin de nous. »

Cependant M. de Biran avait à peine deux jours à vivre et l'éternité commençait. Celui qui, un jour, s'était ecrié : « Oh! qui me donnera les ailes de la colombe pour prendre mon vol et trouver mon repos, » (lettre du 7 avril 1821), avant d'affronter les clartés éternelles, avait demandé à l'Église la force de s'élancer vers Dieu et le droit d'y trouver son repos.

Sa veuve et ses enfants eurent pour consolation une entière et chrétienne confiance en la miséricorde divine, leur mutuelle affection et le souvenir de celui qu'ils avaient perdu si prématurément. Sa mémoire demeurera vivante parmi eux : toutes leurs lettres parlent de lui. Éliza, le 3 août suivant, exprimait à Mme de Biran la consolation qu'elles avaient éprouvée à entendre parler de leur père M. Félix, revenu de Paris.... « Les derniers moments, ajoutait-elle, ont été, comme toute sa vie, ceux d'un ange plutôt fait pour le ciel que pour la terre.» Adine écrivait à sa tante quelque temps plus tard ces lignes extraites d'un fragment de lettre sans date : « J'ai un tresor qu'il faut venir voir, chère tante : il me semble depuis que je l'ai, que je suis moins sans lui. C'est son portrait fait sur les petits, mais si parfaitement dessiné qu'il est encore plus ressemblant Le dessin rend jusqu'à sa physionomie. Ma pauvre Lise (Éliza) en a été si frappée, si émue qu'elle n'a pu le regarder qu'au deballé; Suzette en est contente. Aussi pour moi j'en ai un bien que je ne puis rendre. Je voudrais le partager chaque jour avec vous, ce petit bien qui devient si grand quand il n'y a plus que le vide à sa place. »

Si Maine de Biran, en voyant approcher la mort, dut, comme tout chrétien, méditer avec tristesse et regret cette parole du psalmiste inscrite par lui en tête de son journal de 1815 : *Defecerunt in vanitate dies eorum et anni eorum cum festinatione.* (Ps. XCVII, 33), il put aussi se rejouir et se rassurer en voyant que Dieu avait entendu ce vœu exprime dans la lettre du 29 juin 1823 : « Songeons à ces grandes compensations des destinées humaines que ménage la Providence, et ne désirons pas trop de recevoir *toute* notre récompense sur cette terre. » Il mourait loin des siens, sans la consolation de leur présence : seul son fils etait près de lui pour lui fermer les yeux.

(1) La naissance attendue du premier enfant de M. Félix.

(La suite prochainement.)

UN INSTITUTEUR EN 1810

IV

Le Cours d'Instruction

La République et le Directoire, préoccupés par les agitations intérieures et la guerre étrangère, n'avaient rien fait pour l'instruction du peuple. Celui-ci, absorbé par le soin de ses affaires chaque jour plus compromises, distrait de tout autre souci par des bruits de révolution et par les nouvelles de la guerre, partageait l'indifférence du gouvernement.

Barthélemy Monteuuis s'appliqua à secouer cette torpeur en démontrant à ses concitoyens que l'instruction est utile à tout, même à reconstituer une fortune détruite. « Beaucoup de personnes, écrit-il, surtout dans la classe des cultivateurs, négligent de faire instruire leurs enfants; il semble même qu'on regarde comme un temps et un argent à peu près perdus ceux que l'on consacre à l'éducation. « Pourquoi en faire un savant? Ce ne sont pas ceux qui ont le plus d'esprit qui font le mieux leurs affaires. M. B*** qui ne sait ni lire ni écrire n'a-t-il pas amassé une fortune considérable, tandis que M. N*** avec toute sa science possède à peine de quoi vivre? » — Ce dernier argument est irrésistible, remarque le vieux professeur avec une pointe d'ironie, car

il est certain que c'est l'*ignorance* de M. B*** qui lui a procuré sa fortune, et que c'est l'*éducation* de M. N*** qui lui a valu d'être si peu fortuné. »

S'adressant aux parents qui croient devoir envoyer leurs enfants assez tard en pension, sous prétexte qu'étant plus âgés ils feront plus de progrès : « Le contraire arrive très souvent, observe-t-il. L'élève qui se voit devancé par des condisciples plus jeunes que lui de quatre ou cinq ans, n'éprouve pas d'émulation ; souvent il n'a plus d'aptitude à l'étude ; presque toujours il n'y apporte aucune bonne volonté ; quelquefois même il a déjà contracté des habitudes et des goûts dont le souvenir l'occupe plus que ses matières de classe. » D'autres reprennent leurs enfants trop tôt. « Un ou deux ans se sont à peine écoulés que les parents se disent : « Notre fils en sait plus que nous (assez souvent ce n'est pas difficile); il est temps de le retirer de la pension » ; ou bien : « Il est capable de travailler, et à coup sûr nous ne paierons pas un domestique, quand il peut nous épargner cette dépense. D'ailleurs, pour être cultivateur, il suffit de savoir lire, écrire et surtout bien compter. Ce n'est pas avec l'orthographe qu'on achète des terres, etc., etc. » Que pourrions-nous répliquer à des raisonnements aussi péremptoires ? Hélas ! rien, absolument rien.... Aurions-nous l'éloquence de Démosthène et de Cicéron, nous ne saurions rien persuader à ceux qui tiennent ce langage. L'intérêt qui les guide uniquement rendrait inutile tout ce que nous pourrions alléguer en faveur de l'instruction. »

Fatigué de répondre aux objections inspirées par des considérations aussi vulgaires, Barthélemy célèbre avec enthousiasme les avantages de l'instruction. « Y a-t-il rien de plus utile que l'instruction ? s'écrie-t-il dans un *Dialogue* sur ce sujet. Elle est la compagne nécessaire de la fortune. Qu'est-ce qu'une personne riche si elle n'a pas reçu une bonne éducation? Ses richesses, loin de pallier sa misère intellectuelle, font ressortir l'ignominie de son ignorance. Au contraire, la science n'est-elle pas une consolation et même une ressource dans le malheur ? » Se souvenant combien l'instruction lui avait été utile pendant la tourmente révolutionnaire, il ajoutait : « Dans les temps orageux qui pesèrent sur notre patrie, combien de personnes se seraient vues réduites à l'état le plus affreux, si leurs talents ne les avaient soustraites aux horreurs de l'indigence. » A l'heure

actuelle, son exemple était encore une vivante prédication. N'avait-il pas tout fait pour assurer à ses enfants une éducation vraiment distinguée? Et bientôt le succès de ses fils et de ses élèves, les positions brillantes qu'ils occuperont dans le pays, donneraient une confirmation éclatante à cette apologie de l'instruction.

Toutefois le zèle de l'instituteur restait dans la juste mesure. Bien qu'il eût conservé très vif le goût des études classiques et qu'il se fît gloire de son titre de bachelier, Barthélemy se serait bien gardé d'engager indistinctement les enfants à étudier le latin. « Sur cent élèves qui apprennent le latin, disait-il, il y en a au moins la moitié qui ne devraient pas l'étudier et qui feraient beaucoup mieux de s'appliquer à l'étude de la langue française. » A ce propos, il observait que « dans la plupart des collèges, des petits séminaires et des lycées, l'étude de la langue française n'est pas assez suivie, » et rappelait la maxime de Rollin : « L'étude de la langue maternelle doit être la premiere étude. »

Aux Anglais eux-mêmes, Barthélemy parlait de la nécessité d'étudier cette langue française qui était alors, plus que de nos jours, la langue internationale. « La langue française est la plus répandue de toutes les langues, disait-il, de telle sorte qu'en Russie, en Allemagne, en Angleterre, dans tous les États de l'Europe et même dans ceux des autres parties du globe, toute personne qui veut passer pour avoir reçu de l'éducation, doit nécessairement connaître la langue française. Plusieurs causes ont fait de cette langue une langue universelle : 1° Il y a des Français dans toutes les parties de l'univers, et, en général, ils sont aussi bien considérés, pour ne rien dire de plus, que les citoyens d'aucune autre nation; 2° il n'y a dans aucune autre langue une quantité plus considérable de bons livres dans tous les genres; 3° enfin c'est la langue qui offre le plus de ressources et de facilité pour entretenir une conversation spirituelle, gaie, aimable; en un mot, elle réunit tous les agréments possibles. »

Barthélemy communiquait à ses élèves cette estime de la langue française et il leur répétait souvent que le moyen de lui faire honneur vis-à-vis des étrangers était de respecter les

règles de sa syntaxe pour lui conserver son caractère de précision et de clarté.

Mais il est temps d'entrer dans les détails du programme que le maître de Marquise faisait suivre à ses élèves. Le décret organisateur de l'instruction primaire en France parut en 1833. Il portait : « L'instruction primaire est élémentaire ou supérieure. L'instruction primaire élémentaire comprend nécessairement l'*instruction morale et religieuse*, la *lecture*, l'*écriture*, les éléments de *la langue française* et du *calcul*, le *système légal des poids et mesures*. L'instruction primaire supérieure comprend nécessairement, en outre, les éléments de la *géométrie* et son application usuelle, spécialement le dessin *linéaire* et l'arpentage ; des notions de sciences *physiques* et d'histoire *naturelle* applicables aux usages de la vie, le *chant*, les éléments de l'*histoire* et de la *géographie*, et surtout de l'*histoire et de la géographie de la France*. »

Lorsque ce programme fut imposé à la France entière, il était déjà appliqué, et même avec plus de développement, par Barthélemy dans les cours qu'il faisait aux jeunes gens du Boulonnais et du Calaisis.

L'*instruction morale* était tout entière dans les sentences qu'il semait avec tant d'à-propos, ou dans les anecdotes par lesquelles il récompensait l'application de ses élèves. L'enfant accepte mieux cette méthode que le dogmatisme des manuels civiques : la vertu n'a pas vis-à-vis de lui ce ton de pédantisme. Barthélemy enseignait l'*instruction religieuse*, comme on l'a toujours enseignée, comme on doit toujours l'enseigner, c'est-à-dire, par la méthode historique, racontant les bienfaits de Dieu à l'homme à travers le cours des siècles, faisant surtout valoir le grand bienfait de la Révélation chrétienne et affirmant le devoir qui incombe en retour à tout homme de se montrer reconnaissant et chrétien : c'était l'objet de son *Histoire sainte*. Bien que ses premières

études lui eussent procuré une connaissance approfondie des choses de la Religion, il se contentait de suivre la direction tracée par le Catéchisme du diocèse, et de se faire l'écho du doyen de Marquise, M. Bouverne, dont il appréciait le talent et le dévouement.

La lecture, indispensable à tout enfant qui doit nécessairement apprendre les lettres, les mots et les idées, avait une place d'autant plus importante que les pensionnaires anglais devaient s'exercer à rompre avec la volubilité de leur langue pour s'habituer à marteler les syllabes de notre français. C'était un exercice auquel toute la classe prenait part. Par cette lecture à haute voix, intelligente et suivie, Barthélemy apprenait à ses élèves à tirer parti des livres qu'il mettait chaque jour à leur disposition. Combien d'enfants qui lisent beaucoup et qui ne tirent de leurs lectures aucun profit au point de vue de l'orthographe, du style et des idées, parce qu'ils songent moins aux mots, aux phrases et aux pensées qu'au dénouement de l'histoire qui excite leur curiosité. Ainsi chez Barthélemy *la lecture* et *les lectures* étaient également en honneur.

De nos jours, le prix d'*écriture* est peu envié : l'habileté de la main ne se compare pas à l'habileté de l'esprit. Mais si l'on méconnaît théoriquement l'utilité de l'écriture, on la néglige surtout pratiquement. C'est un tort. Bien écrire est pour beaucoup une habitude qui suppose des qualités morales d'ordre, d'énergie et de patience. La graphologie lui a peut-être fait trop dire, mais il n'est que trop vrai qu'on se fait une idée des gens non seulement sur leur style, mais aussi sur leur écriture. L'écriture marque même un certain degré d'éducation : d'où le proverbe « Écrire comme un savetier. » Grotius allait plus loin lorsqu'il disait : « Une mauvaise écriture est une forme du mépris d'autrui, parce qu'elle montre qu'on attache plus de prix à son propre temps qu'à celui des autres.» Barthélemy comprenait cette nécessité. Aussi était-il sévère sur la manière de tenir la plume et les doigts, et lorsqu'il inspectait les devoirs et passait entre les tables, il punissait, d'un coup de règle, la négligence de

ceux dont le cahier n'était pas incliné vers la droite, ou dont le porte-plume ne remontait pas vers l'épaule. Lui-même donnait l'exemple d'une écriture soignée : il formait de grandes lettres lisibles et symétriques, des majuscules élégantes, ou même enjolivait les en-tête des cahiers de ses élèves, réservant ce privilège à leur travail ou à leur application. Il avait gardé cette belle écriture ronde et moulée, en usage au XVIII^e^ siècle, que les Français ont perdue pendant la Révolution, et à laquelle ils ont substitué une écriture *anglaise*.

Barthélemy s'appliqua principalement à l'enseignement de la *Grammaire,* « l'art de parler et d'écrire correctement, » comme dit Lhomond après Quintilien. Pour lui, c'était l'art des arts; car la science de l'orthographe et la régularité des constructions révèlent un homme instruit, tandis que les défauts contraires enlèvent tout charme à une lettre ou à une conversation. Nous verrons ses efforts converger vers ce point; le culte de l'orthographe restera chez lui une passion qui ne s'éteindra qu'avec la vie.

Lire, écrire et calculer a toujours été le fonds invariable des programmes de l'instruction élémentaire. Barthélemy n'eut garde de négliger cette troisième branche; et là, comme partout, il fut essentiellement pratique. Il enseignait le calcul tel qu'il devait servir dans l'usage journalier de la vie. Aujourd'hui on s'est rendu compte de l'utilité des mathématiques; mais, par une réaction exagérée contre les opérations trop mécaniques de l'ancien temps, on s'est presque exclusivement appliqué à la théorie. C'est un excès. On peut calculer sans connaître la théorie des opérations, tandis que la théorie ne sert de rien sans les applications pratiques. Barthélemy exerçait ses élèves à cet art. Il leur expliquait en même temps l'arithmétique si compliquée des Anglais, tout en faisant valoir la supériorité du système décimal que ses élèves transporteront en Angleterre dans la pratique de leurs affaires.

Les exercices de grammaire fournissaient à Barthélemy l'occasion de glisser dans l'esprit de ses jeunes élèves

quelques notions de *Littérature;* mais c'est surtout dans l'enseignement de l'*Histoire* qu'il trouvait l'occasion de leur communiquer les idées et les connaissances utiles à l'homme et au citoyen.

La *Géographie* ne lui était pas moins familière; il comprenait qu'elle est nécessaire à l'histoire au même titre que la chronologie. Bien plus, reconnaissant que l'enfant ne peut rien comprendre à la description de la terre, de ses productions, à ses diverses régions, sans avoir quelques notions sur le monde planétaire et sur notre planète terrestre en particulier, il parlait à ses élèves de la terre, de sa forme, de sa beauté, et surtout les faisait remonter du spectacle de l'univers à Dieu, l'Auteur et le Consommateur de tout bien.

Les arts d'agrément trouvaient aussi leur place dans le programme de l'école de Marquise. Le *dessin linéaire*, le dessin de tête et de paysage, la *musique* et le *chant* y étaient en honneur. Barthélemy savait que la culture de ces arts est utile aux élèves dès le collège, en leur procurant une variété de travail, une distraction, un attrait et une récompense. De plus, les chants bien choisis gravent dans l'esprit et dans le cœur des pensées nobles et des sentiments élevés, que la cadence musicale rappelle ensuite à la mémoire. Et plus tard la culture des beaux-arts sera pour ces jeunes gens un puissant préservatif contre l'oisiveté et les plaisirs dangereux.

Il nous a été facile de reconstituer ce programme, car le maître lui-même a laissé les livres dans lesquels il consignait les progrès de sa science et de son enseignement. Cet ensemble de manuels constitue ce que Barthélemy appelait son *Cours d'instruction.*

Dès l'année 1789, on s'était inquiété, en France, du manque de livres élémentaires. « Dans la plupart des établissements d'instruction, avait déclaré à la Convention le rapporteur, d'Arbogast, la plupart des livres sont au-dessous de l'état de la science; ils sont transcrits sous la dictée du maître, ce qui entraîne la perte d'un temps précieux. Le défaut ou la

disette de bons ouvrages élémentaires a été jusqu'ici un des plus grands obstacles au développement de l'instruction. » On avait formé des commissions, institué des prix pour encourager les auteurs; mais ces encouragements n'avaient abouti qu'à de faibles résultats. D'ailleurs, les idées répandues dans ces livres se ressentaient trop de l'esprit de l'époque où ils avaient été écrits. Barthélemy prit donc le sage et généreux parti de composer lui-même son *Cours d'instruction*. Sans compter ni les longues veilles, ni les frais considérables que ce travail devait entraîner, il se mit résolument à l'œuvre. Ses classiques auraient au moins l'avantage d'être mieux adaptés aux circonstances particulières où se trouvaient ses élèves, et permettraient aux Anglais de s'initier graduellement à une langue à laquelle ils n'avaient pas été habitués dès l'enfance.

Le premier livre à composer était une *Grammaire*. C'est par là que Barthélemy commença. « Pendant la première année, raconte-t-il lui-même, je m'appliquai à composer ma grammaire. Je fis venir une grande partie des ouvrages annoncés dans les gazettes, que je présumais pouvoir me donner de bons documents sur notre belle langue. Je puisai d'utiles renseignements dans quelques-uns; beaucoup d'autres me furent à peu près inutiles. » Somme toute, il prit pour modèle le bon Lhomond, dont les définitions si lucides, l'esprit pratique et les sentences morales allaient si bien à son caractère. Il le compléta par des observations et des renseignements que lui fournirent surtout le *Traité des Synonymes de l'abbé Girard*, augmenté par M. Bauzée, et le *Dictionnaire de M. Roland*, « deux ouvrages très précieux pour vous, disait-il à ses élèves, et que moi-même je lis encore très souvent.»

En 1841, Barthélemy pourra se rendre ce témoignage : « Depuis trente-deux ans que j'exerce, j'ai consulté et lu très attentivement les grammaires qui m'ont paru les meilleures, telles que celles de MM. Lhomond, Wailly, Domergues, Lequien, Régnault, Bastions, Lehodey, Le Tellier, Roland, la Grammaire des Grammaires, etc., etc. Pour l'étude de la langue française, peu de personnes ont rempli mieux que moi la maxime :

Nocturnâ versate manu, versate diurnâ. »

Barthélemy s'en rapportait également aux décisions de l'Académie Française, qui, au début de ce siècle, fit d'importantes modifications dans l'orthographe d'une foule de mots, tels que « françois, sçavoir, fluste, savans, tems, loix, licols, etc. » Lui-même modifia sa manière d'écrire et se conforma au verdict de la docte assemblée. « L'orthographe ne saurait varier au gré des écrivains, remarque-t-il, sans quoi il faudrait que le lecteur change de méthode chaque fois qu'il change de volume. La lecture, devenue un travail, cesserait d'être un plaisir. Il faut donc qu'un corps littéraire, éloigné par son organisation de la mobilité et du caprice des particuliers, veille sur le double dépôt de la grammaire et de l'orthographe, car rien n'est plus propre à discréditer une langue que l'instabilité et l'altération dans ces deux parties de son mécanisme. Ces raisons nous ont fait préférer l'orthographe de l'Académie à celle de quelques auteurs rebelles à son autorité. En suivant le système de ces novateurs, nos écrivains des deux derniers siècles seraient bientôt illisibles ou ils auraient besoin d'être corrigés. Laissons à notre orthographe quelques défauts pour ne pas la livrer à beaucoup d'abus. A force de changer, on dénature. Si nous cessons d'orthographier comme Boileau, Racine et Fénelon, nous cesserons bientôt d'étudier ces grands modèles. »

Tout en se soumettant aux prescriptions de l'Académie, Barthélemy Monteuuis ne se gênait pas pour faire ses réserves et ses critiques. « Que dirons-nous des mots « *orgues, délices,* » observe-t-il, qui sont masculins au singulier et féminins au pluriel? du mot *gens,* qui veut au masculin l'adjectif qui le suit, et au féminin l'adjectif qui le précède, en sorte que le mot *gens* est masculin et féminin dans la même phrase. Ainsi l'on dit : Ces bonnes gens sont contraints de partir. Vous voyez *bonnes* au féminin et *contraints* au masculin! Que voulez-vous! c'est l'usage. *Sic voluêre patres.* Il faut accepter notre orthographe avec ses difficultés, ses bizarreries, ses contradictions réelles ou apparentes, jusqu'à ce qu'on l'ait réformée ou simplifiée, ce qui demandera encore quelques années et peut-être quelques siècles. » — « On pourrait aussi faire une réforme sur les participes passés et sur quelques autres parties du discours, ajoute-t-il, en sorte que notre langue, qui est maintenant la langue universelle, serait en même temps la langue la plus facile à apprendre. » Puis, se répondant à lui-même, ou plutôt, aux élèves à qui il prête ces objections : « Vos propositions

sont bonnes jusqu'à un certain point, observe-t-il; il n'y manque qu'une petite chose, l'assentiment de l'Académie Française. En attendant qu'elle vous appelle à ses réunions et que vous puissiez émettre vos propositions *facilitantes* (passez-moi cette expression), il faut acquiescer à toutes les difficultés qu'offre encore notre langue, et faire tous vos efforts pour les vaincre. »

Barthélemy trouva surtout les éléments de ses ouvrages dans ses réflexions et observations personnelles. Il relevait les fautes le plus souvent répétées dans les thèmes, observait les questions les moins comprises dans la récitation des leçons, signalait les règles d'une application plus constante; puis, mesurant ses développements à l'intelligence de ses élèves, il leur dictait ses premiers essais; enfin il rédigeait son travail d'une façon définitive après avoir renouvelé plusieurs fois cette expérience; en un mot, il mettait sa pratique en théorie.

La composition de nombreux ouvrages semblait incompatible avec les occupations d'un maître enseignant lui-même et toujours présent aux exercices de ses élèves; mais Barthélemy Monteuuis, ne trouvant aucun loisir pendant le jour, prit sur ses nuits le temps nécessaire à ce travail. « Je me couchais aussitôt après les élèves, à huit heures et demie ou neuf heures, raconte-t-il; mais, en revanche, j'étais au travail dès trois heures du matin et j'écrivais jusqu'à la prière des élèves. » A cette occasion, l'aimable vieillard se félicite de cette méthode et invite les autres à la suivre : « Que le travail du matin est préférable à celui du soir. Après six ou sept heures de sommeil, les sens sont rafraîchis, la tête est calme, le jugement sain; d'un autre côté, tout est paisible, la nature est en silence. Tout contribue donc à favoriser le travail matinal de l'esprit : *Quando natura silet, ingenium libenter parit.* Mettez cette sentence en pratique, mes enfants, vous vous en trouverez bien. »

Ces travaux et ces veilles n'avaient pas été stériles. Deux ans s'étaient à peine écoulés que Barthélemy offrait à ses élèves et à ses collègues dans l'enseignement une Grammaire simple et pratique, facile à comprendre et à retenir. « Des *Eléments de grammaire* composés pour des enfants, ne peuvent contenir tout ce qu'il y aurait à dire sur la langue française, remarque-

t-il. Le professeur supplée à ce qui n'est pas écrit par ses explications et ses digressions, toutes les fois que l'occasion s'en présente. »

Les autorités les plus compétentes s'accordèrent à reconnaître à la *Grammaire* de Barthélemy, l'ordre, la méthode, la simplicité, la clarté, toutes qualités réclamées par Fénelon dans son *Projet de Grammaire* à l'Académie. « J'ai lu vos *Éléments de Grammaire française,* écrivait, le 16 novembre 1812, M. Félix Nogarel, directeur général de l'Imprimerie et de la Librairie, et je serais fort aise d'en avoir un exemplaire pour mon fils, qui n'est pas assez avancé pour s'enfoncer dans le fatras d'autres ouvrages à prétention et très volumineux dans ce genre, qu'on ne saurait trop *simplifier,* ce à quoi il me paraît que vous avez bien réussi. Vous témoigner le désir d'avoir votre livre, c'est y donner mon suffrage. Vous aurez, je pense, celui de beaucoup d'autres personnes qui n'aiment ni le fatras ni les embarras. »

Les instituteurs et les institutrices, les maîtres et les maîtresses de Pension accueillirent ce Manuel avec reconnaissance, et une seconde édition succéda bientôt à la première.

Dans l'esprit de l'auteur, la première édition était une œuvre à compléter et à perfectionner. C'est pourquoi il provoquait sans cesse les interrogations de ses élèves. « S'il se présente une phrase ou un mot que vous ne comprenez pas bien, leur disait-il, demandez aussitôt l'explication. » De ce travail d'expérimentation sortit en 1818 une deuxième édition de la Grammaire dont l'auteur avait le droit de dire : « Je n'ai rien négligé pour donner à ma Grammaire toute l'utilité possible. » Ayant observé que la plupart des difficultés pour les enfants et pour les étrangers venaient de la conjugaison des verbes irréguliers et surtout de l'accord des participes passés, il s'était plus particulièrement appliqué à ces deux points. « Dans ces éléments de grammaire, je me suis attaché aux chapitres des Verbes et à celui des Participes. Je crois avoir traité ces deux parties si importantes de la Grammaire avec toute l'étendue, la clarté et la méthode possibles. »

Dans un but éminemment pratique, le professeur ajouta

aux règles de la syntaxe une liste des *mots qui offrent aux commençants des difficultés* pour l'orthographe, puis une autre liste des *mots d'un genre peu connu* tels que apologue, centime, emblème, légume, ongle, etc., et enfin *un recueil des homonymes auriculaires*, ou mots d'une prononciation presque identique, mais d'un sens et d'une orthographe très différents. « Ceux qui se connaissent en instruction apprécieront l'avantage que l'on peut retirer de la série de ces questions, observe Barthélemy. Puissé-je avoir atteint le but que je me suis proposé de faciliter aux commençants l'étude de la langue française. » Et en effet, Barthélemy avait bien mérité et de l'Enfance et de la Langue française.

Le maître s'était d'autant plus ingénié à rendre cette édition de sa Grammaire simple et pratique qu'il la dédiait au Major-Général lord Edward Somerset, chevalier commandeur de l'Ordre du Bain, chevalier de l'Ordre militaire de Marie-Thérèse... qui lui avait demandé sa fille Joséphine pour faire l'éducation de ses jeunes nièces. « J'ai été extrêmement flatté de l'honneur que vous avez fait à ma petite Joséphine, en la choisissant pour enseigner la langue française à vos aimables nièces, lui écrivait-il. Malgré son extrême jeunesse, je suis persuadé qu'elle mettra tout en œuvre pour justifier votre choix, et je ne doute nullement que ses efforts pour atteindre un si noble but ne soient couronnés de succès. Je vais livrer à l'impression la Grammaire française dont ces demoiselles doivent se servir, et je ne puis la faire paraître sous de plus heureux auspices, qu'en la dédiant à leur oncle respectable, qui a de si justes droits à notre reconnaissance. »

Anglais et Français accueillirent ce travail avec une égale satisfaction. « J'ai lu avec intérêt les *Éléments de Grammaire française* que vous avez rédigés pour les élèves de votre maison, écrivait l'évêque d'Arras, Mgr de la Tour d'Auvergne. Le plan de votre livre est très méthodique; les principes de notre langue y sont présentés d'une manière claire et facile à saisir. Dans le chapitre des participes, qui est ordinairement l'écueil de nos grammairiens, vous donnez des règles simples et sûres, au moyens desquelles vos élèves peuvent apprendre en peu de temps à orthographier cette espèce de mots. »

Cependant Barthélemy avait craint que ces suppléments ne

fissent perdre de vue le principal objet de sa Grammaire, à savoir « l'étude des règles de la langue française » ; et bientôt il en détacha les dernières additions dont il forma deux ouvrages différents. En 1820, sous le titre de *Memoranda ou Deuxième partie de la Grammaire française*, il publia ses observations sur les *participes passés*, sur *tout, même, quelque;* et dans une *Troisième partie* ou *Suite du Memoranda*, ses recueils de *mots à difficultés,* de *noms au genre équivoque* et d'*homonymes auriculaires.* Il y ajouta un traité pratique sur *les locutions vicieuses et leurs corrections* que beaucoup étudieraient encore aujourd'hui avec fruit, comme on peut en juger par les indications suivantes : « Ne dites pas : « *C'est tant pire* pour vous », mais : « C'est tant pis pour vous » ; « *une centime* », mais « un centime » ; « *le glaire d'œuf* », mais « la glaire d'œuf » ; « *une paraphe* », mais « un paraphe » ; « *la vie durante* », mais « la vie durant » ; « *je m'en rappelle* », mais « je me le rappelle. » — Ne dites pas « *monter en haut, descendre en bas,* », mais simplement « monter ou descendre. » Ne dites pas « *une affaire conséquente* », mais « une affaire importante » ; « *cette fille a l'air contente* », mais « cette fille a l'air content » ; « *tu as acheté bon marché* », mais « tu as acheté à bon marché » ; « *c'est moi qui a venu* », mais « c'est moi qui suis venu » ; « *ce n'est pas de sa faute si* » ; mais « ce n'est pas sa faute si » ; « *une écosse de pois* », mais « une cosse de pois » ; « *je lui ai entendu dire* », mais « je l'ai entendu dire » ; « *après quoi cherchez-vous?* » mais « que cherchez-vous? » Descendant dans les détails les plus familiers, il disait encore : « Ne prononcez pas *indigession,* mais indigestion ; *baromette,* mais baromètre ; *pantouffes,* mais pantoufles, etc., etc. »

Tous ceux qui s'intéressaient au progrès de la langue française et à l'éducation de la jeunesse félicitèrent Barthélemy Monteuuis de ce nouveau travail. Le 16 avril 1821, le baron Siméon, préfet du Pas-de-Calais, lui écrivait : « La clarté et la simplicité avec lesquelles vous exposez les principes de notre langue me paraissent devoir rendre votre ouvrage utile dans les écoles; je suis charmé que le département du Pas-de-Calais ait des maîtres qui s'occupent à maintenir la langue française dans sa pureté et à en rendre la connaissance facile. »

Barthélemy Monteuuis évita dans ses Grammaires un écueil contre lequel échouaient la plupart des grammairiens de son époque : la cacographie. En effet, au début de ce siècle, on usait beaucoup de cette méthode qui consiste à enseigner l'orthographe et la syntaxe au moyen de phrases et de mots écrits incorrectement que l'élève est chargé de corriger. Barthélemy comprit aussitôt qu'exposer aux yeux des enfants une orthographe incorrecte, c'est leur faire perdre le bénéfice de la mémoire des yeux et les jeter dans une perplexité sans fin. Toutefois il usa d'une cacographie modérée, qui, tout en ayant l'avantage de rompre avec l'exercice grammatical, n'engendre pas le trouble dans l'esprit, et se borne à proposer une faute, ou plutôt, un genre de faute aux corrections de l'enfant, comme dans cette phrase : « Si tu désob*éit*, ton père te puni*ras*. » Cette cacographie se pratique encore aujourd'hui d'une façon plus discrète lorsqu'on substitue au mot mal écrit un mot incomplet : « Si tu désobé..., ton père te punir.... »

Barthélemy poursuivit jusqu'à la fin son travail de réflexion et d'expérience. Les sept éditions de sa Grammaire marquèrent chacune un pas en avant dans la voie du progrès. Il est beau de trouver chez un homme assez de constance et de ténacité pour s'astreindre à revoir, à travailler une même grammaire pendant des années entières. Barthélemy eut cette patience et ce courage ; pendant trente ans, il corrigea et réduisit sa Grammaire, au point que la septième édition de 1841 est plus simple que l'édition de 1812.

Le vieux professeur avait été aidé, dans ce travail, par le concours d'anciens élèves, qui, au sortir de la pension de Marquise, étaient devenus professeurs à leur tour. « Je vous rappelle à tous, écrivait-il dans une de ses Préfaces, et plus particulièrement à ceux qui enseignent, que vous me ferez plaisir de m'informer des découvertes nouvelles que vous auriez faites sur la grammaire, ou sur toute autre partie de notre *Cours d'instruction*. Celui qui étudie avec beaucoup d'attention, découvre de temps en temps quelque chose de nouveau, même dans les sujets qui ont été traités si souvent qu'ils semblent épuisés. On trouve toujours à

moissonner dans le vaste champ de la science. » Plus ami de la vérité que de sa gloire, le modeste grammairien provoquait lui-même la contradiction : « Je répète que je répondrai aux observations que l'on voudra bien m'adresser, relativement à ma *Grammaire,* à mon *Discenda* et à mon *Memoranda,* et que je rectifierai les erreurs que j'aurai commises. »

Barthélemy trouvait aussi de précieux renseignements dans les entretiens pédagogiques qu'il avait parfois avec ses deux fils Isidore et Marc, maîtres de pension à Guînes et à Bourbourg. Ceux-ci venaient assez souvent visiter leur père, et la conversation roulait tout naturellement sur les études et la Grammaire. Ces discussions techniques duraient parfois trop longtemps au gré de leur mère Geneviève Broutta, qui, jalouse de posséder ses enfants, interrompait la discussion en s'écriant : « Allons, papa, allons, mes enfants. Avez-vous bientôt fini de parler participes? »

La Grammaire ne comprenait pas tout le Programme de Barthélemy Monteuuis. Sans doute il était difficile de faire voir toutes les matières de l'enseignement dans le court espace de temps que lui consacraient ses élèves; mais le dévoué professeur s'était efforcé de remédier à cet état de chose. « Depuis dix ans, écrivait-il en 1820, je travaille à réunir dans un *Cours d'instruction* mis à la portée des élèves, les connaissances les plus utiles à acquérir. Je vais livrer à l'impression quelques sujets de ce *Cours d'instruction* suivi dans mes établissements et dans ceux de mes deux fils, maîtres de pension à Guînes et à Bourbourg. » Puis, dans un colloque assez naïf avec son petit livre, il lui fait dire : « Vous conviendrez, maître, que vous m'avez donné un singulier nom : *Discenda!* — Je pense que vous devez en être content. Y a-t-il rien de plus distingué qu'un nom que j'ai été chercher dans les gérondifs en dus, da, dum? *Discenda* signifie *Choses à apprendre.* Or il est utile, je pense, que certaines personnes apprennent et que d'autres se rappellent les objets que tu traites. N'ayant pas réussi à rendre mon idée dans un seul mot français, j'ai eu recours à la langue latine, à laquelle depuis trente ans nous avons fait un grand nombre d'emprunts.

» *Indocti discant et ament meminisse periti.* »

En effet, l'étude des matières traitées dans le *Discenda* n'était pas moins utile aux maîtres qu'aux élèves, aux gens du monde qu'aux enfants assis sur les bancs de l'école.

Après avoir résumé les faits de l'histoire ancienne, nécessaires à l'intelligence de notre histoire nationale, Barthélemy s'étend sur l'« Histoire de France. » Il ne se contente pas d'épuiser la longue liste des rois Mérovingiens, Carlovingiens, Capétiens, de signaler leurs surnoms et les dates de leur règne, mais il prodigue des détails instructifs qui trouvent à peine place aujourd'hui dans nos histoires les plus complètes, racontant l'origine des cloches, des verrières, des orgues, l'usage des cheminées, des résines, des bougies, du linge, de la monnaie, des billets de banque, des postes aux lettres, etc., etc. L'intérêt du récit est plus vif encore lorsque Barthélemy dit les évènements dont lui-même a été le témoin et souvent la victime, l'abolissement de la royauté, les crimes de la Convention, qui osa condamner à mort son propre roi. « Le 21 janvier 1793, l'infortuné Louis XVI eut la tête tranchée. Des scélérats s'emparent de toutes les fonctions; ils dénoncent, ils font incarcérer, guillotiner un nombre infini de citoyens, sans respect pour l'âge, le sexe et le mérite; ils s'enrichissent de leurs dépouilles, le sang ruisselle de toutes parts. Enfin, après dix-huit mois de brigandages, l'infâme Robespierre, chef des terroristes, paie lui-même de sa tête ses forfaits horribles. » Barthélemy se contente de résumer l'histoire héroïque de Napoléon, reconnaissant sincèrement son génie et déplorant l'excès de son ambition. Enfin, arrivant à Louis XVIII, il le félicite d'avoir donné la paix à la France et au monde, et termine son récit en ces termes : « La France, sous le gouvernement d'un roi pacifique, se remet peu à peu des pertes énormes qu'elle a subies et des sacrifices considérables qu'on lui a imposés. Après de si grandes secousses, il n'est pas surprenant qu'elle ne jouisse point encore du bonheur et de la prospérité que lui permettent son sol heureux et l'industrie de ses habitants.... Tout Français qui est pénétré de l'honneur attaché à ce titre malgré nos infortunes, tout étranger même (s'il est impartial) se persuadera facilement que ce beau royaume, surnommé par M^me^ de Staël la patrie des arts, de la gloire et du génie, sera toujours inépuisable en

talents et en courage, et qu'après de si rudes épreuves et de si mémorables vicissitudes, la France verra renaître dans son sein, et des héros, lorsqu'ils seront nécessaires, et des grands hommes dans tous les genres. »

Les pages les plus pratiques du *Discenda* sont celles qui forment une sorte de Manuel de Législation et de Droit, ouvrage d'autant plus nécessaire que le Code Napoléon avait brisé avec le droit coutumier. L'ancien greffier y passe en revue tous les actes civils ou commerciaux qui peuvent se faire sous seing privé, tels que *bails, quittances, prêts, ventes, procurations, autorisations, mandats, testaments, billets à ordre,* etc., etc., et il en indique les conditions et les formalités. Barthélemy attachait une grande importance à ces notions de jurisprudence. « Le secret dans les affaires, dit-il, est souvent indispensable pour en assurer le succès. Il est donc de la plus grande utilité de pouvoir faire soi-même ses affaires, sans être obligé de les confier à d'autres personnes. Aussi des hommes éclairés m'ont dit qu'ils regardaient le présent ouvrage comme un des plus utiles parmi ceux qui forment mon *Cours d'instruction.* »

Dans ce même Manuel, Barthélemy résumait une science qui n'a pas encore dans les programmes l'importance qu'elle devrait avoir : la *Cosmographie.* Il dit à ses élèves la place de la terre dans l'univers, ses rapports avec la lune, le soleil, les étoiles, sa rotation sur elle-même, sa marche autour du soleil; puis il explique les éclipses, les jours, les mois, les saisons, les variations d'heure, de température, les phases de la lune, les comètes; enfin, se restreignant à notre globe, il parle de la terre, de sa forme, de la distribution des eaux, de la rosée, de la neige, de la glace, des météores, des marées, du tonnerre, des vents, etc. Le Manuel s'achevait par des notions de Géologie, de Botanique et de Zoologie.

Ce recueil à la fois si simple et si complet révélait une profonde connaissance des besoins de l'enfance et de l'homme; aussi emporta-t-il tous les suffrages. « J'ai vu hier le nouvel ouvrage que vous venez de publier, écrivait Monseigneur de la Tour d'Auvergne le 7 septembre 1820; je le trouve solide et très propre à atteindre le but que vous

vous proposez. Je vous félicite de vos succès dans cette sorte d'ouvrage, et je ne puis que m'applaudir d'avoir dans mon diocèse un professeur qui sait si bien faire servir ses connaissances à l'avancement de l'instruction primaire. »

Dans les dernières lignes de son *Discenda,* Barthélemy annonçait une *Géographie descriptive* qu'il ne tarda pas à publier. Avec quelle aisance et quel intérêt il développe ces matières abstraites, faisant connaître les bornes de la France et des divers pays par un voyage en mer ou une ascension dans les montagnes, rattachant à chaque contrée, à chaque département, à chaque ville importante quelques noms célèbres qui complètent la Géographie par l'Histoire et leur procure ainsi à toutes deux un secours mutuel !

Tel fut le *Cours d'instruction* que composa Barthélemy et qu'appliquèrent à Marquise le vénérable patriarche lui-même et à Bourbourg ses fils et petits-fils, Marc et Ferdinand Monteuuis (1).

Les résultats d'une telle méthode ne pouvaient manquer d'être excellents. Si l'homme qui se contente d'approfondir un bon livre est supérieur à ceux qui se perdent dans un fatras de travaux contradictoires, quel avantage n'était-ce pas pour les élèves de Barthélemy d'avoir entre les mains des livres tous animés d'un même esprit et convergeant vers un même but. Ne pouvaient-ils pas bénéficier de l'adage : « *Timeo hominem unius libri* »? Eux-mêmes comprenaient cet avantage lorsque, dès 1819, ils disaient dans un dialogue de Distribution des Prix : « Nous avons lieu d'espérer que dans ce bourg, surtout lorsque les élèves des deux pensionnats formeront la partie notable des habitants, on parlera bon français. C'est de nous, des élèves qui ont précédé, de ceux qui nous suivront qu'il dépend que cet heureux pronostic soit réalisé. Il le sera si nous

(1) En 1843, M. Marc-Ferdinand Monteuuis, son fils, maître de pension à Bourbourg, faisait la synthèse de cet enseignement dans un *Questionnaire de Grammaire, d'Histoire et de Géographie.* — En 1857, M. Ferdinand Monteuuis, petit-fils de Barthelemy, bachelier ès lettres, instituteur du degré supérieur, rééditait les *Notions d'Astronomie et de Géographie.* — En 1876, il faisait une nouvelle édition des *Éléments de Grammaire française.*

mettons à profit les bons principes que l'on nous donne. » Le maître lui-même pouvait dire en 1841 : « J'ai été jusqu'ici récompensé de mes peines par les progrès que beaucoup d'entre vous ont faits, principalement ceux qui, comme moi, se sont voués aux honorables mais pénibles travaux de l'enseignement. »

Tous constataient les progrès des élèves de l'un et l'autre pensionnat et rendaient hommage à la science et au dévouement de l'Instituteur. Déjà en 1820, le Rapport de la Société d'agriculture, du commerce et des arts de la ville de Boulogne opposait « au dégoût, à la surcharge de ces grammaires trop volumineuses et compliquées d'observations, les impressions simples et graduelles que laisse sur l'esprit une bonne méthode d'enseigner. Faciliter aux jeunes gens et aux jeunes personnes l'étude pénible des éléments et des principes de la grammaire, applicables à la plupart des langues, c'est leur rendre un très grand service, et c'est ce qu'a tenté et exécuté M. Monteuuis dont on ne saurait trop encourager le zèle. »

L'*Histoire de Boulogne et du Boulonnais*, qui parut à cette époque, mentionne à la gloire de Marquise « une excellente maison d'éducation tenue par M. Monteuuis, auteur de plusieurs Manuels qui lui ont mérité les éloges et l'approbation des gens instruits » (1).

La joie de ces succès et surtout la conscience d'avoir ardemment travaillé pour la cause de l'Instruction primaire qui était encore à ses débuts, explique le sentiment de légitime orgueil avec lequel le maître de pension se proclamait l'*auteur de tous les ouvrages qui composent son Cours d'Instruction.* Ce même sentiment lui faisait dire plus tard : « Dans mes vieux jours, j'aime à me reposer sur cette pensée que c'est dans nos deux pensionnats que l'élite des habitants de notre bourg et des environs a puisé les avantages de l'instruction, que c'est peut-être en partie à mes soins assidus et à mes travaux classiques que Marquise doit l'état de civilisation où il se trouve, civilisation, selon moi, plus avancée que dans les autres bourgs ou les petites villes de notre département. » — « Et vous, chers élèves, écrit-il à la dernière page de son *Journal,* quand l'âge aura

(1) *Précis de l'histoire de Boulogne-sur-Mer et de ses environs, depuis les Morins jusqu'en 1814,* par P. J. B. Bertrand, t. II, p. 199-200.

mûri votre jugement, vous apprécierez mieux qu'aujourd'hui les justes droits que j'ai acquis à votre estime, à votre reconnaissance et à votre affection par toutes les peines que me coûte l'instruction soignée que vous trouvez ici. Puissiez-vous en profiter autant que je le désire, faire ainsi la gloire de votre professeur, la joie de vos parents, et devenir un jour les soutiens et les ornements de la société, à qui vous devez compte des avantages qui vous sont offerts.»

G. MONTEUUIS.

(La suite prochainement.)

BIBLIOGRAPHIE

J. Didiot, *Morale surnaturelle fondamentale,* in-8°, XII-606 pages. Lille, 1896, A. Taffin-Lefort.

Un traité de morale, non laïque, mais surnaturelle, qui paraît au moment où le vice étale partout son impudent triomphe, au moment où les forces du bien réputées vives encore cèdent sans resistance, n'est-ce pas une surprise, un défi ? — L'auteur a sans doute jugé l'heure d'autant plus opportune pour rappeler à un monde oublieux les principes toujours solides de l'éternelle justice, pour montrer à tant d'hommes qui se croient sages et se trompent le but de la vie et par quelles voies nous devons chercher à l'atteindre.

Le traité de la *Morale surnaturelle* de M. le chanoine Didiot fait partie de son grand cours de théologie parvenu dès lors à son troisième volume.

Après les traités de la *Logique surnaturelle subjective* et *objective,* celui de la *Morale fondamentale* dégage les abords d'une série nouvelle de très importantes questions. Parfaitement distincte sous certains rapports, la morale se rattache par des liens étroits aux doctrines déjà exposées. « Nous faisons, dit M. Didiot, une œuvre de science, d'intelligence, non pas dans l'ordre principalement spéculatif de la *Logique* et de la *Métaphysique surnaturelles,* mais dans cet ordre pratique où la volonté divine et la volonté humaine se réunissent pour l'union sainte et féconde de la grâce et de la liberté.

» Dans ce mystère, il n'y a pas que des faits à observer, que des détails à connaître, que des prescriptions à suivre. Il y a des notions très lumineuses à acquérir, et à faire resplendir sur les innombrables mais souvent obscurs phénomènes dont notre vie morale se tisse pour ainsi dire chaque jour. C'est pourquoi, tout en constatant fréquemment, dans cette *Morale surnaturelle,* l'utilité de la casuistique et la nécessité des sciences juridiques, nous entendons demeurer fidèle à l'idéal, à la méthode de la théologie proprement dite. Telle est la pensée des plus grands Docteurs de l'Église, de saint Thomas d'Aquin surtout. Pour eux, la morale ne diffère pas essentiellement du dogme. La *Somme théologique,* comme l'œuvre du *Maître des Sentences,* ont intimement uni et presque confondu la théologie morale avec la spéculative (1).

» Cette fusion, ajoute l'auteur, avait communiqué à la morale une certitude et une évidence qui manquent à la pastorale, à la casuistique et au droit canonique quand

(1) Préf., p. VI.

on les isole des principes généraux ; on n'a pu négliger les anciens moralistes, sans atteindre les mœurs elles-mêmes. Si l'apologétique, obligée d'entreprendre la défense de la morale catholique, veut justifier avec succès les lois de la conscience et de la société chrétienne, elle doit avant tout les étudier à fond, en connaître les bases et les raisons vraies, en saisir les intimes harmonies entre elles et avec la nature humaine.

» La curiosité scientifique, ou du moins le goût de la critique, se répandent partout, dans toutes les classes sociales. On veut savoir la raison dernière de toutes les règles de la morale, le motif de toutes les décisions des casuistes et des pasteurs. On se refuse très généralement à obéir sans comprendre et sans juger.... L'expérience quotidienne prouve qu'aux œuvres de casuistique, il faudrait ajouter désormais une théologie morale rigoureusement scientifique, telle que nous la possédons heureusement dans les admirables écrits des docteurs scolastiques. »

En suivant les voies ouvertes par le génie incomparable de saint Thomas d'Aquin, l'auteur obéit aux conseils et aux exemples du glorieux pape Léon XIII : c'est à l'angélique Docteur que le Souverain Pontife emprunte les formules et la méthode de son magistral et tout-puissant enseignement. Saint Thomas a passé dans l'âme de Léon XIII, comme on disait au moyen-âge que saint Augustin avait passé dans l'âme de saint Thomas.

Le titre de *Morale fondamentale* en traduit exactement le but et la méthode. Le but, c'est la science du *bien* qui est Dieu ou le divin ; cette science est acquise par voie de travail intellectuel et de déduction logique, c'est la méthode. Le terme de *morale surnaturelle* achève enfin de circonscrire et de préciser l'objet de cette étude.

L'auteur examine successivement en cinq grands chapitres ou divisions de premier ordre la moralité en soi, le sujet, l'objet, la règle de la moralité, et enfin par voie d'opposition le défaut de moralité (le péché et le vice).

Quand on est sorti de ces premières définitions et distinctions, on se trouve largement dédommagé de l'aridité du début par l'importance des questions contenues sous des titres peu significatifs au premier abord. A propos de la moralité en soi, nous abordons les divers systemes de *morale indépendante ou sans Dieu*. Cette question est traitee avec une ampleur et une solidité remarquables. Résumer l'argumentation de l'auteur contre les tenants de cette morale diminuée, c'est l'affaiblir. Citons cependant quelques traits de la conclusion ; ils inspireront le désir de lire ce chapitre *in extenso*. « On ne saurait donc le nier, l'idée de moralité bonne et béatifiante inclut nécessairement un élément religieux, un rapport avec Dieu ; et la morale athée ou indépendante de Dieu est manifestement incomplète et mauvaise. Elle est incomplète, parce qu'elle néglige une condition essentielle de la nature humaine, — sa destination au service et à la louange de Dieu. Elle est mauvaise, parce qu'elle détourne les moyens de leur fin.... » La suppression du rapport de la vie humaine avec Dieu entraîne fatalement le vide et l'abaissement des intelligences, l'inquiétude et le trouble des cœurs, la violation des droits mutuels les plus délicats et les plus chers, le bouleversement fréquent et la continuelle instabilité des nations.... « Cette morale diminuée, décapitée surtout, conserve quelques parcelles de bien et procure à ses sectateurs quelques débris de bonheur terrestre dont ils déclarent se contenter, dont ils font même avec grand bruit parade et ostentation. Mais, de ce qu'ils se soient décidés à ne vivre que d'une façon demi-humaine, à ne jouir que d'une perfection et d'une félicité misérables, réduites à un temps très court et à des objets très infimes, ils n'ont pas le droit de conclure qu'ils ont la *vraie* moralité et la *vraie*

morale. Un système aboutissant à perdre eternellement des âmes qu'attendait un éternel bonheur, est un système homicide. Un système empêchant l'homme de jouir des admirables richesses de l'ordre surnaturel, est manifestement un système de dégradation et de déchéance morales (1). »

Nulle part on ne voit mieux qu'ici la connexion intime du dogme et de la morale. A mesure que la connaissance des grandes vérités dogmatiques diminue dans les individus et dans la société, la moralité, les mœurs publiques et privées s'altèrent et se dégradent. On ne saurait donc trop féliciter M. le chanoine Didiot d'avoir fait si bien ressortir cette relation essentielle et d'en avoir fait la base de son traite de morale.

La morale indépendante reconnue insuffisante et condamnée, il faut chercher plus haut, en Dieu, créateur et fin nécessaire de tout ce qui existe, la règle souveraine et le type de la moralité humaine. Tous les êtres finis sont des *moyens* pour Dieu ; mais dans l'ordonnance générale de l'univers, il y a une divine hiérarchie ; au dessus des êtres inconscients, l'homme doué de liberté et capable de mérite doit tendre vers Dieu par un acte libre de sa volonté, entraînant avec lui dans cette ascension toutes les créatures inférieures. Ces relations entre Dieu, *être-fin,* et les créatures, *êtres-moyens,* constituent la base essentielle, comme elles fournissent la notion précise de toute *obligation* et de tout *devoir* pour l'homme, soit envers Dieu, soit à l'égard des autres créatures.

Tous les systèmes de morale indépendante dérivent d'un sentiment au fond très bas et très vulgaire, de l'égoisme. La morale surnaturelle en donnant la première place dans ses aspirations à l'honnête, au bien suprême, est exempte d'égoïsme ; elle atteint l'utile et le délectable ou le vrai bonheur par voie de conséquence, par sa conformité avec le plan divin.

Cette exposition de la doctrine catholique, très complète dans le volume que nous résumons, est confirmée par l'enseignement des Conciles, des Pères de l'Église et de l'Écriture Sainte. L'auteur renverse, comme on peut s'en apercevoir, la marche suivie dans la plupart des traités de théologie, où à la suite d'une proposition trop brièvement formulée pour être bien comprise, on fait défiler une série de textes confirmatifs, eux-mêmes souvent trop détachés du contexte pour produire quelque impression sur l'esprit du lecteur.

La méthode inaugurée dans le nouveau cours de théologie de M. le chanoine Didiot offre à l'esprit des perspectives plus larges ; elle satisfait davantage l'intelligence sans sacrifier aucun elément théologique. Elle contribue à faire mieux valoir la doctrine en lui donnant une forme plus rationnelle.

La nature de la moralité ou la moralité en soi est une question sans doute de première importance, mais relativement simple ; le *sujet de la moralite,* l'homme considéré dans ses *puissances morales* et ses *opérations morales* se prête à une étude autrement compliquée, très fouillée dans le nouveau traité de *Morale surnaturelle.* Il ne saurait être question de résumer ici les cinquante théorèmes ou propositions principales développées au cours des 270 pages de cette partie ; — ce qui ne peut être omis, c'est l'idée neuve et féconde d'étudier de près et tout d'abord l'homme lui-même et ses facultés, son intelligence et sa volonté au point de vue moral, mais naturel, ensuite les puissances surnaturelles greffées en quelque sorte sur ces facultés

(1) *Loc. cit.*, p. 50.

par la réception des sacrements, et enfin les puissances surnaturelles *extraordinaires* ou d'ordre mystique accordées à certaines âmes privilégiées.

La voie est dès lors ouverte pour apprécier sainement les opérations morales de ces puissances. Nous avons ici, rassemblées dans un cadre naturel bien compris, la plupart des questions qui forment ailleurs la matière des traités des *Actes humains* et de la *Conscience* ou encore se rencontrent disséminées un peu partout, si même elles se trouvent quelque part.

La *Règle de la moralité* fait pendant, par son importance et son développement, plus de cent cinquante pages, au *Sujet de la moralite.* C'est au fond le traité des *Lois,* étudié avec un soin particulier dans ses principes généraux.

Le chapitre V intitulé : *Du défaut de la moralité,* traite du *peché* et du *vice,* du mal transitoire ou permanent, opposé au bien moral. C'est un appendice malheureusement nécessaire au corps de l'ouvrage.

Nous n'avons pu donner qu'un aperçu trop succinct du livre très méritant de M. le chanoine Didiot. La *Morale surnaturelle fondamentale* aura de nombreux lecteurs, non seulement dans le clergé, mais aussi dans le monde. Il se rencontre encore parmi nous des laïques sérieux capables de s'intéresser à des travaux intellectuels de cette valeur.

Si restreints que soient certains manuels, il semble que toute la science y soit incluse et qu'il n'y ait rien à chercher ailleurs. Le cours de théologie de M. Didiot est sans doute très riche de son fonds, mais de plus et surtout il invite le lecteur à réfléchir, à creuser plus avant au delà du texte. Il est, pour nous servir d'un mot dont on abuse quelque peu, éminemment suggestif.

N B.

L'Imprimeur-Gérant : A. TAFFIN-LEFORT.

DE L'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE

DANS LES SÉMINAIRES [1]

2e Section. — Formation des Professeurs.

Il y a quelques dizaines d'années, l'absence de toute préparation technique à l'enseignement n'était pas considérée comme un obstacle à la nomination d'un professeur dans un petit ou même un grand séminaire. On admettait qu'avec le goût et l'aptitude, ce maître improvisé arriverait vite à se mettre au courant des matières du programme. Il était d'ailleurs, et il est encore plus ou moins difficile de faire autrement. Il n'y a par diocèse qu'une ou deux places de chaque catégorie, et ce n'est pas toujours facile de prévoir, à quelques années près, quand une vacance viendra à se produire. Les écoles normales pour la formation des professeurs ecclésiastiques manquaient ou ne semblaient pas répondre au but tres spécial dont nous parlons en ce moment. Lorsqu'il s'agissait tout au plus d'enseigner des éléments de géométrie, de faire répéter des leçons d'après un manuel de physique ou d'histoire naturelle, il n'y avait ni difficulté sérieuse, ni grand inconvénient à suivre la routine : on savait que cet enseignement ne conduisait pas à grand'chose, et l'on en prenait son parti.

(1) V. *Revue de Lille,* Juin, Juillet, Août 1896.

La situation n'est plus la même. Cette indifférence à l'égard des sciences a porté ses fruits. Naguère, Mgr l'archevêque d'Aix, appelé à bénir les installations d'une société industrielle d'électricité, constatait devant les directeurs et les ingénieurs de la compagnie, l'absence du nom de Dieu dans tous les traités d'électricité qu'il avait parcourus.

C'est déjà beaucoup de constater le fait, de voir la réalité telle qu'elle est ; on est amené par suite à en rechercher les causes et aussi à prendre les moyens de revenir à un état de choses meilleur. Or, au nombre de ces causes, il convient de mentionner celle-ci. Le développement des sciences modernes s'est effectué en dehors de l'action tutélaire des doctrines catholiques, souvent même en opposition contre elles. A la science qui venait de naître et qui grandissait, on a dit trop facilement le célèbre *abeat quo libuerit* ; on s'en est trop désintéressé. Est-il si étonnant que l'enfant ait mal tourné ?

Dans nos collèges ecclésiastiques et nos séminaires, ou bien la science est exclue, ou encore on l'enseigne à l'aide de manuels écrits par des athées et des matérialistes. Non seulement le nom de Dieu n'y figure pas avec l'honneur et le respect qui lui sont dus, mais à la place vous trouverez insinuées en termes discrets ou même explicites les seules doctrines que l'on puisse attendre de tels auteurs ; les manuels expurgés sont dépourvus de tout caractere au point de vue des idées, ce sont des neutres. Parfois encore, dans un sens opposé, nos manuels chrétiens, dans l'enseignement primaire et même dans l'enseignement secondaire, renferment des erreurs non moins funestes dans leurs conséquences que celles dont nos adversaires sèment leurs publications. Les manuels bibliques, en usage dans les écoles, sont, en particulier, loin d'être tenus au courant des progrès de l'exégèse.

Ce serait une digression inutile de rentrer par cette voie dans la question générale traitée avec ampleur suffisante dans les premières pages de ce travail.

Rappelons seulement la conclusion : le seul moyen efficace

de ramener Dieu dans la science, consiste à étudier d'abord, pour enseigner ensuite, les sciences expérimentales et d'observation dans leurs connexions naturelles avec la philosophie et la théologie. Dans l'état actuel de désorganisation de cet enseignement, et même plus tard, la première chose à faire est et sera de former des professeurs.

Ils rencontreront dans l'accomplissement de leur tâche des difficultés qu'il faut prévoir.

Dès le petit séminaire, le professeur entrant en fonctions devra s'occuper aussitôt des élèves des hautes classes et surtout des élèves plus capables qui demandent un enseignement approfondi.

Un jeune professeur, dépourvu de connaissances très sérieuses, acquises à l'avance, dans toutes les sections du programme, ne pourrait se rendre utile à ces élèves, et, dès lors, l'idée première de toute amélioration serait perdue. Ceci est vrai du professeur de mathématiques; c'est plus palpable encore quand il s'agit du professeur de sciences physiques et naturelles. L'art difficile des démonstrations expérimentales ne s'acquiert pas en lisant un manuel; il faut s'y exercer longuement dans un laboratoire bien outillé, sous une direction intelligente. On ne réussit à se former soi-même et sans maître qu'au prix de longs tâtonnements et d'une grande perte de temps, toujours regrettable, incompatible, en tout cas, avec la pratique journalière de l'enseignement. Remarquons d'ailleurs combien sera lourde la charge d'enseigner avec quelque compétence la physique, la chimie, la géologie, la botanique et la zoologie. On pourra sans doute l'alléger pour l'entretien du matériel et des collections, en adjoignant au professeur un garçon de salle et des préparateurs; mais le chef du service devra toujours diriger ses aides et même les former au début.

Si les professeurs de sciences au petit séminaire doivent dominer les matières du programme par un savoir plus élevé et plus étendu, comment un jeune homme sans une préparation très sérieuse pourrait-il, au grand séminaire, remplir avec succès le rôle très important esquissé plus haut?

La nécessité de cette préparation se présente à l'esprit avec un tel degré d'évidence qu'il est inutile d'insister sur ce point. La nature et les conditions des études appropriées à la formation des professeurs méritent plutôt d'attirer et de retenir notre attention.

* * *

Si les écoles normales préparatoires au professorat faisaient défaut il y a vingt-cinq ou trente ans, elles existent de nos jours. Ce sont les Facultés Catholiques. Elles ont donné, dès ce moment, aux colleges ecclésiastiques, plusieurs centaines de bons, d'excellents professeurs. Mais, pourquoi le dissimuler, les séminaires, en général, se sont tenus à l'écart; ils en sont restés à un enseignement relativement faible, nullement adapté à leur but, donné par des professeurs doués de talent, plein de bonne volonté, mais dépourvus d'une préparation que rien ne remplace.

L'enseignement normal des séminaires est, comme on le sait déjà, professionnel. L'adaptation au but final doit se faire des le petit séminaire. Le programme des études y diffère sensiblement de celui des examens du baccalauréat; l'esprit surtout n'est pas le même. De l'avis d'hommes tres sérieux, il n'est pas désirable que l'on prépare indifféremment tous les éleves aux examens officiels. Des lors, on ne voit pas la raison de demander aux professeurs des grades académiques. Ils n'en ont que faire. Ce qu'ils doivent posséder, c'est la science, analogue à celle des professeurs des lycées, plus élevée et plus étendue sous certains rapports. C'est assez dire qu'ils doivent faire des études supérieures (1). Or, voilà vingt ans que nous attendons vai-

(1) Dans son *Étude sur la formation des professeurs ecclésiastiques*, dont la *Revue de Lille* a du reste publié une longue analyse, M. l'abbe Pautonnier a très bien exposé les progrès accomplis dans l'Université officielle. « Il en resulte clairement, dit-il, qu'en moyenne *six* ou *sept* annees sont nécessaires à un homme bien doue pour arriver sinon à l'agregation qui est un concours, du moins pour atteindre le niveau nécessaire pour s'y presenter avec des chances sérieuses de succès, pour acquérir la formation demandée aux professeurs. Dès lors que penser de ceux qui trouvent que les Instituts catholiques réclament trop en demandant deux ou trois

nement, dans les Facultés Catholiques, des élèves de cette catégorie, malgré les conditions éminemment favorables où ils se trouveraient et les ressources de toute nature mises à leur disposition pour leurs études. Il ne semble même pas que cette perspective ait été envisagée dans aucun des innombrables articles consacrés à l'enseignement des Facultés Catholiques.

Les administrations diocésaines rencontrent dans la formation des professeurs destinés aux collèges ecclésiastiques maintes difficultés dont elles n'ont pas à se préoccuper au sujet des professeurs du petit ou du grand séminaire. Ces difficultés sont inhérentes à la question des grades académiques, de bachelier d'abord et ensuite de licencié. Le choix des jeunes gens s'impose à une date prématurée, lorsque leur caractere n'est pas encore formé, ni leur vocation bien fixée ; ils font des études universitaires supérieures qui pèsent lourdement sur l'esprit, avant d'avoir des idées acquises en philosophie et en théologie. On peut être contraint d'en passer par là, ce n'est pas une marche rationnelle.

Il en va tout autrement pour les séminaires. Les maîtres futurs peuvent être choisis à la fin de leurs études ecclésiastiques, lorsqu'ils sont entrés dans les ordres. Leurs apti-

ans pour former un professeur, et qui estiment les preparations aux grades et par suite à l'enseignement d'autant meilleures qu'elles sont plus rapides ? Pensent-ils pouvoir, avec un personnel forme si hâtivement, lutter avantageusement contre l'Universite ? » (p. 19.)

Nous ne pouvons qu'engager nos lecteurs à consulter ce memoire très documenté, sur un grand nombre de points negliges ou simplement effleurés dans notre propre travail. M. Pautonnier a principalement en vue les collèges ecclesiastiques ; il consacre cependant quelques pages très interessantes aux seminaires. Nous ne partageons pas sa manière de voir à propos des grades academiques, mais combien sont vraies les observations suivantes : « On eprouve un sentiment penible lorsqu'on entend si souvent repéter que l'Église a toujours aime la science, et qu'on voit combien peu nous faisons pour elle ; lorsqu'on voit ainsi négliger nos seminaires, la plus necessaire pourtant de nos œuvres. »

« Nous parlons toujours de l'obéissance au Souverain Pontife. Est-ce que, sur ce point, ses instructions ne sont pas assez claires, ses invitations assez pressantes ? Et qu'a-t-on fait pour mettre l'ensemble de nos petits seminaires sur le même pied que les lycees ? Je ne dis pas que les programmmes des petits seminaires doivent être calqués sur ceux de l'Université ; ils le sont trop peut-être ; mais je dis que l'Église de France doit à sa dignité d'avoir dans ses séminaires un personnel de professeurs aussi bien preparé que celui de l'État dans ses lycees. » (*Ibid.*, p 38.)

tudes, leurs dispositions intellectuelles et morales sont bien connues des supérieurs. En retour, ces jeunes hommes sont à même de comprendre et en général disposés à faire tout ce qui est désirable pour remplir dignement les importantes fonctions dont plus tard ils seront chargés.

C'est dans ces conditions bien déterminées qu'ils viendront suivre les cours de l'Université Catholique.

L'enseignement scientifique, pour être sérieux, exige, comme nous l'avons vu, au moins deux professeurs dans un petit séminaire, un professeur de mathématiques et un professeur de sciences physiques et naturelles. C'est un strict minimum.

Les mathématiques forment un tout parfaitement homogène, peu susceptible, à première vue, d'adaptation au but particulier dont nous traitons. Il n'est pas nécessaire que le futur professeur de mathématiques devienne licencié; il lui suffit de faire des études équivalentes. Sous la direction de ses maîtres, il se rendra compte des questions méritant d'être approfondies; il donnera une attention spéciale à tout ce qui tient à l'enseignement élémentaire, et de plus aux méthodes, à leur portée philosophique.

Les études préparatoires d'un professeur de sciences physiques et naturelles seront moins simples; il est possible toutefois d'en établir le programme sur des bases rationnelles.

Trois ans seraient nécessaires; cependant, à la rigueur, pour ne décourager personne et aussi pour ne pas grever les uns plus que les autres, bornons-nous à deux années de préparation. Le premier semestre sera consacré à la révision des mathématiques élémentaires et à des notions de spéciales dans la mesure de ce qui est indispensable pour suivre utilement un bon cours de physique. Le candidat assistera dès le commencement de l'année au cours de chimie, abordable sans mathématiques spéciales. Le second semestre sera partagé entre la physique et la chimie.

Pendant la seconde année, il pourrait suivre encore des cours complémentaires de physique et de chimie, mais les

sciences naturelles lui prendront la majeure partie de son temps. Une seule année donnée à l'étude de la géologie, de la botanique et de la zoologie ne lui permettra pas d'acquérir une connaissance approfondie de ces trois sciences; il devra se borner à des notions générales; il se familiarisera avec les méthodes; il apprendra à disséquer des plantes et des animaux, à retrouver au microscope les faits signalés dans les ouvrages spéciaux d'histologie et d'anatomie comparée; il pourrait suivre également des cours de microbiologie, de physiologie et d'hygiène.

Que l'on y réfléchisse un instant, et l'on verra que ces deux années d'étude suffisent à peine pour prendre une connaissance très superficielle de matières difficiles et très diverses. Dès lors que dire de ceux qui se voient introduits dans la carrière subitement et sans aucune préparation? Ils sont à plaindre, et c'est bien l'impression des meilleurs, des plus intelligents et des plus sincères. Mais leurs éleves, dont les études seront compromises, souvent même faussées, ne sont-ils pas encore plus dignes de commisération?

Il y a trente ans, nous n'avions rien, c'était notre excuse. Elle était mauvaise à cette époque, mais ce prétexte n'existe plus. Actuellement nous avons en France plusieurs centres d'études scientifiques, dont trois ou quatre complètement organisés. Des étudiants sérieux, de la catégorie de ceux dont nous parlons, y trouveraient des bibliothèques générales et spéciales, des laboratoires bien outillés, une direction bienveillante, toutes les ressources utiles pour le but de leurs études.

Nous touchons ici au point décisif de notre travail. Tant que le principe de la nécessité d'une formation sérieuse ne sera pas admis et appliqué aux professeurs des séminaires, toute réforme, toute amélioration dans l'enseignement et la direction de ces établissements sera impossible, et par voie de conséquence l'infériorité intellectuelle du clergé deviendra de plus en plus manifeste. La base de notre organisation est au séminaire. C'est là que le clergé naît et devient ce qu'il est; c'est donc là également que nos regards doivent

se porter. Notre situation, si on la juge, à bon droit, déplorable, tient à l'insuffisance de l'enseignement et de la direction dans ces établissements.

Nous n'avons voulu traiter ici cette question capitale que par un de ses côtés, l'un des moindres peut-être, mais toutefois non sans importance.

En revanche, ces études préparatoires au professorat, si nécessaires, sont possibles, relativement faciles aujourd'hui dans les Universités Catholiques.

Peut–être donnerons-nous plus de poids à notre conclusion en reprenant l'examen de cette question sous d'autres aspects, de plus haut et de plus loin, et en montrant quelles relations intéressantes pourraient exister entre les Facultés Catholiques et les séminaires.

*
* *

Les idées de ralliement appliquées non pas seulement au principe plus ou moins abstrait de la constitution, mais au régime tout entier tel qu'il ressort du fonctionnement périodique du suffrage universel, ont pénétré, comme il fallait s'y attendre, dans le domaine de l'enseignement. Elles ont diminué les répulsions primitives de beaucoup de catholiques pour l'école sans Dieu; elles les ont amenés à des accommodements successifs dont on ne voit pas le terme. Ce sont des tendances en complet désaccord avec celles que nous cherchons à faire prévaloir. Il importe de s'expliquer clairement sur ce point.

La question est, en effet, de savoir si les catholiques vont renoncer au principe de la liberté de l'enseignement, délaisser leurs écoles et remplir celles de l'État; s'ils vont de la sorte aider ouvertement ou tacitement leurs adversaires à détruire une œuvre qui avait coûté tant de peines et de sacrifices.

Un des nôtres, après avoir constaté, mais aussi quelque peu exagéré et trop généralisé la faiblesse des études dans les séminaires, écrit ce qui suit :

« Qui empêcherait les évêques de faire suivre aux élèves des petits séminaires, comme externes libres, les cours des lycées ou des colleges communaux, tout en gardant aux séminaristes la direction qui leur convient (1) ? »

A la suite de textes significatifs empruntés à l'abbé Bougaud, on propose en fin de compte aux professeurs des petits séminaires de renoncer à l'enseignement, vu leur incapacité notoire en regard du personnel des lycées.

Ajoutons que l'auteur, pour publier ces choses, a eu soin de se couvrir du voile de l'anonyme.

La même thèse du suicide par persuasion a été reprise avec infiniment plus d'habileté par Yves le Querdec. Devenu évêque, il trouve dans son diocèse un collège ecclésiastique tombé en pleine décadence. Que faire? Voici la solution de l'avenir :

« Nous réorganisons fortement le pensionnat. Nous ferons encore selon nos méthodes propres les classes inférieures jusqu'à la cinquième et la premiere communion. Dès la cinquième, tous nos éleves suivront comme externes les cours du lycée. J'ai vu à ce sujet le proviseur qui s'est, comme il était à prévoir, montré ravi. J'ai vu aussi le recteur un jour qu'il passait ici, je verrai les inspecteurs généraux. J'amene ainsi au lycée environ soixante élèves d'un coup, et je lui évite une concurrence qui a été et qui aurait pu redevenir forte. On me doit bien quelques égards sinon quelques concessions. Je n'ai pas vis-à-vis de l'enseignement universitaire les préjugés qui règnent souvent parmi nous. Je sais que l'esprit sectaire n'existe guère chez les professeurs, et qu'ils ne visent point à détruire la foi dans les jeunes âmes. Il peut cependant y avoir quelques exceptions. Il peut aussi se faire que, par erreur ou par ignorance, on blesse nos justes susceptibilités catlioliques, parfois même nos délicatesses chrétiennes. Il a été convenu amicalement entre le proviseur et moi que, si quelque chose de ce genre se produisait, je l'avertirais, et que, sans faire

(1) *L'Église de France et les Réformes necessaires. — Le Clerge seculier.* Paris, E. Dentu, 1880, p. 37.

d'affaire, à l'amiable, il ferait en sorte que j'eusse satisfaction (1). »

Tout cela est dit à l'occasion d'une dame *très pieuse,* directrice d'un pensionnat, à qui est venue l'inspiration quelque peu surprenante de s'établir dans la maison contiguë au lycée de filles, d'ouvrir une porte dans le mur mitoyen afin de faire bénéficier ses élèves des cours du lycée.

Dans cette aimable théorie, tous les conflits vont cesser, les séminaires et les collèges ecclésiastiques enverront leurs élèves, comme externes, au lycée de garçons; les pensionnats libres de demoiselles en feront autant à l'égard du lycée de filles, et tout le monde sera enchanté jusqu'au jour prochain ou l'on jugera avec infiniment de raison que ces externats accolés aux lycées sont inutiles et doivent également disparaître.

Un autre parti, plus viril, voit le salut dans les grades universitaires. Tous les professeurs, dans les petits séminaires, à partir de la cinquième, seront licenciés dans l'ordre de leur enseignement. Ces établissements seront, dès lors, comme autant de lycées, ce qui est à rapprocher du fait que plusieurs de ces établissements ont adopté déjà et suivent comme règle des études les programmes officiels.

Ces diverses combinaisons aboutissent à reconnaître dans l'État, représenté par des francs-maçons, le dispensateur universel de toute vérité, dans les sciences, les lettres, en histoire, en philosophie et même en théologie. Dans ce système, la liberté de l'enseignement n'a plus de raison d'être à aucun degré, l'Église renonçant d'elle-même au droit d'enseigner entre les mains de l'État, sans garantie et sans contrôle. L'évêque d'Yves le Querdec dit excellemment, dans ce sens, qu'il ne parle pas du lycée de filles « parce que, ajoute-t-il, je n'y ai aucune autorité (2). »

Si l'on veut juger sainement de ces conseils et de ces avances, il n'est pas nécessaire de les étudier directement au

(1) *Revue du Clergé français,* 1er Août 1896, p. 409.
(2) *Loc. cit.*, p. 408.

point de vue de leurs conséquences doctrinales ou dogmatiques, il suffit de les mettre en regard des efforts continus, portant sur tous les points à la fois, de la part du gouvernement pour restreindre la liberté d'enseignement à tous les degrés et supprimer dans l'enseignement officiel tout vestige d'idée religieuse.

Il achève de laïciser les écoles primaires malgré le vœu des populations ; il oppose toutes sortes d'obstacles administratifs à l'ouverture des écoles libres. La loi d'accroissement votée et en voie d'exécution contre les congrégations religieuses n'a d'autre but que d'arrêter dans sa source le recrutement des maîtres et des maîtresses qui dirigent les écoles primaires ainsi qu'un très grand nombre de pensionnats secondaires de garçons et de jeunes filles.

L'abrogation de la loi sur la liberté de l'enseignement secondaire faisant disparaître tous les collèges ecclésiastiques est dans les vœux de tout franc-maçon ; ces vœux n'ont pu sans doute aboutir jusqu'ici. Est-ce la justice de notre cause ou les noms trop ridicules des auteurs du projet de loi qui ont déterminé cet échec ? Nous ne le savons. Il faut s'attendre, en tout cas, à de nouvelles tentatives dans le même sens quand la secte aura jugé le moment opportun.

Dans l'intervalle, surtout depuis l'annonce si complètement hypocrite d'un esprit nouveau, on s'ingénie, dans les bureaux du ministère de l'Instruction publique, à s'emparer de la jeunesse française dans toutes les directions. On réduit successivement l'extension de la loi déjà si imparfaite sur la liberté de l'enseignement supérieur. De là ce décret du 31 décembre 1894 qui donne à chaque Faculté des Lettres de l'État le droit d'établir son programme au détriment des Facultés libres correspondantes, privées arbitrairement du même droit et rivées du même coup à un jury unique.

De là ces programmes surchargés à l'intention des établissements libres, mais allégés dans la pratique pour les élèves qui sont de la maison.

Toutes les innovations, toutes les créations récentes de l'État dans le domaine de l'enseignement ont pour but prin-

cipal de décourager l'enseignement libre. Elles comportent, à côté de charges nouvelles très onéreuses pour le contribuable, des privilèges, des exemptions du service militaire refusées aux élèves des institutions libres de même catégorie.

Cette tactique, dont l'exposé complet exigerait de longs développements, n'est un mystère pour personne. Il est difficile de s'en expliquer plus clairement que ne le fait M. Liard dans ce passage trop peu connu :

« Dans les discussions de 1875, on avait comme toujours lorsqu'il s'agit d'une loi de cette nature, beaucoup prophétisé. Comme toujours, de ces prophéties, presque toutes ont été vaines. Une seule jusqu'ici paraît avoir contenu quelque vérité, celle que Paul Bert formulait en ces termes : Il arrivera qu'un jour on apportera dans l'enseignement de l'État des réformes considérables, et qu'on changera les conditions de concurrence dans lesquelles se seront fondées les Universités nouvelles. En sorte que ces Universités auxquelles vous aurez cru donner une longue vie se trouveront peut-être arrêtées — Paul Bert disait tuées — par la concurrence de celles de l'État (1). »

Tous les moyens savamment combinés sont donc mis en œuvre, aidés par des connivences aveugles, sinon coupables, pour éliminer tout vestige d'institutions libres. Or, d'une extrémité à l'autre du vaste réseau de l'enseignement officiel étreignant toute la jeunesse française, depuis l'école maternelle jusqu'à l'université, la neutralité est de rigueur, en ce sens que toute religion positive, en d'autres termes que la religion catholique et tout ce qui s'y rattache, sont bannis de l'école. La raison humaine et la science ont, dans ce système, leur domaine propre où la religion n'a rien à voir. C'est la doctrine des meilleurs parmi ceux qui sollicitent notre adhésion et notre soumission. « La foi, dit M. Brunetière, n'est affaire ni de raisonnement, ni d'expérience. On ne démontre pas la divinité du Christ, on l'affirme ou on la

(1) Louis Liard, *L'Enseignement supérieur en France*. Paris, 1894, t. II, p. 333, et *Revue Bleue*, 1894, I, p. 189.

nie ; on y croit ou on n'y croit pas, comme à l'immortalité de l'âme, comme à l'existence de Dieu.

« Il n'appartient pas plus à la science d'infirmer ou de fortifier les preuves de la religion, qu'il n'appartient à la religion de nier ou de discuter les lois de la pesanteur ou les acquisitions de l'égyptologie : chacune d'elles à son royaume à part (1). »

Les esprits conséquents avec eux-mêmes ne s'arrêtent pas à ce dualisme; ils vont jusqu'au bout de leurs principes. Le domaine de la science et de la raison seul est réel ; l'autre, celui des religions, lisez du catholicisme, est chimérique. Par ses prétentions d'imposer au monde ses doctrines et sa législation, le catholicisme devient coupable et tyrannique.

Il faut donc le combattre et le détruire. C'est dans l'ordre des idées, la thèse de M. Berthelot, de MM. Bourgeois, Combes et de cent autres. Dans le domaine des faits, c'est l'objectif poursuivi, en France, par tous les ministeres successifs depuis vingt ans, avec des nuances qui s'adaptent aux fluctuations de l'opinion, mais avec une suite que rien ne fait dévier du but.

* * *

J. Ferry, en 1887, ne demandait plus que trente ans pour en finir avec l'exercice public de la religion catholique en France ; Spuller, rentré au ministere et recevant, à l'occasion du 1er janvier, les chefs de bureaux du ministere des Cultes, leur disait en parlant des curés, après le vote de la loi sur les fabriques : *Nous les tenons.*

Et cependant, malgré nos défaites, malgré les ruines qu'ils ont accumulées, nos adversaires, pour avoir calculé leurs chances d'une victoire suprême, demeurent inquiets et perplexes ; le spectre odieux de la réaction ne les quitte jamais. Dans la mesure où ils réduisent l'influence de la religion, le socialisme grandit et menace de les prendre en revers. Ils redoutent un réveil de l'esprit public, une révolte soudaine

(1) *Revue des Deux-Mondes,* 1er janvier 1895, p. 111.

des consciences trop longtemps comprimées. Ils savent de quelles forces intimes, de quelles ressources énormes les catholiques disposent encore dans notre pays, s'ils voulaient en faire usage.

La campagne à ouvrir demande, il est vrai, ce qui nous a manqué jusqu'ici, l'union des esprits et des volontés, une entente générale; elle exige que l'on soit d'accord sur tous les points essentiels. Il faut donc s'y préparer à l'avance par des études attentives et approfondies. La première impulsion doit venir du clergé; mais cette impulsion, il ne la donnera qu'après avoir retrouvé dans un travail intellectuel plus sérieux, une nouvelle énergie, une vue plus lucide des nécessités de la situation actuelle.

Le point de départ, un peu lointain peut-être, mais nécessaire, se trouve dans une formation adaptée aux circonstances actuelles, commencée dès le petit séminaire et poursuivie jusqu'à la fin des études au grand séminaire. L'enseignement scientifique dont nous avons traité, répond à l'un des compartiments de ce plan général d'éducation.

Il ne s'agit pas, comme on a pu le soupçonner, de former des spécialistes, ni d'encourager de simples amateurs, mais de donner à chaque élève du séminaire, en vue de ses fonctions ultérieures et dans la mesure de ses aptitudes, les connaissances générales qui en feront un homme instruit, capable d'opposer les saines doctrines aux erreurs du système adverse.

Ce dernier point réclame une attention particulière dans les conditions présentes de notre pays. Voilà quinze ans que, dans chaque village, l'école primaire est organisée en vue de propager les idées jugées les plus propres à ruiner la foi des populations (1). On a tenté de neutraliser les effets de la loi scolaire par la création d'écoles catholiques. C'est

(1) Est-il nécessaire de rappeler ce que Paul Bert écrivait dans son manuel d'*Instruction civique a l'ecole* : « *L'habitude,* disait-il, *de n'être satisfait que par les preuves experimentales* que donnent les sciences physiques, rend tout aussi exigeant pour les theories economiques, politiques et sociales que pour celles du monde physique. Les sciences imprègnent profondement l'esprit des idées de règle, de loi, d'évolution, destructives des idées de caprice, de *miracle,* de revolution. Lorsque l'enfant aura

une œuvre utile et très recommandable, mais onéreuse et d'une efficacité partielle. La création et l'entretien de ces écoles ne sont possibles que dans les paroisses où il y a des catholiques à la fois généreux et très riches. Les maîtres, tout en n'enseignant que la saine doctrine, ne sont pas à même de combattre, avec un plein succès, les erreurs débitées à l'école d'en face. Dans le très grand nombre des paroisses, le principal, sinon l'unique moyen de préserver la jeunesse se trouve, quoi que l'on fasse, dans une activité plus grande du représentant autorisé de la doctrine religieuse. Le curé dominera toujours et facilement l'instituteur au point de vue des connaissances littéraires et philosophiques ; mais dans les conditions actuelles de l'enseignement de nos séminaires, il lui est inférieur au point de vue de la culture scientifique. C'est par ce point faible que les auteurs de la loi scolaire ont compris qu'ils avaient chance de pénétrer dans la place.

L'instituteur est l'apôtre, le docteur de la science et de la vie modernes, choses que le curé est censé ignorer. Il reçoit des revues pédagogiques illustrées, où il trouve, mis au point, des cours de sciences vulgarisées, avec de nombreuses figures explicatives. Il n'a qu'à répéter ces leçons telles qu'elles lui sont servies.

Tous les instituteurs ne s'en donnent pas la peine, ou n'ont pas assez de suite dans les idées pour aboutir à des résultats appréciables ; en dehors des gamins de l'école primaire, ils trouvent assez rarement des auditoires sur lesquels ils puissent exercer une action bien sérieuse.

Dans le nombre, il se rencontre cependant des hommes intelligents et actifs, capables surtout de saisir le but et les chances d'avancement. On aurait tort de dédaigner ces influences, petites lorsqu'on les prend à part, très considérables dans leur effet total.

appris, dans l'étude des sciences d'observation et d'expérimentation, le culte de la loi ; lorsqu'il saura de source certaine que tout effet a une cause antécedente, n'ayez plus peur que, le caprice chassé de la nature, cet enfant, devenu homme et citoyen, l'admette dans la societe. Non, quand il ne croira plus aux *miracles*, il n'attendra plus rien du coup d'Etat, venant du pouvoir ou venant de la rue. »

Or, ne nous faisons point d'illusions, il n'est pas facile de rectifier cet enseignement plus ou moins matérialiste de l'école primaire, de séparer le vrai, pour s'attaquer aux tendances suspectes, de donner de toutes choses, en pénétrant dans les détails, des explications toujours solides, conformes à la doctrine et à la morale chrétiennes. Il ne servirait de rien d'esquiver la difficulté en se réfugiant dans des généralités transcendantes à l'aide d'artifices littéraires. Ce serait d'ailleurs trop présumer de l'initiative individuelle d'en attendre le succès final dans une tâche aussi compliquée.

C'est à la source, c'est-à-dire à l'enseignement des petits et des grands séminaires, qu'il faut remonter. Nous rencontrons une fois de plus la nécessité pressante d'une préparation très soignée au double point de vue spéculatif et pratique pour les professeurs, du grand séminaire en particulier. Les conséquences apparaissent maintenant telles qu'on pouvait les prévoir d'un mode de recrutement trop usité. A l'occasion d'un changement dans le personnel, le supérieur choisit parmi les prêtres de la dernière ordination un jeune homme de talent, d'un caractère souple : le voilà devenu professeur. Tres heureux d'obtenir à si bas prix une place honorable, le nouveau maître enseignera et fera tout ce que ses devoirs d'obligé lui commanderont. Ce système permet de perpétuer des traditions vulgaires; il ne répond pas aux nécessités du moment.

L'intelligence de ces nécessités et l'esprit de suite s'imposent pour lutter avec succès contre les forces adverses dans les campagnes, comment pourrait-on n'en avoir nul souci dans les degrés supérieurs de l'enseignement?

Dans son livre déjà cité, M. Liard met en opposition le programme des catholiques réclamant la liberté de l'enseignement supérieur et les résultats qu'elle leur a valus.

Le programme avait été formulé par le P. Captier (1868) en ces termes :

« Il est urgent que nous, chrétiens, nous prenions, comme tels, notre part dans l'enseignement supérieur. Il le faut pour

la liberté de l'Église, pour la prospérité de nos écoles; pour le progres des lettres et des sciences et pour la pacification des esprits. » De son côté, le P. Didon disait plus tard : « La lutte est ouverte; le champ clos, c'est le pays ; l'arme, les universités ; le catholicisme et le positivisme vont se disputer l'âme de la France. »

« Là était le but, ajoute M. Liard, là était l'importance de la loi. »

Quant aux résultats, le Directeur de l'Enseignement supérieur serrant la question de près et au point de vue technique se plaît à montrer entre quelles étroites barrières les Facultés libres avaient été enfermées par la loi.

« Fatalement, dit-il, les Facultés Catholiques ne pouvaient guere être qu'une copie ou une réduction des Facultés de l'État.... La loi, en imposant à leurs élèves les programmes arrêtés par le Ministre en Conseil supérieur pour tous les aspirants aux grades, rendait impossibles, fort difficiles tout au moins et très onéreuses, les innovations de quelque importance. Dans le droit et la médecine, en particulier, la matière et l'ordre des études se trouvaient fixés, année par année, par la matière et l'ordre même des examens. Pour faire autre chose que l'État, il eût fallu faire davantage, puisque tout d'abord il fallait faire la même chose. »

« A ne considérer, ajoute-t-il pour conclure, que le nombre de leurs élèves, elles n'ont certainement pas répondu aux espérances de leurs fondateurs. » Nous avons vu déjà qu'a la suite de Paul Bert il espere les voir succomber sous l'effort de la concurrence des Facultés de l'État.

Cet espoir ne semble pas près de se réaliser. Le nombre des élèves suivant les cours des Facultés libres, réduit à 979 pour l'année scolaire 1891–1892, d'après M. Liard, était en réalité de 1,500. Il s'est élevé à 1,800 pendant l'année 1894-1895. On a lutté partout avec une grande énergie pour se maintenir au niveau des modifications incessantes introduites dans le mécanisme de l'enseignement par l'État durant ces dernières années pour le but que l'on sait. Dans l'intervalle, un grand nombre d'élèves ont conquis très honorablement

leurs grades en droit, en médecine, dans les lettres et les sciences. Le nombre des professeurs licenciés dans les collèges ecclésiastiques suffit presque partout à rendre vaines les menaces de certaines lois préparées par J. Ferry et Paul Bert.

L'insuffisance des Universités Catholiques vient d'ailleurs ; elle tient à d'autres causes trop peu explorées jusqu'ici.

Le clergé ne s'est guère intéressé à leur succès qu'au point de vue financier et partiellement au recrutement de leurs élèves laïques. L'action bienfaisante exercée en retour par la voie des doctrines et des idées que ces Facultés représentent ne s'est pas assez fait sentir et n'a pu toujours atteindre le point de départ des ressources matérielles. De là vient que celles-ci pèsent lourdement dans l'appréciation d'un grand nombre de personnes et en particulier du clergé des paroisses. Le contact n'est pas encore établi ; la concordance des vues dans un même plan, l'unité d'action n'apparaissent pas à tous avec une clarté suffisante pour exclure le doute et les objections.

Des services importants ont été rendus sous divers rapports par les Facultés Catholiques, des travaux de haute valeur en sont sortis : on ne voit pas assez qu'ils ne pouvaient sortir que de là.

Il faut arriver à établir une communication plus directe par une voie personnelle et hiérarchique. Elle existe déjà, dans une proportion très appréciable, entre les facultés et les collèges ecclésiastiques. Elle pourrait exister beaucoup plus féconde entre les séminaires et ces mêmes facultés, si elles étaient la pépinière où se recruterait le personnel enseignant des séminaires. Le sentiment profond de l'utilité capitale des Universités catholiques atteindrait par les professeurs des séminaires le clergé tout entier. Au lieu d'une sorte d'impression vague et obscure de défiance qui amène l'éloignement, nous arriverions à des sentiments réfléchis de confiance et d'estime réciproques qui doubleraient nos forces. Or pour atteindre ce résultat si important il suffirait de vouloir. Tous les éléments d'action existent; point de dépenses nouvelles;

aucun obstacle à vaincre de la part de l'État; aucune exigence venant des programmes universitaires.

L'idée est peut-être trop simple pour être comprise aussitôt. Dans *La Résurrection d'un Monde* (1) Mgr Coursat glisse à côté de cette solution d'un problème dont il a cependant compris toute l'importance. Il met vivement en relief les prescriptions du Concile de Trente relatives aux professeurs des séminaires.

« Que cette mission, dit le Concile, ne soit confiée qu'à des docteurs, ou à des maîtres ès arts, ou à des licenciés en théologie ou en droit canon, ou à des personnes vraiment capables de la remplir. »

« Or, ajoute Mgr Coursat, y a-t-il beaucoup de petits et de grands séminaires où ces prescriptions du saint Concile soient observées? » Puis il conclut en faveur d'écoles normales à fonder, tout en avouant que les tentatives faites dans ce sens n'ont pas réussi. « On a tenté des essais de ce genre à Lyon, à Angers, à Reims. Ces essais n'ont pas répondu à l'attente des évêques. Ces écoles végètent et ne rendent presque aucun service. »

Cet auteur ne semble pas se douter des difficultés énormes inhérentes à la fondation et au bon fonctionnement de ces écoles normales. Ce serait de nouvelles Facultés à créer, aussi coûteuses que celles qui existent déjà. Il n'y a plus maintenant d'hommes universels; on n'atteint la science de nos jours que par la voie des spécialités qui exigent chacune son outillage particulier, sa bibliothèque, ses collections, ses appareils de démonstration.

Elles n'auraient que le mérite très contestable de maintenir les élèves dans un état d'isolement peu favorable à une éducation largement ouverte comme il semble convenable qu'elle devrait être.

On a compris, sous la pression de la nécessité, qu'il fallait préparer pour les établissements secondaires libres des maîtres capables de soutenir la concurrence contre les établisse-

(1) *La Résurrection d'un monde ou la Contre-Révolution*, par Mgr Coursat, in-8°, Paris, Oudin, 1893, p. 92

ments de l'État. Mais en cédant à une force majeure on l'a fait en quelque sorte mécaniquement, sans se placer au point de vue des doctrines.

Nos adversaires avaient meilleure opinion de nous. « En 1875, dit M. Liard, à part quelques libéraux dont l'imagination voyait sortir de la loi nouvelle toute une floraison d'établissements divers, personne ne se dissimulait que la liberté de l'enseignement supérieur ne profiterait guère qu'à l'Église. C'est elle qui l'avait réclamée, au nom des consciences, comme une arme de défense pour la foi menacée. Seule elle avait assez de ressources pour en tirer parti (1). »

Pouvons-nous dire vingt ans plus tard que nous avons tiré de la liberté de l'enseignement supérieur tout le parti possible *pour la défense de la foi menacée?* Dans le domaine des sciences, ce sont les candidats ès sciences mathématiques qui affluent, parce que sans doute les mathématiques n'ont aucune connexion avec la foi; les sciences physiques et naturelles ont d'autant moins de candidats qu'elles touchent de plus près aux croyances religieuses!

Si le plan auquel nous aboutissons, conduits en quelque sorte par la force des choses, par l'examen des lacunes, des *desiderata* de la situation actuelle, d'une part, et, de l'autre, par la constatation des ressources préparées et tenues en réserve dans les Universités Catholiques à cette même fin, si, disons-nous, ce plan était compris et venait à se réaliser, il en résulterait pour les Universités elles-mêmes un stimulant très désirable pour se compléter et se mettre en état de bien remplir leur mission.

C'est ainsi que dans les Facultés de théologie, l'enseignement scientifique dont nous avons montré l'importance n'existe pas plus que dans les séminaires ou ne s'y rencontre que dans un état d'organisation rudimentaire; les cours de philosophie sont exclusivement scolastiques et par suite incomplets. Si des étudiants ecclésiastiques nous arrivaient en plus grand nombre et pour un but mieux défini, on

(1) *Revue bleue*, 1894, I, p. 277.

penserait à établir un accord plus satisfaisant entre la Faculté de théologie et celle des sciences, au point de vue des cours et de l'horaire. Ce sont de simples détails à régler, l'essentiel doit venir d'ailleurs.

En terminant rappelons quelques-unes de nos pensées directrices.

Ce travail est une simple esquisse; c'est l'ébauche d'un chapitre détaché d'une œuvre plus importante réservée à la collaboration de spécialistes compétents dans les diverses branches de l'activité intellectuelle et poursuivant un même but.

A un autre point de vue, ce sont des éléments d'information. C'est le résultat condensé de lectures et d'observations nombreuses assemblées dans un cadre théorique. Elles n'ont évidemment par elles-mêmes aucune efficacité. Si elles attirent l'attention d'hommes en état de les faire valoir; s'ils y rencontrent quelque idée juste et pratique, l'auteur aura trouvé sa récompense.

N. Boulay.

A TRAVERS
LA LITTÉRATURE ESPAGNOLE

Quelques épisodes de la *Jérusalem conquise* (suite).

Bataille du puits de Jacob

Tout étant préparé pour une expédition décisive contre Jérusalem, l'armée se mit en marche et traversa les vastes plaines de Nazareth, se promettant déjà la victoire. « Belles nymphes du Tage, s'écrie le poète, puisque le nom illustre de l'Espagne a été couvert du silence et de l'oubli par Guillaume en Asie, et par le Tasse en Europe, célébrez maintenant les héros qu'admira tout l'Orient (1). » Et pour combattre cet oubli trop naturel, puisque Guillaume de Tyr n'avait pu parler de ceux qui n'allèrent pas en terre sainte, et que le Tasse n'avait aucune raison de faire voyager d'Espagne en Palestine des soldats imaginaires, Lope de Véga fait une brillante énumération des guerriers espagnols,

(1) **Pues han cubierto de silencio escuro**
Guillelmo en Asia, y en Europa el Tasso
Tanto claro Español, decid ahora
Los que en esta conquista vió el Aurora. (Lib. XVII, oct. 12.)

dignes compagnons d'Alphonse, que sa fiction patriotique a conduits sur les bords du Jourdain. Il y en a beaucoup, de toutes les contrées de la Péninsule, de Madrid, du Guipuzcoa, de Valence, et parmi eux les Sandoval, les Pimentel, les Bazan, les Giron, les Mendoza, les Medinilla, « qui, dans la bataille, accompagnèrent la bannière royale avec une foule de soldats plus humbles. C'est en vain que la fureur de l'Envie et le cours du temps veulent faire mourir la mémoire de leurs exploits, il y a encore des hommes pour tirer leurs noms de l'oubli. »

Les chrétiens et les sarrasins se rencontrèrent près de la fontaine de Jacob, d'où l'on découvrait la cité sainte et les glorieuses tours du palais de David. « Ici, tragique Euterpe, prête-moi la lyre d'Apollon, donne-moi l'eau du Permesse, afin que l'Espagne, l'Angleterre, l'Écosse, les peuples du du Couchant comme ceux du Nord, entendent la grande lutte du roi anglais et du sultan d'Égypte. » Cette bataille vraiment gigantesque (1) est probablement, dans l'idée du poète, celle d'Antipatride. Comme dans l'*Iliade* et la *Jérusalem délivrée*, les chefs excitent par leurs discours l'ardeur des guerriers. Richard rappelle aux siens leurs précédentes victoires et s'étend, trop longuement peut-être pour la circonstance, sur la captivité de Jérusalem dont il fait un tableau complet : « Si ce spectacle excite votre douleur, dit-il, je sais que vous me donnerez la victoire contre l'Égyptien armé d'orgueil; si vous êtes émus à la vue de la cité divine, de la montagne de Sion, du berceau du Christ et de sa dernière couche, suivez l'étendard de Dieu. » Saladin, de son côté, montre à ses escadrons barbares ces croisés, qu'on vit plus d'une fois attachés à son char de triomphe, et dont le petit nombre et les divisions intestines assurent une facile victoire; il affirme ses droits sur Jérusalem et

(1) Lib. XVII, oct. 91 et *seq.*

promet à ses soldats le laurier de la victoire dans le temple de la renommée. Aussitôt l'action s'engage, les flèches volent, le sang coule, les guerriers s'étreignent; l'espagnol Gaytan renverse un Maure fameux, fils d'Amidas; Chaves d'Estrémadure brise, comme avec un marteau, les crânes des ennemis. Au milieu de cette mêlée confuse, Isménie se fait reconnaître à son bouclier blanc et à ses armes marquées de la croix; mais, irritée de s'entendre appeler par son nom, elle prend un sentier inconnu et arrive aux ruines d'une vieille tour. Elle y trouve, dormant sur un hamac, une femme au visage étranger qui, s'éveillant soudain, lui dit : Sais-tu si le prince d'Arménie vient ici? — Je suis, répond Isménie, Dinodore, soldat de Richard. — Prends, lui dit l'inconnue, tout l'argent et tout l'or qui ont été déposés ici par mon époux Clarinard, et laisse-moi la vie. — Isménie emmène avec elle, sur un cheval qui paissait au pied de la tour, l'étrangère dont le nom est Roseline. Mais tout à coup, elle se voit cernée par les troupes du prince d'Arménie; et il ne faut rien moins que sa force et sa bravoure pour se tirer du danger : « elle est semblable à un palmier qui, dans la bourrasque, triomphe de la grêle, du vent et de la foudre. »

Cependant le tumulte va grandissant, les cris redoublent, les tambours et les trompettes animent les combattants. Saladin parcourt tout le champ de bataille, le duc Othon maintient par sa valeur la réputation de la France, le vieil et noble Hubert porte la mort au milieu des rangs ennemis. Hélas! « que Jérusalem se couvre d'un manteau funèbre pour pleurer la mort du vieux capitaine! Le cruel Marbelio rend orphelins les six enfants du français Hubert. Vis éternellement dans la gloire, ô saint vieillard! Sept fois tu passas en Orient pour conquérir le saint sépulcre; si tu avais eu mille vies, tu les aurais sacrifiées, et mille fois on

aurait vu ton épée sous les bannières catholiques. Pourvu que mes vers arrivent à la postérité, tu vivras, et ton nom sera vainqueur de l'oubli. »

La mort d'Hubert devait être vengée par Alphonse. « Le vaillant roi de Castille, honneur et gloire de sa race, donne matière à la renommée, histoire au temps, terreur à l'Asie, merveille au monde. Divin successeur du grand Pélage, il manque un Homère pour vous célébrer. Je ne suis qu'une ombre en face de votre soleil, j'apporte du fer aux forges de Chalybe, des eaux au Nil; vous êtes la gloire même. Prends garde, Marbelio; l'épée du Jupiter de l'Espagne va frapper ta vile poitrine, fût-elle protégée par une montagne de glace. Alphonse abat sur le sol ta furie macédonienne; la mort d'Hubert est vengée. »

Avec ses Français, aux cris de « saint Denis », le duc Othon se précipite contre le farouche Branzard. Mais le vaillant Garceran Manrique se jette entre les deux ennemis. « Permets, Othon, s'écrie-t-il, que je combatte pour mon propre compte, car j'ai rapporté de Jérusalem l'outrage de ce barbare. — Je me souviens de ton soufflet, infâme Castillan, rugit le Turc; et je verrai aujourd'hui si ta force égale ton orgueil. Je n'ai pu te punir au lieu même où tu m'insultas; maintenant le Ciel te donne à ma vengeance. » La lutte ne fut pas longue : après quelques coups et quelques ripostes, Garceran fit tomber à terre le bras droit du Musulman.

En ce moment dix Turcs poursuivaient un cavalier européen. Garceran les voit; il voit le Chrétien tomber de son cheval. Aussitôt il s'élance au secours de son frère d'armes, et seul met en fuite les dix ennemis. Puis il recueille le blessé, le porte à sa tente, sans reconnaître celui qu'il sauve, et retourne à la bataille, pensant que son épée ne sera pas inutile à son roi.

Que dire des exploits de Richard! Le roi d'Angleterre frappe

des coups irrésistibles, « semblable au léopard indien qui, au milieu d'un troupeau de brebis, frappe l'une, mord l'autre, épouvante et disperse celles qui ne tombent pas sous sa rage.» Elles sont innombrables les victimes du héros calédonien, et le poète se sent impuissant à les énumérer. Henri de Champagne n'est pas moins vaillant; et toutes les nations, mais surtout l'Espagne, recueillent leur part de gloire dans cette mémorable journée. La mort de Caribe est le dernier épisode de la bataille. Ce barbare provoquait les chrétiens comme autrefois Goliath défiait Israël. « Un guerrier osera-t-il venir contre moi! Que dis-je, un guerrier? qu'il en vienne dix, qu'il en vienne douze! je les attends avec mon épée. — Le défi est relevé par le lusitanien Ruy de Silva : « Si tu me tues, dit-il, compte-moi pour vingt. » Bientôt les armes des deux champions sont en pièces; ils se saisissent corps à corps; le robuste chrétien serre son ennemi jusqu'à lui enlever la respiration. « Les cheveux hérissés, les yeux remplis d'épouvante, la langue sortant de la bouche, les bras affaiblis, les doigts raidis, les os déboités, les nerfs gonflés, le Turc est soulevé de terre et retombe mort en poussant un cri rauque. »

La bataille était finie. Les Turcs s'enfuirent, abattus dans leur orgueil, et laissant onze mille cadavres sur le terrain; les chrétiens recueillirent les dépouilles aux cris de France, Angleterre, Espagne, Allemagne! « Au-dessus de l'armée, planait la Victoire, couronnée de palmes et de laurier : Salut, disait-elle, pieux Richard! ton épée est la terreur du Perse et le frein de l'Asie. Salut, Alphonse, gloire des Castilles et des Lions! Salut, héros invincibles de l'armée chrétienne! Et en même temps, le chœur des anges chantait : Vive le Christ! et répandait, sur les capitaines et leurs bannières, les feuilles du laurier, du palmier et de l'olivier. »

J'ai lu les combats de l'*Iliade* et ceux de la *Jérusalem délivrée*

et je dois avouer en toute simplicité que je n'ai rien trouvé de supérieur à ce récit animé, énergique, varié, enthousiaste, dans lequel on sent que chaque guerrier, à l'image des Romains de Tite-Live, porte en soi toutes les âmes d'un grand peuple.

Cependant Garceran traversait le Jourdain pour poursuivre le prince d'Arménie. Tout à coup il vit apparaître, au milieu des saules de la rive, Clarinard et Roseline : « Te voici donc, dit-il, Mars d'Arménie, auquel il faut un escadron tout entier pour attaquer un enfant; » et d'un coup de lance il le jette à terre. « Clarinard n'avait pas vingt-trois ans; son visage était blanc comme la neige, sa barbe noire, ses cheveux châtains. Es-tu chrétien, lui dit Manrique? — Je ne suis pas baptisé, répond le prince vaincu et mourant. — Ne te prive donc pas d'un si grand bien, reprend l'Espagnol; tu vas mourir à l'endroit même où naquit le baptême; mes mains peuvent te donner cette eau que Jean-Baptiste répandit sur le Dieu fait homme. Crois en Jésus-Christ, confesse trois personnes en un seul Dieu : le Père incréé, le Fils engendré, l'Esprit Saint, lumière divine. Confesse que, vaincu par l'amour, le Verbe souverain descendit sur la terre, revêtit une chair mortelle et la forme d'esclave pour détruire le premier péché; confesse qu'il prit son humanité dans le sein d'une vierge qui fut toujours vierge, qu'il mourut percé de cinq blessures, et que, de ce sépulcre qui sera la conquête de l'Anglais et du pieux Alphonse, il sortit couronné de nouveaux rayons, laissant Pierre maître des clés du ciel et pilote universel de son navire divin. — Je crois, dit Clarinard, et je veux mourir dans cette foi. Je confesse un Dieu éternel mort sur la Croix pour sauver l'homme. — Alors Garceran, joyeux, quitte son gantelet d'acier, et prenant l'eau du Jourdain, il prononce sur Clarinard les paroles du baptême (1). » Cette scène que nous avons tenu à repro-

(1) Lib. XVIII, oct. 127 à 132.

duire intégralement pour montrer l'exactitude théologique de notre poète est, sinon une imitation, du moins un souvenir du baptême de Clorinde, avec une inspiration plus chrétienne, mais avec beaucoup moins d'intérêt, parce que le personnage de Lope est un inconnu auquel on n'a pu s'attacher comme à l'héroïne du Tasse.

Derniers événements du poème.

Les croisés, après la bataille du puits de Jacob, se dirigèrent vers Béthléem, bien décidés à ne pas faire un pas en arrière jusqu'à ce qu'ils eussent vu le sépulcre très saint de Jésus-Christ. Ils traversèrent la vallée du Térébinthe, virent la pierre où dormit Élie, vénérèrent le tombeau de Rachel, et découvrirent enfin, au milieu des rochers, « cette ville qui ne fut pas la plus petite parmi celles de Sion. » Ils visitèrent la grotte de la Nativité, et passèrent toute la nuit dans ce lieu sanctifié, en chantant des hymnes d'allégresse. Nul ne dormit pendant ces heures bénies, nul ne voulut jouir du repos, et le soleil revint trop vite pour leur piété. Il fallut pourtant se détacher de Béthléem et continuer la marche jusqu'aux murs de Jérusalem.

Les travaux du siège furent immédiatement commencés et bientôt les chrétiens entrevirent le jour où ils entreraient dans la ville conquise autrefois par Godefroy de Bouillon. Les Musulmans étaient dans la consternation, et il semblait que rien ne pût résister désormais aux soldats de la Croix. Mais l'Enfer veillait (1). « Satan sortit du fond des ténèbres où il était tombé jadis, brillante étoile du matin, pour vivre dans la nuit éternelle, et gouverner le royaume obscur

(1) Lib. XVIII, oct. 70 et *seq.*

de la douleur. » D'un vol rapide il gagna la France, et ranima dans le cœur de Philippe-Auguste la jalousie que l'Outrage, son ministre, y avait déposée. « Laisse ton repos, Philippe; et tandis que ton ennemi conquiert en Orient le saint sépulcre, entre dans ses domaines et venge tes injures. Ne permets pas qu'il puisse se nommer Richard-Auguste, empereur de l'Asie; prends garde qu'un si puissant rival ne grandisse trop. » Philippe entendit la voix infernale; et à la tête d'une puissante armée, il envahit les possessions de Richard. Il prépara même une descente en Angleterre.

Satan, fier de ce premier succès, reprit son vol audacieux et traversa de nouveau la grande Méditerranée, qui trembla en voyant passer au-dessus de ses flots le tyran des hommes. Bientôt il fut auprès de Richard. « Est-il juste, lui dit-il, que Philippe s'empare de l'Angleterre et ravage ton patrimoine, pendant que tu fais la guerre à Saladin? Quitte cette vaine entreprise; le Ciel ne veut pas restaurer ici la monarchie de Godefroy. Quand l'heure sera venue, il saura bien susciter un nouveau Moïse. Retourne en Angleterre, car Dieu te refuse maintenant le trésor du saint sépulcre. » Cette fois encore Satan fut vainqueur. A la stupéfaction universelle, malgré les supplications de tous les chefs, Richard déclara sa volonté de retourner en Angleterre. Il remit à Rénier, récemment revenu de Chypre où il avait conduit le roi Guy de Lusignan, le commandement des troupes qu'il laissait en Palestine; et pour faciliter son départ, il demanda une trève à Saladin, qui déjà songeait à se rendre et à passer en Égypte. « O Dieu grand, Dieu infini, dont on ne peut scruter les desseins! La sainte Jérusalem demanda miséricorde au Ciel; mais ce fut en vain : le cœur du roi breton était endurci. » La trève fut conclue, et pour fruit de tant de travaux, les chrétiens eurent la stérile consolation de pouvoir entrer, sans armes, dans la ville, et visiter les lieux saints opprimés.

Alphonse était donc le seul roi qui restât en Palestine, dernier espoir des chrétiens qui devait à son tour s'évanouir. De fâcheuses nouvelles lui furent apportées d'Espagne par Mendo de Sandoval : « La Castille a besoin de ton épee, les Maures ont rompu la trève jurée; déjà les rives du Guadiana ont vu leurs chevaux et leurs bannières. Reviens, illustre Alphonse; si tu tardes, leurs juments boiront bientôt les eaux du Tage (1) ». Le roi comprit la nécessité du départ; mais il se résigna difficilement à quitter Jérusalem. » Il veilla toute la nuit dans le Temple, et ne put goûter le sommeil que lorsque le soleil avait déjà paru sur l'horizon. Alors il s'endormit et vit en songe une femme en deuil dont les bras étaient chargés de chaînes. C'etait la malheureuse Jérusalem : « Généreux Alphonse, lui dit-elle, tu as fait tout ce qui était possible avec tes Lara, tes Manrique, tes Guzman. J'ai vu quel était le cœur de l'Espagne. Dieu ne veut pas briser mes chaînes parce que j'ai été cruelle, folle et impie. Beaucoup sont venus pour me donner la liberté; ils ont exposé leurs trésors et leur vie; mais qu'importe? J'ai offensé Dieu; je ne me plains que de moi-même. Pars, Alphonse, tu n'es pas destiné à me sauver. » Au bruit que firent les chaînes quand le fantôme de la cité captive disparut, Alphonse s'éveilla et se rendit au saint sépulcre pour y exhaler sa douleur et chercher le courage d'exécuter une résolution necessaire.

Le départ de l'armée espagnole se fit avec une pompe qui semble peu convenir à ce qui n'était, au fond, qu'une retraite. Le roi, monté sur son cheval de bataille, vit défiler devant lui, dans tout l'appareil d'un triomphe, ses chevaliers chargés des dépouilles des Égyptiens et des Perses. A côté de lui Garceran, le plus illustre de tous, lui nommait et ceux qui tombèrent martyrs et ceux qui survivaient, dont les armes portaient

(1) Lib. XVIII, oct. 155 et *seq.*

encore les traces du sang des infidèles. C'est une très longue énumération où figurent les plus grands noms de la noblesse espagnole. Voici Lugan, la gloire de Madrid; voici Alvare de Estuñiga; voici la couronne de la maison de Miranda, l'échiquier de Bazan, les aigles de Cabrera; voici Illan de Pimentel, et une foule d'autres que pouvaient rappeler avec orgueil leurs descendants qui formaient la cour de Philippe III, mais dont la liste complète fatiguerait vite un lecteur étranger (1).

Gaytan passait devant le roi, montrant, sur son écu écartelé, trois quartiers avec les armes de son illustre famille, et le quatrième en blanc. Alphonse s'en étonne. « Il faut votre plume ou votre pinceau, dit le chevalier, pour remplir ce blanc. — Quand on est venu de Castille avec la cape et l'épée, répond le roi, pour délivrer la cité sainte; quand on s'est baigné dans le sang des infidèles, on a le droit de porter sur son cœur la croix que Dieu porta sur l'épaule. Que les armes de la Terre-Sainte, le timbre et l'écu de Jérusalem, appartiennent dès ce jour à Gaytan; qu'il ait pour armoiries la bannière du Christ, et que désormais il s'appelle Gaytan de la cape et de l'épée. »

Telle fut la dernière action d'Alphonse en Asie, telle fut aussi la fin de la troisième croisade. Que restait-il de tant d'efforts? Beaucoup de gloire sans doute; mais Jérusalem n'en demeurait pas moins au pouvoir de Saladin, et la victoire réelle appartenait au sultan. Il la devait moins à sa valeur et à son habileté qu'aux fatales divisions qui réduisirent à l'impuissance les plus belles armées et les plus fameux capitaines de l'Europe. La flotte espagnole prit congé de la Terre-Sainte et, poussée par les vents favorables, aborda en Sicile, puis à Barcelonne, d'où Alphonse regagna sa ville impériale de Tolède.

(1) Lib. XIX, oct. 1 et *seq.*

Arrivé à la fin de son œuvre, le poète se permet une assez longue digression sur divers personnages, ses contemporains (1). Nous ne devons pas nous arrêter à ce hors-d'œuvre qui n'est qu'un résumé d'histoire et un catalogue en vers. Il vaut mieux, pour nous, suivre le roi Alphonse que nous avons admiré en Palestine, et que nous voudrions admirer encore en Espagne. Malheureusement le poète sacrifie l'honneur de son héros au désir de rapporter une vieille chronique. Il l'emprunte presque textuellement au *Romancero de Sepulveda,* dont la première édition est de 1551 et la dernière de 1584. Cet épisode, absolument inutile à l'action du poème, laisse une fâcheuse impression : on a peine à voir, indolent et parjure, le prince qui tout à l'heure se montrait si grand et si fidèle à Léonor. Voici la légende :

Léonor, le premier amour d'Alphonse, n'est déjà plus son étoile; la passion a changé d'objet, le roi aime une juive du nom de Rachel, belle comme l'épouse de Jacob. Au lieu de maintenir ses sujets dans la paix ou de mener ses soldats à la guerre, il se renferme dans son palais de Tolède avec la séduisante juive; il oublie pour le plaisir les devoirs d'un roi et laisse son amante résoudre les affaires les plus importantes. Enfin les Espagnols décident de mettre eux-mêmes un terme à cette situation déplorable et de délivrer le roi de cet amour qui en faisait un véritable prisonnier. Un vieillard prudent et sage, Illan Perez, réunit les nobles de Tolède, et leur dit : « Si votre roi était captif chez les Maures, ne donneriez-vous pas votre vie pour racheter sa liberté? Eh bien! Alphonse est prisonnier, non pas en Lybie ou en Tartarie, non pas au pouvoir du Maure ou de l'Indien, mais dans notre cité même. Ses chaînes sont celles d'un amour indigne. Tirons nos épées, et tous ensemble

(1) Lib. XIX, oct. 79-112.

délivrons notre prince bien-aimé. » Ces nobles paroles sont couvertes d'applaudissements, et les conjurés se rendent au palais où ils surprennent la jeune juive, loin des regards du roi. Rachel demande en vain l'exil au lieu de la mort; rien ne peut arrêter les mains armées par le devoir et l'honneur; elle tombe victime de l'amour qu'elle avait inspiré. La douleur d'Alphonse est grande; mais il ne peut s'empêcher de reconnaitre dans cet attentat l'amour et la fidélité de ses sujets. « Si l'amour blessé criait vengeance, l'honneur prenait un autre langage pour accuser le roi lui-même. » Cependant il refuse toute consolation et ne cesse d'appeler sa Rachel. Après de longs moments de désespoir un ange du ciel lui apparaît : « Alphonse, dit le divin messager, tu as offensé Dieu; et comme les pleurs ne sont pas le repentir, Dieu te réserve une mort violente mais juste. Je suis chargé de t'avertir qu'en punition de ta faute, tu n'auras pas d'héritier mâle (1). Le roi, voyant qu'il n'y a de salut pour lui que dans la pénitence, demande pitié à Dieu, comme le roi Ezéchias, et obtient que l'exécution de la menace sera retardée d'une génération. Elle s'accomplit sur son fils Henri, qui mourut frappé d'une tuile a la tête; et le deuil de la Castille ne fut adouci que par l'avènement de Ferdinand le Saint. (2).

Pendant qu'Alphonse s'amollissait ainsi dans les voluptés, que se passait-il à Jérusalem? Saladin, seigneur de l'Orient, faisait trembler la mer de Phénicie et les cimes du Liban; quarante-huit provinces étaient soumises à son sceptre depuis la Propontide jusqu'à la mer des Indes; la Phrygie, l'Arménie, la Thrace recevaient ses lois. Fier de ses victoires, le front superbe couronné de lauriers, le sultan

(1) Lib. XIX, oct. 151.

(2) Ferdinand, successeur d'Henri, était fils du roi d'Aragon et de Berengère de Castille, fille d'Alphonse.

dormait dans son palais de Sion. Tout à coup il crut voir devant lui l'illutre Godefroy tenant de sa main gauche un étendard aux blanches couleurs, et brandissant de la droite la redoutable épée qui le fit respecter de toute l'Asie; sa figure était irritée et sa voix terrible : « Jusques à quand, dit-il, seras-tu le tyran cruel de la cité sainte et du tombeau qui contint pendant trois jours le divin soleil? Jusques à quand tes mains barbares retiendront-elles le bois sacré qui est l'honneur du monde et la vénération du ciel? Prends garde; il y a encore en Europe des princes pour humilier ton arrogance. Les armes et la gloire dépendent de Dieu; les forces humaines ne sont rien. C'est lui qui terminera ta fortune invincible; il n'aura pour cela qu'à faire un signe à la mort. » Cette apparition menaçante et les craintes qu'en conçut Saladin, lui inspirèrent contre les chrétiens de Jérusalem un système de rigueurs et de vexations qui devait aboutir à un complot. Excités par un moine abyssin, les malheureux opprimés résolurent d'envahir le palais à l'improviste et de tuer le tyran, pendant qu'on ouvrirait les portes de la ville au comte de Champagne qui était resté en Palestine avec une armée. La conjuration fut découverte, grâce à la capture du pigeon qui portait une lettre au comte Henri, et Saladin, averti, lança ses troupes contre les chrétiens et les fit massacrer sans pitié. Henri de Champagne, proclamé roi de Jérusalem, fut saisi soudainement du désir de revoir l'Europe. Il préparait déjà son départ, quand la main de Dieu le frappa. Se promenant sur une galerie intérieure de son palais de Ptolémaïs, « il tomba sur ce sol qu'il pensait quitter, et resta mort là où il aurait dû rester vivant. (1) »

La punition divine atteignit également Richard d'Angle-

(1) L'histoire ne confirme pas le projet de départ de Henri de Champagne. Il se disposait, au contraire, à marcher au secours de Jaffa, menacee par les Sarrasins.

terre. Assailli pendant la traversée de la Méditerrannée par une violente tempête, au milieu des horreurs de la nuit et de l'orage, il fut épouvanté par le spectre de son neveu Claridor qui vint, de la part du ciel, lui reprocher l'abandon de Jérusalem. Ce ne fut pas tout. Une nuit que le triste roi, sur la poupe déserte, regardait la route liquide qui le menait en Europe, il eut un songe. Comme les envoyés de Godefroy qui dans le Tasse vont à la recherche de Renaud, comme l'Aristée de Virgile qui pénètre dans la grotte marine de Cyrène, Richard vit la mer s'entr'ouvrir et se sentit déposé dans une cité de cristal : c'était la demeure du dieu de la mer qui se montra entouré des divinités des fleuves et des rivières. Le Gange brûlé, le Nil à la couleur noire, l'Escaut flamand, la Tamise glacée, le Tibre illustre, le Bétis espagnol, le Tage, le Tormès, le Danube, formaient avec leur roi un sénat imposant devant lequel le Jourdain se présenta pour accuser Richard et demander vengeance. Heureusement pour le roi d'Angleterre, la Tamise intervint et plaida assez éloquemment pour arrêter le courroux de Neptune qui déjà levait son trident (1). Cette mythologie est réellement étrange. Malgré l'éclat du style et la beauté de la description, nous ne supportons pas la monstrueuse intervention des dieux du paganisme au treizième siècle de l'ère chrétienne. On était moins difficile sans doute au temps de Philippe II et de Philippe III. L'esprit de la renaissance avait envahi toute la littérature, et le grand Camoens lui-même ne sut pas échapper à cette influence : il y a, dans les Lusiades, des tableaux tout semblables à ceux de Lope de Vega. Enfin Richard aborda sur les côtes de l'Illyrie. De là, déguisé sous un habit de pèlerin, il essaya de traverser, inconnu, les domaines de Léopold,

(1) Lib. XX, oct. 88 et *seq.*

duc d'Autriche, dont il avait abattu la bannière au siège de Ptolémaïs. Mais son espoir fut déçu ; « l'Autrichien reconnut l'Anglais. » Le duc Léopold, qui conservait le ressentiment de son injure, se saisit de l'illustre pèlerin et le retint prisonnier pendant dix-neuf mois. « Ainsi Dieu châtie ceux qui, dans son service, retournent en arrière. »

Saladin, à son tour, ne tarda pas à voir s'accomplir la prédiction de Godefroy. Le « Mars Persan » s'était endormi au sortir du bain, rêvant aux guerres d'autrefois et a la paix dont il jouissait maintenant. Tout à coup il voit en songe quatre ombres qui l'emportent dans une caverne ténébreuse. Les songes se multiplient à l'excès dans cette dernière partie de la *Jérusalem ;* il y en a pour tous les personnages et pour toutes les circonstances. Saladin est même privilégié ; c'est le troisième qu'il a depuis le commencement du poème, et il est temps que ce soit le dernier. La caverne, où se trouve soudain le sultan, contient une mer environnée de lugubres cyprès ; un foule de rivières, sur lesquelles flottent des navires de toutes sortes, viennent s'y précipiter. « Pauvres barques, voiles superbes sombrent tour à tour dans le triste océan. Une barque ornée de pourpre porte le Pontife suprême, le cardinal, l'évêque, le César d'Allemagne. D'autres transportent, confondus, l'ignorant et le savant, le roi et le laboureur, les ambitieux, la femme dans l'éclat de sa beauté, le jeune homme plein de vigueur. Tous ceux qui pensaient vivre des siècles éternels, trompés par la prospérité, ne s'aperçoivent pas que le fleuve les mène d'autant plus vite à la mort qu'il est plus superbe et plus puissant. Au milieu de la mer s'élève un palais construit avec des ossements, dans lequel la reine de la famille humaine étale sa puissance. Elle fut reine jusqu'au jour où Dieu, étendant ses bras sur une croix, lui abattit les armes des mains. » Un pareil tableau pourrait, à notre

avis, faire pardonner à Saladin son troisième songe. Le sultan, tremblant à ce spectacle, crut voir que la mort lui décochait une de ses flèches, puis il s'éveilla. C'était un avertissement prophétique : frappé d'un mal soudain, il sentit que la sentence de Godefroy allait s'accomplir. Il appela ses enfants et leur dit : « Je suis né, mes chers enfants, je dois mourir. J'ai vécu, j'ai été l'épouvante du monde, et maintenant je ne suis plus rien. J'ai triomphé de toute l'Asie; et déjà la mort me foule de son pied glacé. J'ai eu d'immenses richesses; mais que pensez-vous que j'emporte à la fin de mon voyage terrestre? De tous les trésors de l'Orient, il me reste ce linceul. Là se réduisent les richesses, les joyaux, les grandeurs. La nature est due à la mort; il faut que je paie ma dette. Je n'étais pas, je suis maintenant, et dans un moment je ne serai plus, sinon un peu de vent et de poussière. » Ainsi mourut Saladin. « O vaillant capitaine, plein d'expérience, de génie, d'industrie et de force, le plus heureux de ton siècle, qui sus résister à un prince tel que Richard; si avec cette héroïque valeur tu avais été chrétien, tu serais le plus grand parmi tes contemporains. »

La mort de Saladin et la description beaucoup trop longue de ses funérailles terminent le poème. Après avoir parcouru cette longue carrière d'une épopée de vingt chants, Lope salue une dernière fois l'héroïque Philippe, en qui la triste Jérusalem peut espérer encore. « Vous serez, prince, la terreur de l'Asie, et votre gloire trouvera des cygnes pour chanter vos triomphes. Pour moi, toujours victime de l'envie, étranger dans ma patrie ou exilé, et en cela seul semblable à Ovide, quoique honoré dans les terres étrangères, je n'ai pour moi que la vérité. Je laisse ces vers barbares et de peu de valeur aux peintres plus habiles qui viendront après moi. Il en est peu qui entendront

ma voix; mais laissez passer le temps, et ma muse conquerra l'estime. Pendant la vie de l'écrivain et du guerrier, sa plume et son épée ont bien peu de crédit. « Grand Dieu! prends pitié de Sion, et la sainte Jérusalem pourra rebâtir avec plus de sécurité ses hautes murailles. » Ne dirait-on pas, en lisant ces vers mélancoliques, que le poète pressentait l'oubli profond où devait tomber son livre qu'il aimait, et qu'il n'avait écrit que pour la gloire de l'Espagne?

L'abbé CLIQUENNOIS.

(La fin prochainement.)

UN INSTITUTEUR EN 1810

V

Le Maître de Marquise dans sa classe

Celui-là connaît un artiste qui a contemplé ses tableaux, qui a parcouru les traités où il a révélé ses secrets ; mais celui-là se fait de son art une idée plus exacte qui a pénétré dans son atelier, qui l'a vu à l'œuvre, préparant sa toile, broyant ses couleurs et maniant son pinceau. — De même, pour connaître à fond le Maître de Marquise, il nous faut le suivre dans son atelier, c'est-à-dire dans sa classe, au milieu de ses élèves, dans l'âme desquels il s'efforce de graver les traits de l'idéal qu'il s'est formé de l'enfant et du jeune homme. Le *Cours d'Instruction* nous a déroulé le *programme; la manière de l'appliquer* nous révèlera l'originalité *du professeur*.

Le caractère spécial du Maître de Marquise fut *l'esprit pratique*. Il songeait moins à la théorie et aux principes qu'aux intelligences qu'il devait rapprocher de cet idéal, dans la mesure de leurs forces et de leur capacité, et mettait ainsi son enseignement à la portée de ses élèves.

Ce mérite était d'autant plus précieux qu'à cette époque il n'existait pas ce luxe de professeurs qui permet aujour-

d'hui de subdiviser les classes souvent plus qu'il n'est nécessaire; le maître devait pourvoir en même temps à l'instruction d'élèves de force inégale. Barthélemy suppléait au manque de locaux et de professeurs par son esprit de discipline et l'ardeur de son dévouement. Longtemps il n'eut, pour instruire ses soixante élèves, que deux ou trois sous-maîtres dont l'un était plus spécialement chargé des Anglais. L'enseignement était organisé de manière à ce que maîtres et élèves fussent toujours occupés. Les élèves s'appliquaient tous ensemble à l'étude des leçons; ils venaient ensuite les réciter autour du pupitre des maîtres; puis, tandis qu'une division faisait un devoir quelconque, thème, exercice, analyse, narration ou page de dessin ou d'écriture, l'autre s'exerçait à la lecture ou écrivait sous la dictée du professeur. Les devoirs étaient corrigés séance tenante : l'élève apportait son cahier et corrigeait lui-même son travail d'après les observations du maître. Les avantages de cette manière d'enseigner étaient considérables. Les inconvénients qu'elle pouvait présenter étaient surtout pour le professeur. Barthélemy les acceptait en toute patience et dévouement. Nous avons trouvé dans le rapport d'un instituteur ce tableau qui nous a rappelé le pensionnat de Marquise. « Il n'y a qu'un local, il faut agir comme si l'on en avait deux ou trois; il n'y a qu'un maître, il faut qu'il se multiplie et fasse la tâche de trois; il n'y a que des divisions, il faut les traiter comme des classes, donner à chacune d'elles son programme, son plan d'études, son emploi du temps; il n'y a que trois heures de classe commune, il faut que chaque groupe d'éleves ait ses trois heures de classe aussi bien remplies que s'il était seul à l'école, que s'il avait le maître à lui seul. »

Telle était bien la méthode de Barthélemy. Il aimait surtout à voir ses éleves le consulter et l'interroger sur les difficultés qu'ils rencontraient dans leur travail. Il pensait, comme Fénelon, que la curiosité, « ce penchant de la nature qui va au devant de l'instruction, » était une bonne chose. Lui-même entretenait cet éveil de l'esprit, soit par ses propres

questions, soit par des réponses bienveillantes aux demandes les plus naïves. « Je vous recommande spécialement, écrivait-il en tête de la sixième édition de sa Grammaire, de chercher à bien comprendre et à approfondir tout ce que l'on vous enseigne; et, à cet effet, s'il se présente une phrase ou un mot que vous ne comprenez pas bien, demandez-en aussitôt l'explication. L'écolier diligent, qui veut profiter, questionne souvent le professeur, afin de s'instruire; au contraire, le paresseux qui n'entend rien, ne fait aucune question, et il croupit dans son ignorance. »

Barthélemy ne se contentait pas de se mettre à la disposition de chaque élève en particulier; il s'évertuait à simplifier pour tous les règles de la lecture, de l'orthographe et du style. On peut en juger par ces avis sur la composition littéraire. « Pour arriver à bien s'exprimer en français, les élèves doivent : 1° bien *écouter* ce que dit le professeur; 2° *lire* avidement et surtout avec beaucoup d'attention les livres qui leur sont indiqués, pour y puiser de nouvelles connaissances; 3° *mettre par écrit* le résultat de leurs lectures; 4° enfin faire entre eux des *dissertations* sur les objets d'étude, comme pour se les démontrer les uns aux autres.» Et il résumait ces conseils en cet adage : « *Si vis fieri doctus, audi, lege: doctior, scribe: doctissimus, doce.* » Descendant dans les détails les plus humbles qui concernent l'orthographe et le style, il ajoutait : « Ne vous servez pas de *poudrier* (nous disons aujourd'hui *sablière*); mais relisez attentivement et plusieurs fois la page que vous venez de finir. *A la première lecture,* remarquez les omissions et les fautes de style, *et à la seconde,* les fautes d'orthographe, d'accentuation et de ponctuation. Ces cinq objets méritent bien qu'on relise au moins deux fois la page finie. Ces deux lectures faites, la page sera sèche, et vous n'aurez pas besoin de *poudrier*. »

Avant d'apprendre à ses élèves « à bien parler et à bien écrire » il importait de les mettre en garde contre les fautes les plus habituelles au pays qu'ils habitaient. Barthélemy ne manqua pas à ce devoir. Parlant de l'Université de Cambridge, dont il proclame la science, il critique la manière dont les Anglais prononcent le latin au point de le rendre tout à fait inintelligible. « Je suis étonné, dit-il, que la prononciation du latin par les Anglais soit si différente de celle de toutes les contrées du monde. Les Universités de Cambridge, d'Oxford, etc.,

possèdent, bien entendu, des professeurs du premier mérite, mais je désirerais savoir, s'il en est un seul qui puisse déduire une raison plausible pour autoriser l'étrange prononciation adoptée presque généralement en Angleterre. Un Espagnol, un Portugais, un Italien, un Français se feront entendre d'un Allemand, d'un Suédois, d'un Russe et vice–versa. Ils pourront, par ce moyen, converser ensemble, quoique l'un ne connaisse pas la langue maternelle de l'autre. Mais un Anglais entiché de la prononciation latine qui est particulière à sa nation, ne sera compris dans aucun pays du monde. » Une autre fois, s'ingéniant à faciliter aux Anglais l'étude du français, il leur signale les fautes auxquelles ils sont plus exposés et spécialement la confusion des genres, des *h* muets et des *h* aspirés. Pour les aider à triompher de cette dernière difficulté, il indique l'*h* aspiré par un astérisque ou une petite étoile. S'attaquant ensuite aux défauts propres aux diverses régions du Pas-de-Calais : « Prononcez-bien le *g*, le *j*, le *ch*., dit-il. Avis aux Guinois, dont beaucoup prononcent ces lettres comme les Courguinoises, c'est ce qu'on appelle *Zurer*. Ne *grasseyez* pas comme la plupart des Calésiens. Certaines personnes y trouvent une sorte d'agrément, un ton bourgeois. Je soutiendrai toujours que c'est un défaut. »

Comme on peut en juger par ces observations, l'enseignement de Barthélemy était essentiellement pratique, c'est-à-dire adapté au besoin de ses éleves; ceux-ci l'acceptaient d'autant mieux que sa forme était toujours simple et familière. Le vieux maître ne se gênait pas pour se mettre lui–même en scène, et il le faisait avec tant de candeur et de bonhomie que personne n'eût pu s'en offenser. « J'ai descendu le Rhin depuis Coblentz jusqu'à Cologne, » raconte–t–il, et il agrémente cette proposition du récit de ses trois voyages en Allemagne. « Il s'est passé bien des événements depuis un demi-siècle, » écrivait–il encore, faisant allusion à la Révolution et à l'Empire dont il aimait à redire toutes les péripéties.

Parfois, comme M. Cossart, son cher maître, il interrompait la classe et reposait les esprits par une historiette ou quelque observation humoristique. Ainsi, après avoir donné les termes propres qui expriment les divers cris des animaux : « La pie babille, » dit-il; puis il ajoute entre paren–

thèses : « et elle n'est pas seule à le faire. » A propos de l'*h* aspiré, il rapporte cette conversation de trois amis : « Le premier dit : « *J'ais été* hier à la comédie, » le second, « moi *j'ait été* au bal, » le troisième, « à mon avis *j'ais été* et *j'ait été* sont tous deux mal dits ; je pense qu'il faut dire : *j'ai été*. — Et pourquoi, répliquent les deux autres? — Parce que l'*h* est aspiré. » — Après avoir observé que les Anglais mettent toujours l'adjectif avant le substantif, il racontait : « Un officier anglais ayant dit un jour en présence d'un vieux grenadier français : Il pleut aujourd'hui de manière à me rappeler le *général déluge*. » — « Morbleu ! répliqua le grenadier, j'ai entendu parler de tous les généraux de l'Europe, mais le diable m'emporte si jamais l'on m'a nommé le *général Déluge*. » — Un autre jour, il interrompait la leçon de mathématiques par cette anecdote de police correctionnelle : « Un juge ayant demandé à un témoin quel âge il avait : Monsieur, lui répondit-il, j'ai huit et soixante ans. Pourquoi ne dites-vous pas soixante-huit ans? — La raison en est bien simple : c'est que j'avais huit ans avant d'en avoir soixante. »

Le bon maître plaisantait volontiers; mais toujours les pointes étaient inoffensives, car il n'aimait ni la raillerie, ni les railleurs.

Personne, mes amis, n'aime qu'on le plaisante,
C'est un talent cruel que celui de railler ;
Un bon cœur, à ce prix, doit rougir de briller,
Et ne pas se permettre une idée offensante.

Tel qui croit n'avoir fait qu'un simple badinage,
Dans le cœur de son frère a porté la douleur.
Pour peu que l'on plaisante, à coup sûr on outrage;
C'est montrer son esprit aux dépens de son cœur.

Souvent, par un bon mot, on cherche à faire rire,
Mais qu'on songe à celui que le bon mot déchire;
C'est un grand ennemi que l'on s'est attiré
Et de tous, à la fin, on se voit abhorré.

Sous cet air de bonhomie, facile et indulgente, Barthélemy Monteuuis gardait intacte son autorité. Il avait vu de trop près les abus de la licence, il avait trop souci du progrès de ses

élèves pour tolérer dans sa classe le désordre ou la dissipation. Au cours de ses ouvrages, il cite à diverses reprises ce texte de la Sainte Écriture : *Qui parcit virgæ odit filium suum*. Et de fait, élevé lui-même à l'école de la discipline, il estima qu'il fallait y former les autres.

Les punitions à cette époque n'étaient pas des pages, des vers, des verbes; elles se réduisaient plutôt à quelques coups d'une petite lanière de cuir qu'on appelait *férule*. L'élève recevait ces coups plus ou moins nombreux, plus ou moins rudes, selon la gravité du délit. Sans doute, il peut se glisser des abus dans l'emploi de cette méthode; mais au moins la répression était immédiate, instantanée, ce qui est un grand avantage, et surtout la sensation douloureuse faisait mieux comprendre à l'enfant le mal de l'action dont il s'était rendu coupable. Barthélemy Monteuuis appelait l'élève au pied de son grand pupitre qui dominait toute la classe et le punissait publiquement. Toutefois ces exemples étaient rares, car le maître agissait plutôt sur ses élèves par la fermeté de son regard, la justesse de ses remontrances ou l'efficacité de ses avis paternels. Les réprimandes et les punitions étaient acceptées avec d'autant plus de déférence et de respect que les fils de Barthélemy étaient moins ménagés que les autres; pris en défaut, ils recevaient une punition double; c'est toute la faveur dont ils bénéficiaient.

Le grand moyen d'action de Barthélemy Monteuuis sur ses élèves était l'amour qu'il leur portait et dont chaque jour il leur donnait la preuve. « *Cor et mentem colimus*. Nous formons l'esprit et le cœur, » écrivait-il dans son épigraphe, et il était d'autant plus capable d'atteindre ce double but que lui-même joignait la bonté du cœur à la perspicacité de l'esprit, réalisant par avance l'idéal tracé par Jules Simon : « L'éducation est une opération par laquelle un esprit forme un esprit, et un cœur forme un cœur. » Cette affection se développa avec l'âge. « Chers enfants, c'est à vous que je dédie cette septième édition de ma *Grammaire française*, écrivait-il en 1842. C'est pour vous que je travaille depuis près de trente-deux ans. Vous rendre facile l'étude de la langue française et des autres choses

utiles que vous apprenez en même temps, tel a toujours été le but de mes sollicitudes et de mes veilles.... Je termine cette courte dédicace par l'assurance de la bien sincère affection que je vous porte à tous, sans aucune préférence. Je n'ai jamais eu de prédilection que pour ceux qui faisaient preuve de talents, d'application et de bonne conduite. Répondez à ma tendresse par les doux sentiments de la piété filiale, et, soit pendant votre séjour au pensionnat, soit après votre retour sous le toit paternel, regardez-moi toujours moins comme votre professeur, que comme votre père et votre ami. » Ses élèves répondaient à ces avances par une douce reconnaissance, et le pensionnat de Marquise formait comme une grande famille. L'illusion était d'autant plus facile que les enfants de Barthélemy étaient mêlés jour et nuit aux autres pensionnaires, et jamais il n'y eut d'exception faite en leur faveur. L'organisation si simple de ces pensionnats où les élèves se trouvaient confondus dans la même classe, la même étude et le même dortoir, ou les maîtres étaient toujours en contact avec les éleves, se prêtait à cette intimité; la présence de Barthélemy, le père de son petit peuple, et le dévouement de son épouse, Geneviève Broutta, qui s'ingéniait à rendre à tous la vie plus douce et plus facile, ajoutaient encore à l'illusion.

Il était un jour dans l'année ou cet esprit de famille se manifestait d'une façon particulièrement affectueuse ; c'était le 3 janvier, le jour de la Sainte-Geneviève. Les anciens de Marquise nous ont parle des soirées organisées a cette occasion et tous sont d'accord à proclamer que ce jour était vraiment un jour de réjouissance pour toute la ville. Une seule fête aurait mérité de lui être comparée, la solennité de la Distribution des Prix, célébrée, elle aussi, avec un grand éclat. Barthélemy composait lui-même, pour cette circonstance, des dialogues sur l'*Histoire de France*, l'*Histoire romaine*, la *Mythologie*, l'*Astronomie*, la *Géographie physique*, la *Géographie descriptive*, la *Rhétorique française* et la *Grammaire*. L'une de ces dernières pieces, la seule qui ait été conservée, traitait des *Locutions vicieuses et de leurs corrections*. Elle fut représentée le 22 août 1819 au pensionnat des

Demoiselles, et le 13 avril 1826, au pensionnat des Jeunes Gens. L'utile était mêlé à l'agréable, comme on peut en juger par le titre des compositions.

C'était le caractère propre de l'enseignement de M. Monteuuis de faire tourner toute chose au bien de ses élèves. « Nos élèves, tout en ne paraissant apprendre que la Grammaire, apprennent au contraire bien des choses, disait-il dans une de ses Préfaces. »

Barthélemy n'a pas composé de *Manuel civique;* mais tous ses livres respirent le plus sincère et le plus ardent patriotisme. « La nation française à laquelle nous nous faisons gloire d'appartenir passe par tout l'univers pour la nation la plus polie qui existe. » Ainsi débute son *Histoire de France*. Le portrait qu'il trace du Français est également empreint d'une fierte nationale : « Les Français sont humains, généreux et courageux. L'esprit, la vivacité et la gaité brillent dans leurs conversations. C'est à leur école que les étrangers viennent prendre le bon ton de la société, et recevoir des leçons de politesse. On leur reproche leur légéreté et leur frivolité ; nul n'est parfait dans le monde! Ces petits défauts sont rachetés par tant de qualités aimables, que les Français sont partout regardés comme formant la nation la plus accomplie. » Et, parcourant les divers départements, il relève avec soin toutes les gloires de la France. Dans le département des Landes, il mentionne le village de Pouy, près de Dax, où naquit saint Vincent de Paul. Son âme charitable, s'éprenant de ce beau modèle : « A mon avis, dit-il, il est bien peu d'hommes qui aient d'aussi justes droits à l'immortalité. En effet, est-il une vertu plus recommandable que la bienfaisance, et quel mortel l'exerça jamais comme Vincent de Paul? Homme charitable qui fis de si grandes choses avec si peu de moyens, ta statue devrait orner les places publiques; elle inspirerait encore pour les malheureux la pitié que tes discours pleins d'onction ont si souvent excitée dans l'âme de tes auditeurs. » Passant ensuite au village d'Ayat, à quelques lieues de Riom, patrie du général Desaix : « Honneur aux braves! » s'écrie-t-il ! Dans les autres pays, il rencontre encore la France qui y a laissé sa glorieuse empreinte. Il a un souvenir sympathique pour la malheureuse Pologne.

« Nous ne pouvons quitter les Polonais sans rendre justice à leurs vertus guerrières. Nous n'oublierons jamais qu'ils ont combattu dans les rangs de nos braves, et qu'associés aux premiers soldats du monde ils se sont montrés leurs dignes émules. Immortel Poniatowsky, ton portrait orne nos salons et ta mémoire restera gravée à jamais dans les cœurs généreux. » Enfin, après avoir fait, sur la carte, un voyage avec ses élèves, visité successivement les côtes de France et d'Angleterre, les îles de l'Ancien et du Nouveau-Monde, et s'être perdu dans les Antilles, il s'interrompt tout à coup, et, achevant son œuvre : « Nous remettons à la voile, dit-il, et nous cinglons vers la France, notre patrie. Puissions-nous la trouver florissante et heureuse et le roi en bonne santé! Les Romains, qui étaient les maîtres de l'univers, disaient : *Salvo Cæsare, salvus orbis.* Nous qui sommes Français, nous dirons : *Salvo rege, salva Gallia.* » C'est dans le même esprit que chaque jour, à la sortie des classes, Barthélemy faisait chanter à ses élèves cette prière patriotique qu'il avait adaptée à l'air national des Anglais : *God save the king.*

Grand Dieu! sauve le Roi;
Notre espoir est en toi,
Sauve le Roi.
Qu'il soit toujours heureux
Puissant et glorieux
C'est l'objet de nos vœux
Vive le Roi!

Chaque jour dans ce lieu,
Nos cœurs offrent à Dieu
Ce noble vœu.
Du fils du bon Henri
Que le nom soit chéri
Qu'il soit toujours heureux
Et glorieux!

Philippe, notre Roi,
Vivre et mourir pour toi
C'est notre loi.

Entends, ange de paix,
Pour prix de tes bienfaits
Ce cri de bon Français :
Vive le Roi !

Barthélemy, que l'amour du pays natal avait retenu a Marquise, avait gardé dans son cœur une place à ce patriotisme local, d'autant plus vif chez une âme généreuse que la ville est plus petite et plus humble. Le bourg était trop modeste pour mériter un paragraphe dans une géographie universelle, mais il trouve moyen d'en parler à différentes reprises. A propos du camp de Boulogne, il rapporte qu'en l'honneur de la grande armée, on construisit une colonne formée « du beau marbre de Marquise, joli bourg situé dans la vallée Heureuse, et connu par ses carrières de pierres blanches et grises et de marbres de diverses espèces. » Une autre fois, il mentionne « le bel hôtel-de-ville d'Hazebrouck, bâti en pierres blanches de Marquise. » Enfin en Irlande, à Kilkenny, ayant découvert une ville dont les rues sont pavées en marbre, il observe : « En cela Kilkenny a l'honneur de ressembler à notre bourg de Marquise qui est pavé du même marbre que la pyramide de Boulogne et que le monument érigé sur le pont de Calais en l'honneur de Louis XVIII. »

Le seul but de l'éducation de l'enfant n'est pas de le former à aimer et a servir son pays. Il est d'autres qualités, autant et plus nécessaires que le patriotisme, et sans lesquelles celui-ci n'est pas en sûreté, ce sont les qualités morales et religieuses. Barthélemy n'avait garde de l'oublier. Inculquer aux jeunes gens l'amour du travail était sa première préoccupation : il savait quelle sauvegarde le travail apporte à la jeunesse, et quelle abnégation il réclame. Aussi chaque jour, avant la classe, il leur faisait chanter :

Du courage !
Faibles enfants, profitons du jeune âge,
Songeons toujours au lointain avenir ;
Par nos travaux nous pouvons l'embellir :
Du courage !

Du courage!
Avec ardeur mettons-nous à l'ouvrage;
Les grands talents, que nous admirons tous,
Furent enfants et petits comme nous:
Du courage!

Du courage!
Sous un ciel pur sachons prévoir l'orage.
Pour recueillir, semons donc aujourd'hui;
Nos vieux parents ont besoin d'un appui:
Du courage!

Barthélemy a résumé ses préceptes de morale dans les sentences semées au cours de ses ouvrages et dont lui-même aimait à faire le commentaire. En voici quelques échantillons : « Le mensonge est le plus bas de tous les vices. — Une personne bien née a horreur du mensonge. — Défiez-vous du menteur, même quand il dit la vérité. — Les livres d'un paresseux sont toujours en désordre. — Je pardonne volontiers à un enfant qui avoue sa faute. — L'hypocrisie est un bien grand défaut. — Les passions tyrannisent l'âme. — Les bonnes œuvres, quelques difficultés qu'elles offrent, doivent être préférées aux mauvaises actions qui présentent plus d'agrément dans le principe, mais qui sont toujours suivies de justes remords. — La candeur, la docilité, la simplicité sont les vertus de l'enfance. — L'étude rend savant et la réflexion rend sage. — La charité est douce, patiente, bienfaisante. — La douceur est une vertu, mais elle ne doit pas dégénérer en faiblesse. — Il ne faut jamais se moquer des misérables! — Le suicide est un crime affreux. — Il est glorieux de mourir pour la patrie! — Il est doux de servir le Seigneur! — Aimons ceux qui nous ont enseigné les sciences. »

Dans son enseignement aux demoiselles, Barthélemy donnait des conseils particuliers, plus en rapport avec leur caractère ou leur avenir. Il savait, par exemple, qu'une curiosité native porte les jeunes filles à lire tout ce qui leur tombe sous la main. Pour les mettre en garde contre ce danger, le maître leur montre l'*Abeille* choisissant ses fleurs. Sans ce choix attentif, au lieu de miel, elle ne produirait que du fiel.

Il est beau d'aimer la lecture
C'est prendre un honnête plaisir :
De l'âme elle est la nourriture;
Mais on ne peut trop la choisir.

La jeune fille n'est pas moins disposée à tirer vanité des formes plus ou moins gracieuses que la nature lui a départies et parfois à considérer cet avantage comme tenant lieu de vertu. Barthélemy raconte à ce sujet la fable de la *Rose* et de l'*Immortelle,* celle-ci modeste et constante, l'autre brillante mais éphémère; et il conclut par cette morale non moins pratique que la première :

Dans ces deux fleurs on voit une image fidèle
De la vertu, de la beauté;
La vertu vit et dure autant que l'Immortelle,
La beauté, de la rose a la fragilité.

Cet enseignement moral s'inspirait surtout de religion et de piété. La plupart des maximes sont empruntées à la Sainte-Écriture. Le vieux maître n'avait pas craint d'affirmer, en face des soldats et des marins, qu'il avait fait dix-huit mois de théologie; il s'en faisait gloire devant ses élèves pour éclairer leur foi, conseiller leur religion. Pour les mettre en garde contre une renaissance de rationalisme qui pouvait ramener les désastres engendrés au siècle précédent, il leur apprenait à se soumettre au joug de la *Foi,* plus salutaire que les caprices dangereux d'une philosophie licencieuse. Ses avis, sur ce point, sont résumés dans une fable en vers libres, consignée dans le *Discenda.*

Voulons-nous éviter les malheurs et les crimes
Où la *Philosophie* entraîna la Raison?
Fermons toujours l'oreille à ses fausses maximes,
N'écoutons que la voix de la *Religion.*

Toutefois, c'est moins par l'affirmation de ces principes que par l'autorité de ses propres exemples que Barthélemy formait ses élèves à la vertu. La dignité qu'il apportait

dans son maintien et dans toutes ses démarches, sa réserve et son respect pour les enfants, la piété convaincue avec laquelle lui-même récitait la prière, toute sa vie, en un mot, était une prédication de probité et de religion, plus facile à comprendre et plus efficace que les longs discours ou les sentences austères. Entre toutes les vertus du maître, dominaient son respect de la justice et son culte de la charité. La probité chez lui allait jusqu'à la délicatesse; et les injustices dont lui-même avait été victime n'avaient fait que lui inspirer un respect plus scrupuleux du bien des autres et une horreur plus profonde pour l'iniquité. Nous l'avons vu ruiné par la Révolution et la guerre, puis économisant pour payer ses dettes, les payer encore et les payer toujours jusqu'à la fin de sa vie. L'enseignement avait été pour lui un apostolat et non un métier, et seuls les fournisseurs de Marquise avaient trouvé leur profit, durant les trente-six années où prospérèrent les deux pensionnats. « J'ai reçu au moins un million de francs, témoigne-t-il lui-même, dont la majeure partie a profité aux marchands, aux tailleurs, aux cordonniers, aux boulangers, aux bouchers, au brasseur, aux ouvriers et fournisseurs en tous genres, aux maîtres d'agréments, de dessin, de danse, d'escrime, de musique, aux pauvres et surtout aux malades. Ce que je viens de dire est connu de Marquise. »

Ces dernières paroles nous montrent que la charité de Barthélemy n'était pas moindre que sa justice et son désintéressement. Les pauvres surtout éprouvèrent les effets de sa bonté. Sa charité envers eux était très méritoire car il prenait non pas sur le superflu mais sur le nécessaire, « soulageant leur misère, nous dit un témoin de cette époque, en leur donnant ce dont lui-même avait besoin. » Nous ne saurions rapporter tous les actes d'abnégation inspirés par cette générosité native. Ceux qui en ont bénéficié sont presque tous allés rejoindre leur bienfaiteur dans la tombe.

G. MONTEUUIS.

(La fin prochainement.)

LETTRES

DE DIVERS A MAINE DE BIRAN

Mme de Chateaubriand à M. de Biran.

Le 16 Mars 1820.

Madame de Chateaubriand n'a oublié ni le plaisir qu'elle a eu de renouveler connaissance avec Monsieur Maine de Biran, ni la promesse obligeante qu'il a bien voulu lui faire de se charger de *ses petits livrets*. Celui qu'elle recommande à sa charité, doit être rempli, plus ou moins, de souscriptions à *vingt sous*, une fois payés. Cet argent est destiné à acheter la maison qu'occupe présentement l'infirmerie de Marie-Thérèse (1). Si Monsieur Maine de Biran a la bonté de jeter les yeux sur le *prospectus* que je prends la liberté de joindre ici, il verra que l'établissement pour lequel je sollicite son

(1) Cette infirmerie Marie-Thérèse est située près du cimelière Montparnasse et fut destinée par sa fondation à soulager de nobles infortunes, et à servir de maison de retraite pour les prêtres infirmes et âgés. Cet établissement était placé sous la haute protection de Mme la duchesse d'Angoulême. Le 8 decembre 1819, Mgr Frayssinous avait prononcé à l'occasion de la bénediction de la chapelle provisoire, une éloquente allocution où il saluait « l'élite de cette capitale, accourue à la voix de l'humanite et de la religion, pour s'associer au mérite des fondateurs. » Le 19 décembre 1821, une nouvelle chapelle fut bénite par Mgr de Quelen, au début de son épiscopat, et Mgr Frayssinous fut encore appelé à porter la parole devant Mme la duchesse de Berry.

La fondation de cette *infirmerie* avait été pour Mme de Chateaubriand l'exécution d'une promesse d'entreprendre quelque chose d'agréable à Dieu, si Louis XVIII rentrait en France.

intérêt le mérite, non seulement par le nom qu'il porte et la protection sous laquelle il est formé, mais encore par la classe d'infortunés au soulagement desquels il est consacré.

Madame de Chateaubriand prie Monsieur Maine de Biran d'agréer ses compliments empressés, et d'avance l'expression de toute la reconnaissance qu'elle se trouverait fort heureuse de pouvoir lui offrir chez elle.

M. Loyson (1) *à Maine de Biran.*

Monsieur,

Cette lettre va vous trouver sans doute occupé de soins trop agréables pour que je veuille les interrompre longtemps. Ce serait d'ailleurs mal me recommander à votre famille que j'aurai peut-être l'honneur de voir bientôt, et je craindrais de lui ravir des moments dont elle doit être avide après une si longue séparation.

Je me suis empressé, à votre départ, de remplir la commission dont vous m'aviez chargé : Vous recevrez les *Archives* et vous avez déjà dû recevoir le *Spectateur* à votre nouvelle adresse. Je me hâte d'arriver au projet dont nous nous sommes si souvent entretenus.

Plus j'approche du moment et plus je sens ma résolution hésiter. Ce n'est pas que je me fasse une idée moins délicieuse de notre retraite d'un mois ensemble à la campagne, au grand air, loin de la politique, jouissant de notre pleine liberté, moi passant le jour dans les champs et les bois avec mon Tibulle que j'avais déjà repris dans un premier accès d'espérance, vous dans votre cabinet avec des personnages

(1) M. Ch. Loyson, 1791-1820, ne à Château-Gonthier (Mayenne), publiciste et poète, maître de Conferences à l'Ecole normale, chef de bureau au ministère de la Justice, auteur de poesies, de brochures et de pamphlets ministériels. Il collabora avec M. Guizot aux *Archives philosophiques* et au *Spectateur*; il fut un des fondateurs du Lycée français.

plus graves, et nous retrouvant tous les deux vers la fin du jour pour nous entretenir de votre chère philosophie et quelquefois peut-être, mais avec réserve, de mes vers dont je sens que je redeviendrais facilement fou. Le voyage à Bordeaux et notre retour ne me sourit pas moins.

Mais s'il faut vous l'avouer, une si longue campagne m'effraye vue de plus près, et je suis encore gêné par une autre considération. Vous m'avez souvent et beaucoup pressé de vous accompagner, mais aviez-vous bien fait attention à tout le monde que vous devez avoir : votre famille réunie, Monsieur votre neveu, des amis, des parents, des voisins; dans cette foule, ne serai-je point un peu embarrassant? C'est ici pour moi une considération d'égoïsme et non de bienséance. Ce n'est point vous que je veux ménager, vous m'avez mis sur le pied d'agir avec vous sans façon pour ces sortes de choses; mais, permettez que je pense à moi. Tout mon plaisir périrait dans le germe dès le premier jour, si je pouvais me soupçonner le moins du monde incommode. Je ne connais point comme on dit *la localité*. C'est à vous de me décider. Mais ne mettez pas dans votre réponse plus de vains ménagements de politesse que je n'en ai mis moi-même dans cette lettre. Si vous m'écrivez : Vos difficultés n'en sont point, venez sans crainte, j'irai peut-être et même probablement. Si vous ne me l'écrivez pas, je n'irai point. Dans tous les cas, comme je suis décidé à voyager, et que j'espère avoir ma liberté plus tôt que je ne l'avais cru d'abord, je vous prie de me faire une très prompte réponse. Je compte partir vers le 10 août.

Je ne vous parle pas de ce qu'on dit ici : ce serait aller vous ravir un des plus grands avantages de votre retraite. J'ai vu M. Laîné une fois depuis votre départ; il se porte bien, et j'attends avec impatience l'occasion d'aller lui donner de vos nouvelles.

Ne connaîtriez-vous point M. J., procureur général récemment nommé de la cour d'Angers? Si vous le connaissez, ne pourriez-vous lui écrire à Angers ou chez lui une lettre en faveur de M. B., procureur du Roi à Chateau-Gontier, qui

désire être nommé conseiller à la cour royale d'Angers? C'est mon ami d'enfance, c'est un frère pour moi. M. J. présentera. Je suis bien sûr que vous ferez tout ce qui dépendra de vous. Je vous réponds du magistrat que je vous recommande comme digne à tous égards de l'emploi qu'il sollicite. Vous pouvez, sur la responsabilité de ma conscience, en parler dans ces termes.

Adieu, Monsieur; veuillez bien me rappeler au souvenir de MM. votre fils et votre neveu, et présenter par anticipation mes hommages à votre famille, car, cette année ou une autre j'espère bien que vous me présenterez à elle (1).

J'ai l'honneur d'être, avec un bien respectueux attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

C. Loyson.

De M. Ch. Loyson à Mme de Biran.

Madame,

L'hommage que je prends la liberté de vous offrir n'est-il point trop tardif pour mériter que vous ayez la bonté de l'accueillir? Je sens combien je suis inexcusable d'avoir tant différé à m'acquitter envers Grateloup, et je n'aurais aucun droit à me plaindre, je l'avoue, si on m'y refusait connaissance aujourd'hui. Mais M. de Biran, qui a bien voulu être mon interprète de temps en temps auprès de vous, Madame, m'assure que, malgré mes torts, mon souvenir y est encore resté dans une condition plus favorable qu'il n'avait droit de l'espérer. Je me hâte donc tandis que je puis encore protester contre la prescription.

Je vous avais promis, à mon départ, d'épier exactement la conduite de M. Maine et de vous en rendre un compte fidèle.

(1) Ce voyage projeté eut lieu comme la lettre suivante en fait foi.

Hélas! Madame, c'est un triste ministère que celui dont je me suis chargé. Vous avez un mari bien dérangé. Il couche chez lui, je crois, mais il n'y dîne jamais. Conseil d'État, Chambre des Députés, commission le matin, réunion le soir, grande dépense de cabriolet : voilà sa vie dans laquelle il reste à peine quelques rares instants pour tel qui s'était un peu trop accoutumé, dans vos bois, au plaisir de le voir tous les jours. Ah! Madame, rappelez-nous bien vite au bord de votre canal, traçons des chemins, plantons des arbres, creusons des fossés. Rappelez-nous au plus vite si vous voulez que nous ne finissions pas par nous perdre de vue; ce n'est qu'à cent lieues de Paris que nous pourrons nous rencontrer désormais.

Oserai-je vous prier, Madame, de me rappeler au souvenir de Mesdemoiselles vos filles et votre nièce. J'ai aussi des excuses à leur faire. Elles avaient eu la bonté de me demander, à mon départ, une promesse que je n'ai pas remplie. Mais je ne l'ai point oubliée cependant, et je suis trop flatté que mes vers soient accueillis en si bon lieu, pour ne pas regarder comme une faveur, l'obligation que j'ai prise de les leur envoyer. Je vous prie de permettre aussi que Madame votre mère, Madame votre sœur, M. et M^me^ Gérard, trouvent ici l'expression de mon respect et de ma reconnaissance pour tous les soins obligeants dont j'ai été l'objet chez eux. Je ne vous parle point de vos bontés, Madame, je sens trop l'insuffisance de tout ce que je pourrais dire à cet égard. Je n'ai qu'un moyen de la reconnaître, c'est de les placer, dans mon cœur, à côté de celles de M. Maine de Biran.

Agréez, je vous prie, Madame, l'hommage de mon respect et de mon attachement. C'est ainsi que je finis toujours mes lettres à Monsieur votre mari.

C. LOYSON.

Le 27 Novembre.

J'ai l'honneur, Monsieur, de vous envoyer le petit imprimé que je vous ai promis, en vous priant de le communiquer à M. Chapuis et ensuite de me le rendre.

Il me supposera peut-être, ainsi que vous, d'après cette lecture, bien opposé à tout corps représentatif; mais en cela, vous vous tromperiez beaucoup et je crois devoir vous expliquer l'objet de ce mémoire, les circonstances dans lesquelles je me trouvai lorsque je le rédigeais, il y a plus de vingt ans.

J'étais alors dépositaire de la plus intime confiance du malheureux Louis XVI, que je partageais avec le baron de Breteuil; j'avais reçu à Paris les instructions du Roi pour traiter avec MM. Pitt, de Mercy, etc., et il ne m'avait pas été difficile de voir que ces ministres n'avaient réellement d'autres projets, que celui d'affaiblir la France et de la laisser tarir la source de son commerce et de son industrie, et enfin de n'interposer leurs forces pour y rétablir une apparence d'ordre qu'afin d'y fonder un gouvernement faible et sans énergie qui pût être le principe de troubles intérieurs sans cesse renaissants.

De ce moment, je crus devoir appliquer tous mes soins dans mes relations avec ces ministres à leur prouver :

1° Que le projet de nous laisser consommer notre ruine était dangereux à leur sûreté; que plus nous serions pauvres et ruinés au dedans, plus nous serions redoutables au dehors.

2° Que celui d'affaiblir sans mesure la puissance royale pour transmettre les plus indispensables prérogatives à un corps de représentants, produirait nécessairement un effet tout contraire à celui qu'ils en espéraient.

Je ne sais s'ils demeurèrent bien convaincus de mes raisons; mais ne pouvant du moins les détruire, l'un et l'autre, chacun de leur côté me firent l'objection que si j'étais réellement de bonne foi, je serais bien coupable puisque je me

refusais à un ordre de chose, qui, d'après mes idées, devait porter mon pays à un si haut degré de puissance. Je répondis à cette espèce d'objection tirée de ma qualité de Français, par les moyens que vous trouverez employés pour établir ma troisième proposition.

Quoi qu'il en soit, c'est le résumé de ces discussions politiques, que je rédigeai dans le temps en forme de mémoire, que je vous envoie.

Sans doute que dans un écrit qui a vingt ans de date, il doit se trouver peu de choses applicables aux circonstances actuelles, si ce n'est les principes généraux parce que les principes ne changent pas, mais seulement leur application. Quant au jugement que je porte sur la constitution anglaise, je le crois vrai et peut-être est-ce le seul objet d'utilité présente qu'offre ce mémoire; car puisque nous avons aujourd'hui tous les éléments qui composent la constitution anglaise. il convient d'en adopter l'esprit politique qui seul lui donne le mouvement et la vie; c'est le seul moyen d'en tirer de vrais avantages pour la gloire du règne de Sa Majesté et le bonheur de la nation française.

Malheureusement, nous sommes bien loin de là; nos ministres actuels au lieu de s'entendre avec les députés à seconder les vues du Roi pour le bien de ses peuples, font tous leurs efforts pour se rapprocher d'une minorité dont les principes anti–royalistes sont bien connus. Ces ministres ont-ils la même aversion pour la Royauté? ou ne les ménagent-ils que par crainte et parce qu'ils savent qu'ils n'ont rien à redouter des fidèles sujets du Roi? Je l'ignore; mais il est certain qu'il est singulier de voir d'un côté le Roi personnellement uni de principes et de vues avec la majorité des représentants qui l'est elle-même avec le gros de la nation et de l'autre ses ministres, d'intelligence avec les députés anti-royalistes qui n'ont pour eux que quelques débris des factions qui ont déchiré notre pays.

Malheureusement cette position singulière peut devenir dangereuse. Mais je m'aperçois qu'au lieu d'une lettre d'envoi c'est un *in-folio* politique que je vous adresse. Je finis donc

en vous priant d'agréer, Monsieur, l'assurance de mon tendre et inviolable attachement et de croire que je me trouverai très flatté de pouvoir cultiver quelquefois mes relations commencées avec vous et vos amis ; mais j'ai de fortes raisons pour qu'elles restent secrètes (1).

De M. Stapfer (2) *à M. de Biran.*

Paris, 18-23 Septembre 1820.

Très cher et respectable ami,

Si mes yeux ne m'avaient pas donné du souci dans les derniers temps, je ne me serais sûrement pas refusé la jouissance de vous adresser une lettre à Grateloup, sans attendre celle que vous avez eu la bonté de m'écrire le 10 du courant, et surtout je vous aurais sur-le-champ remercié de cette aimable et intéressante lettre et vous aurais dit plus tôt quel bien nous a fait la douce image de votre bonheur domestique, dans un moment où nous avions besoin de cette diversion à des peines bien vives.

Je ne sais pas, mon honorable ami, si j'ai eu occasion de vous parler des relations anciennes et intimes qui nous lient à une Française établie à Berne, M^me^ Steck (3), femme aussi remarquable par son talent littéraire que par le charme de

(1) Un professeur d'histoire très érudit auquel cette lettre a été communiquée, pense qu'elle fut écrite en 1815 sous le ministère Richelieu. Quant à l'auteur presume de ces lignes, « Celui des personnages en vue, dit-il, à qui pourrait être attribuée la lettre sans trop d'invraisemblance, est le comte de Montlosier, né en 1755, mort en 1838. »

(2) M. Stapfer, ministre protestant suisse, retire à Paris. C'était un littérateur, philosophe et diplomate. Après avoir professé la théologie protestante à Berne il avait ete ministre des Cultes, puis ministre plénipotentiaire à Paris.

(3) M^me^ de Steck, née Guichelin. A douze ans, elle avait composé une pièce de vers sur la mort de Leopold, duc de Brunswick. Elle a traduit de l'anglais *Le Hameau abandonné*, de Goldsmith ; de l'allemand, des lettres, de Salomon Gessner, en 1801 ; des lettres de J. de Müller à ses amis MM. de Bonstetten et de Glein, en 1810 ; une *Histoire de la littérature espagnole*, de Bonserweck, en 1812.

son esprit et ses vertus. Elle est l'auteur de poésies anonymes que les juges compétents ont distinguées, et traducteur des lettres de Müller à Bonstetten, de Gessner à son fils, de l'*Histoire de la littérature espagnole*, par Bonserweck, etc., traductions presque superieures aux originaux, et faites par une mère souffrante pour augmenter les faibles ressources que son mari, homme parfait, lui avait laissé en mourant d'une mort prématurée, pour l'éducation de quatre enfants. Ces travaux qui lui avaient fourni les moyens d'entretenir son fils aîné dans deux Universités d'Allemagne, avaient contribué à ruiner une santé déjà minée par de cruels chagrins. Mais elle allait revoir ce fils chargé de lauriers académiques, attendu par ses concitoyens pour être employé immédiatement dans des fonctions honorables, et devant être le seul appui de sa famille. Cette espérance la soutenait au milieu des souffrances d'une maladie lente et incurable, lorsque mon frère a été condamné à lui annoncer la mort violente de ce fils chéri, noyé dans la Saale, près d'Iéna, en se baignant. Depuis, elle est immobile de douleur et n'aspire qu'à rejoindre ceux qui l'ont précédée.

Cet affreux événement nous a été annoncé par une lettre de mon frère, arrivée le jour où, après un long silence de plus de quinze jours, nous comptions recevoir des nouvelles de nos voyageurs, que nous savions occupés à parcourir les glaciers avec plus de curiosité que de prudence. La vue d'une lettre de Berne, écrite en allemand au lieu de l'écriture de son fils, et le malheur de son amie, bouleversèrent ma femme et nous firent passer des moments bien pénibles jusqu'au surlendemain, qui nous apporta enfin une lettre d'Albert (1). M. Ampère aussi n'était pas sans inquiétude, quoique moins au fait que moi, des dangers que nos jeunes gens avaient courus malgré nos avertissements.

Leur désir de voir des aspects ossianiques et de ne pas suivre les sentiers battus est tel que j'aimerais presque mieux les voir exposés à des désagréments de police dans la Lom-

(1) Albert Stapfer avait partagé avec ses frères les leçons d'un illustre précepteur : il repondit mieux que les autres aux soins de M. Guizot.

bardie autrichienne que de les savoir dans nos hautes régions alpines. Il me semble que les dangers imposés par le devoir, tels qu'on court à la guerre ou en mer dans des voyages obligés, rendent la tâche de la patience et de la résignation moins difficile que les hasards auxquels des personnes chères s'exposent de gaîté de cœur et pour leur amusement. Je ne dis ni à ma femme, ni à M. Ampère combien je serai soulagé quand nous apprendrons leur retour dans une ville de plaine ou de *vile prose*.

Il y a aujourd'hui une singulière tendance dans les jeunes gens qui reçoivent une éducation lettrée, à chercher les émotions vagues, à se livrer aux pensées mélancoliques, tendance qui contraste singulièrement avec les goûts anti-poétiques et le règne des sciences de faits qui sont incomparablement des traits caractéristiques dans la physionomie intellectuelle de nos contemporains. L'ossianomanie que M. de Chateaubriand a nourrie plus qu'il ne pense, Rousseau, Gœthe, Schiller, les Romantiques, ont certainement beaucoup fait pour arracher les âmes au matérialisme honteux et avilissant de l'époque voltairienne, mais leur influence n'est pas toute bienfaisante. Ils ont remplacé l'entraînement vers les jouissances grossières et une philosophie d'égoïsme sensuel par un épicuréisme interne et rêvassier, ennemi d'une vie activement utile, et destructeur non seulement du contentement et de la gaîté mais de la candeur même et de la sérénité de l'âme.

Je vous paraîtrai peut-être, mon excellent ami, bien ridicule ou au moins paradoxal, en osant affirmer que je ne fais pas à cette disposition des esprits une mince part dans l'invasion du panthéisme qui nous menace. On ne peut se le dissimuler, ce système fait d'effrayants progrès parmi les classes studieuses et chez les hommes même animés, en apparence, de sentiments louables, soit qu'il favorise la paresse en offrant à la raison spéculative un moyen expéditif (sous le masque d'élévation et de profondeur), de concilier l'idéalisme et le matérialisme, soit qu'il flatte l'orgueil de cette raison en l'identifiant avec la source des lois de

l'univers, soit qu'il trouve un puissant auxiliaire, un aliment tout préparé dans cette propension des esprits contemplatifs ou simplement cultivés, à se déifier et à s'enivrer de leurs conceptions. On a beau dire que ces théories supposent trop de réflexion et de force de tête pour devenir contagieuses. Elles se sont déjà emparées de la généralité des hommes lettrés dans de vastes contrées inférieures en activité intellectuelle et en facultés méditatives à nos pays civilisés d'Europe, et je ne vois pas pourquoi nous ne porterions pas, à notre tour, la peine de notre orgueil et des abus de notre système social.

Ce n'est pas des gouvernements, ce n'est pas même des leçons sévères qu'administre le malheur que j'attends le remède. Il nous faut de hautes et profondes théories, propres à satisfaire l'élite des penseurs et à servir de ralliement aux amis sincères de la verité. Il ne s'agit aujourd'hui, en Europe, que de gagner quelques chefs d'enseignement en leur fournisant un point de repos pour leur esprit et un point de départ invariable pour leurs spéculations. Paris, Cambridge, Gottingue, Iéna, Berlin forment les instituteurs et les arbitres des nations. C'est là qu'il faut porter le principe régénérateur des études et des méthodes. Son opération sera lente, mais sûre et décisive. Je ne puis vous dire combien je souhaite que votre Leibnitzianisme *réformé* et adapté aux besoins spéculatifs de la génération actuelle puisse être bientôt offert aux méditations de ses tuteurs.

Me voilà bien loin des glaciers de nos jeunes pèlerins qui disaient en partant et en pensant à leurs courses alpestres : « *Il faut espérer que nous vivrons un peu.* » Vous trouverez que je perds la tête plus que ceux qui la portent à la cime du mont Blanc, et en effet, j'ai été entraîné par une association d'idées qui a besoin de toute l'indulgence interprétative de l'amitié pour paraître autre chose qu'une avalanche d'idées décousues, provoquée par une fièvre cérébrale. Je vais tâcher d'expier cette débauche par un peu de raison.

Votre Mérian (1), mon excellent ami, était déjà avant votre départ entre les mains des Procustes de la rue de Cléry. On m'assure que les retranchements ne toucheront que sur la partie biographique, sur l'*enveloppe* du philosophe berlinois. Mais l'impression est bien loin d'être commencée. Il y a trois semaines que le *hâteur* de l'entreprise (il en y avait, je crois, autrefois dans les offices de Versailles) est venu me supplier de me charger de *Meiners* (2). J'ai fait défense vigoureuse. Enfin mon amitié pour mon ancien maître a prévalu sur ma répugnance et sur mes devoirs ophtalmiques et j'ai consenti à boucher ce trou. Mais depuis, mon œil gauche m'a fait beaucoup souffrir, et cette faiblesse de me laisser extorquer cette promesse me tracasserait beaucoup aussi si je ne savais qu'il y a d'autres traînards qui me couvrent du bouclier de l'Alphabet et de la priorité *littéraire* de leur héros sur le mien. Ce répit m'était bien nécessaire. Consulter des répertoires et copier exactement des titres de livres m'aurait été impossible tous ces jours–ci.

Je me vois forcé de m'abstenir, aujourd'hui, de toute réponse à l'article de votre lettre qui regarde votre intéressant ouvrage (3). On ne peut montrer plus clairement l'hétérogénéité de deux terrains que vous et M. Spurzheim (4) cultivez. Vous pourriez presque lui dire ce qui a été dit au gouverneur romain de la Palestine : « *Ma philosophie n'est pas de ce monde* physiologique. » J'attends le retour de M. Wurtz (5), qui est allé à Londres, pour renouer mes conversations avec lui : son associé ne s'arroge aucune décision en son absence. Mais j'ai lieu de croire que

(1) L'article sur Merian, composé par M. de Biran n'a pas éte inséré dans la *Biographie* : On n'en retrouve même pas le manuscrit. Il a ete remplace par un article signé Michaud jeune.

(2) Meiners, 1747. — Historien, littérateur allemand.

(3) Les *Nouvelles Considerat ons sur les rapports du physique et du moral de l'homme*, reproduites au tome IV des œuvres éditées par M. Cousin.

(4) Gaspar Spurzheim 1776-1834, médecin allemand, collaborateur, rival et successeur du docteur Gall. Son ouvrage qui est ici mis en comparaison avec celui de Maine de Biran est un *Essai philosophique sur la nature morale et intellectuelle de l'homme*. 1820.

(5) Treuttel et Wurtz, libraires, rue de Bourbon. Ils avaient une maison de vente à Londres.

la réponse du premier est définitive. Ils sont, dans ce moment, embarqués dans plusieurs entreprises qui les absorbent. M. Monod (1) me dit qu'il a fait imprimer chez Smitz un ouvrage de piété dont l'exemplaire ne lui revient qu'à 4 centimes. Il est vrai qu'on l'a tiré à 5.000 exemplaires : mais le papier et l'impression sont remarquablement bons et la feuille d'un ouvrage tiré à 500 exemplaires reviendrait de 50 à 55 francs.

Toute lecture m'a été interdite et je n'ai pu faire connaissance avec le livre de M. Spurzheim ; mais je m'en console d'autant plus facilement que vous me faites espérer que vous me montrerez vos notes sur quelques parties de son ouvrage : j'aime mieux le lire *avec* et *pour* ce correctif. Pour comble de privations et de contrariétés j'ai été dans l'impossibilité d'aller respirer l'air de la campagne. Ma femme n'a pas voulu quitter mon fils aîné et je n'ai pas voulu la laisser seule ici. Me voilà donc toujours dans la triste rue *des Jeuneurs* et sans provisions d'hiver, quoiqu'assurément je n'aie pas passé l'été comme la cigale. Mais je jouis, en idée, du bonheur de mon fils qui respire l'air des montagnes de la patrie ; je jouis du vôtre, mon respectable ami, et je me figure délicieusement la réunion d'un tel père à des enfants dignes de lui. Je suis fier de n'être pas oublié dans cet Élysée. Ma femme vous prie de recevoir ses salutations les plus cordiales.

Veuillez me rappeler au souvenir de Monsieur votre fils et croire à mon tendre et inviolable attachement.

P. A. STAPFER.

---

(1) Frederic-Joel-Jean-Gérard Monod 1794-1863, pasteur protestant, desservant à Paris en 1820. Rédacteur des *Archives du christianisme*. Plus tard, en 1848, il fonda une église orthodoxe indépendante.

M. de Tracy (1) *à M. de Biran.*

A Auteuil, le 27 prairial an 12.

J'ai reçu hier, Monsieur, votre lettre du 17. Je m'empresse de vous dire tout le bien qu'elle m'a fait, et combien il m'est doux de vous voir compatir à tous les sentiments de mon cœur. Je serais bien heureux si je pouvais en jouir plus souvent, et si mon bon destin avait fixé ma retraite moins loin de la vôtre. Je suis toujours privé de mon bon ami Cabanis (2). Il est pour tout l'été à douze lieues d'ici, chez son beau-père. J'ai pris mon parti de tout quitter et d'aller passer deux jours avec lui. J'ai trouvé sa santé un peu meilleure quoique bien chancelante, et toute sa famille très bien. Nous avons bien parlé de vous, et je me suis séparé de lui avec regret; mais je ne pouvais être plus longtemps hors de chez moi. Ma femme cependant est mieux. Elle est presque quitte de sa fièvre tierce et se rétablit un peu, ou plutôt elle revient à son état habituel qui est une maladie perpétuelle. Mais mon vieil ami ne me donne que le triste espoir de voir retarder un peu une perte cruelle que je ne puis plus espérer de différer bien longtemps. Et il n'en faudrait pas tant pour empoisonner la vie qui a tant d'autres côtés tristes qu'on ne peut pas même énumérer. Voilà le sort des humains. Je ne leur vois qu'un beau côté, c'est de se persuader, à tort ou à raison, qu'ils peuvent servir à adoucir quelques maux. Je me fais aussi cette illusion, mais le moments où on a la

(1) M. Destutt de Tracy, 1754-1836, fut député aux etats-généraux en 1789, sénateur en 1800, pair de France sous Louis XVIII, membre de l'Academie des Sciences morales. Ses principaux ouvrages philosophiques sont des *Élements d'idéologie,* un *Traité d'Économie politique,* un *Commentaire de l'Esprit des lois de Montesquieu.* En philosophie il est matérialiste.

(2) Pierre-Jean-Georges Cabanis, 1808, de la Corrèze. Matérialiste et athée, auteur d'ouvrages de médecine et de philosophie, d'un *Traité sur les rapports du physique et du moral de l'homme.* Mme Helvétius, chez qui se reunissait la première Société d'Auteuil dont faisaient partie Turgot, Franklin, Condillac et Condorcet, avait legue sa maison à Cabanis.

conscience vive d'être utile sont bien *rares*; ils laissent de terribles lacunes, et je ne connais que l'étude qui puisse les remplir. Revenons-y donc. En s'en occupant avec vous, elle a le charme de l'amitié. Je suis convaincu, d'ailleurs, de la haute importance de celle dont nous nous occupons; et même je me persuade qu'elle avance beaucoup. J'en serais tout-à-fait sûr s'il existait plusieurs personnes qui la cultivassent comme vous.

Vous vous plaignez, Monsieur, de la langue de l'idéologie. Malheureusement vous n'avez pas tort (elle prouve bien que la difficulté ou la facilité de s'entendre et de démontrer tient à la nature des idées et non aux formes) et pourtant vous êtes le seul homme que je connaisse qui n'ait pas le droit de s'en plaindre. Votre dernière lettre m'en est une nouvelle preuve. Elle est d'une lucidité et d'une précision dont je ne sais point d'autres exemples. Elle me montre qu'effectivement je vous avais toujours mal compris, ce qui est l'équivalent de ne point comprendre du tout. Nous sommes arrivés, de discussions en discussions, aux premiers principes de toute pensée, c'est-à-dire aux derniers termes auxquels on peut parvenir en décomposant et dont il faut repartir en recomposant. On n'a plus rien là sur quoi s'appuyer et il est aisé de se méprendre, je crois cependant que c'est ce qui ne m'arrivera plus, et grâces vous en soient rendues.

Je vois que je m'étais absolument trompé en croyant que vous pensiez que nous avons un sentiment de personnalité, une conscience d'existence, une espèce de sens intime, de connaissance de notre réalité et de notre vitalité, séparément et abstraction faite de toute sensation et de tout rapport particulier. Cette opinion ne me paraissait pas fondée, ainsi j'étais surpris que ce fût la vôtre. Cependant, comme beaucoup d'hommes très habiles ont pensé ainsi ou à peu près, dans les temps antérieurs, et pensent encore la même chose ou l'équivalent dans les pays étrangers, je croyais que cela était possible et que vous pouviez même avoir des raisons que je ne pénétrais pas; et je me persuadais d'autant plus que je ne voyais pas d'autre fondement à la distinction que

vous établissiez entre *devenir* une sensation et l'*apercevoir*, et à plusieurs autres points de votre doctrine; et quoique jusqu'à plus ample information le fondement me parût erroné cela ne m'empêchait pas de rendre toute justice aux très beaux développements de vos idées, à leur profonde analyse, et à leur vigoureux enchaînement, et de faire le plus grand cas de votre ouvrage et surtout de votre talent. Vous savez, Monsieur, qu'en ces matières il faut bien se garder de proscrire en masse ce qui diffère par un point de ce que nous croyons la vérité, et qu'il y a des choses admirables et qui seront éternellement admirées dans maint système reposant sur des bases bien plus évidemment inexactes. Voilà ma justification.

Quoi qu'il en soit, je vois clairement que j'étais dans l'erreur. Vous pensez bien qu'il y a un sentiment de *moi* ou conscience d'*être* distinct de tout sentiment de *manière d'être* accidentelle et particulière; mais vous le faites naître de l'effort exercé constamment (au moins dans l'état de veille) par la volonté sur les organes qui lui obéissent en lui résistant; vous le faites consister dans le sentiment de l'action de cette force vive sur ce qu'elle anime et meut; et vous croyez que ce fait (ou cette supposition) est nécessaire pour que nous acquérions la connaissance distincte de notre corps et de ses parties et pour que nous sentions l'identité de notre *moi* pendant sa durée. C'est là suivant vous le *mode fondamental* et le *substratum* de ce moi. Vous concevez qu'il peut exister seul, et alors l'individu est réduit à l'unique conscience de son moi. Vous concevez aussi qu'il peut exister des impressions senties sans être unies à ce mode fondamental, et alors l'individu a *affection* sans *aperception*. Et enfin, la *sensation* telle que nous l'éprouvons est un composé de l'*affection* et de l'*aperception* personnelle. Cette aperception est un jugement implicite entre l'effort et la résistance qui localise la sensation, en sorte que celle-ci renferme la connaissance de l'organe où elle a lieu, ce que ne fait pas l'affection simple. Enfin ce que vous appelez les modes passifs, peut exister en nous dans l'état d'affection simple. Dans les modes actifs, au

contraire, il y a toujours action de la volonté (du moi senti) par conséquent aperception. Ils sont nécessairement à l'état de *sensation proprement dite*. Ce sont eux qui constituent proprement les opérations intellectuelles; c'est en s'appliquant aux modes passifs qu'ils les élèvent à ce rang; et de là beaucoup de propriétés que vous reconnaissez exclusivement aux *modes actifs*.

Autant que je puis croire, Monsieur, ce sont bien là vos idées. J'espère les avoir saisies exactement; cela devrait être bien aisé car vous les exposez dans une perfection incomparable. Mais ces matières sont si délicates qu'il se pourrait encore que, malgré la plus sincère bonne intention et la plus grande attention, je me fusse trompé sur quelques nuances et sur quelques liaisons, d'autant que j'ai l'esprit préoccupé et la tête pleine d'une manière de voir assez voisine mais pourtant un peu différente. Je ne tenterai pas de vous la justifier pleinement ou, ce qui serait la même chose, de combattre absolument la vôtre. Tout ce que je pourrais dire à l'appui de ce que j'ai écrit dans les deux premières parties de mon idéologie se trouvera dans la troisième à laquelle je travaille, et sera mieux là que je ne pourrais le dire ici, parce que ce sera pour ainsi dire en action; car cette partie ne sera que des applications et des développements. Si elle me mène à bien, j'aurai vraisemblablement eu raison dans le principe et ce sera plus manifeste que si j'entreprenais de justifier directement le début lui-même. Je me bornerai donc à vous présenter quelques réflexions que vous pèserez et dont vous ferez l'usage que vous voudrez.

Je m'en prendrai, comme de raison, à ce sentiment du *moi* que vous regardez comme mode fondamental. Nous sommes bien près l'un de l'autre, Monsieur, puisqu'après tant d'obscurités et d'incertitudes nous arrivons à très peu près par le même chemin à ce premier de tous les faits, la connaissance de ce *moi*, et que nous le trouvons presque absolument le même. Mais êtes-vous bien sûr qu'il ait ce mode fondamental que vous lui attribuez? Vous me renvoyez à ma note de la page 311 du 1er volume de l'Institut et à la

page 430 du 2e volume de Cabanis où il me fait l'honneur de rapporter et d'approuver ce que j'en ai dit. Mais ni l'un ni l'autre ne me paraît juger la question. Certainement ce *substratum,* comme vous l'appelez, n'est point une abstraction comme je l'avais cru ; de la manière dont vous me l'expliquez, c'est bien un fait positif. Mais encore une fois ce fait est-il constant? Il est l'action d'une force vive que vous placez au dedans de nous. Mais cette force, quelle que soit sa nature, est un résultat de notre organisation générale, ou si l'on veut, l'acte d'un organe particulier matériel ou immatériel, faisant partie de l'organisation totale (ces deux suppositions me sont indifférentes). Dans les deux cas nous ne connaissons cette force que par ses effets. Comment produirait-elle ce *sentiment personnel qui reste le même au sein de tous les modes variables?* Et en quoi consisterait ce *sentiment personnel,* abstraction faite pour le coup de tous ces modes? Je vous avoue que je ne le comprends pas et que je ne l'aperçois pas, ce *sentiment.* Cette force vive, c'est ce que j'appelle notre *sensibilité.* Quand elle éprouve une impression, elle *sent, passivement,* si vous voulez. Quand elle éprouve une volonté, un désir, elle sent encore, *activement* si vous voulez, mais c'est toujours sentir et sentir telle ou telle chose déterminée. La première manière de sentir ne la conduit qu'à se sentir elle-même, à connaître notre *moi.* La seconde, quand elle consiste à vouloir un mouvement, la conduit à connaître des êtres *autres* qu'elle, *autres* que notre moi, et par suite à connaître mieux ce *moi* lui-même en le distinguant, le circonscrivant, lui adjoignant les parties qui lui appartiennent sous certains rapports (comme organes). Mais je ne vois pas pourquoi ce moi aurait un *substratum,* pas plus que les autres êtres auxquels je n'en reconnais pas. Il me semble que comme eux il consiste purement et uniquement dans ce que nous en savons, c'est-à-dire dans ce que nous en sentons et dans ce que nous en concluons (ou jugeons) ce qui est encore *sentir.* Il devient bien exactement suivant moi toutes les *affections* ou impressions qu'il éprouve successivement mais sans cesser d'être celles qu'il a éprouvées et qu'il se

rappelle (1) grâce à la mémoire, ce qui fait que l'idée que nous en avons va toujours s'accroissant, s'augmentant, se composant, se compliquant, comme font celles de tous les autres êtres à mesure que nous en connaissons plus de circonstances. Suivant moi ce *moi* n'est d'abord pour nous que l'impression ou les impressions qu'il a reçues, comme l'or n'est d'abord qu'un être qui nous résiste. Ensuite il devient de plus tout ce qu'il éprouve, comme l'or tout ce qu'il nous fait éprouver. Mais, je le répète, je ne vois pas plus de *substratum* à l'un qu'à l'autre. Ce substratum, je dois le dire, me paraît un être parasite que vous introduisez là sans preuves. De plus vous n'en n'avez pas du tout besoin, ce me semble, pour toutes vos explications, ni pour justifier les belles observations que vous avez faites sur les différences qui existent entre les impressions passives et celles provoquées par une volonté agissante qui sent sa propre action et la résistance qui lui est opposée, et les mouvements qu'elle opère malgré cette résistance ; ou entre celles-ci et celles ressenties dans le sommeil ou dans certains états maladifs. Tout cela va tout seul en conséquence de l'inaction de certains organes ou de leur lésion, ou de la nullité de l'action de juger ce que l'on sent ou des éléments fournis à cette action qui se confondent avec d'autres, ou de ceux qui lui manquent.

J'ai mal à l'estomac, je suis las ou faible, ou bien la vivacité de l'air ou quelques verres de vin me rendent gai et alerte. Dans ces cas opposés, les mêmes choses ne m'excitent pas de même. Sans doute, à l'impression qu'elles devraient me faire en vertu des jugements réfléchis que j'en porte, se joignent d'autres impressions que je n'en distingue pas assez, et la résultante, l'état total en est altéré et modifié. C'est un vice de notre nature. C'est une des causes ineffaçables de notre faillibilité. J'en ferai mention dans ma logique ainsi que des remèdes plus ou moins efficaces, mais qui consistent

(1) Comment le *moi* demeure toujours ce qu'il a été si le fonds de notre nature se grossit ainsi en avançant ? Ce n'est pas ainsi que s'effectue le phénomène de notre existence. Je n'ai pas besoin de me rappeler de rien pour sentir ma propre durée dans la continuité de mon être. (Note de M. de Biran.)

tous à multiplier et à prolonger les jugements et les comparaisons, pour discerner les circonstances et en tenir compte.

Les affections cataleptiques, les douleurs internes, les délires, les songes; je vois dans tout cela des situations extraordinaires où des opérations intellectuelles manquent, et par conséquent les rectifications ou compléments qu'elles apporteraient. Les douleurs internes nous paraissent presque toutes des points, comme nous disons, parce que les moyens nous manquent pour déterminer leur étendue. Quand elles existent dans des parties longues, comme la cuisse, nous leur reconnaissons une longueur, mais point de largeur, parce que nous ne savons où la fixer. A aucune nous ne donnons une étendue qui dépasse celle de notre corps parce que nous savons qu'elles y sont renfermées, quoique souvent nous ne sachions pas précisément où.

Je ne puis entrer dans les détails, et peut être je ne m'explique pas assez ni bien; mais je ne me sens point obligé pour tout cela à recourir à une *conscience obscure* ni à toutes les hypothèses auxquelles elle a donné lieu. Je n'y vois autre chose que sentir et juger, et souvent juger mal, c'est-à-dire sur des données incomplètes ou mal démêlées. Je n'ai pas besoin non plus de recourir à ce que Locke appelle *réflexion* comme source d'idée, à moins qu'il n'entende par là toutes les opérations intellectuelles que je fais sur mes *affections* primitives et adventices. Mais je vous avoue aussi que je ne vois pas la nécessité de cela. Je suis convaincu que toutes vos belles analyses demeureront irréprochables sans lui. Pourquoi la mémoire seule en liant les impressions présentes et les impressions passées ne produirait-elle pas l'identité du moi, comme de l'or et de tous les autres êtres qui affectent ce *moi?*

Je vous soumets tout cela de nouveau, Monsieur, je n'abonde point dans mon sens. Je voudrais avoir le même talent que vous pour rendre mes idées, et cette supériorité que je me plais à reconnaître me porte à croire sincèrement que vos idées sont plus et mieux élaborées que les miennes;

car elle ne peut pas venir d'une autre cause. Mais j'ai un amour trop sincère pour la science pour ne pas vous exhorter de tout mon pouvoir à réexaminer celle qui ne me satisfait pas et que je ne sens pas nettement. Au reste, le point où nous en sommes me prouve que la science est plus avancée que nous ne le croyons nous-mêmes. Il sera bientôt complètement jugé. Et quand ce premier anneau sera bien constant de tous points, tout le chemin à faire en redescendant se fera bien vite et bien sûrement. Continuez, je vous prie, à m'éclairer, et agréez les assurances d'un bien sincère et bien profond attachement.

TRACY.

Je viens de lire l'*Histoire comparée des systèmes de philosophie,* par Degérando (1), en trois volumes. Il prétend avoir une connaissance exacte des opinions de deux ou trois mille philosophes. Je le veux bien croire puisqu'il le dit, quoique cela ne me semble pas aisé. Mais je le crois bien peu en état de voir lequel de tous est le plus près de la nature. Ce qui me plaît de ce livre, c'est qu'il fait voir de combien de millions d'erreurs on est déjà préservé quand on en est où nous en sommes. Cependant il en reste encore trop de possibles.

M. de Tracy à M. de Biran.

Ce 28 Septembre 1806.

Votre lettre du 20 me fait un bien sensible plaisir, mon cher confrère penseur. Je la reçois au moment où j'arrive de chez notre ami Cabanis. Nous y avions bien parlé de

(1) M. de Gérando, fut membre de la junte qui administra Rome après l'invasion des États pontificaux par Napoleon Ier. Il était hautement estimé des Romains. Publiciste et philosophe. Lyon 1772-1842.

vous. Nous nous étions bien reproché tous deux de ne vous avoir pas encore écrit et nous étions impatients de recevoir de vos nouvelles, et presque inquiets de n'en pas avoir. Enfin il était convenu que j'allais vous en demander au nom des amis. Je comprends aisément la multitude d'occupations que vous ont causée les circonstances du moment : et je conçois aussi toute la peine que votre âme sensible a éprouvée à la vue de bien des malheurs nécessaires mais cruels. Je n'ai que deux enfants, mais l'un est toujours en Dalmatie sans espoir de retour, au milieu de fatigues et de dangers sans gloire : et l'autre, mon gendre, part ce soir pour le grand quartier général à Mayence (1), à son grand contentement, mais pour être peut-être encore plus exposé; et moi je reste avec les femmes à m'affliger, ma foi, comme elles, car je n'ai pas autre chose à faire. Ainsi le veut la fortune et l'âge. Cependant j'espère encore que les grands projets, quels qu'ils soient, pourront s'accomplir sans coup férir, et que par conséquent nous en serons quittes pour l'inquiétude.

Quoi qu'il en soit, le remède à cela est de cultiver son esprit et de tâcher de rendre utile aux autres le profit que l'on fait soi-même par l'étude. Vous, Monsieur, qui en êtes si capable, je vois avec un plaisir extrême que vous vous occupez énergiquement de vous en procurer le temps et les moyens. Il n'est pas possible que vous touchiez à quoi que ce soit sans l'avancer et l'améliorer. Les questions de l'Académie de Berlin sont curieuses et intéressantes par cela même que la seule manière de les énoncer est une conséquence de beaucoup d'idées antérieures, et tient intimement à beaucoup de partis pris précédemment et peut-être révoqués en doute actuellement. C'est déjà faire beaucoup que de les en séparer et de discuter ces arrêts provisoires dont je crois que l'on souhaite revenir. C'est dans ce sens que j'ai traité le sujet, comme je vous l'avais annoncé. Mon ouvrage peu étendu est fait. J'ai d'autant plus d'envie de vous le

(1) Ce 28 septembre, Napoléon partait lui-même en campagne et le 28 octobre entrait en vainqueur à Berlin.

montrer que bien sûr d'être de votre avis en beaucoup de choses, je ne sais si nous ne nous diviserons pas ensuite sur quelques points. Mon écrit partira tel qu'il est parce que c'est l'exposé de ma persuasion actuelle et telle qu'elle résulte de mon étude propre. Mais si vous ne l'adoptez pas, je serai charmé que votre mémoire soit un factum contradictoire (1), et s'il est couronné, j'aurai une double joie de votre succès et de l'avancement de la science qui sera constaté par une décision à laquelle je me rendrai si je suis convaincu, ou sur laquelle je travaillerai de nouveau si je ne le suis pas ou si l'on juge que tout n'en soit pas dit. Mais ce qui me fait surtout grand plaisir, c'est que si on nous goûte vous ou moi nous éliminerons en commun bien des choses de cette philosophie étrangère et étrange, dont le renversement me paraît le préliminaire nécessaire à toute saine doctrine. Ce beau sujet à l'examen duquel vous exhorte notre ami viendra ensuite et sera un bienfait public.

J'attends pour vous faire passer mon écrit que vous m'indiquiez par quelle voie, car c'est trop volumineux pour la poste. La copie pour l'Académie est d'environ trente pages papier de ministre. Je crois que le mieux est de lui donner l'air d'un petit paquet et de le mettre à la diligence. En attendant votre réponse on fait la copie qui vous est destinée.

La santé de notre ami continue à aller bien et très bien. Le beau temps, la paix des champs et la chasse le remettent et lui font des provisions pour l'hiver. Je crois même qu'il recommence à travailler, ou du moins qu'il prépare ses idées ; mais je ne l'exhorte pas encore à se livrer à ce luxe de forces. Je vais dans l'instant lui donner de vos nouvelles. Je suis sûr de lui faire un grand plaisir. Vous connaissez tous les sentiments que vous ont voués les amis; je vous prie de ne jamais douter qu'ils seront en moi tant que durera ma chétive existence et par delà s'il y a un par delà. Salut et attachement bien sincères.

TRACY.

(1) M. de Biran et M. de Tracy présentaient chacun un mémoire à l'Académie de Berlin.

Mme de Tracy est très sensible à votre souvenir. Elle me prie de vous en remercier. J'espère demain dire à la Romiguière (1) et à Jacquemont (2) tout ce dont vous me chargez. Ce sont gens qui vous aiment bien parce qu'ils méritent eux-mêmes d'être aimés. Je ferai incessamment votre commission pour la *Décade* (3). Leur bureau fait souvent de pareilles fautes. Il devrait bien s'en corriger : cela nuit.

M. de Tracy à M. de Biran.

Ce Mardi 14 Avril 1807.

Je m'empresse, Monsieur, de vous tranquilliser. J'ai reçu votre chère lettre du 4, le 9 au soir. J'ai écrit sur-le-champ à M. Degérando; j'étais déjà en peine hier au soir et je chargeais Jacquemont (sans lui dire de quoi il s'agit) qui était chez moi de lui demander réponse, quand elle est arrivée. Il me mande qu'il a reçu aussi le paquet (4) le 9, qu'il l'a fait passer à l'instant même à la secrétairerie d'État par laquelle il arrivera en très peu de jours à Berlin. Ainsi, comme je l'avais prévu, il n'est pas besoin du moyen que j'avais, et votre objet est rempli, ce qui est l'essentiel. Reste à savoir à cette heure ce que fera la pauvre Académie de discussions philosophiques au milieu du tumulte des armes. Mais dût-elle les négliger momentanément, vous aurez toujours fait

(1) M. de la Romiguière, du Rouergue, 1756-1837, fut d'abord membre de la Congregation de la doctrine chrétienne; plus tard professeur de philosophie et bibliothécaire au Prytanée français, professeur de philosophie à la Faculté des lettres de Poitiers.

(2) Victor Jacquemont 1801-1802, fit beaucoup de voyages scientifiques dont il a publié les résultats dans sa correspondance, et son *Voyage dans l'Inde*. Il mourut à Bombay.

(3) *La Décade*, revue philosophique littéraire et politique qui parut pour la première fois en avril 1794 jusqu'en septembre 1807. Elle paraissait tous les dix jours : de là son nom.

(4) Le Mémoire qui fut couronné à Berlin.

un excellent ouvrage et ces choses là restent et produisent leur effet un jour ou l'autre.

Dussé-je être bien battu, je m'en réjouis, car sans me vanter je ne me borne pas à aimer la vérité plus que mes amis; je l'aime mieux que moi-même, ou plutôt je ne m'aime point du tout quand je la combats. Aussi cela ne m'arrive jamais que quand je ne m'en aperçois pas. Je trouve bien heureux que vous ayez pu vous ménager ces quatre semaines de bon temps et bien plus heureux encore qu'elles aient suffi à votre travail. Je vous remercie mille fois de songer à m'en faire jouir avant le public. Cela me fera un extrême plaisir. Cependant, je vous prie, ne vous gênez pas pour me donner cette satisfaction. Je sais que cela existe, j'ai l'esprit tranquille actuellement.

J'attendais cette bonne nouvelle avec tant d'impatience d'un moment à l'autre que j'ai toujours différé de vous en donner de votre excellent vin. Il est en cave, il est en bouteille, il est dans le meilleur état du monde et nous avons bu à votre santé avec délices et reconnaissance. C'était le meilleur usage que nous en puissions faire. Il n'y a qu'une chose à souhaiter pour le rendre parfait, c'est d'en boire avec vous, et celle-là je la désire bien vivement et ma femme et tous les miens se joignent à moi, et aussi nos bons voisins, hommes et femmes qui me parlent bien souvent de vous : ils me prient bien de vous parler d'eux. C'est vraiment une chose délicieuse que ce vin, c'est du vin de liqueur. Nous comptons vous le faire boire pour du vin de Constance. Je suis étonné qu'il ne soit pas plus connu, mais je pense que c'est qu'il arrive rarement à ce point de perfection (1). Il me rendrait bien bavard, mais il faut que je me taise aujourd'hui parce que l'heure me presse et que je suis impatient que ceci parte et vous tranquillise sur le fruit de vos veilles. Soyez bien assuré, je vous prie, de l'attachement bien vrai que je vous ai voué pour la vie.

TRACY.

(1) Il s'agissait assurément du vin blanc de Montbazillac.

Je suis bien sensible à votre aimable intérêt pour mes bons jeunes gens. Ils sont toujours l'un en Turquie, l'autre en Pologne. Il ne leur est encore arrivé nulle malencontre. Mais quel diable de métier! Et quand cela finira-t-il? Je vous plains bien de la nouvelle conscription (1).

Abbé MAYJONADE.

(1) Dont M. de Biran était chargé comme sous-préfet.

(La fin prochainement.)

LA
SCIENCE POLITIQUE
AU XVIII^e SIÈCLE

MONTESQUIEU

Première Partie.

QUESTIONS PHILOSOPHIQUES, RELIGIEUSES ET SOCIALES.

Montesquieu avait près de soixante ans quand il publia *l'Esprit des lois;* il avait passé toute sa vie à le composer.

C'est un livre immense dont la table des matières est presque un volume. Il y examine les lois dans leurs rapports avec la forme du gouvernement, l'esprit de la constitution, le climat, le sol, les mœurs, la religion, le commerce, la guerre, etc. Et ce plan gigantesque est rendu plus vaste encore par la méthode expérimentale de l'auteur, méthode qui est constamment de chercher dans l'histoire de tous les peuples du monde le fondement ou la confirmation de ses théories.

Nous ne pouvons songer à le suivre dans cette complexité infinie; l'exposé et la critique prendraient des dimensions presque égales à celles de l'ouvrage lui-même.

Nous n'examinerons pas l'*Esprit des lois* au point de vue

de la composition et de l'ordre, sur quoi il y aurait beaucoup à dire, et sur quoi je me borne à reproduire, en la prenant à mon compte, cette impression de Villemain : « Autrefois, » je l'avouerai, j'avais cru voir dans l'ouvrage de Montes- » quieu une composition savante, complète dans toutes ses » parties. Tout m'y paraissait méthodique et lumineux. En » l'étudiant davantage, je l'ai moins compris. J'ai cru y » remarquer des lacunes, des contradictions et plus d'un » problème sans réponse (1). »

Nous laisserons également de côté le point de vue littéraire, bien qu'il y eût une étude curieuse et instructive à faire de ce style brillant jusqu'au miroitement, éloquent, mais avec une nuance de déclamation qui porte bien sa date, fort, mais avec une sorte de tension qui sent le travail et la recherche de l'effet, concis, mais avec une affectation de profondeur et avec une *imperitoria brevitas* qui touche à l'impertinence lorsque l'auteur veut exécuter en quatre mots les idées ou les gens qui lui déplaisent, en tout un style de maître, mais d'un maître qui n'est ni de la meilleure époque, ni de la meilleure école.

Enfin nous renvoyons aux économistes les questions de finances, de commerce et de monnaie, aux jurisconsultes et aux historiens du droit les livres et chapitres savants et profondément travaillés qui se rapportent au droit civil romain ou féodal.

Ces éliminations faites, il reste, d'une part, les questions philosophiques, religieuses, sociales, de l'autre, les questions proprement politiques. Les premières sont l'objet du présent article. Une étude spéciale sera consacrée aux secondes.

I

I. — Nous rencontrons tout d'abord une métaphysique des lois ; et nous devons nous arrêter à ce portique, fort inférieur

(1) *Tableau de la littérature française au XVIII^e siecle*, 15^e leçon.

par ses proportions et sa valeur à l'édifice dans lequel il nous introduit. Ici Montesquieu, s'il se place au-dessus de la plupart de ses contemporains qui ne voulaient de métaphysique d'aucune sorte, reste bien au-dessous de ses grands prédécesseurs, parce que sa métaphysique est superficielle et mince. Ce qu'elle a de ténu et presque de frivole sautera aux yeux de quiconque, avant d'aborder l'Esprit des lois, aura étudié dans saint Thomas, par exemple, ou dans Suarez cette grande idée de la loi, ses caractères, son fondement, ses principales dérivations dans la vie sociale.

Montesquieu définit les lois *les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses*, définition doublement défectueuse : parce qu'elle ne contient pas une idée qu'elle devrait contenir, l'idée d'ordre et de fin, — et parce qu'elle contient une idée qui ne se rencontre pas dans toutes les lois, l'idée de nécessité.

La nécessité toute seule est chose aveugle. C'est pourquoi ceux qui, chassant Dieu de l'univers et expliquant tout par une nécessité naturelle, prétendent cependant conserver dans la nature et dans la science de la nature l'idée d'ordre et de *cosmos*, disent une chose proprement absurde ; car il est inintelligible que la nature inconsciente soit soumise à des lois qui portent l'empreinte de la raison, si ces lois ne viennent pas d'une raison suprême qui la gouverne; la nécessité sans Dieu se confond, en somme, avec le hasard. Montesquieu s'en aperçoit dès le second paragraphe de son ouvrage : « Ceux qui ont dit qu'une fatalité aveugle a produit toutes » les choses que nous voyons dans le monde ont dit une » grande absurdité; car quelle plus grande absurdité qu'une » fatalité aveugle qui aurait produit des êtres intelligents?(1)»

Et, dans le troisième, il laisse tardivement apparaître une idée qui aurait dû venir la première comme un élément essentiel de sa définition fondamentale : « Il y a donc une raison pri- » mitive; et les lois sont les rapports qui se trouvent entre » elle et les différents êtres, et les rapports de ces divers êtres » entre eux. »

(1) L. I, ch. I.

En second lieu, il n'est pas vrai que toute loi exprime des rapports nécessaires. Cela est vrai des lois mathématiques. Cela est vrai aussi des lois physiques, à condition qu'on n'oubliera pas que, si ces lois dérivent logiquement et nécessairement de la nature des êtres qu'elles régissent, cette nature elle-même est créée et, comme telle, reste contingente dans son fond, communiquant ainsi à ses lois son caractère de contingence. Enfin cela est vrai de la loi morale, étant donnée la nature raisonnable de l'homme telle que Dieu l'a faite. Mais cela n'est pas vrai des lois sociales et politiques, — objet cependant de l'ouvrage de Montesquieu, — dès que ces lois sont autre chose que la pure et simple traduction des lois morales naturelles dictées par la conscience. Les lois sociales et politiques doivent sans doute tendre à s'accommoder si bien à la nature des sociétés qu'elles régissent, qu'elles en acquièrent une stabilité aussi rapprochée que possible de l'immutabilité; elles doivent être doublement conformes à la raison et à la justice : négativement en ne les contredisant jamais, positivement en concourant à les appuyer. Mais elles ne sont pas pour cela nécessaires; car il y a des cas infinis où une même relation entre les hommes en société peut être raisonnablement réglée par des lois différentes les unes des autres. Réclamer pour elles la nécessité métaphysique, c'est poursuivre une dangereuse chimère, c'est s'égarer à la recherche de l'absolu dans le domaine du relatif.

II. — Le second chapitre de cette philosophie des lois traite des lois de la nature. Il est moins satisfaisant encore que le premier.

Montesquieu énumère par ordre quatre lois de la nature : loi de la conservation de la vie, ou loi de la paix, — loi de l'entretion de la vie ou loi de la nourriture, — loi de la transmission de la vie, ou loi de la propagation de l'espèce, — loi de la sociabilité. Rien de plus (1). Montesquieu ne classe pas parmi les lois de la nature la loi naturelle elle-même en tant que loi morale imposant le respect du droit et l'accomplisse-

(1) L. I, ch. II.

ment du devoir. Ses quatre lois sont lois de la nature animale, ou, si on veut, de la nature humaine en tant qu'animale; elles ne sont pas lois de la nature humaine en tant que l'homme est autre chose et plus qu'un animal. Il dépouille ainsi d'avance les lois humaines, objet de son étude, de leur caractère moral. Les suites de cette erreur ou de cette lacune se prolongeront dans tout le cours de l'*Esprit des lois*. Très habituellement il y traitera les grandes questions sociales, qui sont cependant aussi des questions morales, en *naturaliste*, si je puis dire, au point de vue des faits pour en rechercher les causes et les suites, trop rarement en moraliste pour juger les faits au point de vue de la justice et du droit (1).

III. — Vient ensuite la question de la liberté.

La définition finale que Montesquieu en donne est plus défectueuse encore que sa définition des lois. Je dis *finale*, parce qu'il en donne deux : une bonne qui est son premier mot, une mauvaise qui est son dernier mot. Et il est surprenant qu'il ne se soit pas aperçu, à deux lignes de distance, de leur écart et de leur opposition.

Première définition : « Dans un État, c'est-à-dire dans une » société où il y a des lois, la liberté ne peut consister qu'à » pouvoir faire tout ce qu'on doit vouloir et à n'être pas con» traint de faire ce qu'on ne doit pas vouloir (2). » — Cela est entièrement vrai, et je ferai seulement remarquer que cela est identique à la thèse que soutiennent les théologiens et publicistes catholiques lorsqu'ils enseignent que la vraie liberté est la liberté du bien, et qu'absolument parlant le mal en lui-même n'a pas de droits, bien qu'il puisse et doive parfois être toléré par crainte d'un mal plus grand. Les

(1) Il est juste de constater que Montesquieu place en tête de son énumération la déclaration suivante qui semble le mettre en règle : « La loi qui, en imprimant » dans nous-mêmes l'idée d'un Créateur, nous porte vers lui est la première des » lois naturelles par son importance et non pas dans l'ordre de ces lois. » Mais cet ordre de dates ne devait pas empêcher Montesquieu, qui prétend donner la liste complètes des lois de la nature, d'y faire figurer cette première loi morale naturelle et, avec elle les principes fondamentaux du droit et du devoir.

(2) L. XI, ch. III.

libéraux de notre temps, qui se sont si fort scandalisés de cette thèse comme d'une doctrine de despotisme, se doutaient-ils que c'était du plus pur Montesquieu?

Mais voici la seconde définition : « La liberté est le droit » (entendez aussi le pouvoir) « de faire ce que les lois per-» mettent » (ajoutez et de ne pas être contraint de faire ce qu'elles n'ordonnent pas) (1). — Cette définition garde une petite part de vérité. En effet, je ne suis pas libre si ce droit et ce pouvoir me manquent, soit que l'arbitraire du gouvernement me les enlève au mépris des lois, soit qu'il n'y ait pas d'autre loi que cet arbitraire même. Mais est-il vrai que je suis libre dès que j'ai ce pouvoir? Si la loi elle-même est tyrannique, si elle empiète sur les droits inviolables de l'individu, de la famille, de la propriété, si elle m'interdit ce que la conscience me commande et me commande ce que la conscience m'interdit, suis-je libre? Évidemment non. La définition ne serait donc bonne que si la loi était toujours juste, si elle était toujours, comme le veut Montesquieu dans un autre passage, *la raison gouvernant les peuples*. Mais nous savons trop qu'il y a des lois injustes, des lois qui sont non la raison, mais la passion et le caprice, des lois auxquelles on a le droit de désobéir, parce qu'elles commandent ce qu'elles n'ont pas le droit de commander, des lois auxquelles on a le devoir de désobéir, parce que ce qu'elles prescrivent est en opposition avec ce que prescrit la conscience. La définition de Montesquieu équivaut donc à mettre la loi humaine au-dessus de la conscience et de la loi morale; et cela équivaut à les nier.

Montesquieu ajoute à sa définition générale de la liberté une définition spéciale de la liberté politique. J'oserai dire, — et je supplie qu'on ne me prenne pas pour un dangereux révolutionnaire, — qu'elle ne me satisfait pas entièrement, même avec les développements qui l'accompagnent, et que je serais, en cette matière, un peu plus exigeant que n'est l'*Esprit des lois*. « La liberté politique dans un citoyen est, » dit-il, « cette tranquillité d'esprit qui provient de l'opinion que » chacun a de sa sûreté; et, pour qu'on ait cette liberté, il

(1) L. XI, ch. III.

» faut que le gouvernement soit tel qu'un citoyen ne puisse pas » craindre un autre citoyen.» Et il indique, comme condition fondamentale de la liberté politique ainsi entendue, l'idée, qui lui est chère à bon droit, de la séparation des trois pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire. — Il me semble qu'en croyant définir la liberté politique, Montesquieu définit plutôt la liberté civile. Les conditions qu'il indique peuvent être des garanties d'un bon gouvernement, non d'un gouvernement qu'on doive appeler libre. Elles peuvent être le fruit de la liberté politique ; elles n'en sont pas l'essence. Et pour ma part, je n'appellerais peuple libre que celui à qui sa constitution laisse, à un degré quelconque, le droit d'intervenir, par ses représentants, dans ses propres affaires et d'en contrôler la gestion.

IV. — J'achèverai la partie proprement philosophique de cette étude par l'exposé d'une théorie célèbre qui appartient à ce qu'on pourrait appeler l'anthropologie générale, la théorie des climats.

La doctrine de Montesquieu sur ce point n'est que le développement de celles d'Hippocrate et d'Aristote qu'il a le tort de ne pas citer. Hippocrate en médecin, Aristote en législateur politique, tous deux en Grecs fiers de leur race, avaient signalé l'influence du climat sur les tempéraments des peuples, et, par suite, sur leurs dispositions naturelles, leurs mœurs, leur caractère et même leur développement intellectuel. Cette influence est incontestable pourvu qu'on ne l'exagère pas. « Certains climats, » dit Fénelon dans sa Lettre sur les occupations de l'Académie française, « sont plus heureux » que d'autres pour certains talents comme pour certains » fruits. Nous voyons que les Athéniens avaient un esprit » plus vif et plus subtil que les Béotiens » dont le nom est passé en proverbe. Le péril et l'erreur seraient de rapporter tout à cette influence et de la transformer en une fatalité contre laquelle il n'y aurait rien à faire. Hippocrate, qui était un très grand esprit, n'a eu garde de donner dans ce « sophisme paresseux. » Après avoir dit : « Si les Asiatiques

» sont plus inhabiles à la guerre et de mœurs plus molles » que les Européens, la cause en est surtout aux saisons, » il ajoute que cette mollesse et cette pusillanimité des Asiatiques ont été aggravées par le despotisme accablant sous lequel ils vivent pour la plupart ; et il constate « que ceux des » Asiatiques grecs ou barbares qui ne sont pas soumis à des » maîtres, mais vivent libres sous leurs propres lois, » ont réagi contre cette influence climatérique et ne sont pas moins braves que les Européens.

Il est intéressant de savoir ce que cette théorie des climats est devenue en passant par l'esprit de Montesquieu, et dans quelle mesure il a mérité les reproches de fatalisme et de matérialisme qu'elle lui a valus dès l'apparition de son livre.

Il les mérite certainement *dans une mesure*. Il semble dire de la morale et de la vertu ce que Pascal, dans un accès d'humeur sceptique et chagrine, avait dit de la vérité : Trois degrés d'élévation au pôle en décident : « Vous trouverez » dans les climats du nord des peuples qui ont peu de vices, » assez de vertu, beaucoup de sincérité et de franchise. » Approchez des pays du midi, vous croirez vous éloigner de » la morale même : des passions plus vives multiplieront les » crimes; chacun cherchera à prendre sur les autres tous les » avantages qui peuvent favoriser ces mêmes passions. Dans » les pays tempérés, vous verrez des peuples inconstants » dans leurs manières, dans leurs vices même et dans leurs » vertus ; le climat n'a pas une qualité assez déterminée pour » les fixer eux-mêmes. » Il les fixe donc dans le vice ou dans la vertu là où il a cette qualité déterminée.

Mais ces théories générales font toujours courir de gros risques à qui les soutient d'une manière absolue; et quand on veut ne tenir compte que d'une seule influence là où plusieurs s'exercent, les démentis pleuvent sur le théoricien. A l'esprit d'indépendance et de liberté que les peuples du nord doivent, suivant Montesquieu, à la dureté de leur climat, l'expérience oppose l'expérience de la Russie et de son régime despotique docilement accepté par tant de millions d'hommes. Il aperçoit lui-même l'objection, et il s'y dérobe

par des raisons assez faibles. Quand il cite, comme exemple de la servitude à laquelle sont condamnés les habitants des pays chauds, les royautés absolues du Mexique et du Pérou avant la conquête espagnole, il oublie que la configuration orographique du Mexique y réunit tous les climats sous une même latitude, à mesure qu'on monte de la Vera-Cruz vers les Cordillières et qu'on passe des *terras calientes* aux plateaux tempérés, puis aux *terras frias*, et qu'il en est à peu près de même du Pérou. Et il oublie aussi, ce qu'avait constaté Hippocrate, que la liberté politique a fleuri sur les côtes de l'Asie Mineure à deux pas du despotisme des Lydiens. Cela soit dit non pour nier l'influence des climats, mais pour la maintenir dans les limites qu'elle dépasse chez Montesquieu.

Je dois ajouter, pour ne pas dépasser moi-même les limites du vrai, que Montesquieu n'enseigne pas, au degré qu'on croit généralement et que le passage cité ferait croire, la fatalité des climats. En tournant la page, je trouve un bon chapitre dont le titre corrige heureusement ce passage : « Que les mauvais législateurs sont ceux qui ont favorisé les » vices du climat, et les bons sont ceux qui s'y sont oppo- » sés (1). » Le suivant précise cette formule générale en l'appliquant à un cas particulier : « La culture des terres » est le plus grand travail des hommes. Plus le climat les » porte à fuir ce travail, plus la religion et les lois doivent » y exciter. Ainsi les lois des Indes, qui donnent les terres » au prince et ôtent aux particuliers l'esprit de propriété, » augmentent les mauvais effets du climat, c'est-à-dire la » paresse naturelle (2). » Et il termine cet article par de sages conseils, appuyés d'exemples bien choisis, sur les moyens dont le législateur dispose pour combattre les fâcheux effets des climats énervants : « Les relations de la Chine nous » parlent de la cérémonie d'ouvrir les terres que l'empereur » fait tous les ans. On a voulu exciter les peuples au labou- » rage par cet acte public et solennel (3). »

(1) L. XIV, ch. v.
(2) *Ibid.*, ch. VI.
(3) *Ibid.*, ch. VIII.

Je ne sais, — ou je sais trop, — pourquoi Montesquieu, qui ne peut souffrir les moines, a intercalé ici un mauvais et superficiel chapitre sur leur oisiveté et sur le monachisme en général qu'il présente comme une végétation naturelle et facheuse des pays chauds (4), comme si le monachisme ne s'était pas développé sous les rudes climats de l'Écosse, de l'Irlande et de l'Allemagne avec autant d'ampleur pour le moins que dans les régions orientales. Chose plus grave, Montesquieu juge les ordres monastiques d'après leurs dégénérescence, ce qui est la façon la plus injuste d'apprécier une institution, et revient à juger une règle par sa violation. Si versé qu'il soit dans la connaissance du Moyen Age, il ne sait pas ou ne veut pas savoir que les moines ont été, pendant cette période, les grands travailleurs de l'Europe, les défricheurs infatigables de son sol, de son ignorance intellectuelle, autre forêt plus épaisse, de sa barbarie morale, plus féconde encore en ronces meurtrières et en végétations malsaines.

II

Cette pointe malheureuse que Montesquieu pousse dans un domaine qu'il connaît mal et où il n'a d'autre guide que ses préventions, nous introduit, à sa suite, dans les questions religieuses.

Montesquieu ne pouvait négliger ou éviter de traiter des lois dans leurs rapports avec la religion. Il le fait à plusieurs reprises et sous plusieurs aspects, mais en se plaçant toujours au point de vue politique et en ne considérant la religion que comme une institution humaine. Auprès des lecteurs qui s'en pourraient scandaliser, il se justifie en protestant itérativement que rien de ce qu'il dit ne s'applique au Christianisme, « religion instituée par Dieu même. » Mais il est difficile de prendre tout à fait au sérieux ces professions

(4) L. XIX, ch. VII.

d'orthodoxie et d'oublier que la plume qui les trace avait écrit les *Lettres persanes* où, sans parler des pages licencieuses, toute l'impiété railleuse de Voltaire et du XVIII^e^ siècle est déjà plus qu'en germe. A prendre les choses au mieux, à voir dans ce silence le respect d'un croyant et non la prudence d'un libre-penseur, il y aurait là tout au moins une lacune immense. Il est incroyable, si on ne se souvient pas de l'esprit de ce temps, que la question des rapports de l'Église et de l'État qui remplit l'histoire moderne, n'ait pas trouvé place dans cet immense ouvrage où il y en a une pour tant d'autres moins importantes et moins intimement liées au sujet, où il y a, par exemple, vingt-deux chapitres sur les monnaies et cent quatre sur le droit féodal.

Montesquieu semble ne pas se douter que l'esprit qui dirige la loi politique dans ses rapports avec la religion quand celle-ci n'est elle-même qu'une institution politique, doit être radicalement changé quand elle se trouve en présence de la *Religion* véritablement révélée et divine, qui constitue, en face de la société temporelle, une société spirituelle, supérieure par l'universalité de son étendue et la dignité de sa fin, indépendante de l'État, possédant, en vertu de son institution, des droits qu'elle tient de Dieu même et qu'aucune puissance humaine ne peut lui ravir. Montesquieu ne sait point s'élever à cette haute conception de la société politique chrétienne, c'est-à-dire d'une société politique qui accepte, comme société, la vérité chrétienne, la loi de l'Évangile interprétée non selon le caprice indéfiniment variable des opinions individuelles, mais par une autorité à laquelle le Christ lui-même a confié sa loi afin que cette loi demeurât toujours une et vivante. Montesquieu n'est pas seulement étranger à cette idée, il lui est hostile : hostile par esprit parlementaire, par ce vieil esprit de légiste qui, depuis Philippe le Bel, prétend fonder la liberté de l'État sur la servitude de l'Église; hostile par esprit libre-penseur qui ne veut à aucun prix accepter le joug d'une autorité divine. Cet esprit inspirait visiblement les *Lettres persanes,* de la première à la dernière. Dans les pages assagies de l'*Esprit des lois,* il se fait jour encore,

bien qu'avec plus de modération et surtout de prudence. Aussi y aurait-il peut-être un peu trop de candeur à ne pas deviner, à mille phrases transparentes, ce que vaut, au fond, sa pieuse mise à part du Christianisme. J'ai peur qu'elle ne soit plus habile que sincère, et que ce soin de ne pas confondre l'un avec l'autre l'ordre naturel et l'ordre surnaturel ne ressemble trop à une élimination respectueuse de celui-ci. Je cite un seul exemple. Un critique de Montesquieu lui reprochait de n'avoir envisagé le mariage que comme une institution de la loi civile, d'avoir ainsi méconnu le caractère religieux qu'il tient de sa première institution divine, et de n'avoir rien dit de la consécration nouvelle que le Christianisme est venu lui apporter, ni des immenses bienfaits sociaux qui en ont été la suite. Il répond dédaigneusement « qu'il est chrétien, mais qu'il n'est point imbécile; qu'il » adore ces vérités, mais qu'il ne veut point mettre à tort et » à travers toutes les vérités qu'il croit (1). » Tout de bon, eût-ce été mettre celle-ci à tort et à travers, dans un ouvrage où l'étude des changements sociaux et de leurs causes tient une place principale, que de signaler la transformation qu'elle a produite dans les mœurs et dans les lois elles-mêmes? et Montesquieu eût-il été imbécile de mentionner un fait si capital dans l'histoire de la civilisation?

Au vrai, Montesquieu n'est pas un croyant; et sa religion est ce qu'on appelait déjà en son temps la religion naturelle. « Les points principaux de la religion du Pégu, » dit-il, « sont de ne point tuer, de ne point voler, d'éviter l'impudi- » cité, de ne faire aucun déplaisir à son prochain, de lui » faire au contraire tout le bien qu'on peut. Avec cela ils » croient qu'on se sauvera dans quelque religion qu'on » soit (2). » — Je ne sais trop si c'est bien la religion du Pégu; mais Montesquieu la trouve visiblement à son goût, et ce

(1) *Défense de l'Esprit des lois*, 2[e] partie. — Je ne cite que cet exemple. On en trouvera une foule d'autres ailleurs encore que dans les livres XXIV et XXV qui ont pour objet « les lois dans leur rapport avec la religion établie dans chaque pays et » avec son établissement, » mais dans tout l'ouvrage à l'état sporadique.

(2) L. XXIV, ch. VIII.

n'est peut–être pas un jugement très téméraire de penser qu'il la prend à son compte.

Il serait cependant injuste de le confondre avec la foule des incrédules de son temps qu'animait une haine aveugle contre le Christianisme. Trop savant et trop perspicace pour ne pas voir les immenses bienfaits sociaux dont l'humanité lui est redevable, il est assez sincère pour en reconnaître quelques–uns et pour en faire éloquemment l'aveu. Rien de plus précieux à recueillir que ces témoignages d'un incroyant que son incrédulité rend injuste et malveillant en tant d'autres rencontres. En voici quelques–uns :

« La religion chrétienne est éloignée du pur despotisme :
» c'est que, la douceur étant si recommandée dans l'Évangile,
» elle s'oppose à la colère despotique avec laquelle le prince
» se ferait justice et exercerait ses cruautés.... Chose admi–
» rable ! la religion chrétienne, qui ne semble avoir d'objet
» que la félicité de l'autre vie, fait encore notre bonheur
» dans celle–ci.

» M. Bayle ose avancer que de véritables chrétiens ne
» formeraient pas un État qui pût subsister. Pourquoi non? Ce
» seraient des citoyens infiniment éclairés sur leurs devoirs
» et qui auraient un très grand zèle pour les remplir; ils
» sentiraient très bien les droits de la défense naturelle;
» plus ils croiraient devoir à la religion, plus ils penseraient
» devoir à la patrie. Les principes du Christianisme, bien
» gravés dans le cœur, seraient infiniment plus forts que ce
» faux honneur des monarchies, ces vertus humaines des
» républiques, et cette crainte servile des États despotiques.

» Nous devons au Christianisme et dans le gouvernement
» un certain droit politique, et dans la guerre un certain
» droit des gens que la nature humaine ne saurait assez
» reconnaître. »

III

Des questions philosophiques et des questions religieuses que nous rencontrons dans l'*Esprit des lois*, passons aux questions sociales.

Les questions du mariage, de la famille, de la condition des femmes, de l'éducation des enfants sont, à mon avis, assez pauvrement et fort incomplètement traitées dans l'*Esprit des lois*. Il semble que Montesquieu s'y attache principalement à expliquer la diversité des institutions et presque à la justifier par les causes qui les ont produites, abandonnant à peu près son droit, dont il use très librement ailleurs, de les juger, en une matière où cependant l'usage de ce droit est un devoir pour quiconque admet la distinction du bien et du mal, de l'ordre et du désordre. Il semble ne pas voir ou ne voir qu'à peine qu'il y a une constitution normale de la famille, et que, là où les lois de cette constitution primitive sont violées par les institutions particulières d'un peuple, la fin morale de la société domestique est infailliblement manquée. Surtout, comme nous l'avons déjà constaté, il ne voit pas la merveilleuse efficacité du Christianisme pour rétablir cette constitution partout où il pénètre, et pour lui faire produire sous tous les cieux les mêmes fruits admirables d'union, de pureté, de vigueur et de vertu. En particulier on pourrait lire toutes les pages très détaillées et très nombreuses qu'il consacre à la condition des femmes sans se douter de la transformation profonde que le Christianisme est venu y apporter, sans soupçonner qu'il y a eu là, pour employer son propre langage, un immense bienfait social *que la nature humaine ne saurait assez reconnaître*. La lacune est énorme, elle est inexcusable; et on me dispensera d'insister davantage sur cette partie de l'*Esprit des lois*, une de celles où l'auteur est resté le plus audessous de son sujet et où la frivolité licencieuse de son temps a exercé sur lui la plus fâcheuse influence.

J'aime mieux finir sur une question qui me donnera le plaisir de louer : la question de l'esclavage.

A prendre l'*Esprit des lois* en certaines phrases ou même en certains chapitres isolés, Montesquieu semblerait être non pas de ceux qui soutiennent en principe, comme Aristote, la légitimité de l'esclavage, mais de ceux qui admettent le fait comme une institution civile contre laquelle il n'y a ni à protester ni à réagir, et qu'il s'agit seulement de réglementer avec sagesse. Ce qu'on peut reprocher à ces chapitres de législation servile, c'est qu'ils ne paraissent pas destinés à préparer graduellement l'esclave à la possession et à l'exercice de la liberté, et à conjurer les redoutables périls d'un affranchissement brusque qui serait comme un engin explosif mis entre les mains d'un enfant ou d'un sauvage. Ils ont un caractère sinon définitif, du moins indéfini, comme tout ce qui règle des relations dont on n'entrevoit pas la fin, et non un caractère provisoire comme tout ce qui ménage des transitions. Même je relève dans un de ces chapitres une phrase fâcheuse qui semble faire pour toujours la part du feu : « Il faut borner la servitude naturelle à de certains » pays de la terre. »

Toutefois on se tromperait fort injustement si on considérait Montesquieu comme étant, à un degré quelconque, partisan de l'esclavage. Il en est l'adversaire résolu et irréconciliable. Peut-être même, jugeant ici les choses, contre son ordinaire, à un point de vue trop abstrait et trop peu historique, ne comprend-il pas assez que cette institution, détestable en soi, a pu être, à titre de moindre mal, un progrès sur ce qu'on appelait le *droit de la guerre*, c'est-à-dire le prétendu droit de mettre à mort le prisonnier. Ce droit, dit Montesquieu, — et je suis d'accord avec lui, — n'en était pas un, mais il était *un état ;* la substitution de l'esclavage au massacre créa un état moins barbare. J'ajoute encore que Montesquieu ne marque pas suffisamment la différence entre l'esclavage qui fait de l'homme une chose, qui permet tout au maître contre sa vie et contre sa vertu, qui rend impossible la constitution de la famille dans la population

servile, et celui qui, laissant l'esclave à l'état de personne, lui garantit le pouvoir de faire son devoir d'homme et lui permet de constituer une famille. Mais ce sont là des réserves plutôt que des critiques. Et cette partie de l'œuvre de Montesquieu reste vraiment admirable, depuis sa belle entrée en matière jusqu'à son éloquent dernier mot. Les voici l'une et l'autre :

« L'esclavage proprement dit est l'établissement d'un droit » qui rend un homme tellement propre à un autre homme » qu'il est le maître absolu de sa vie et de ses biens. Il n'est » pas bon par sa nature; il n'est utile ni au maître ni à » l'esclave : à celui-ci parce qu'il ne peut rien faire par vertu; » à celui-là parce qu'il contracte avec ses esclaves toutes » sortes de mauvaises habitudes, qu'il s'accoutume insen- » siblement à manquer à toutes les vertus morales, qu'il » devient fier, prompt, dur, colère, voluptueux, cruel (1). »

» Le cri pour l'esclavage est le cri du luxe et de la volupté, » et non pas celui de l'amour de la félicité publique. Qui » peut douter que chaque homme en particulier ne fût très » content d'être le maître des biens, de l'honneur et de la vie » des autres, et que toutes ses passions ne se réveillassent » d'abord à cette idée? Dans ces choses, voulez-vous savoir » si les désirs de chacun sont légitimes? examinez les désirs » de tous (2). »

Entre ce début et cette conclusion, Montesquieu examine les diverses origines du prétendu droit de l'esclavage, et les diverses raisons par lesquelles, depuis Aristote, on a entrepris de la justifier. Il montre avec beaucoup de force qu'aucune de ces origines n'est légitime, aucune de ces raisons concluante. En particulier le chapitre de l'esclavage des nègres est un modèle de vive et puissante ironie. J'en cite seulement les premières lignes.

« Si j'avais à soutenir le droit que nous avons eu de » rendre les nègres esclaves, voici ce que je dirais :

» Les peuples de l'Europe ayant exterminé ceux de l'Amé-

(1) L. XV, ch. I.
(2) *Ibid.*, ch. IX.

» rique, ils ont dû mettre en esclavage ceux de l'Afrique » pour s'en servir à défricher tant de terres.

» Le sucre serait trop cher si l'on ne faisait travailler la » plante qui le produit par des esclaves.

» Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à » la tête, et ils ont le nez si écrasé qu'il est presque impos- » sible de les plaindre. On ne peut se mettre dans l'esprit que » Dieu, qui est un être très sage, ait mis une âme, surtout » une âme bonne, dans un corps tout noir (1). »

J'ajoute que, plus juste ici qu'à propos de la femme et de la famille, Montesquieu renvoie à sa vraie cause l'honneur de la révolution pacifique qui a fait disparaître de notre Europe la plaie et la tache de l'esclavage : « Plutarque nous » dit dans la *Vie de Numa* que, du temps de Saturne, il n'y » avait ni maîtres ni esclaves. Dans nos climats, le Christia- » nisme a ramené cet âge (2). »

Ce loyal hommage pouvait être la matière de toute une série de beaux chapitres qui en eussent été la confirmation historique et qui avaient leur place naturelle dans le plan de l'*Esprit des lois*. Montesquieu ne les a point écrits. Essayons de suppléer à son silence.

Il résulte de toute l'histoire qu'au moment où paraît le Christianisme et jusqu'à sa victoire, l'esclavage est devenu un *organe vital* de la société antique. Les efforts tentés pour en arrêter le développement et en adoucir un peu l'horrible physionomie le laissent substantiellement ce qu'il est; ni la législation ni les mœurs n'indiquent la moindre tendance à le supprimer ou à le transformer. Suivant le cours naturel des choses, il survivra à la ruine de l'Empire, et il sera la loi du monde moderne comme du monde ancien.

Comment ne l'a-t-il pas été? A quelle force, opposée et supérieure à l'esprit de la civilisation païenne, nos ouvriers et nos paysans doivent-ils d'être des personnes et non des choses, d'avoir un logis, une famille, une épouse, d'avoir quelqu'un à qui dire : *mon père!* et quelqu'un à qui dire : *mon*

(1) L. XV, ch. v.
(2) *Ibid.*, ch. VII.

fils! d'avoir enfin une patrie de la terre et une patrie du ciel? Au Christianisme seul, je dis au Christianisme vivant dans l'Église catholique.

L'absolue impuissance des pires ennemis de l'Église à expliquer par quelque autre cause que ce soit cette immense révolution sociale suffirait amplement à le prouver. Mais qui regardera sa doctrine et qui suivra son action patiente n'aura pas besoin de raisonner ainsi par élimination; et en même temps qu'il se donnera à lui-même un des plus beaux spectacles de l'histoire, il saisira sur le vif, entre ce grand fait humain qui est l'affranchissement des esclaves et cette grande force divine qui est l'Église, le rapport scientifiquement manifeste de l'effet à la cause.

Disons d'abord ce que n'a pas fait l'Église. Elle n'a pas proclamé l'abolition de l'esclavage; elle n'a pas appelé les esclaves à revendiquer comme un droit leur liberté civile et leur place dans la cité. A procéder ainsi, elle eût infailliblement rivé les chaînes qu'elle voulait faire à jamais tomber; et ceux qui lui reprochent de n'avoir pas suivi ce programme de révolution violente lui reprochent en réalité d'avoir gagné une cause que leur méthode eût perdue sans ressource. L'Église devait s'établir par la patience, non par l'émeute; par l'effusion de son propre sang, non par les massacres d'une guerre servile. Qu'on se figure l'effet produit d'un bout du monde à l'autre par la prédication d'une doctrine qui, s'adressant surtout aux délaissés et aux opprimés, par conséquent aux esclaves, les eût encouragés tous à réclamer leurs droits de citoyens libres, donc à les faire valoir au besoin par la force; qu'on se représente d'un côté l'immense insurrection qu'un tel appel devait produire, appelant sous le drapeau chrétien les multitudes serviles entraînées non par l'attrait de la vérité, de l'amour, du sacrifice, mais par l'espoir de venger de longues injures; — de l'autre, l'immense effort de résistance organisé sur tous les points de l'Empire par quiconque eût gardé quelque souci du salut social; — et entre ces deux forces gigantesques, l'Église soufflant la haine et poussant au combat des multitudes dont les armées de

Spartacus eussent été tout au plus l'avant-garde, ou bien au contraire essayant vainement d'éteindre l'incendie après l'avoir allumé, et réduite, comme plus tard Luther, à prêcher la guerre sainte contre des foules armées et égarées par elle-même. Dans cette mêlée, il n'eût plus été question de servitude ou de liberté, mais de la vie ou de la mort de toute société régulière; et l'Église, justement proscrite comme la pire des sectes révolutionnaires, eût pu se dire en périssant que désormais le maintien de l'esclavage devenait, par sa faute, un mot d'ordre pour tous les partis conservateurs, une condition d'existence pour l'état social.

Laissons cette supposition absurde et le reproche puéril qui nous y a un instant arrêtés. L'Église a fait beaucoup plus sans compromettre un seul instant la paix sociale. Elle a constitué, dans une pleine indépendance vis-à-vis de la société civile qui la traitait en ennemie, une autre société, tout autrement large, haute et profonde, où la liberté est le droit commun et le patrimoine inaliénable de tous même des plus humbles; non seulement la liberté, mais l'égalité; non seulement l'égalité, mais la primauté de ces humbles. Par là, sans sortir de son domaine, elle a porté à la racine même de l'esclavage civil un coup qui rendait inévitable sa destruction à venir et qui, en attendant, le transformait de la manière la plus radicale.

Le principe fondamental et le crime originel de l'esclavage antique, ce n'est pas de mettre un homme au service d'un autre homme; la domesticité a ce caractère, et je le retrouve, à des degrés divers, en tout travail qui fait gagner à celui-ci son pain de chaque jour moyennant un service rendu à celui-là. Ce n'est pas l'obligation viagère, ni même l'obligation héréditaire de ce service; si fâcheuse que soit une telle hérédité, le régime des castes, dont elle constitue l'essence, n'est pas l'esclavage. Non, l'esclavage antique n'est pas dans ces accessoires ou ces conséquences; il est tout entier dans la négation de la personnalité humaine; aucun doute n'est permis sur ce point à quiconque connaît, ne fût-ce que par l'énoncé de leurs résultats, les travaux de la science contemporaine.

Or, cette négation, le Christianisme la détruit à n'en plus laisser subsister une trace. *Il n'y a plus de Juif ni de Grec,* dit saint Paul, *il n'y a plus d'esclave ni de libre : vous tous vous êtes un en Jésus-Christ.* — *Bienheureux sont les pauvres,* avait dit le Maître, *bienheureux ceux qui pleurent, bienheureux ceux qui souffrent*; bienheureux donc les esclaves en qui se personnifient plus cruellement la pauvreté, la souffrance et les larmes, *parce que le royaume des cieux est à eux*. Le Sauveur et son apôtre ne semblent parler que de la cité spirituelle dont ils fondent tout à la fois l'unité et la hiérarchie ; ils semblent ne proclamer que la liberté des âmes, consolant et relevant les opprimés de ce monde par une place plus haute promise dans le ciel et donnée dès à présent dans l'Église, vestibule du ciel. Et c'est là en effet qu'ils visent principalement ; car il est écrit qu'il faut chercher avant tout et par-dessus tout le royaume de Dieu et sa justice. Mais il est écrit aussi que le reste est donné par surcroît ; et ce surcroît le voici :

L'esclave est enfant de Dieu, cohéritier du Christ, héritier du ciel ; ceci est la foi chrétienne ; qui la repousse en cet article n'est pas disciple du Christ ni membre de l'Église. Donc l'esclave est une personne, si unanimes que soient les lois humaines à faire de lui une chose. Donc, et avant tout, l'esclave a sa place dans la société et la vie religieuses publiques ; et dans tous les actes de cette vie, son maître est tenu, ou il n'est pas chrétien, de le traiter avec honneur comme un frère auquel le Père commun réserve ses meilleurs privilèges. Qu'importe que la loi l'exclue des sacrifices du Capitole ? Il est admis, non par grâce mais par droit d'aînesse, au sacrifice des Catacombes ; et quand les temples purifiés seront devenus des églises, il faudra bien que la loi romaine l'y laisse entrer et reconnaisse que, là du moins, cette chose est une personne.

Mais l'âme chrétienne ne peut pas faire deux parts d'elle-même ; et le maître qui a reconnu, à l'église, la haute personnalité de son esclave ne peut pas la nier dans la famille. C'est donc à titre de personne que celui-ci servira désormais dans la maison chrétienne. Il servira, parce qu'il n'y a pas d'ordre

dans la société domestique sans commandement d'un côté et obéissance de l'autre; mais il servira en gardant, aux yeux du chef de famille, un caractère qui les rapproche l'un de l'autre incomparablement plus que leur condition ne les sépare. Car de cette condition légale elle-même une seule chose subsiste : la subordination, imposant à l'un charge d'âme et devoir de patronage aussi impérieusement qu'elle impose à l'autre soumission et service. Quant au reste, si autorisé ou toléré soit-il par la loi civile, l'Évangile et l'Église, qui sont pour le maître chrétien la loi et le tribunal suprêmes, le proscrivent et le punissent comme un crime.

Car le maître, il ne faut pas l'oublier, n'est point entré dans l'Église comme dans une école philosophique où chacun prend et laisse ce qu'il veut des leçons qu'il entend; il y est entré comme dans une société organisée où la loi est vivante dans l'autorité qui en déclare le sens, dans les tribunaux qui l'appliquent, dans la police qui y fait respecter l'ordre. Et la loi ainsi protégée ne commande pas seulement l'obéissance extérieure; elle commande *la foi;* elle la commande pour tout le détail de la vie, pour tout ce qui échappe aux regards du magistrat civil comme pour tout ce qui échappe à sa compétence. Quand elle ordonne ce que la loi civile défend, il faut le faire et choisir entre l'apostasie et le martyre. Quand elle défend ce que la loi civile permet, le droit que celle-ci confère n'existe plus pour le chrétien.

On le voit, dans la société chrétienne qui grandit au milieu du monde païen, l'esclavage n'est plus l'esclavage ; et l'esclave reprend, non pas un à un, mais d'un seul coup, tous les droits que lui refusaient les législations antiques. Comme il entre dans la vie religieuse, il entre dans la vie domestique. Dût la loi des XII Tables en frémir d'horreur, il est *paterfamilias* avec l'autorité de droit divin que le père a sur ses fils ; il est *époux*, et ses unions, que la jurisprudence romaine appelle dédaigneusement *contubernia* comme pour en marquer le caractère éphémère et purement animal, sont de *justes noces,* uniques, sacrées, perpétuelles.

Ceci, qu'on ne sait pas assez, est un point capital. Rendre

à l'esclave une famille précisément égale en dignité et en moralité, en droits et en devoirs, à la plus haute famille patricienne, c'était détruire tout le vieil édifice et effacer toute la vieille définition de l'esclavage. Et c'est ce qu'a fait l'Église. Gardienne austère de la sainteté des mœurs, justement fière de l'éclatant contraste qui s'est produit dès le début entre la chasteté chrétienne et la luxure païenne, elle ne pouvait tolérer ni chez les serviteurs le désordre, ni chez les maîtres la connivence au désordre. Or, à supposer qu'il se formât, dans la population esclave baptisée comme dans la population libre, une élite d'hommes et de femmes résolus à suivre les hauts sentiers de la virginité, dans l'un comme dans l'autre la condition commune de la vertu c'était le mariage. Il était donc impossible que l'Église ne mariât pas les serviteurs, comme elle mariait les maîtres ; et si nous n'avions pas à cet égard de documents précis, nous n'en devrions concevoir nulle surprise. La chose allait de soi; et à moins de soutenir que l'Église autorisait la fornication chez les esclaves admis par elle à ses sacrements, il faut reconnaître comme évident qu'elle leur imposait les devoirs et leur conférait les droits du mariage. La preuve matérielle, d'ailleurs, existe aussi concluante qu'on le peut souhaiter. L'auteur évidemment hérétique des *Philosophoumena* fait de vives reproches au pape saint Calixte (A. D. 219-222) d'avoir autorisé deux sortes de mariages, *ceux des esclaves entre eux, ceux des riches avec les pauvres*. Visiblement, sur un point comme sur l'autre, il lui reproche d'appliquer la loi chrétienne ; et ce reproche prouve que l'Église, qui ne s'enquiert pas de la dot des époux, ne s'enquiert pas davantage de leur condition patricienne, plébéienne ou servile.

La transformation est complète; car nous n'avons pas besoin d'ajouter que la *police* de l'Église aussi bien que sa législation garantit le serviteur non seulement contre la cruauté du maître, mais plus encore contre les brutalités ou les séductions de ses passions sensuelles; et qu'apparemment, en imposant au chef de famille l'obligation de veiller au maintien des bonnes mœurs à tous les degrés de la hiéarchie

domestique, elle ne l'autorise point à faire de ses esclaves autant d'instruments de débauche. Que reste-t-il, sinon de donner à toute cette législation le divin caractère de l'amour? Mais cela est déjà fait. Car l'amour est toute la loi chrétienne; il s'élève à Dieu comme à son foyer; il redescend, avec la flamme sacrée qu'il y a allumée, sur l'humanité tout entière, plus intime envers ceux qu'unissent des liens plus directs et plus continus, plus tendre et plus compatissant pour les petits qui en ont plus besoin et qu'à cause de cela le Sauveur a plus aimés. A ce double titre, le serviteur sera, dans la famille chrétienne, un digne objet d'amour; il y restera, pour que son âme et son corps, destinés ailleurs à la flétrissure, au vice et à l'infamie, grandissent dans la pureté d'une austère discipline; il y restera, pour y être corrigé des penchants pervers que l'horrible condition de ses ancêtres avait héréditairement accumulés en lui, pour y être lavé, par l'éducation, de cette seconde tache originelle, pour y être formé sans doute au service de son maître temporel, mais formé surtout au service de ce Maître commun devant qui s'efface toute distinction sauf une seule, celle des cœurs purs et des cœurs souillés. Ainsi le père de famille, ainsi la matrone seront au service de son âme pendant qu'il est à celui de leur corps. Ainsi le souffle de l'amour circulera d'une extremité à l'autre de la société domestique; et les païens, étonnés, ne feront pas plus que l'Église la distinction du libre et de l'esclave quand ils s'écrieront, en regardant vivre les premiers chrétiens : Voyez comme ils s'aiment (1) !

Mais ce n'est point encore le terme de l'action de l'Église. Même ainsi transformé, l'esclavage reste un mal et un péril : un mal, parce qu'il confine héréditairement toute une classe d'hommes dans les plus basses et plus dures fonctions de la

(1) Dès le berceau même de l'Église, saint Paul avait, si je puis dire, *donné la note*, cette note divine de l'amour, dans la lettre qu'il écrit à Philémon, son disciple, en lui renvoyant son esclave fugitif Onésime. Lisez cette page d'une exquise tendresse; et rapprochez-en ce que la législation romaine, les écrivains, les musées d'archéologie nous apprennent sur la lugubre condition du *fugitivus*. — Voir aussi, dans mon livre *De la Famille*, la leçon XXII intitulée : « Établissement de la domesticité chrétienne. »

vie sociale; — un péril, parce que tout pouvoir légalement absolu, quelles que soient ses limites morales, est toujours tenté d'abuser de lui même. Il fallait donc que l'Église laissât voir clairement ses préférences pour la liberté; autant il eût été insensé et criminel qu'elle lançât les esclaves à la conquête violente de l'indépendance, autant il était à propos qu'elle profitât de la conversion des empereurs pour incliner sans secousse la loi elle-même dans le sens de ses vœux, et surtout qu'elle fît naître dans son propre sein, parmi ses fidèles, le mouvement libérateur. Elle s'appliqua à cette double tâche à la vérité avec un succès inégal. Son influence est visible, mais restreinte, dans les lois rendues par les empereurs chrétiens touchant la condition des esclaves; il est moins aisé de convertir les institutions que les hommes; et la législation romaine, païenne par son texte, par son esprit, par ses grands jurisconsultes, opposa sur beaucoup de points, sur celui-ci en particulier, une résistance qui ne fut jamais complètement vaincue (1). Mais que l'État accueille ou rejette l'influence de l'Église, l'Église du moins est maîtresse chez elle; par les exemples qu'elle y provoque, par l'impulsion qu'elle y donne, elle peut faire connaître à un monde qui vit de la servitude, et qui en meurt, ce qu'elle pense de la liberté.

Ainsi fit-elle. Elle présenta l'affranchissement des esclaves comme un acte de religion et comme la condition de la perfection chrétienne. Jusque-là le maître n'avait affranchi ses esclaves qu'individuellement, par caprice ou sympathie personnelle, ou collectivement par une libéralité testamentaire qui ne coûtait rien à l'égoïsme et donnait une pâture à l'appétit de la louange posthume. Dans l'Église, c'est, — les exemples en abondent dès les premiers siècles, — le maître vivant qui met en liberté son immense *familia*, et se prive ainsi du droit d'exiger des services désormais perpétués par la seule reconnaissance. Le mouvement se propage avec tant de force, le caractère religieux de ces mises en liberté est si notoire, qu'après la victoire de Constantin, l'affranchissement dans les

(1) Voir le livre de M. Troplong : *Influence du Christianisme sur le droit romain.*

églises devient, même aux yeux de la loi, la forme la plus solennelle de la manumission. Et, comme si ce n'était pas assez pour les chrétiens fervents de délier leurs propres esclaves, ils rendent, à leurs frais, la liberté aux esclaves étrangers; le rachat des captifs devient, ce qu'il n'a pas cessé d'être, une des œuvres pies les plus louées par l'Église; l'Église elle-même vend ses vases sacrés pour agrandir cette conquête de la liberté sur la servitude. Et de peur que les hommes ne se bornent à admirer ce grand mouvement sans en adorer la cause divine, le pape saint Grégoire le Grand donnera à l'acte d'affranchissement de ses nombreux esclaves cette préface qui contient sur ce point toute la philosophie de l'Église : « Puisque notre Rédempteur, » auteur de toute la création, a voulu prendre la chair de l'homme » afin que la puissance de sa divinité brisât la chaîne de notre » servitude et nous rendît à la liberté primitive, c'est agir d'une » façon salutaire que d'avoir pitié des hommes que la nature » avait faits libres, que le droit des nations avait réduits en » esclavage, et de les rendre par le bienfait de la manumission » à la liberté pour laquelle ils naquirent. »

Si peu de chose que soient les indications qui précèdent, elles suffisent peut-être à rendre manifestes les principes et la politique de l'Église dans la question de l'esclavage. Ces principes, elles les a constamment rappelés; cette politique, elle l'a constamment suivie dans les circonstances les plus diverses, soit au milieu de l'invasion barbare qui semble remettre en question tous les résultats laborieusement conquis, soit au milieu de la société féodale où elle entra pour mettre l'ordre dans son chaos, la paix dans ses violences, le droit dans ses abus de la force; soit dans les Réductions du Paraguay où elle donna à la vérité, à la vertu, à la liberté des populations vouées sans elle à l'idolâtrie, à la corruption et à l'esclavage. Cette grande histoire, dont je n'ai fait qu'esquisser la première période, ne serait-elle pas la matière d'un beau livre?

Seconde Partie

QUESTIONS POLITIQUES

On peut faire deux parts dans les théories politiques de Montesquieu : l'une plus spéculative; elle est, en somme, inexacte et fragile; l'autre plus pratique, plus vraie, entrant plus profondément qu'aucune autre du même temps dans la solution du grand problème de la conciliation à établir entre l'ordre et la liberté.

I

La première est la classification des gouvernements et de leurs principes.

Je ne sais par quel désir d'innovation à tout prix Montesquieu ne s'en est pas tenu à la division d'Aristote dont nos lecteurs se souviennent peut-être. Celle–ci a toutes les qualités logiques d'une division parfaite; elle est imposée par la nature même des choses; elle donne la genèse des mauvais gouvernements qui sont, terme pour terme, les dégénérescences des bons; elle laisse le champ libre à toutes ces combinaisons des formes simples qui donnent ce qu'on appelle *gouvernements mixtes*. Montesquieu ne prend pas la peine de la discuter, ni même de la mentionner. Et, comme s'il posait le pied sur un terrain inexploré, *avia loca, nullius ante trita solo,* il donne une division nouvelle : « Il y a » trois espèces de gouvernement : le RÉPUBLICAIN, le MONAR- » CHIQUE et le DESPOTIQUE. Je suppose trois définitions ou » plutôt trois faits : l'un que le gouvernement républicain » est celui où le peuple en corps, ou seulement une partie

» du peuple, a la souveraine puissance; le monarchique, » celui où un seul gouverne, mais par des lois fixes et éta- » blies; au lieu que, dans le despotique, un seul, sans loi » et sans règle, entraîne tout par sa volonté et par ses » caprices. »

Cette classification est, de plusieurs manières, fausse et confuse.

1° Sous le nom de république elle réunit en un seul groupe deux types qui peuvent être profondément différents, le type démocratique et le type aristocratique; il y a assurément un plus vaste écart entre une démocratie pure et une aristocratie très concentrée qu'entre celle-ci et une monarchie ou un despotisme.

2° Sous le nom général de monarchie elle isole une forme particulière et déjà presque mixte du gouvernement d'un seul, la forme limitée par les lois.

3° Sous le nom de despotisme elle isole également ou bien quelque chose qui n'est encore qu'une autre forme particulière de la monarchie, à savoir la royauté absolue, limitée seulement par la loi naturelle, — ou bien la corruption, la dégénérescence de la monarchie, la tyrannie au sens où l'entendait Aristote. Dans ce second cas, ce que Montesquieu appelle despotisme n'est pas un gouvernement, mais un abus; et il faut lui reprocher d'avoir fondé sur un caractère de l'ordre moral cette partie d'une division qui repose tout entière sur des caractères de l'ordre politique. Dans le premier cas, sa distinction entre la monarchie et le despotisme n'est pas un caractère spécifiquement tranché, mais une nuance; et de décider si telle royauté est monarchie ou despotisme sera bien souvent affaire d'appréciation individuelle. — Enfin puisque Montesquieu fait entrer dans sa liste un des gouvernements corrompus à titre de type primitif et distinct, on lui demandera pourquoi il n'y a pas fait entrer les autres, pourquoi il n'a pas fait une *espèce* des républiques despotiques comme des royautés despotiques.

(1) L. II, ch. I.

Sa division est donc défectueuse à peu près de toutes les façons dont une division peut l'être. Peut-être son principal mérite aux yeux de son auteur est-il qu'elle s'adapte commodément à une théorie qui est bien son œuvre et à laquelle il attache une très grande importance, la théorie *du principe ou ressort* moral de chaque gouvernement.

Ces principes sont au nombre de trois : *la crainte*, qui est le ressort du gouvernement despotique (1), *la vertu*, qui est le ressort du gouvernement républicain (2), *l'honneur*, qui est le ressort du gouvernement monarchique (3).

Tout le monde conviendra avec Montesquieu que le despotisme, entendu dans le sens de tyrannie, ne se maintient que par la crainte qu'il inspire. C'est là une vérité vieille comme la tyrannie elle-même. Dans ces gouvernements « il n'y a » point de tempérament, de modification, d'accommodement, » de termes, d'équivalents, de pourparlers, de remontrances, » rien d'égal ou de meilleur à proposer. L'homme est une » créature qui obéit à une créature qui veut (4). » Mais plus cela est vrai, plus éclate l'étourderie, — je cherche en vain un autre mot, — de l'écrivain qui semble croire que ces deux termes corrélatifs : *tyrannie, crainte servile,* ne se rencontrent que dans le gouvernement d'un seul. Montesquieu n'avait pas vu la Terreur, mais il savait par l'histoire ce qu'avait été l'oligarchie des Trente à Athènes; il pouvait connaître des aristocraties et des démocraties oppressives qui ne se soutenaient qu'en faisant trembler; il en citera lui-même quelques-unes. Que si on entend par despotisme cette forme de gouvernement où la plénitude de l'autorité réside dans un seul, la thèse de Montesquieu est vraie ou fausse selon qu'il plaît à ce maître unique de gouverner par la terreur ou par l'amour. S'il s'appelle Néron, il sera l'effroi du genre humain; s'il s'appelle Titus, il en sera les délices.

La première proposition de Montesquieu ne cesse donc

(1) L. III, ch. IX.
(2) *Ibid.*, ch. III.
(3) *Ibid.*, ch. VI et VII.
(4) *Ibid.*, ch. IX et X.

d'être la plus parfaite des banalités que pour devenir une thèse contestable que les faits tantôt confirment et tantôt démentent. Les deux autres ont besoin d'être regardées d'un peu plus près ; il faut demander à Montesquieu ce qu'il entend par vertu et ce qu'il entend par honneur quand il fait de l'une le principe de la république, de l'autre le principe de la monarchie.

Si Montesquieu entendait seulement que plus la liberté politique est grande dans une nation, plus il est nécessaire que les citoyens, à défaut de la crainte de la répression matérielle, soient contenus par le frein moral du respect pour les prescriptions de la loi et pour celles de la conscience, il dirait vrai ; tout peuple qui veut devenir libre, ou plus libre qu'il n'était, doit commencer par se montrer digne de la liberté qu'il réclame. En ce sens, la vertu des peuples est le principe de tous les gouvernements libres, et la vertu des chefs est le principe de tout bon gouvernement quelle que soit sa forme ; c'est-à-dire, suivant la pensée d'Aristote, de tout gouvernement qui a sincèrement en vue l'intérêt général. Elle seule permet aux constitutions les mieux faites, les plus exactement adaptées aux besoins des États qu'elles régissent, de porter tous leurs fruits ; elle seule, par le bon esprit qu'elle inspire à tous, corrige les défauts des constitutions les plus imparfaites. Et cela encore est une vérité banale.

Mais Montesquieu ne l'entend pas ainsi. Et c'est à lui-même qu'il faut demander la définition de cette vertu dont il fait le principe des républiques. Voici comment il s'en explique, — confusément, ainsi qu'on va le voir :

« Je parle ici de la vertu politique qui est la vertu morale » dans le sens qu'elle se dirige au bien général ; fort peu » des vertus morales particulières ; et point du tout de cette » vertu qui a du rapport aux vérités révélées (1). »

« Cette vertu politique dans une république est une chose très simple. Elle est l'amour de la république (2). »

(1) L. III, ch. v
(2) L. V, ch. II

Cependant cette chose très simple devient tout de suite une chose double. « L'amour de la république » est aussi « l'amour de la patrie (1). » Et elle est tellement l'amour de la patrie qu'elle n'est plus que cela dans la défense de l'*Esprit des lois*.

Je commence à m'y perdre. Les deux choses me semblaient tout à fait distinctes. Je croyais qu'autre chose était la patrie à laquelle tout bon citoyen doit un attachement inviolable et un dévouement jusqu'à la mort, autre chose la république qui est une forme de gouvernement. Je croyais qu'un bon citoyen qui trouve cette forme établie dans son pays, qui la respecte parce qu'elle représente, en fait, le pouvoir social sans lequel la société tombe dans l'anarchie, garde cependant le droit d'examiner dans sa conscience si elle convient aux besoins, aux mœurs, aux traditions de ce pays; je croyais que si sa conscience et sa raison le conduisent à répondre *non*, son amour même de la patrie lui fera souhaiter qu'une autre forme de gouvernement lui succède. Et je connaissais, dans un grand pays en république, des hommes d'un patriotisme exemplaire qui cependant s'étaient efforcés de remplacer cette forme qu'ils jugeaient malfaisante par une autre forme qu'ils jugeaient bienfaisante. Je n'ai point changé de sentiment, et je ne consens pas à voir une définition unique dans la formule où Montesquieu en a mis deux, profondément distinctes l'une de l'autre.

Mais encore comment Montesquieu définit-il sa définition? et qu'est-ce pour lui que l'amour de la patrie et l'amour de la république, à supposer que les deux n'en fassent qu'un?

Il répond : « Je définis l'amour de la patrie *l'amour de* » *l'égalité* (2). »

Ici j'avouerai que j'achève de m'y perdre. La république, dans la classification de Montesquieu, est un genre qui contient deux espèces : la démocratie et l'aristocratie. Il m'enseigne lui-même que l'inégalité, c'est-à-dire la coexistence d'une classe dominante et d'une classe dominée, est l'essence

(1) *Ibid.*

(2) Éclaircissements sur l'*Esprit des lois*, § 1. — L'auteur ajoute : *et de la frugalité*.

même de la république aristocratique. Et je lui demande tout aussitôt comment l'amour de l'égalité peut être le principe et la vertu centrale d'un régime qui a l'inégalité pour essence.

L'objection se présente si naturellement à l'esprit et la difficulté est tellement insoluble que Montesquieu, pour y échapper, est contraint de faire un pas en arrière. Il avait réuni sous le nom de république l'aristocratie et la démocratie. Il avait donné pour principe commun à toute république la vertu politique. Il avait défini finalement la vertu politique l'amour de l'égalité. Et brusquement il se trouve en face d'une contradiction. Il est maintenant obligé de restreindre aux républiques démocratiques ce qu'il avait dit de toute république. Et voilà les républiques aristocratiques dépourvues de principe, à moins qu'il ne leur en improvise un à la dernière heure.

Ainsi fait-il très ingénieusement, par voie d'équivalence : « L'esprit de modération est ce qu'on appelle la vertu dans » l'aristocratie ; il y tient la place de l'esprit d'égalité dans » l'état populaire (1). » Montesquieu, sans nommer Aristote, se souvient très heureusement ici des profonds chapitres de la Politique où celui-ci montre comment les gouvernements périssent par l'excès de leur principe et se maintiennent en en modérant l'application, comment, en particulier, les aristocraties se font pardonner leurs privilèges en ne les déployant pas avec une insolence fastueuse, et en veillant avec d'autant plus de sollicitude aux intérêts populaires qu'elles en portent exclusivement la responsabilité.

Mais il faut remarquer que cette modération ne sera plus, comme l'amour de l'égalité dans une démocratie, la vertu de tous les citoyens; elle sera le privilège de la classe dominante. Et si l'on demande à Montesquieu quelle sera, dans ces conditions nouvelles, la vertu des autres classes, la question reste sans réponse. Pourquoi? Simplement parce qu'il a confisqué au profit de la démocratie cet amour de la

(1) L. V, ch. VIII.

patrie qui doit être la vertu commune et le commun patrimoine de toute cité et de toute nation quel que soit son régime politique.

Il s'agit donc désormais non plus d'une vertu nationale, qui soit la vertu de tous, mais d'une vertu de gouvernants. Dès lors la modération devra être par excellence la vertu des monarchies ; n'est–elle pas d'autant plus nécessaire que le pouvoir offre, à un plus haut degré, le caractère d'un privilège et qu'il est plus concentré? et s'il l'est dans les mains d'un seul, n'est-ce pas celui-là surtout qui, incessamment tenté par sa toute-puissance de dépasser toute mesure, a besoin d'une sagesse modératrice?

Mais cette conclusion dérangerait le parallélisme savant et un peu artificiel que Montesquieu a établi entre les formes et les principes des gouvernements. Trois formes, donc trois principes. Si ces principes deviennent quatre, comme ils le deviennent, cette violation de la loi de symétrie sera voilée, comme on vient de le voir, par l'équivalence de l'esprit d'égalité et de l'esprit de modération. Et il est nécessaire que la monarchie ait un principe à elle, qui ne soit ni celui du despotisme, ni celui ou ceux de la république.

On résumerait brutalement, mais fidèlement, la pensée de Montesquieu sur la monarchie en disant qu'elle n'a que faire de la vertu. « Dans les monarchies, la politique fait faire les » grandes choses avec le moins de vertu qu'elle peut. L'État » subsiste, indépendamment de l'amour pour la patrie, du » désir de la vraie gloire, du renoncement à soi-même, du » sacrifice de ses plus chers intérêts, et de toutes ces vertus » héroïques que nous trouvons dans les anciens, et dont nous » avons seulement entendu parler (1). »

Comment la politique fait-elle faire ces grandes choses? En introduisant dans le gouvernement monarchique « des » prééminences, des rangs, et même une noblesse d'ori– » gine (2). » Cette hiérarchie donne naissance au sentiment de l'honneur. « L'honneur, c'est-à-dire le préjugé de chaque

(1) L. III, ch. v.
(2) *Ibid.*, ch. VII.

» personne et de chaque condition, prend la place de la vertu
» politique et la représente partout. Il peut inspirer les plus
» belles actions; il peut, joint à la force des lois, conduire au
» but du gouvernement, comme la vertu même (1).... Il est
» vrai que, philosophiquement parlant, c'est un honneur
» faux qui conduit toutes les parties de l'État; mais cet
» honneur faux est aussi utile au public que le vrai le
» serait aux particuliers qui pourraient l'avoir (2). »

Montesquieu dira, dans le cours du livre III auquel j'emprunte ces lignes, beaucoup de choses fines, profondes, prises sur le vif de la société de son temps, au sujet de cet honneur. Il n'en dira pas une qui justifie sa thèse générale : que l'honneur est le principe du gouvernement monarchique et de celui-là seul. Car premièrement cette thèse suppose expressément que l'existence d'une noblesse en qui s'incarnera ce sentiment est de l'essence de la monarchie. Il serait bien embarassé de le prouver; et la définition qu'il a donnée lui-même du gouvernement monarchique en tant que distinct du gouvernement despotique ne contient rien de tel. Secondement si l'honneur, vrai ou faux, naît spontanément de la conscience des supériorités sociales, ce sentiment doit être à son maximum là où une noblesse héréditaire, qui voit au-dessous d'elle toutes les autres classes de la nation, ne voit pas au-dessus d'elle la puissance d'un chef unique et suprême devant lequel il lui faille baisser la tête et plier le genou. L'honneur devrait donc être le ressort et le principe des aristocraties beaucoup plus que des monarchies. Et s'il exerce encore son action dans celles-ci, ce n'est pas parce qu'elles sont monarchies, c'est parce que la royauté y est entourée d'institutions, d'idées, de traditions aristocratiques, et parce que le roi y est le premier gentilhomme de son royaume.

Enfin on ne saurait accorder à Montesquieu que l'honneur, auquel il attribue une action sociale si prodigieuse, exerce son influence (qu'il reconnaît bienfaisante) par ce qu'il con-

(1) L. III, ch. VI.
(2) *Ibid.*, ch. VII.

tient en lui-même de faux, par tout ce qui fait de lui un préjugé. Il l'exerce par ce qu'il contient de vrai : dans les monarchies, où le roi est l'incarnation de la patrie, par la fidélité, — sous tous les régimes par le respect de soi-même, par le fier sentiment de la dignité personnelle et de tout ce qui est dû à la pureté du sang et à la mémoire des aïeux, par le *potius mori quam fœdari* de l'hermine de Bretagne, par les deux mots qui résument tout : *noblesse oblige*. « Il n'y a rien » dans les monarchies, » dit Montesquieu lui-même, « que » les lois, la religion et l'honneur prescrivent tant que l'obéis- » sance aux volontés du prince ; mais cet honneur nous dicte » que le prince ne doit jamais nous prescrire une action qui » nous déshonore, parce qu'elle nous rendrait incapables » de le servir. » Un tel honneur n'est pas un préjugé ; il est une fleur délicate de la vertu.

Amédée de MARGERIE.

(La fin prochainement.)

BIBLIOGRAPHIE

Auguste Rampal, *De la condition de l'Enfant dans le droit public ancien et moderne.* Marseille, 1896. 1 vol. in-8°, XII, 600 pages.

Ce beau volume forme le digne couronnement des études juridiques de l'auteur. M. Rampal passe en revue le droit scolaire, le droit pénal, le droit industriel et l'assistance publique par rapport à l'enfant pris à sa naissance et conduit jusqu'à sa majorité.

Ce cadre très vaste embrasse de très nombreuses et très importantes questions qui ont occupe, en tous pays, le legislateur, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours.

La prodigieuse quantité des documents mis en œuvre dans ce livre, étonne un lecteur attentif ; il était plus difficile encore de les disposer dans un si bel ordre. Tant de matières ne peuvent tenir dans cet unique volume que grâce à une analyse serrée et une extrême condensation et cependant on suit sans effort la succession des chapitres et des paragraphes ; on se sent, dès les premières pages, en contact avec une intelligence lucide, dominant l'ensemble et les détails, donnant à son œuvre, avec l'unité, une admirable transparence. Cette exposition de choses si diverses est faite dans un style simple, toujours approprié à son objet.

On trouve plus et mieux dans le livre de M. A. Rampal, nous voulons dire un amour constant de la verité. Il y a des lois bonnes, comme il y en a de mauvaises. Sur quelles bases repose le critérium des unes et des autres ? M. Rampal le sait. S'il rapporte le bien et le mal, il a soin de dire où vont ses préférences. Il le fait sans ostentation ; un mot lui suffit pour peindre les tendances du joséphisme ou des lois Ferry.

Le livre de M. Rampal sur *la Condition de l'enfant dans le droit public ancien et moderne,* sera lu non seulement par les spécialistes, les jurisconsultes, mais encore et avec grand profit par tous ceux qui s'intéressent aux œuvres sociales, de jeunesse et d'éducation, à la liberté et aux méthodes de l'enseignement à tous les degrés.

N. B.

L'Imprimeur-Gérant : A. TAFFIN-LEFORT.

LA

SCIENCE POLITIQUE

AU XVIII^e SIÈCLE

MONTESQUIEU. — QUESTIONS POLITIQUES

(suite)

II

Je borne là mes critiques, et je passe à la deuxième partie de cette étude politique.

Le chapitre dont je vais m'occuper (1) est le plus beau de l'*Esprit des lois*. Il se rapporte à deux idées connexes bien que distinctes : l'idée de la *séparation des pouvoirs*, — l'idée d'un *gouvernement mixte* où se trouvent réunis quelques-uns des éléments de toutes les formes simples de gouvernement.

La séparation des pouvoirs a pour but de donner aux individus et aux familles les garanties de sécurité et de liberté civile qui leur manquent lorsque les pouvoirs sont absolument concentrés dans la même main, — main d'un monarque ou d'un Sénat, ou d'une assemblée populaire. Quand celui qui fait la loi est celui qui l'applique par les jugements et qui exécute ces jugements par la force publique, il peut la faire en vue des cas particuliers qu'il prévoit, pour ou contre tel

(1) L. XI, ch. VI.

individu ou tel groupe. Sortant de son cabinet de législateur pour monter à son tribunal de juge, il y porte les passions qui l'ont guidé dans la confection de la loi ; il y rencontre celui qu'il visait d'avance, et il l'opprime à coup sûr par sa sentence. Puis, quittant la toge pour prendre l'épée, les mêmes animosités personnelles qui l'ont guidé une première fois dans sa législation et une seconde fois dans ses arrêts le guident encore dans l'exécution. Cela fait une cascade d'oppressions ; et c'est absolument comme si tout était à la merci d'un pouvoir arbitraire qui, comme dit Montesquieu, « entraîne tout sans loi et sans règle par sa volonté et ses » caprices. » Il n'y a de différence qu'une hypocrisie en plus, qui consiste à préparer, pour frapper ou favoriser une personne déterminée, ces formules générales par lesquelles le législateur d'un peuple lui donne sa parole qu'il est désintéressé et impartial.

Tel est le but, purement civil en lui-même, de la séparation des pouvoirs. Sans doute, par la force des choses, cette séparation prend vite quelque caractère politique et établit, dans une mesure quelconque, un gouvernement mixte. C'est par où les deux idées sont connexes. Mais elles demeurent distinctes.

La séparation peut coexister avec une forme de gouvernement où ces pouvoirs, tout séparés qu'ils sont, émanent de la même source. Par exemple, dans la monarchie française devenue absolue, il était de principe que le roi ne jugeait pas lui-même, sinon comme arbitre au civil, et jamais au criminel. Il était cependant considéré comme source de la justice, et c'était en son nom que celle-ci se rendait. Au contraire, dans les gouvernements mixtes, il y a une indépendance réciproque des pouvoirs ; le but, politique et non civil, est directement de faire un partage qui, corrigeant ce que les formes simples ont d'exclusif, réunisse ce que chacune d'elle a de meilleur, un partage qui, donnant un emploi et une satisfaction à toutes les forces sociales, les intéresse toutes au maintien de l'ordre établi, c'est-à-dire de la constitution politique.

Cette idée de partage, que plusieurs tiennent pour chimérique, a été cependant réalisée, en proportions diverses, dans toutes les républiques de l'antiquité. On se souvient que nous l'avons rencontrée chez Aristote, non dans sa conception idéale de la cité parfaite qui serait une démocratie pure, mais dans ce que sa théorie a de plus pratique et de mieux adapté aux besoins réels de la nature humaine. Elle a été très en faveur chez les grands publicistes chrétiens du moyen âge. Enfin, sous les noms de Champs de Mai, de Diètes, de Parlements, d'États généraux, de Cortès, nous la retrouvons au berceau et dans tout le développement des monarchies de l'Europe moderne. Bien loin d'être l'invention de quelques rêveurs, elle a pour elle presque toute la science et presque toute l'expérience.

Montesquieu l'analyse et la développe en quinze pages magistrales que je voudrais transcrire tout entières, et dont je donnerai du moins la substance et les passages les plus importants.

Le problème à résoudre est celui-ci : A quelles conditions un peuple peut-il jouir de la liberté politique sans que cette liberté compromette l'ordre public, la sécurité des individus, la stabilité des institutions?

Montesquieu, quelles que soient ses préférences abstraites pour le seul régime qui ait, dit-il, la vertu pour principe, les laisse ici de côté; il semble avoir pensé que la république, forme naturelle et presque nécessaire du gouvernement libre dans les petites cités antiques, s'adapterait malaisément aux besoins des grandes nations modernes. C'est donc une monarchie qu'il va décrire, bien que le portrait puisse, au besoin, recevoir une étiquette républicaine.

La condition fondamentale de la liberté politique est que la constitution ne réunisse pas dans les mêmes mains le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif (inutile d'ajouter et le pouvoir judiciaire; cette dernière séparation va de soi puisqu'elle est déjà une condition de bon gouvernement, même dans les monarchies absolues). « Lorsque dans la même » personne ou le même corps la puissance législative est

» réunie à la puissance exécutrice, il n'y a point de liberté, » parce qu'on peut craindre que le même monarque ou le » même sénat ne fasse des lois tyranniques pour les exécuter » tyranniquement. Tout serait perdu si le même homme, ou » le même corps, des nobles ou du peuple, exerçait ces » trois pouvoirs; celui de faire les lois, celui d'exécuter les » résolutions publiques et celui de juger les crimes ou les » différends des particuliers. — Dans les républiques d'Italie » où ces trois pouvoirs sont réunis, la liberté se trouve » moins que dans nos monarchies » où le roi s'est du moins dessaisi du pouvoir judiciaire. « Voyez en effet quelle peut » être la situation d'un citoyen dans ces républiques. Le » même corps de magistrature a, comme exécuteur des lois, » toute la puissance qu'il s'est donnée comme législateur. Il » peut ravager l'État par ses volontés générales; et, comme » il a encore la puissance de juger, il peut détruire chaque » citoyen par ses volontés particulières. »

Dans ce partage, nécessaire à la conservation de la liberté, quelle part appartiendra à la nation elle-même? Ce ne sera assurément pas le pouvoir exécutif à quoi elle est parfaitement impropre par la multiplicité de ses éléments et par l'aveugle impétuosité des courants qui l'emporte. « Il faut, » dit ailleurs Montesquieu, « que les affaires aillent, et qu'elles » aillent un certain mouvement qui ne soit ni trop lent, ni » trop vite. Mais le peuple a toujours trop d'action ou trop » peu. Quelquefois avec cent mille bras il renverse tout; » quelquefois avec cent mille pieds, il ne va que comme les » insectes (1). »

Le peuple, s'il est quelque chose, sera donc législateur. Ce ne sera plus la chimère du peuple gouvernant le peuple. Mais le peuple votant les lois, n'est-ce pas une autre chimère? Pas absolument dans les très petits États; j'ai vu dans le canton d'Unterwald la prairie où les quelques milliers de citoyens de cette petite république alpestre et patriarcale se réunissent périodiquement pour exercer cette fonction légis-

(1) L. II, ch. II.

lative. Mais Montesquieu sait bien que ces exceptions sont des quantités négligeables, et il adopte résolument le système représentatif. « Il faudrait, » dit-il, « que le peuple en corps » eût la puissance législative; mais comme cela est impos- » sible dans les grands États et est sujet à beaucoup d'incon- » vénients dans les petits, il faut que le peuple fasse par » ses représentants tout ce qu'il ne peut faire par lui- » même. »

Non seulement ce système est imposé par la force des choses et par l'impossibilité de s'en passer. Il est meilleur en soi que tout autre. L'élection est une sélection ; un corps élu, si les élections sont libres, offrira des garanties de com- pétence et de lumières qui « le rendront capable de discuter » les affaires, chose à quoi le peuple n'est point du tout » propre, ce qui forme un des grands inconvénients de la » démocratie. Le peuple ne doit donc entrer dans le gouver- » nement que pour choisir ses représentants, ce qui est très » à sa portée; car chacun est capable de savoir en général » si celui qu'il choisit est plus éclairé que la plupart des » autres. »

Mais pour que ces lumières soient profitables il faut que les représentants gardent le droit de se laisser éclairer par la discussion. Le *mandat impératif* est contraire à l'essence même du gouvernement représentatif.

Le principe du régime représentatif admis, deux questions se posent : Qui aura droit d'élire? qui aura droit d'être élu? On a bien vite fait de répondre : *tout le monde*. Et c'est à peu près de cette façon que Montesquieu résout la première question qui est celle du droit de suffrage, négligeant la seconde qui est celle des conditions d'éligibilité. « Tous les » citoyens doivent avoir droit de donner leur voix pour » choisir leur représentant excepté ceux qui sont dans un tel » état de bassesse qu'ils sont réputés n'avoir point de volonté » propre. » Réponse qu'on jugera sans doute bien un peu vague, dédaigneuse et sommaire. Où commence le degré de bassesse? à quel signe la reconnaître? entre tous ceux qui atteindront le niveau convenu le droit de suffrage sera-t-il

égal? ou bien, comme le veut la sagesse des nations, essaiera-t-on de peser les suffrages en même temps que de les compter? et si on les pèse, dans quelle balance? Il y a là, on le voit, toute une série de problèmes pour la solution desquels il faut tenir compte tout à la fois de la justice et de l'intérêt social. Je n'ai garde d'y entrer parce qu'il faudrait les suivre jusqu'au bout, et je me contente de les signaler comme autant de lacunes dans le bel exposé de Montesquieu.

Voilà donc la question du pouvoir législatif réglée idéalement et in *abstracto*. Et il ne resterait, ce semble, qu'à passer à celle du pouvoir exécutif.

Mais Montesquieu n'est pas, comme le sera Rousseau, un théoricien à outrance. Il regarde de près les éléments divers dont se composent, en fait habituel, les sociétés humaines. Il y voit des inégalités et des hiérarchies soit héréditaires et traditionnelles, soit personnelles; loin de les vouloir supprimer en faisant passer sur elles le niveau d'une égalité brutale, il les juge utiles et légitimes, et il les accepte dans leurs conséquences politiques : « Il y a toujours dans un État » des gens distingués par la naissance, les richesses ou les » honneurs. Mais s'ils étaient confondus parmi le peuple, la » liberté commune serait leur esclavage, et ils n'auraient » aucun intérêt à la défendre parce que la plupart des réso- » lutions seraient contre eux. La part qu'ils ont à la légis- » lation doit donc être proportionnée aux autres avantages » qu'ils ont dans l'État; ce qui arrivera s'ils forment un corps » qui ait droit d'arrêter les entreprises du peuple comme le » peuple a droit d'arrêter les leurs. Ainsi la puissance légis- » lative sera confiée et au corps des nobles, et au corps qui » sera choisi pour représenter le peuple, qui auront chacun » leurs assemblées et leurs délibérations à part. »

Il est donc bon que le pouvoir législatif soit divisé. Il serait mauvais que le pouvoir exécutif le fût. Et, selon Montesquieu, il serait contraire au principe de la séparation et de la réciproque indépendance des deux pouvoirs que le second fût une émanation du premier : « La puissance exécutrice

» doit être entre les mains d'un monarque parce que cette
» partie du gouvernement qui a presque toujours besoin
» d'une action momentanée (c'est-à-dire immédiate) est
» mieux administrée par un que par plusieurs. Que s'il n'y
» avait point de monarque et que la puissance exécutrice fût
» confiée à un certain nombre de personnes tirées du corps
» législatif, il n'y aurait plus de liberté parce que les deux
» puissances seraient unies. »

Voilà donc les deux pouvoirs en présence. Leur indépendance réciproque est la condition de leur distinction. Leur accord est la condition de la paix et de la bonne marche des affaires. Mais il faut prévoir la possibilité des conflits, et mettre dans la constitution de quoi les prévenir ou les atténuer. Voici comment Montesquieu estime qu'on peut y pourvoir :

« Si la puissance exécutrice n'a pas le droit d'arrêter les
» entreprises du Corps législatif, celui-ci sera despotique ;
» car comme il pourra se donner tout le pouvoir qu'il peut
» imaginer, il anéantira toutes les autres puissances. — Mais
» il ne faut pas que la puissance législative ait réciproque-
» ment la faculté d'arrêter la puissance exécutrice » (entendez dans l'expédition des affaires); « car l'exécution a des bornes « par sa nature »(entendez les bornes que lui fixe la loi qu'elle exécute). — « Mais la puissance législative a le droit et doit
» avoir la faculté d'examiner de quelle manière les lois
» qu'elle a faites ont été exécutées. D'autre part la personne
» du monarque doit être sacrée parce que, étant nécessaire à
» l'État pour que le corps législatif n'y devienne pas tyran,
» dès le moment qu'il serait accusé ou jugé il n'y aurait plus
» de liberté. Le Corps législatif ne doit donc pas avoir le
» pouvoir de juger sa personne et par conséquent sa conduite.
» Mais comme il ne peut rien exécuter mal sans avoir des
» conseillers méchants, ceux-ci peuvent être recherchés et
» punis. »

Reste à savoir comment la puissance exécutrice pourra exercer ce droit « d'arrêter les entreprises du corps législatif. » Le moyen unique, indiqué par Montesquieu, est que

le monarque entre en partage de la puissance législative elle même. Montesquieu a pleinement raison. Le gouvernement n'est monarchique qu'à ce prix. Ce qui constitue essentiellement la souveraineté, c'est le droit de faire la loi. Le pouvoir exécutif qui n'est qu'exécutif est donc essentiellement dépendant. Celui qui l'exerce n'est qu'un agent ; il n'a le droit de rien commander ni vouloir ; ses commandements ne sont que des actes d'obéissance à ceux dont il fait exécuter les ordres. C'est à lui que ces ordres s'imposent tout d'abord ; il n'a pas à les discuter ; même s'il les désapprouve, il doit les subir et les transmettre. Un tel régime, qu'on le juge bon ou qu'on le juge mauvais, n'est pas monarchique il est républicain. Lorsque Louis XVI tenait tant à son *veto* constitutionnel et à son exercice, il sentait bien qu'il défendait le dernier lambeau de la monarchie.

Montesquieu, sans doute, ne fait pas les parts égales dans cette commune attribution de la puissance législative à l'assemblée des représentants élus, à l'assemblée des nobles et à la royauté. A ce Sénat, à ce monarque il n'accorde que la faculté d'empêcher, non la faculté de statuer. La loi resterait ainsi l'œuvre propre de l'Assemblée populaire ; et il suffirait, pour lui donner toute sa force, de la non opposition des deux autres pouvoirs. Mais si l'on y regarde de près on verra ce privilège se réduire à une prééminence verbale. La loi résulte toujours de l'accord des trois puissances ; aucune des trois ne peut rien sans les deux autres ; elles sont co-législatives.

Telles sont les grandes lignes de cette théorie politique. Elle entre trop avant dans le détail, et elle a, si je puis dire, une physionomie trop vivante, pour que nous ne devinions pas qu'elle est un portrait d'après nature. Et l'auteur nous épargne la peine de deviner en intitulant ce chapitre où aucun nom propre n'est prononcé : *De la constitution de l'Angleterre*. Il est visible qu'il l'admire, qu'il la prend à son compte, qu'il souhaite qu'elle soit adoptée ou imitée dans son propre pays.

Si nous considérons les traditions historiques du peuple à

qui il a demandé un modèle et la nature du terrain social où il voudrait le transplanter, nous ne nous étonnerons pas du rôle considérable, — conforme d'ailleurs à ses préférences personnelles, — qu'il attribue à l'aristocratie. En Angleterre elle était une force sociale à laquelle il était impossible de ne pas faire sa place; elle était un facteur important de la prospérité publique; elle l'est encore grâce à un don merveilleux de rajeunissement perpétuel, et l'on peut dire que la suppression de la Chambre des lords, serait dans la vie politique anglaise, la suppression d'un organe essentiel. En France il semblait qu'il en fût de même, et personne ne pouvait prévoir qu'avant cinquante ans, la noblesse serait absorbée et supprimée en tant que classe et force politique. Montesquieu l'eût-il prévu, cela n'eût rien changé, je pense, à sa théorie des deux assemblées législatives. A défaut de raison traditionnelle et sociale pour leur maintien, il restait une raison politique, la nécessité de rompre le dangereux tête à tête d'un roi et d'une assemblée unique, tête à tête qui les expose à des conflits irréductibles d'où résulte tôt ou tard soit une révolution c'est-à-dire le renversement de la constitution, soit l'absorption de l'une des deux puissances dans l'autre c'est-à-dire sous le nom de monarchie constitutionnelle, la réalité d'une royauté absolue ou d'une république parlementaire.

Je ne prétends pas que le système vanté par Montesquieu rende les révolutions impossibles; nous avons eu deux fois l'expérience du contraire. Je dis seulement qu'il leur est un obstacle; que là où la royauté n'est contestée ni dans son principe, ni dans la personne en qui elle s'incarne, là où l'assemblée élective est l'expression sincère du sentiment et du vœu national, là où il y a entre les deux un pouvoir modérateur offrant des garanties de maturité et d'indépendance, il y a moins de chances de révolutions qu'ailleurs, plus de garanties pour l'accord de l'autorité avec la liberté, de l'esprit de conservation avec l'esprit de progrès. Je pense, en somme, qu'on n'a encore rien trouvé de mieux dans les pays monarchiques; je sais gré à Montesquieu d'avoir développé cette

conception qui a pour caractère propre l'esprit de sagesse et de mesure. Je lui en sais gré surtout lorsque je compare sur ce point la doctrine modérée de l'*Esprit des lois* à la doctrine outrancière du *Contrat social.*

J.-J. ROUSSEAU. — Le Contrat social

Le *Contrat social* diffère profondément de l'*Esprit des lois* par la doctrine, l'esprit et la méthode. Rousseau, remontant beaucoup plus haut que Montesquieu dans la métaphysique du droit social, résout les questions qu'il y rencontre par une doctrine purement révolutionnaire. Autant Montesquieu est habituellement tempéré, autant Rousseau est absolu. Autant Montesquieu recommande les gouvernements mixtes avec leurs contrepoids et leurs contrôles qui ont pour but de garantir la liberté de l'individu contre la tyrannie de l'État, autant Rousseau soutient et proclame avec une intraitable intransigeance la souveraineté sans limite de l'État ou, comme il dit, de la volonté générale, se refusant à tenir aucun compte du cri des minorités opprimées. Autant Montesquieu est disposé à compter avec l'expérience, autant Rousseau habituellement la dédaigne, procédant *a priori* et abstraitement, et ne s'occupant guère que de « l'homme en soi. » A tous ces titres, c'est bien lui qui a donné le ton à la Révolution française, et en a fait ce quelque chose de « tout d'une pièce, » de géométriquement implacable, de radical, de monstrueusement tyrannique que nous avons vu et que nous pouvons revoir. Enfin si Montesquieu, profondément versé dans l'histoire, rend souvent, malgré son incrédulité et ses préjugés, de beaux hommages au Christianisme, Rousseau, — qui cependant en a fait autant ailleurs, — se montre, dans le *Contrat social,* animé contre la Religion et contre l'Église d'une haine de sectaire qui va ouvertement jusqu'à la proscription.

I

Si fausses et si malfaisantes que soient les théories politiques du *Contrat social,* il serait injuste de les confondre avec celles de Hobbes et de Spinoza. Rousseau possède, comme philosophe, une somme de vérités assez mince sans doute, mais qui peuvent lui suffire à trouver la vraie base et les vraies conditions d'existence de la société politique. La philosophie de Hobbes et celle de Spinoza réduisent tout à la force et justifient également les excès de la tyrannie monarchique et ceux de la tyrannie républicaine ; l'esprit systématique qui les égare prend sa naissance dans cette philosophie elle-même par la négation de la liberté et du devoir. L'esprit systématique qui égare Rousseau ne prend sa naissance que dans sa politique et est une déviation de sa psychologie et de sa morale.

Il a donc qualité pour combattre le droit du plus fort, et il le combat avec une éloquente vigueur dès les premières pages du *Contrat social.* Il déblaye ainsi le terrain, et débarrasse le problème d'une idée fausse qui en rendrait la solution impossible. « La force, » dit-il, « ne fait pas le droit et l'on » n'est obligé d'obéir qu'aux puissances légitimes. La ques- » tion primitive revient donc toujours, » la question de savoir sur quoi se fondent, dans la vie civile et politique, le droit de commander et le devoir d'obéir. Et Rousseau, qui croit à Dieu, à la loi morale, à la responsabilité, a ce qu'il faut pour la bien résoudre.

Reconnaissant que la société politique ne fait pas la justice mais la suppose, il reconnaît par cela même qu'il y a des droits qui lui sont antérieurs. Mais tant qu'elle n'existe pas, ces droits sont désarmés, et elle est instituée pour les défendre. Cette haute fonction suffit pour rendre l'état social politique incomparablement supérieur non seulement à un prétendu état de nature où les hommes errent isolés dans les bois, mais à l'état social purement domestique, le groupement

familial n'étant point assez fort pour garantir les droits naturels contre les agressions de la violence. Rousseau qui, dans un autre ouvrage, avait soutenu cette gageure que l'institution de la société politque est la cause de tous nos maux et de tous nos vices, reconnaît ici qu'elle est la garantie des droits, impuissants sans elle; et allant jusqu'au bout de son amende honorable, il montre, en quelques traits, tous les biens dont l'homme lui est redevable pour le développement de toutes ses facultés. « Sans doute, il est une justice universelle; » mais cette justice, pour être admise entre nous, doit être » réciproque. A considérer humainement les choses, faute » de sanction naturelle les lois de la justice sont vaines » parmi les hommes, elles ne sont que le bien du méchant » et le mal du juste, quand celui-ci les observe avec tout le » monde sans que personne les observe avec lui. Il faut » donc des conventions et des lois pour unir les droits aux » devoirs et ramener la justice à son objet (1). — Le passage » de l'état de nature à l'état civil produit dans l'homme un » changement très remarquable. Quoiqu'il se prive dans cet » état de plusieurs avantages qu'il tient de la nature, il en » regagne de si grands, ses facultés s'exercent et se déve- » loppent, ses sentiments s'ennoblissent, son âme tout » entière s'élève à tel point que, si les abus de cette nouvelle » condition ne le dégradaient souvent au-dessous de celle » dont il est sorti, il devrait bénir sans cesse l'instant heu- » reux qui l'en arracha pour jamais (2). »

Pour achever de signaler dans le *Contrat social* ce qui s'y rencontre de vérité et de sagesse, j'ajouterai une restriction à ce que j'ai dit plus haut de son caractère abstrait et géométrique. Tout n'est pas absolument fondé dans le reproche si souvent et si justement adressé à Rousseau d'avoir procédé *a priori* et d'avoir prétendu imposer à la réalité une théorie éclose tout entière dans sa tête, sans se soucier de ce que les hommes tels qu'ils sont en peuvent ou n'en peuvent pas porter. On peut citer un chapitre entier du *Contrat social* où

(1) L. II, ch. VI.
(2) L. I, ch. VIII.

il insiste, au contraire, sur la nécessité de prendre la mesure d'un peuple avant de le vêtir d'une constitution, et sur l'insuffisance des meilleures lois lorsqu'elles ne sont pas adaptées aux mœurs et soutenues par les mœurs.

Mais plus il a conscience de cette nécessité et de cette insuffisance, moins il sera excusable s'il sacrifie à sa théorie la réalité même dont il prétend tenir compte, s'il érige en vérités éternelles, en conditions absolues d'existence pour toute société politique ses propres conceptions ou fausses en soi ou inapplicables. Nous allons trouver dans le *Contrat social,* avec cette prétention à la sagesse pratique, ce parti pris d'opprimer la réalité sous la théorie tantôt malsaine et tantôt chimérique.

La prétention fait partie du programme de Rousseau et s'affiche à l'entrée même du livre : « Je veux chercher si » dans l'ordre civil il peut y avoir quelque règle d'adminis- » tration légitime et sûre en prenant les hommes tels qu'ils » sont et les lois telles qu'elles peuvent être. » Le parti pris se manifeste dans le livre tout entier.

On a voulu le voir dans son titre même. Je crois qu'on s'est trompé, et le titre ne me choque pas si je le sépare de son contenu.

Lorsque plusieurs individus ou plusieurs groupes familiaux, jusque-là indépendants, deviennent un corps de nation, cette réunion n'est qu'une violence si elle n'est pas le résultat d'un consentement exprès ou tacite auquel convient le nom de contrat. La conquête par elle-même ne crée pas une société, car elle ne détruit chez ceux qu'elle enchaîne ni le désir, ni le droit de s'affranchir. Si son joug, en devenant moins lourd, se laisse porter avec moins de répugnance, si d'autres liens que ceux de la force se forment entre vainqueurs et vaincus, peu à peu naîtra et s'épanouira un germe de la société politique, et il arrivera, sans qu'on puisse préciser l'heure ni le jour, que cette société se sera formée par des développements insensibles qui ne seront autre chose que l'inclination progressive des volontés et des consente-

ments. Cela même est un contrat où les uns apportent au lieu de l'oppression, la protection ; les autres, au lieu de l'obéissance forcée, la subordination volontaire et le concours actif.

L'idée qui a fourni le titre est donc vraie. Mais l'erreur systématique est déjà dans l'énoncé du problème qu'il faut résoudre pour faire de cette idée une réalité. Et voici comment Rousseau y est conduit.

Il repousse à bon droit la thèse de Hobbes et de Spinoza : qu'en vertu du pacte social les individus se dépouillent de tous leurs droits au profit de la personne morale, — roi ou assemblée, — qui s'appelle l'État, et lui sont absolument asservis. D'autre part, il pense cependant, comme eux, que la souveraineté absolue de l'État est la condition *sine qua non* de la vie sociale ; et, de plus, il est amoureux de la *cité antique* où il n'y avait nulle limite à la puissance collective de la nation Son esprit appelle donc et repousse en même temps la conception que nous avons combattue dans ses deux devanciers.

Cette contradiction, il semble se plaire à l'étaler dans l'énoncé même de son problème et à rendre ainsi celui-ci insoluble en montrant celle-là irréductible : « Trouver une » forme d'association qui défende et protège de toute la » force commune la personne et les biens de chaque associé, » et par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéisse pour- » tant qu'à lui-même et demeure aussi libre qu'auparavant, » tel est le problème fondamental dont le *Contrat social* donne » la solution. Ces clauses, bien entendues, se réduisent toutes » à une seule, savoir l'aliénation totale de chaque associé » avec tous ses droits à toute la communauté (1). » Peut-être pensera-t-on que c'est là un idéal qui ne peut être qu'approché pratiquement, l'idéal d'une société où l'accord de toutes les volontés les fondrait pour ainsi dire en une seule. Nullement. Rousseau présente sa conception tout à la fois comme une nécessité absolue qui n'admet aucune exception, aucun

(1) L. I, ch. VI.

tempérament, et comme un fait universel. « Les clauses de » ce contrat sont tellement déterminées par la nature de » l'acte que la moindre modification les rendrait vaines et » de nul effet ; en sorte que, bien qu'elles n'aient peut-être » jamais été formellement énoncées, elles sont partout les » mêmes, partout tacitement admises et reconnues (1). »

Il est visible que nul état social ne peut satisfaire à ces conditions, fût-ce celui qui semble s'en rapprocher le plus, à savoir une démocratie pure dans une très petite cité où le peuple aurait la possibilité et le loisir de s'assembler non seulement pour nommer les magistrats, mais encore pour faire les lois. Je me suppose citoyen d'un tel État, où je suis, comme dit Rousseau, membre du souverain. Une loi est proposée ; je la repousse par mon vote ; elle est adoptée malgré mon opposition ; je suis tenu de lui obéir. En lui obéissant, dirai-je et penserai-je tout de bon *que je n'obéis qu'à moi-même?* Dirai-je même, si j'ai voté pour elle, qu'en lui obéissant *je suis aussi libre qu'auparavant ?* Non ; car auparavant mon droit n'avait qu'une limite, la loi naturelle. Si je m'engageais envers moi-même, mon engagement n'était qu'une résolution ; en révoquant cet engagement je pouvais encourir le reproche d'inconstance, non celui de révolte. Désormais je suis moralement obligé, je suis contraint par une sanction d'obéir à une volonté qui peut-être n'est plus la mienne, qui peut même être en contradiction précise avec la mienne.

La différence de l'état d'avant à l'état d'après est si manifeste qu'on est tenté, disais-je, de ne voir qu'une manière de parler et une exagération oratoire dans la formule de Rousseau, *aliénation totale de chaque associé avec tous ses droits.* Mais non, il entend bien qu'on la prenne en toute rigueur :

« L'association se faisant sans réserve, nul associé n'a » plus rien à réclamer ; car s'il restait quelques droits aux » particuliers, comme s'il n'y avait aucun supérieur com- » mun qui pût prononcer entre eux et le public, chacun,

(1) L. I, ch. VI.

» étant en quelque point son propre juge, prétendrait bientôt
» l'être en tous, l'état de nature subsisterait, et l'association
» deviendrait nécessairement tyrannique ou vaine (1). »

Veut-on voir sur-le-champ l'application de ces principes à l'un des droits que la société politique a pour mission de défendre, à un droit qu'elle trouve existant, mais impuissant à se protéger lui-même, et auquel elle donne la force matérielle qui lui manquait, au droit de propriété? En vertu du contrat social, Rousseau fait passer entre les mains de l'État toutes les possessions particulières, désormais assurées contre toute agression par la force prépondérante de la société tout entière. Et, comme il sait bien que chez la plupart des peuples la propriété privée subsiste malgré ce transfert, il en fait consister tout le droit dans la jouissance que l'État en laisse aux particuliers. Ceux-ci d'ailleurs ont tout à y gagner : « Ce qu'il y a de singulier dans cette aliéna-
» tion, c'est que, loin qu'en acceptant les biens des particu-
» liers la communauté les en dépouille, elle ne fait que leur
» en assurer la légitime possession. Les possesseurs étant
» désormais considérés comme dépositaires du bien public,
» leurs droits étant respectés de tous les membres de l'État
» et maintenus de toutes ses forces contre les étrangers,
» par une cession avantageuse au public et plus encore à
» eux-mêmes, ils ont, pour ainsi dire, acquis tout ce qu'ils
» ont donné. » On ne saurait présenter le dépouillement d'une façon plus engageante. En donnant tout ce qu'on avait, on le garde augmenté d'une estampille publique qui le rend inviolable.

Mais il y a un *mais* à cette transformation si avantageuse. La jouissance est désormais précaire ; et puisque l'aliénation a été totale, l'Etat n'excède pas son droit en faisant cesser la tolérance, en reprenant possession d'un domaine que les premiers possesseurs lui ont irrévocablement et nécessairement transféré par le fait même du contrat social, d'un domaine que lui-même ne peut aliéner au profit de personne.

(1) L. I, ch. VI.

Lors donc que l'État jugera à propos de faire succéder le plus absolu communisme au régime de la possession privée, il n'aura qu'à dire un mot, et la chose sera faite. Elle était faisable à toute heure, et il n'y aura point à prononcer les gros mots d'expropriation, ou de spoliation, ou de liquidation sociale; bien moins encore y aura-t-il à parler d'indemnité; car il n'y aura rien de changé sinon qu'une tolérance aura pris fin, et que l'organisation de la propriété sera en fait ce qu'elle était en principe.

Mais puisque Rousseau entend avec une telle intransigeance l'aliénation de tous les droits de chaque associé à la communauté, on se demande, avec une curiosité croissante, comment il satisfera à la seconde condition de son problème à savoir que chacun n'obéisse qu'à lui-même et demeure aussi libre qu'avant. Ses explications, assez difficiles à comprendre, reviennent à dire qu'ayant absorbé ma volonté dans la volonté générale, je suis sûr que celle-ci voudra toujours ce que je veux puisque, par avance, je veux toujours tout ce qu'elle voudra. Je serai ainsi à l'égard de l'État ce qu'est un chrétien parfait à l'égard de Dieu; celui-là aussi ne fait jamais que ce qu'il veut puisque la règle qu'il s'est imposée est de ne vouloir jamais que ce que Dieu lui ordonnera de vouloir. Mais, d'une part, ce serait un contresens de dire qu'il n'obéit qu'à lui-même, puisque sa vertu consiste précisément à s'être dépouillé de sa volonté propre. Et, d'autre part, cette obéissance absolue du chrétien n'est liberté que parce qu'elle relève la volonté humaine en la soumettant à une volonté absolument et nécessairement bonne et droite, la dégageant ainsi de toutes les servitudes inférieures qui la dégradent, en sorte qu'on peut dire d'elle : *Deo servire regnare est*. Qui peut dire cela de l'obéissance absolue à un pouvoir humain?

Rousseau cependant donne une autre consolation à ceux qu'il dépouille : « Chacun, se donnant à tous, ne se donne à » personne ; et comme il n'y a pas un associé sur lequel » on n'acquière le même droit qu'on lui cède sur soi, on » gagne l'équivalent de ce qu'on perd, et plus de force

» pour conserver ce qu'on a (1). » J'avoue qu'il m'est impossible de comprendre comment je gagne ainsi un équivalent. Si l'on me disait : Vous renoncez à une portion de votre liberté, à une portion de vos biens, même à quelques chances de vie pour vous garantir le reste ; vous paierez un impôt qui est une prime d'assurance ; vous donnerez telle partie de votre temps au public ; si l'ennemi attaque votre nation à l'autre bout du territoire, vous irez le combattre et vous exposer à la mort quoique votre champ ne soit point menacé ; mais, en revanche, vous aurez la paix sociale, la jouissance paisible de vos biens, la protection contre l'ennemi du dehors, des routes, des canaux, des ports dont vous profiterez, et le reste, — si l'on me disait cela, je comprendrais l'équivalence ; bien mieux, je comprendrais que ce que je gagne est incomparablement supérieur à ce que j'abandonne. Ici que gagné-je puisqu'on ne me garantit que ce que je garde, et que je ne garde rien ? Ne gardant rien, que me sert ce que j'acquiers sur les autres associés dont chacun aussi ne garde rien ? et que me sert, en échange de ce tout que j'ai cédé, la parcelle de toute-puissance que j'acquiers comme membre du souverain, parcelle qui deviendra l'impuissance toutes les fois que la volonté générale, c'est-à-dire, en somme, la majorité des volontés particulières, sera contraire à la mienne ?

La dernière consolation que m'offre le *Contrat social* est que la condition est la même pour tous. Si je remontre que l'égalité importe peu si elle est l'égalité dans la souffrance, l'abaissement et l'abdication, Rousseau me rassure en ajoutant que, « la condition étant la même pour tous, nul n'a » intérêt à la rendre onéreuse. »

Nous sommes ici en pleine utopie, en plein règne de ces formules abstraites qui ignorent systématiquement *les hommes* au profit de l'*homme en soi* et font vraiment une trop forte violence à la réalité. Quand un partisan du pouvoir absolu me dit : Que craignez-vous ? est-ce que, dans cette totale identification de la nation et du prince qui permet à celui-ci

(1) L. I, ch. VI.

de dire *l'État c'est moi,* il n'est pas de son intérêt visible de rendre l'État prospère et avec lui tous les citoyens qui sont ses membres? je réponds : Oui, cela est vrai ; et il est vrai aussi qu'il y a cependant des tyrans. Pourquoi ? Parce que l'ivresse de la toute-puissance, parce que l'attrait de la jouissance immédiate, parce que la furieuse impulsion à briser tout ce qui résiste, parce que l'avarice, ou l'esprit de soupçon, ou le mépris des hommes, inclinent toujours celui qui peut tout ce qu'il veut à vouloir autre chose que ce qu'il doit. Ce qui est vrai d'un homme est vrai d'une foule. Elle aussi a intérêt à être modérée, sage, juste ; elle aussi a ses violences, ses fureurs, ses illusions grossières. C'est pour cela qu'il n'y a jamais de sécurité pour quiconque est soumis absolument à une volonté sujette à errer, qu'elle soit individuelle ou qu'elle soit collective.

Il faut donc, sous peine de faire de l'oppression l'article premier et fondamental de sa constitution libérale, que Rousseau, en même temps qu'il proclame l'État souverain, proclame infaillible la volonté générale.

Ainsi fait-il. Mais pour l'entendre, il faut savoir ce que c'est que cette « volonté générale. »

Selon Rousseau, la volonté générale s'exprime exclusivement par la loi, laquelle ne statue que sur les choses générales. Elle est donc générale à deux titres : dans son essence parce qu'elle est la volonté de tous, ou la volonté de cette majorité à laquelle tous sont convenus de se soumettre ; et dans son objet : « elle considère les sujets en corps et les » actions comme abstraites, jamais un homme comme indi» vidu, ni une action particulière (1). » De cette volonté générale il dit résolument « qu'elle est toujours droite, qu'elle » tend toujours à l'utilité publique (2), » et que « cela résulte » de ce qui a été précédemment établi. » Mais nous reportant à ce qui précède, nous constatons que cela ne résulte de rien, sinon de cette affirmation gratuite que le souverain ne peut avoir d'intérêt contraire aux particuliers, — ce qui n'em-

(1) L. III, ch. VI.
(2) *Ibid.*, ch. III.

pêche pas le souverain de se tromper sur ses intérêts, ni de faire des lois oppressives sinon pour les individus que la loi est censée ne pas connaître, du moins pour des classes, pour les femmes, pour les esclaves, pour des groupes déterminés de citoyens. Qui empêchera, par exemple, la volonté générale de décider que nul n'aura le droit de posséder plus de mille livres de rentes, et que tout ce qui dépassera ce maximum fera retour au trésor? Ce sera bien là une loi; car les sujets, comme le veut Rousseau, y sont considérés comme corps, et non pas un homme comme individu. Ainsi la société, instituée pour la défense des biens, aboutira à la spoliation d'un groupe au profit d'un autre groupe; une majorité besogneuse, avide de jouir sans avoir acquis, fera des lois en vue de satisfaire ses convoitises; la volonté générale servira les intérêts particuliers que cette majorité peut avoir en commun; et la législation, malgré la généralité de ses termes, sera intentionnellement dirigée contre les intérêts particuliers de la minorité.

Mais c'est trop argumenter contre la plus puérile des chimères. Elle ne figure d'ailleurs dans le *Contrat social* que pour la symétrie. Car à peine a-t-il donné aux intérêts et aux droits des individus cette garantie imaginaire, Rousseau se hâte de la leur retirer. « De ce que la volonté géné-
» rale est toujours droite il ne s'ensuit pas que les délibé-
» rations du peuple aient toujours la même rectitude. On
» veut toujours son bien, mais on ne le voit pas toujours;
» jamais on ne corrompt le peuple, mais souvent on le
» trompe, et c'est alors seulement qu'il paraît vouloir ce qui
» est mal (1). » En vain ajoute-t-il : « Si, quand le peuple
» suffisamment informé délibère, les citoyens n'avaient
» aucune communication entre eux, du grand nombre de
» petites différences résulterait toujours la volonté générale,
» et la délibération serait toujours bonne (2). » D'abord je me défie beaucoup de cette mécanique politique en vertu de laquelle une somme de directions faillibles donne pour résul-

(1) L. II, ch. III.
(2) *Ibid.*

tante une direction infaillible. Puis à quoi sert de dire *si* lorsqu'il s'agit de choses irréalisables? Si nous avions des ailes! mais nous n'avons pas d'ailes. Si tous les hommes étaient vertueux! mais tous les hommes ne sont pas vertueux. Si on pouvait mettre tous les citoyens en cellule lorsqu'il s'agit de délibérer, que les délibérations seraient impartiales! Mais on ne peut pas les mettre en cellule; et, si on le pouvait, il n'y aurait pas de délibération, par la raison assez simple que délibérer c'est communiquer, c'est discuter, c'est interroger et répondre.

Rousseau ne tarde donc pas à s'apercevoir qu'il a voyagé dans le pays des chimères, que rien n'est fait, et que si la volonté générale abstraite, celle qui n'est pas, ne peut errer, la volonté générale *concrète*, celle qui est, peut fort bien se tromper. « Comment une multitude aveugle, qui souvent ne » sait ce qu'elle veut parce qu'elle sait rarement ce qui lui » est bon, exécuterait-elle d'elle-même une entreprise aussi » grande, aussi difficile qu'un système de législation? De » lui-même le peuple veut toujours le bien; mais de lui-» même il ne le voit pas toujours. La volonté générale est » toujours droite, mais le jugement qui la guide n'est pas » toujours éclairé. Les particuliers voient le bien qu'ils » rejettent; le public veut le bien qu'il ne voit pas; il faut » lui apprendre à connaître ce qu'il veut (1). »

Comment sortir de cette impasse? D'une part, « le peuple » soumis aux lois en doit être l'auteur. » D'autre part, faire les lois est une besogne à laquelle il n'entend rien. Il faudrait ici un *Deus ex machina*.

Rousseau en tient un en réserve : le législateur.

La fonction du législateur est redoutable par sa difficulté. « Celui qui ose entreprendre d'instituer un peuple doit se » sentir en état de changer, pour ainsi dire, la nature humaine » et d'altérer la constitution de l'homme pour la renforcer. » Il faut qu'il ôte à l'homme ses forces propres pour lui en » donner qui lui soient étrangères et dont il ne puisse faire » usage sans le secours d'autrui. » Son génie doit être en

(1) L. II, ch. VI.

proportion de sa tâche. Rousseau en trace le portrait magnifique et conclut « qu'il faudrait des dieux pour donner des » lois aux hommes. »

Sa situation dans l'État est unique. « Ce n'est point magis- » trature, ce n'est point souveraineté. Cet emploi qui cons- » titue la République, n'entre point dans sa constitution; » c'est une fonction particulière et supérieure, qui n'a rien » de commun avec l'empire humain; car si celui qui com- » mande aux hommes ne doit point commander aux lois, » celui qui commande aux lois ne doit pas non plus com- » mander aux hommes (1). » Cela lui crée une nouvelle difficulté; car n'ayant pas le pouvoir législatif qui appartient incommunicablement à la volonté générale, il ne peut que soumettre sa législation aux suffrages libres du peuple. « Autant donc son entreprise est au–dessus des forces » humaines, autant, pour l'exécuter, son autorité est nulle (2).» Ne pouvant imposer son œuvre par autorité, la fera-t-il accepter par raison? Mais comment, dit équivalemment Rousseau, faire entendre raison à des esprits grossiers? Si donc la force ni le raisonnement n'y peuvent rien, qui donc y pourra quelque chose?

Rousseau répond audacieusement : la fraude. « C'est une » nécessité que le législateur recoure à une autorité d'un » autre ordre qui puisse entraîner sans violence et persuader » sans convaincre. Voilà ce qui força de tout temps les pères » des nations de recourir à l'intervention du ciel et d'honorer » les dieux de leur propre sagesse. Cette raison sublime qui » s'élève au–dessus de la portée des hommes vulgaires est » celle dont le législateur met les décisions dans la bouche » des Immortels pour entraîner par l'autorité divine ceux » que ne pourrait ébranler la prudence humaine. Mais il » n'appartient pas à tout homme de faire parler les dieux; » la grande âme du législateur est le vrai miracle qui doit » prouver sa mission (3). »

(1) L. II, ch. VII.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*

Mais il ne suffit pas d'avoir un homme capable de créer une législation ; il faut un peuple capable de la porter. Or il n'y a pour cela qu'un moment dans la vie d'un peuple, un point de maturité et de fraîcheur où se réunissent « la con- » sistance d'un ancien peuple et la docilité d'un peuple nou- » veau. » Discerner et saisir cette occasion unique est chose mal aisée ; si on la manque, tout est irrémédiablement perdu, et l'entreprise ne peut plus même être tentée. C'est pourquoi si les députés d'une nation viennent trouver un législateur pour lui demander une constitution, neuf fois sur dix le législateur devra leur répondre : Messieurs, je ne puis rien pour votre service; votre point de maturité est passé. Telle eût bien été la réponse de Rousseau aux délégués des nations de son temps. Il ne voyait en Europe « qu'un pays « capable de législation, l'île de Corse. » Et il ajoutait, ne croyant pas si bien dire et prévoyant toute autre chose que ce que réservait l'avenir : « J'ai quelque pressentiment qu'un » jour cette petite île étonnera l'Europe (1). » — Et, de plus en plus, nous voyons que nous sommes en pleine abstrac- tion, et que le *Contrat social* tout entier semble être la démonstration ironiquement sérieuse de cette thèse : *qu'il m'est impossible de faire une constitution.*

Ce n'est pas tout. Supposons faite cette constitution im- possible à faire. Son œuvre achevée, le législateur a dis- paru. S'il y a après lui des lois à faire, qui les fera? Son intervention, semble-t-il, ne serait pas moins nécessaire pour *entretenir* la législation, c'est-à-dire pour la tenir en harmo- nie avec les conditions nouvelles amenées par le cours du temps, pour pourvoir aux besoins qu'elle n'avait pu prévoir, pour la perfectionner là où l'expérience aura montré la nécessité d'un perfectionnement ou d'une correction, que pour la créer de toutes pieces. A son défaut, on retombera dans tous les inconvénients auxquels son intervention portait remède. Fût-il là en permanence, il faudra toujours qu'à chaque loi le peuple intervienne soit pour la discuter dans

(1) L. II, ch. x.

une *agora* comme à Athènes, soit tout au moins pour la sanctionner ou la rejeter par un vote silencieux telle qu'elle aura été préparée par un corps chargé de cette préparation. Il n'y a guère de régime plus propre à dégoûter un peuple de la vie politique que cet incessant exercice de la puissance législative.

Ce serait donc le cas pour une nation de faire par des représentants de son choix ce qu'il lui est difficile de faire dans les plus petites républiques, impossible de faire dans les grands États. Mais Rousseau repousse absolument l'idée même de représentation comme destructive de la souveraineté nationale : « La souveraineté ne peut être représentée, par » la même raison qu'elle ne peut être aliénée; elle consiste » essentiellement dans la volonté générale, et la volonté ne » se représente point. Les députés du peuple ne sont donc » point et ne peuvent être ses représentants ; ils ne sont que » ses commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitive- » ment. Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée » est nulle; ce n'est point une loi. Le peuple anglais pense » être libre, il ne l'est que durant l'élection des membres du » Parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave. Car à » l'instant qu'un peuple se donne des représentants, il n'est » plus libre, il n'est plus (1). »

Ce serait le cas encore pour la volonté générale d'essayer d'introduire quelque stabilité dans les institutions et de se mettre à l'abri de ses propres caprices en exerçant, dans certains cas et en une certaine mesure, le droit de s'engager pour l'avenir, je veux dire en mettant quelque stabilité dans son gouvernement. On devine que Rousseau ne lui reconnaîtra pas ce droit. De toutes ses maximes, aucune ne lui est plus chère, aucune n'a plus contribué à faire du *Contrat social* l'Évangile révolutionnaire que celle–ci : Le peuple peut toujours, à un moment quelconque et sans avoir de compte à rendre à personne, changer son gouvernement et congédier les chefs qu'il s'est donnés (2) : « Ceux qui prétendent que

(1) L. III, ch. xv.
(2) L. III, ch. i.

» l'acte par lequel un peuple se soumet à des chefs n'est point » un contrat ont grande raison. Ce n'est absolument qu'une » commission, un emploi dans lequel, simples officiers du » souverain, ils exercent en son nom le pouvoir dont il les » a faits dépositaires, et qu'il peut limiter, modifier *et* » *reprendre* quand il lui plaît (1). »

C'est là l'essence même du principe révolutionnaire. Il ne consiste nullement dans une forme de gouvernement, il consiste à soutenir qu'entre le peuple et ses magistrats il n'y a pas un engagement réciproque qui doive être respecté de part et d'autre ; que la durée pour laquelle un magistrat est choisi indique bien le terme passé lequel il cessera de plein droit d'exercer ses fonctions, mais n'indique nullement que le peuple soit tenu de l'y maintenir jusqu'à ce terme ; qu'au contraire le peuple peut toujours, à un moment quelconque, le congédier sans avoir besoin d'alléguer d'autre raison que son bon plaisir. C'est bien là le principe révolutionnaire parce qu'il institue le changement en permanence et que d'après lui l'existence présente d'un pouvoir constitué ne contient aucune garantie de son existence dans l'avenir même le plus rapproché. Doctrine désastreuse parce qu'il n'y aura dans la vie sociale ni stabilité, ni sécurité, ni paix, si le gouvernement qui a pour mission d'assurer aux citoyens la jouissance de ces biens n'a pas lui-même l'assurance du lendemain. Doctrine chimérique parce que les emplois politiques ne trouveront personne pour les remplir s'ils ne contiennent pas quelque engagement du mandant vis-à-vis du mandataire, quelque sorte de bail, quelque garantie, quelque assurance de ne pas être brusquement rejeté dans la vie privée où on trouvera prise la place qu'on y occupait. Doctrine injuste parce que fixer la durée du mandat c'est, quoi qu'on puisse dire, s'engager à n'en pas devancer le terme, d'où il suit que le renvoi avant l'expiration est un manque de parole.

Rien, sans doute, n'est plus malfaisant et plus fou. Mais

(1) L. III, ch. I.

croyez que rien n'a été accueilli avec plus de transport dès le début de la Révolution française et n'a plus contribué à lui donner son caractère. Souveraineté inaliénable de la nation, rectitude constante de la volonté générale, droit du peuple de renvoyer à toute heure tous ceux de ses agents, — y compris le Roi et à commencer par lui, — qui ont cessé de lui plaire, droit de les considérer comme criminels de lèse-nation et de les frapper comme tels s'ils ne s'exécutent pas de bonne grâce, autant de formules grisantes et meurtrières qui se firent accepter comme vérités éternelles parce qu'elles promettaient la toute-puissance à ceux qui n'étaient rien la veille, et qu'elles leur donnaient l'exquise jouissance de traiter en laquais qu'on chasse à son plaisir ceux qu'ils avaient redoutés comme des maîtres. Ce n'était pas l'égalité, c'était le retournement des privilèges; tout homme qui avait été quelque chose était, par le fait même de son passé, suspect de rébellion contre le pacte social ; tout *membre du souverain*, c'est-à-dire tout clubiste, avait droit de tout faire pour défendre le pacte sacré, et la tyrannie la plus sanguinaire n'était que la légitime expression de la volonté générale.

Un trait manque encore au tableau. Il reste à savoir quelle attitude la volonté générale prendra vis-à-vis de la religion.

Rousseau consacre à cette question le dernier et le plus long chapitre du *Contrat social*. Il constate que dans les temps antiques il n'y avait pas de question; chaque cité ayant son Dieu et son culte, la religion était une institution politique, exprimant à sa manière la volonté générale; et quand Rome eut conquis l'univers, elle laissa à chaque peuple ses dieux vaincus et tributaires comme lui, jusqu'au jour où elle les accueillit tous dans son Panthéon, soumis, comme autant de vassaux ou de naturalisés, à la souveraineté de son empire. La perturbation de ce bel ordre commença avec l'apparition du Christianisme. « Jésus vint établir sur la » terre un royaume spirituel, ce qui, séparant le système » théologique du système politique, fit que l'État cessa d'être » un et causa les divisions intestines qui n'ont jamais cessé » d'agiter les peuples chrétiens.... De cette double puissance

» est résulté un perpétuel conflit de juridiction qui a rendu » toute bonne police impossible.... De tous les auteurs chré- » tiens, Hobbes est le seul qui ait bien vu le mal et le remède, » qui ait osé proposer de réunir les deux têtes de l'aigle et » de tout ramener à l'unité politique sans laquelle État ni » gouvernement ne sera jamais bien constitué. » Hobbes était dans le vrai ; et autant il faut louer le système antique où la religion, tout en servant de base à l'État, restait soumise à sa souveraineté, autant il faut reconnaître que la loi chrétienne, qui n'accepte pas cette dépendance, est « plus » nuisible qu'utile à la forte constitution de l'État. »

D'ailleurs la religion chrétienne, outre le conflit irréductible qu'elle fait naître entre les deux puissances, a le tort d'être toute spirituelle, de désintéresser les hommes de la patrie terrestre au profit de la patrie céleste. Si elle leur enseigne à faire leur devoir ici-bas parce que telle est la condition du salut, elle les rend profondément indifférents au succès; un soldat chrétien se battra comme un autre, mais peu lui importera la victoire ou la défaite de son pays.

En outre, les chrétiens sont de bonnes gens à qui la charité défend de penser mal du prochain. Ils sont donc une proie assurée pour les scélérats qui conspirent dans l'ombre le renversement de l'État ; et dès que ces scélérats sont devenus les maîtres, vite les chrétiens s'inclinent devant eux parce que Dieu, en permettant leur succès, les a rendus respectables.

D'ailleurs, « le Christianisme ne prêche que servitude et » dépendance. Son esprit est trop favorable à la tyrannie » pour qu'elle n'en profite pas toujours. Les vrais chrétiens » sont faits pour être esclaves. »

Enfin le Christianisme catholique est absolument antisocial par son intolérance théologique; car « il est impos- » sible, quand on le professe, de vivre en paix avec des gens » qu'on croit damnés ; les aimer ce serait haïr Dieu qui les » punit. » C'est pourquoi le dernier mot du *Contrat social* est que quiconque ose dire : *hors de l'Église point de salut,* doit être chassé de l'État.

Je ne songe en aucune façon à discuter ce réquisitoire, ni même à prendre au sérieux tout ce qu'il contient de contre-vérités et d'audacieux travestissements. Mais nous ne devons pas oublier qu'ici encore les sophismes du théoricien et les calomnies du sectaire ont été un programme d'action, très redoutable et très efficace, le programme au nom duquel la Révolution a persécuté la religion, proscrit le clergé et changé les églises en temples de la Raison. La Constituante suivait de loin Rousseau lorsqu'elle fabriquait la Constitution civile du clergé. Robespierre le suivait de plus près lorsqu'il instituait les fêtes civiles de l'Être suprême; il le suivait de plus près encore lorsqu'il envoyait à la guillotine les prêtres qui s'obstinaient à dire la messe dans des granges.

L'exécution du programme politique et religieux de Rousseau emprunta sans doute aux hommes qui s'en chargèrent un caractère tantôt de grossièreté répugnante et de folie furieuse, tantôt férocité froide et académique. Mais ce fut bien son programme qu'ils exécutèrent; et lorsqu'on vit les promesses de liberté sans limites aboutir à la tyrannie sans frein, on eut tort de crier à l'inconséquence; l'oppression de toutes les libertés et de tous les droits est pleinement dans l'esprit du *Contrat social;* elle est son premier et son dernier mot.

Amédée DE MARGERIE.

A TRAVERS
LA LITTÉRATURE ESPAGNOLE

Quelques épisodes de la *Jérusalem conquise* (suite).

Les défauts du poème

La *Jérusalem conquise* présente, comme nous l'avons indiqué déjà, de graves défauts de composition. Pour les bien faire remarquer, il aurait fallu analyser méthodiquement et minutieusement le poème, ce qui n'entrait pas dans notre plan ; mais nous avons pu signaler, à l'occasion, d'autres défauts non moins graves, qui viennent d'une imagination aussi mal réglée que puissante, comme des invraisemblances, des impossibilités, du réalisme et même du burlesque. Nous n'y insisterons pas de nouveau, mais nous voulons dire ce qui, à notre avis, explique surtout le peu de succès de la *Jérusalem* et en rend la lecture difficile et fatigante : nous parlons des longueurs, de l'érudition déplacée et abusive, du cultisme ou gongorisme.

Doué d'un génie fécond, presque inépuisable, et d'une facilité prodigieuse, Lope n'ajouta pas à ces dons naturels ce qu'Horace appelle *limae labor et mora;* jamais le travail de la versification et du style n'apporta le moindre retard à l'essor de sa pensée. Quand il écrit, les idées et les images lui viennent en foule ; les vers se succèdent sans effort, coulant d'une source intarissable, plus abondants que ceux

d'Ovide, toujours faciles, toujours harmonieux, mais peu serrés, pleins de redondances et de négligences. Ce n'est pas la manière sobre et sérieuse de Virgile, qui travaillait et retravaillait sans cesse, remettait vingt fois sur l'enclume des vers qui ne le contentaient jamais, sacrifiait sans peine ce qu'il avait écrit, et soumettait ses pensées et ses expressions au tribunal d'un goût exquis. Lope est comme le poète de Sulmone, *nimium amator ingenii sui;* rien de ce qu'il a conçu ne lui déplaît; il ne pense même pas qu'il puisse être question d'élaguer et de retrancher dans cette exubérance de fleurs et de branches.

Aussi les longueurs abondent dans le poème espagnol. Lope de Véga ne sait pas s'arrêter en chemin; il faut qu'il dise tout ce qu'il imagine, et il imagine beaucoup. Les descriptions, en particulier, nous présentent l'image parfaite de cette abondance stérile dont parle Boileau : elles sont minutieuses à l'excès; nulle circonstance, même la plus minime, n'y est omise. Dans un palais, on ne nous fait grâce d'aucun détail d'architecture ou d'ornementation; nous sommes obligés de parcourir lentement des galeries de tableaux, et d'en entendre les prolixes explications. Ainsi nous nous ennuyons dans le palais de Saladin et dans la maison féérique où se font les secondes noces d'Isabelle (1). Dans un jardin, les moindres allées, les moindres fontaines, les moindres fleurs, nous arrêtent et nous font perdre patience. Certaines narrations sont interminables, surtout celle de la famine au quatrième livre, et celle de la tempête au septième. La comparaison avec Virgile, que ce dernier incident appelle naturellement, n'est pas en faveur de l'intarissable poète espagnol, et fait d'autant plus apprécier le chantre d'Énée. Les discours, parfois si énergiques, se perdent çà et là en longues subtilités; et au lieu de quelques paroles sorties du cœur et allant au cœur, nous écoutons froidement une froide amplification de rhétorique. Le chef-d'œuvre en ce genre est, après les lamentations fastidieuses de Sibylle sur la mort de ses enfants, le discours du patriarche Héraclius au second livre.

(1) Lib. V., oct. 23 et *seq*.

Parfaitement inutile au point de vue de l'action, cette étrange harangue semble avoir pour but unique de montrer que l'auteur n'ignore aucune des particularités de la construction du temple de Salomon et de l'histoire du peuple juif. Cela nous importe très peu, et nous sauterions volontiers vingt feuillets pour en trouver la fin.

Nous touchons ici à un autre défaut de cette poésie, l'abus de l'érudition. Ce fut une des manies de la Renaissance littéraire du XVI^e^ siècle de faire partout étalage de science. Rien n'était bon s'il ne s'y joignait un souvenir quelconque de l'antiquité sacrée ou profane; tout devait être relevé par des allusions mythologiques, historiques et même astronomiques. Lope, comme la plupart des poètes de son époque, donna dans ce travers. La Bible entière est pour ainsi dire mise à contribution par lui et les personnages qu'il fait parler; les moindres faits, racontés dans les livres de l'Ancien Testament, reviennent sans cesse directement ou indirectement dans ses récits et dans ses discours; et l'on pourrait retrouver, dans la bouche de Tyrso, d'Héraclius, de la Jérusalem terrestre, l'histoire complète d'Israël; Abraham, Jacob, Melchisédech, David, Salomon, les Machabées, Joseph, Lia, Rachel, remplissent des octaves et provoquent des allusions perpétuelles. Il n'est pas un héros de la *Jérusalem conquise* qui ne soit plein de ces souvenirs antiques, pas un lieu célèbre qui ne rappelle un fait biblique, pas une des figures orientales des livres saints qui ne soit appliquée à Jésus-Christ, à la Vierge Marie, aux saints, et même aux guerriers de la croisade. Cette manière ne serait pas déplacée, il faut le reconnaître, dans le récit d'une action qui se passe en terre sainte, et les rapprochements du présent et du passé sembleraient naturels, si le poète en usait avec modération et sagesse et s'il ne prêtait hors de propos aux rudes chevaliers du XII^e^ siècle et aux musulmans une science qu'ils ne pouvaient avoir. C'est l'abus qui a tout gâté.

Il en est de même de l'histoire profane. Troie, Rome, la Grèce se montrent à tout instant avec les grands évènements qui remplissent leurs annales et les personnages qui les

ont illustrées. Raymond de Tripoli veut être pour les chrétiens ce que le Grec Sinon fut pour les Troyens, et, grâce à lui, Jérusalem deviendra une nouvelle Troie (1); le marquis Conrad de Montferrat, qui était d'abord Achille, se transforme en Pâris (2); Blanche, l'héroïque martyre, est comparée à la romaine Clélie qui traverse le Tibre à la nage; les exploits d'Alexandre passent à l'état de lieux communs; et les noms de César, de Pompée, d'Héliogabale se rencontrent à propos de tout.

Cette profusion de souvenirs historiques est surpassée encore par l'abondance des allusions mythologiques. Ce défaut, commun à tous les poètes du XVI^e^ siècle, est plus frappant peut-être dans la *Jérusalem conquise* que partout ailleurs. Saladin est le Jupiter divin de l'Asie; don Juan cherchant un peu d'eau dans le lit desséché d'une rivière, est Tantale soldat, moins couvert d'acier que de sable (3); lorsque Blanche, au milieu des Sarrasins qui l'entourent et la menacent, tremble pour son honneur, elle craint, dit Lope, d'être le beau Ganymède de l'Aigle crétois (4); aux noces sacrilèges d'Isabelle, Hyménée, sans cothurne et sa torche éteinte (5), assiste avec Némésis, qui, armée de son épée vengeresse, chante un sinistre épithalame. Le soleil reprend son vieux nom de Phébus, et comme autrefois son fils Phaéton dirige ses coursiers ardents. En un mot, pour ne pas abuser des citations, nous constatons partout la même affectation, la même prodigalité qui produisent le même ennui. Il faut en dire autant de l'astronomie, entendue à la manière fantaisiste des anciens. A quoi bon, à propos de la croix, nous parler de son zénith et de son nadir, de l'immen-

(1) Aunque pensando ser a los Christianos
Lo que el Griego Sinon a los Troyanos. (Lib. I, oct. 79)
.... Por quien Jerusalen ser Troya espera. (Lib. I., oct. 80.)

(2) Y Paris se volvió quien era Achiles. (Lib. V., oct. 15.)

(3) Y sale della el Tantalo soldado
Mas que de azero de su arena armado. (Lib. I., oct. 111.)

(4) Blanca tembló pensando que seria
Del ave Gnesia Ganymedes bello. (Lib. I., oct. 118.)

(5) Hymeneo quitandose el cothurno
Assiste, muerta el hacha.... (Lib. V., oct. 22.)

sité de ses bras qui s'étendent du Bélier aux Poissons? Tout cela n'est pas la poésie; ce n'en est qu'un vêtement démodé et mal ajusté.

Que dire maintenant du cultisme ou gongorisme? Cette maladie littéraire, qui porta différents noms, fut introduite en Espagne au milieu du XVI^e^ siècle, et ne tarda pas à tout envahir. Un poète de Ségovie, Alonzo de Ledesma, né en 1552 et mort en 1623, contribua beaucoup à la propager. Il remplaça dans ses œuvres lyriques la belle simplicité et la naïveté d'autrefois par l'exagération, la recherche, les affectations puériles, les pointes et les finesses. Il fut le chef d'une école de littérateurs appelés *conceptistas,* nom tiré des *conceptos espirituales* du maître, qui parurent en 1600. Les *conceptistas* sont des écrivains mystiques dont le style est toujours métaphorique et figuré : ils exercèrent une très grande influence qui se fit sentir même chez les meilleurs esprits. A côté d'eux se formait un autre parti non moins puissant, au grand détriment de la saine littérature, celui des cultistes, *los cultos*, dont la manière fausse affectant l'élégance, dédaignant tout ce qui est simple et naturel, arriva bientôt au dernier degré du pédantisme et de l'extravagance. Ce genre funeste plut à la cour et acquit une immense faveur; il n'est pas encore tout à fait mort aujourd'hui. L'époque où il domina surtout fut la fin du XVI^e^ siècle et le commencement du XVII^e^, quand le Marinisme gâtait l'Italie, et que l'Euphuïsme infectait en Angleterre le génie de Shakspeare. Le poète espagnol, qui personnifia le *estilo culto* et qui eut le triste honneur de lui donner son nom, est don Luis de Gongora, né à Cordoue en 1561. Après avoir débuté par des poésies lyriques d'un style simple et vrai, Gongora, que les lauriers de Ledesma empêchaient sans doute de dormir, profita de l'exemple de son contemporain pour s'attirer comme lui l'attention du public, et il se mit à entasser dans ses vers les métaphores et les figures les unes sur les autres, au point que la pensée en devint inintelligible, et qu'il fallut beaucoup de peine et de bonne volonté pour deviner des énigmes qui ne valaient pas un tel travail et tant d'efforts.

Le conceptisme et le cultisme trouvèrent en Espagne un sol fécond pour se développer. Le génie national, naturellement fier et par cela même exposé à l'exagération et à l'emphase, se complut dans cette manière de parler qui n'avait plus rien du langage simple et naturel. Il prit ces tournures extraordinaires pour de la grandeur, et se persuada que ces obscurités recouvraient de profondes pensées. Bientôt ce fut le style à la mode, le seul qui parut digne de la cour de Philippe III. Sous peine de passer pour un écrivain du vulgaire et de ne pas acquérir de renommée, il fallut admirer le genre de Gongora, et s'essayer à dire comme lui. C'est ainsi que des hommes de la valeur de Lope de Véga, de Calderon, de Quevedo, opposés en théorie à la nouvelle secte littéraire, adoptèrent souvent dans leurs écrits ce qu'ils condamnaient dans leur intelligence, et que le Gongorisme régna sans contestation sur la littérature espagnole. Je me souviens toujours de l'impression étrange que j'éprouvai quand je lus pour la première fois un drame castillan. C'était le *Magicien prodigieux* de Calderon. J'entendis Cyprien, le héros de la pièce, parler ainsi à ses valets : « Retournez tous deux à Antioche, prenez part à ses fêtes, et venez me rechercher quand le soleil ira s'ensevelir dans les flots, qui, le recevant des nuages assombris, préparent à son grand cadavre d'or une tombe d'argent (1). » Et ailleurs, dans la comédie intilée *La vie est un songe*, Sigismond dit à une femme qui se nomme Estrella : « Croyez qu'en vous levant sur l'horizon, vous ajouterez à l'éclat du plus brillant flambeau. Que laisserez-vous à faire au soleil si vous vous levez avec le jour? Permettez-moi de baiser votre main dont la coupe de neige enivre le zéphyr (2). » Je trouvai le même style revêtant les mêmes idées dans le théâtre de Lope de Vega. « L'amour qui, dans mon âme, entretient une passion si vive, est né des subtils esprits contenus dans vos deux beaux yeux. Leur regard n'exprimait pas le dédain. Loin de là, leur douce expression me donna tant de confiance que je me mis à

(1) *Le Magicien prodigieux*. Journée I, scène I. Traduction de M. A. de Latour.
(2) *La Vie est un songe*. Journée II, scène V, Traduction de M. A. de Latour.

espérer, dans la pensée d'un tendre retour. Beaux yeux, si ma vue a opéré en vous les mêmes effets, ce sera l'amour parfait, puisque l'union de deux volontés est nécessaire à la perfection de tout être. Mais, ô aveugle divinité, si tu as lancé des flèches de nature diverse, ne te vante pas d'avoir remporté une victoire que tu perds, si, procédant de moi seul, tu demeures incomplet (1). » Il faut avouer qu'il n'est pas facile de comprendre une semblable tirade. *Le meilleur alcade* contient des phrases comme celle-ci : « Hier, tu posais tes pieds sur la blanche arène où serpente le ruisseau ; les grains de sable se changeaient en perles, et moi, qui n'avais pu saisir l'instant de voir ces deux lis, je disais au soleil de s'arrêter sur le ruisseau, afin de donner plus de transparence à son onde (2). » A cette lecture, je me croyais transporté dans un monde nouveau, où je ne retrouvais rien du génie français ; et le langage des *Précieuses ridicules* me paraissait de beaucoup dépassé : c'était le cultisme que je commençais à connaître. La *Jérusalem conquise* me réservait la même surprise.

Pourtant Lope de Vega n'admettait pas les principes de la nouvelle école, comme on peut le voir dans la réponse qu'il écrivit à un seigneur espagnol qui l'avait consulté à ce sujet (3). Tout en rendant justice aux qualités poétiques de Gongora, qu'il avait probablement connu à l'époque de son expédition sur l'*Invincible*, il condamnait sévèrement ses extravagances, et Gongora ne lui pardonna jamais ses critiques. Elles sont, du reste, parfois très fines et très acérées dans plusieurs comédies. Qu'on nous permette de citer quelques traits de la pièce qui a pour titre : *La moza de cántaro*. L'héroïne, doña Maria, lit avec sa suivante Luisa une lettre d'un certain don Pedro :

DOÑA MARIA. — Belle plume ! quels jets hardis ! (*Elle lit.*) « Votre dédain, étranger à toute humanité, plus que rigide, m'a considéré mensongèrement, belle dame, avec un visage

(1) *Le Cavalier d'Olmedo.* Journée I, scène I. Traduction de M. Eug. Baret.
(2) *Le meilleur alcade est le roi.* Journée I, scène I. Traduction de M. Eug. Baret.
(3) *Obras sueltas,* tome IV, page 461.

beau, bien que sévère, non pas doux, mais tranquille ; et non pas avec l'intérêt brillant, qui, la semaine dernière, illuminait votre face d'un éclat céleste. » (*Déchirant le billet.*) Que signifie ce récipé, dis? quel est le médecin qui te l'a donné?

Luisa. — Vous n'entendez donc pas le nouveau style?

Doña Maria. — Moi ! Parle-t-il là-dedans pour se faire comprendre?

Luisa. — Humanisez-vous un peu, je vous prie. Comment voulez-vous qu'un homme ait la réputation de *discreto,* s'il n'enveloppe sa pensée de ces tours brillants?

Doña Maria. — Des tours brillants? cela?

Ailleurs, dans la même pièce, le laquais Martin s'exprime ainsi : « J'entre, et je vois doña Aña : une Vénus de marbre animée. Comment vous peindre toutes les perfections dont je fus témoin? Muses du cultisme, donnez-moi ici un rameau fleuri d'oranger cueilli dans les jardins de Valence ou dans les bosquets de Séville! Commençons par sa pantouffle, afin de décrire d'abord la base de cette colonne de neige : bleu et argent, pied mignon, qui ne passe pas trois points (1). »

Ces passages, et d'autres très nombreux, nous montrent quels étaient, au sujet du gongorisme, les vrais sentiments de Lope de Vega ; malheureusement il ne sut pas résister lui-même à l'entraînement général, il fit comme les autres, et, voulant avant tout plaire au public, il introduisit fréquemment dans ses drames et dans ses épopées un genre qu'il jugeait faux et ridicule. Nous cueillons au hasard, en feuilletant la *Jérusalem*, quelques-unes de ces fleurs au parfum frelaté qui abondent dans le poème.

Voici comment les chrétiens, qui sont réduits à quitter la cité sainte, font leurs adieux au cénacle : « Adieu, divin autel, divine et sainte table d'un autre Melchisédech, table où le pain de proposition fut placé pour une autre entreprise à laquelle se disposa le grand Patriarche; temple où l'angélique Princesse, colombe dans son nid de pierre, goûta du feu

(1) *La Demoiselle servante.* Traduction de M. Eug. Baret.

que son amour connaît, lumière de son âme et langue des douze (1). » Ce n'est pas sans peine que l'on parvient à reconnaître, sous ces figures et ces allusions, la salle où fut instituée l'Eucharistie, et où se passa le prodige de la Pentecôte, quand l'Esprit-Saint, époux de la Reine des Anges, descendit en langues de feu sur elle et sur les douze apôtres. Qu'est-ce que Béthléem? « C'est le cloître par excellence, le cloître divin, dans lequel notre vile nature perfectionna son être humain si humble en s'unissant, ô Dieu éternel, à votre nature divine (2). » Qu'est-ce que la croix où Jésus-Christ fut attaché par trois clous? « C'est la harpe de David qui retint, fixées par trois chevilles, les cordes de l'Homme-Dieu (3); » c'est encore « un pont qui va de la terre au ciel; » c'est « l'arbre le plus parfait que Dieu fasse pousser dans ses jardins (4). » La crèche est « le nid très saint du Christ phénix (5); » le sépulcre nous est montré comme « la précieuse écaille du poisson de Jonas (6), » et ailleurs, comme « le sarcophage saint qui contint le voile sacré de l'humanité, dépôt divin de Dieu (7). » On pourrait recueillir un nombre infini de ces expressions étranges qui sont, sans contredit,

(1) Divino altar, divina y sancta mesa
De otro Melchisedech, donde se puso
Pan de proposicion para otra empresa
A que el gran Patriarcha se dispuso.
Y tù, donde la Angelica Princesa,
Paloma en nido de la piedra incluso,
Gozó del fuego que su amor conoce,
Luz de su alma, y lengua de los doce. (Lib. II., oct. 89.)

Nous traduisons aussi littéralement que possible ce passage et les suivants.

(2) A Dios divino, claustro soberano
Donde la vil naturaleza nuestra
Perficionó su humilde ser humano,
Eterno Dios, con la divina vuestra (Lib. III, oct. 8.)

(3) Desta harpa de David, que tuvo fixas
Las cuerdas de Dios hombre con tres clavijas. (Lib. III, oct. 23.)

(4) El retrado del arbol mas perfeto
Que Dios en sus jardines alimenta. (Lib. XII, oct. 108.)

(5) Llorad, os pido
Del phenix Christo el sacrosanto nido. (Lib. II, oct. 90.)

(6) La preciosa escama
Del pez, figura de aquel santo velo, (Lib. I, oct. 11.)

(7) Del sarcophago santo alegre vino
Aquel que tuvo el sacro velo humano
Que fue de Dios deposito divino. (Lib. II, oct. 101.)

d'un goût déplorable. Le poète a recouvert d'oripeaux de nobles pensées; il a craint d'être simple, et il s'est efforcé de dire d'une manière emphatique et énigmatique ce que pensaient clairement ses personnages, et ce que lui-même, en d'autres circonstances, exprime avec autant de noblesse que d'élégance. Le ridicule se mêle à l'affectation quand il s'agit des cheveux blancs du patriarche Héraclius qui restent aux mains sacrilèges d'un barbare et sont rejetés aussitôt : « Lancés au vent, dit Lope, ils brillèrent comme des étoiles; le sol les respecta, et le pré, leur donnant un siège sur les herbes et les fleurs variées, voulut en faire des fils d'argent sur lesquels l'Aurore enfila ses blanches perles (1). »

C'est surtout dans les moments de passion, quand le cœur seul devrait parler, que le cultisme fait peine à entendre. Conçoit-on que le jeune César d'Allemagne, sur les bords du ruisseau où vient de périr l'empereur Frédéric, interpelle ainsi le cadavre de son père? La douleur du fils lui inspire ces singuliers accents : « Si l'aigle se renouvelle dans les eaux et y reprend sa jeunesse passée, comment l'aigle, qui portait la couronne du monde, mourut-il dans les eaux ? Les lauriers du monde étaient sur ton front, et le monde dans ta main. Sans se convertir en lac, sans un déluge, la rivière n'aurait pas recouvert un cœur pour lequel le large monde était trop étroit (2). » L'amour ne prend pas un langage plus naturel : « J'ai, dit Isménie au roi Alphonse, une douleur qui me consume le cœur, douleur telle que, si même il eût été fait de

(1) Y al viento
Lucieron como estrellas arrojadas.
Respetólas el suelo, y dando assiento
En las herbas y flores matizadas,
Hilos de plata quiso el prado hacerlas,
Donde el Alva ensartó sus blancas perlas. (Lib. III, oct. 69.)

(2) Si el aguila en las aguas se renueva
Y vuelve a ver lá juventud passada,
¿ como en ellas murió, cosa tan nueva,
El Aguela del mundo coronada?...
Que estando sus laureles en tu frente,
Y él en tus manos, sin hacerse un lago,
Sin un diluvio, no cubriera el pecho
Para quien vino el ancho mundo estrecho. (Lib. V, oct. 91.)

diamant, elle l'eût consumé et achevé. L'âme tout entière est un lieu trop étroit pour que sa peine immortelle y puisse tenir : il faut qu'elle sorte par la bouche, puisque mille fois elle vient frapper aux lèvres (1). » Alphonse est lui-même dans un état d'esprit que Lope dépeint ainsi : « Alphonse parlait plus fort qu'il n'était juste. Peut-être regardait-il déjà Manrique avec des yeux soupçonneux, car l'amour a coutume d'ouvrir par la jalousie une porte qui est fermée par la volonté. Cependant le robuste Garceran change en glaces les flammes de l'amour, Isménie change le feu en plaintes, et le roi, grave, donne à son âme un autre tour de clé (2).» Le poète a certainement écrit ces vers plus facilement que nous ne les comprenons. Une femme, dont l'amour a été trompé, dit à la princesse Isménie : « Quand je vis que mon espérance vaine s'en allait sur la haute mer, poussée par la rame et par la voile, pour se briser contre l'écueil de la tromperie, je me réfugiai au temple du désabusement (3). » Où donc sera pour les lecteurs de Lope de Vega, le temple de l'intelligence? où se trouvera la lumière capable de dissiper ces ténèbres? Alphonse, après le meurtre de la juive Rachel, trouve, pour exprimer sa douleur, des phrases comme celles-ci : « J'aurai pour vêtement le deuil de l'âme qui, du cœur, me montera jusqu'au visage. Mes yeux donneront

(1) Tengo un dolor que me consume el pecho,
Tal que si fuera de diamantes hecho,
Le huviera consumido y acabado.
Es lugar toda el alma tan estrecho,
Para que quepa su immortal cuidado,
Que ya es fuerza que salga por la boca,
Porque mil veces en los labios toca. (Lib. XIII, oct. 90.)

(2) Mas fuerte hablaba Alfonso que era gusto.
No sé si ya le mira con rezelos,
Que la puerta cerrada por el justo
Suele el Amor abrirla por los zelos.
En tanto pues que Garceran robusto
Las llamas del amor convierte en hielos,
Ismenia el fuego en llanto, y el rey grave
Al alma dió otra vuelta con la llave. (Lib. XIII, oct. 90.)

(3) Yo como vi que mie speranza vana
Iba por alta mar a vela y remo,
A dar en los escollos del engaño,
Al templo me acogi del desengaño. (Lib. XVII, oct. 63.)

à la mer le tribut de ta mémoire. La mort sera le fruit de mon chagrin, en voyant que la tienne est avare dans son pardon (1). »

Ces citations suffisent amplement pour montrer à quel point d'affectation et de puérilité arrive quelquefois notre poète qui aime trop tout ce qu'il écrit. Nous ne les prolongerons pas, et nous contenterons de dire, en terminant, avec un satirique espagnol du XVIII^e^ siècle : « Si c'est là le cultisme, il vaut mieux rester inculte. »

Si esto es ser cultos, mas vale ser payos (2).

Conclusion

Nous nous sommes soumis à l'invitation que nous adressait Lope de Véga par la bouche de saint Jérôme, et nous avons lu d'un bout à l'autre la *Jérusalem conquise*. La première lecture, nous devons le reconnaître, fut pénible. Outre que nous avions à surmonter les difficultés d'une langue étrangère dont le génie diffère beaucoup de la nôtre, il fallait nous familiariser avec le genre de l'auteur, oublier pour un moment que nous étions Français, et vivre pour ainsi dire en Espagne, au milieu d'un monde inconnu. Les longues descriptions du poème nous fatiguaient autant que le travail ingrat de rechercher la pensée de l'auteur sous le luxe surabondant des images dont elle est revêtue ; de plus, dans les endroits qui auraient dû être les plus pathétiques, nous souffrions de voir les sentiments vrais du cœur humain remplacés par la recherche et l'affectation. Telle était notre première impression ; mais une seconde lecture ne tarda pas à la modifier ; et la *Jérusalem conquise* sortit victorieuse d'une épreuve que

(1) Mi vestido será del alma el luto,
Porque del corazon saldrá a la cara.
Daran mis ojos a la mar tributo
De tu memoria, donde el llanto para.
Será de mi dolor la muerte el fruto,
Viendo la tuya en perdonarme avara, (Lib. XIX, oct. 147.)

(2) Jean Isla : *Histoire de fray Gerundio de Campazas*, satire des prédicateurs qui transportèrent le cultisme dans la chaire chrétienne.

tous les livres ne sont pas capables de subir. Il en était du poème de Lope à peu près comme d'une tragédie de Corneille, que l'on ne goûte et que l'on n'apprécie pas avant de l'avoir relue. Cette seconde lecture fut suivie d'une étude plus sérieuse et plus approfondie; et insensiblement nous nous surprîmes à aimer l'épopée du poète espagnol. La contagion de son enthousiasme patriotique nous gagnait peut-être; et tandis que les beautés de son œuvre nous paraissaient plus brillantes et plus solides, ses défauts s'expliquaient ou du moins trouvaient des circonstances atténuantes.

Ce serait mal se placer pour juger un poète comme Lope de Vega que de se mettre uniquement au point de vue français. Nos grands écrivains du XVII^e^ siècle nous ont trop habitués à une composition régulière et pondérée, dont toutes les parties s'harmonisent, où rien ne sort des limites fixées par le goût le plus sévère, où le style aisé, pur, simple, exempt de toute emphase, unit volontiers la grâce et la richesse avec l'énergie et la profondeur, mais sacrifie tout à la clarté. C'est la reproduction du génie élégant et parfaitement mesuré de la Grèce ancienne, type littéraire sur lequel nous sommes façonnés au point que tout ce qui s'en écarte nous semblerait facilement monstrueux. Aussi, nous avons peine à comprendre les grandes œuvres des littératures étrangères : les images outrées et multipliées, l'irrégularité très souvent voulue et cherchée, l'indépendance des poètes qui se mettent au-dessus des lois ou les modifient à leur gré, les enfermant même, comme dit Lope, sous six clés (1); tout cela nous étonne et nous expose à porter trop vite un jugement défavorable. Heureusement cet arrêt n'est pas sans appel, et tôt ou tard les grands hommes, méconnus d'abord, finissent par prendre chez nous la place à laquelle ils ont droit. Shakspeare en est un illustre exemple. Nous sommes loin, certes, de condamner le goût français, et nous reconnaissons volontiers que nos chefs-d'œuvre, réglés par lui, réalisent le mieux la perfection idéale; mais nous n'aimons

(1) Y quando he de escribir una comedia
Encierro los preceptos con seis llaves. (Arte nuevo de hacer comedias.)

pas l'exclusivisme, et nous ne pensons pas qu'il soit juste de tout mesurer à notre aune. Il y a, en dehors de nos frontières, et même au-delà des Pyrénées, des œuvres admirables, quoique elles ne ressemblent pas aux nôtres. Nous pouvons le dire à propos des drames de Lope de Vega, et aussi à propos de son épopée de prédilection, la *Jérusalem conquise.*

Cette épopée, virgilienne pour la forme et la conception, se rapproche pour le ton de celle de Lucain. C'est la même grandeur un peu raide dans les personnages, la même exagération dans les figures, la même emphase dans le style. Lope écrit et pense à la manière des Espagnols, dont le genre n'a guère changé depuis Sénèque; et il est très possible qu'un autre langage eût paru étrange à la cour de Philippe III. Avec cette note caractéristique du génie castillan, la *Jérusalem conquise* est toute brûlante de patriotisme; elle est la peinture exacte, l'expression vivante et énergique des sentiments et des passions d'un grand peuple, l'écho puissant et fidèle de l'orgueil national On pouvait être fier de l'Espagne, à cette époque où allait se fermer la période la plus brillante de son histoire; elle était prépondérante en Europe, deux mondes formaient la couronne de ses rois (1), et les premiers symptômes de décadence se dissimulaient encore sous les grands souvenirs de Charles-Quint et de Philippe II. Exalté par la prospérité du présent et par la gloire du passé, Lope, espagnol avant tout, chanta l'Espagne comme Camoens avait chanté le Portugal, et il sut trouver pour la chanter des accents qui nous émeuvent encore après plus de deux siècles. Voilà le grand mérite de cette œuvre que, sous ce rapport, nous n'hésitons pas à mettre, à peu de distance des Lusiades, parmi les plus nobles qu'ait produites l'amour de la patrie.

Malheureusement le poète ne se soutient pas à cette hauteur. Ses coups d'aile sont intermittents; il monte pour redescendre bientôt et tomber d'une lourde chûte, inférieur

(1) Catholico Phelipe, coronado
De dos mundos que el sol apenas mira. (*Jérus.*, lib. I, oct, 5.)

alors, et à lui-même, et aux autres qui se sont fait un nom dans l'épopée. Il lui manque la force continue que le travail seul peut developper. Son génie trop facile n'a jamais senti la nécessité de faire un effort; il lui a suffi de se laisser aller; mais ce n'est pas le moyen d'aller longtemps, ni d'éviter les erreurs. En effet, Lope s'est égaré bien souvent et bien gravement. Quelquefois il n'atteint pas le but, quelquefois il le dépasse, rarement il s'établit solidement sur les sommets. Nous avons fait ressortir suffisamment ces erreurs dans le cours de notre étude; il n'importe pas d'y insister maintenant.

Toutefois, pour être juste, il faut reconnaître que la responsabilité de ses défauts ne retombe pas tout entière sur lui; son siècle doit en prendre une grande part. Il n'est pas facile à un homme, si puissant qu'il soit, de s'isoler de ses contemporains, et de remonter seul un courant qui emporte une époque et une nation. Calderon, Quevedo ont été entraînés, Cervantes lui-même, le plus grand de tous peut-être, n'a pas toujours su résister; et l'on aurait peine à reconnaître, dans ses essais de drames et dans ses pastorales, l'inimitable écrivain qui est si simple et si vrai dans le *don Quichotte*. Sans doute, la corruption générale du goût n'excuse pas les fautes d'un auteur; mais elle les explique, et elle doit porter les critiques à plus d'indulgence. Serait-il juste de condamner d'une manière absolue Lope de Vega, parce qu'il n'a pas fait seul exception parmi ses contemporains? Sa gloire, certes, y eût beaucoup gagné, et le mérite de son œuvre ne serait pas contesté; mais ce privilège est bien rare dans l'histoire littéraire, et il n'a pas été accordé sans réserve même à notre Corneille.

Tel qu'il est, et tel que nous l'avons montré, avec ses défauts et ses qualités, le poème épique de Lope nous paraît mériter mieux que l'oubli; et l'Espagne peut le revendiquer comme un beau monument consacré à sa gloire. Après l'avoir lu, nous n'aurions pas le courage de le dédaigner : *Legimus, nec despeximus*.

L'abbé CLIQUENNOIS.

LETTRES

DE DIVERS A MAINE DE BIRAN

M. de Tracy à M. de Biran.

A Auteil, ce 23 Janvier 1808.

Mon cher confrère, je commence toujours par vous prier de m'excuser : j'en ai toujours besoin et j'en aurai toujours besoin davantage car le chagrin et la mauvaise santé me rendent toujours plus incapable de tout, même d'écrire une simple lettre. Vous savez quelle cruelle perte j'ai faite en l'excellente M^me^ de la Fayette (1). C'était pour moi une sœur chérie et pour tous mes enfants une seconde mère. C'est pour nous tous, comme pour toute sa famille et pour bien d'autres, un malheur irréparable. Pendant ce temps-là, notre pauvre ami Cabanis est toujours à quinze lieues de moi dans sa retraite où il cherche en vain le repos et la santé. Rien ne se remet ni ne se raffermit chez lui. A tous moments sa tête est prête à s'embrouiller et son côté gauche à s'engourdir. Il est incapable de soutenir la moindre émotion et la moindre application, et nous ne devons sa conservation qu'aux soins admirables de tous les siens, que je ne puis partager, ayant toujours chez moi toute cette autre famille désolée dont une partie est aussi une partie de la mienne.

(1) M^me^ de Lafayette était une demoiselle de Noailles et sœur de M^me^ de Tracy.

D'un autre côté, mon ancien camarade Praslin (1), le seul ami de mon enfance qui me reste, se meurt tout à fait. Il a de l'eau dans la poitrine. Tout ce qu'on peut espérer est de le voir traîner, mais on ne saurait se flatter qu'il guérisse, et il peut étouffer d'un moment à l'autre. Tout cela, je vous l'avoue, rend la vie bien odieuse et me rend incapable de tout intérêt et de toute action, même celle de digérer et de dormir. Je souffre incessamment, mais c'est le moindre mal.

D'après ces tristes détails, vous vous attendez bien, mon cher confrère, que malgré la meilleure volonté du monde, il m'est impossible de répondre à votre excellente lettre. Je vous dirai seulement que, peut-être par ma faute, vous m'attribuez des choses auxquelles je n'ai jamais pensé. Par exemple, je n'ai jamais cru que nous ayons une seule idée composée autrement que par des jugements que nous portons de nos premières impressions. Au contraire, j'ai dit partout que de ces premières impressions qui sont toutes simples, nous formons successivement toutes nos idées composées par des jugements successifs qui consistent tous à y ajouter de nouveaux éléments, de nouvelles modifications, en sorte que ces idées dérivées seraient toutes justes si nous n'en avions jamais jugé que ce qui y doit être et qu'elles ne deviennent fausses qu'au moment où nous y admettons ce qui répugne à ce qui est, ou hasardées quand nous y admettons (c'est-à-dire en jugeons) ce que ce qui y est vu n'autorise pas suffisamment. Au moyen de quoi je rejette absolument ces deux modes de formation ou de composition des idées que vous croyez devoir me prêter. Je ne conçois même pas ce que cela veut dire, je ne l'admets pas plus dans les animaux qu'en nous, et je ne comprends pas qu'aucun être sensible quelconque procède jamais autrement qu'en sentant et en jugeant ensuite d'une manière plus ou moins obscure ce qu'il a senti ; et quand je dis qu'une idée en renferme implicitement une autre, je ne dis autre chose si ce n'est que cette idée est telle qu'on a raison d'en juger cette autre, et

(1) Le comte de Choiseul-Praslin, député aux états-généraux, sénateur, mort en 1808.

qu'on ne le sait que quand on l'a vu, ce qui est apprendre quelque chose et ajouter quelque chose à cette idée *sujet* qui par là acquiert un degré d'élaboration de plus. Enfin, mon cher confrère, je ne pense pas un mot de ce que vous m'attribuez, et, permettez-moi de vous le dire, je crois l'avoir dit en cent endroits. Je suis fâché que cela m'éloigne de votre manière de considérer les choses, mais il faut bien dire ce qu'on pense; et puis je ne suis plus en état de penser.

Ne pouvant m'expliquer mieux, je vais remettre à Ampère une copie de ce nouveau résumé de toutes mes pauvres spéculations. Je ne sais ce que cela vaut, mais, au moins, je voudrais que, représenté sous une nouvelle face, cela pût servir à me faire comprendre, sauf à être battu en connaissance de cause. Je ne connais rien de si triste que d'être toujours réduit à dire : on ne m'entend pas. La réponse est accablante : *expliquez-vous donc*. Je n'ai pas pu, je peux moins que jamais. *Fiat lux* par vous. Je le souhaite vivement. Mais je ne puis vous le dissimuler, je crains beaucoup que vous ne fassiez inutilement une grande (dépense) d'esprit et de force de tête pour distinguer, diviser, subtiliser des choses qui en tout sont analogues et des emplois divers de la même faculté, et des résultats différents des mêmes actes. Il faut prendre les choses par le gros bout, dit notre ami Cabanis. *Natura sibi semper consona*, dit le grand Newton. La même opération radicale produit une foule de combinaisons : je cite quelque part les lettres de l'alphabet. J'en reviens toujours à oser vous défier de me citer un cas précis et déterminé où ma grossière explication se trouve insuffisante. Jusque-là elle me satisfera. Ce qui me satisferait bien plus ce serait d'en causer avec vous.

Je suis charmé, cher confrère et ami, que vous soyez tout à fait tranquille sur votre aimable enfant. Je ne le suis pas moins de vos succès à Berlin. Je voudrais seulement savoir à quel système il a tenu que vous n'ayez pas les premières voix ; je suis convaincu que c'est à quelques préjugés. Cabanis vous fait mille amitiés. Votre souvenir lui est bien

précieux. Il ne l'est pas moins à tous les miens. Pour moi, vous savez si je vous suis tendrement attaché.

TRACY.

Le bon Ampère est venu un jour me donner une marque d'intérêt à laquelle j'ai été bien sensible. Lui-même était affligé. Je vais aujourd'hui me recommander à lui pour vous faire tenir ma paperasserie.

M. de Tracy à M. de Biran.

Paris, ce 3 Novembre 1811.

Vous êtes bien aimable, mon cher confrère, de joindre à toutes vos excellentes qualités celle de l'indulgence. Il est bien vrai que vous savez que mon cœur n'est pas complice de ma paresse. Mais cette paresse est bien maussade et moi par conséquent. Il est vrai que mon fils m'est enfin arrivé à peu près dans le même temps que votre dernière lettre. Il se porte bien et sa blessure est fermée. Mais le pauvre garçon a beaucoup souffert de toutes manières et on le voit bien à ses traits altérés, qui pourtant commencent à reprendre. Trois de ses doigts restent absolument sans mouvement, et tout le bras est amaigri et affaibli. Peut être que tout cela reprendra avec le temps et les eaux, mais ce sera bien long. Du reste, je ne sais pas encore ce qu'on aura la bonté de faire pour lui, j'attends, à cet effet, le retour de l'Empereur avec un peu d'impatience.

Mais je suis bien affligé, mon cher et aimable ami, d'être encore longtemps sans pouvoir causer avec vous de ces intérêts et de bien d'autres choses. Je ne sens que trop les raisons qui vous retiennent. Je voudrais, par toutes sortes de motifs, qu'elles fussent moins bonnes. Vous me donnez pourtant la consolation la plus capable d'adoucir mes regrets

en m'apprenant que cette retraite sévère va tourner au profit de vos travaux. Tant mieux, mon cher philosophe, revenez-nous les poches pleines : j'aurai bien du plaisir à vous les voir vider. J'aurai aussi, pour mon compte, quelques petits récits à vous faire, mais ce ne sera qu'en revenant sur le passé. Je ne puis plus rien faire que rebattre les vieilles voies; encore je ne fais que m'y traîner.

Notre pigeon voyageur est très sensible à la continuation de votre souvenir. Il est en ce moment à Amsterdam, remplissant une bonne place et coopérant à une besogne importante. Je ne sais pas bien quand tout cela nous le ramènera, mais, en attendant, je vois qu'il marche bien dans sa carrière et qu'il se prépare une existence douce et heureuse. Ainsi je suis content pour lui, car vous savez qu'on passe sa vie à jouir en espérance et trop souvent à souffrir en réalité.

M^mes^ Le Breton et Cabanis me chargent de vous parler d'elles. Ce sont, comme vous savez, de petites santés affligées de malheurs de tous genres. Mais elles ne sont pas mal en ce moment. Elles vous aiment bien toutes deux. Je vous en dis bien autant de tous les miens qui sont en ce moment tous réunis autour de moi. La famille est complète; vous y manquez beaucoup. Vous connaissez le tendre attachement que je vous ai voué.

TRACY.

Ce que je sais jusqu'à présent de M. Itard (1) se borne à ce fait qu'en crevant le tympan et faisant des injections qui ont fini par pénétrer dans la bouche, il a débarrassé le canal auditif d'une humeur qui l'obstruait, que néanmoins on n'a pas entendu tout de suite, qu'enfin on a entendu avec surprise des bruits, avec un vif plaisir de la musique, qu'on a démêlé lentement et successivement les divers sons de la parole, et qu'en apprenant à les entendre, on a appris à les produire. C'est au bout de six semaines

(1) Jean-Marie-Gaspard Itard, 1774-1838, médecin à l'hopital militaire du Val de Grâce, puis aux Sourds-muets.

qu'on s'est hâté de donner ces détails pour qu'ils soient constatés sans délai, parce que le malheureux jeune homme, qui n'a que vingt-deux ans, est attaqué d'une phtisie qui fait craindre de le perdre. Le tout a été vérifié. Dès qu'on en publiera quelque chose, je vous l'enverrai. J'ai envoyé à Mme Courcier le neuvième volume de Turgot. Je suis bien fâché de n'avoir pas été averti à temps du premier.

M. de Tracy à M. de Biran.

Paris, ce 14 Juin 1812.

Mon cher confrère et ami, je suis bien triste de ce que vous me mandez de votre santé dans votre aimable lettre du 1er de ce mois. Vous m'en paraissez affecté, comme il vous appartient de l'être en homme à la fois courageux et tendre, mais en homme réfléchi et qui y a bien pensé. J'aime à croire qu'il y a aussi là un peu de l'homme mélancolique et solitaire et que de bons remèdes, plus encore un régime convevable, changement de lieux, d'air, d'occupation, d'allure et, mieux que tout cela, quelques bonnes sociétés et l'intérêt de vos travaux vous remettront en bon train. Vous êtes jeune, très bien fait, jouissant de toutes vos facultés et surtout d'une bonne tête : il est impossible qu'elle ne raffermisse pas votre organisation malgré quelque déviation.

Mon ami, j'ai éprouvé à plusieurs fois que tant qu'on se défend de l'envie sincère de quitter la vie, qui est quelquefois bien tentante, on résiste et on remédie à tous les dérangements qui ne sont pas de ces attaques brusques qui nous expédient en cinq ou six jours. Fait-on bien ou mal? C'est une grande question pour beaucoup. Ce n'en est pas une pour vous qui êtes précieux, utile et aimable sous tous les rapports. Ainsi vous la résoudrez à votre avantage. Soignez-vous, baignez-vous dans les Eaux-Bonnes et revenez-nous. Je n'ajoute pas et aimez-nous, car j'y compte et je ne vous

dirai même pas : Mon cœur me répond du vôtre, car le vôtre vaut mieux que le mien. Mais enfin tel que je suis je vous aime bien, je vous attends bien portant pour cet automne et, en vous attendant, je vous embrasse de tout mon cœur.

TRACY.

Je suis désolé de n'avoir pas mieux réussi pour votre intéressant neveu. Le malheur veut que j'aie trouvé là un vrai cheval et peut-être un ami froid pour le manier. Mais je n'avais pas autre chose à employer. Encore ne veux-je pas trop accuser l'écuyer car je sais par expérience que l'on échoue avec les meilleurs intentions, et je connais l'animal auquel il avait affaire. Je voudrais bien aviser quelque remède possible à cela.

Je suis sensiblement touché de l'intérêt que vous prenez à mon fils. Il court l'Allemagne, cherchant de nouvelles aventures à la tête de trois mille hommes. Il fait le service de colonel sans en avoir le grade. Encore suis-je heureux qu'il ne soit plus à son ancien bataillon, car il s'est trouvé dans une échauffourée où il a été en entier tué ou pris sans qu'il en soit revenu un. Ainsi nous étions bien dedans. Tous les miens sont bien occupés de vous et désirent ardemment votre retour. M^me^ Le Breton, avec son bon esprit et son bon cœur, n'est pas une des dernières à vous apprécier et à vous aimer. Je vous en dis autant de M^me^ Cabanis. Sa chère Aminthe me paraît se faire fort bien à sa nouvelle position qui est vraiment fort bonne. C'est toute une famille qui est amoureuse d'elle. Elle m'a écrit une lettre charmante et pleine de raison. La chère maman va, je crois, l'aller voir le mois prochain et y passer quelque temps. Pendant ce temps-là je pense que notre pigeon voyageur viendra ici, je ne sais pour combien de temps. Ses affaires vont bien et prospèrent. Nous parlerons bien de vous. Ainsi faisons-nous avec Georges Montaigut (1) qui, je crois, se fixe ici. Il vaudrait mieux en parler à vous ! Enfin à cet automne !

(1) Beau-frère de M. de Tracy.

De Royer-Collard (1) *à Maine de Biran.*

Monsieur,

Vous avez eu la bonté de me promettre le secours de vos lumières relativement au cours que je suis chargé de faire à la Faculté de médecine sur l'aliénation mentale. Je viens réclamer auprès de vous l'exécution de cette promesse. Veuillez m'indiquer quels sont les jours et les heures où je pourrai avoir l'honneur de vous rencontrer chez vous. J'ai bien peu d'instants de libres, mais j'attache un tel prix aux communications que j'attends de votre bienveillance, que je ne négligerai rien pour me mettre à portée d'en profiter.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être

Votre très humble et très obéissant serviteur,

ROYER-COLLARD.

27 Juin 1820.

De Royer-Collard à M. de Biran.

9 Juin 1821.

Monsieur,

Je ne sais comment vous exprimer mon embarras et ma honte. Il y a six mois que j'aurais dû vous rendre l'excellent mémoire (2) que vous avez eu la bonté de me prêter sur les rapports du physique et du moral de l'homme, et ce n'est qu'aujourd'hui que je remplis ce devoir. J'aurais dû au moins vous prier d'excuser un retard qui avait un si grand besoin

(1) Royer-Collard, 1766-1845, professeur de philosophie, homme d'État, orateur, fut le chef des *Doctrinaires*, en 1830; il combattit éloquemment les lois anti-libérales. En philosophie, il était partisan de l'idéalisme écossais et de Thomas Reid.

(2) Le Mémoire de Copenhague retouché en vue de seconder Royer-Collard dans cette noble tâche.

d'excuse, et que votre extrême obligeance rendait plus impardonnable encore; et j'ai gardé le silence. Vous devez me trouver bien coupable, je le sens; toutefois je le suis moins que je ne le parais. Je puis vous assurer surtout que si je le suis en effet à vos yeux, ce n'est pas volontairement que ce malheur m'est arrivé et que je n'en ai pas moins gardé dans mon cœur la vive reconnaissance que je vous dois. Vous savez mieux que personne combien l'étude de ces sortes de matières est difficile surtout pour celui qui ne s'est point encore familiarisé avec elles et combien elle exige d'attention et de suite. Les diverses situations où je me suis trouvé ont été telles que je n'ai pu m'y livrer que par intervalles, et au milieu d'interruptions continuelles. L'année dernière, à l'époque où j'ai eu l'honneur de vous voir, et pendant les vacances qui ont suivi, des travaux extraordinaires et forcés m'ont enlevé tout mon temps. Pendant l'hiver, un accès de goutte long et violent est venu interrompre toutes mes occupations, et une fois interrompues il ne m'a pas été facile de les reprendre avec l'activité qu'elles demandaient. Ce n'est donc que tout récemment que j'ai pu terminer le petit travail que, pour ma propre instruction, j'avais commencé sur cet objet. Si je n'ai pas été plus tôt vous porter moi-même mes remercîments et mes excuses, c'est que j'espérais à chaque instant être en état de vous remettre votre manuscrit, et que toujours de nouveaux obstacles sont venus m'arrêter. Je me flatte que vous voudrez bien me pardonner en faveur de ces motifs et oublier une faute où ma volonté n'a eu aucune part.

J'ai fait, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire plus haut, un petit travail sur les matières qui sont traitées dans votre mémoire, ou plutôt une espèce de commentaire de ce mémoire pour m'aider moi-même à l'étudier et à le comprendre. Ce travail ne serait pour vous qu'un objet d'ennui et je vous en épargnerai la lecture. Mais j'ai rédigé ensuite un petit abrégé de ce travail dont je désirerais que vous ayez la bonté de prendre connaissance. J'y ai réuni ce que j'ai pu comprendre de votre doctrine et en même temps ce que j'ai

pu y apercevoir de difficultés. Cet abrégé a été fait à la hâte, à bâtons rompus, et, par conséquent, mal ; toutefois la lecture, si vous pouvez la supporter, suffira pour vous faire voir si j'ai bien saisi vos idées et vous mettre à portée d'éclairer ou de rectifier les miennes. Je prends donc la liberté de vous l'adresser. Je vous renvoie en même temps votre mémoire et dans quelques jours, si vous me le permettez, j'aurai l'honneur d'aller vous voir et de vous prier de vouloir bien me communiquer vos réflexions. Vos lumieres achèveront de m'éclairer, et si je puis faire quelques pas dans une route aussi difficile, c'est principalement à vous que j'en serai redevable.

Veuillez agréer l'assurance de la haute considération de votre très humble et très obéissant serviteur.

ROYER-COLLARD.

M. Ampère (1) *à M. de Biran.*

Poleymieux, 27 Septembre 1807.

Mon cher ami,

Je vous annonçai, dans ma dernière lettre, des observations sur les notes que vous avez eu la bonté de m'envoyer relativement à la classification que je vous avais communiquée l'hiver passé, des phénomènes de l'intelligence humaine. Je me propose deux buts dans ces observations ; le premier, de reconnaître les erreurs dont cette classification était remplie et que je ne pouvais éviter en faisant sur-le-champ des changements dans un pareil travail que j'avais fait plus d'un an auparavant, et auquel je n'avais pas pensé depuis. Ce travail était imparfait, sans doute, mais celui que je lui substituai

(1) A. Ampère, 1775-1836, célèbre mathématicien et physicien ; il a créé l'électrodynamique. Après avoir professe la physique au collège de France, il fut inspecteur général de l'Université et membre de l'Institut.

d'après quelques aperçus vagues et peu réfiéchis, l'était bien davantage. Mon second but est, après avoir médité pendant trois mois sur cet ancien travail, l'avoir comparé à celui que je lui avais substitué pour les modifier l'un par l'autre et en avoir discuté tous les résultats, à Lyon, avec des personnes peu prévenues de mes opinions et exercées à ces sortes de considérations, de vous proposer mes vues, de savoir de vous si vous jugez comme moi qu'une bonne classification de ces phénomènes soit le seul moyen d'élever la psychologie au niveau des autres sciences et de réunir les opinions divergentes, faute de s'entendre, de ceux qui s'occupent de cette science, en leur offrant à la fois et le moyen de préciser leurs idées et celui d'arriver à parler un jour la même langue.

Je ne vous enverrai pas un nouveau tableau, je ne vous communiquerai celui dont je me sers aujourd'hui que quand nous serons tout-à-fait d'accord sur les faits et que je l'aurai soumis de nouveau à l'examen le plus sévère, pour y faire encore, s'il y a lieu, quelques changements. Vous m'en direz alors votre avis, et, si vous pensez qu'il convienne de le modifier encore, vous m'indiquerez les corrections.

Vos premières observations sont fondées sur ce qu'en vous exposant les motifs de ma classification, je vous l'ai expliquée par colonnes verticales et non par les lignes horizontales. Si vous aviez remarqué ces lignes, vous auriez vu qu'elles ne contenaient que des phénomènes qui appartiennent réellement au même système. Je n'ai plus ce tableau, mais je me ressouviens que la première ligne contenait ce que vous nommez intuitions, les affections, les associations mécaniques dans le temps et dans l'espace et les mouvements instinctifs : ce sont bien là des phénomènes appartenant au même système. J'ai toujours regardé comme du même système les phénomènes placés sur les mêmes lignes horizontales. J'avais exposé le tableau dans mon cours, au lycée, en partant d'abord des quatre phénomènes de la première ligne, puis des quatre de la seconde, etc. Si j'avais changé cet ordre que je préfère à tous égards, dans ma lettre, c'est

que je pensais que vous le rétabliriez aisément d'après nos anciennes conversations. Je crois comme vous qu'il faut mettre ensemble les phénomènes qui se produisent ensemble sous l'influence des mêmes causes, qui répondent à un même état des facultés humaines; et c'est ce que je ferai toujours. Mais je ne vois pas d'inconvénient, pour fixer la mémoire, de remarquer en passant qu'il y a dans chaque système un phénomène relatif à la connaissance, un aux attraits ou répugnances qui nous font préférer une chose à une autre, un à la faculté d'agir, un à celle de coordonner entre eux les phénomènes *relatifs* à la connaissance. Je dis relatifs à la connaissance et non pas qui appartiennent à la connaissance. Vous n'admettez pas que les *intuitions* lui appartiennent, mais vous ne pouvez pas ne pas convenir qu'ils y sont relatifs, comme les mouvements instinctifs le sont à l'activité, puisque ce sont ces *intuitions* qui deviennent des *perceptions*, puis des *souvenirs*, etc., quand le moi vient à être constitué, etc.

Mais encore une fois, je ne prétends par là qu'indiquer un rapprochement qui n'est point d'après la nature et les causes productrices de ces phénomènes, mais d'après l'analogie qu'ils nous présentent dans leurs effets. Voilà qui me paraît devoir nous mettre d'accord sur la première difficulté que vous me proposez.

Sur la seconde, je pense toujours que la force hyper-organique ne peut agir activement qu'après avoir concouru à des mouvements instinctifs déterminés par les affections. La part qu'elle prend à son insu dans ces actions la met en relation avec les organes, et une fois cette relation établie elle continue d'agir sans le concours des affections qui avaient été la première occasion de son action. Ainsi s'établit l'action permanente de la force organique qui ne cesse plus ensuite tant que dure l'état de veille et dont l'aperception constitue le *moi*. Comme il est de la nature de la force hyper-organique de s'apercevoir de son action, il y aurait *moi* dès qu'elle concourt à un mouvement instinctif si l'attention était assez libre, mais comme elle est détournée par l'affection qui

détermine ce mouvement, j'admettrai, si vous voulez, qu'il n'y a de vrai *moi* que quand la force hyper-organique, après avoir concouru à un mouvement instinctif et ayant appris en quelque sorte par là à agir, agit ensuite seule; je ne vois pas pourtant d'inconvénient à admettre qu'elle s'aperçoit dès qu'elle concourt à un mouvement instinctif déterminé par une affection assez faible pour ne pas absorber toutes nos facultés. Je vous laisse le choix à cet égard et vous prie de me dire si, en conservant tout ce que je viens de dire et choisissant néanmoins celle de ces deux dernières manières de voir que vous trouverez plus convenable, je me trouverai entièrement d'accord avec vous.

Ce que vous me dites en marge de vos notes sur cette fausse pensée de Pascal que ce qu'on appelle nature pourrait n'être qu'une ancienne habitude, et sur ce qu'il n'y a que ce qui a été d'abord volontaire qui puisse devenir habituel, est très juste. J'aime bien votre réflexion, mais je ne crois pas avoir rien dit à cet égard d'analogue à cette fausse idée de Pascal. Le mot *une sorte de seconde nature* dont je m'étais servi n'était qu'une manière de rendre votre propre manière de voir.

Vous m'accusez dans vos notes, mais il me semble que c'est par erreur, d'avoir confondu les déterminations affectives et celles de la force hyper-organique. Si vous avez encore mon tableau, vous les trouverez distinguées, les premières sous le nom d'actions instinctives ou de proto-èses, les autres sous celui d'actions volontaires ou spontanées. Me direz-vous que j'avais tort d'employer également le mot *action* dans ces deux cas. Pas plus que vous celui de déterminations. On ne confond point quand on distingue par deux épithètes différentes; qu'on se serve ou non du même mot *action*, la distinction est faite; ce ne peut plus être alors qu'une dispute de mots.

C'est toujours la même difficulté qui revient. Il y a beaucoup d'inconvénient, dites-vous, à confondre sous le même nom les affections de plaisir ou de douleur physique, et les sentiments de joie, d'espérance, etc. C'est ce que je n'ai

jamais fait. J'ai toujours nommé les premiers *affections,* les seconds *émotions*. Ces mots sont assez distincts, ce n'est point confondre ces deux sortes de phénomènes que d'observer qu'ils ont cette ressemblance de nous rendre heureux ou malheureux, et le psychologiste ne les confond pas plus en remarquant cette ressemblance et leur donnant, sous ce point de vue, un nom commun que le naturaliste, après avoir nommé les mammifères, les oiseaux, les reptiles et les poissons, ne les confond en remarquant que ces animaux ont seuls des vertèbres et en leur donnant, sous ce point de vue, la dénomination commune d'animaux vertébrés.

Il me semble que vous ne m'avez pas compris quand j'ai parlé des circonstances où le désir d'une chose ne nous rend heureux ni malheureux. Je n'avais fait qu'énoncer ce fait que, si nous désirons d'avoir demain à midi telle sensation et que cela ne dépende pas de nous, nous serons émus de crainte ou d'espérance et que nous ne le serons plus si nous sommes certains qu'il ne dépend que de nous de nous la procurer. Je crois incontestable que, quand l'objet de nos désirs dépend de la volonté d'un autre ou d'un concours d'événements indépendant de notre volonté, nous sommes heureux ou malheureux par la crainte ou l'espérance, que nous ne le sommes plus si nous jugeons que cet événement ne dépend que de notre volonté (1). Puis-je espérer ou craindre une chose dont je suis absolument le maître? Au reste, je reconnais le charme attaché à certaines combinaisons idéales, mais j'y vois une affection due à des perceptions de rapports.

Vous me dites encore qu'il y a de l'inconvénient à ranger sous le même nom d'*action*, celles qui sont déterminées par l'affection et celles qui le sont par la force hyper-organique. Je le voudrais comme vous, mais il n'existe en français que le mot *action* pour celles des animaux qui sont toujours dans le premier, et pour celles de l'homme dans les deux cas. Peut-on empêcher tout le monde de dire : l'action du cœur,

(1) Raison pour séparer le système affectif de celui de la volonté. (Note de M. de Biran.)

l'action du foie ou de l'estomac, l'action d'une fourmi ou d'une guêpe, l'action de têter dans l'enfant qui vient de naître, et tout n'est-il pas suffisamment distingué quand on dit l'*action instinctive* fait parti du système de la simple sensibilité, l'*action spontanée ou volontaire* est un phénomène tout différent appartenant aux systèmes supérieurs. Il ne reste à une langue pauvre que de distinguer par des épithètes les phénomènes différents que l'usage désigne par un mot commun. Quel service vous me rendriez si vous pouviez trouver un mot qui désignât cette *action permanente* de la force hyper-organique d'où dépend l'aperception constante du *moi* dans l'état de veille! Comment un phénomène qu'il est si indispensable de considérer, de remettre sans cesse sous les yeux, n'a-t-il été remarqué que par vous d'une manière nette et précise, et est encore sans détermination qui lui soit propre?

Tout ce que vous me dites sur les coordinations est très justes et très vrai, je sens tout le ridicule de ma distinction entre *combinaison* et *préordination*. Ce dernier mot est banni de ma langue actuelle comme celui d'*option*. Je ne vois plus: 1° Que les coordinations qui ont lieu pendant la perception même; elles ne dépendent point de nous; je les nommais jugements, mais le nouvel emploi que je veux faire de ce mot et que sa signification habituelle réclame impérieusement, m'en a fait chercher une autre. Dites-moi ce que vous pensez du mot *contuition* (du verbe latin *contueri*, voir ensemble, d'où *contuitus*, de la 4° déclinaison, que j'ai rendu par *contuition*). Il me semble plus propre à désigner cet important phénomène.

2° Que les coordinations faites à volonté, que j'appelle toujours *combinaisons*;

3° Que les souvenirs des unes et des autres retracés par la mémoire. Vous blâmez avec raison l'emploi que j'ai fait du mot *conception*. Je ne m'en sers plus à présent que dans un sens tout différent, vous me blâmez avec plus de raison encore d'avoir rejeté l'analyse ordinaire du *souvenir* et de ce que j'appelais représentation et *option;* j'en suis revenu à

décomposer ces états de la pensée en une idée à laquelle se joignent divers *jugements*, aux croyances ; cela est assez clair en rendant à ces mots leur vraie signification, et vous voyez déjà que pour la rendre au mot jugement, je me suis vu dans la nécessité de recourir au mot *contuition*. La *contuition* est une des causes du jugement, mais celui-ci est un phénomène réellement différent.

Vous exprimez précisément cette idée que j'adopte complétement en disant qu'autre chose est l'idée présentée à l'entendement, autre chose l'attrait ou répugnance, autre chose la croyance qui la réalise. C'est précisément là aussi mon opinion.

J'ai banni aussi le mot *représentation;* je ne vois dans ce que je nommais ainsi qu'une idée jointe à une croyance, précisément comme vous.

Il est temps, mon cher ami, de finir cette longue lettre. Je vous prie de me répondre sur tout ce qu'elle contient. J'ai besoin d'avoir votre avis sur ces premiers linéaments avant de vous envoyer l'ensemble de mes résultats (1). Écrivez-moi à Paris, où je serai du 20 au 25 octobre, par la voie ordinaire de M. Degérando. Je vous embrasse mille fois de toute mon âme. Adieu, mon cher ami.

A. Ampère.

---

(1) Avant les classifications, est l'observation des faits spécifiques. C'est ce qu'il y a de plus difficile en idéologie. Dans la physique, on peut avoir un mot pour noter un élément ou un fait unique, mais en psychologie tous les signes sont vagues et généraux parce qu'il ne s'agit jamais que de fonctions ou de lois et jamais de faits isolés. Nous nous servons de bonne heure des termes plaisir, douleur, bien, mal, mais en combien de manières différentes ! (Note de M. de Biran.)

De M. Ampère à M. de Biran.

Montauban, le 26 Juillet 1816.

C'est avec un véritable chagrin, mon excellent ami, que j'ai été privé, par mes occupations indispensables et de chaque instant, du plaisir de vous écrire de Toulouse. Je profite d'un moment de liberté que me donne mon arrivée ici. Votre lettre de Saint–Sauveur m'a ôté l'espoir de vous voir avant votre retour à Paris. C'est une pensée bien triste, mais l'ordre dans lequel je dois voir successivement les villes de mon inspection est prescrit dès avant mon départ de Paris; cet ordre est d'ailleurs déterminé par la position des lieux et je voyage avec un autre inspecteur auquel je ne peux pas proposer, lorsque notre voyage commence à Bordeaux pour se terminer à Paris, de passer par Limoges pour rétrograder ensuite jusqu'à Toulouse, tandis que la route naturelle de Toulouse à Paris passe par Limoges.

Une des causes qui m'ont empêché de vous écrire de Toulouse est que je me suis séparé trois jours de mon collègue qui y est resté pour préparer le travail, tandis que j'ai été à Sorèze recueillir des documents sur l'école qui y est établie (1), l'une des plus considérables du royaume. Ce petit voyage a été plein d'intérêt. Je ne vous parlerai pas de la beauté des sites de ce pays placé dans les montagnes où se trouve le partage des eaux du canal de Riquet (2), tout près du bassin de Saint-Ferréol, que j'ai examiné, en y allant, avec

(1) Cette École célèbre avait été fondée, en 1682, par Jacques Hoddy, bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur. En 1737, Dom Victor de Fougèras la reorganisa sur un plan personnel, confiant à plusieurs professeurs les diverses matières enseignées dans chaque classe et faisant plus large la part des sciences et des arts. Dom Despeaulx perfectionna cette méthode, et son collège merita, vers la fin du XVIII^e^ siècle, d'être érigé en Ecole royale et militaire. Après la suppression des Ordres religieux, pendant la Révolution, Dom François Ferlus racheta l'immeuble et dirigea le collège avec l'aide de son frère Raymond Dominique Ferlus, qui lui succéda en 1812. En 1840, une société d'actionnaires en fit l'acquisition et le confia à l'abbé Gratacap. Elle passa, en 1854, aux mains du P. Lacordaire et des Dominicains.

(2) Ou canal du Midi.

une satisfaction inexprimable. Il est dans une situation si belle de bois, de cascades et de fraîcheur ! C'est un si grand monument du génie de l'homme (1) ! J'ai vu dans l'établissement même quelque chose de plus intéressant encore : la solution justifiée par une expérience, faite en grand depuis nombre d'années, du grand problème de donner à l'étude des langues anciennes toute la perfection qu'elle a dans les meilleurs lycées ou collèges, en y joignant un grand nombre d'autres connaissances, et de distribuer des études simultanées de manière qu'au lieu de se nuire, elles se prêtent un mutuel secours.

J'ai été accompagné, dans cette partie de mon inspection, par un des deux inspecteurs particuliers de l'Académie de Toulouse, M. de C., jeune homme en qui j'ai reconnu les qualités les plus précieuses de l'esprit et du cœur et dont les parents ont péri, la plupart, à l'armée de Condé ou à celle de la Vendée, pour la cause du Roi. Comme j'ai, pendant mon inspection, la facilité de communiquer en franchise de port avec les Académies que je suis chargé de visiter, si je peux trouver le temps de vous écrire les réflexions que j'ai faites sur la psychologie à Bordeaux et pendant la route, je lui enverrai mon paquet pour qu'il vous le remette à votre passage à Toulouse. Ce sera un bonheur pour lui de vous voir, car vous sentez bien que dans la chaise de poste qui nous a conduits à Sorrèze je lui ai beaucoup parlé de psychologie et de vos découvertes dans cette science. Le vif intérêt qu'il y prenait faisait passer bien vite le temps de ces conversations.

Comme je ne sais pas au juste l'époque précise de votre arrivée à Toulouse, je vous prierai de l'en prévenir par un mot d'écrit lorsque vous y serez, en lui faisant demander ce petit paquet et lui indiquant le logement que vous avez pris. Son adresse est au collège royal, que les aubergistes de cette

(1) Pour alimenter le canal du Midi dans les temps de sécheresse, on a formé en barrant la haute vallée de Saint-Ferréol un vaste bassin ou lac artificiel qui, avec celui de Lampy, construit plus tard, peut contenir huit millions de mètres cubes d'eau. C'est de ce barrage de Saint-Ferreol qu'il est ici question.

ville appellent encore comme autrefois le lycée. Il faut que je vous quitte, mon bien cher ami. Je vous prie de présenter à Madame de Biran l'hommage de mon profond respect, de me donner des nouvelles du bien que les eaux de Saint-Sauveur feront à l'un et à l'autre. Je vous embrasse mille fois.

A. AMPÈRE,

Si vous avez le temps de m'écrire, ce que je désire bien vivement, je vous prie d'adresser la lettre à Limoges au proviseur du collège royal. J'y serai dans dix jours jusqu'au 12 du mois d'août.

Abbé MAYJONADE.

MONUMENTS

ET SOUVENIRS DE LA FRANCE

A ROME

SÉMINAIRE FRANÇAIS

PANTHÉON — MINERVE — GESU

Devant le Panthéon, un obélisque fort petit mais assez fier, décore une fontaine qui chante nuit et jour. On le dit de race illustre, fils du grand obélisque du Vatican dont il serait la pointe brisée; il aurait donc fait étinceler aux yeux de Rome la boule d'or qui renfermait les cendres de César. A ces titres, il joindrait celui d'être un peu breton, autant que peut l'être un natif d'Égypte domicilié à Rome depuis vingt siècles. A force de monter la garde devant une église dédiée à saint Malo, il obtint le baptême breton et fut appelé obélisque de San Mahuto, Maclou, Macuto, toutes façons également bretonnes pour un romain de prononcer *Malo*. — Sous la voûte du temple ou de l'église, repose un guerrier romain dont le nom est mêlé à l'épopée que six cents bretons bretonnèrent à Rome, en 1378. Thomas Martiglioni tomba avec la fleur de la noblesse romaine sous les coups de Sylvestre Bude, à la porte *Salara*. A quelques pas d'ici, à Saint-Nicolas *in*

Servitoriis, on lisait naguère l'épitaphe d'Angelottus Normanni, compagnon de mort et de gloire de Martiglioni :

> † *Hic jacet Angelottus vir prudens et doctus qui ob defensionem reipublicæ apud pontem salarum* A BRETONIBUS *fuit mortuus anno D. MCCCLXXVIII die XVI mensis julii. — Cujus anima requiescat in pace. Amen* (1).

Sous le portique de *Saint-Yves-des-Bretons,* résonne un chant de l'épopée bretonne, le récit du combat de dix chevaliers bretons contre dix chevaliers allemands, à Rome même, aux fêtes de Pâques 1378.

L'ombre de Raphaël remplit le Panthéon que celle de Victor-Emmanuel encombre. Près du tombeau de Raphaël, la piété patriotique de d'Agincourt fit placer un buste du Poussin avec cette inscription : *Nicolao Pussino gallico pictori.* Cet hommage est en même temps une revendication; les italiens, confondant Gaspard Duguet, né à Rome, *dit* le Poussin avec Nicolas Poussin, nous disputaient cette gloire nationale. Çhateaubriand accentua le côté artistique de la protestation de d'Agincourt en faisant élever, à Nicolas Poussin, un monument digne de la France à *San Lorenzo in Lucina.* Donnons ici un souvenir à Horace Vernet, qui assista, en 1833, à la découverte des restes de Raphaël en cet endroit; un dessin du grand peintre ajoute à l'immortalité de cet événement (2).

Une épitaphe rappelle qu'un français, Platel du Plateau, repose au Panthéon depuis 1703. Ce nom n'éveille en nos souvenirs aucun bruit de gloire mais suffit pour attirer à celui qui le porte un fraternel salut.

Le 24 février 1798 et le 14 mars de la même année, le dôme du Panthéon tremblait sous les grondements et les éclats d'un tonnerre de protestations violentes et tumultueuses : deux cents officiers protestaient avec fureur contre les outrages aux arts commis par la populace romaine et des aventuriers italiens. Masséna dut intervenir, et donna sa parole

(1) *Le Chiese di Roma,* Armellini.
(2) Cf. *Magasin pittoresque,* 1864.

de soldat qu'il châtierait les vandales qui compromettaient l'honneur du nom français. Masséna et ses officiers connaissaient leurs hôtes; ils prévoyaient la calomnie de ces *ciceroni* officiels, romains de contrebande, qui montrent au château Saint–Ange des écussons brisés et disent : *sono i francesi.* Puissent la voûte et les murailles du Panthéon vibrer à jamais de l'écho de ces protestations réitérées; en présence d'une manifestestation aussi solennelle faite en un lieu aussi auguste, on comprend l'exclamation d'un témoin oculaire, l'abbé Benedetti : *i francesi sono veri romani.*

Quelques années plus tard, sous l'administration française, les toitures et diverses autres parties du Panthéon étaient restaurées; le comte de Tournon projetait de couper les « oreilles d'âne du Bernin », deux clochers dont le Panthéon était affublé; au ministre et docteur Baccelli revient l'honneur de cette opération nécessaire.

Avant de rappeler le titre le plus sérieux et le plus glorieux qu'ait la France à la reconnaissance des adorateurs du Panthéon

> *Shrine of all saints, temple of all gods* (1)
> Châsse de tous les saints, temple de tous les dieux,

attachons un instant notre regard sur le tombeau de Victor-Emmanuel. Sur cette masse de bronze furent sonnées, le 2 octobre 1891, les vêpres panthéoniques; au signal convenu et donné, la populace et la police firent la chasse aux pèlerins français coupables d'être radieux dans une ville en état de siège où tout est triste, sombre et méfiant. Ne crains rien, pauvre enfant d'une famille de saints, égaré par l'ambition hors des champs de bataille et de gloire; la belle croix de Savoie brille toujours pour nous, même à travers ta chemise rouge; conquise dans les croisades, tu l'as éclaboussée du sang de mille fils de croisés luttant contre ceux de Voltaire. Dors dans ton cercueil; d'un métal plus durable que n'importe quel trône, ton lourd tombeau sera un jour visité au Panthéon comme un trophée de la Papauté sur ta

(1) *Childe Harold,* IV, 146.

race; ne crains pas qu'une main vengeresse grave alors sur ton bronze le mot *mercenaires* que tu as inscrit sur la tombe de cinquante gentilshommes français au *Campo Verano*; l'histoire sera-t-elle aussi généreuse, n'a-t-elle pas déjà imprimé comme au fer rouge, sur ton front, ces deux mots : *mercenaire de la Révolution !*

Pour rendre à l'atmosphère du Panthéon sa sérénité un instant troublée par des accents de bronze et des frémissements d'épées, laissons chanter une muse française dans le temple des dieux :

> Temple dont l'olympe exilé
> A fui la majesté déserte,
> Panthéon, ce ciel étoilé
> Achève ta voûte entr'ouverte,
> Et ses feux, du haut de l'Ether,
> Cherchant tes dieux dans ton enceinte,
> Vont sur l'autel de Jupiter
> Mourir au pied de la croix sainte (1).

Rotonde précédée d'un vestibule quadrangulaire, ensemble d'éléments rectilignes et d'éléments circulaires, le Panthéon a une physionomie à part qui fait plus que laisser une impression, frappe une empreinte dans le regard qui l'a vue. Et cependant la description qu'ont laissée du Panthéon les contemporains d'Agrippa ne paraît point nette, ne concorde pas exactement avec sa physionomie actuelle. Rien, par exemple, dans la description de Pline, n'implique l'idée d'un portique rectangulaire avec un bâtiment cylindrique; il n'y est pas question de coupole. La rotonde et le portique seraient-ils d'époques différentes? P eut-être; mais qui eût osé l'affirmer sans autre présomption, bien négative celle-là, que l'obscurité de quelques textes? On répugnait même à conjecturer que le Panthéon, ce chef-d'œuvre de l'architecture humaine, n'eût pas jailli tout entier, armé pour l'admiration des siècles, parfait comme Minerve, du cerveau de son père. Et pourtant, architectes et archéologues désiraient et cherchaient l'acte de naissance de la Rotonde. A l'Académie de

(1) *Messéniennes*, Casimir Delavigne.

France à Rome était réservée la gloire de résoudre un problème que depuis des siècles on jugeait insoluble. M. Chedanne a forcé le Panthéon à parler; de divers arcs de la voûte, mis à jour, il a tiré quelques briques; elles portaient toutes la marque d'Adrien; il interrogea à différentes hauteurs la maçonnerie, partout il trouva sur les pierres la marque des entrepreneurs sous le règne du même empereur. Sous une dalle du parvis, désignée par l'élève de la Villa Médicis, on creusa, et le pavement d'un temple primitif, antérieur à la rotonde, fut rencontré. Le problème était résolu : Agrippa, gendre d'Auguste, avait l'honneur du portique; à l'empereur Adrien revenait la gloire d'avoir suspendu, un siècle plus tard, cette voûte incomparable de 43^{m}42 d'ouverture à sa base, sur 43^{m}12 de hauteur.

Un autre problème aussi intéressant pour les architectes fut résolu par notre compatriote, au cours des mêmes travaux. M. Chedanne a découvert et prouvé l'unité organique de la Rotonde; grâce à lui, il est établi que le système de construction est intimement lié à la décoration, quoi qu'ait dit et dessiné Piranesi. M. Guillaume directeur de l'Académie de France à Rome, a consacré, aux découvertes de son élève, une étude fort intéressante, même pour les profanes (1).

L'épée dessinée sur le tombeau de Victor-Emmanuel ne rappelle en rien celle de Roland, qui pourfendait l'airain des casques et le roc de Ronceveaux; mais elle nous sert de transition pour en parler. Une rue voisine du Panthéon porte encore le nom de *Vicolo della spada d'Orlando;* à l'entrée de cette rue se dessinait en relief, contre un mur, Durandal en personne, *Durindaria,* prononçait l'Arioste.

Derrière le Panthéon se développe le Séminaire français, que dirigent les Pères du Saint-Esprit, fondés par le vénérable Liberman. Ce monument est digne, par la grandeur de son style architectural, de la Ville éternelle et de la France; il a enveloppé dans son plan grandiose l'ancienne église de *Santa Chiara,* devenue la chapelle du séminaire. Dans cette

(1) *Revue des Deux-Mondes,* 1er août 1892. *Le Panthéon d'Agrippa,* par Eug. Guillaume.

chapelle repose, après un fécond et glorieux apostolat, Mgr Luquet, évêque d'Hésébon, ami de jeunesse et d'épreuves du vénérable Liberman. Consumé par son zèle apostolique, rappelé à Rome par l'affection de Pie IX attendri, il vint édifier de ses souffrances et de sa mort sainte le Séminaire français et les fils de celui qu'il avait tant aimé. On lit sur sa tombe :

Joannes Felix Onesimus Luquet, Episcopus Hesebonensis. Dei justitiæ memor sed pientissimo SSmi cordis Mariæ patrocinio confidens heic deponi desideravit.

Natus Lingonis die XVII junii an. Dom. 1810 in festo S^mæ Trinitatis obiit die III septembris an. Dom. 1858, Romæ in seminario gallico.

Delicta juventutis meæ et ignorantias meas ne memineris Domine!

Comes christiana Wielhorska posuit. Præsul verba texit.

Quatre ans auparavant, le fondateur du Séminaire français, le P. Lannurien était mort martyr, lui aussi, de la charité, en soignant les cholériques. *Consummatus in brevi, explevit tempora multa :* le premier supérieur du Séminaire français n'avait pas trente-deux ans quand il légua, à ses séminaristes, le grand exemple de sa charité. D'autres jeunes prêtres français reposent autour de ces deux tombes, martyrs de eur amour pour l'Église, amour qui consuma leur jeunesse dans sa fleur. A leur exemple, deux cents séminaristes, élite des grands Séminaires de France, se préparent, dans l'étude et la prière à devenir, selon le mot de l'Évangile, « des lampes ardentes et brillantes » dans le clergé de leur patrie.

Après quatre années de séjour à Rome, ils retournent dans leur diocèse avec le bonnet et la science de docteur en philosophie, théologie, droit canon, etc... à moins que Rome ne se fasse la part du lion et ne les garde à son service.

Le Séminaire français est bâti sur des thermes vingt fois séculaires qu'Agrippa ne destinait certes pas à tenir frais le vin de nos séminaristes. Ces thermes, devenus les caves du père Brichette, ont sollicité l'esprit de conquête archéologique du ministre Baccelli : fier d'avoir coupé au Panthéon les

« oreilles d'âne du Bernin; » il songea, paraît-il, à raser le Séminaire français. Heureusement, les considérations financières surent être plus puissantes, même en Italie, que les considérations archéologiques; Mercure fit échec à Apollon.

A sa fonction de pépinière de docteurs en toutes facultés, le Séminaire français joint l'honneur d'être la Maison de la France épiscopale à Rome. Là, descendent et séjournent d'ordinaire nos cardinaux et nos évêques, que la visite *ad limina,* un appel particulier du pape, la réception du chapeau rouge ou d'autres motifs amènent à Rome.

Rappelons un fait important qui prit date au Séminaire français dans l'histoire de Léon XIII et les annales des ordres monastiques. En septembre 1893, toutes les Trappes de France et la plupart des Trappes des deux continents ont tenu, au Séminaire, de solennelles assises en vue d'arriver à la puissante et féconde unité désirée pour elles par le Souverain Pontife. Après plusieurs jours d'austérités, de prières et de délibérations, ce conclave cistercien se terminait par l'élection comme Abbé Général de toutes les Trappes du monde, du Révérendissime Père Sébastien Wyart, ancien capitaine français de zouaves pontificaux, blessé à Castelfidardo et, dix ans plus tard, décoré sur le champ de bataille de Loigny.

Le fondateur des Pères du Saint-Esprit n'habitait pas loin d'ici, au n° 31 *vicolo del Pinaco;* en deux pas nous y sommes. En 1840, l'abbé Liberman avait trente-huit ans, n'était pas encore prêtre; une affection nerveuse, plus pénible que douloureuse, l'eût empêché de monter au saint autel. A cette situation s'ajoutait comme circonstance aggravante la pauvreté; il se sentait pourtant riche, car il avait une idée. Ce genre de richesse va souvent de pair avec le luxe qui nous entoure en ce moment. Dans cette juchée au quatrième étage, sicambres ou non, il nous faut courber la tête, car des poutres s'enchevêtrent, s'inclinent et forment le plafond très bas de la chambre du pauvre abbé. Cette humble mansarde n'était point tout entière à l'usage du saint; pour un écu par mois, il n'en avait que la moitié, l'autre était

laissée aux pigeons du propriétaire. Tandis que les pigeons roucoulent, Liberman, à genoux ou bien assis sur son unique chaise, devant sa petite table, rêve des conquêtes; comme armes, il a un crucifix, une Bible, un *Novum* et l'*Imitation*. Comme armée, ce conquérant a deux amis fort humbles à Paris; il écrit, en son nom et au leur, au préfet de la Propagande et sollicite la mission d'évangéliser Saint-Domingue et l'île Bourbon. On lui répond : « Soyez prêtre d'abord; » il comprend : « Soyez mieux portant, » et prie Dieu de le guérir. (1) A la lumière qui tombe de sa lucarne, il écrit un jour : « Il faut marcher, marcher toujours, rester au pied du mur, attendre qu'il tombe et passer alors par-dessus. » Avec de pareilles dispositions on peut n'avoir que des pigeons comme relations à Rome, on est sûr d'entendre, dans son cœur, le *tibi, Romæ, propitius ero*, que Dieu fit retentir aux oreilles de saint Ignace. Il y a cinquante ans que l'abbé Liberman écrivit dans un pigeonnier les lignes que nous venons de rapporter, et depuis vingt-cinq ans déjà le Séminaire français donne au monde une idée de la valeur des fils du vénérable Liberman. Le cardinal Pitra, un français de Rome, a écrit cette vie; elle montre la puissance de l'Église; jetez-lui un homme si infirme qu'il soit, elle y jette une idée, il en naît un monde.

Le Panthéon et le Séminaire français touchent presque de leur ombre la place de la Minerve. L'obélisque planté au milieu de cette place, sur le dos d'un éléphant, est l'expression d'une idée originale; mais cette idée, quelle qu'en soit la valeur, est plus vieille que Bernin. En 1549, à l'entrée d'Henri II à Paris, un rhinocéros avait le mérite de porter un obélisque dressé sur son dos, au milieu d'un cortège assez déséquilibrant de lions, de sangliers et de loups (2).

L'église de la Minerve est une des très rares églises gothiques de Rome; rappelons à ce sujet que ce n'est

(1) Cf. *Le Vénérable Liberman*, par le cardinal Pitra.
(2) *Monuments de l'histoire de France*, année 1547.

ni des Dominicains ni des Franciscains que datent, pour l'Italie, les premières constructions gothiques. Près d'un demi-siècle avant eux les colonies françaises de l'ordre de Cîteaux s'étaient faites les missionnaires de l'art gothique en Italie (1).

Entrons en paix dans l'église. C'est de Grégoire XI, notre compatriote, que date l'établissement, à la Minerve, des fils de saint Dominique. Au mont Aventin nous saluerons la grande et sublime figure de Saint-Dominique, telle qu'elle apparut dans le Midi de la France quand il fonda son Ordre; nous saluerons des Français parmi ses premiers compagnons, et, dans la glorieuse livrée qu'il leur choisit, nous reconnaîtrons avec émotion le costume désormais immortel d'un ancien Ordre religieux français.

La France a donné aux Frères Prêcheurs un grand nombre de ses enfants; la Minerve garde le souvenir et la tombe de plusieurs illustrations françaises de l'Ordre. Une des premières et des plus pures est représentée dans un tableau de Charles Maratte, sous l'orgue, près de la croisée de droite. Au milieu d'un groupe de saints et de saintes invoquant la Sainte Vierge, un religieux porte un crucifix dont le pied se termine en manche de pistolet; il a l'attitude à la fois d'un saint et d'un héros d'épopée: c'est un saint Louis de France, neveu de saint Louis IX (2).

A côté de la chapelle de saint Thomas d'Aquin, un tombeau attire l'attention; sculpté au XIV^e^ siècle par Jean Cosmati, il porte, gravée en caractères gothiques, cette inscription : *Hoc est sepulcrum Domini Guglielmi Duranti episc. minet. ord. præd.* Nous sommes devant la tombe de Guillaume Durand, évêque de Mende, dit le *Spéculateur*, à cause de son *Speculum juris* et *Père de la Pratique* pour son habileté dans les affaires. S. E. le cardinal Bourret a écrit de lui : « Guillaume Durand, ce savant spéculateur qui a rempli les derniers siècles du moyen âge de sa réputation et de sa doctrine; à la fois homme d'école et homme de

(1) *Bulletin monumental*, 1879.

(2) Cf. *Voyage en Italie*, imprimé à Yverdon, 1765.

guerre, juriste consommé et diplomate habile, conseil des papes et lumière des conciles. (1) » Mort à Rome en 1296, Guillaume Durand est resté six siècles sans épitaphe; les trois lignes ciselées par le grand évêque de Rodez resteront désormais attachées à sa tombe.

Le cardinal Michel Mazarin repose à quelques pas de Guillaume Durand; son tombeau est orné d'une épitaphe un peu longue, que le prestige du nom qu'elle décore ne nous décide point à rapporter. Frère du cardinal Jules Mazarin, il succéda sur le siège d'Aix au frère de Richelieu, fut vice-roi de la Catalogne, ambassadeur de Louis XIV auprès d'Innocent X; il mourut à Rome, en 1648. L'évêque est représenté à genoux, soutenu par saint Privat; la mosaïque du monument nous montre la Sainte Vierge assise sur une chaise ornée et tenant l'Enfant Jésus entre ses bras.

Un cardinal plus français, Jacques du Puy, l'avait devancé d'un siècle sous les voûtes de la Minerve. Jacques du Puy mourut à Rome, en 1563, à la veille de partir, sur l'ordre de Pie IV, présider le Concile de Trente. Cette circonstance suffit à l'éloge de la science et de la vertu de ce grand cardinal. Rome garde les restes de deux autres personnages du même nom : Claude du Puy, seigneur de la Coudraye, s'en retournait de Pologne en France avec Henri III; le charme de Rome le séduisit; Claude du Puy se fixa à Rome, et y mourut en 1577. Quarante ans plus tard, mourait un Christophe du Puy, prieur de la Grande-Chartreuse de Rome; on lui attribue le *Perroniana*, recueil de traits d'esprit, pensées, paroles mémorables du cardinal Duperron. Le même travail n'a sans doute point été fait pour Nicolas de Trignac, qui repose sous le parvis de la Minerve depuis 1548; son nom ne nous rappelle rien pour le moment, sinon qu'il est Français et mérite, à ce titre, nos hommages.

Le repos que goûte ici le P. Massoulié ne dut être complet que vingt-trois ans après sa mort. Son livre, *Divus Thomas seu interpres de motione divinâ et libertate creata*, souleva une tempête; attaqué par les théologiens de Douai, il fut approuvé

(1) Discours prononce en l'église de Mende. 1894.

par Rome en 1729; le P. Massoulié était mort en 1706. Il était intervenu dans les querelles du quiétisme par deux écrits; l'auteur du *De motione divinâ* n'admettait pas le repos chez les hommes.

Le P. Antonin Brémond, de Çassis, en Provence, Maître Général des Frères-Prêcheurs, a laissé à ses Frères le *Bullaire de l'Ordre,* en huit in-folio. Ce service et ses vertus lui ont mérité une belle épitaphe dans cette église.

D'autres Français dorment sous les voûtes et sous le parvis de la Minerve; peut-être se réveilleront–ils un jour à la voix d'un Français et nous diront-ils leurs noms et leurs œuvres.

Dans plusieurs chapelles, des œuvres de l'art français ajoutent à l'atmosphère qui se dégage pour nous de la présence de nos compatriotes. La chapelle des Aldobrandini a été décorée par Nicolas Cordier de Lorraine, l'auteur de la statue d'Henri IV, à Saint-Jean de Latran. La belle statue de saint Sébastien et le buste placé un peu plus bas sont dus à son ciseau. A droite, le tombeau de Silvestre Aldobrandini, père de Clément VIII, mort en 1558, doit à Cordier les statues qui en font toute la beauté : la statue du défunt, étendu, appuyé sur une urne, et celles de la *Prudence* et de la *Force.* Sur le tombeau de gauche, Cordier a sculpté la statue de Louise Dati, mère de Clément VIII, dans la même attitude que le prince, son époux. La *Charité*, qui décore ce tombeau, est également l'œuvre du grand sculpteur lorrain (1). La chapelle voisine, dédiée à saint Raymond, doit sa décoration à Nicolas Magni d'Artois (2). En face de la chapelle Aldobrandini, s'ouvre celle de saint Vincent Ferrier, mort à Vannes, après avoir, pendant deux ans, de 1417 à 1419, évangélisé la Bretagne; les Bretons admireront les traits de leur grand apôtre, sur un grand vitrail colorié d'une des fenêtres de l'abside.

Le *Christ*, de Michel-Ange, à gauche du maître-autel, valut à l'auteur une lettre de François Ier. Les bienfaits de la pro-

(1) *Roma nel anno 1838,* Nibby, I, 418.
(2) *Rome moderne,* par Le Seyne, 1713.

tection accordée par la France aux artistes italiens tels que Michel-Ange, Raphaël. Cellini, le Primatice, le Bernin, Vignole, Canova et cent autres, feraient l'objet d'une étude intéressante; M. Müntz en a écrit des fragments dans *Raphael* et dans ses divers ouvrages sur Rome et les arts. Il serait toutefois fort injuste de n'attribuer à la France qu'une influence de protection et de libéralités sur la renaissance des arts en Italie. La sacristie de la Minerve a possédé longtemps un monument bien précieux; son seul souvenir, à défaut de sa présence, jette une vive lumière sur l'histoire de la peinture en France et en Italie : au-dessus de la porte de cette sacristie, Jehan Foucquet, envoyé au Pape par Charles VII, peignit le portrait d'Eugène IV. Ce portrait fut acclamé comme une merveille, même à Rome et quoique d'un étranger. Florio Francesco a écrit : « Foucquet a surpassé, par l'habileté de son art, non seulement ses contemporains, mais tous les anciens. Voyez à la Minerve; ce Foucquet a le pouvoir de donner la vie à ses figures par la magie de son pinceau et de renouveler presque le miracle de Prométhée. » — « Avant que le Pérugin et Léonard de Vinci fussent venus au monde, Jean Foucquet peignait comme l'Italie ne se doutait pas qu'on pût peindre, et Michel Colomb sculptait comme l'Italie a sculpté cinquante ans plus tard. Telle de ses vierges appartient déjà à ce domaine à la fois idéal et réel où nous transportera le magique pinceau de Raphaël; il semble même lui avoir fourni quelques-uns de ses personnages; par exemple, le jeune homme qui brise sa baguette sur son genou, aux fiançailles de la Sainte Vierge (1). » Le portrait d'Eugène IV excita à Rome une admiration et un enthousiasme dus non seulement à la perfection de l'œuvre, mais aussi à sa ressemblance avec l'original. C'est de Jean Foucquet que date l'art du portrait, et Rome crut voir son pontife au-dessus de la porte de la sacristie.

Jean Foucquet peignit, au Vatican, le portrait de Charles VII :

(1) Renan, *Revue des Deux-Mondes*, 1er oct. 1865.

« tête peinte d'après nature, si belle, dit Vasari, et si bien traitée que la parole seule lui manque pour être vivante. »

A l'église de la Minerve est contiguë la bibliothèque Casanatensis, léguée aux Dominicains, en 1713, par le cardinal de ce nom. Un Français, Antonin Cloche, était alors Maître général de l'Ordre des Frères-Prêcheurs; c'est à l'amitié et à l'estime du cardinal pour notre compatriote que les Dominicains ont dû le bénéfice et l'honneur d'un legs aussi considérable. Antonin Cloche fit sculpter, par Pierre Legros, la statue en marbre blanc du cardinal qu'on admire au vestibule de la bibliothèque; elle frappe par la noblesse de l'attitude et le naturel de la physionomie. A quelques pas de cette statue, on remarque celle de saint Thomas, ornée de ce distique :

Mille libros, hospes, quid quæris cernere? Thomam
Suspice, major enim bibliotheca fuit.

Le P. Antonin Cloche a son souvenir attaché à plusieurs statues qu'il fit exécuter pour Saint-Pierre et pour Saint-Jean de Latran, par son compatriote Pierre Legros, sous le ciseau duquel le marbre, a-t-on dit, respire.

Voisine de celle de la Minerve, la place *della Pigna* est ornée d'une église fort ancienne, à laquelle s'attache un souvenir français bien touchant. En 1578, un jésuite français institua une confrérie destinée à secourir les pauvres prisonniers, à prendre soin de leurs affaires; il obtint pour elle, de Grégoire XIII, l'église *San Giovanni della Pigna*. Sixte V, touché du zèle des confrères du P. Tallier, donna à la confrérie des revenus et le droit de gracier un criminel (1).

Une église voisine, intéressante pour nous, *San Salvatore de Gallia*, s'élevait dans le quartier de la Minerve. Elle appartint aux Français jusqu'en 1478; ils l'échangèrent alors pour *San Maria in Cellis*. Avec les Français, cette église perdit son beau titre *de France*, et en reçut un autre moins noble *de Calcario*, « du four à chaux. » Les églises voisines des Stigmates,

(1) *Voyage en Italie*, imprimé à Yverdon, 1765.

de Sainte-Lucie, de Saint-Nicolas, de Saint-Laurent portaient ce même titre *de Calcario,* à cause de la présence, en ce quartier, de grands fours à chaux où le peuple transformait en mortier les marbres du Colysée, des thermes, des temples, des palais antiques, à une époque où la Ville Éternelle était veuve, où il n'y avait plus ici de Papes, et par conséquent plus de Rome, plus de Romains.

L'église *Saint-Ignace* renferme deux beaux monuments de l'art français, elle évoque aussi un souvenir peut-être déplacé à force d'être humble. Dans une de ces académies dont *Saint-Ignace* offre encore le splendide spectacle aux cardinaux, à l'aristocratie romaine et aux amis des lettres, une composition dramatique fut consacrée à la vie de saint Ignace de Loyola, que Grégoire XV venait de placer sur les autels. Le principal rôle, celui d'Ignace lui-même, fut confié à un jeune abbé qui émerveilla toute l'assemblée; c'était Ignace de Loyola en personne, tant l'abbé avait de distinction dans la physionomie, de noblesse, de naturel et d'aisance dans son port, ses gestes et ses paroles. Saint Ignace n'était pourtant point ressuscité, mais on conçoit l'erreur des spectateurs; ils avaient devant eux l'acteur le plus habile qui dût paraître sur la scène politique de l'Europe, l'abbé Jules Mazarin (1).

Le tombeau de Grégoire XV éclaire d'un puissant reflet le fond de la nef droite; ce pape ayant eu la joie et la gloire de canoniser Ignace de Loyola et François Xavier, l'église *Saint-Ignace* voulut être le théâtre de son apothéose par le génie d'un français, Pierre Legros, de Paris. Au dessus d'un sarcophage, Grégoire XV trône majestueux; des vêtements magnifiques le couvrent; ils volent et flottent au souffle parfois tempétueux de l'Esprit qui enveloppe le Pontife. De chaque côté d'un riche baldaquin, des rideaux d'albâtre frangés d'or et de couleurs variées tombent et laissent échapper de leurs plis des génies ailés portant des trompettes, qui sonnent la gloire du Pape. La meilleure trompette de la renommée de Grégoire XV est la Propagande qu'il fonda.

(1) *Jeunesse de Mazarin,* Victor Cousin.

Dans la même nef, l'autel de Saint-Louis de Gonzague est orné de quatre colonnes torses de vert antique, qui encadrent un grand rétable en marbre sculpté par Legros : c'est l'apothéose de saint Louis de Gonzague. C'est une composition bien liée; la figure du saint est noble et sympathique, elle attire aussitôt et attache le regard. Des groupes d'anges entourent le bienheureux qu'ils enlèvent sans même toucher la frange de sa robe virginale; l'un porte un lys, un autre tient une couronne, tous respirent une fraîcheur, une jeunesse, une béatitude et une respectueuse tendresse pour leur frère, qui font, de cette page de maître, une poésie suave, un drame vivant et délicieux.

Saint-Ignace, que bien des archevêques de France envieraient pour cathédrale, n'est que la chapelle du Collège Romain, véritable cité dont les citoyens ont éclairé l'Église et les cinq parties du monde par l'éclat de leur science et souvent de leur sainteté.

Trop de français ont puisé ici la lumière qu'ils ont répandue ensuite sur leur patrie pour que nous entreprenions de consacrer même quelques lignes à chacun d'eux; les souvenirs français du Collège Romain demanderaient une étude particulière qu'un théologien écrirait mieux que nous. Rappelons cependant deux souvenirs que leur humilité dérobe-rait peut-être au regard des plus savants, si l'aigle a gardé l'habitude de ne point prendre les mouches. Le patriarche des journaux français, la *Gazette de France*, a payé, pendant un demi-siècle, l'entretien des deux chaires de mathématiques et de physique du Collège Romain. Quand, sur la proposition du cardinal Silvio Valentin, ces deux chaires furent fondées, en 1748, Benoît XIV leur attribua les 4,000 livres de France, provenant du privilège accordé pour l'impression de la *Gazette de France* en Avignon. Sur ces 4,000 livres de France, les professeurs touchaient chacun 200 écus par an; le reste fut consacré d'abord aux expériences chimiques seules, plus tard à la fondation d'un laboratoire, à l'achat d'instruments qui permirent d'inaugurer des expériences de physique à Rome (1).

(1) *Roma nel anno 1838*, Nibby, II, 314.

La renommée de l'abbé de l'Épée étant parvenue à Rome, un romain, Th. Silvestri, fut envoyé étudier sous sa direction et revint fonder, sur le modèle de celui de Paris, un « institut des Sourds-Muets », que Léon XII établit au Collège Romain (1). Une petite église, *San Stefano del Cacco*, se trouve sur le chemin qui, du Collège Romain, nous conduit au Gesù — *Hic jacet Johannes-Franciscus Marron qui obiit MCCCXVI.* Ce Jean-François Marron était-il français? la physionomie de son nom semblerait l'indiquer. S'il ne le fut pas de son vivant, il doit l'être devenu pour avoir entendu si souvent la parole harmonieuse du cardinal Parocchi faire tressaillir, en notre langue, les voûtes de l'église où il repose; chanter, en des conférences inoubliables, devant les séminaristes français, les gloires les plus pures de leur patrie, Jeanne d'Arc, par exemple, lors du décret qui la proclama vénérable.

* * *

Une hymne du bréviaire romain chante, en deux ou trois strophes, les propriétés du nom de Jésus, fils de Dieu; il en faudrait peut-être autant pour énumérer les diverses et multiples impressions qu'éveille le même nom appliqué à l'église-mère de la Compagnie de Jésus. Pour les uns, le *Gesù* éveille l'idée de la richesse, de la toute-puissance de la Compagnie; pour d'autres, c'est la citadelle des janissaires du Pape; pour quelques-uns, le Temple dont les mystères l'emportent en profondeur et en terreur sur ceux des templiers, des francs-maçons et autres fils de l'ombre réunis; pour nous, c'est une des églises de Rome les plus belles à nos yeux, les plus chères à notre cœur. Après les basiliques consacrées à saint Pierre et à saint Paul, le *Gesù* est le plus auguste et le plus riche des temples, car il garde les restes d'un homme qui, quinze siècles après eux, parut taillé par Dieu l'égal de ces deux grands apôtres. Bien qu'elle ait voulu nous prendre Jean de Matha, nous laissons saint Ignace à l'Espagne;

(1) Nibby, *Roma nel anno 1838*, II, 278.

faisons cependant observer qu'Ignace de Loyola et François Xavier furent étudiants de l'Université de Paris, et Pierre Le Febvre, professeur au collège de Beauvais. Avant de prononcer des vœux à Rome en la basilique Saint-Paul-hors-les-Murs, Ignace et ses premiers compagnons avaient déjà créé la Compagnie et choisi, pour son berceau, un sanctuaire de la colline Montmartre. Une vieille inscription, gravée dans la chapelle souterraine, appelle la ville de Paris : *mère* de la Compagnie de Jésus.

Siste spectator atque in hoc martyrum
Sepulcro probati ordinis cunas lege
Societatis Jesu
Quæ sanctum Ignatium Loiola patrem
Agnoscit, Lutetiam matrem, *anno salutis*
MDXXXIV Aug. XV (1).

Nous laissons également à l'Espagne tout ce que François Xavier a pu garder d'espagnol après sa formation intellectuelle à Paris et à Beauvais, où il devint si bon orateur français qu'il fut, à Rome, prédicateur de Saint-Louis-des-Français (2).

« Le célèbre Pierre Le Febvre premier prêtre, premier « prédicateur, premier professeur de théologie de la sainte » Compagnie de Jésus et premier compagnon de saint » Ignace » (3), professeur au collège de Beauvais, repose sous le parvis du Gesù ; à quel endroit? Dieu le sait et peut-être aussi quelque jésuite; il y repose depuis 1546. Appelé par Paul III, il mourut à Rome, au moment de se rendre au concile de Trente en qualité de théologien du Pape. Saint Ignace et saint François Xavier l'honorèrent comme un saint, et saint François de Sales, non content d'en faire l'éloge que nous venons de rapporter, lui consacra un autel à Villaret, sa patrie. En cette circonstance, comme en d'autres, François de Sales a pressenti le jugement de l'Église : Pie IX a béatifié Pierre Le Febvre. Le R. P. Bouix, s. j., a eu l'hon-

(1) *Gallia christiana,* VII, 618.
(2) *Saint-Louis des Français,* par Mgr d'Armailhacq.
(3) Saint François de Sales, *Introduction à la vie dévote,* II, 16.

neur et la joie de le ressusciter en partie par la publication du *mémorial* de l'humble jésuite.

Devant l'autel Saint-François-Xavier repose Adèle de Maistre, morte baronne du Terray. C'est à cette fille tant aimée que l'auteur du *Pape* et des *Soirées de Saint-Pétersbourg* écrivit des lettres si délicieuses de tendresse et d'esprit, pages suaves qui, rencontrées dans les écrits de Joseph de Maistre, font penser au miel embaumé trouvé par Samson dans une tête de lion. A quelques pas de sa tante rêve un ange, la petite Bénédicte de Maistre, fille d'Eugène, officier d'état-major pontifical, aide de camp du général de Courten. — Le 29 décembre 1862, l'armée pontificale escortait au *Gesù*, accordé par Pie IX pour sa dernière demeure, Henriette de Lamoricière, fille du général, épouse du comte François de Maistre. A l'éclat de ces deux noms glorieux, Henriette de Lamoricière avait encore ajouté par la splendeur d'une âme de sainte. Dans un de ces mots charmants, où le cœur de Pie IX montrait tant d'esprit, le Pape avait fait son oraison funèbre : on lui demandait la permission d'inhumer la comtesse au *Gesù* : « Ce n'est que justice, répondit-il, c'est un ange, la place des anges est à l'église. *E giusto, è un angelo, ha da stare in chiesa.* »

Joseph de Maistre méritait bien de voir ses petits-fils, Eugène et François, défendre avec l'épée des croisades, le vicaire du Christ, aux pieds duquel son génie et sa science avaient déposé, comme un glaive étincelant, le beau livre du *Pape*.

De Maistre lui aussi vint à Rome; en sortant d'une audience de Pie IX, il écrivait à sa fille Adèle : « J'ai cru voir saint Pierre au lieu de son successeur (1). »

A ces souvenirs chers à la France s'en joignent d'autres, précieux pour les amis de l'art; c'est à des français que le *Gesù* doit les principales merveilles de sa féerique décoration. Trois artistes français ont travaillé à la splendeur de l'autel de

(1) OEuvres complètes de J. de Maistre, *Correspondance*, 10 mars 1803.

Les de Maistre sont originaires du Languedoc; plusieurs d'entre eux furent *capitouls* de Toulouse. La seconde fille de Joseph est morte duchesse de Laval-Montmorency.

Saint-Ignace : Legros, Teudon et Germain; le premier non sans difficultés. Les Jésuites ayant mis au concours la décoration de cet autel : le jury attribua le prix à l'ébauche d'une œuvre envoyée de Gênes. « Vive le gênois, *evviva*, *evviva il genovese*, criait la foule enthousiasmée; où est le gênois? » Celui-ci, un peu gêné, se dévoila, il avait une physionomie française et un accent français qu'il apportait directement de Paris, c'était Pierre Legros; il avait cru devoir, à cause du chauvinisme possible des jurés, dissimuler sa nationalité. Son œuvre, exécutée en marbre blanc de Carrare, est un drame qui anime tout un côté de l'autel, depuis la tombe du saint jusqu'à la voûte. La *Religion* soutient une croix de la main gauche, sa main droite foudroie l'*Hérésie* représentée sous les traits hideux d'une vieille femme méchante et décrépite qu'accompagne un homme armé d'un serpent qui siffle dans sa main. L'une et l'autre sont renversés par la lumière de la croix et par l'éclat de la foudre; les livres de Luther et de Calvin sont entraînés dans leur chute, un ange achève d'en déchirer les pages. La tête de la *Religion* paraît à quelques-uns un peu froide, mais l'ensemble du groupe est plein d'animation; le marbre y respire peut-être plus qu'en aucune autre œuvre de Legros.

Le second groupe qui décore l'autel de Saint-Ignace est de Jean Teudon : la *Foi adorée par les nations barbares*. Tenant en mains un calice, la *Foi* foudroie les monstres de l'idolâtrie figurés en forme humaine terminée par une queue de serpent; près de la *Foi* se tient, dans une attitude de respect et de soumission, le roi du Bungo. Il n'a l'air de rien du tout, et pourtant sa présence dans ce groupe, en l'église du *Gesù* ne fut rien moins qu'un trait de génie. A l'époque où Jean Teudon l'y sculpta, la seule vue de ce roi devait produire deux impressions d'un contraste saisissant. Au peuple de Rome il rappelait la merveilleuse ambassade japonaise de 1582 et l'enthousiasme des espérances qu'elle avait suscitées, mais aux jésuites, la seule vue de ce roi redisait le martyre établi en permanence au Japon, leurs innombrables frères martyrisés et cent autres jésuites les uns déjà en route,

d'autres se préparant au Gesù même à voler cueillir eux aussi la palme des martyrs.

Fondue d'après un modèle exécuté par Legros, une merverseilleuse statue de saint Ignace se dressait au-dessus de l'autel, haute de seize palmes, toute d'argent, couverte d'une chasuble dorée parsemée de perles, de pierres précieuses, ainsi que la croix étincelante des feux de mille diamants. Elle était posée sur un piédestal pyramidal de marbres précieux liés en bronze doré. En 1797, lors du traité de Tolentino, elle fut envoyée à la *Zecca* avec mille autres merveilles d'or et d'argent des églises de Rome, pour payer la rançon de la Ville Éternelle. La tête seule fut épargnée. Outre cette consolation, les amis de Legros ont celle de penser que la statue actuelle étant une copie de l'ancienne, c'est toujours l'œuvre de Legros qu'on admire et d'une admiration peut-être plus pure, plus idéale, dans la statue de saint Ignace. D'après certains auteurs, Thomas Germain, de Paris, aurait donné, à la statue dessinée par Legros, son cachet de chef-d'œuvre d'orfèvrerie monumentale; quoiqu'il en soit, c'est à lui que saint Ignace doit son devant d'autel ciselé, incomparable dentelle d'argent digne d'un futur orfèvre du grand Roi.

*
* *

Les bâtiments qui se développent, annexés à l'église, sont occupés aujourd'hui, provisoirement bien entendu car la Ville est Éternelle, par la troupe et la police piémontaises; sans doute, il n'est plus un bénitier à Rome où la franc-maçonnerie n'ait logé un diable en chemise rouge, mais l'indiscrétion est peut-être un peu forte d'occuper la maison-mère d'un Ordre fondé en France par un espagnol; un navarrais et un français, cité bâtie et entretenue par les Maisons de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne, de Russie, d'Amérique, d'Océanie, propriété en un mot d'une internationalité plus éclatante que le soleil.

Bien des français ont ici vécu qui ont illustré par leur science et leur apostolat la Compagnie de Jésus et la France.

En 1771, les cours voltairiennes de l'Europe ayant surpris un bref ordonnant l'éclipse momentanée de la Compagnie, le *Gesù* fut envahi le 22 septembre. Sur les quatre jésuites qui eurent l'honneur d'accompagner le Général-Père Ricci et ses assistants au château Saint-Ange, trois étaient français : le P. Leforestier, le P. Gauthier et le P. Jean-Baptiste Faure. Le P. Faure assista aux derniers moments véritablement sublimes du P. Ricci, dont il partageait la captivité.

Le premier acte de Pie VI fut de rendre la liberté aux jésuites emprisonnés : le P. Faure en usa si bien que Viterbe lui éleva une statue (1). François Régis, l'apôtre du Velay et du Vivarais, fit, en la maison mère, ses premières manifestations canoniques de sainteté. Non encore béatifié, il guérit le P. Serra, de Rome. Celui-ci fit peindre et suspendre aux murs du *Gesù* l'image du saint apôtre français. Cet *ex-voto* fut bientôt suivi d'un second.

Il n'entre pas dans le plan de cette étude de montrer la part qu'ont prise les Pères de la Foi de France au maintien dans le silence et l'ombre et au retour glorieux à la lumière de la Compagnie de Jésus. *Beati qui persecutionem patiuntur propter justitiam.* En 1855, un jeune attaché de l'ambassade française à Rome inscrivait cette *béatitude* sous un tableau que Rome admira vingt-cinq ans au *Gesù*, dans la chambre de saint Ignace. Gaston de Ségur avait une âme d'artiste et de saint, sœur de fra Angelico et de saint Louis de Gonzague; il rêvait de représenter par huit tableaux de saints les huit béatitudes. Le portrait d'Ignace de Loyola est peut-être sa toile la plus parfaite par l'énergie de l'exécution et par la beauté d'expression de la physionomie du saint (2). Quelques années plus tard Dieu fermait les yeux du jeune artiste devenu auditeur de Rote et prélat, et réservait à lui aussi l'honneur de souffrir persécution pour la justice.

LÉON D'OCTAVE.

(1) *Clément XIV*, par Crétineau-Joly.
(2) Cf. *Souvenirs et Récit d'un frère*, marquis de Ségur.

UN INSTITUTEUR EN 1810

Le Maître de Marquise dans sa classe

(suite)

Peu d'hommes travaillèrent autant que Barthélemy Monteuuis à faire régner la paix et à rapprocher les esprits et les cœurs. La lutte entre les partis politiques n'était pas aussi ardente que de nos jours : on ne s'attaquait pas comme aujourd'hui aux fondements mêmes de la société, de la famille et de la religion. Aussi sut-il se faire à tous les régimes. Il avait vu de trop près les horreurs de la Révolution pour prendre en aversion Bonaparte dont le règne avait marqué la fin de cette ère sanglante ; mais il se contente de l'appeler « l'homme extraordinaire... *qui tot et tam insignia,* » *bona malaque fecit.* » Il accueillit avec le même respect les régimes qui suivirent, se soumettant à toutes les autorités comme il voulait que ses élèves respectassent la sienne. Aussi inspirait-il une universelle sympathie, et les témoignages que nous avons recueillis à son sujet sont tous empreints de regrets sincères et de tendre affection.

Entre tous, nous devons signaler une personne, qui eut l'honneur d'être la filleule de Barthélemy. Lorsque Sophie Richard vint au monde, Barthélemy entendant du bruit chez son voisin Richard, accourut, prêt à porter secours à ces pauvres gens. Apprenant qu'une petite fille venait de naître : « Je veux être son parrain, » dit-il. Ce qui fut dit fut

fait. Barthélemy n'ayant pas de fortune à laisser à sa filleule, promit de lui donner une bonne instruction à elle ainsi qu'à son frère. Dès que la petite fille fut en âge d'étudier, il la prit à sa charge et lui fit faire de brillantes études. Aujourd'hui la filleule de Barthélemy, devenue à son tour mère de famille, a élevé ses enfants très honorablement, et, faisant remonter tout son bonheur à son parrain, elle reconnaît lui devoir sa situation, et ne parle jamais de lui sans être attendrie jusqu'aux larmes. De même, tous ceux qui ont suivi la classe de Barthélemy, ceux-là surtout qui ont été ses pensionnaires, ont gardé de leur maître un pieux souvenir! Cet hommage est d'autant plus à l'honneur du professeur qu'il est plus rare. On voit encore aujourd'hui des Anglais venir sonner à la porte de l'ancien pensionnat et demander au propriétaire la permission de visiter cette maison si pleine de souvenirs. Il est même un vieil Anglais qui arrive de Londres chaque année, vers le printemps, et dépose un bouquet de fleurs sur la tombe du vieux maître. En l'année 1895, il fut encore fidèle à ce pieux pèlerinage. — De son côté, Barthélemy gardait de ses élèves un doux et paternel souvenir, s'intéressant à leur famille, les conseillant dans leurs démarches, les reprenant dans leurs erreurs ou les consolant dans leurs deuils. Témoin cette lettre touchante qu'un de ses anciens élèves, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-sept ans, nous communiquait avec émotion : « **La perte d'un père est la plus sensible de toutes celles que puissent éprouver des enfants bien élevés, lui avait écrit Barthélemy. La religion seule peut nous offrir quelque consolation, il faut que nous nous soumettions à la volonté de Dieu et que nous adorions ses décrets!** » Et il signait « L'ancien professeur de plusieurs d'entre vous. »

La digne épouse de Barthélemy Monteuuis, Geneviève Broutta, avait pour les malheureux la même sollicitude que lui et se faisait son auxiliaire dévouée ; parfois même, devançant ses désirs, elle encourait de doux reproches. La bonne dame visitait, deux fois par semaine, les malades et les pauvres et leur distribuait les secours que réclamait leur

état. Plus souvent elle les recevait au pensionnat, et ne sachant résister au cri de leur misère, elle prenait sur les repas du midi ou du soir pour subvenir à leurs besoins. « Mais il ne restera plus de soupe, observait son mari voyant qu'elle remplissait la marmite des mendiants. — On mettra un peu d'eau, répondait-elle; nos élèves peuvent bien faire avec nous la charité à des gens qui, après tout, sont plus malheureux qu'eux. » Les pauvres, craignant d'être rebutés par le domestique, s'adressaient à une petite fenêtre qui s'ouvrait sur la rue; ils y frappaient discrètement et Geneviève répondait à leurs instances. Barthélemy souriait bien un peu; mais sa propre charité devait lui faire pardonner les charitables excès de son épouse. Les pauvres leur en savaient gré à l'un et à l'autre et ils ne les désignaient que sous le nom de *bienfaiteur* et de *bienfaitrice*.

C'est à cette école de science et de vertu que les enfants du pays vinrent se former pour la plupart. Dans la simplicité de son cœur et la droiture de son jugement, Barthélemy employait, vis-à-vis d'eux, tous les moyens d'éducation que la pédagogie moderne applique avec plus d'ostentation : il éclairait les esprits par la sagesse de ses préceptes, exerçait les volontés par une discipline ferme et suivie, et touchait les cœurs par l'expansion de sa bonté ; enfin, il assurait le succès de cette éducation par la dignité de sa vie et les vertus qui brillaient dans toute sa personne.

Ainsi l'éducation donnée à Marquise était à la hauteur de l'instruction qu'on y recevait. Barthélemy ne considérait pas seulement l'école comme une vallée abritée où l'enfant grandit dans la science et dans la piété, loin de l'erreur et du vice ; pour lui, l'école était avant tout l'apprentissage de la vie. Tout en formant l'esprit et le cœur, il cherchait à mûrir et à aguerrir la volonté par de fortes convictions et par des habitudes d'ordre et d'énergie. Il voulait élever des hommes capables, selon le mot de saint Paul, de vaincre

le mal dans le bien; et, devançant, sur ce point encore, les aspirations de la pédagogie moderne, il appliquait déjà le programme formulé par Herbert Spencer disant : « Le » but de l'éducation est de former un être apte à se gouverner » lui-même, non un être apte à être gouverné par les » autres. »

VI

Les dernières Années

En 1846, Barthélemy Monteuuis atteignit sa soixante-douzième année. Il aurait aimé poursuivre sa grande œuvre d'Éducation, ou, du moins, la confier à l'un de ses fils, mais celui qui avait persévéré dans la carrière de l'enseignement avait fondé à Bourbourg un établissement qui était en pleine prospérité. Les forces du vieil instituteur déclinaient et la bonne Geneviève ne pouvait plus suffire à l'entretien d'une aussi vaste maison. Les deux vieillards se retirèrent chez leur fils Henri.

Au cours de sa carrière de maître de pension, Barthélemy n'avait réalisé aucune économie; au contraire, il y avait eu, pour le père de famille et pour l'instituteur, des jours pleins d'angoisses. Témoin cette lettre de son fils Isidore, exhortant un de ses frères à venir en aide à leurs parents, réduits à une situation pénible à la suite du choléra de 1832. « Le bonheur si doux de sauver l'honneur de ses parents malheureux, de rendre le repos à un père et à une mère qui ont si bien mérité d'être servis dans leurs vieux jours, la bénédiction de Dieu qui partout promet de récompenser au centuple, même dès ce monde, la piété filiale!... Oh! laisse-toi toucher, mon cher, par ces considérations. Il y va de l'honneur et de la félicité de ceux à qui nous devons tout. Maman me dit que papa ne dort plus, qu'il est comme rompu d'inquiétudes continuelles! Leur avenir est entre tes mains. Sois le

sauveur de tes père et mère, et le Ciel continuera à te bénir.»

Les enfants, qui étaient pieusement intervenus en faveur de leurs parents dans toutes ces circonstances difficiles, entourèrent leur vieillesse de soins persévérants et délicats. Isidore, le doyen de Guines, mieux placé pour juger de la situation, fut auprès d'eux le représentant de toute la famille. Il s'entendit avec ses frères et sœurs pour leur assurer une vieillesse douce et tranquille. Par une attention toute filiale, il leur ménagea la jouissance d'un vaste jardin situé dans les faubourgs de Marquise; ainsi, le vieillard s'apercevait moins de l'exiguité de l'habitation où il s'était confiné. Le cœur du fils lui inspira de procurer à son vieux père l'illusion qu'il suffisait lui-même à ses besoins, en obtenant, pour ce vieux serviteur de la ville et du pays, un modeste débit de tabacs, dont le revenu permettait de faire face aux nécessités de sa modeste existence. Ainsi, grâce à la reconnaissance de ses enfants, le vénérable maître de pension trouvait un doux repos, après les labeurs et les travaux d'une vie éprouvée; ainsi se réalisait pour lui cette sentence écrite sur la plupart de ses ouvrages : *Erudi filium tuum; et refrigerabit te... et dabit delicias animæ tuæ.* Élevez bien vos enfants, et ils seront la consolation et la joie de votre cœur. »

Le patriarche de l'enseignement était plus particulièrement heureux de voir ses enfants payer tour à tour leur tribut à la noble carrière de l'enseignement. « Tous mes enfants ont enseigné, à l'exception d'un seul, écrit-il, et il est sorti de mon école des professeurs de langue française qui enseignent encore avec succès en Angleterre et en France. » — « Tous mes enfants et petits-enfants parlent l'anglais, remarque-t-il encore avec joie. » Ses amis et ses compatriotes pensaient comme lui et le félicitaient hautement du succès de ses fils. « Ce qui fait grand honneur à M. Monteuuis, témoignait le procès-verbal de la séance publique de la *Société d'Agriculture, du Commerce et des Arts de la ville de Boulogne,* tenue le 7 juillet 1820, c'est que plusieurs de ses enfants suivent avec succès la carrière de l'enseignement. C'est un tableau de famille, qui ne peut qu'intéresser vivement le cœur et l'esprit.»

— Joséphine, sa fille aînée, avait été chargée de l'éducation des nièces du major-général lord Somerset. Son fils, Marc-Ferdinand, après avoir été professeur à la grande Institution du docteur Firminger, à Edmundton, avait fondé, en 1819, une pension à Bourbourg (Nord). Son fils Isidore s'était établi à Guines dès l'année 1818 et y avait exercé pendant trois ans; puis, en 1821, il était entré dans les Ordres, et était revenu dans cette même ville, en 1834, en qualité de doyen. Le bon vieillard suivait avec bonheur les travaux de ces deux fils et applaudissait à leurs succès : il était fier de son fils, doyen de Guines et chanoine d'Arras; et il était heureux d'espérer que la mission de sa famille se perpétuerait chez le maître de pension de Bourbourg, dont le fils Ferdinand venait d'obtenir son diplôme de bachelier et son brevet du degré supérieur (1). Le moindre événement dans la famille, les succès scolaires surtout, l'intéressaient au plus haut point. Les prix remportés par son petit-fils Auguste, la médaille obtenue par son fils Louis, pour un sauvetage opéré dans des circonstances critiques (2), tout était une source de satisfaction pour ce père dont la vie entière avait été inspirée par l'amour de ses enfants.

Sans être privés des soins et de la tendresse de leurs parents, ceux-ci avaient bénéficié de la formation et de la vie régulière qui fait la supériorité de l'internat et qui donne aux enfants l'habitude de l'obéissance, de l'abnégation et de la charité, les préparant ainsi à tous les sacrifices de la vie sociale.

Barthélemy pouvait reposer sur sa famille un regard de

(1) Le 17 mars 1859, une année avant sa mort, Marc-Ferdinand se démettait en faveur de son fils Ferdinand, qui avait partagé ses travaux depuis l'année 1844. M. Ferdinand Monteuuis enseigne encore aujourd'hui, et deux de ses fils se sont également consacrés à l'instruction de la jeunesse dans les collèges catholiques et les séminaires. (Septembre 1896.)

(2) Louis Monteuuis, en habit et cravate blanche, passait sur le port de Boulogne, se rendant à une soirée, lorsqu'il entendit des cris. Un jeune Anglais avait manqué la passerelle du paquebot et était tombé dans le bassin. La gouvernante chargée de l'enfant était folle de douleur. Louis arrive, se jette à l'eau et ramène l'enfant. C'était le fils du général Hawker, qui, en témoignage de reconnaissance, donna un magnifique diamant au sauveur de son fils.

douce complaisance, recueillant, à l'automne de sa vie, les fruits que lui-même avait semés dans sa jeunesse.

Cependant le courageux vieillard cherchait à se rendre utile dans la mesure de ses faibles forces. Malgré son grand âge et les circonstances qui l'avaient fait quitter sa maison d'éducation, il n'avait pas renoncé à instruire. Réunissant quelques enfants de ses amis dans sa cuisine, autour d'une pauvre table de bois, il leur consacrait jusqu'à sept heures par jour. Il relisait, perfectionnait ses livres classiques, ajoutant chaque jour les observations de sa longue expérience. « J'en ai revu la majeure partie, écrivait-il à la fin de l'année 1847, et je vous dicte journellement ceux que je n'ai pas encore revus. Puissè-je me bien porter quelques années encore pour terminer les corrections, additions, ou suppressions que je jugerai utile de faire. »

Les habitants de Marquise, ses amis et sa famille, avaient gardé à Barthélemy Monteuuis une vénération mêlée de respectueuse estime et d'affectueux dévouement. Une occasion se présenta de manifester hautement cette sympathie universelle. Barthélemy Monteuuis et Geneviève Broutta venaient d'atteindre la cinquantième année de leur mariage. Force leur fut de céder aux instances de leurs compatriotes et de leurs parents, en célébrant solennellement leur jubilé. La fête fut fixée au 14 décembre 1846. La neige tomba en très grande abondance pendant les journées du samedi 12 et du dimanche 13; les parents d'Angleterre ne purent traverser le détroit, ni ceux de Saint-Pol franchir la distance qui les séparait de Marquise ; le plus proche voisin, Isidore, doyen de Guînes, ne trouvant aucune voiture qui osât s'aventurer sur la route, dut venir à pied. Les habitants de Marquise s'empressèrent de combler ce vide. Mais laissons la parole au vénérable jubilaire lui-même. « Au premier coup de cloche, une foule de Marquisiens et d'étrangers stationnaient depuis la place jusqu'à l'église, encombrant les rues par où devait passer le cortège. Les vingt-six personnes qui le formaient eurent peine à se frayer un passage et à s'avancer jusque dans le chœur. Dès que nous fûmes entrés, notre société philarmonique se fit entendre. Mon fils,

le doyen de Guines, célébra la messe au cours de laquelle les musiciens exécutèrent plusieurs morceaux. A l'élévation, une de mes filles et la plus âgée de mes petites–filles chantèrent un *O salutaris*. A l'issue de la messe, le doyen de Guines prononça un discours qui fit couler nos larmes et celles de l'assistance tout entière.

» Le repas fut très gai, comme on peut le croire. Nous étions au comble du bonheur. Avec quelle satisfaction nous contemplions cette belle famille, composée de nombreux enfants et petits–enfants, si bons, si aimants, si instruits ! Les personnes qui sont pères et mères d'une grande famille me pardonneront cet épisode un peu étendu sur la cinquantaine : Que voulez–vous? La vieillesse est bavarde. *Senectus loquax*. Quand on a vu, comme ma femme et moi, tant de choses extraordinaires, on aime à en parler, on aime surtout à se reporter à cette touchante cérémonie et l'on goûte une joie suave que l'amour paternel seul peut apprécier. »

Le doyen de Guînes nous a redit la joie du vénérable jubilaire dans une lettre à sa sœur. « La fête anniversaire de la cinquantième année de mariage a été fort belle; mais elle s'est trouvée incomplète parce que ni vous, ni Ferdinand, ni Victor, ni Caroline, n'avez pu y assister. Nous vous avons beaucoup regrettés. Tout Marquise s'était porté à l'église. La musique de la garde nationale a joué divers morceaux, et notre sœur Geneviève a chanté. Cette musique, venue d'elle-même sans invitation, et ce nombreux concours, nous ont fait voir combien le cher père et la chère mère sont aimés de leurs concitoyens. Le dîner était une espèce de pique-nique où nous avions apporté chacun notre plat. Au dessert, j'ai chanté une longue chanson comique intitulée *le Daguerréotype du Jubilé*, où se trouvent reproduits les portraits de tous les fils et gendres. Je vous envoie cette chanson par le même courrier. On a beaucoup ri, et papa et maman paraissaient rajeunis de vingt ans. Ils l'auraient été de quarante si vous aviez été là tous deux avec Ferdinand et Victor. »

Le Jubilé, hélas, est trop souvent le couronnement de la vie ; il annonce que la fin est proche. En effet, Barthélemy et Geneviève ne survécurent pas longtemps à ce beau jour. Le 7 décembre 1848, Geneviève mourait entre les bras de

son époux désolé, et sous la bénédiction de son cher fils Isidore. « Elle a fait tant de bien dans sa vie, écrivait celui-ci à l'un de ses frères, consolant à la fois sa douleur et celle de toute sa famille ! Elle a souffert depuis six mois les douleurs de sa maladie avec tant de résignation ! Elle a reçu les sacrements avec une foi si vive que nous devons espérer que, riche en bonnes œuvres et épurée par ses souffrances, elle a droit au bonheur des élus. Toutefois, unissons nos prières et nos larmes pour appeler sur elle les miséricordes de Dieu. »

Son époux, privé de cet appui, se sentit décliner et fléchir. On ne vit pas ensemble pendant plus de cinquante ans sans contracter des habitudes qui ne se brisent pas impunément. Un mois après, Barthélemy était atteint plus sérieusement de l'asthme dont il souffrait depuis quelques années déjà. Le 26 février 1849, écrivant une longue lettre à son fils et lui reprochant d'être indisposé : « Il n'est permis d'être malade, observe-t-il, qu'à une personne qui a atteint ses soixante-quinze ans, samedi dernier, au jour et à l'heure où notre jeune république en avait un. » Quelques jours après, révélant toute sa faiblesse, il ajoutait : « Je n'ai plus ni force, ni haleine... je ne puis sortir sans ma crochette et avec beaucoup de précautions, car si je tombais, ce qui m'est arrivé une fois, je ne me relèverais pas sans aide. »

La fin approchait. Le 27 mars 1849, Isidore fermait les yeux à son digne père, et annonçait la triste nouvelle à toute la famille.

L'émotion fut grande à Marquise lorsqu'on apprit la mort du vénérable patriarche dont le souvenir était si mêlé à l'histoire de toutes les familles. La ville fut fidèle à le célébrer par ses regrets en ce jour de deuil, comme elle l'avait acclamé par ses chants au jour de son heureux jubilé. « Notre bourg » vient de perdre un de ses citoyens les plus estimés et les » plus recommandables, rapportait le *Journal de Boulogne*. » M. Monteuuis-Broutta, ancien chef d'Institution, vient de » mourir dans un âge avancé. Peu d'hommes ont eu une » carrière aussi remplie. Après avoir servi, lors de la réqui-

» sition, dans la marine et dans l'armée de terre, il fonda » et dirigea deux maisons d'éducation, se dévouant pendant » un demi siècle avec un zèle au-dessus de tout éloge. Tous » les habitants de Marquise et des alentours avaient été ses » élèves. »

Ceux qui avaient bénéficié de ses leçons ou de son amitié, se firent un devoir d'exprimer leur reconnaissance sur la tombe du vieux maître. L'éloge inspiré par le souvenir et par les œuvres de Barthélemy Monteuuis nous fera mieux comprendre la mission qu'avait accomplie à Marquise, dans le pays de Boulogne, de Calais et de Saint-Omer, l'instituteur de 1810, auquel les générations venaient rendre un pieux hommage.

M. Auguste Broutta, avocat à Saint-Omer, dans un premier discours, résuma les vertus qui avaient caractérisé le maître de pension. « La tombe ne se fermera pas sur ta dépouille mortelle, homme digne et respecté, sans qu'un de tes anciens élèves n'accomplisse un pieux devoir, celui de la reconnaissance, en disant à tous ce que fut ta vie, toute de *travail*, de *désintéressement* et d'*honneur*. Pendant quarante années, tu répandis dans ce pays le bienfait d'une éducation religieuse et morale et d'une instruction solide ; pendant quarante années, la fortune te tendit la main, mais tu ne l'écoutas pas : tu ne pouvais pas spéculer, sur ceux que tu nourrissais, soignais et chérissais, comme tes propres enfants. Personne ne soulagea plus que toi la misère du pauvre; aussi ta maison fut-elle appelée, à juste titre, *la maison du bon Dieu*. Pendant quarante années, tu sus te concilier l'estime et la considération de tous par la noblesse de ton caractère, la droiture de tes sentiments, la loyauté de tes relations. Aujourd'hui tes nombreux amis, tristes et recueillis, sont venus te rendre un dernier témoignage. Les sentiments que j'exprime sont ceux de tous; et il n'en est pas un qui n'éprouve au fond du cœur des regrets sincères et ne garde de toi un souvenir ineffaçable. Dieu te tiendra compte de tant de vertus. Dors en paix, digne vieillard, et reçois nos derniers adieux. »

Au nom de la ville de Marquise, M. Pollet, juge de paix, vint joindre l'hommage des amis et des compatriotes à celui des élèves reconnaissants. Il redit à son tour les bienfaits dont la contrée était redevable à cet éducateur dévoué qui avait fait faire le premier pas dans la carrière à tant d'hommes, aujourd'hui l'honneur du pays et de la société. « Cette haute mission de l'enseignement, M. Monteuuis sut la comprendre et la rehausser encore par la dignité de sa personne et l'ardeur de son dévouement. » — « L'austérité de » ses principes, la sagesse de ses leçons, l'entraînement de » ses exemples, tout convergeait au même but : former l'in- » telligence aux règles du jugement, discipliner la volonté » aux exigences de l'honneur et du devoir, et ouvrir le cœur » aux pieux sentiments qui font la joie des familles. — L'en- » fant, sous son habile direction, apprenait à devenir un » homme, et un homme de bien ; car la morale la plus pure, » puisée aux sources de la religion, formait le complément » d'une solide éducation. » — « Dignes enfants, poursuivait » l'orateur, s'adressant à la famille du défunt, vous à qui la » Providence a départi les dons de l'esprit et la bonté du » cœur comme une récompense accordée dès ce monde à » votre père, ah ! sachez-le, nos regrets ne sont pas moins » amers que les vôtres et nos larmes s'unissent à vos larmes, » car il était notre bienfaiteur à tous, lui, et votre digne mère, » dont l'active charité soulagea tant de misères. Ces deux » existences se sont éteintes ici-bas pour revivre glorieuses » au sein de la divinité, mais leur passage est à jamais » marqué parmi nous par le souvenir impérissable de leurs » exemples et de leurs bienfaits. Adieu, cher et vénéré vieil- » lard, recevez là haut le prix de vos vertus. Adieu ! »

L'épitaphe qu'on lit encore aujourd'hui sur la tombe de Barthélemy Monteuuis et de Geneviève Broutta, rappelle les vertus du vieux professeur et celles de son épouse : pourquoi séparer dans la louange ceux qui avaient été si intimement unis dans le travail et la vertu ?

Au bien de la jeunesse il dévoua sa vie.
Voyant dans les enfants l'espoir de la patrie

Durant un demi-siècle il a mis son bonheur
A former, à polir leur esprit et leur cœur.
Il leur faisait aimer Dieu, l'honneur, la science,
Et versait la lumière en leur intelligence,
La vertu dans leur âme, en leur parlant du ciel.
Ses élèves en lui retrouvaient un bon père,
Dans sa douce compagne une seconde mère,
Et se croyaient encor sous le toit paternel....
De tous les malheureux leur maison fut l'asile;
Du pauvre, du malade, ils étaient le soutien,
Et, suivant chaque jour la loi de l'Évangile,
Tous deux ont ici-bas passé faisant le bien.

Barthélemy Monteuuis, écrivant ses *Mémoires*, s'accusait d'être trop prolixe, « *Senectus loquax*, la vieillesse est bavarde, » disait-il. Nous aurions plutôt à regretter leur brièveté. Au moment où notre siècle touche à sa fin, on est heureux de recueillir les traditions et les souvenirs qui permettent de compléter son histoire.

Toutefois le *Journal* de Barthélemy a fait plus que rapporter un témoignage, il nous a révélé un caractère, un homme de foi, de justice et de charité vivant à une époque égoïste, cruelle et impie. Dès 1791, il reste fidèle au Dieu de sa jeunesse en refusant de souscrire à la Constitution schismatique du clergé; plus tard, victime d'injustices criantes, il cède à la violence des commissaires de la Révolution, mais laisse échapper le cri de sa conscience indignée; ruiné par le vol, les confiscations et les banqueroutes, il ne permet pas que d'autres portent le poids de son malheur, et, pendant de longues années, il travaille et économise pour acquitter les dettes contractées en ces temps malheureux; enfin, loin de s'aigrir contre l'humanité pour lui faire payer les crimes des hommes, il trouve dans sa conscience assez de mansuétude et de sérénité pour se dévouer à l'œuvre de bienfaisance qu'il avait rêvée aux jours de sa jeunesse et de son adolescence.

Ainsi, c'est autant par ses œuvres que par son caractère

que ce patriarche mérite de fixer notre attention. Il ne se contenta pas de laisser à ses concitoyens le souvenir d'un homme juste et droit, il marqua sa place par une grande œuvre, fondant de sa propre initiative et de ses seules ressources, deux pensionnats qui jouèrent leur rôle dans l'histoire du pays et la restauration de l'enseignement pendant la première moitié de ce siècle.

Par son exemple et par ses services, Barthélemy Monteuuis exerça une véritable mission. Convaincu des avantages de l'instruction, il se dépensa tout entier à procurer à sa famille et à ses concitoyens ce bienfait, trop rare à son époque : mission sacrée d'un apôtre du bien qui fait passer de son cœur au cœur de tous l'amour de la vérité et de la vertu, de la Patrie et de la Religion.

G. MONTEUUIS.

LES

ÉTATS GÉNÉRAUX DE LANGUEDOC [1]

La révocation de 1649 avait été accordée au nom du roi « en connaissance de cause et de bon gré. » Il n'y avait donc aucune raison de la supprimer, la province ayant toujours montré la plus grande fidélité au roi, et n'ayant manqué à aucun des devoirs qui lui étaient imposés par la tradition ou les traités.

Aussi, après ce rapport, les États délibérèrent « qu'ils ne pouvaient consentir au rétablissement de l'édit de Béziers, comme contraire aux privilèges et aux libertés de la province. »

Le roi fit déclarer qu'il ne se départirait de sa résolution que si les États votaient deux millions de livres pour 1659, et autant pour les trois années suivantes ; qu'il entendait que les dépenses pour les étapes, les garnisons et la garde des côtes fussent payées en dehors de cette somme, et qu'il « espérait que les États lui feraient un présent pour les frais de ses noces et pour sa première entrée dans la province, présent qui ne pourrait être moindre d'un million. »

Il y eut, à la suite de ces déclarations, dans certaines villes, une grande consternation ; dans d'autres, un vif mécontentement, et dans plusieurs une irritation voisine de la révolte. Une atteinte portée aussitôt après aux privilèges de Toulouse parut une provocation. Le 26 novembre, les magistrats en fonctions, qui devaient présider à la nomination de leurs successeurs, reçurent une lettre de cachet, qui dési-

(1) V. *Revue de Lille,* Septembre 1894.

gnait les huit capitouls pour l'année suivante. Protester et résister parut également dangereux. Quelque insolite que fût cette désignation, les capitouls en exercice et les habitants se résignèrent. Le roi avait dit à leurs successeurs qu'il « leur avait donné la conduite d'une ville qui lui était fort chère et fort considérable, et qu'il le leur témoignerait dans toutes les occasions. » La nouvelle municipalité fut installée le soir même, et on lui signifia aussitôt des lettres patentes qui ordonnaient la révocation de l'abonnement des tailles et la création d'un établissement pour l'amortissement des dettes de la communauté. On ne s'attendait pas à des mesures aussi contraires aux privilèges de la province, et leur signification produisit une émotion profonde chez ceux-là même qui devaient à l'autorité royale leur élévation dans les fonctions municipales.

L'agitation des esprits fit cependant reculer le ministre, qui avait toujours montré une vive animosité contre la province. On négocia, et comme Mazarin comprit qu'il ne vaincrait pas la résistance des représentants d'un pays si jaloux de ses libertés, il n'hésita pas à tout accorder. Les négociations aboutirent à un traité en vingt-deux articles. Les États s'engageaient à fournir un don gratuit de trois millions de livres. Le roi promettait de son côté :

Que la province serait exemptée du passage et du logement des troupes ;

Que les lieux attribués au présidial de Foix, et qui appartenaient au Languedoc, reviendraient à la province ;

Que la taxe établie sur les notaires par l'édit du 14 avril 1657 serait révoquée ;

Que ce qui n'avait pas été payé du don gratuit de l'année précédente ne serait pas réclamé ;

Que les péages sur le Rhône à l'entrée et à la sortie seraient supprimés ;

Que l'augmentation sur le sel serait abolie ;

Que les clauses de divers édits préjudiciables aux intérêts de la province, ou contraires à ses libertés, n'auraient plus aucune force ;

Que les jouissances des pâturages, des patus et des bois seraient rendues aux communautés qui en avaient été privées;

Que la révocation de l'édit de Béziers, faite en 1649, était confirmée, et que la province, les villes et les communautés, quels que fussent les actes extérieurs, étaient rétablies en tous leurs droits, libertés, exemptions et privilèges;

Que nulle imposition, de quelque nature qu'elle fût, ne serait établie par édit;

Que, pour réparer autant que possible les préjudices portés aux individus et aux corps par la cavalerie et l'infanterie qui accompagnaient le roi, une somme de 300,000 livres serait retenue par le trésorier de la province.

Une clause dut coûter à la susceptibilité du ministre et à l'orgueil de Louis XIV, et il est vraisemblable qu'elle fut longuement débattue. Les commissions pour la levée des impôts dans la province ne devaient être délivrées par l'archevêque de Narbonne, que lorsque les édits de révocation et les actes qui devaient les accompagner seraient entre ses mains. En vérité, les États parlaient comme des maîtres et le pouvoir royal s'inclinait devant eux.

Au mois de décembre 1659, le roi donna à Toulouse un édit qui confirmait cette convention, qu'il appela, dit-on, « sa capitulation de Toulouse. » Les droits, franchises, exemptions, libertés, privilèges pour lesquels on avait si souvent, si ardemment et si patiemment combattu, avaient la sanction royale, et la province devait à ses États cette victoire pacifique.

Cet édit ne contribua pas peu à gagner au jeune et brillant souverain tous les cœurs. Il s'était montré bon, aimable, généreux, accessible à tous, surtout aux malheureux, et les témoignages multipliés de sa piété furent l'objet d'une universelle édification.

Au mois de janvier, il quitta la province pour aller châtier Marseille, qui s'était rendue coupable de troubles et de désordres, laissant le Languedoc tranquille et fier de sa victoire.

Les États se montrèrent comme à l'ordinaire, magnifiques dans leurs gratifications. Le duc d'Orléans eut pour sa part 80,000 livres. Il mourut à Blois dans les premiers mois de 1660, peu estimé pour son caractère, regretté cependant de la province à laquelle il n'avait point fait de mal, pendant son long gouvernement.

* * *

Le prince de Conti, qui lui succéda, ne dit pas un mot de lui à l'ouverture des États à Pézénas, le 24 janvier 1661. Il annonça que la province devait faire de nouveaux sacrifices pour consolider les bienfaits de la paix. La harangue de l'intendant fut pleine d'allusions et d'une phraséologie aussi vide que pompeuse. C'était son habitude. Peut-être en cette circonstance fut-il plus ridicule qu'à l'ordinaire, parce qu'il avait à parler de la mort de l'oncle du roi et de la visite faite à la province par Louis XIV. C'était une double occasion de parler en courtisan, et par conséquent de se jeter dans les exagérations.

La déclaration de Toulouse fut enregistrée par les États, et aussitôt après, se produisit un de ces retours offensifs que l'histoire des États présente si fréquemment. On allait s'occuper des enchères de l'équivalent (1). Le prince de Conti et les commissaires du roi demandèrent à y assister.

Les États se retranchèrent derrière leurs privilèges, et protestèrent que s'ils admettaient le prince, ce serait uniquement en considération de sa qualité, et non comme exerçant un droit. Ainsi se trouva trompé l'espoir du ministre, qui voulait, par cette prétention, affaiblir les États, les placer sous la surveillance de ses commissaires, ou parvenir à s'emparer de l'équivalent.

(1) Les États avaient, en 1356, accordé au roi Jean la levée exceptionnelle, pour une année, de six deniers par livre, sur les denrées et marchandises. Cette levée fut continuée et prit le nom d'aides. En 1443, ces aides furent abolies et remplacées par un droit sur les marchandises comestibles. On lui donna le nom d'équivalent, et les États se réservèrent le droit de le mettre en adjudication. Le roi prétendait surveiller cette opération, parce qu'il percevait un préciput sur le produit. De là des conflits fréquents.

Les Etats votèrent la somme destinée au paiement des garnisons et des mortes-paies. Ils firent exécuter des travaux importants, et protestèrent contre les excès du fermier général de la gabelle. Ils témoignèrent de leur reconnaissance pour le duc d'Orléans, en offrant à sa veuve 25,000 livres. Le prince de Conti demanda que l'on diminuât la gratification qu'il devait recevoir comme gouverneur. Elle fut réduite à 60,000 livres; mais les États, en offrant de leur propre initiative 25,000 livres à sa femme, la maintinrent au taux ordinaire. Ils avaient offert, pour le don gratuit, 600,000 livres. Le prince de Conti dit que le roi ne se contenterait pas d'un million. C'est cette somme qui fut votée, à la condition que toutes les libertés de la province seraient garanties.

Mazarin était mort le 9 mars 1661. Les États firent célébrer pour lui, comme ils venaient de le faire pour le duc d'Orléans, un service solennel.

Des vers satiriques et des sonnets en langue romane furent distribués aux membres des États, dans l'église même. On se vengeait ainsi de l'hostilité du puissant ministre. Ce n'était pas seulement à Paris, et pendant les troubles, que l'on écrivait et que l'on faisait circuler des *mazarinades*.

* * *

Les États furent réunis deux fois en 1662. La première session s'ouvrit à Béziers le 3 janvier. Le don gratuit fut élevé à 1,500,000 livres. On s'occupa de la réparation des ports, des facilités à donner au commerce, et de l'amélioration des ports et des *graux*.

La question religieuse suscitait des troubles continuels dans les villes où les protestants étaient en assez grand nombre. Le récit de ces luttes constitue la plus grande partie de l'histoire du Languedoc, depuis 1527 jusques à la fin du règne de Louis XIV. Les États montrèrent toujours une grande tolérance, malgré des menaces et des attentats multipliés. A la suite de prétentions excessives et d'entre-

prises audacieuses, ils crurent devoir, cette année, provoquer une mesure qu'ils jugèrent propre à décourager les protestants. Ils envoyèrent à la cour le baron de Lanta, pour demander la réunion de la Chambre de l'édit, qui siégeait à Castres, au parlement de Toulouse. Cette Chambre, mi-partie, connaissait des causes de la province entre protestants et catholiques. Elle avait été créée pour inspirer de la confiance à tous, et assurer l'impartialité dans la distribution de la justice, mais l'influence protestante y dominait. Son premier président, ses avocats généraux, ses conseillers, ses greffiers, ses huissiers étaient fixés à Castres, tandis que le personnel catholique se renouvelait tous les ans. Les États persistèrent dans leur demande de réunion, et la Chambre de l'édit, transférée en 1669 à Castelnaudary, fut supprimée en 1679, à la veille de la révocation de l'édit de Nantes.

La seconde session des États fut ouverte le 4 novembre, à Pézénas. Le prince de Conti exhorta l'assemblée à mettre toute sa confiance dans la bonté du roi, qui saisirait toutes les occasions de faire du bien à la province. Claude de Bezons fit de l'érudition comme à l'ordinaire, et à son exemple, l'évêque de Castres, nommé à Toulouse, d'Anglure de Bourlemont, cita longuement Horace. Les États accordèrent 1,400,000 livres, au lieu de 2,500,000 qui étaient demandées, et y en ajoutèrent 200,000 pour le rachat de Dunkerque. Ils votèrent des réparations aux graux de La Nouvelle et de Vendres, s'opposèrent à la construction d'un canal de Beaucaire à Aigues-Mortes, et contribuèrent à la réédification de la cathédrale de Pamiers, détruite par les protestants.

* * *

La réunion des États de 1663 eut lieu le 6 décembre, à Pézénas. Le don gratuit fut de 1,400,000 livres. On rejeta tout subside pour le canal de Beaucaire à Aigues-Mortes, et, malgré quelques démonstrations favorables, on n'accorda pas à la construction du canal de jonction des deux mers le

concours auquel avait droit une entreprise dans laquelle était engagés les plus grands intérêts.

On avait tenté, sous le règne de François Ier, d'établir une voie navigable entre l'Océan et la Méditerranée. Les troubles civils et religieux du XVIe siècle ne permirent pas de donner suite à cette entreprise. En 1604, le connétable de Montmorenci, gouverneur de la province, ordonna d'étudier le projet. En 1614, les députés du Languedoc aux Etats-généraux exposèrent que l'exécution serait facile et très avantageuse. Richelieu, pendant son séjour dans le Languedoc en 1632, eut l'ambition d'unir les deux mers, mais par un tracé différent de celui qui, jusqu'alors avait paru le meilleur. L'année suivante, il adoptait les conclusions d'un mémoire relatif à la construction d'un canal commençant à la Garonne, et se prolongeant par l'Aude, rendu navigable, jusqu'à la Méditerranée. Un bail fut passé en 1636 par le conseil d'État avec un entrepreneur, mais les travaux ne furent pas même commencés. Un projet qui consistait à conduire à Toulouse les eaux de l'Ariège parut impraticable.

A la fin de 1662, Pierre-Paul Riquet, baron de Bonrepos, écrivit à Colbert pour lui faire part du plan d'exécution d'un canal destiné à joindre la Méditerranée à l'Océan, et à rendre plus actives et plus faciles les relations commerciales entre les différentes parties de la province et au dehors. Il connaissait le point de séparation des deux bassins, qui est aux pierres de Naurouze ; il avait trouvé dans la montagne noire les eaux nécessaires à l'alimentation du canal, et indiquait le moyen de les conduire à l'endroit où elles pourraient se partager dans une double direction. Le projet était séduisant et paraissait facilement réalisable. Un arrêt du conseil, en date du 18 janvier 1663, ordonna que l'examen en serait fait par les commissaires du roi auprès des États, et par ceux que les Etats choisiraient eux-mêmes. La vérification fut faite avec le plus grand soin, et elle produisit la conviction que l'entreprise était, non seulement possible, mais encore facile. Cependant les commissaires déclarèrent que, « comme il ne serait pas juste d'entre-

prendre un dessein de cette importance, soit pour la gloire du roi, soit pour la dépense qu'il y a à faire, sans être convaincus, par une démonstration plus certaine que le raisonnement, celle de l'expérience, ils croyaient que l'on pourrait faire un canal de deux pieds de largeur, pour faire couler un filet de la rivière de Sor, jusqu'au point de partage à Toulouse et à Carcassonne, afin qu'étant persuadés par cet essai, dont la dépense serait médiocre, on pût entreprendre hardiment le plus avantageux ouvrage qui ait jamais été proposé. »

Les États dédommagèrent les commissaires chargés par eux de la vérification, mais en déclarant qu'ils ne voulaient pas être obligés de faire d'autres dépenses, « n'y voulant plus rien contribuer en aucune manière que ce soit. » Ils ne restèrent pas, heureusement pour eux et pour la province, fidèles à cet engagement, et se montrèrent bientôt plus généreux. Il est vraisemblable que la réserve qu'ils montraient venait de l'attitude du prince de Conti et du langage de l'intendant. Ils prétendaient tout rapporter au roi, en comptant que la province ferait les frais de l'entreprise. Aussi le député de Béziers proposait-il, lorsque l'œuvre serait achevée, d'ériger un monument avec cette inscription : « Ce canal a été inventé et exécuté par le sieur de Riquet, payé par le peuple et permis par le roi. »

Le succès de l'expérience demandée par les commissaires avait été complet. L'édit de création fut rendu en octobre 1666. Le canal devenait un fief dont la propriété serait concédée, à charge d'entretien. Le tracé de la première partie, jusqu'à Trèbes, était arrêté. Celui de la seconde devait être déterminé par le choix du port où elle devait aboutir : La Nouvelle, La Franqui ou Cette. C'est la détermination de ce port qui avait motivé l'opposition des États.

Dans la seconde session des États qui fut ouverte à Béziers, le 25 novembre 1666, par le prince de Conti, l'intendant demanda de plus fortes sommes pour la création du port de Cette et l'exécution du canal du Midi. L'assemblée fit remarquer que la province venait d'être cruellement

éprouvée par la rigueur du froid qui avait tué presque tous les oliviers. Cependant le don gratuit fut élevé à 1,700,000 livres.

Le prince de Conti mourut peu de temps après, à La Grange-des-Prés, près de Pézénas. Les États consignèrent dans leur registre l'expression de leurs regrets. « Cette perte était grande de toute manière pour la province, puisqu'en sa personne elle perdait un prince du sang qui avait toujours paru pour la défense de ses intérêts, et un gouverneur qui avait travaillé jusqu'au dernier soupir, avec beaucoup d'application, pour le soulagement du général et des particuliers de cette province. »

XI

Le duc de Verneuil, fils naturel de Henri IV, succéda au prince de Conti, et fit, le 29 novembre 1666, l'ouverture des États. Il oublia, dans son discours, le prince de Conti, comme celui-ci avait oublié le duc d'Orléans. Claude de Bezons fit, au contraire, son éloge avec la pompe et l'exagération dont il avait l'habitude.

Les protestants avaient été exclus des États généraux du royaume, des assemblées diocésaines et des administrations municipales. Dans la province, ils étaient plus de deux cent mille, et occupaient, en partie ou en totalité, un certain nombre de présidiaux et de municipalités. La Chambre de l'édit était pour eux non seulement une garantie, mais encore un avantage, et les catholiques l'accusaient de grandes complaisances, dont ils auraient été habituellement les victimes. Ils reprochaient à leurs adversaires d'être remuants, ambitieux, toujours disposés à se plaindre, exigeants lorsqu'ils étaient en minorité, et d'une intolérance insupportable lorsqu'ils étaient les plus forts. Aussi les États demandaient-ils avec insistance la réunion au parlement de la Chambre de l'édit, et des mesures de protection pour les catholiques. Le roi publia, le 2 avril 1667, une déclaration en cinquante-

neuf articles, que les protestants considérèrent comme une atteinte à l'édit de Nantes. Sur la demande qui lui fut faite par l'électeur de Brandebourg, protecteur à l'étranger de ses coreligionnaires, il la supprima en 1670, et les protestants gardèrent leurs privilèges, mais sans être plus confiants.

Les Etats accordèrent au roi 2,400,000 livres pour le canal des deux mers. Cette somme, indépendante du don gratuit, qui fut de 1,400,000 livres, devait être payée en huit annuités. Les gratifications furent celles des années précédentes, les Etats les considérant comme nécessaires, et ne pouvant être réduites. Des dépenses considérables furent faites pour les ponts et les chemins, qui étaient, depuis longtemps d'ailleurs, l'objet de la sollicitude des assiettes diocésaines, et qui avaient une si grande importance pour les relations à l'intérieur et au dehors.

Le gouvernement vendait la noblesse, comme les charges du parlement et des offices judiciaires, quand il créait ou augmentait les magistrats. La noblesse procurait, dans la province, moins d'avantages que dans les autres parties du royaume, mais elle était recherchée pour la position honorable qu'elle donnait. Elle résultait de la possession de fiefs et des services militaires, judiciaires ou municipaux; mais il fallait que ces titres fussent reconnus par le pouvoir central. Aussi la noblesse devint-elle vénale après avoir été usurpée. Il y avait des abus, et des édits prétendaient de temps en temps les supprimer. Le ministère faisait procéder à des reconnaissances. Les commissaires, chargés de la recherche des faux nobles, s'établissaient dans la province et vendaient leurs pouvoirs à des traitants qui fournissaient au trésor des sommes considérables. Ceux-ci, pour rentrer dans leurs avances et faire des bénéfices, donnaient à prix d'argent toutes les satisfactions à la vanité. Aussi le nombre des nobles se multipliait d'une manière étonnante. Les États s'émurent de ces abus, et une des conditions auxquelles ils accordèrent, cette année, le don gratuit, fut qu'il serait fait une recherche exacte, afin que ceux-là seulement qui avaient des titres authentiques, fussent réputés nobles.

Colbert promit, mais l'intérêt l'emporta : rien ne fut changé aux procédés contre lesquels on s'élevait, et le nombre des nobles s'accrut considérablement d'année en année.

Les capitouls de Toulouse craignirent que leurs privilèges fussent attaqués. Un arrêt du conseil leur conserva ce qu'une longue tradition leur avait accordé, et, en quittant leur charge, ils continuèrent à être considérés comme nobles, sans avoir à justifier de leurs titres devant les commissaires du roi ou leurs représentants.

Les États assemblés à Montpellier, le 5 décembre 1667, prolongèrent leur session jusqu'au 24 février 1668. Ils accordèrent au roi un don gratuit de 1,600,000 livres. Ils y mirent encore pour condition, que la recherche des faux nobles cesserait, et que les habitants du Languedoc continueraient à jouir, comme de tout temps, du franc alleu. On promit, mais le trafic continua. On y mit seulement plus de réserve.

En 1667, on avait placé solennellement la première pierre du môle de Cette. La première pierre du bassin de Saint-Ferréol, où devaient se réunir les eaux destinées à alimenter le canal, fut bénite dans une grande cérémonie, par l'archevêque de Toulouse. Riquet, qui savait combien il importe de frapper les esprits, renouvela ces fêtes à Toulouse, où le parlement et le consistoire des capitouls se rendirent en cortège imposant à la première écluse qui formait le point de jonction du canal et de la Garonne. Les inscriptions louaient l'entreprise, l'*inventeur* et le roi. Une d'elles prédisait que Toulouse serait le marché des deux mers. La prédiction ne s'est pas réalisée, mais l'œuvre n'a été ni moins grande ni moins féconde pour la province et pour la France.

Le nom des États ne figure ni dans les harangues ni dans les inscriptions. Celui du roi suffisait. Cependant la lame de bronze enfermée à Saint-Ferréol portait le nom de tous ceux qui avaient pris part à la cérémonie. Les États étaient absents. L'archevêque de Narbonne, leur président-né, était en exil. Frère du prodigue et malheureux surintendant,

disgracié en 1661, condamné en 1664 à un bannissement perpétuel qui fut transformé en un emprisonnement à vie, François de Fouquet restait éloigné de tout ce qui touchait au roi. Cette situation dura jusqu'à sa mort. Elle n'explique pourtant pas l'absence du nom des États qui avaient déjà contribué à l'entreprise et qui devaient y contribuer plus libéralement encore.

Le Languedoc était dans une situation lamentable. Les exigences de la cour, plus grandes de jour en jour, réduisaient les populations à la dernière extrémité. Témoin des excès des commissaires chargés de la levée des impôts, Jacques Roure appela, par un manifeste, les habitants du Vivarais à la révolte. Ses bandes s'emparèrent, au cri de Vive le roi! de plusieurs villes du diocèse de Viviers. Elles furent dispersées par le comte du Roure et le marquis de Castries. Les curés intervinrent en faveur des malheureux que la misère avait poussés, et qui se repentaient. Ils sauvèrent les soldats, mais seize chefs ne purent échapper au supplice. Roure espérait obtenir le pardon du roi. Il ne put être admis à demander sa grâce. Il revint dans la province, et ne négligea rien pour intéresser à sa cause le parlement de Toulouse. Dénoncé, il fut saisi, conduit à Montpellier et condamné au supplice de la roue, qu'il subit, du reste, avec courage.

* * *

Quelques jours après, les États se réunirent à Montpellier. Le duc de Verneuil dit, dans son discours d'ouverture, qu'il espérait que l'assemblée « s'efforcerait de surpasser celles qui l'avaient précédée par une conduite respectueuse pour toutes les volontés du roi. » C'était déjà inquiétant.

Le langage de l'intendant fut encore plus significatif. L'évêque de Viviers leur répondit avec tristesse en faisant un tableau des souffrances de la province, dont il était depuis longtemps le témoin. Les rigueurs de l'hiver y ajoutèrent encore. Cependant les commissaires du roi demandèrent 2,400,000 livres, qui devaient être consacrées, avec

d'autres sommes considérables dont le roi disposait, au port de Cette et au canal. La première somme accordée devait être payée en huit années; celle-ci en cinq. Le don gratuit resta fixé à 1,400,000 livres, et les gratifications ne subirent pas de diminution.

Il est impossible de ne pas être frappé de la persévérance avec laquelle le pouvoir central cherchait à diminuer l'influence des États et à rendre leur résistance de plus en plus difficile. Les députés prononçaient, au commencement de chaque session, le serment d'être fidèles au roi et d'embrasser résolument les intérêts de la province. La formule, consacrée par un long usage, était empreinte de cet esprit d'indépendance qui avait toujours animé les habitants du Languedoc depuis leur union à la couronne. Le duc de Verneuil proposa une autre rédaction, sous prétexte que la première avait vieillie, et qu'elle n'était pas d'accord avec la situation présente. Il n'obtint pas tout ce qu'il demandait, et peut-être ne manifesta-t-il des prétentions exagérées que pour avoir le mérite de paraître faire des concessions. Il les obtint en effet. La formule adoptée fut celle-ci :

« Nous, étant en la présence de Dieu, jurons et promettons de procurer de tout notre pouvoir dans cette assemblée le bien du service du roi et le soulagement de la province; de conserver ses droits, libertés et privilèges; de garder et observer les règlements des États, et de ne consentir point qu'il y soit porté aucun préjudice; nous promettons encore de ne révéler directement ni indirectement, de bouche ni par écrit, ce qui sera dit ou fait, qui peut nuire au général de la province et aux particuliers de l'assemblée, et, au cas de contravention, nous nous soumettons aux peines portées par les règlements, et telles autres qu'elle voudra ordonner. Ainsi, Dieu nous soit en aide. »

V. CANET.

L'Imprimeur-Gérant : A. TAFFIN-LEFORT.

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUATORZIÈME VOLUME

SEPTIÈME ANNÉE 1895-1896

DEUXIÈME SEMESTRE

Livraison de Mai.

LUTTES NATIONALES EN AUTRICHE-HONGRIE — LA QUESTION TCHÈQUE ET L'ANTI-SÉMITISME, par M. EUGÈNE DUTHOIT. 5

A TRAVERS LA LITTÉRATURE ESPAGNOLE, par M. l'abbé CLIQUENNOIS. . . 27

UN INSTITUTEUR EN 1810, par M. G. MONTEUUIS. 44

« MORTS SANS BAPTÊME », par M. E. PANNIER. 65

LETTRES DE MAINE DE BIRAN A SA FAMILLE, suite, par M. l'abbé MAYJONADE. 72

BIBLIOGRAPHIE.

R. P. J. KNABENBAUER, *Evangelium secundum Lucam* (Commentaire faisant partie du *Cursus Scripturæ Sanctæ*), par M. le chanoine JULES DIDIOT. 106

L'AUXILIAIRE DU CATÉCHISTE, dictionnaire des mots du catéchisme présentés en tableaux synoptiques, par L. R. 107

MARGIOTTA, *Le culte de la nature dans la franc-maçonnerie. — Le Palladisme*, culte de Satan-Lucifer dans les triangles maçonniques, par M. H. CETTY. 108

Livraison de Juin.

De l'Enseignement scientifique dans les séminaires, par M. l'abbé N. BOULAY. 113

La Science politique au XVIIe siècle — Hobbes et Spinoza, par M. Amédée de MARGERIE. 125

La Jeunesse catholique a Reims, par M. André VANLAER. 157

Un Instituteur en 1810, par M. G. MONTEUUIS. 181

Monuments et Souvenirs de la France a Rome, par M. Léon d'OCTAVE. 200

Livraison de Juillet.

De l'Enseignement scientifique dans les séminaires, par M. l'abbé N. BOULAY. 225

La Science politique au XVIIe siècle — Bossuet et Fénelon, par M. Amédée de MARGERIE. 247

L'Abbé Guillemot, par M le Dr L. SALEMBIER 267

Lettres de Maine de Biran a sa famille, par M. l'abbé MAYJONADE. 287

Monuments et Souvenirs de la France a Rome, par M. Leon d'OCTAVE. 317

Livraison d'Août.

Les Élections de Mulhouse, par M. H. CETTY. 337

Monuments et Souvenirs de la France a Rome, par M. Léon d'OCTAVE. 353

De l'Enseignement scientifique dans les Séminaires, par M. l'abbé N. BOULAY. 382

Lettres de Maine de Biran a sa famille, par M. l'abbé MAYJONADE. 404

Un Instituteur en 1810, par M. G. MONTEUUIS. 425

Bibliographie.

J. Didiot, *Morale surnaturelle fondamentale*, par M. N. B. . . . 445

Livraison de Septembre.

DE L'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE DANS LES SÉMINAIRES, fin, par M. l'abbé N. BOULAY. 449

A TRAVERS LA LITTÉRATURE ESPAGNOLE, par M. l'abbé CLIQUENNOIS. . . 470

UN INSTITUTEUR EN 1810, par M. G. MONTEUUIS. 487

LETTRES DE DIVERS A MAINE DE BIRAN, par M. l'abbé MAYJONADE. . . 500

LA SCIENCE POLITIQUE AU XVIII^e SIÈCLE — MONTESQUIEU, par M. AMÉDÉE DE MARGERIE. 526

BIBLIOGRAPHIE.

Auguste RAMPAL, *De la condition de l'Enfant dans le droit public ancien et moderne*, par M. N. B. 560

Livraison d'Octobre.

LA SCIENCE POLITIQUE AU XVIII^e SIÈCLE — MONTESQUIEU ET J. J. ROUSSEAU, par M. AMÉDÉE DE MARGERIE. 561

A TRAVERS LA LITTÉRATURE ESPAGNOLE — CONCLUSION, par M. l'abbé CLIQUENNOIS. 589

LETTRES DE DIVERS A MAINE DE BIRAN, fin, par M. l'abbé MAYJONADE. . 604

MONUMENTS ET SOUVENIRS DE LA FRANCE A ROME, fin, par M. LÉON D'OCTAVE. 623

UN INSTITUTEUR EN 1810 — LES DERNIÈRES ANNÉES, par M. G. MONTEUUIS. 644

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LANGUEDOC, par M. V. CANET. 657

BIBLIOTHÈQUE INTERUNIVERSITAIRE

— LILLE. TYP. A. TAFFIN-LEFORT. —

CAROLINE (*1818*
(*Gérard Van de Linde*

GÉRARD, *Christiana Cannon)*

CAROLINE+, *(Henry Whisson)*

JUL

au **ISPARD+, ETHEL, SYDNEY + -**

NDICE B

Y MONTEUUIS (1774-1849)

(Catherine Springthorp)

CATHERINE
(Lucien Millet +.

LOUIS, AMELIE, BLANCHE +, FERDINAND.

THE.
Tamboise)

aurice, Paul, André_

ISIDORE (1800), HENRI (1802)
(Felicie Cody)

MARIE +,

JOSÉPHINE (1804), GENEVIÈVE (1807),
(Roger Mullany) (Edouard de Polly)

ALFRED + LAURA_
(Louise Colombine +)

ÉDOUARD, AMÉLIE_
(DunSatteDeenham) (Maxime Quenaville)

AMÉLIE +_

LOUIS (1808),
(Elisa King)

AUGUSTE, EUGÈNE
(Clara Clare) (Catherine Enslie)

LOUIS_

VICTOR (1812),
(Clara Nonjan)

MARIA +,
(Louis Gacquerre)

LOUISE, LOUIS_
(Jean Baptiste Gerlier) (Marie Groult)

Leon, Louis, Clementine_ Louis, Marie_

ADOLPHINE,
(Alexandre Monté)

VICTOR, AMÉLIE_

LÉONCE,
(Elise Hesdin)

VICTOR, ÉMILE_
(Alice Dupuis)

Émile_

VICTOR;
(Hyacinthe Marlier)

SUZANNE, PAULINE_

CAROLINE (1818) _
(Gérard Van de Linde)

HENRI +, GÉRARD.
(Christiana Cannon)

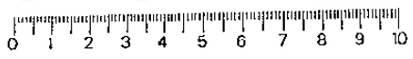
GÉRARD GASPARD, ETHEL, SYDNEY + _

CAROLINE +,
(Henry Whisson)

FRÉDÉRIC +,

ARTHUR +_
(Marguerite Eckhin)

FRÉDÉRIC GÉRARD, HENRI-ARTHUR _



8° Z 11962

TABLE DES MATIÈRES

Traitées dans les 7 Années (tomes I à XIV de la Collection)

qui forment la 1re Série (Nov. 1889 à Nov. 1896)

DE LA

REVUE DE LILLE

Les chiffres romains renvoient au tome de la Collection, les chiffres arabes aux pages. Quand il n'y a pas de chiffres romains devant les chiffres arabes, c'est que ceux ci se rapportent au même tome que celui indique aux lignes précédentes.

Le tire au commencement de la ligne indique que l'article qui commence est du même auteur que celui qui précede.

On a indiqué pour chaque article les numéros mensuels et les années afin qu'on puisse demander à l'éditeur ces divers numéros sans acheter l'année complète.

DIVISIONS DE LA TABLE

1. Ecriture Sainte. — 2. Theologie, Liturgie et Apologétique. — 3. Droit. — 4. Economie politique et sociale. — 5. Philosophie. — 6. Littérature et Critique littéraire. — 7. Histoire, Biographie, Hagiographie. — 8. Géographie. — Voyages. — 9. Arts. — 10. Médecine et Hygiène. — 11 Sciences. — 12. Les Universités Catholiques — 13. Questions scolaires et d'enseignement. — 14. Documents. — Fantaisies. — Variétés. — 15. Bibliographie.

SUEUR-CHARRUEY, Libraire-Editeur. ARRAS

41, Rue de Vaugirard. PARIS

TABLE DES MATIÈRES

Traitées dans les 7 Années (tomes I à XIV de la Collection)

qui forment la 1re Série (Nov. 1889 à Nov. 1896)

DE LA

REVUE DE LILLE

Les chiffres romains renvoient au tome de la Collection, les chiffres arabes aux pages. Quand il n'y a pas de chiffres romains devant les chiffres arabes, c'est que ceux ci se rapportent au même tome que celui indique aux lignes precédentes.

Le tire au commencement de la ligne indique que l'article qui commence est du même auteur que celui qui précede.

On a indiqué pour chaque article les numéros mensuels et les années afin qu'on puisse demander à l'éditeur ces divers numéros sans acheter l'année complète.

DIVISIONS DE LA TABLE

1. Ecriture Sainte. — 2. Théologie, Liturgie et Apologétique. — 3. Droit. — 4. Economie politique et sociale. — 5. Philosophie. — 6. Littérature et Critique littéraire. — 7. Histoire, Biographie, Hagiographie. — 8. Géographie. — Voyages. — 9. Arts. — 10. Médecine et Hygiène. — 11. Sciences. — 12. Les Universités Catholiques — 13. Questions scolaires et d'enseignement. — 14. Documents. — Fantaisies. — Variétés. — 15. Bibliographie.

I. — ECRITURE SAINTE

Léon XIII. — Lettre encyclique sur l'étude de la Sainte Ecriture. Déc. 1893 (ix, 113).

N. Boulay. — Les premiers jours de la Genese. Juin 1890. Juillet 1890 (ii, 167, 278).

— Les sciences naturelles et la question biblique. Juil. 1893 (viii, 225). La question biblique. Oct. 1893 (viii, 620).

J. Didiot. — Les livres saints d'après l'encyclique *Providentissimus Deus* Oct. 1894 (x. 113).

E. Pannier. — Baltasar associe à la puissance royale par son père Nabonide. Mars 1890 (i, 572).

— Une colonie asiatique en Egypte au temps de Moise. Juin 1891 (iv, 213)

— Psaumes assyriens et psaumes hébreux, Nov. 1891 (v. 90). Psaumes polythéistes. Fév. 1892 (v, 434). Psaumes de

la pénitence. Juin 1892 (VI, 198). La vie future (210). Conclusions (213).

— Renan et son œuvre. Oct. 1892 (VI, 669).

— L'archéologie orientale et la question biblique. Juillet 1893 (VIII, 316).

— Le psaume « Dixit Dominus ». Sept. 1893 (VIII, 548).

— La question d'Egypte. Déc. 1893 (IX, 194).

— Les prophètes d'Israel et les découvertes modernes en Assyrie et en Egypte Janv. 1894 (IX, 319)

— Les strophes dans les psaumes. Fev. 1895 (XI, 434).

— De l'Eden a Moise. Oct. 1895 (XII, 620).

F. G. B. Lacome. O, L. — Quelques considérations éxégétiques sur le premier chapitre de la Genèse. Avril 1891 (III, 600). Juil. et Oct 1891 (IV, 305 et 511).

C. Looten. — Mgr Clifford : Sa théorie du récit de la création, dite des périodes. Oct. 1893 (VIII, 577).

F. Vigouroux. — Les ouvrages philosophiques de Salomon. Déc. 1889 (I, 135).

— L'épopée babylonienne de Gilgamès et le récit du déluge. Févr. 1796 (XIII, 367).

— La trouvaille de la Knightrider Street au musée britannique de Londres. EP. Févr. 1891 (III, 440).

II. — THÉOLOGIE, LITURGIE, APOLOGÉTIQUE

N Boulay. — Les théories transformistes de Hœckel jugées par M. de Quatrefages. Nov. 1890 (III, 5).

— Le transformisme mitigé. Mars 1891 (III, 471).

— Le positivisme, religion d'état. Juil., Août et Oct. 1892 (VIII, 225, 338 et 561).

— Les deux anthropologies. Févr. 1893 (VII, 391).

— Les sermons laiques de M. Huxley. Juin 1893 (VIII, 185). Idéalisme et matérialisme. Juil. 1893 (VIII, 239) Naturalisme. Août et Sept. 1893 (VIII, 346 et 488). Nov. 1893 (IX, 5). Science et religion. Sept. 1894 (X, 498).

— M. Brunetière et ses critiques. Mars 1895 (XI, 449).

— La stigmatisation, l'extase divine et les miracles de Lourdes. Avr. 1896 (XIII, 658).

— L'homme est-il interglaciaire ou post-glaciaire ? Les phénomènes glaciaires actuels. Avril 1894 (IX, 561). Les glaciers quaternaires. L'homme. Mai 1894 (X, 5). Son ancienneté : L'ère actuelle. Juin 1894 (X, 135) L'ère quaternaire. Juil 1894 (X, 269).

J. Didiot. — La doctrine des douze Apôtres. Mai 1891 (IV, 437).

— L'anthropopithèque et la théologie. Déc. 1891 (V, 113).

— Le miracle. Nov. 1892 (VII, 22).

— La doctrine de S. Thomas d'Aquin. Fév. 1894 (IX, 337).

— Les opérations morales de l'homme. Août, Sept , Oct. 1895 (XII, 337, 449, 561).

— L'objet de la foi. Janv. 1895 (XI, 225).

G Fristot. S. J. — L'encyclique *Sapientiæ christianæ* sur les principaux devoirs des chrétiens. Fév. 1890 (I, 462).

Amédée de Margerie. — Une querelle de moines. Déc. 1892 (VII, 122).

H. Moureau. — Les phénomènes d'inanition et le miracle. Févr. 1890 (I, 338).

— L'hypnotisme. Ses methodes. Phénomènes corporels. Juin 1890 (II, 194). Les suggestions. Janv. 1891 (III, 304). Phenomènes spirituels. Mars 1891 (III, 528).

E. Pannier — Les réformes du bréviaire romain Déc. 1892 (VII, 196).

— Morts sans baptême. Mai 1896 (XIV, 65).

III. — DROIT

F. Debouvry. — Le mauvais gré, Sept. 1892 (VI, 481).

Delachenal. — Du droit éminent de l'Etat sur la propriété individuelle. Avr. 1891 (III. 587).

— L'incapacité de la femme mariée. Juin 1890 (II, 185).

J. Didiot. — Le père, la mère et l'enfant. Avril 1896 (XIII, 561).

E. Duthoit — L'enseignement des sciences juridiques dans les Universités d'Allemagne. Nov. 1892 (VII, 5[illegible].

— Le recrutement des professeurs de droit dans les Universités d'Allemagne. Déc. 1892 (VII, 169).

— L'organisation constitutionnelle de l'Allemagne impériale. Janv. 1893 (VII, 328).

— L'enseignement du droit à Rome dans les Universités pontificales. Janv. 1894 (IX, 262).

— Le recrutement des professeurs dans les Universités d'Italie. Mars 1894 (IX, 499).

C. Grousseau — Les lois sont elles bien faites ? Nov. 1890 (III, 73).

Hervé Lamache. — La nouvelle école historique : Les historiens jurisconsultes. Janv. et Fév. 1890 (I, 295 et 389).

— Les dernières publications en histoire du droit. Juin 1891 (IV, 155).

A. Pillet. — Du concordat. Ses avantages et ses inconvénients. Janv. 1892 (V, 261).

De Vareilles-Sommières (Le Marquis).— L'association dans la législation française. Mars et Mai 1890 (I, 506 et II, 46).

— Des congrégations autorisées et des associations reconnues d'utilité publique au point de vue du droit de posséder et au point de vue fiscal. Déc. 1890 ; Janv. 1891 (III, 135, 278).

— Le droit d'accroissement. Août, Sept Oct. 1891 (IV, 376, 485, 578).

— Le projet de loi contre la liberté d'association. La formation de l'association. Du droit de posséder de l'association. Av., 1892 (V, 593, 597, 608). Mai 1892 (VI, 5). De la dissolution de l'association. Mai 1892 (VI, 21).

— Une préface. Nov. 1892 (VII, 47).

— De la promulgation et de la publication des lois. La promulgation. Avril 1893 (VII, 565). La publication. Mai 1893 (VIII, 24). Leurs effets communs. Juin 1893 (VIII, 200). Promulgation et publication des décrets (208). Du moment où les lois et les décrets sont obligatoires (213). Critique de la législation française (218).

A Wable. — De la suppression, par mesure disciplinaire, des traitements des evêques, des curés et des desservants au point de vue légal. Mars et Avr. 1893 (VII, 540 et 628).

IV. — ECONOMIE POLITIQUE ET SOCIALE

A. B. — L'organisation de la charité à Paris : L'office central des institutions charitables. Fév. 1891-(III, 439).

A. Béchaux. — L'économie sociale à l'Exposition universelle. Nov. 1889 (I, 51).

— La conférence de Berlin. Avr. 1890 (I, 589).

— Le capital, la finance et la spéculation. Juil. 1892 (VI, 324).

— L'assurance des ouvriers et l'assistance. Oct. 1892 (VI, 578).

— Le 1er mai et la législation internationale du travail. Juin 1891 (IV, 113).

— La fabrique et les inspecteurs du travail. Août 1893 (VIII, 337).

— Revendications ouvrières Juin 1894 (X, 172)

— Claudio Jannet. Déc. 1894 (XI, 125).

— L'impôt spoliateur. Mars 1896 (XIII, 449).

B. N. — Quelques faits relatifs à la question sociale. Mai, Juil. Sept. 1895 (XII, 53, 246, 470).

B. N. — Le suffrage universel en Belgique et en France. Mars 1892 (v, 492).

V. Canet. — Les élections et les assemblées politiques avant 1789. Août 1890 (II, 370).

— Carmaux. Déc. 1892 (VII, 139).

H. Cetty. — Les grèves. Août 1890 (II, 411).

— La crise industrielle en Alsace. Mars 1892 (V, 462).

— Les elections pour le Parlement à Mulhouse. Juil. 1893 (VIII, 273), Août 1896 (XIV, 337).

— L'industrie en Alsace. Janv. 1895 (XI, 273).

Henry Dard. — La journée de huit heures. Fév. 1895 (XI, 337).

E. Duthoit. — La vie politique à l'étranger. Déc. 1894 (XI, 162).

— La dissolution du Reichstag et la situation respective des partis politiques en Allemagne. Mai 1893 (VIII, 79).

— Les élections allemandes et le nouveau Reichstag. Juil. 1893 (VIII, 257).

— La question tchèque et l'antisémitisme en Autriche-Hongrie. Mai 1896 (XIV, 5).

— Luttes nationales en Hongrie. Avril 1896 (XIII, 625).

Dr Francus. — Une conference à Vals. Fev. 1895 (XI, 414).

P. Fristot. — La question ouvrière dans l'encyclique *Rerum novarum*. Juil. Oct. Dec. 1891 (IV, 225, 647, 754),

C. Furne. — Une enquête sur la propriété et la culture dans le Boulonnais. — Situation de la propriété rurale. Janv. 1892 (V, 309). Condition du personnel dirigeant et du personnel ouvrier. Fév. 1892 (V, 415).

C. Grousseau. — La décentralisation provinciale. Nov. 1889 (I, 20).

L. Guérin. — Les caisses rurales et le crédit agricole. Fév. 1894 (IX, 357).

— L'hospitalité de nuit. Avril 1894 (IX, 610.

— De l'office central des institutions charitables. Nov. 1894 (XI, 95).

— Une association nécessaire. Janv. 1895 (XI, 312).

— L'association lilloise. Mars 1895 (XI, 494).

Jonglez de Ligne. — Quelques lacunes de la législation sur les mines. Juil. 1894 (IV, 250).

De Lamarzelle. — Physionomie de la nouvelle Chambre. Avr. 1890 (I, 675).

— Questions extérieures. Juin 1890 (II, 211).

— La question africaine. Sept. 1890 (II, 492).

— Choses d'Allemagne. Déc. 1890 (III, 196).

— L'Italie et le renouvellement de la triple alliance. Fev. 1891 (III, 337).

Ch Lecour-Grandmaison. — La législation ouvrière devant le Parlement français. Les conseils d'arbitrage et de conciliation. Juil. 1890 (II, 241).

— La démocratie du travail et l'Eglise catholique. Mai 1894 (IV, 60).

C. Looten. — Les études sociales et le mouvement ouvrier. Juin 1895 (XII, 176).

A. de Margerie. — La marche de la criminalité et les progrès de l'instruction depuis 60 ans. Janv. 1892 (V, 225).

— La science politique dans l'antiquité : Platon. Mai, Juin 1895 (XII, 5, 131). Aristote. Juil., Août 1895 (XII, 258, 355). — Au temps de la renaissance : Commynes et Machiavel. Mars, Avril 1896 (XIII, 449, 572). Hobbes et Spinosa. Juin 1896 (XIV, 125). — Bossuet et Fenelon. Juil. 1896 (XIV, 247). — Montesquieu. Sept. 1896 (XIV, 526) et J.-J. Rousseau. Oct. 1896 (XIV, 561).

A. Mazon. — Les muletiers du Vivarais et du Velay. Fév., Mars, Avril 1891 (III, 418, 541 et 630).

L. de Montarlot. — Les Anglais dans les Indes. Avril 1891 (III, 561). — L'administration politique. Juil., Août 1891 (IV, 336, 406).

De Moussac (Marquis). — Une corporation d'autrefois encore vivante aujourd'hui : la corporation des bouchers de Limoges. Son histoire. Fev. 1892 (V, 374). Sa reorganisation. Mars, Avril 1892 (V, 537, 655). Vie publique. Juin, Juil. 1892 (VI, 183, 310). Les 4 liens. Août 1892 (VI, 404).

F. de Ranglaudre. — L'agriculture et les lois économiques. Juil. 1890 (II, 322).

A. Saint-Albert. — La question ouvrière et l'épiscopat. Avril 1891 (III, 658).

— L'encyclique et la question sociale. Juin 1891 (IV, 193).

— Comment on fait fortune. Déc. 1892 (VII, 183).

— L'évolution des syndicats ouvriers, Mai 1893 (VIII, 96).

— Le socialisme au congrès international de Zurich. Sept. 1893 (VIII, 449).

— Suis-je anarchiste. Déc. 1894 (XI, 172).

L. Selosse. — La crise monétaire et l'union latine. Juin, Juil. 1894 (X, 208, 253).

E. Steichen. — Le grand duché de Luxembourg : ses intitutions économiques. Avril 1893 (VII, 654).

L. Toulemonde. — Le passé de l'industrie roubaisienne. Août 1892 (VI, 370).

M. Vanlaer. — La taxe du pain. Sept. 1890 (II, 549).

— La représentation proportionnelle et les élections de 1889. Fév., Mars 1891 (III, 381, 462).

— La grève du Pas-de-Calais et le projet de loi sur les caisses de secours et de retraites pour les mineurs. Janv., Fév. 1892 (V, 286, 364).

— La corruption électorale dans la république romaine. Mars 1895 (XI, 511).

G Wampach. — La sociologie d'Outre-Rhin. Avril 1895 (XI, 614).

V. — PHILOSOPHIE

D. A. — La psychologie de Tertullien. Juil. 1895 (XII, 282).

Ch. Guillemant. — Les preuves de l'existence de Dieu dans la philosophie contemporaine. Août 1895 (XII, 401).

De Margerie. — Le libre arbitre : sa preuve, Juin 1891 (IV, 123). Son explication. Juil. 1891 (IV, 275). Sa défense (IV, 288).

— M. Taine. Ses débuts philosophiques. Juin 1893 (VIII, 113).

— Deux philosophes écossais : Thomas Brown. Août 1894 (X, 339). Hamilton. Sept, 1894 (X, 449).

Mayjonade. — Maine de Biran. Déc. 1894 (XI, 185). Pages inédites. Janv. Mars, Juin 1895 (XI, 300, 522, 798). Lettres a sa famille. Août, Oct. 1895, Mars, Mai, Juil. Août 1896, (XII, 420, 653 ; XIII, 478 ; XIV, 72, 287, 404). Lettres de divers à Maine de Biran. Sept. 1896 (XIV, 50).

VI. — LITTÉRATURE ET CRITIQUE LITTÉRAIRES

P. Allard. — Trois comédies patriotiques et la censure théatrale sous le Ier Empire. Fév. 1893 (VII, 367).

V. Canet. — Un roman méridional du cycle carlovingien. Nov. 1890 ; Févr. 1891 (III, 90, 397).

Cliquennois. — L'épopée en Espagne. Lope de Véga. Avr. 1895 (XI, 591). Sa *Jerusalem conquise*. Juin, Juil. 1895 (XII, 150 225). Quelques épisodes. Juillet 1895 Fév. Mai, Sept. 1896 (XII, 233 ; XIII, 387; XIV, 27, 470). Conclusion. Oct. 1896 (XIV, 589).

Th. Delmont. — La gloire de François Bacon d'après les derniers travaux de la critique. Mai, Juin, Juil. 1894 (X, 95, 154, 328).

— Les erreurs de d'Alembert dans le « discours préliminaire de l'encyclopédie » Avril, Mai, Juin, Juil. 1895 (XI, 644 ; XII, 98, 211, 302).

J. Didiot. — Dante et Léon XIII. Nov. 1894 (XI, 32).

— Les « *Pensées* » de Pascal. Fév. 1896 (XIII, 434).

C. Lecigne. — Brizeux. L'homme. Nov. 1893 (IX, 21). Son talent. Janv. 1894 (IX, 234). Son scepticisme. Mars 1894 (IX, 449) Le poète. Mai, Juil. 1894 (X, 49, 290). Les histoires poétiques. Dec. 1895 (XIII, 157).

— Paul Deroulède. Janv. 1896 (XIII, 249).

— Le fils de l'Arétin. Avr. 1896 (XIII, 605).

C. Looten. — La langue des Flamands de France. Janv. Fevr. 1890 (I, 278, 435).

— La littérature des Flamands de France La poésie populaire. Sept. 1890 (II, 465). Les sociétés de rhétorique et les représentations dramatiques. Fév. 1891 (III, 354).

— Récents travaux sur Bossuet. Oct. 1891 (IV, 628).

— Les découvertes grecques du *British Museum*. Fév. 1892 (V, 355).

— Lord Tennyson. Janv., Févr , Mars, Avr. 1893 (VII, 265, 341, 514, 604).

— Robert Burns. Déc. 1894, Janv. 1895 (XI, 140 et 244).

— Un historien flamand du XVI^e^ siècle Jacques de Meyere. Mars 1895 (XI, 470).

A. de Margerie. — Etudes de litterature anglaise. Le roman à vol d'oiseau. Sept. 1891 (IV, 449). Ch. Dickens. Oct. 1891 (IV, 561). Les questions sociales. Nov 1891 (V, 27).

— Etudes de littérature espagnole. Le Cid. Avr. 1892 (V, 561). Guillem de Castro et Corneille. Juin 1892 (VI, 113). Lope de Vega. Sept. 1892 (VI, 449) Calderon. Oct. 1892 (VI, 591).

— Le menteur de Corneille et ses modèles espagnols. Don Juan de Alarcon et Corneille. Mars 1893 (VII, 477). Amar sin saber a quien. La suite du menteur. Avr. 1893 (VII, 583).

— Taine. L'ecrivain et le critique. Déc. 1893 (IX, 176)

— L'enthousiasme. Nov. 1894 (XI, 66).

P. Montée. — La Camille de Virgile et les femmes guerrières dans la poésie antique. Avr. 1890 (I, 609).

— L'Andromaque de Virgile. Juil. 1890 (II, 306).

— Lucréce : Sa philosophie. Sa morale. Nov. 1890 (III, 54).

A. Segard. — Décadents et symbolistes. Nov. 1892 (VII, 52).

— Georges Rodenback, et la litterature nouvelle en Belgique. Nov. 1893 (IX, 75).

— Edmond Picard. Janv. Mars 1896 (XIII. 318, 522).

A. Sevin. — Jeanne d'Arc dans la litterature anglaise contemporaine Les Biographes. Août, Sept , 1894 (X, 380, 469). La chaire, les historiens, la presse, la poésie, le théâtre. Oct. 1894 (X, 584).

— Etudes de litterature anglaise. Hamlet. Sept. 1895 (XII, 523).

VII. — HISTOIRE — BIOGRAPHIE — HAGIOGRAPHIE

A. B. Catholiques allemands. Déc. 1891 (V, 186).

P. Allard. — Un épisode de la dernière persécution Le repentir et la mort de Galère. Fev. 1890 (I, 367).

— Un précurseur de Julien l'apostat. Mai 1890 (II. 68).

L. B. — Un poète misanthrope : Alfred de Vigny. Oct. 1890 (II, 637).

L. Baunard (Mgr). Le capitaine de Sonis à la campagne Nov. 1889 (I, 1).

— Une expédition au Maroc. Déc. 1889 (I, 117).

— Vie du B. Jean-Fisher. Introduction. Janv. 1890 (I, 327).

— L'éducation de Michelet. Janv. 1890 (I, 241).

— Kolb-Bernard. Les préludes. Mars 1890 (I, 477). Les bonnes œuvres Juin 1890 (II, 121). Famille et charité. Août. (II, 353). La question romaine. Mars 1891 (III. 449). La révolution de 1870. Nov. 1892 (VII, 5)

— Edmond Schérer. Mai 1891 (IV, 5).

— Saint Bernard Août 1891 (IV, 351).

— Mgr Thibeaudier. Fév. 1892 (V, 337).

— Une fille de Charlemagne. Nov. 1891 (V, 5).

— Le cardinal Lavigerie. Préface de son histoire. Mars 1896 (XIII, 546). Sa mission en Syrie. Nov. 1895 (XII, 5). La famine en Algérie Nov. 1894 (XI, 5). La France en Tunisie. Fev. 1896 (III, 337).

A. Béchaux. — Une république en révolution. Déc. 1891 (V, 136).

— Eudore Pirmez. Févr. 1894 (IX, 408).

N. Boulay. — L'Eglise dans la reconstruction de la France en 1800. Oct. 1891 (IV, 608).

— Soulavie, naturaliste, diplomate, historien. Nov. 1892 (VII, 67).

L. Bourgain. — Les évèques sous les Mérovingiens. Mars 1890 (I, 531). La politique du clergé sous Louis le Débonnaire Août, Sept 1890 (II, 438, 536).

— L'Eglise et l'Etat sous les Mérovingiens. Avril 1891 (III, 637).

P. Bridgett. — Vie du B Jean Fisher. Le martyre. Janv. 1890 (I, 334)

V. Canet La France et la conquête de l'Afrique. Avr. Mai 1890 (I, 653 ; II, 90). Les élections de 1789. Oct. 1890 (II, 654) La Constituante et les élections de 1791. Août 1891 (IV, 420). L'assemblee législative et les élections de la Convention. Nov. 1891 (V, 68) La Convention et la Constitution du 24 Janvier 1793. Fév. 1893. (VII, 409). La Convention et les élections de l'an III, Mai, Juin 1893 (VIII, 45, 173).

— Rocroi. Sept, 1892 (VI, 526).

— Le Sénat romain et l'avénement de Tibère. Août 1893 (VIII, 359).

— Les gouverneurs de la Province du Languedoc depuis 1271 jusqu'en 1789. Sept. Oct. Nov. 1893 (VIII, 466, 581 ; IX, 46).

— Les Etats généraux du Languedoc. Mars, Avril, Mai, Sept., Oct 1894; Sept., Oct., Déc 1895, Janv., Avril, Oct. 1896 (IX, 528, 585 ; X, 30, 538, 647 ; XII, 500, 587 ; XIII, 178, 306, 644 ; XIV, 657).

H. Cetty. — Charles Grad. L'Alsacien, le savant, l'économiste, le chrétien. Sept. 1890 (II, 518).

— Henri Waderé. Sept. 1895 (XII, 547).

E. Cortyl. — Les évêques de Flandre en face du duc d'Albe et de don Juan d'Autriche. Avril 1892 (V, 642).

— Un disciple de Rollin : Alexandre Van de Walle. Janv. 1896 (XIII, 273).

H. Didio. — L'Eglise catholique en Alsace depuis l'annexion : 1871-1889. Déc. 1889 (I, 214).

J. Didiot. — Berthelot et Renan. Juin 1895 (XII, 121).

F. G... — Nicolas Lenau. Nov. 1895 (XIII, 98).

P. de la Gorce. Episodes d'histoire contemporaine. Les débuts de la guerre d'Orient, (Avril-Septembre 1854). Mai 1890 (II, 5). L'hiver en Crimée (1854-1855). Août 1891 (IV, 337). Les négociations de Vienne pendant la guerre de Crimée. Janv. Mars 1893 (VII, 284, 433). — La politique religieuse de Napoléon III. Avril 1894 (IX, 647).

Huard. — Edouard Lefort. Sept. 1891 (IV, 536). La société Saint-Joseph. Nov. 1891 (V, 54).

Mᵉ E. C. Lascombes. — Claude de Vocancé. Fév. 1894 (IX, 422).

J Lemire. — L'abbé Dehaene Déc. 1890 (III, 181).

— Le cardinal Manning. Mars 1892 (V, 449).

— Le catholicisme en Australie. Mai, Juil 1893 (VIII, 60 et 226).

C **Looten.** — Mgr Clifford. Oct. 1893 (VIII, 570).

— Descartes en Hollande. Août 1894 (X, 360).

J. Loridan. — Charles-Edouard Delezenne Ses études; son professorat au college de Lille. Janvier, Mars (1892 ; V, 243, 305). La retraite, les travaux scientifiques, la vieillesse de Delezenne. Mai 1892 (VI, 84).

G. Mailhard de la Couture. — Le procès de Louis XVI. Janv. 1893 (VII, 225).

A. de Margerie. — Page d'histoire contemporaine (1873). Déc. 1895 (XIII, 187).

— Léon XIII. — Nov., Déc. 1889. — L'enseignement (I, 71). — Gouvernement et négociations (I, 82). — La question romaine (I, 167).

A. Mazon. — Madier de Montjau. Juil. 1892 (VI, 297).

G. Monteuis. — Le Tonkin et la France. Juin, Juil. 1892 (VI, 166, 237. Un évêque colonisateur : Mgr Puginier. Janv. 1895. — Le missionnaire (XI, 284). L'évêque (XI, 292). Le politique. Fév. 1895 (XI, 389).

— Le siège de Dunkerque en 1793. Mai, Juin, Juil., Août, Sept., Oct., Nov., Déc. 1893 ; Janv. 1894 (VIII, 5, 285, 408, 506, 634 , IX, 91, 218, 285).

— Un instituteur en 1810. — Avant-propos. Premières études. Mai 1896 (XIV, 44 et 55). Expérience de la vie. Juin 1896 (XIV, 181). Maître de pension (XIV, 193). Le cours d'instruction. Août 1896 (XIV. 425). Dans sa classe. Sept. 1896 (XIV, 487). Dernières années. Oct. 1896 (XIV, 645).

H. Moureau. — Les Mémoires du maréchal de Moltke. Histoire de la guerre 1870. Dec. 1891 (v, 95).

E. Pannier. — Dœllinger. Août 1893 viii, 398).

L. Salembier. — Jeanne d'Arc et la région du Nord. Oct., Nov., Déc. 1890. Janv. 1891 (ii, 624 ; iii, 16, 113, 263).

— Mgr Bridoux et la mission du Tanganika. Mars, Mai 1891 (iii, 487, iv, 105).

— Pierre d'Ailly et la découverte de l'Amérique. Avril 1892 (v, 622).

— La fondation de l'Université de Douai. Oct. 1893 (viii, 561).

— L'abbé Guillemot. Juil. 1896 (xiv, 267).

A. Segard. — Des tentatives faites sous Louis XVI, pour prévenir et éviter la Révolution française. Juin 1895 (xii, 160).

A. Trolley de Prévaux. — La Régale. Juil., Août 1890 (ii, 292, 421).

De Vareilles-Sommières (Comte). — La physionomie d'une armée française en Allemagne au XVIII^e^ siècle pendant la guerre de sept ans. Quartiers d'hiver en 1759. Fév. et Mars 1894 (ix, 379, 474). La campagne de 1760. Mars, Avril, Mai 1894 (ix, 494, 627 ; x, 71). Une armée française en Allemagne. La campagne de 1760, Août, Sept., Oct. (x 403, 528, 623). Une petite cour allemande pendant la guerre de sept ans. Août, Sept. 1895 (xii, 381, 485).

H. Wallon. — Le général Declaye. Sept. 1891 (iv, 546).

X..... — Hervé-Bazin. Juin 1891 (iv, 172).

VIII. — GÉOGRAPHIE — VOYAGES

H. Bègue. — Une ville de la New-England. Mai 1895 (vii, 34).

M. Descamps. — Souvenirs d'Espagne et de Portugal. Le Montserrat-Gibraltar. Mars 1892 (v, 475). Grenade et l'Alhambra. Mai 1892 (vi, 60). Cintra, Tolède. Juil. 1892, (vi, 277).

J. Didiot. — Lourdes Janv. 1893 (vii, 250).

E. Dimnet. — Une vallée pyrénéenne. Mai, 1895, (xii, 75).

— Ni anglican, ni catholique. Janv. 1896 (xiii, 286).

Harry. — Echos du Nouveau-Monde. Mars 1894. (ix, 550).

C. Looten. Choses d'Angleterre. Nov. Déc. 1895 ; Fév. 1896 (xiii, 33, 134, 410).

A. Mazon. — Le Rhone et l'ancien halage. Sept. 1892 (vi, 481).

L. d'Octave. — Monuments et souvenirs de la France á Rome : S. Pierre. Mars, Avr. Juin 1896 (xiii, 501, 590 : xiv, 201). S Jean de Latran, Juin, Juil. 1896 (xiv, 210, 317). Sainte Marie Majeure. Juil. 1896 (xiv, 320). Place Navone. Août 1896 (xiv 353) S. Yves des Bretons (xiv, 364). Séminaire français. Pantheon — Minerve — Gesu. Oct. 1896 (xiv, 623).

Paul Reboux. Douze cents lieues en Russie. La Pologne russe. Déc. 1891 (v, 170) La Russie. Premières etapes. Fev. 1892 (v, 396). Les deux capitales. Juin 1892 (vi, 146). Du Volga au Dnieper. Août 1892 (vi, 353).

J. Toison. — Impressions et notes d'Allemagne, Berlin. Mars 1891 (iii, 507).

A. Vanlaer. — La jeunesse catholique à Reims. Juin 1896 (xiv, 157).

IX. — ARTS

P. Bernard. — Les nouvelles méthodes d'impression, gravure et photographie. Nov. 1889 (i, 36).

J. Didiot. — Le chant de l'Eglise latine Fév. 1895 (xi, 355).

E. Dutouquet. — L'art et le fer dans l'architecture moderne. Oct. 1889 (i, 226).

— La polychromie en architecture et en sculpture. Avr. 1890 (i, 637).

P. Lacombe. — L'art dans la rue. Nov. Déc. 1895 (XIII, 63, 148).

E Pannier. — La musique chez les Orientaux. Oct. 1890 (II, 676).

E. de Pas. — En Egypte. Les fouilles de M. de Morgan. Juil. 1894 (X, 315).

A. Pillet — Les ruines de la Basilica Majorum à Carthage. Mai 1891 (IV, 86).

X. — MÉDECINE ET HYGIÈNE

D. .. — Le corps humain, laboratoire de poisons. Nov. 1891 (V, 47).

H. Lavrand — L'hygiène et la tuberculose. Janv. 1890 (I, 264).

— L'hygiène dans l'éducation. Juil. Août, Nov. 1890 (II, 334, 391 ; III, 9).

— La crémation. Janv. Fév. 1893 (VII, 314, 433).

— Du faible accroissement de la population en France. Juin 1893 (VIII, 156). Démographie statistique (VIII, 158). Causes. Août 1893 (VIII, 379) Remèdes. Oct. 1893 (VIII 600).

— Sérûmtherapie et diphtérie. Nov. 1894 (XI, 110).

J. Toison. — Les microbes. Morphologie. Physiologie. Mars 1890. (I, 560).

XI. — SCIENCES

N. Boulay. — La botanique chez les Anciens. Dec. 1889 (I, 198).

— La flore pliocène dans la vallée du Rhone. Déc. 1890 (III, 129).

— Le plateau central. Janv. 1893 (VII, 298).

— Les sciences naturelles et l'anthropologie. Oct. Nov. 1895 (XII, 610 ; XIII, 71).

E. Bourgeat. L'exploitation de la houille et son épuisement. Janv. 1890 (I, 314).

— Le temps en géologie. Mai 1890 (II, 35).

— L'âge de l'homme d'après la géologie Oct. 1890 (II, 607).

— La Méditerranée : son histoire géologique. Avr. 1891 (III, 619).

E. Schmitt — Le sucre de houille. Saccharine de Fahlberg. Avr. 1890 (I, 627).

A. Witz. — L'électricité atmospherique. Fév. 1890 (I, 377).

— Identification de la lumière et de l'électricité. Juil. 1890 (II, 265).

— La machine à vapeur : ses perfectionnements : son rôle. Janv. 1891 (III, 254).

X... Les effets de la gelée sur la végétation. Mars 1891 (III, 548).

Les prix de 1890 à l'Académie des Sciences. Févr. 1891 (III, 432)

XII. — LES UNIVERSITÉS CATHOLIQUES

Lettres, Études, Discours, Rapports.

Lettre circulaire de NN. SS. les membres du Conseil supérieur de l'Université catholique de Lille aux souscripteurs de l'Œuvre. Avril 1895 (XI, 561).

Un nouvel enseignement des sciences sociales et politiques à Lille. Juin 1894 (X, 113).

La section des sciences sociales et politiques à l'Université catholique de Lille. Nov. 1894 (XI, 47).

Rentrée solennelle des facultés catholiques le 24 Novembre 1892. Déc. 1892 (VII, 113).

L. Baunard (Mgr). — Discours à la séance solennelle de rentrée des facultés catholiques. Déc 1893 (IX, 165). Déc. 1894 (XI, 113). Déc. 1895 (XIII, 113).

N. Boulay. — Le 2e congrès scientifique international des catholiques à Paris. Mai 1891 (IV, 99).

— Le 3e congrès scientifique international à Bruxelles. Janv., Oct. 1894 (IX, 279 ; X, 561).

—, La rentrée dans les universités catholiques Janv. 1896 (XIII, 225).

H. Didio. — De l'influence sociale des facultés catholiques de Lille. Janv. 1894 (IX, 225).

J. Didiot. — Les facultés catholiques de Lille. Avril 1895 (XI, 573).

A de Margerie. — Les congrès scientifiques catholiques. Fév. 1890 (I, 413).

L. Salembier. — S. Louis et le droit au moyen-âge. Juil. 1891 (IV, 257).

XIII. — QUESTIONS SCOLAIRES ET D'ENSEIGNEMENT

N Boulay. — La formation des professeurs ecclésiastiques. Enseignement scientifique. Juin 1894 (X-89). L'enseignement scientifique dans les séminaires. — Y a-t-il quelque chose à faire ? Juin, Juil. 1896 (XIV, 113, 225). Ce qu'il faudrait faire. Juil., Août, Sept. 1896 (233, 382, 449).

— L'éducation des jeunes filles aux Etats-Unis. Nov. 1894 (XI, 90).

J. Didiot. — Une perspective. Avril 1894 (IX, 576).

C. Furne. — L'enseignement agricole et les classes dirigeantes. Juin 1890 (II, 147).

E. P... — Les facultés de théologie protestante et l'Etat. Avril 1891 (III, 665).

XIV. — DOCUMENTS, FANTAISIES, VARIÉTÉS

Lettre apostolique de N. T. S. P. Léon XIII pour la clôture de son Jubilé épiscopal. Juil. 1894 (X, 225).

Exposé de la situation faite à l'Eglise en France et déclaration des E. E Cardinaux Fév. 1892 (V, 345).

L. Baunard (Mgr). — Une soirée chez Auguste. Janv. 1891 (III, 225).

Ch. Droulers. Les Allumoirs. Fév. 1894 (IX, 419).

— Marche militaire. Janv. 1894 (IX, 331).

E. Duthoit. — Après une lecture sur le Vatican. Fév. 1894 (XI, 337).

A. de Margerie. — Une lecture chez Madame Henriette d'Angleterre. Oct. 1894 (X, 571).

E. Pannier. — Le chant séculaire d'Horace et l'inscription tibérine. Déc. 1891 (V, 205).

G de Pascal. — Six lettres inédites de Lacordaire. Juin 1895 (XII, 113).

F. R.— Assemblee générale de la Société des agriculteurs de France. Mars 1891 (III, 552).

A. Ségard. — Nocturnes. Oct. 1893 (VIII, 660).

X... — Le drame de la Passion d'Oberammergau. Oct. 1890 (II, 577).

XV. — BIBLIOGRAPHIE

Paul ALLARD. — **La persécution de Dioclétien et le triomphe de l'Eglise.** *C. Groussau.* Avr. 1890 (II, 459).

— Paul Lamache. A. de Margerie. Avr. 1894 (IX, 660).

AUXILIAIRE du catéchisme. — *L. R.* Mai 1896 (XIV, 107).

AVITACUM. — *A. R.* Janv. 1891 (III, 330).

AZIBERT. — **Etude historique sur les huit derniers mois de la vie de N. S. Jésus-Christ.** *J. Didiot.* Oct. 1894 (XII, 668).

L. BAUNARD. — **Espérance.** *Introduction.* Juin 1892 (VI, 222).

H. BEAUNE. — **Les Contrats.** *H. Lamache.* Janv. 1891 (III, 333).

A. BÉCHAUX. — **Les revendications ouvrières en France.** *H. Lavrand.* Août 1894 (X, 445).

J.-B. M. Bielawski. — Le plateau central de la France et l'Auvergne aux temps anciens. Nov 1890 (III, 111).

Biographie des prêtres du diocèse de Cambrai. *H. M.* Sept. 1890 (II, 570).

P. Bouhours. — Paroles tirées de l'Ecriture sainte. *J. D.* Déc. 1894 (XI, 217).

Th. Bouquillon. — Theologia moralis fundamentalis. Mai 1890 (II, 114).

L. Bourgain. — Etude sur les biens ecclésiastiques avant la Révolution. *J. Hamonet.* Sept. 1890 (II, 573).

E. Bourgeat. — Du retour de l'azote a la terre végétale. Janv. 1890 (I, 353).

F. Brunetière. — L'évolution des genres dans l'histoire de la littérature. *C. Looten.* Août 1890, (II, 54).

F. Butel. — L'éducation des Jésuites autrefois et aujourd'hui. Un collége breton. *A. B.* Août 1890 (II, 18).

D. Carnel. — Le dialecte flamand de France. *C. Looten.* Juillet 1892 (VI, 334).

V. Cathrein. — Le socialisme, ses principes fondamentaux et son impossibilité pratique. *A. B.* Août 1891 (IV, 441).

Cl. C. Charaux. — Cité chrétienne. *J. Didiot.* Oct. 1894 (XII, 668).

U. Chevalier. — OEuvres complètes de S. Avit, évêque de Vienne. *A. Pillet.* Sept. 1890 (II, 566),

— Repertorium hymnologicum. Juin 1891 (IV, 223).

H. Cochin. — Lettres de Francesco Nelli à Pétrarque. *C. Looten.* Juin 1893 (VIII, 222).

E Cortyl. — Pierre Pintaflour. *C. Looten.* Janv. 1894 (IX. 333).

A. Crampon. — Le livre des Psaumes. *E. Pannier.* Mai 1890 (II, 116).

Crolet — Doctrine philosophique de S. Thomas d'Aquin. *F. B.* Janv. 1891 (III, 329).

J. Crozat. — Essai sur la loi de la vie dans le celibat et le mariage. Oct. 1893 (VIII, 668).

J. Debusschère. — Vie et saintes œuvres de M le chanoine Masselis. *C. Looten.* — Déc. 1892 (VII, 221).

A Degert. — Le cardinal d'Ossat. *L. R.* Déc. 1894 (XI, 218).

E. Dehaisnes (Mgr). — La vie et l'œuvre de Jean Bellegambe. *E. Pannier.* Févr. 1890 (I, 475).

— La comtesse Jeanne de Flandre. *E. Pannier.* Déc. 1894 (XI, 220).

— Notices descriptives sur les monuments historiques conservés dans le département du Nord. Notices descriptives sur les objets mobiliers conservés dans les établissements de l'arrondissement de Lille. *E. Pannier.* Déc. 1894 (XI, 220).

— Fêtes et marches historiques en Belgique et dans le Nord de la France. *E. P.* Fevr. 1894 (IX, 70).

A. Delassus. — Jeanne de Flandre et sa béatification. *E. P.* Mars 1892 (V, 552).

Ch. Dementhon. — Directoire de l'enseignement religieux dans les maisons d'éducation. Juin 1894 (X, 223).

S. Deploige. — Le referendum en Suisse. *A. B.* Mai 1892 (VI, 103).

A. Descamps. — Le régime des eaux à Lille. *N. B.* (VII, 449).

J. Didiot — Logique surnaturelle objective. *N. Boulay.* Nov. 1892 (V, 104).

— La question ouvrière d'après l'encyclique pontificale du 15 Mai 1891. *N. B.* Juin 1892 (VI, 224).

— Logique surnaturelle objective. *N. B.* Déc. 1892 (VII, 223).

— Traité de la Sainte Ecriture. Lettre du Card. Rampolla à l'auteur. Août 1894 (X, 440).

— S. Thomas d'Aquin. *E. Pannier.* Mars 1895 (XI, 548).

— Morale surnaturelle fondamentale. *N. B.* Août 1896 (XIV, 445).

P. Didon. — Jesus-Christ. *D. M.* Déc. 1890 (III, 214).

Ch. Droulers. — Rimes de fer. *A. Segard.* Mars 1894 (IX, 558).

E. Drumont. — La dernière bataille. *N. B.* Avr. 1890 (I, 692).

E. Duthoit. — L'enseignement du droit et des sciences politiques dans les universités d'Allemagne *A. Béchaux.* Mai 1893 (VIII, 108).

A Farges. — Philosophia scholastica. *J. Didiot.* Oct. 1894 (XII, 668).

— L'idee de Dieu d'apres la raison et la science. *J. Didiot.* Juin 1894 (X, 111).

Fava (Mgr). — Jésus-Christ, roi éternel. *P. A.* Mai 1890 (II, 111).

Fava (Abbé). — Enseignements à la jeunesse catholique. *E. P.* Fevr. 1893 (VII, 451).

— La charité. *X*..... Mars 1895 (XI, 559).

P. FÉLIX. — Le châtiment. Mars 1890 (I, 586).

— La prévarication. *A Charaux*. Janv. 1890. (I. 348).

L. Cl. FILLION. — Les Psaumes commentés d'après la Vulgate et le texte hebreu. *E. Pannier*. Sept, 1893 (VIII, 559).

P. GAHIDE. — Minna von Barnhelm. *L Leroy*. Juin 1895 (X, 223).

— Etude biographique et littéraire sur les auteurs allemands des baccalauréats classique et moderne. Janv. 1896 (XIII, 334).

— GAUDRY. — Ses travaux sur l'évolution. *E. Bourgeat*. Avr. 1890 (I, 689).

A. GAUTIER. — Les aliments de première nécessité. *N. B* Sept. Nov. 1892 (VI, 554 ; VII, 108).

GAY (Mgr). — Sermons d'Avent. *X*.. Déc. 1894 (XI, 217).

F. GIBON. — La croisade du dimanche Mars 1890 (I, 587).

P. de la GORCE — Histoire du second Empire. *L. Baunard*. Juin 1894 (X. 222).

E. GRANDCLAUDE. — La chronologie biblique des temps primitifs et la science contemporaine *N. Boulay et Pannier*. Janv. 1895 (XI, 322).

GRAVIER. — Cantiques de circonstances. *J. Didot*. Oct. 1894 (XII, 668).

L. GRÉGOIRE. — Le Pape, les catholiques et la question sociale. *E. Duthoit* Oct. 1893 (VIII, 665).

C. GROUSSAU. — Revue administrative du culte catholique. Mai 1893 (VIII, 111).

E. HAVET. — La modernité des prophètes. *P. A*. Nov. 1889 (I, 103).

HERGENROETHER ET KAULEN — Kirchenlexicon de Wetzer et Welte. — *E. Pannier*. Fev. 1896 (XIII, 447 ; Mars 1890 (I, 584).

Ch. HUIT. — La vie et l'œuvre de Platon. A. de Margerie. Août 1894 (X, 441).

Instruction des jeunes filles. Concours d'agrégation en 1889. *L. Salembier*. Juin 1890 (II, 232).

IRELAND (Mgr). — L'Eglise et le siecle : Conférences et discours. *L. R*. Avril 1894 (IX, 665).

ISOARD (Mgr) évêque d'Annecy. — Instructions sur la lecture et l'étude de l'Ecriture sainte. *X*... Déc. 1894 (XI, 215).

Claudio JANNET. — Le socialisme d'Etat et la réforme sociales. *E. de Vareilles-Sommières*. Juillet 1890 (II, 350).

R. P. JEAN. — Les évêques et les archevêques de France depuis 1682 jusque 1801. *L. R*. Déc. 1891 (V, 216).

P. JULIAN. — Etude critique sur la composition de la Genèse. *P. A*. Nov- 1889 (I, 103).

P. J. KNABENHAUER. — Evangelium secundum Lucam. *J. Didot*. Mai 1896 (XIV, 106).

DE LAPPARENT. — Cours de minéralogie *E. Bourgeat*. Nov. 1889 (I, 114).

A. LARGENT. — L'abbé Charles Perraud *L. Salembier*. Mars 1895 (XI, 557).

LE CAMUS. — Notre voyage aux pays bibliques. Janv. 1891 (III, 324).

— La théologie populaire de N. S, Jésus-Christ. *E. Pannier*. Déc. 1891 (V, 213).

— L'œuvre des Apôtres. *D. Rohart*. Juin 1891 (IV, 220).

A. LEGENDRE. — Carte de la Palestine ancienne et moderne. *L. R* Déc. 1894 (XI, 218).

LEMIRE — L'abbé Dehaene et la Flandre. *C. Looten*. Fev. 1894 (III, 446).

Yves LE QUERDEC — Lettres d'un cure de campagne. *A. de Margerie*. Avr. 1894 (IX, 662).

Manuels de botanique. *N. Boulay*. Nov. 1889 (I, 106)

A. de MARGERIE. — Taine. Préface. Févr. 1894 (IX, 443).

— Taine. *C. Looten*. Mars 1894 (IX, 516).

MARGIOTTA. — Le culte de la nature dans la franc-maçonnerie. Le palladisme. *H. Cetty*. Mai 1896 (XIV, 108).

MARCQ. (Fêtes jubilaires de). — *N. B*. Déc. 1891 (V, 218).

J. MARTIN. — Les chemins de fer au point de vue de la securité. *N. B*. Août 1892 (VI, 442).

Dr MARTINEZ. — Le juif, voila l'ennemi. *N. B* Mars 1890 (I, 588).

MAZON. — Voyage fantaisiste et serieux a travers l'Ardèche et la Haute-Loire. *N. B*. Fév. 1896 (XIII, 443).

P. Michel. — L'Orient et Rome sur l'union. La question religieuse en Orient et l'union des églises. *J. D.* Déc. 1894 (xi, 215).

G. Monteuis. — Vie du P. Nempon. Août 1892 (vi, 447).

— Album de famille. Vie et poésies de l'abbé Monteuis. Sept. 1895 (xii, 560).

Muntz et Ch. Girard. — Les engrais. *F. de Rauglaudre.* Janv. 1890 (i, 351).

Neutralité des atlas (La). *N. B.* Déc. 1891 (v, 220).

J. Parmentier — A sort history of the English language and littérature. — Kurze Geschichte der Deutschen Literatur von einem Franzosen. *C. Looten.* Mars 1895 (xi, 556).

G. Pellissier. — Le mouvement littéraire au XIXe siècle. *C. Looten.* Mai 1890 (ii, 118).

H. Petermann. — L'analyse du sol. *E. Schmitt.* Déc 1891 (v, 222).

Petit de Julleville — Le théatre en France. *C. Looten.* Avril 1890 (i, 695).

G. Picot. — La pacification religieuse et la suspension de traitements. *E. Béchaux.* Déc. 1892 (vii, 223).

A Pillet. — Jus canonicum generale distributum in articulos. Juin 1891 (iv, 218).

R. Quillier. — De civilis potestatis origine theoria catholica. *de Vareilles-Sommières.* Avril 1893 (vii, 664).

J. Rambaud. — Eléments d'économie politique. *H. Lavrand.* Fév. 1895 (xi, 447).

A. Rampal. — De la condition de l'enfant dans le droit public ancien et moderne. *N. B.* Sept. 1896 (xiv, 560).

Réforme sociale (La). *A. B.* Août 1891 (iv, 443).

Repos (Le) du dimanche. *N. B.* Oct 1891 (iv, 666).

Ch. de Ribbe. — Une grande dame dans son ménage au temps de Louis XIV. *A. Bechaux.* Dec. 1889 (i, 239).

Ricard (Mgr). — Mgr de Miollis, évêque de Digne. *A. B.* Fév. 1894 (ix, 444).

Ch. Rogez — Un mot sur Fives. Les sociétés de secours mutuels. Juil 1895 (xii, 335).

J. Rosenthal. — Traite d'hygiène publique et privée. *X...* Déc 1889 (i, 237).

T. Rothe. — Du mariage. *de Vareilles-Sommières,* Nov. 1892 (vii, 106).

S. François de Sales. — Œuvres. *L. Salembier.* Nov. 1894 (x, 667).

A. Sagary. — Sur mer et sur terre. C. Looten. Mars 1896 (xiii, 559).

A. H. Sayce. — Records of the past. *E. Pannier.* Sept. 1892 (vi, 559).

P. Senepin. — Grammaire hébraique élémentaire. *C. Rohart.* Janv. 1891 (iii, 329).

Société (La) scientifique de Bruxelles et la Revue des questions. *N. Boulay.* Août 1891 (iv, 441).

G. Sortais. — Hios et Hiade. *L. Rambure.* Août 1892 (vi, 445).

Syndicats ouvriers en Angleterre. *A. Béchaux.* Sept. 1892 (vi, 553).

Tanquerey. — Synopsis dogmaticæ specialis *J. Didiot.* Oct. 1894 (xii, 668).

Abbe T. B — Biographie de l'abbé L. Dorte, curé de Lédenon, sous la Terreur. Nov. 1890 (iii, 110).

E Tessyre — Vie de Mgr Galibert. Mars 1890 (i, 587).

Turinaz (Mgr). — De l'etude et de la pratique du droit canonique. *L. R.* Dec. 1891 (v, 212).

J. M. A Vacant. — Etudes théologiques sur les Constitutions du Concile du Vatican *L. B.* Mars 1896 (xiii, 558).

P. Vallet — La tête et le cœur: La vie et l'hérédité. Histoire de la philosophie *E. P.* Mai 1892 (vi, 106).

Vandepitte. — Histoire de France à l'usage des maisons chrétiennes d'éducation. *L. Lardeur.* Janv. 1896 (xiii, 335).

De Vareilles-Sommieres. — Principes fondamentaux du droit. *L. Baunard.* Nov. 1889 (i, 99)

Vigouroux. — Les livres saints et la critique rationaliste. *E. Pannier.* Avril 1890 (i, 685).

— Dictionnaire de la Bible. Mars 1892 (v, 552).

— Le nouveau Testament et les découvertes archéologiques modernes. Janv. 1891 (iii, 326).

Vuibert. — Annuaire de la jeunesse pour l'année 1890. *N. Boulay.* Aout 1890 (ii, 462).

A. Wirz. — L'ecole pratique de physique. *X...* Déc. 1889 (i, 235).

LIBRAIRIE SUEUR-CHARRUEY, ARRAS ET PARIS

REVUE DE LILLE

Dirigée par une Société de Professeurs des Facultés catholiques de Lille.

Paraît le 25 de chaque mois en un fascicule grand in-8° de 96 pages

Avec le fascicule de Novembre 1908, la « Revue de Lille » a commencé sa XX^e^ année, troisième de la troisième série.

La Revue de Lille n'est pas un organe local : les Facultés de Lille ont en effet leur Bulletin officiel très distinct. Les questions traitées sont d'un intérêt égal pour tout le monde en France et ailleurs ; et la variété des articles rend cette publication également utile à tous.

La Revue de Lille ne se cantonne pas dans une spécialité exclusive. Elle est à la fois littéraire, sociale, scientifique, philosophique. En toutes les matières, elle vise avant tout à vulgariser, à donner des conclusions, à intéresser en instruisant. Elle suit avec soin le mouvement des idées contemporaines, toujours en garde contre les excès qui, dans un sens ou dans un autre, froissent les consciences et compromettent les meilleures œuvres.

Prix de l'abonnement annuel **12 fr.**

J'ai encore en petit nombre des volumes séparés, mais complets, et des fascicules également séparés des 7 premières années formant la première série (novembre 1899 à fin octobre 1896).

Chaque année **3** francs, chaque fascicule **0 fr. 30.**

Un fascicule de **TABLES** pour ces sept années paraîtra prochainement. Le prix en est dès maintenant fixé à **0.75**. On a adopté pour ces Tables les mêmes divisions que pour les tables de la deuxième série énumérées ci-après. Ce fascicule de Tables sera très précieux non seulement aux heureux possesseurs de cette rarissime première série, mais aussi à ceux qui voudraient se procurer les volumes ou les fascicules séparés pour étudier les diverses questions qui y sont traitées.

J'ai au complet les **10 volumes** (grand in-8° de 1100 pages chacun) **de la 2^e^ série,** (novembre 1896 à novembre 1906). **Quatorze tables** détaillées sur toutes les matières traitées en cette série terminant le dernier volume. Voici les divisions de ces 14 Tables.

1. Ecriture Sainte. — 2. Philosophie. — 3. Théologie et Apologétique. — 4. Droit. — 5. Littérature et Critique Littéraire. — 6. Biographie, Histoire, Géographie, Voyages. — 7. Economie politique et sociale. — 8. Médecine et Hygiène, Sciences. — 9. Lettres et études sur les Universités catholiques, discours et rapports, discours aux étudiants. — 10 Hagiographie. —11. Documents, annales politiques, nouvelles et fantaisies, variétés. — 12. Poésies, poèmes, poètes. — 13. Œuvres scolaires et post-scolaires, questions scolaires et d'enseignement. — 14. Bibliographie.

Les 10 volumes net **18** fr. Chaque année séparée : **2 fr 50**

J'ai également complète et brochée la XVIII^e^ année, novembre 1906 à novembre 1907, première de la troisième série et également la XIX^e^ année, nov. 1907 à nov. 1908, deuxième de la troisième série.

(Supplément à la « Revue de Lille », Juin 1909).

Le Secrétaire-Gérant : C. LECIGNE.

Arras — Imp SCHOUTHEER FRÈRES

C. Lecigne

LIBRAIRIE DE J. LEFORT

A. TAFFIN-LEFORT, Successeur

PARIS, 30, rue des Saints-Pères. — LILLE, 24, rue Ch. de Muyssart.

COURS DE THÉOLOGIE CATHOLIQUE

PREMIERE PARTIE

LOGIQUE SURNATURELLE

Par M. le Chanoine Jules DIDIOT

DOYEN DE LA FACULTÉ DE THEOLOGIE DE LILLE

2 Volumes grand in-8°.

Tome I. **PARTIE SUBJECTIVE** . . . . . **5** fr.

Tome II. **PARTIE OBJECTIVE** (apologétique et critique). **6** »

VIENT DE PARAITRE :

MORALE SURNATUELLE

FONDAMENTALE

(Tome I de la troisième Partie)

1 vol. grand in-8° de plus de 600 pages : **6** fr.

TRAITÉ

DE LA

SAINTE ÉCRITURE

D'APRÈS

S. S. LEON XIII

Par le même

Volume in-12 broché. . . **3** fr **50**.

LIBRAIRIE SUEUR-CHARRUEY, ARRAS ET PARIS

REVUE DE LILLE

Dirigée par une Société de Professeurs des Facultés catholiques de Lille.

Paraît le 25 de chaque mois en un fascicule grand in-8° de 96 pages

Avec le fascicule de Novembre 1908, la « Revue de Lille » a commencé sa XX^e^ année, troisième de la troisième serie.

La Revue de Lille n'est pas un organe local : les Facultés de Lille ont en effet leur Bulletin officiel très distinct. Les questions traitées sont d'un intérêt égal pour tout le monde en France et ailleurs ; et la variété des articles rend cette publication également utile à tous.

La Revue de Lille ne se cantonne pas dans une spécialité exclusive. Elle est à la fois litteraire, sociale, scientifique, philosophique. En toutes les matières, elle vise avant tout à vulgariser, à donner des conclusions, à intéresser en instruisant. Elle suit avec soin le mouvement des idées contemporaines, toujours en garde contre les excès qui, dans un sens ou dans un autre, froissent les consciences et compromettent les meilleures œuvres

Prix de l'abonnement annuel **12 fr.**

J'ai encore en petit nombre des volumes séparés, mais complets, et des fascicules également séparés des 7 premières années formant la première série (novembre 1899 à fin octobre 1896).

Chaque année **3** francs, chaque fascicule **0 fr. 30.**

Un fascicule de **TABLES** pour ces sept années paraîtra prochainement. Le prix en est dès maintenant fixé à **0.75.** On a adopté pour ces Tables les mêmes divisions que pour les tables de la deuxième série énumérées ci-après. Ce fascicule de Tables sera très précieux non seulement aux heureux possesseurs de cette rarissime première série, mais aussi à ceux qui voudraient se procurer les volumes ou les fascicules séparés pour étudier les diverses questions qui y sont traitées.

J'ai au complet les **10 volumes** (grand in-8° de 1100 pages chacun) de la 2^e^ série, (novembre 1896 à novembre 1906). **Quatorze tables détaillées sur** toutes les matières traitées en cette série terminent le dernier volume. Voici les divisions de ces 14 Tables.

1. Ecriture Sainte. — 2. Philosophie. — 3. Théologie et Apologétique. — 4. Droit. — 5. Littérature et Critique Littéraire. — 6. Biographie, Histoire, Géographie, Voyages. — 7. Economie politique et sociale. — 8. Médecine et Hygiène, Sciences. — 9. Lettres et études sur les Universités catholiques, discours et rapports, discours aux étudiants. — 10 Hagiographie. —11. Documents, annales politiques, nouvelles et fantaisies, variétés. — 12. Poésies, poèmes, poètes. — 13. Œuvres scolaires et post-scolaires, questions scolaires et d'enseignement. — 14. Bibliographie.

Les 10 volumes net **18** fr. Chaque année séparée : **2 fr 50**

J'ai également complete et brochée la XVIII^e^ année, novembre 1906 a novembre 1907, première de la troisième série et également la XIX^e^ année, nov. 1907 à nov. 1908, deuxième de la troisième série.

(Supplément à la « Revue de Lille », Juin 1909).

Le Secrétaire-Gérant : C. LIGNE.

Arras — Imp SCHOUTHEER FRERES

C. Ligne

LIBRAIRIE DE J. LEFORT

A TAFFIN-LEFORT, Successeur

PARIS, 30, rue des Saints-Pères. — LILLE, 24, rue Ch. de Muyssart.

COURS DE THÉOLOGIE CATHOLIQUE

PREMIERE PARTIE

LOGIQUE SURNATURELLE

Par M. le Chanoine Jules DIDIOT

DOYEN DE LA FACULTE DE THEOLOGIE DE LILLE

2 Volumes grand in-8°.

Tome I. **PARTIE SUBJECTIVE** . . . . . **5 fr.**

Tome II. **PARTIE OBJECTIVE** (apologetique et critique). **6 »**

VIENT DE PARAITRE :

MORALE SURNATUELLE

FONDAMENTALE

(TOME I DE LA TROISIÈME PARTIE)

1 vol grand in-8° de plus de 600 pages : **6 fr.**

TRAITÉ

DE LA

SAINTE ÉCRITURE

D'APRÈS

S. S. LEON XIII

Par le même

Volume in-12 broché. . . **3 fr 50.**

HISTOIRE ABRÉGÉE

DE LA

LITTÉRATURE FRANÇAISE

depuis ses origines jusqu'à Malherbe

Par V^or JEANROY-FÉLIX

Un volume in-8°, prix **5** fr ; franco, **5** fr **50**

NOUVEAU

COURS DE PHYSIQUE

A L'USAGE

DE LA CLASSE DE MATHÉMATIQUES ELÉMENTAIRES

Par Henri DELTOUR

ANCIEN ELEVE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE

Un volume in-8° raisin, prix : **9** fr.; franco par poste, **10** fr.

SAINT IGNACE DE LOYOLA

Fondateur de la Compagnie de Jésus

SA VIE ET SON INSTITUT

Par le P. Daniel BARTOLI. S. J.

Traduction nouvelle et intégrale, par le P. Jacques TERRIEN, de la même Compagnie.

2 volumes in-8°, prix : **7** fr

LIBRAIRIE DE J. LEFORT

A. TAFFIN-LEFORT, Successeur

PARIS, 30, rue des Saints-Pères. — LILLE, 24, rue Ch. de Muyssart.

COURS DE THÉOLOGIE CATHOLIQUE

PREMIERE PARTIE

LOGIQUE SURNATURELLE

Par M. le Chanoine Jules DIDIOT

DOYEN DE LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE DE LILLE

2 Volumes grand in-8°.

Tome I PARTIE SUBJECTIVE. . . . . 5 fr.
Tome II. PARTIE OBJECTIVE (apologétique et critique). 6 »

POUR PARAITRE INCESSAMMENT :

MORALE SURNATUELLE

FONDAMENTALE

1 vol. grand in-8° de plus de 600 pages.

TRAITÉ

DE LA

SAINTE ÉCRITURE

D'APRÈS

S. S. LEON XIII

Par le même

Volume in-12 broché. . . 3 fr 50.

HISTOIRE ABRÉGÉE

DE LA

LITTÉRATURE FRANCAISE

depuis ses origines jusqu'à Malherbe

Par V^or JEANROY-FÉLIX

Un volume in-8°, prix 5 fr ; franco, **5** fr. **50**

NOUVEAU

COURS DE PHYSIQUE

A L'USAGE

DE LA CLASSE DE MATHÉMATIQUES ÉLÉMENTAIRES

Par Henri DELTOUR

ANCIEN ELEVE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE

1 n volume in-8° raisin, prix : **9** fr.; franco par poste, **10** fr.

SAINT IGNACE DE LOYOLA

Fondateur de la Compagnie de Jesus

SA VIE ET SON INSTITUT

Par le P. Daniel BARTOLI. S. J.

Traduction nouvelle et intégrale, par le P. Jacques TERRIEN, de la même Compagnie.

2 volumes in-8°, prix : **7** fr.

REVUE

DE LILLE

DIRIGÉE

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PROFESSEURS

DES FACULTÉS CATHOLIQUES

FGE
30
1896

SEPTIÈME ANNÉE

DEUXIÈME SÉRIE — TOME IV

(TOME XIV DE LA COLLECTION)

2 Livraison. — Juin 1896

La *Revue de Lille* se trouve chez :

MM. SCHEPENS, à Bruxelles, H. TRIMBLEY, à Genève; BROCKHAUS, à Leipzig;

BEAUCHEMIN, à Montréal.

PARIS

rue des Saints-Peres, 30

J. LEFORT, IMPRIMEUR, ÉDITEUR

A. TAFFIN-LEFORT, Successeur

rue Charles de Muyssart, 24

LILLE

LIVRAISON DE JUIN 1896

Pages.

I. — DE L'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE DANS LES SÉMINAIRES,
par **M. l'abbé N. Boulay.** 113

II. — LA SCIENCE POLITIQUE AU XVII^e^ SIÈCLE,
par **M. Amédée de Margerie.** 125

III. — LA JEUNESSE CATHOLIQUE A REIMS, par **M. André Vanlaer.** 157

IV. — UN INSTITUTEUR EN 1810, par **M. G. Monteuuis.** 181

V. — MONUMENTS ET SOUVENIRS DE LA FRANCE A ROME,
par **M. Léon d'Octave.** 200

Les abonnés sont priés, s'ils ne l'ont déjà fait, d'envoyer le montant de leur abonnement 1895-1896, en un mandat-poste, à M. A. TAFFIN-LEFORT, Éditeur, Paris, rue des Saints-Peres, 30; Lille, rue Charles de Muyssart, 24.

La **Revue de Lille** est mensuelle. L'abonnement part du 15 Novembre ou du 15 Mai. Le prix est de **20 francs** par an, et de **12 francs** pour six mois: pour l'étranger le port en sus: union postale, **22 fr. 50.**

Pour les abonnements, s'adresser à M^r^ A. TAFFIN-LEFORT; pour la rédaction, à M^r^ E. PANNIER, Secrétaire de la Revue, Lille, rue Boileux, 26; pour tirés à part des articles insérés, à M^r^ A. TAFFIN-LEFORT.

LIBRAIRIE DE J. LEFORT

A. TAFFIN-LEFORT, Successeur

PARIS, 30, rue des Saints-Pères. — LILLE, 24, rue Ch. de Muyssart.

COURS DE THÉOLOGIE CATHOLIQUE

PREMIERE PARTIE

LOGIQUE SURNATURELLE

Par M. le Chanoine Jules DIDIOT

DOYEN DE LA FACULTE DE THEOLOGIE DE LILLE

2 Volumes grand in-8°.

Tome I. **PARTIE SUBJECTIVE.** . . . . . **5** fr.
Tome II. **PARTIE OBJECTIVE** (apologétique et critique). **6** »

POUR PARAITRE INCESSAMMENT :

MORALE SURNATUELLE

FONDAMENTALE

1 vol. grand in-8° de plus de 600 pages.

TRAITE

DE LA

SAINTE ÉCRITURE

D'APRÈS

S. S. LEON XIII

Par le même

Volume in-12 broché. . . **3 fr 50.**

HISTOIRE ABRÉGÉE

DE LA

LITTÉRATURE FRANÇAISE

depuis ses origines jusqu'à Malherbe

Par V^or JEANROY-FÉLIX

Un volume in-8°, prix **5** fr.; franco. **5** fr. **50.**

NOUVEAU

COURS DE PHYSIQUE

A L'USAGI

DE LA CLASSE DE MATHEMATIQUES ELEMENTAIRES

Par Henri DELTOUR

ANCIEN ELVE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE

I n volume in-8° raisin, prix : **9** fr.; franco par poste, **10** fr.

SAINT IGNACE DE LOYOLA

Fondateur de la Compagnie de Jesus

SA VIE ET SON INSTITUT

Par le P. Daniel BARTOLI. S. J.

Traduction nouvelle et intégrale, par le P. Jacques TERRIEN, de la même Compagnie.

2 volumes in-8°. prix : **7** fr

REVUE

DE LILLE

DIRIGÉE

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PROFESSEURS

DES FACULTÉS CATHOLIQUES

BIBLIOTHÈQUE
LOTS
63

SEPTIEME ANNÉE

DEUXIÈME SÉRIE — TOME IV

(TOME XIV DE LA COLLECTION)

3 Livraison. — Juillet 1896

La *Revue de Lille* se trouve chez :

MM. SCHEPPENS, à Bruxelles ; H. TREMBLEY, à Genève ; BROCKHAUS, à Leipzig ;

BEAUCHEMIN, à Montréal.

PARIS

rue des Saints-Peres, 30

J. LEFORT, IMPRIMEUR, ÉDITEUR

A. TAFFIN-LEFORT, Successeur

rue Charles de Muyssart, 24

LILLE

LIVRAISON DE JUILLET 1896

Pages.

I — DE L'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE DANS LES SÉMINAIRES, par **M. N. Boulay**. 225

II. — LA SCIENCE POLITIQUE AU XVII[e] SIECLE — BOSSUET ET FENELON, par **M. Amédée de Margerie**. 247

III. — L'ABBE GUILLEMOT, par **M le Dr Salembier**. 267

IV. — LETTRES DE MAINE DE BIRAN A SA FAMILLE, par **M. Mayjonade**. 287

V. — MONUMENTS ET SOUVENIRS DE LA FRANCE A ROME, par **M Léon d'Octave**. 317

Les abonnés sont priés, s'ils ne l'ont déjà fait, d'envoyer le montant de leur abonnement 1895-1896, en un mandat-poste, à M. A. TAFFIN-LEFORT, Éditeur, Paris, rue des Saints-Peres, 30; Lille, rue Charles de Muyssart, 24.

La Revue de Lille est mensuelle. L'abonnement part du 15 Novembre ou du 15 Mai. Le prix est de **20 francs** par an, et de **12 francs** pour six mois; pour l'étranger le port en sus: union postale, **22 fr. 50.**

Pour les abonnements, s'adresser à M[r] A. TAFFIN-LEFORT; pour la rédaction, à M[r] E. PANNIER. Secrétaire de la Revue, Lille, rue Boileux, 26; pour tires à part des articles insérés, a M[r] A TAFFIN-LEFORT

LIBRAIRIE DE J. LEFORT

A. TAFFIN-LEFORT, Successeur

PARIS, 30, rue des Saints-Pères. — LILLE, 24, rue Ch. de Muyssart.

COURS DE THÉOLOGIE CATHOLIQUE

PREMIERE PARTIE

LOGIQUE SURNATURELLE

Par M. le Chanoine Jules DIDIOT

DOYEN DE LA FACULTE DE THEOLOGIE DE LILLE

2 Volumes grand in-8°.

Tome I. **PARTIE SUBJECTIVE**. . . . . **5** fr.

Tome II. **PARTIE OBJECTIVE** (apologétique et critique). **6** »

VIENT DE PARAITRE :

MORALE SURNATUELLE

FONDAMENTALE

(Tome I de la troisième Partie)

1 vol. grand in-8° de plus de 600 pages : **6** fr.

TRAITÉ

DE LA

SAINTE ÉCRITURE

D'APRES

S. S. LEON XIII

Par le même

Volume in-12 broché. . . **3 fr. 50**

HISTOIRE ABRÉGÉE

DE LA

LITTÉRATURE FRANÇAISE

depuis ses origines jusqu'à Malherbe

Par V^or JEANROY-FÉLIX

Un volume in-8°, prix **5** fr ; franco, **5** fr **50**

NOUVEAU

COURS DE PHYSIQUE

A L'USAGE

DE LA CLASSE DE MATHÉMATIQUES ÉLÉMENTAIRES

Par **Henri DELTOUR**

ANCIEN ELEVE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE

Un volume in-8° raisin, prix : **9** fr.; franco par poste, **10** fr.

SAINT IGNACE DE LOYOLA

Fondateur de la Compagnie de Jesus

SA VIE ET SON INSTITUT

Par le P. Daniel BARTOLI, S. J.

Traduction nouvelle et intégrale, par le P. Jacques TERRIEN, de la meme Compagnie.

2 volumes in-8°. prix **7** fr

REVUE

DE LILLE

DIRIGÉE

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PROFESSEURS

DES FACULTÉS CATHOLIQUES

FACULTÉ
746

SEPTIÈME ANNÉE

DEUXIÈME SÉRIE — TOME IV

(TOME XIV DE LA COLLECTION)

4e Livraison. — Août 1896

La *Revue de Lille* se trouve chez :

MM. SCHEPENS, à Bruxelles ; H. TREMBLEY, a Geneve ; BROCKHAUS, à Leipzig ;

BEAUCHEMIN, a Montréal

PARIS

rue des Saints-Peres, 30

J. LEFORT, IMPRIMEUR, ÉDITEUR

A. TAFFIN-LEFORT, Successeur

rue Charles de Muyssart, 24

LILLE

LIVRAISON D'AOUT 1896

Pages.

I — LES ELECTIONS DE MULHOUSE, par **M. H. Cetty.** 337

II. — MONUMENTS ET SOUVENIRS DE LA FRANCE A ROME,
par **M Léon d'Octave.** 353

III. — DE L'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE DANS LES SÉMINAIRES,
par **M. N. Boulay.** 382

IV. — LETTRES DE MAINE DE BIRAN A SA FAMILLE,
par **M. Mayjonade.** 404

V. — UN INSTITUTEUR EN 1810, par **M. G. Monteuuis.** 425

VI. — BIBLIOGRAPHIE.
J. Didiot *Morale surnaturelle fondamentale*, par **N. B.** 445

Les abonnés sont priés, s'ils ne l'ont déjà fait, d'envoyer le montant de leur abonnement 1895-1896, en un mandat-poste, à M. A. TAFFIN-LEFORT, Éditeur, Paris, rue des Saints-Peres, 30; Lille, rue Charles de Muyssart, 24.

La Revue de Lille est mensuelle. L'abonnement part du 15 Novembre ou du 15 Mai. Le prix est de 20 francs par an, et de 12 francs pour six mois; pour l'étranger le port en sus; union postale, 22 fr. 50.

Pour les abonnements, s'adresser à Mr A. TAFFIN-LEFORT; pour la rédaction, à Mr E. PANNIER, Secrétaire de la Revue, Lille, rue Boileux, 26; pour tirés à part des articles inseres, à Mr A. TAFFIN-LEFORT.

REVUE

DE LILLE

DÉPÔT LÉGAL
Nord
1896

DIRIGÉE

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PROFESSEURS

DES FACULTÉS CATHOLIQUES

SEPTIÈME ANNEE

DEUXIÈME SÉRIE — TOME IV

(TOME XIV DE LA COLLECTION)

5e Livraison. — Septembre 1896

La *Revue de Lille* se trouve chez

MM SCHEPENS, à Bruxelles; H. TREMBLEY, à Genève; BROCKHAUS, à Leipzig,

BEAUCHEMIN, à Montréal.

PARIS

rue des Saints-Pères, 30

J. LEFORT, IMPRIMEUR, ÉDITEUR

A. TAFFIN-LEFORT, Successeur

rue Charles de Muyssart, 24

LILLE

LIVRAISON DE SEPTEMBRE 1896

Pages.

I — DE L'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE DANS LES SEMINAIRES, par **M. N. Boulay.** 449

II — A TRAVERS LA LITTERATURE ESPAGNOLE, par **M. l'abbé Cliquennois.** 470

III. — UN INSTITUTEUR EN 1810, par **M. G. Monteuuis,** 487

IV — LETTRES DE DIVERS A MAINE DE BIRAN, par **M. Mayjonade** 500

V — LA SCIENCE POLITIQUE AU XVIII^e^ SIECLE — L'ESPRIT DES LOIS, par **M. Amédée de Margerie** 526

VI — BIBLIOGRAPHIE.

AUGUSTE RAMPAL, *De la condition de l Enfant dans le drot public ancien et moderne,* par **N. B.** 560

Les abonnés sont pries, s'ils ne l'ont déjà fait, d'envoyer le montant de leur abonnement 1895-1896, en un mandat-poste, à **M. A. TAFFIN-LEFORT, Éditeur, Paris, rue des Saints-Peres, 30: Lille, rue Charles de Muyssart, 24.**

La **Revue de Lille** est mensuelle. L abonnement part du 15 Novembre ou du 15 Mai. Le prix est de **20 francs** par an, et de **12 francs** pour six mois; pour l'étranger le port en sus; union postale, **22 fr. 50.**

Pour les abonnements, s'adresser a M^r^ A. TAFFIN-LEFORT; pour la rédaction, à M^r^ E. PANNIER, Secretaire de la Revue, Lille, rue Boileux, 26: pour tires à part des articles insérés, à M^r^ A TAFFIN-LEFORT

REVUE
DE LILLE

DIRIGÉE

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PROFESSEURS

DES FACULTÉS CATHOLIQUES

SEPTIÈME ANNÉE

DEUXIÈME SÉRIE — TOME IV

(TOME XIV DE LA COLLECTION)

6e Livraison — Octobre 1896

La *Revue de Lille* se trouve chez :

MM. Scheppens, à Bruxelles ; H. Tremblay, à Genève ; Brockhaus, à Leipzig ;

Brauchemin, à Montréal.

PARIS

rue des Saints-Peres, 30

J. LEFORT, IMPRIMEUR, ÉDITEUR

A. TAFFIN-LEFORT, Successeur

rue Charles de Muyssart, 24

LILLE

LIVRAISON D'OCTOBRE 1896

Pages

I. — LA SCIENCE POLITIQUE AU XVIII[e] SIÈCLE — MONTESQUIEU ET J.-J. ROUSSEAU, par **M. Amédée de Margerie.** 561

II. — A TRAVERS LA LITTÉRATURE ESPAGNOLE — CONCLUSION, par **M l'abbé Cliquennois.** 589

III. — LETTRES DE DIVERS A MAINE DE BIRAN, par **M. Mayjonade.** 604

IV. — MONUMENTS ET SOUVENIRS DE LA FRANCE A ROME, par **M. Léon d'Octave.** 623

V. — UN INSTITUTEUR EN 1810, par **M. G. Monteuuis.** 644

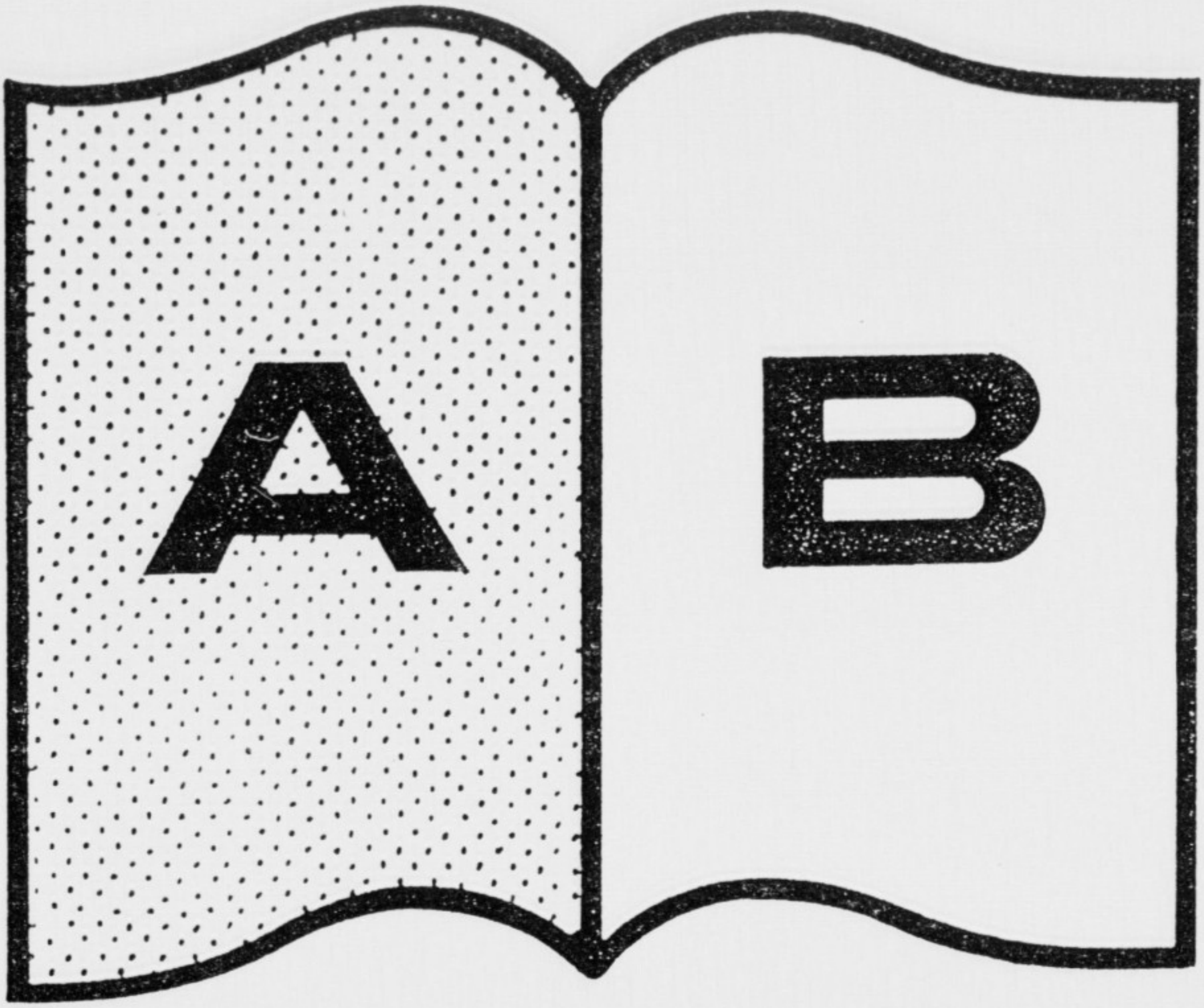
VI. — LES ETATS GENERAUX DE LANGUEDOC, par **M V. Ganet.** 657

TABLE DES MATIERES. 670

Les abonnés sont priés, s'ils ne l'ont déjà fait, d'envoyer le montant de leur abonnement 1895-1896, en un mandat-poste. à M. A. TAFFIN-LEFORT, Éditeur, Paris, rue des Saints-Peres, 30; Lille, rue Charles de Muyssart, 24.

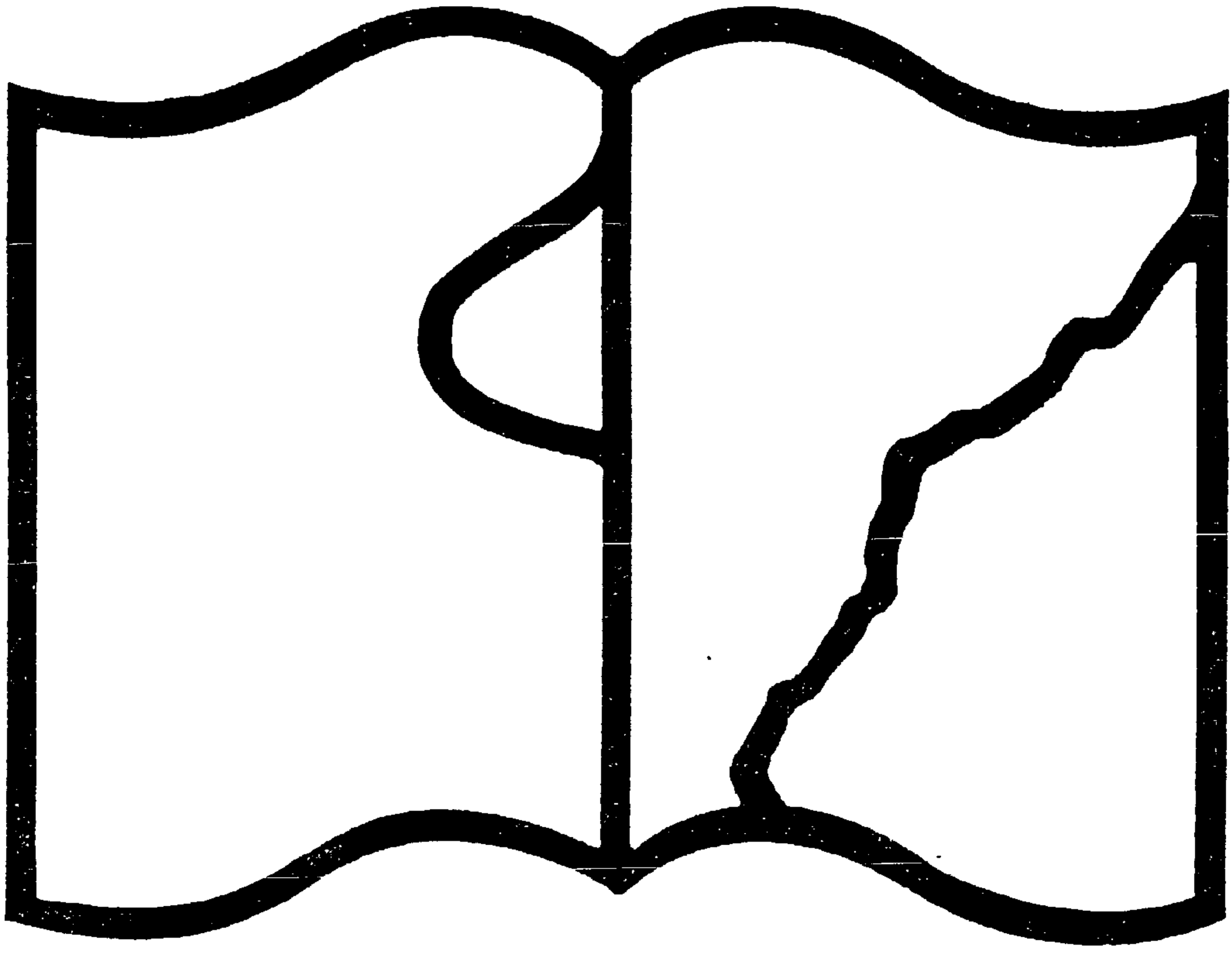
La Revue de Lille est mensuelle. L'abonnement part du 15 Novembre ou du 15 Mai. Le prix est de **20 francs** par an, et de **12 francs** pour six mois; pour l'étranger le port en sus; union postale, **22 fr. 50.**

Pour les abonnements, s'adresser à M[r] A. TAFFIN-LEFORT; pour la rédaction, à M[r] E. PANNIER, Secrétaire de la Revue, Lille, rue Boileux, 26; pour tirés à part des articles inseres, à M[r] A. TAFFIN-LEFORT



Contraste insuffisant

NF Z 43-120-14



Texte détérioré — reliure défectueuse

NF Z 43-120-11